RCS : NANTERRE
Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2011 B 05560
Numéro SIREN : 784 608 416
Nom ou dénomination : CREDIT AGRICOLE SA

Ce dépôt a été enregistré le 19/06/2019 sous le numéro de dépôt 19376

Greffe du tribunal de commerce de Nanterre : dépôt N°19376 en date du 19/06/2019



EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT 2018

4

Activité et informations financières **180**

Présentation des comptes consolidés de Crédit Agricole S.A. 180
Environnement économique et financier 180
Activité et résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. 181
Activité et résultats par pôle d'activité 184
Bilan consolidé de Crédit Agricole S.A. 196
Tendances récentes et perspectives 198

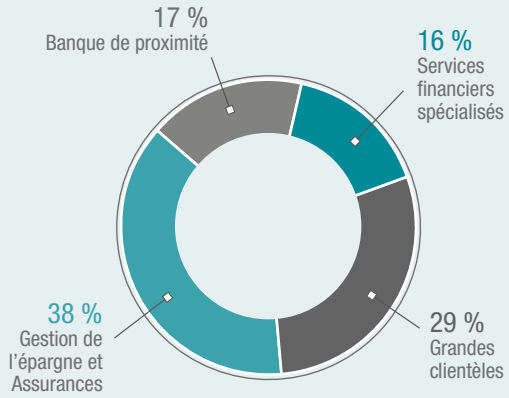
Information sur les comptes de Crédit Agricole S.A. (société mère) **202**

Analyse des résultats de Crédit Agricole S.A. (société mère) 202
Résultats financiers des cinq derniers exercices 203

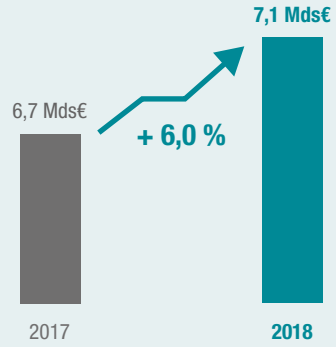
Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

UN BUSINESS MIX ÉQUILIBRÉ

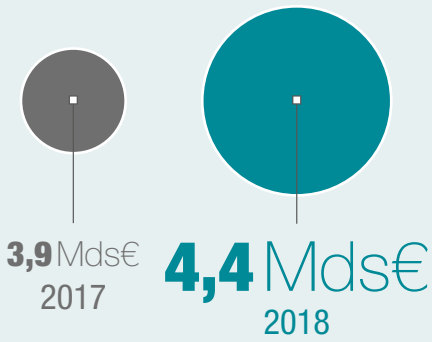
Répartition du résultat net part du Groupe sous-jacent



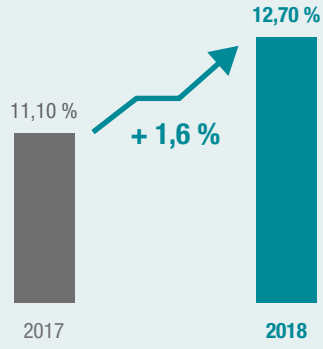
Hausse du résultat brut d'exploitation sous-jacent



Hausse du résultat net part du Groupe sous-jacent



ROTE en amélioration



4

ACTIVITÉ ET INFORMATIONS FINANCIÈRES

PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Changements de principes et méthodes comptables

Les changements de principes et méthodes comptables sont décrits dans la note 1 des annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2018.

Évolution du périmètre de consolidation

L'évolution du périmètre de consolidation est décrite dans les notes 2 et 11 des annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2018.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Bilan de l'année 2018

Malgré le resserrement des conditions monétaires et financières américaines, le protectionnisme émanant des États-Unis, la forte volatilité du prix du pétrole (s'inscrivant en moyenne en hausse sur l'ensemble de l'année [1]) et les tensions politiques et géopolitiques, l'économie mondiale a continué de progresser à un rythme soutenu. Ce dynamisme n'a pas généré les déséquilibres (inflation et déficits extérieurs) que nourrit habituellement une croissance forte, déséquilibres classiques qui en signalent habituellement le retournement imminent. Le mode de formation des prix (notamment le lien auparavant plus étroit entre la baisse du taux de chômage et la hausse des salaires) s'est transformé sous l'effet de facteurs structurels (tertiarisation, "ubérisation", concurrence accrue), ce qui explique la faiblesse de l'inflation. La profondeur de la crise financière de 2008 explique également que les déséquilibres réels ne se soient pas manifestés de façon patente, notamment pas sous forme d'inflation. La belle accélération synchrone des rythmes de croissance des grandes zones a cependant pris fin. La croissance s'est encore révélée insolente aux États-Unis, vigoureuse mais s'effritant progressivement en zone euro, moins robuste dans la mosaïque émergente.

Les États-Unis ont, en effet, continué d'afficher une croissance économique élevée (2,8 % après 2,2 % en 2017). Une croissance dont le rythme ne s'infléchit pas, tirée par la consommation des ménages, par la reprise même décevante de l'investissement, mais aussi "sur-stimulée" par un plan budgétaire aussi substantiel qu'inopportun. Le stimulus fiscal aurait ainsi ajouté + 0,8 point de pourcentage à la croissance en 2018 (et le surplus de croissance est estimé à + 0,6 point de pourcentage en 2019). Aussi mûr soit-il, le cycle, dopé par des économies d'impôts intervenues alors que l'économie fonctionnait déjà à pleine capacité, a vu son pic différé. En place depuis juin 2009, le cycle actuel comptabilise déjà 114 mois de croissance ininterrompus à rapprocher des records de 106 et 119 mois enregistrés, respectivement, au tout début des années 1960 puis 1990. Bien que la croissance excède son rythme potentiel (2 %) et que le taux de chômage (3,7 % à rapprocher d'un pic à 10 % en octobre 2009) soit inférieur à son niveau "d'équilibre" (selon la *Federal Reserve,* avec un taux de chômage à 4,5 %, l'économie est au plein emploi), l'inflation totale n'a pas sensiblement accéléré (2,4 % après 2,1 % en 2017 en moyenne annuelle). La *Federal Reserve* a poursuivi son cycle de resserrement monétaire. Elle a procédé à quatre relèvements de 25 points de base chacun de son taux directeur, le portant ainsi à 2,50 % fin 2018. Depuis le début du resserrement monétaire initié en décembre 2015, la hausse du taux des *Fed Funds* atteint + 225 points de base. La *Federal Reserve* a également poursuivi son "resserrement quantitatif" (réduction progressive de son bilan). Cette politique plus restrictive s'est traduite par une remontée sensible des taux courts, incorporant la poursuite du resserrement monétaire (les taux souverains à deux ans ont progressé de + 75 points de base sur l'année pour la finir à 2,65 %). En dépit d'une période durant laquelle ils se sont établis légèrement au-dessus de 3 %, les taux longs n'ont pas "surréagi". Faute de risque inflationniste manifeste, d'anticipations d'inflation forte et profitant d'épisodes d'aversion marquée au risque, ils se sont redressés d'environ + 30 points de base seulement sur l'année pour n'atteindre que 2,8 % fin décembre et donner lieu à un aplatissement marqué de la courbe des taux d'intérêt.

En zone euro, la croissance s'est infléchie au premier trimestre 2018 (2,5 % en glissement annuel après 2,7 % fin 2017) sur fond de déstockage (le processus de restockage qui s'était mis en place s'est révélé excessif) et de perturbations temporaires (grèves, météo, effets de calendrier sur les mesures fiscales en France). Ce ralentissement a suscité de nombreuses questions auxquelles des réponses exagérément pessimistes, voire alarmistes, ont été fréquemment apportées alors que les fondamentaux, demeurés solides, suggéraient une baisse de régime seulement temporaire. Ménages et entreprises ont, en effet, continué de consolider leurs bilans tout en maintenant des comportements de dépense dynamiques. La progression des salaires et du revenu disponible a assuré le maintien de la consommation des ménages (au prix d'un léger repli du taux d'épargne) et la bonne tenue des profits a permis une accélération des dépenses d'investissement et une remontée du taux d'investissement. La croissance, vouée à évoluer progressivement vers un rythme plus proche du potentiel (estimé à 1,5 %), empruntait donc encore un chemin normal : celui du ralentissement, passant d'un rythme annuel de 2,8 % à son sommet en 2017 à 2,2 % au printemps 2018. Depuis l'été, la décélération s'est amplifiée et aux informations favorables encore livrées par les chiffres "durs" s'est opposé le sentiment dégradé émanant des enquêtes. Les menaces protectionnistes de Donald Trump ont créé un climat d'incertitude et d'attentisme peu propice à l'investissement. Par ailleurs, la nomination d'un gouvernement populiste en Italie a créé un nouvel électrochoc en Europe. L'intensification des tensions commerciales et la crise politique italienne ont pesé très nettement sur les marchés financiers européens. Le PIB a ralenti au troisième trimestre (1,6 % en glissement annuel après 2,2 % au deuxième trimestre). Des facteurs temporaires liés aux nouvelles normes européennes ont perturbé le secteur automobile et un rattrapage devrait s'opérer. En dépit de soubresauts, de craintes exagérées sur un possible retournement violent et imminent du cycle et d'une demande étrangère moins soutenue, la croissance pourrait ainsi atteindre 1,9 % en 2018 contre 2,6 % en 2017 : une croissance honorable ne générant pas d'inflation (1,6 % après 1,5 % en 2017). La Banque centrale européenne (BCE) a ainsi prolongé son *Quantitative Easing* jusqu'à décembre 2018 (date à partir de laquelle cesseront ses achats nets) tout en réduisant le montant mensuel de ses achats

(1) Le prix du Brent a commencé l'année 2018 à 67 dollars US par baril pour atteindre un maximum à 86 dollars début octobre avant de s'effondrer à 53 dollars fin décembre. Sur les neuf premiers mois, le marché a dû faire face à une hausse du prix du pétrole alimentée par les réductions de production de l'OPEP, l'effondrement de la production vénézuélienne et le retour des sanctions américaines sur les exportations de pétrole iranien. L'arrêt momentané des réductions de production par l'OPEP et la Russie, combiné à une forte augmentation de la production américaine ont provoqué l'importante baisse du prix du pétrole au cours du dernier trimestre 2018. En moyenne sur l'année, le prix du Brent atteint 71 dollars par baril (contre 54 dollars par baril en 2017).

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

de titres souverains (de 30 milliards à 15 milliards d'euros à partir de septembre 2018). Malgré le resserrement monétaire américain et la mise en œuvre d'une politique monétaire lentement et légèrement moins accommodante, les taux européens *core* n'ont pas souffert. Après être montés à près de 0,8 % fin février (enregistrant une hausse de + 35 points de base en deux mois), les taux allemands à 10 ans se sont de nouveau orientés à la baisse pour atteindre un point bas (0,25 %) au paroxysme de la crise politique italienne. Après avoir "frémi" tout en demeurant très faibles, ils se sont repliés pour ne plus atteindre que 0,2 % fin décembre, profitant d'une poussée violente d'aversion au risque suscitée par le protectionnisme américain mais aussi les inquiétudes quant à l'ampleur des ralentissements économiques (engagés ou annoncés). Les taux français et italiens ont connu des évolutions spécifiques rythmées par des évolutions politiques internes : fin décembre, la prime française contre *Bund* avoisinait 45 points de base, soit 10-15 points de base de plus qu'avant le début de la crise des gilets jaunes alors que le *spread* italien s'était resserré à moins de 260 points de base contre un pic de près de plus de 320 fin novembre, au plus haut de la confrontation budgétaire avec la Commission européenne. Compte tenu des très fortes baisses enregistrées en décembre, les marchés actions ont reculé sur l'année tant en Europe qu'aux États-Unis (Eurostoxx 50 et S&P 500 se replient, respectivement, de près de - 15 % et - 8,5 %). Enfin, bien qu'il soit généralement jugé sous-évalué mais victime des poussées d'aversion au risque, l'euro s'est déprécié de près de 5 % contre dollar au cours de l'année 2018.

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Sur l'ensemble de l'année de 2018, le résultat net part du Groupe publié est de 4 400 millions d'euros, contre 3 649 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2017, soit une progression de + 20,6 %.

Les **éléments spécifiques pour l'ensemble de l'année 2018** ont eu un effet quasi nul de **- 5 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe publié. Les effets les plus notables sont l'ajustement du montant du *badwill* constaté lors de l'acquisition des trois banques italiennes à hauteur de + 66 millions d'euros (+ 86 millions avant intérêts minoritaires), les frais d'intégration de Pioneer à hauteur de - 29 millions d'euros (- 56 millions avant impôts et intérêts minoritaires) ainsi que des éléments de volatilité comptable récurrents pour + 30 millions d'euros (+ 41 millions d'euros avant impôt).

Les **éléments spécifiques pour l'ensemble de l'année 2017** avaient eu un impact de - 276 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe. Il s'agissait des soultes de *Liability management* pour + 26 millions d'euros (+ 39 millions d'euros avant impôt), de l'impact de la cession de la participation dans BSF pour + 99 millions d'euros et dans Eurazeo pour + 103 millions d'euros, les variations des écarts d'acquisition pour + 91 millions d'euros (+ 186 millions avant impôts et intérêts minoritaires), les coûts d'intégration de Pioneer et des trois banques italiennes pour respectivement - 60 millions d'euros (- 135 millions avant impôts et intérêts minoritaires) et - 22 millions d'euros (- 41 millions avant impôts et intérêts minoritaires) et des éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le *spread* émetteur pour - 131 millions d'euros (- 216 millions d'euros avant impôt), le DVA pour - 42 millions d'euros (- 66 millions d'euros avant impôt), les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour - 36 millions d'euros (- 57 millions d'euros avant impôt) et les provisions épargne logement + 143 millions d'euros (+ 221 millions d'euros avant impôt).

À noter que depuis le 1er janvier 2018 et le passage à IFRS 9, l'effet du *spread* émetteur sur la valorisation des passifs à la juste valeur est comptabilisé directement en capitaux propres, sans impact sur les fonds propres prudentiels. En part du Groupe, cet effet est de + 397 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2018.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** augmente lui de **+ 12,2 %** par rapport à celui de l'ensemble de l'année 2017, à **4 405 millions d'euros, au-dessus de l'objectif fixé dans le cadre du Plan à Moyen Terme Ambitions 2020 (4,2 milliards d'euros), qui est donc atteint avec un an d'avance.**

Le **bénéfice par action sous-jacent atteint 1,39 euro par action,** en hausse de **+ 13,8 %** par rapport à celui de l'ensemble de l'année 2017.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. proposera à l'Assemblée générale du 21 mai 2019 le versement d'un **dividende par action de 0,69 euro par action,** entièrement en numéraire, supérieur au plancher fixé depuis le troisième trimestre 2016 de 0,60 euro par action et **en progression de + 9,5 %** par rapport à celui versé au titre de 2017. **Le taux de distribution ressort à 50 % du résultat par action publié comme sous-jacent.**

Le **ROTE** (1) (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) sous-jacent atteint **12,7 % sur l'ensemble de l'année de 2018,** en forte progression de + 1,6 point de pourcentage par rapport à 2017 grâce à une amélioration dans la plupart des métiers.

(1) Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en p. 195.

(en millions d'euros)	2018 publié	2017 publié	Δ 2018/2017 publié	2018 sous-jacent	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
Produit net bancaire	**19 736**	**18 634**	**+ 5,9 %**	**19 694**	**18 772**	**+ 4,9 %**
Charges d'exploitation hors FRU	(12 287)	(11 961)	+ 2,7 %	(12 228)	(11 785)	+ 3,8 %
FRU	(301)	(242)	+ 24,5 %	(301)	(242)	+ 24,5 %
Résultat brut d'exploitation	**7 147**	**6 431**	**+ 11,1 %**	**7 165**	**6 745**	**+ 6,2 %**
Coût du risque de crédit	(1 002)	(1 307)	(23,4 %)	(1 002)	(1 307)	(23,4 %)
Coût du risque juridique	(80)	(115)	(30,8 %)	(75)	(115)	(34,8 %)
Sociétés mises en équivalence	256	728	(64,9 %)	323	523	(38,3 %)
Gains ou pertes sur autres actifs	89	6	x 15,5	89	14	x 6,5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	86	186	(54,1 %)	-	0	(100,0 %)
Résultat avant impôt	**6 496**	**5 929**	**+ 9,6 %**	**6 500**	**5 859**	**+ 10,9 %**
Impôt	(1 466)	(1 733)	(15,4 %)	(1 471)	(1 433)	+ 2,7 %
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(3)	20	ns	(3)	20	ns
Résultat net	**5 027**	**4 216**	**+ 19,2 %**	**5 026**	**4 447**	**+ 13,0 %**
Intérêts minoritaires	(627)	(568)	+ 10,5 %	(620)	(521)	+ 18,9 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**4 400**	**3 649**	**+ 20,6 %**	**4 405**	**3 925**	**+ 12,2 %**
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE PAR ACTION *(en euros)*	**1,39**	**1,12**	**+ 23,4 %**	**1,39**	**1,22**	**+ 13,8 %**
COEFFICIENT D'EXPLOITATION HORS FRU *(%)*	**62,3 %**	**64,2 %**	**- 1,9 pp**	**62,1 %**	**62,8 %**	**- 0,7 pp**

Le **produit net bancaire sous-jacent** est en hausse de **près d'un milliard d'euros, ou + 4,9 %** par rapport à celui de 2017, à 19 694 millions d'euros. La croissance profite notamment des effets des acquisitions réalisées en 2017 de Pioneer par Amundi (effet positif équivalent + 394 millions d'euros correspondant aux revenus de Pioneer au premier semestre 2017, avant l'intégration) et des trois banques italiennes par Crédit Agricole Italia (équivalent de + 111 millions d'euros au premier semestre 2018, impact non calculé au second semestre car les entités juridiques ont été fusionnées avec Crédit Agricole Italia). Même hors ces effets périmètre, le produit net bancaire sous-jacent aurait également été en hausse, quoique moins prononcée.

Les charges d'exploitation sous-jacentes restent très bien maîtrisées, en hausse de + 3,8 %, ou + 443 millions d'euros à 12 228 millions d'euros hors FRU. Cette hausse s'explique essentiellement par l'effet périmètre, soit + 255 millions d'euros pour Pioneer (chiffre du premier semestre 2017, avant l'intégration) et + 97 millions d'euros pour les trois banques italiennes sur le seul premier semestre 2018 (impact non calculé au second semestre). La contribution au Fonds de résolution unique enregistre quant à elle une nette hausse à 301 millions d'euros, soit + 24,5 % par rapport à 2017, concentrée sur les deux premiers trimestres de 2017 et 2018.

Le **coût du risque de crédit sous-jacent est en baisse de - 23,4 %** à 1 002 millions d'euros contre 1 307 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2017, hors **provisions pour risque juridique non allouées** de 75 millions d'euros en 2018 enregistrée au quatrième trimestre, et 115 millions d'euros en 2017 enregistrée au premier trimestre 2017 – 40 millions d'euros – et au troisième trimestre 2017 – 75 millions d'euros.

La **quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence sous-jacente** affiche une baisse de **- 38,3 %** entre 2017 et 2018, à cause des cessions respectivement totale et partielle des participations dans Eurazeo et BSF, qui avaient apporté une contribution totale de 203 millions d'euros en 2017. **À périmètre constant,** la contribution des sociétés mises en équivalence enregistre une hausse de **+ 18,0 %,** notamment grâce à la très bonne performance des *joint ventures* d'Amundi en Asie et aux partenariats automobiles en Crédit à la consommation.

Le **résultat sous-jacent avant impôt, activités cédées et minoritaires** est en hausse de **+ 10,9 %** à 6 500 millions d'euros. La charge d'impôt sous-jacente s'établit à 1 471 millions d'euros sur 2018, soit + 2,7 % par rapport à 2017. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** (hors contribution des sociétés mises en équivalence, ayant déjà supporté l'impôt, et provisions juridiques non allouées, qui ne sont pas déductibles) est en baisse à 23,8 % en 2018 contre 26,8 % sur 2017.

Ces évolutions se combinent pour porter la hausse du résultat net sous-jacent avant minoritaires à + 13,0 % par rapport à 2017. Les **intérêts minoritaires** progressent de + 18,9 % essentiellement à cause de la baisse de la participation du groupe dans Amundi, de 74,1 % à 68,5 % à partir du deuxième trimestre 2017 et la forte progression des résultats de cette filiale, notamment grâce à l'effet périmètre de Pioneer. Cet effet représente la moitié de la hausse des minoritaires, le reste s'expliquant par la progression de la rentabilité des filiales italiennes de Banque de proximité (CA Italia) et de Crédit à la consommation (Agos), malgré la suppression des intérêts minoritaires de CACEIS depuis leur rachat fin 2017.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** progresse lui de **+ 12,2 %** à **4 405 millions d'euros.**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Les éléments spécifiques ayant impacté les comptes de Crédit Agricole S.A. en 2018 et 2017 sont les suivants :

	2018		2017	
En millions d'euros	Impact brut (1)	Impact en RNPG	Impact brut (1)	Impact en RNPG
Spread émetteurs (AHM)	-	-	(216)	(131)
DVA (GC)	22	16	(66)	(42)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	23	17	(57)	(36)
Provisions épargne logement (LCL)	(1)	(1)	65	40
Provisions épargne logement (AHM)	(3)	(2)	156	103
Soulte *liability management* (AHM)	-	-	39	26
Amende échange images chèques (A)	-	-	(59)	(58)
Total impact en PNB	**41**	**30**	**(138)**	**(100)**
Coûts d'intégration Pioneer (GEA)	(56)	(29)	(135)	(60)
Coûts d'intégration 3 banques italiennes (BPI)	(2)	(1)	(41)	(22)
Total impact en charges	**(59)**	**(30)**	**(176)**	**(82)**
Amende BCE (AHM)	(5)	(5)	-	-
Total impact Prov. risque juridique non allouées	(5)	(5)	-	-
Cession Eurazeo (AHM)	-	-	103	103
Cession BSF (GC)	-	-	102	99
Amende FCA Bank (SFS)	(67)	(67)	-	-
Total impact en mises en équivalence	**(67)**	**(67)**	**205**	**203**
Variation des écarts d'acquisition (AHM) (B)	86	66	186	91
Total impact variation des écarts d'acquisition	**86**	**66**	**186**	**91**
Surtaxe IS	-	-	-	(326)
Remboursement taxe dividende 3 %	-	-	-	69
Revalorisation impôts différés	-	-	-	(128)
Total impact en Impôts	**-**	**-**	**-**	**(384)**
Coûts d'acquisition CA Italia (BPI)	-	-	(8)	(4)
Total impact en gains/pertes nets sur autres actifs	**-**	**-**	**(8)**	**(4)**
IMPACT TOTAL DES RETRAITEMENTS	**(4)**	**(5)**	**70**	**(276)**
Gestion de l'épargne et Assurances	(56)	(29)	(135)	(176)
Banque de proximité – France	(1)	(1)	44	(79)
Banque de proximité – international	(2)	(1)	(49)	(26)
Services financiers spécialisés	(67)	(67)	-	43
Grandes clientèles	45	33	(21)	(67)
Activités hors métiers	78	59	231	28

(1) Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires.

Solvabilité

À fin décembre 2018, la solidité financière de Crédit Agricole S.A. reste à un niveau élevé, reflétée par son ratio CET1 non phasé qui s'établit à 11,5 %, stable par rapport au 1er janvier 2018, en tenant compte de la mise en place à cette date d'IFRS 9 pour - 24 points de base. Cette stabilité apparente résulte de variations contrastées.

Crédit Agricole S.A. a généré sur l'année un très bon niveau de résultat lui permettant de distribuer un dividende de 0,69 euro par action, en hausse de + 9,5 % par rapport à l'exercice précédent. Le résultat conservé génère ainsi un impact positif sur l'année de + 63 points de base dans le ratio CET1. Les fonds propres sont en revanche impactés à hauteur de - 21 points de base suite à la baisse des réserves OCI consécutives à la baisse des marchés au cours de l'exercice et notamment au quatrième trimestre. Le stock de réserves OCI dans le ratio CET1 à fin décembre 2018, net de l'effet des emplois pondérés des réserves d'assurance, s'élève ainsi à 29 points de base.

Les ratios de solvabilité ont également été impactés sur l'année par des exigences réglementaires incluant la déduction au titre des engagements irrévocables de paiement au Fonds de résolutions unique, les impacts de TRIM ainsi qu'une anticipation des impacts de Bâle 4 sur les risques opérationnels non financiers pour un total de - 23 points de base.

En parallèle les emplois pondérés demeurent à un niveau contenu à 307 milliards d'euros à fin décembre 2018 contre 296 milliards d'euros à fin décembre 2017, la hausse des emplois pondérés étant concentrée sur les activités de Grandes clientèles qui ont accru leur activité de manière rentable au cours de l'exercice et qui ont également été impactées par la réglementation.

À 11,5 %, le ratio non phasé reste au-dessus de l'objectif fixé à 11 % pour la fin 2019, et présente un coussin substantiel de + 300 points de base par rapport au seuil de SREP/P2R 2019 applicable à Crédit Agricole S.A. à partir du 1er janvier 2019 *pro forma* à 8,5 % (hors coussin contracyclique).

L'impact de la nouvelle norme comptable IFRS 16 applicable à partir du 1er janvier 2019 a été estimé sur la base des états financiers au 31 décembre 2018 à - 6 points de base sur le ratio CET1 non phasé.

Le **ratio global phasé** s'élève à **17,8 %** au 31 décembre 2018.

Enfin, le **ratio de levier phasé** de Crédit Agricole S.A. s'élève à **4,0 %** à fin décembre 2018. Le ratio de levier atteint 4,2 % à cette date, sous réserve de la délivrance par la BCE de l'autorisation d'exonérer les expositions liées à la centralisation des dépôts à la Caisse des Dépôts et Consignations, pour tenir compte de l'arrêt T-758/16 du Tribunal de l'Union européenne en date du 13 juillet 2018.

Le ratio de levier intra-trimestriel phasé, qui se réfère à la moyenne des expositions fin de mois des deux premiers mois de ce quatrième trimestre, s'élève à 3,7 %.

Liquidité

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du groupe Crédit Agricole.

La situation de liquidité du groupe Crédit Agricole est solide. Le bilan *cash* bancaire du Groupe, à 1 238 milliards d'euros au 31 décembre 2018, fait apparaître un **excédent des ressources stables sur emplois stables de 115 milliards d'euros,** en hausse de 4 milliards d'euros par rapport à septembre 2018, mais en baisse de 7 milliards d'euros par rapport à décembre 2017.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 272 milliards d'euros au 31 décembre 2018, en hausse de + 10 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2018 et de + 24 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2017. Elles couvrent plus de deux fois l'endettement court terme et les titres HQLA couvrent plus de trois fois l'endettement court terme net des dépôts banques centrales.

À fin décembre 2018, le numérateur du ratio LCR (comprenant le portefeuille de titres HQLA, la caisse et les dépôts banques centrales, hors réserves obligatoires), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 208,8 milliards d'euros pour le groupe Crédit Agricole et à 174,1 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A. Le dénominateur du ratio (représentant les sorties nettes de trésorerie), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 156,6 milliards d'euros pour le groupe Crédit Agricole et à 130,6 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. s'élèvent respectivement à 133,4 % et 133,3 % à fin décembre 2018. Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme d'environ 110 %. Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur ce ratio, fixé à 100 % à compter du 1er janvier 2018.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 34,1 milliards d'euros de dette à moyen long terme en 2018, dont 41 % émis par Crédit Agricole S.A. (14,1 milliards d'euros équivalents), contre 36,1 milliards d'euros équivalents sur l'ensemble de 2017. Par ailleurs, 4,4 milliards d'euros ont également été placés dans les réseaux des banques de proximité du groupe Crédit Agricole (Caisses régionales, LCL, CA Italia) ou empruntés auprès d'organismes supranationaux en 2018.

Crédit Agricole S.A., en tant qu'émetteur principal du Groupe, a levé l'équivalent de 14,1 milliards d'euros de dette à moyen long terme sur les marchés en 2018, soit 2,1 milliards d'euros de plus que son programme 2018 de financement à moyen-long terme de marché, qui a ainsi été réalisé à hauteur de 118 %. Cette somme se répartit en 7,3 milliards d'euros équivalents levés en instruments de dette senior préférée et de dette senior collatéralisée, ainsi que 6,8 milliards d'euros équivalents en instruments de dette senior non préférée et de dette *Tier 2.*

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., les métiers sont structurés en cinq pôles métiers :

- Gestion de l'épargne et assurances ;
- Banque de proximité en France – LCL ;
- Banque de proximité à l'international ;
- Services financiers spécialisés ;
- Grandes clientèles,

auxquels s'ajoute le pôle Activités hors métiers (AHM).

Les pôles métiers du Groupe sont définis dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2017 – note 5 "Informations sectorielles". L'organisation et les activités sont décrites dans le chapitre 1 du présent document.

Contribution des métiers au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A.

(en millions d'euros)	2018	2017
Banque de proximité en France – LCL	557	488
Banque de proximité à l'international	341	234
Gestion de l'épargne et assurances	1 908	1 720
Services financiers spécialisés	738	766
Grandes clientèles	1 528	1 307
Activités hors métiers	(672)	(865)
TOTAL	**4 400**	**3 649**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Gestion de l'épargne et Assurances (GEA)

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances comprend les Assurances (Crédit Agricole Assurances), la Gestion d'actifs (Amundi) et la Gestion de fortune (Indosuez Wealth Management).

Gestion de l'épargne & Assurances (GEA) – Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents 2018

(en millions d'euros)	2018 publié	2017 publié	Δ 2018/2017 publié	2018 sous-jacent	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
Produit net bancaire	**5 778**	**5 263**	**+ 9,8 %**	**5 778**	**5 263**	**+ 9,8 %**
Charges d'exploitation hors FRU	(2 833)	(2 706)	+ 4,7 %	(2 777)	(2 571)	+ 8,0 %
FRU	(3)	(3)	+ 22,9 %	(3)	(3)	+ 22,9 %
Résultat brut d'exploitation	**2 941**	**2 555**	**+ 15,1 %**	**2 998**	**2 690**	**+ 11,4 %**
Coût du risque	(17)	(25)	(31,0 %)	(17)	(25)	(31,0 %)
Sociétés mises en équivalence	47	33	+ 43,8 %	47	33	+ 43,8 %
Gains ou pertes sur autres actifs	(3)	4	ns	(3)	4	ns
Résultat avant impôt	**2 969**	**2 567**	**+ 15,6 %**	**3 025**	**2 703**	**+ 11,9 %**
Impôt	(774)	(647)	+ 19,7 %	(789)	(581)	+ 35,9 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**1 908**	**1 720**	**+ 10,9 %**	**1 937**	**1 895**	**+ 2,2 %**
COEFFICIENT D'EXPLOITATION HORS FRU *(%)*	**49,0 %**	**51,4 %**	**- 2,4 pp**	**48,1 %**	**48,8 %**	**- 0,8 pp**

Au 31 décembre 2018, les encours gérés du pôle atteignent 1 879,2 milliards d'euros. Cette progression limitée sur l'année 2018 (+ 0,6 %/+ 11,6 milliards d'euros) masque deux séquences très différenciées. Sur les neuf premiers mois 2018, les encours gérés ont progressé de + 66,8 milliards d'euros, grâce à un très bon niveau de collecte nette (+ 58,5 milliards d'euros), un effet périmètre de + 5,1 milliards d'euros lié à l'acquisition de Banca Leonardo par Indosuez Wealth Management et un effet marché et change limité et positif (+ 3,3 milliards d'euros). Le dernier trimestre 2018 en revanche a été fortement impacté par l'environnement de marché nettement moins favorable, générant un effet marché et change global négatif de - 51,4 milliards d'euros. La collecte nette du pôle est négative à - 3,9 milliards d'euros (dont - 6,5 milliards d'euros pour Amundi).

Les encours hors double compte s'élèvent à **1 587,4, milliards d'euros** au 31 décembre 2018, en léger retrait de - 0,3 % par rapport au 31 décembre 2017.

Les comptes de l'exercice 2018 intègrent les coûts d'intégration de Pioneer. Ils s'élèvent à - 56 millions d'euros avant impôt (- 29 millions d'euros en résultat net part du Groupe), classés en éléments spécifiques. Les éléments spécifiques de l'année 2017 comprennent également les coûts d'intégration de la période soit - 135 millions d'euros avant impôt (- 60 millions d'euros en résultat net part du Groupe) ainsi que les impacts fiscaux non récurrents pour - 114 millions d'euros.

Sur l'année 2018, le résultat net part du Groupe publié du pôle s'établit à 1 908 millions d'euros, en hausse de + 10,9 % par rapport à l'année 2017. **Le résultat net part du Groupe sous-jacent** s'élève quant à lui à **1 937 millions d'euros, en hausse de + 2,2 %/+ 41 millions d'euros.** L'effet périmètre est équivalent à + 70 millions d'euros, correspondant à ce qu'aurait été la contribution de Pioneer au premier semestre 2017 si la société avait été intégrée dès le 1er janvier de cette année-là et non à partir du 3 juillet 2017. En contrepartie, le résultat net part du Groupe de l'année 2017 incluait une plus-value sur la cession de la filiale de réassurance CARE à hauteur de 30 millions d'euros, non retraitée en éléments spécifiques et qui pèse sur la progression du résultat net part du Groupe du pôle.

Au 31 décembre 2018, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à **8,5 milliards d'euros** dont 2,0 milliards d'euros sur la Gestion de l'épargne (Gestion d'actifs et Gestion de fortune) et 6,6 milliards d'euros sur les Assurances. Les **emplois pondérés** du pôle sont de **23,9 milliards d'euros** dont 13,3 milliards d'euros sur la Gestion d'épargne et 10,6 milliards d'euros sur les Assurances.

Ces emplois pondérés sont calculés en tenant compte de la garantie "Switch", qui permet au groupe Crédit Agricole S.A. d'économiser 34 milliards d'euros d'emplois pondérés sur le traitement prudentiel du métier des Assurances, mais qui pèse à hauteur d'environ - 50 millions d'euros par trimestre sur son résultat net part du Groupe.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) **sous-jacent** du pôle s'établit quant à lui à **25,2 %** pour l'année 2018, à comparer à 22,8 % en 2017.

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurance contribue à hauteur de **38 % du résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) **sur l'année 2018** et **29 % des revenus sous-jacents hors AHM.**

Assurances (CA Assurances)

Le métier des Assurances reflète les résultats de la filiale à 100 % de Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Assurances, qui couvre l'ensemble des métiers de l'assurance : épargne/retraite, prévoyance/emprunteur/assurances collectives, dommages.

Assurances – Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents 2018

(en millions d'euros)	2018 publié	2017 publié	Δ 2018/2017 publié	2018 sous-jacent	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
Produit net bancaire	**2 451**	**2 243**	**+ 9,3 %**	**2 451**	**2 243**	**+ 9,3 %**
Charges d'exploitation	(694)	(743)	(6,6 %)	(694)	(743)	(6,6 %)
Résultat avant impôt	**1 753**	**1 500**	**+ 16,9 %**	**1 753**	**1 500**	**+ 16,9 %**
Impôt	(454)	(357)	+ 27,2 %	(454)	(238)	+ 90,8 %
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(1)	21	ns	(1)	21	ns
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**1 288**	**1 161**	**+ 10,9 %**	**1 288**	**1 280**	**+ 0,6 %**
COEFFICIENT D'EXPLOITATION HORS FRU *(%)*	**28,3 %**	**33,1 %**	**- 4,8 pp**	**28,3 %**	**33,1 %**	**- 4,8 pp**

Sur l'ensemble de l'année 2018, le chiffre d'affaires global atteint 33,5 milliards d'euros, en hausse de + 10,1 % par rapport à l'année 2017.

Sur l'activité **Épargne/Retraite,** le chiffre d'affaires atteint 25,6 milliards, enregistrant une **hausse de + 10,9 %** par rapport à l'année 2017 et bénéficie d'un fort dynamisme des activités à l'international (notamment + 24,6 % en Italie). Cette très bonne progression est observée sur les deux types de contrats, la **collecte nette UC** atteint + 5,05 milliards d'euros cette année (en **hausse de + 15,7 %** par rapport à l'année 2017) et la **collecte nette euros** atteint + 2,25 milliards d'euros (contre une décollecte nette en 2017 de - 0,09 milliard d'euros). La part des UC est donc de 69 % sur la collecte nette totale annuelle. Celle-ci atteint donc + 7,3 milliards d'euros, ce qui représente 2,6 % des encours de début de période, un niveau record depuis au moins trois ans.

Les **encours gérés** continuent de progresser et s'établissent à **285,2 milliards d'euros** (1) à fin décembre 2018, soit une progression de **+ 2,4 %** sur un an, tirée principalement par la hausse de + 2,9 % des encours euros, malgré des marchés nettement moins favorables aux troisième et quatrième trimestres 2018. À fin décembre 2018, les **contrats en UC** représentent **21,0 %** des encours gérés, en baisse de - 0,4 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2017, l'environnement de marché défavorable au quatrième trimestre 2018 a généré un effet marché négatif d'un peu plus de - 3 milliards d'euros. Le taux de rendement des actifs est de 2,71 % sur l'année 2018, reflétant ainsi la bonne qualité du portefeuille d'investissements de Crédit Agricole Assurances.

À fin décembre 2018, le stock de **Provision pour Participation aux Excédents (PPE)** atteint **9,8 milliards d'euros** (contre 1 milliard d'euros en 2012 et 8,9 milliards d'euros à fin 2017), ce qui représente un fort niveau de couverture à 4,7 % par rapport aux encours de contrats en euros, soit plusieurs années de taux servis aux assurés sur la base des taux servis en 2016 et 2017. Ceci représente un niveau de couverture supérieur à la moyenne du marché français.

En protection des personnes et des biens (assurance dommages, prévoyance, assurances emprunteur et collectives), sur l'ensemble de l'année 2018, le chiffre d'affaires atteint 7,9 milliards d'euros, en hausse de + 7,3 % par rapport à l'année 2017. **En Assurance dommages,** Crédit Agricole Assurances continue d'enregistrer une dynamique soutenue de son activité aussi bien en France qu'à l'international. **Sur l'année 2018,** le chiffre d'affaires enregistre une forte croissance de **+ 8,2 %,** notamment en France grâce à Pacifica qui surperforme le marché. Il atteint 4,2 milliards d'euros, avec un apport net de **près de 700 000 nouveaux contrats sur l'année 2018,** le taux de résiliation demeurant toujours très bien maîtrisé. La **croissance des taux d'équipement** des clients particuliers (2) dans les réseaux de LCL (23,7 % à fin décembre 2018, soit une augmentation de plus de + 5 points de pourcentage en cinq ans, dont + 1,3 point sur l'année 2018) et des Caisses régionales (36,2 % à fin décembre 2018, soit une augmentation de plus de + 6 points de pourcentage en cinq ans, dont + 1,6 point sur l'année 2018) illustrent à la fois la très bonne dynamique d'activité, mais également le potentiel de croissance encore important. En **Prévoyance / Emprunteur / Collectives,** sur l'année **2018,** le chiffre d'affaires total sur ces trois segments atteint 3,7 milliards d'euros et enregistre une progression de **+ 7,1 %,** tirée par l'assurance emprunteur (+ 8,4 % par rapport à l'année 2017) et les assurances collectives (+ 35 %).

Partenariats

Au-cours de l'année 2018, Crédit Agricole Assurances a réaffirmé sa stratégie de développement de partenariats avec des groupes bancaires extérieurs, lui permettant ainsi de renforcer sa présence internationale.

Ainsi, en juillet 2018, Crédit Agricole Assurances a annoncé un partenariat avec la banque italienne Credito Valtellinese dans le secteur de l'assurance-vie. Ce partenariat est effectif depuis le 20 décembre 2018, marqué par le lancement d'un premier contrat d'assurance vie multisupport dès le 28 janvier 2019. Et en octobre 2018, Crédit Agricole Assurances et Seguradores Unidas ont annoncé la conclusion d'un accord, effectif depuis le 21 décembre 2018, pour l'acquisition d'une participation de 25 % dans GNB Seguros portant la participation de Crédit Agricole Assurances dans GNB Seguros de 50 % à 75 %. Les 25 % restants étant détenus par le groupe bancaire portugais Novo Banco.

(1) Encours en épargne retraite et prévoyance.
(2) Taux d'équipement : part des clients bancaires particuliers détenant au moins un produit d'assurance (estimations Pacifica). Périmètre : assurance auto, habitation, santé, GAV et protection juridique.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Sur l'année 2018, le **résultat net part du Groupe** publié du métier Assurances s'établit à **1 288 millions d'euros,** en hausse de + 10,9 % par rapport à l'année 2017. Hors éléments spécifiques fiscaux enregistrés au quatrième trimestre 2017, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** enregistre une hausse limitée de **+ 0,6 %.** Retraité du résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession (plus-value sur CARE de 30 millions d'euros enregistrée au deuxième trimestre 2017), la variation est de + 3,0 %.

Le **produit net bancaire** atteint 2 451 millions d'euros sur l'exercice 2018, en **hausse de + 9,3 %** sur un an. En assurance-vie, la hausse s'explique notamment par une hausse du taux de prélèvement sur la marge financière (ce taux ayant été particulièrement faible en 2017) et par un effet de base relativement favorable (le contexte de la surtaxe fiscale en France au quatrième trimestre 2017 n'ayant pas été particulièrement favorable). En assurance-dommages, le **ratio combiné** reste bien maîtrisé à **95,5 %** sur l'année 2018, en amélioration de 1,3 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2017 malgré les événements climatiques de l'année 2018 (grêles, inondations).

Les **charges d'exploitation** s'élèvent à 694 millions d'euros et affichent une baisse de **- 6,6 %** par rapport à l'année 2017. Hors amortissements informatiques non récurrents enregistrés pour - 32 millions d'euros au quatrième trimestre 2017, elles ressortent en baisse de - 2,4 %. Le **coefficient d'exploitation** ressort à **28,3 %,** en amélioration de 4,8 points de pourcentage par rapport à l'année 2017.

Les Assurances contribuent à hauteur de **25 % du résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'exercice 2018 et **12 % de leurs revenus sous-jacents.**

Au 31 décembre 2018, **les fonds propres alloués** à l'Assurance s'élèvent à **6,6 milliards d'euros** ; les **emplois pondérés** sont de **10,6 milliards d'euros.**

Ces emplois pondérés sont calculés en tenant compte de la garantie "Switch", qui permet au groupe Crédit Agricole S.A. d'économiser 34 milliards d'euros d'emplois pondérés sur le traitement prudentiel du métier des Assurances, mais qui pèse à hauteur d'environ - 50 millions d'euros par trimestre sur son résultat net part du Groupe.

Le ratio de solvabilité de Crédit Agricole Assurances ressort à 188 % au 31 décembre 2018.

Gestion d'actifs (Amundi)

Le métier de Gestion d'actifs reflète les résultats d'Amundi, filiale à 70,0 % du groupe Crédit Agricole, dont 68,4 % détenu par Crédit Agricole S.A.

À l'occasion de l'augmentation de capital d'Amundi d'1,4 milliard d'euros réalisée fin mars 2017, le groupe Crédit Agricole a cédé des droits préférentiels de souscription afin de réduire sa participation qui était de 75,7 % avant cette date, dont 74,1 % détenu par Crédit Agricole S.A. Les nouveaux taux de détention sont applicables à partir du deuxième trimestre 2017. Une légère dilution (- 0,1 point de pourcentage) est intervenue au troisième trimestre 2018 du fait d'une augmentation de capital réservée aux salariés d'Amundi.

Les comptes de l'année 2018 intègrent la contribution de Pioneer, société de gestion d'actifs d'UniCredit, dont l'acquisition a été finalisée le 3 juillet 2017. En revanche, les comptes de l'année 2017 n'intègrent Pioneer que sur le second semestre.

Les coûts d'intégration liés à cette acquisition sont classés en éléments spécifiques. Ces coûts s'élèvent à - 56 millions d'euros avant impôt, soit - 29 millions d'euros en résultat net part du Groupe (respectivement - 135 / - 60 sur l'année 2017).

Gestion d'actifs – Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents 2018

(en millions d'euros)	2018 publié	2017 publié	Δ 2018/2017 publié	2018 sous-jacent	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
Produit net bancaire	**2 504**	**2 255**	**+ 11,1 %**	**2 504**	**2 255**	**+ 11,1 %**
Charges d'exploitation hors FRU	(1 416)	(1 328)	+ 6,6 %	(1 359)	(1 192)	+ 14,0 %
FRU	(1)	(1)	+ 12,5 %	(1)	(1)	+ 12,5 %
Résultat brut d'exploitation	**1 087**	**926**	**+ 17,5 %**	**1 144**	**1 061**	**+ 7,8 %**
Coût du risque	(11)	(13)	(15,3 %)	(11)	(13)	(15,3 %)
Sociétés mises en équivalence	47	33	+ 43,8 %	47	33	+ 43,8 %
Impôt	(297)	(279)	+ 6,4 %	(311)	(332)	(6,1 %)
Résultat net	**827**	**666**	**+ 24,3 %**	**869**	**748**	**+ 16,1 %**
Intérêts minoritaires	(266)	(205)	+ 29,3 %	(279)	(231)	+ 20,6 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**561**	**460**	**+ 22,0 %**	**590**	**517**	**+ 14,1 %**
COEFFICIENT D'EXPLOITATION HORS FRU *(%)*	**56,5 %**	**58,9 %**	**- 2,4 pp**	**54,3 %**	**52,9 %**	**+ 1,4 pp**

Amundi affiche des **encours sous gestion** (1) de **1 425 milliards d'euros** à fin décembre 2018, quasi stables par rapport à fin décembre 2017 (- 0,1 %). Cette quasi-stabilité sur un an masque des tendances contrastées entre les neuf premiers mois et le quatrième trimestre de 2018. Sur la première période, la collecte nette est restée soutenue, à hauteur de + 48,5 milliards d'euros avec un effet marché limité de + 0,6 milliard d'euros.

Au contraire, le **quatrième trimestre 2018** a été fortement affecté par un environnement de marché nettement moins favorable. Amundi enregistre un effet marché sur le trimestre très négatif de - 43,7 milliards d'euros et une décollecte nette de - 6,5 milliards d'euros, qui se décompose entre une collecte nette légèrement positive de + 0,5 milliard d'euros dans le segment *Retail* (contre + 14,2 milliards d'euros au quatrième trimestre 2017) et une décollecte de - 7,0 milliards d'euros dans le segment **Institutionnels** (contre - 1,1 milliard d'euros au quatrième trimestre 2017).

Sur l'ensemble de l'année 2018, Amundi enregistre un niveau d'activité résilient avec une collecte nette positive de **+ 42,0 milliards d'euros,** dont + 30,7 milliards d'euros dans le segment ***Retail*** et + 11,4 milliards d'euros dans le segment **Institutionnels** ; les **actifs moyen et long terme** enregistrent une collecte nette de + 36,3 milliards d'euros et restent stables par rapport à fin 2017 malgré un fort effet marché négatif.

(1) Encours gérés, conseillés et commercialisés y compris 100 % des encours et collecte des JV asiatiques, sauf Wafa au Maroc (pour laquelle les encours et collecte sont repris pour leur quote-part).

Sur l'ensemble de l'année 2018, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **590 millions d'euros,** en hausse de **+ 14,1 %** par rapport à l'année 2017. Les **revenus** atteignent 2 504 millions d'euros, en hausse de **+ 11,1 %** et en baisse de - 5,5 % à périmètre constant (1). Les **charges d'exploitation sous-jacentes** atteignent 1 359 millions d'euros, en hausse de **+ 14,0 %** mais en baisse de - 6,1 % à périmètre constant (1). L'année 2018 inclut une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de 1 million d'euros, stable par rapport à l'année 2017.

Les **sociétés mises en équivalence** enregistrent une nette hausse de leur contribution à 47 millions d'euros (**+ 43,8 %** par rapport à l'année 2017), tirées notamment par les *joint ventures* en Inde et en Chine.

À périmètre constant (1), le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est stable (- 0,4 %) par rapport à l'année 2017.

Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **54,4 %,** soit une détérioration de 1,5 point par rapport à l'année 2017 qui reflète l'effet de l'intégration de Pioneer, lequel avait un coefficient d'exploitation supérieur à celui d'Amundi seul avant l'acquisition (qui était de 51,2 % en sous-jacent au premier semestre 2017).

La **Gestion d'actifs** contribue à hauteur de **12 %** au **résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2018 et **13 %** de leurs **revenus sous-jacents.**

Gestion de fortune (CA Indosuez Wealth Management)

Les encours gérés mentionnés dans l'activité reprennent uniquement ceux du groupe Indosuez Wealth Management. Pour mémoire les actifs des clients de la banque privée de LCL s'élèvent à 46,1 milliards d'euros à fin décembre 2018, en hausse de + 3,6 % par rapport à fin décembre 2017.

Les résultats relatifs aux encours de la banque privée de LCL sont comptabilisés chez LCL.

Gestion de fortune – Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents 2018

(en millions d'euros)	2018 publié	2017 publié	Δ 2018/2017 publié	2018 sous-jacent	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
Produit net bancaire	**822**	**765**	**+ 7,5 %**	**822**	**765**	**+ 7,5 %**
Charges d'exploitation hors FRU	(723)	(635)	+ 13,9 %	(723)	(635)	+ 13,9 %
FRU	(2)	(1)	+ 32,4 %	(2)	(1)	+ 32,4 %
Résultat brut d'exploitation	**97**	**129**	**(24,5 %)**	**97**	**129**	**(24,5 %)**
Coût du risque	(5)	(11)	(51,6 %)	(5)	(11)	(51,6 %)
Résultat avant impôt	**92**	**123**	**(25,4 %)**	**92**	**123**	**(25,4 %)**
Impôt	(24)	(11)	x 2.1	(24)	(11)	x 2.1
Résultat net	**68**	**112**	**(39,1 %)**	**68**	**112**	**(39,1 %)**
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**59**	**98**	**(40,3 %)**	**59**	**98**	**(40,3 %)**
COEFFICIENT D'EXPLOITATION HORS FRU *(%)*	**87,9 %**	**83,0 %**	**+ 5,0 pp**	**87,9 %**	**83,0 %**	**+ 5,0 pp**

La Gestion de fortune voit ses **encours gérés** en hausse de **+ 3,8 %** sur un an, à **122,8 milliards d'euros** à fin décembre 2018, soit + 4,5 milliards d'euros sur un an. Cette hausse s'explique notamment par l'acquisition de Banca Leonardo en Italie au deuxième trimestre 2018, qui a apporté + 5,1 milliards d'euros, et à la croissance organique, avec une collecte nette de + 3,0 milliards d'euros sur l'année 2018. En contrepartie, l'effet marché a été négatif de - 3,6 milliards d'euros.

Sur l'année 2018, le produit net bancaire du groupe CA Indosuez Wealth Management atteint 822 millions d'euros, en hausse de + 7,5 % par rapport à l'année 2017, bénéficiant de la hausse des encours gérés liée à l'acquisition de Banca Leonardo et à la croissance organique.

Les charges d'exploitation hors contribution au FRU s'élèvent à 723 millions d'euros, en hausse de + 13,9 % par rapport à l'année 2017. Cette hausse s'explique par des coûts spécifiques liés à l'intégration des activités acquises en 2017 et 2018 ainsi que par des charges liées à des projets réglementaires complémentaires.

Sur 2018, le **résultat net part du Groupe** de la Gestion de fortune s'établit à **59 millions d'euros,** en baisse de **- 40,3 %** par rapport à l'année 2017.

La Gestion de fortune contribue à hauteur de **1 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2018 et **4 % à leurs revenus sous-jacents.**

(1) En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Banque de proximité en France (LCL)

Le métier de Banque de proximité en France reflète, pour Crédit Agricole S.A., uniquement les résultats de sa filiale à 95,6 % LCL. Les résultats des Caisses régionales de Crédit Agricole ne sont plus comptabilisés dans le périmètre Crédit Agricole S.A. depuis le début de l'exercice 2016.

Banque de proximité en France (LCL) – Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents 2018

(en millions d'euros)	2018 publié	2017 publié	Δ 2018/2017 publié	2018 sous-jacent	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
Produit net bancaire	**3 433**	**3 492**	**(1,7 %)**	**3 434**	**3 447**	**(0,4 %)**
Charges d'exploitation hors FRU	(2 363)	(2 427)	(2,6 %)	(2 363)	(2 427)	(2,6 %)
FRU	(28)	(15)	+ 87,7 %	(28)	(15)	+ 87,7 %
Résultat brut d'exploitation	**1 043**	**1 050**	**(0,7 %)**	**1 044**	**1 005**	**+ 3,8 %**
Coût du risque	(220)	(204)	+ 7,5 %	(220)	(204)	+ 7,5 %
Résultat avant impôt	**873**	**851**	**+ 2,5 %**	**874**	**807**	**+ 8,3 %**
Impôt	(288)	(338)	(14,8 %)	(288)	(211)	+ 36,8 %
Résultat net	**584**	**513**	**+ 13,7 %**	**584**	**596**	**(2,0 %)**
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**558**	**488**	**+ 14,3 %**	**558**	**567**	**(1,5 %)**
COEFFICIENT D'EXPLOITATION HORS FRU *(%)*	**68,8 %**	**69,5 %**	**- 0,7 pp**	**68,8 %**	**70,4 %**	**- 1,6 pp**

L'activité commerciale de LCL poursuit son dynamisme sur 2018 et permet d'afficher des **encours de crédits** en progression de **+ 8 %** sur un an pour s'établir à 120,0 milliards d'euros à fin décembre 2018 contre 111 milliards d'euros à fin décembre 2017. Les encours de crédits à l'habitat dépassent les 75 milliards d'euros (63 % du total des crédits) et affichent un fort dynamisme à + 7 % sur un an à fin décembre 2018. Les volumes de production retrouvent un niveau élevé et les remboursements anticipés restent maîtrisés autour de 1 milliard d'euros par trimestre. Les encours de crédits à la consommation progressent de + 6 % pour atteindre 7,6 milliards d'euros et les crédits aux professionnels et aux entreprises confirment leur accélération sur le second semestre avec une hausse de + 10 % et + 11 % respectivement sur un an à fin décembre 2018 principalement tirée par la production long terme.

Les **encours de collecte globale** progressent de **+ 2,5 %** sur un an pour atteindre 191,9 milliards d'euros à fin décembre 2018. La collecte bilan augmente de + 7,3 % et s'élève à 114,1 milliards d'euros à fin décembre 2018 et est tirée par le marché des entreprises (+ 6,9 milliards d'euros, dont + 3,7 milliards d'euros sur le quatrième trimestre 2018). La collecte hors bilan s'élève à 77,8 milliards d'euros, en baisse de 3,8 % par rapport à fin 2017, avec un repli important sur le dernier trimestre 2018 sous l'effet du recul des marchés boursiers.

LCL poursuit la conquête clientèle et la très bonne dynamique engagée durant l'année sur l'équipement de ses clients. Ainsi, le nombre d'entrées en relation s'élève à + 364 000 sur 2018. Le stock des cartes haut de gamme augmente de + 5,9 %, et celui des contrats Habitation-Auto-Santé de + 77 000 contrats, soit + 8,9 %. Les taux d'équipement sur les différents produits d'assurances continuent leur progression constante.

Sur le marché français, le taux moyen à la production de crédits immobiliers à taux fixe s'élève à 1,43 % (1) sur le quatrième trimestre 2018, en baisse de - 5 points de base par rapport au premier trimestre 2018 et de - 7 points de base par rapport au quatrième trimestre 2017. La nouvelle production de crédit vient donc peser sur la marge d'intérêt, puisqu'elle vient remplacer des crédits arrivant à échéance qui avaient été accordés à des taux supérieurs. Néanmoins, la forte dynamique de production constatée sur le second semestre sur le crédit habitat (+ 40 % par rapport au premier semestre 2018) permet de compenser cet effet taux toujours négatif. Le volume de renégociations au quatrième trimestre 2018 a atteint 0,4 milliard d'euros. Après une baisse continue entre janvier et octobre 2017, les renégociations d'encours tendent à se stabiliser depuis le troisième trimestre 2017 à un niveau très bas. Enfin, le volume de remboursements anticipés se maintient autour de 1 milliard d'euros depuis le quatrième trimestre 2017.

Sur l'année 2018, les variations de la provision épargne-logement constituent le seul élément spécifique récurrent dans les comptes de LCL qui permettent d'expliquer le passage entre le résultat publié et le résultat sous-jacent. L'impact est de - 1 million d'euros en produit net bancaire (- 1 million d'euros en résultat net part du groupe). Sur l'année 2017, en plus de la provision épargne logement (+ 65 millions d'euros en produit net bancaire, soit+ 40 millions d'euros en résultat net part du Groupe), il faut ajouter l'amende échange image chèque pour - 21 millions d'euros en produit net bancaire (- 20 millions d'euros en résultat net part du Groupe) et les ajustements fiscaux pour - 105 millions d'euros en impôts (- 100 millions d'euros en résultat net part du groupe). Ces éléments sont détaillés en page 183 de ce document.

Le produit net bancaire sous-jacent de LCL s'élève à 3 434 millions d'euros, stable par rapport à l'exercice précédent (- 0,4 %). À noter la baisse des commissions des renégociations et des frais de remboursements anticipés, s'établissant à 17,5 millions d'euros sur 2018 après 95 millions d'euros l'an dernier. Hors ces commissions, le produit net bancaire sous-jacent est en hausse par rapport à l'an dernier. L'environnement de taux bas reste toujours contraignant, mais les revenus d'intérêt continuent leur stabilisation entamée depuis le troisième trimestre 2018 et l'effet volume compense l'effet marge négatif, signe de la confirmation du point d'inflexion après plusieurs années de baisse des revenus d'intérêt. La ligne revenus d'intérêt est également marquée sur le quatrième trimestre 2018 par des revalorisations négatives de titres. Les commissions affichent un niveau élevé en 2018, en hausse de plus de + 4 % par rapport à l'année 2017, grâce à une évolution favorable sur tous les compartiments. Elles sont tirées notamment par les moyens de paiement (activité monétique porteuse) et l'assurance non-vie qui viennent compenser les valeurs mobilières impactées par l'environnement de marché sur le dernier trimestre de l'année 2018.

Les charges d'exploitation sous-jacente hors FRU poursuivent leur baisse sur tous les compartiments pour s'élever à 2 363 millions d'euros à fin décembre 2018, en diminution de - 2,6 % par rapport à fin décembre 2017. À noter que les charges d'exploitation comprennent au quatrième trimestre une provision au titre des rémunérations variables prévues dans le cadre des primes défiscalisées et non soumises à charges sociales ("primes Macron"), pour un montant de 8,8 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU ressort à 68,8 %, en amélioration de 1,6 point de pourcentage par rapport à la même période de 2017 grâce à un effet de ciseaux positif sur l'ensemble de l'année : les revenus sous-jacents sont quasi stables, à - 0,4 %/- 13 millions

(1) Source : Observatoire mensuel du Crédit Logement.

d'euros, alors que les charges d'exploitation sous-jacentes baissent de - 2,6 %, sur l'ensemble de l'année.

Le résultat brut d'exploitation progresse donc de + 3,8 %, et le coût du risque sur l'année progresse (+ 7,5 %) proportionnellement aux encours de crédit, tout en restant à un niveau faible. Le coût du risque sur encours demeure stable à un niveau très bas de 17 points de base à fin décembre 2018.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 558 millions d'euros à fin décembre 2018, en baisse de seulement - 1,5 % par rapport à 2017 malgré la forte hausse de la contribution au Fonds de Résolution Unique – FRU (+ 87,7 %/+ 13 millions d'euros sur 2018 par rapport à l'année 2017), la baisse sur cette période des commissions de renégociations et pénalités de remboursements anticipés (- 78 millions d'euros) ainsi que la normalisation du taux effectif d'impôt (de 26,1 % à 33,0 %).

LCL contribue à hauteur de **11 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur 2018 et **17 % de leurs revenus sous-jacents.**

Au 31 décembre 2018, le **capital** alloué à LCL s'élève à **4,7 milliards d'euros** (14 % du total alloué) ; les **emplois pondérés** sont de **49,6 milliards d'euros** (16 % du total).

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) **sous-jacent** de LCL s'établit quant à lui à **11 %** pour l'année 2018, à comparer à 12,3 % en 2017.

Banque de proximité à l'international (BPI)

Le pôle Banque de proximité à l'international comprend les réseaux de banque de proximité en Italie, regroupés sous l'appellation "Gruppo Bancario Crédit Agricole Italia" (ci-après dénommé "CA Italia"), notamment Cariparma, Friuladria et Carispezia et désormais les trois banques acquises fin décembre 2017, à savoir Cassa di Risparmio (CR) di Cesena, CR di San Miniato et CR di Rimini, ainsi que l'ensemble des banques de proximité du Groupe à l'étranger, dont les principales sont Crédit Agricole Pologne (détenue à 100 % (1)), Crédit Agricole Ukraine (100 % (1)), Crédit Agricole Égypte (60,2 % (1)) et Crédit du Maroc (78,7 % (1)).

À noter que la fusion juridique des trois banques avec CA Italia est terminée depuis septembre 2018.

Banque de proximité à l'international (BPI) – Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents 2018

(en millions d'euros)	2018 publié	2017 publié	Δ 2018/2017 publié	2018 sous-jacent	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
Produit net bancaire	**2 732**	**2 482**	**+ 10,1 %**	**2 732**	**2 482**	**+ 10,1 %**
Charges d'exploitation hors FRU	(1 716)	(1 547)	+ 11,0 %	(1 714)	(1 506)	+ 13,8 %
FRU	(22)	(10)	x 2,1	(22)	(10)	x 2,1
Résultat brut d'exploitation	**994**	**924**	**+ 7,5 %**	**996**	**965**	**+ 3,2 %**
Coût du risque	(358)	(429)	(16,7 %)	(358)	(429)	(16,7 %)
Gains ou pertes sur autres actifs	14	(12)	ns	14	(4)	ns
Résultat avant impôt	**650**	**483**	**+ 34,5 %**	**652**	**532**	**+ 22,7 %**
Impôt	(185)	(152)	+ 21,7 %	(186)	(166)	+ 12,0 %
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-	0	ns	-	0	ns
Résultat net	**465**	**331**	**+ 40,3 %**	**467**	**366**	**+ 27,5 %**
Intérêts minoritaires	(124)	(97)	+ 28,1 %	(125)	(106)	+ 17,5 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**341**	**234**	**+ 45,4 %**	**342**	**260**	**+ 31,6 %**
COEFFICIENT D'EXPLOITATION HORS FRU *(%)*	**62,8 %**	**62,3 %**	**+ 0,5 pp**	**62,7 %**	**60,7 %**	**+ 2,0 pp**

Sur l'année 2018, le résultat net part du Groupe sous-jacent de la **Banque de proximité à l'international** s'élève à 342 millions d'euros, en hausse de + 31,6 % par rapport à 2017, principalement grâce à la progression du résultat brut d'exploitation (+ 3,2 % par rapport à 2017) grâce à l'effet de ciseaux désormais positif chez CA Italia, et grâce à l'amélioration de la qualité de crédit (coût du risque en baisse de - 16,7 % par rapport à la même période de 2017). À noter également la réalisation d'une plus-value immobilière sur le quatrième trimestre chez Crédit du Maroc pour + 14 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation de l'année s'établit à 62,7 %. Hors la contribution de CA Italia au fonds de garantie des dépôts italiens (- 18 millions d'euros au quatrième trimestre 2018 contre - 16 millions d'euros au quatrième trimestre 2017), le coefficient d'exploitation sous-jacent du trimestre s'établit à 62,2 %.

Pour rappel, les entités juridiques des trois banques ont toutes été fusionnées avec CA Italia à fin septembre 2018, il n'est donc plus possible à présent d'isoler leur effet périmètre lors des comparaisons avec l'exercice 2017.

La Banque de proximité à l'international contribue à hauteur de **7 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) sur l'année 2018 et **14 % à leurs revenus sous-jacent**.

Au 31 décembre 2018, le capital alloué au pôle Banque de proximité à l'international s'élève à 3,8 milliards d'euros (11 % du total alloué) ; les emplois pondérés sont de 39,7 milliards d'euros (13 % du total).

En Italie, l'activité commerciale est solide dans un contexte incertain avec une instabilité marquée des marchés financiers sur la fin de l'année 2018. L'intégration des trois banques acquises fin 2017 a été complètement finalisée à fin septembre 2018, ce qui permet, à présent, de constater une amélioration progressive de l'activité commerciale de ces trois banques sur tous les segments de marché.

L'encours de collecte totale enregistre une variation de - 2,3 % par rapport au 31 décembre 2017 pour s'établir à 74,3 milliards d'euros à fin décembre 2018, hors titres en conservation. Pour rappel, les chiffres de collecte des trois banques acquises avaient été intégrés dès la fin 2017, à leur date de consolidation, la variation n'est donc plus déformée par un effet périmètre.

(1) Pourcentage d'intérêt au 31 décembre 2018.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

La collecte hors bilan résiste bien dans un contexte d'instabilité des marchés sur l'année. Elle atteint 33,7 milliards d'euros à fin décembre 2018, hors titres en conservation, et est stable par rapport au 31 décembre 2017. Hors effet marché, la collecte hors-bilan est en croissance. L'encours de collecte bilan s'élève à 40,6 milliards d'euros à fin décembre 2018, en baisse de - 4,2 % par rapport au 31 décembre 2017 en lien avec la poursuite des actions entamées depuis le troisième trimestre et visant à réduire la ressource volatile à coût élevé, notamment auprès des entreprises.

Les encours de crédits atteignent 42,2 milliards d'euros à fin décembre 2018, stables (- 0,1 %) par rapport à fin décembre 2017. À noter sur 2018, la cession de 1,4 milliard d'euros de créances douteuses par CA Italia (26 % de son portefeuille douteux brut). Hors cette cession, les encours de crédits sont en hausse de + 2,9 % sur l'année, reflétant une dynamique très positive. Le marché italien du crédit à l'habitat montre une croissance modérée et CA Italia continue d'afficher des performances supérieures à celles du marché depuis plusieurs trimestres. Ainsi, à fin décembre 2018, les encours de crédits à l'habitat progressent de + 10 % sur un an, contre une croissance du marché italien de + 1 % (1). Les trois banques acquises montrent également un bon développement commercial avec une progression de + 29 % des nouveaux prêts à l'habitat au quatrième trimestre 2018 par rapport au troisième trimestre 2018 après une progression de + 26 % au troisième trimestre par rapport au deuxième (effet saisonnalité) et de + 61 % au deuxième trimestre par rapport au premier. Sur le quatrième trimestre, ce chiffre a doublé par rapport au premier trimestre 2018, qui était aussi le premier trimestre d'intégration des trois banques. À noter une demande de crédits des entreprises plus faible sur la fin de l'année 2018, reflétant des indicateurs de confiance économique en baisse et des incertitudes générés par le contexte économique international.

La conquête commerciale s'inscrit dans une logique de croissance et d'accélération avec des entrées en relation qui s'élèvent à près de 140 000 sur 2018.

Les comptes de l'exercice 2018 intègrent en élément spécifique les coûts d'intégration des trois banques italiennes pour - 2 millions d'euros en charges d'exploitation (- 1 million d'euros en résultat net part du groupe). En 2017, ces éléments représentaient - 41 millions d'euros en charges d'exploitation et - 8 millions d'euros en gains/pertes nets sur autres actifs (soit un impact de - 26 millions d'euros en résultat net part du groupe). Ces éléments sont détaillés en page 183 de ce document.

Le produit net bancaire sous jacent de BPI Italie s'élève à 1 885 millions d'euros, en progression de + 13,4 % par rapport à 2017. À noter que le produit net bancaire du quatrième trimestre est le plus haut niveau de l'année, ce qui reflète la réussite de l'intégration des trois banques. Il faut souligner une bonne tenue de la marge d'intérêt et des commissions sur l'année, compte tenu du contexte de marché.

Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU atteignent 1 190 millions d'euros, soit une progression de + 19,2 % par rapport à fin décembre 2017. Les programmes de rationalisation de la base de coûts se poursuivent après la finalisation de la fusion des trois banques à fin septembre 2018. Nous constatons un effet de ciseaux positif sur le quatrième trimestre 2018, et ce, pour la première fois depuis l'intégration des trois banques à fin décembre 2017. Le coefficient d'exploitation sous-jacent de l'année s'établit à 63,1 %.

Le coût du risque s'établit à 275 millions d'euros à fin décembre 2018, en baisse significative de - 12,3 % par rapport à fin décembre 2017, malgré l'accroissement du périmètre. Le **coût du risque sur encours** ressort à 67 points de base, en baisse de - 25 points de base sur un an (92 points de base au quatrième trimestre 2017) Depuis l'intégration des trois banques à fin décembre 2017, la forte baisse reflète une amélioration de la qualité du portefeuille sur l'ensemble du périmètre et du profil de risque favorable des trois banques après leur nettoyage préalable à l'acquisition. Le taux de créances dépréciées ressort à 8,4 % contre 11,5 % à fin décembre 2017 grâce à des cessions de créances douteuses pour 1,4 milliard d'euros sur 2018 (445 millions d'euros au deuxième trimestre, 700 millions d'euros au troisième et 230 millions d'euros au quatrième), soit 26 % du portefeuille de créances douteuses brutes de BPI Italie. Le taux de couverture est en hausse pour la même raison (cession de créances douteuses à faible espérance de récupération donc haut niveau de couverture) et s'élève à 60 % contre 50,1 % à fin décembre 2017.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle s'établit à 196 millions d'euros, en hausse de + 22 % par rapport à l'année 2017.

L'Italie, deuxième marché domestique du groupe après la France, représente entre les deux tiers (pour le produit net bancaire) et les quatre cinquièmes (pour les crédits et la collecte bilan) de ce pôle, suivi par la Pologne et le Maroc. Bien que CA Italia ne soit détenue par Crédit Agricole S.A. qu'à hauteur de 76,9 %, elle représente 51 % du résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle.

La **banque de proximité à l'international hors Italie** (Autres BPI) continue d'enregistrer une activité commerciale dynamique et des résultats soutenus cette année.

Le total d'encours de collecte bilan et hors bilan augmente de + 9,9 % (2) entre fin décembre 2017 et fin décembre 2018, s'élevant à 13,3 milliards d'euros. L'encours de collecte bilan s'élève à 11,6 milliards d'euros à fin décembre 2018, en hausse de + 10 % (2) sur douze mois. Il est notamment porté par de fortes hausses en Égypte (+ 23 % (2)), en Ukraine (+ 17 % (2)) et en Serbie (+ 16 % (2)). L'encours de crédits atteint 10,7 milliards d'euros à fin décembre, en hausse de + 6,5 % (2) sur un an.

L'excédent net de collecte sur les crédits se maintient à 1,5 milliard d'euros à fin décembre 2018.

Sur l'année 2018, le produit net bancaire est en hausse de + 3,3 % par rapport à l'année 2017 à 847 millions d'euros. À noter que la performance du quatrième trimestre 2018 est la meilleure de l'année 2018.

Les charges d'exploitation enregistrent une légère hausse de + 3,2 % sur la même période, permettant ainsi de dégager un effet de ciseaux légèrement positif sur l'année. Le coefficient d'exploitation s'établit à 61,9 %, stable sur la période.

Le résultat d'exploitation affiche donc une progression solide à + 3,5 % à fin décembre 2018 par rapport à fin décembre 2017.

Le coût du risque recule fortement de - 28,4 % sur cette même période pour s'établir à - 83 millions d'euros.

Une plus-value de cession de + 14 millions d'euros et liée à la cession d'un terrain chez Crédit du Maroc sur le quatrième trimestre, est enregistrée sur la ligne gains et pertes sur autres actifs.

Sur l'année 2018, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle s'établit à 146 millions d'euros, en hausse de + 47 % par rapport à l'année 2017.

Toutes les filiales voient leur résultat progresser sur 2018 par rapport à 2017 (Pologne + 15 % (2), Égypte + 10 % (2), Maroc + 28 % (2), Ukraine + 43 % (2)).

Ce métier représente désormais **3 % du résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers (hors AHM)** de Crédit Agricole S.A.

(1) Source ABI (Association bancaire italienne).
(2) Hors effet change.

Services financiers spécialisés (SFS)

Le pôle Services financiers spécialisés comprend le crédit à la consommation (CA Consumer Finance – CACF) et les activités de leasing *et d'affacturage (CA Leasing & Factoring – CAL&F). À noter que depuis le 1er janvier 2017, l'entité Crédit Agricole Leasing Italie (Calit) a été transférée du métier CAL&F à BPI Italie. Ce transfert n'affecte pas les comparaisons de 2018 avec 2017.*

Services financiers spécialisés (SFS) – Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents 2018

(en millions d'euros)	2018 publié	2017 publié	Δ 2018/2017 publié	2018 sous-jacent	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
Produit net bancaire	**2 769**	**2 721**	**+ 1,7 %**	**2 769**	**2 721**	**+ 1,7 %**
Charges d'exploitation hors FRU	(1 363)	(1 393)	(2,2 %)	(1 363)	(1 393)	(2,2 %)
FRU	(17)	(14)	+ 19,9 %	(17)	(14)	+ 19,9 %
Résultat brut d'exploitation	**1 389**	**1 314**	**+5,7 %**	**1 389**	**1 314**	**+ 5,7 %**
Coût du risque	(467)	(440)	+6,1 %	(467)	(440)	+ 6,1 %
Coût du risque juridique	-	-	ns	-	-	ns
Sociétés mises en équivalence	187	241	(22,4 %)	254	241	+ 5,4 %
Gains ou pertes sur autres actifs	1	(1)	ns	1	(1)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	**1 110**	**1 114**	**(0,3 %)**	**1 177**	**1 114**	**+ 5,7 %**
Impôt	(244)	(230)	+ 6,2 %	(244)	(272)	(10,4 %)
Résultat net	**866**	**883**	**(1,9 %)**	**933**	**841**	**+ 11,0 %**
Intérêts minoritaires	(128)	(118)	+ 8,7 %	(128)	(118)	+ 8,7 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**738**	**766**	**(3,6 %)**	**805**	**723**	**+ 11,4 %**

CACF a connu une année dynamique avec des encours gérés en augmentation de + 7,2 % sur un an, pour atteindre 88,5 milliards d'euros, dépassant l'objectif stratégique. Les encours gérés avec les banques de détail du groupe Crédit Agricole (+ 10,0 %) et les partenariats automobiles (+ 11,2 %), sont en nette progression, en ligne avec la croissance de la production. CACF réalise un taux d'autofinancement de 83,6 % à fin décembre 2018. L'objectif du PMT 2019 est donc largement atteint dès 2018 (70 % à horizon fin 2019).

L'année 2018 a vu se concrétiser de nombreux partenariats, notamment le renouvellement du partenariat avec Banco BPM (troisième banque italienne), *via* une extension de 15 ans de l'accord de distribution. Mais également la création de la *joint venture* en Espagne avec Bankia (quatrième banque espagnole), dont le démarrage de l'activité commerciale est prévu à la fin du deuxième trimestre 2019.

Sur l'année 2018, le résultat net part du Groupe sous-jacent de CACF s'établit à 639 millions d'euros, en hausse de + 9,3 % par rapport à l'année 2017. La légère hausse du coût du risque (+ 5,7 %) vient un peu atténuer la hausse du résultat brut d'exploitation sous-jacent (+ 5,1 %), lié à un effet de ciseaux favorable de plus de + 4 points : le produit net bancaire progresse de + 0,8 %, alors que les charges d'exploitation hors FRU baissent de - 3,4 %. L'année 2018 inclut une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) de 10 millions d'euros, en hausse de + 12,3 % par rapport à 2017. Le coefficient d'exploitation hors FRU ressort à 48,9 %, en amélioration de 2,1 points de pourcentage par rapport à l'année 2017. La baisse de la charge d'impôt sous-jacente, de - 7,7 %, vient amplifier la performance opérationnelle pour porter la croissance du résultat net part du Groupe à + 9,3 %.

FCA Bank (filiale à 50 % de CACF et de FCA) s'est vue imposer une amende par l'autorité de la concurrence italienne dont le montant totale est de 178,9 millions d'euros. CACF a provisionné cette amende à hauteur de sa quote-part dans FCA Bank (50 %).

CAL&F a aussi réalisé une belle année 2018, avec un résultat net part à hauteur de 167 millions d'euros, affichant une progression de + 20,2 % par rapport à l'année 2017 en vision sous-jacente, grâce à une hausse du produit net bancaire (+ 5,7 %) dépassant la hausse des charges hors FRU (+ 3,0 %), soit un effet de ciseaux de près de + 3 points, ainsi qu'un coefficient d'exploitation hors FRU en amélioration de 1,3 point de pourcentage. La contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) s'élève sur l'année 2018 à - 7 millions d'euros, en hausse de + 31,3 % par rapport à 2017. Le chiffre d'affaires factoré a progressé de + 5,4 % sur l'année avec d'excellentes dynamiques commerciales à l'international (+ 9,8 %), notamment en Allemagne et en Belgique dont les activités progressent de + 6,3 %.

L'application d'affacturage sur smartphone *(Cash in Time)* lancée par CAL&F fin 2017, atteint 11 515 clients à fin décembre 2018, traitant un chiffre d'affaires factoré de 332,8 millions d'euros et générant un produit net bancaire de 6,9 millions d'euros sur l'année 2018.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent 2018 du pôle, atteint 805 millions d'euros, en hausse de + 11,4 % par rapport à l'année 2017, liée notamment à une baisse des charges d'exploitation hors FRU de - 2,2 %, ainsi qu'une hausse des sociétés mises en équivalence de + 5,4 %. L'effet de ciseaux reste conséquent, à près de + 4 points (croissance des revenus de + 1,7 %). Cela conduit à un coefficient d'exploitation hors FRU de 49,2 % sur l'année 2018, en amélioration de 2 points de pourcentage par rapport à 2017. À noter en 2018 la forte progression de la charge du FRU, de près de + 19,9 %, à 17 millions d'euros.

Le pôle Services financiers spécialisés contribue à hauteur de **16 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métier** de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) sur l'année 2018 et **14 % à leurs revenus sous-jacent** (hors AHM). Le RoNE du pôle s'établit à 16.3 % en 2018, contre 14,1 % en 2017, largement supérieur aux objectifs du plan moyen terme de 13 %.

Au 31 décembre 2018, le capital alloué au pôle Services financiers spécialisés s'élève à 5,1 milliards d'euros (15 % du total alloué) ; les emplois pondérés sont de 53,6 milliards d'euros.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Grandes clientèles (BFI et SFI)

Le pôle Grandes clientèles regroupe les activités de Banque de marché, de Banque d'investissement, de Financements structurés et de Banque commerciale regroupées au sein de Crédit Agricole Corporate & Investment Bank (CACIB), ainsi que les Services financiers aux institutionnels (SFI) regroupés au sein de CACEIS.

Grandes clientèles (GC) – Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents 2018

(en millions d'euros)	2018 publié	2017 publié	Δ 2018/2017 publié	2018 sous-jacent	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
Produit net bancaire	**5 368**	**5 332**	**+ 0,7 %**	**5 323**	**5 455**	**(2,4 %)**
Charges d'exploitation hors FRU	(3 169)	(3 099)	+ 2,3 %	(3 169)	(3 099)	+ 2,3 %
FRU	(170)	(139)	+ 21,8 %	(170)	(139)	+ 21,8 %
Résultat brut d'exploitation	**2 030**	**2 094**	**(3,1 %)**	**1 984**	**2 217**	**(10,5 %)**
Coût du risque	64	(203)	ns	64	(203)	ns
Coût du risque juridique	-	(115)	(100,0 %)	-	(115)	(100,0 %)
Sociétés mises en équivalence	0	277	(99,9 %)	0	175	(99,8 %)
Gains ou pertes sur autres actifs	14	13	+ 8,5 %	14	13	+ 8,5 %
Résultat avant impôt	**2 108**	**2 065**	**+ 2,1 %**	**2 062**	**2 086**	**(1,1 %)**
Impôt	(550)	(710)	(22,5 %)	(539)	(663)	(18,8 %)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	ns	-	-	ns
Résultat net	**1 557**	**1 355**	**+ 15,0 %**	**1 524**	**1 423**	**+ 7,1 %**
Intérêts minoritaires	(30)	(48)	(38,2 %)	(29)	(49)	(41,5 %)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**1 528**	**1 307**	**+ 16,9 %**	**1 495**	**1 374**	**+ 8,8 %**
dont Banque de Financement et d'Investiss.	*1 354*	*1 184*	*+ 14,4 %*	*1 321*	*1 254*	*+ 5,3 %*
dont Services Financiers aux Institutionnels	*174*	*123*	*+ 41,2 %*	*174*	*120*	*+ 45,5 %*
COEFFICIENT D'EXPLOITATION HORS FRU *(%)*	**59,0%**	**58,1%**	**+ 0,9 pp**	**59,5 %**	**56,8 %**	**+ 2,7 pp**

Dans un environnement défavorable aux activités de marché, particulièrement au quatrième trimestre 2018, et dans un marché difficile et concurrentiel pour l'activité clientèle, les revenus sous-jacent du pôle sont en baisse de - 2,4 % sur l'année atteignant 5 323 millions d'euros en 2018. Cette tendance est contrastée sur les différentes activités du pôle.

Les revenus de la **Banque de financement** sont en hausse de + 7,6 % à 2 481 millions d'euros avec une bonne performance sur l'ensemble des métiers.

La progression des revenus des financements structurés est essentiellement tirée par les secteurs Télécoms et Énergie grâce à des *deals* majeurs. Crédit Agricole CIB reste le leader mondial du financement aéronautique (1) et devient n° 4 mondial du financement de projets en gagnant trois places (2). De plus, en application de son modèle *Distribute to Originate,* la Banque de financement a enregistré un taux de redistribution primaire moyen sur l'année 2018 de 39 %, stable sur 2017 et en progression de + 13 points par rapport à 2013, année d'intensification de cette politique.

Les revenus de la banque commerciale sont en hausse, portés à la fois par les activités de financement export, financement du commerce international et *cash management (International Trade & Transaction Banking* – ITB*)* et les activités de prêts aux entreprises et de distribution *(Debt Optimisation and Distribution).* En effet, sur ITB, la performance est confirmée avec :

- le relais de croissance apporté par l'activité *Private Equity Financing Solutions* en partenariat avec CACEIS ;
- la remontée du prix du pétrole impactant favorablement les activités de *Global Commodities Finance* ;
- le *Trade Finance* affichant une activité très soutenue, ainsi que les revenus issus de l'intégration de l'activité de *Correspondent Banking* de Crédit Agricole S.A.

D'autre part, les activités de *Debt Optimisation and Distribution* sont bien orientées grâce aux financements d'acquisitions qui ont bénéficié d'opérations majeures et à la mise en place d'importants crédits bilatéraux. Crédit Agricole CIB améliore son positionnement sur les crédits syndiqués en passant de la quatrième à la deuxième place (3) sur les activités de syndication aux *Corporates* sur la zone EMEA.

Les revenus sous-jacent de la **Banque de marché et d'investissement** s'affichent à 1 963 millions d'euros en baisse de - 16,1 % dans le contexte de marché peu favorable aux activités de *fixed income* malgré des volumes commerciaux à la hausse, sauf sur le crédit. Les activités de taux continuent de souffrir de la baisse des marges. Le Crédit est pénalisé à la fois par un contexte défavorable aux émissions et une base de comparaison élevée en 2017, qui avait bénéficié d'un très bon niveau de revenus sur le primaire et le secondaire. Les activités de Titrisation et de change affichent des bonnes performances. En 2018, Crédit Agricole CIB se positionne à la première place mondiale du classement sur les émissions supranationales (4) et gagne 2,4 points de parts de marché par rapport à 2017. Dans le domaine des financements verts, Crédit Agricole CIB est toujours numéro un mondial sur le marché des *Green bonds* (5). Les revenus de la banque d'investissement sont en baisse notamment sur les activités de M&A. Crédit Agricole CIB atteint la troisième place (6) en France du classement sur les émissions d'actions et gagne 3,6 points de parts de marché.

Les **Services financiers aux institutionnels** (CACEIS) affichent une croissance organique solide et des succès commerciaux notables se traduisant par l'entrée de nouveaux clients sur l'ensemble de ses activités cœurs. Ces bonnes performances ne suffisent cependant pas à compenser un effet marché fortement négatif sur l'année. Les encours conservés s'établissent ainsi à 2 633 milliards d'euros à fin décembre 2018, en baisse de - 0,9 % sur un an. À 1 692 milliards d'euros, les encours administrés sont également en baisse de - 4,0 % par rapport à fin 2017. Cette baisse sur un an reflète également un effet périmètre avec la sortie de - 13 milliards d'euros d'actifs liée à la cession par CACEIS de ses activités en Amérique du Nord.

(1) Source : *Air Finance Journal.*
(2) En tant qu'arrangeur mandaté par volume – source : Refinitiv X02.
(3) En tant que teneur de livre – source : Refinitiv T78.
(4) En tant que teneur de livres – source : Refinitiv N5.
(5) En tant que teneur de livres – source : Bloomberg.
(6) En tant que teneur de livre – source : Refinitiv.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

En termes de résultat, les variations de DVA ainsi que les couvertures de portefeuille de prêts constituent des éléments spécifiques récurrents dans les comptes de Crédit Agricole CIB. En 2017, certains éléments spécifiques non récurrents ont été constatés pour passer des montants et variations publiées aux montants et variations sous jacents : la cession d'une partie de la participation (16,2 % du capital) dans la BSF – Banque Saudi Fransi – ainsi que l'ajustement de la plus-value nette sur cette cession et les ajustements fiscaux (surtaxe et revalorisation des impôts différés en France et aux États Unis).

Les charges d'exploitation hors contribution au FRU s'élèvent à 3 169 millions d'euros sur l'année, une hausse de + 2,3 % liée essentiellement à la croissance organique et aux investissements notamment informatiques. Le coefficient d'exploitation sous-jacent et hors FRU se détériore de 3 points à 59,5 %.

Le coût du risque est en reprise nette sur l'exercice à 64 millions d'euros en 2018 sous l'effet d'un coût du risque spécifique faible, de la sortie du bilan de quelques dossiers et de reprises nettes sur les *Buckets* 1 et 2.

La quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence est nulle, alors que 2017 incluait la quote-part de la Banque Saudi Fransi pour 175 millions d'euros.

En 2018, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 1 495 millions d'euros, en hausse de + 8,8 % par rapport à 2017. L'exercice 2018 inclut une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de 170 millions d'euros, contre 139 millions d'euros en 2017, soit une hausse de + 21,8 %. Aucune provision pour risque juridique non allouée n'a été constatée sur la période dans ce pôle, alors qu'une provision de 115 millions d'euros avait été enregistrée en 2017.

Au 31 décembre 2018, les fonds propres alloués au pôle Grandes clientèles s'élèvent à 11,3 milliards d'euros, et les emplois pondérés du pôle sont de 118,4 milliards d'euros.

La Banque de financement et d'investissement seule, à 109,8 milliards d'euros, voit ses emplois pondérés progresser de + 10,3 % par rapport à fin décembre 2017. La croissance annuelle est principalement liée à l'impact d'une anticipation de Bâle 4 sur les risques opérationnels non financiers, évalués selon la méthode standard. Les emplois pondérés organiques sont stables et l'activité est rentable. En Banque de financement, le ratio de revenus sur emplois pondérés moyens de la période progresse de + 14 points de base par rapport à 2017.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) du pôle continue de progresser, à 12,5 %, contre 11,2 % sur l'ensemble de l'exercice 2017, très supérieur à l'objectif du Plan à Moyen Terme, soit 11 % au minimum, malgré la déconsolidation de la participation dans BSF, qui a eu un effet défavorable sur le RoNE et n'était pas anticipée dans le Plan à Moyen Terme.

Le pôle Grandes clientèles contribue à hauteur de **29 % du résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) en 2018 et **27 % de leurs revenus sous-jacent** (hors AHM) sur la même base.

Activités hors métiers (AHM)

Ce pôle comprend principalement la fonction d'organe central de Crédit Agricole S.A., la gestion actif-passif et la gestion des dettes liées aux acquisitions de filiales ou de participations financières. Il inclut également :

- *le résultat des activités de capital-investissement et de diverses autres sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. (Uni-médias, Foncaris, CA Immobilier, etc.) ;*
- *les résultats des sociétés de moyens, des sociétés immobilières d'exploitation et des activités en réorganisation portant des immeubles affectés à plusieurs pôles ;*
- *les effets nets de l'intégration fiscale de Crédit Agricole S.A. ainsi que la réévaluation des dettes structurées émises par Crédit Agricole CIB.*

Les comptes de 2018 intègrent la dotation à la provision épargne logement doté par Crédit Agricole S.A. (- 3 millions d'euros en produit net bancaire, - 2 millions d'euros en résultat net part du Groupe) ainsi que l'amende BCE (- 5 millions d'euros en coût du risque juridique). En 2017, les éléments spécifiques impactaient les revenus à hauteur de - 70 millions d'euros et le résultat net part du groupe pour - 276 millions d'euros. Ces éléments comprenaient notamment l'impact du spread émetteur pour - 131 millions d'euros, les effets liés à la fiscalité pour - 124 millions d'euros, l'amende échange images chèques pour - 38 millions d'euros, et de manière positive la variation des écarts d'acquisition pour + 91 millions d'euros, la cession de la participation dans Eurazeo pour + 103 millions d'euros, ainsi que la variation de la provision épargne logement pour + 103 millions d'euros également.

Activités hors métiers (AHM) – Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents 2018

(en millions d'euros)	2018 publié	2017 publié	Δ 2018/2017 publié	2018 sous-jacent	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
Produit net bancaire	**(344)**	**(656)**	**(47,5 %)**	**(341)**	**(597)**	**(42,8 %)**
Charges d'exploitation hors FRU	(842)	(789)	+ 6,8 %	(842)	(789)	+ 6,8 %
FRU	(62)	(61)	+ 1,9 %	(62)	(61)	+ 1,9 %
Résultat brut d'exploitation	**(1 249)**	**(1 505)**	**(17,1 %)**	**(1 245)**	**(1 446)**	**(13,9 %)**
Coût du risque	(5)	(6)	(26,0 %)	(5)	(6)	(26,0 %)
Coût du risque juridique	(80)	-	ns	(75)	-	ns
Sociétés mises en équivalence	21	177	(88,4 %)	21	74	(72,1 %)
Gains ou pertes sur autres actifs	13	(4)	ns	13	(4)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	86	186	(54,1 %)	-	-	ns
Résultat avant impôt	**(1 213)**	**(1 152)**	**+ 5,3 %**	**(1 291)**	**(1 383)**	**(6,6 %)**
Impôt	576	344	+ 67,3 %	575	460	+ 24,8 %
Résultat net	**(638)**	**(808)**	**(21,1 %)**	**(717)**	**(922)**	**(22,3 %)**
Intérêts minoritaires	(35)	(58)	(40,0 %)	(15)	29	ns
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**(672)**	**(865)**	**(22,3 %)**	**(731)**	**(894)**	**(18,2 %)**

Sur l'année 2018, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **- 731 millions d'euros,** une perte en réduction de - 18,2 %/+ 162 millions d'euros par rapport à 2017. Elle inclut une contribution au FRU à hauteur de 62 millions d'euros, en légère hausse (+ 1,9 %) par rapport à 2017.

Au 31 décembre 2018, les **emplois pondérés** sont de **21,6 milliards d'euros et le capital alloué de 2,1 milliards d'euros.**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

RoTE

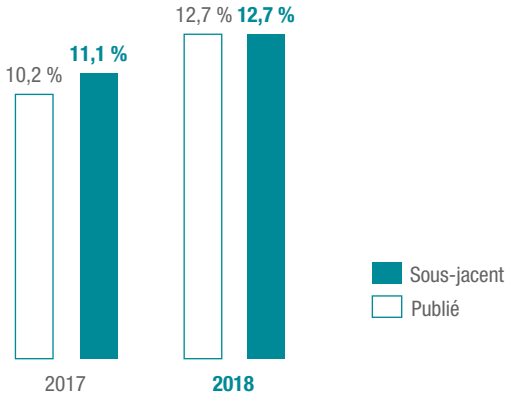
Le RoTE *(Return on Tangible Equity)* détermine la rentabilité sur capitaux propres tangibles (actif net de la banque retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition).

Le RoTE publié et sous-jacent est en hausse respectivement de 2,5 % et de 1,6 % sur l'année 2018 à 12,7 % démontrant l'amélioration de la rentabilité des métiers de Crédit Agricole S.A.

Rote *(%)*

(en millions d'euros)		2018	2017
Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires	[H]	3 957	3 194
AN tangible moyen non réévalué attribuable aux actions ordinaires (1)	[J]	31 120	31 182
ROTE publié (%)	**[H]/[J]**	**12,7 %**	**10,2 %**
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires (annualisé)	[I]	3 962	3 47
ROTE SOUS-JACENT (%)	**[I]/[J]**	**12,7 %**	**11,1 %**

(1) Y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation.



Bénéfice par action

Le bénéfice par action représente le bénéfice net de l'entreprise, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Crédit Agricole S.A. – données par action

(en millions d'euros)		2018	2017	Δ 2018/2017
Résultat net part du Groupe – publié		4 400	3 649	+ 20,6 %
■ Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS		(443)	(454)	- 2,5 %
RNPG attribuable aux actions ordinaires – publié	**[A]**	**3 957**	**3 194**	**+ 23,9 %**
Nombre d'actions moyen, hors titres d'autocontrôle (m)	[B]	2 853,7	2 843,6	+ 0,4 %
Résultat net par action – publié	**[A]/[B]**	**1,39 €**	**1,12 €**	**+ 23,4 %**
RNPG sous-jacent		4 405	3 925	+ 12,2 %
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires	**[C]**	**3 962**	**3 471**	**+ 14,2 %**
RÉSULTAT NET PAR ACTION – SOUS-JACENT	**[C]/[B]**	**1,39 €**	**1,22 €**	**+ 13,8 %**

Le bénéfice par action publié est en hausse de + 23.4 % en 2018 à 1,39 euro et le bénéfice par action sous-jacent est en hausse de + 13,8 % à 1,39 euro également.

Crédit Agricole S.A. – Actif Net Tangible

(en millions d'euros)		31/12/2018	31/12/2017
Capitaux propres – part du Groupe		58 811	58 056
■ Emissions AT1		(5 011)	(5 011)
■ Réserves latentes OCI – part du Groupe		**(1 696)**	**(3 500)**
■ Projet distribution de dividende sur résultat annuel (1)		(1 975)	(1 802)
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord.	**[D]**	**50 129**	**47 743**
■ Écarts d'acquisition & incorporels (2) – part du Groupe		(17 843)	(17 672)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord.	[E]	32 286	30 072
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m)	[F]	2 862,1	2 844,0
ANC par action, après déduction du dividende à verser *(€)*	**[D]/[F]**	**17,5**	**16,8**
+ Dividende à verser *(€)*	**[H]**	**0,69**	**0,63**
ANC par action, avant déduction du dividende *(€)*		**18,2**	**17,4**
ANT par action, après déduction du dividende à verser *(€)*	**[G]=[E]/[F]**	**11,3**	**10,6**
ANT par action, avt déduction du dividende à verser *(€)*	**[G]+[H]**	**12,0**	**11,2**

(1) Dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement.
(2) Y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle.

BILAN CONSOLIDÉ DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Crédit Agricole S.A. – Bilan consolidé

(en millions d'euros)	Notes (1)	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017	Variation
Caisse, Banques centrales	6.1	66 976	50 755	50 761	31,9 %
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2-6.9	365 475	363 737	321 404	13,7 %
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	14 322	16 429	16 435	(12,9 %)
Actifs financiers disponibles à la vente	6.4-6.7-6.8-6.9			307 058	(100 %)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.1-3.3-6.5-6.8-6.9	412 981	388 716	394 051	4,8 %
Prêts et créances sur la clientèle	3.1-3.3-6.5-6.8-6.9	369 456	341 114	360 079	2,6 %
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		6 375	5 978	5 978	6,6 %
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6.6-6.7-6.9			20 179	(100 %)
Actifs d'impôts courants et différés	6.13	4 480	4 741	4 462	0,4 %
Comptes de régularisation et actifs divers	6.14	38 013	36 197	36 197	5,0 %
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		257	495	495	(48,1 %)
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6.15	6 368	5 108	5 177	23,0 %
Valeurs immobilisées	6.16-6.17	12 764	12 586	12 586	1,4 %
Écarts d'acquisition	6.16	15 491	15 421	15 421	0,5 %
TOTAL DE L'ACTIF		**1 624 394**	**1 551 572**	**1 550 283**	**4,8 %**

(1) Notes renvoyant au chapitre 6 Comptes consolidés.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

(en millions d'euros)	Notes [1]	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017	Variation
Banques centrales	6.1	949	3 185	3 185	(70,2 %)
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	228 111	227 848	227 887	0,1 %
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	12 085	13 271	13 271	(8,9 %)
Dettes envers les établissements de crédit	3.3-6.10	131 960	125 590	125 590	5,1 %
Dettes envers la clientèle	3.1-3.3-6.10	597 170	550 746	550 746	8,4 %
Dettes représentées par un titre	3.2-3.3-6.11	184 470	163 759	163 708	12,7 %
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		6 612	6 565	6 565	0,7 %
Passifs d'impôts courants et différés	6.13	2 376	3 287	3 482	(31,8 %)
Comptes de régularisation et passifs divers	6.14	42 309	40 530	40 530	4,4 %
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		229	354	354	(35,3 %)
Provisions techniques des contrats d'assurance	6.19	324 033	322 516	320 417	1,1 %
Provisions	6.2	5 809	4 935	4 421	31,4 %
Dettes subordonnées	3.2-3.3-6.11	22 765	25 421	25 421	(10,4 %)
Total dettes		**1 558 878**	**1 488 007**	**1 485 577**	**4,9 %**
Capitaux propres		**65 516**	**63 565**	**64 706**	**1,3 %**
Capitaux propres part du Groupe		**58 811**	**57 135**	**58 056**	**1,3 %**
Participations ne donnant pas le contrôle		**6 705**	**6 430**	**6 650**	**0,8 %**
TOTAL DU PASSIF		**1 624 394**	**1 551 572**	**1 550 283**	**4,8 %**

(1) Notes renvoyant au chapitre 6 Comptes consolidés.

Principales variations du bilan consolidé

Au 31 décembre 2018, le total du bilan consolidé de Crédit Agricole S.A. s'élève à 1 624,4 milliards d'euros, en hausse de + 74,1 milliards d'euros, soit + 4,8 % par rapport au bilan de 2017. 2018 a vu la première application de la norme IFRS 9 qui s'est traduite par une hausse du total du bilan pour 1,3 milliard d'euros. Hormis cet impact, la hausse est imputable à la croissance organique pour 72,8 milliards d'euros sur les agrégats suivants :

- la hausse des actifs financiers au coût amorti pour 58,7 milliards d'euros ;
- la hausse des caisses et Banques centrales de 16,2 milliards d'euros.

Pour mémoire, l'application de la norme IFRS 9 à fait disparaitre les catégories d'actifs financiers disponibles à la vente et d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ; et créé dans le même temps la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

Analyse des principaux postes

Les prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit s'élèvent à 782,5 milliards d'euros à fin décembre 2018, en hausse de + 3,8 % par rapport à 2017, soit + 28,4 milliards d'euros.

Les prêts et créances sur la clientèle (y compris les opérations de crédit-bail) s'élèvent à 369,5 milliards d'euros au 31 décembre 2018 contre 360,1 milliards d'euros un an auparavant, soit une hausse de + 2,6 %. Cette progression s'explique essentiellement par la hausse des opérations avec la clientèle chez LCL pour + 9,5 milliards d'euros, en particulier sur les crédits immobiliers (+ 5,6 milliards d'euros).

Les prêts et créances sur les établissements de crédit augmentent également (+ 4,8 %) au 31 décembre 2017 pour atteindre 413,0 milliards d'euros contre 394,1 milliards d'euros à fin 2017. La hausse de + 18,9 milliards d'euros provient essentiellement de la hausse des opérations internes avec les Caisses régionales pour + 20,7 milliards d'euros (avances aux Caisses régionales dans une conjoncture de taux bas, avances miroirs en relation avec l'augmentation de la collecte d'épargne et nouvelles mises en pension auprès des Caisses régionales) et de la progression des encours de CACEIS (+ 8,5 milliards d'euros). Parallèlement, Crédit Agricole CIB voit ses encours baisser de - 1,2 milliard d'euros dont - 1,5 milliard d'euros sur les comptes et prêts.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle représentent 729,2 milliards d'euros à fin 2018, en hausse de + 7,8 % par rapport à fin 2017, soit + 52,9 milliards d'euros.

Les dettes envers les établissements de crédit sont en hausse de + 6,4 milliards d'euros, à 132,0 milliards d'euros (+ 5,1 %). Cette progression est liée principalement à CACIB (+ 8,6 milliards d'euros).

Les dettes envers la clientèle augmentent de + 46,5 milliards d'euros (+ 8,4 %), à 597,2 milliards d'euros. Cette hausse est due à Crédit Agricole S.A. qui a connu un fort niveau de la collecte sur l'épargne réglementée (+ 10,7 milliards d'euros sur les comptes sur Livret, les Livrets A et les plans épargne-logement), à CACIB pour + 16,5 milliards d'euros dont + 7 milliards pour CACIB Japon, + 4 milliards d'euros pour CACIB Paris, et + 3 milliards pour CACIB New York, à LCL pour + 8,9 milliards d'euros et à CACEIS pour + 10,2 milliards d'euros liés à l'activité courante.

Les actifs financiers enregistrés à la juste valeur par résultat représentent 365,5 milliards d'euros au 31 décembre 2018, en hausse de + 13,7 % sur un an. Cette hausse de + 44,1 milliards d'euros est imputable à hauteur de + 42,3 milliards d'euros à la première application d'IFRS 9. L'impact FTA concerne principalement Predica pour + 32,8 milliards d'euros.

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat représentent 228,1 milliards d'euros au 31 décembre 2018, en très légère hausse de + 0,2 milliard d'euros sur un an (+ 0,1 %) soit une quasi-stabilité.

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres s'élèvent à 253,6 milliards d'euros à fin décembre 2018.

Les titres de dette s'élèvent à 57,8 milliards d'euros à fin décembre 2018. Cette catégorie a été créée avec la mise en place de la norme IFRS 9 et la disparition des catégories actifs financiers disponibles à la vente et actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

Le montant des **participations dans les entreprises mises en équivalence** s'élève à 6,4 milliards d'euros à fin 2018, en hausse de + 23,1 % en raison notamment de la bonne performance des JV autos du Groupe.

Les instruments dérivés de couverture enregistrent des baisses de respectivement - 12,8 % à l'actif et - 9,0 % au passif, provenant essentiellement chez Crédit Agricole S.A. de la variation de juste valeur des *swaps* de micro et macro-couverture.

Les provisions techniques des contrats d'assurance ont progressé de + 1,1 % en 2018 par rapport à 2017, pour atteindre 324,0 milliards d'euros. Cette augmentation provient essentiellement des autres assureurs du Groupe contribuent pour + 5,6 milliards d'euros à cette hausse, en lien avec la croissance de l'activité et le transfert d'un portefeuille.

Le poste des **Dettes représentées par un titre** augmente de + 12,7 % sur l'année pour atteindre 184,5 milliards d'euros à fin 2018.

Les **capitaux propres** s'élèvent à 65,5 milliards d'euros au 31 décembre 2018, soit une hausse de + 1,1 % sur un an. Les capitaux propres part du Groupe sont en légère hausse (+ 1,2 %) à 58,8 milliards d'euros à fin 2018, reflétant principalement la prise en compte du résultat de l'exercice (+ 4,4 milliards d'euros) et les dividendes (- 2,2 milliards d'euros).

Gestion du capital et ratios prudentiels

L'amendement de la norme IAS 1 adopté par l'Union européenne le 11 janvier 2006 impose de publier des informations quantitatives et qualitatives sur le capital de l'émetteur et sa gestion : les objectifs, politique et procédures de gestion du capital. Ces informations sont fournies dans la note 3.6 de l'annexe aux états financiers, ainsi que dans la partie "Informations au titre du Pilier 3" présentée ci-après. Sur l'exercice 2018, le rendement des actifs [1] s'élève à 0,27 % stable par rapport à l'exercice 2017.

TENDANCES RÉCENTES ET PERSPECTIVES

Essences diverses, conséquences et probabilités d'occurrence variées, les risques sont nombreux : guerre commerciale, et plus généralement protectionnisme et doutes quant au multilatéralisme, ralentissement en Chine, épuisement de la stimulation fiscale aux États-Unis, *Brexit,* tensions sociales et politiques notamment en Europe et en France. Sans mésestimer les incertitudes, nous retenons non pas un effondrement de la croissance économique en 2019 mais un essoufflement et ce en émettant pourtant des hypothèses prudentes. Notre scénario suppose, tout d'abord, que la guerre commerciale sino-américaine va se poursuivre malgré les récentes rumeurs d'accalmie possible. L'accord annoncé entre les États-Unis et la Chine à l'occasion du G20 (suspension pour quatre-vingt-dix jours de la hausse prévue des droits de douane américains de 10 % à 25 % sur les 200 milliards de dollars de produits importés de Chine, accompagnée de la volonté chinoise d'augmenter ses importations en provenance des États-Unis) n'est qu'une trêve. Il ne s'agit aucunement d'une étape préalable à la résolution d'un conflit économique toujours susceptible de s'aggraver tant sont éloignées les attentes respectives des deux "belligérants". En revanche, la guerre commerciale menée par les États-Unis resterait dirigée contre la Chine et ne ciblerait pas d'autres victimes, à savoir l'Union européenne. Notre scénario suppose, en outre, que l'offre saoudienne de pétrole s'ajuste au marché compensant ainsi partiellement la production américaine toujours très abondante : elle permettrait au prix du pétrole se maintenir autour de 70 dollars par baril, avec toutefois un risque de forte volatilité. En 2019, c'est donc sur fond de guerre commerciale et de prix pétroliers "sages", que s'inscrit le ralentissement économique, déjà entamé mais encore hétérogène. Alors que la zone euro peine à trouver un second souffle, que le Japon ne parvient pas à dynamiser sa demande intérieure, que la croissance chinoise est susceptible de décevoir (au moins en début d'année) en dépit du plan de soutien public, les États-Unis devraient encore connaître une année faste.

Amorcé en juin 2009, le cycle actuel est le plus long de l'histoire des **États-Unis.** Après un pic en 2018 (avoisinant 3 %), le ralentissement de la croissance américaine se dessine. En 2019, proche de 2,6 %, celle-ci serait toutefois toujours supérieure au potentiel (2 %). Mais les forces spontanées (celles du cycle d'investissement productif notamment) s'étiolent, cependant que les soutiens monétaires et fiscaux expirent. L'investissement des entreprises devrait ainsi être moins dynamique en 2019. Quant aux perspectives d'amélioration de l'investissement résidentiel, elles restent assez ternes. Fin 2019, la quasi-disparition des stimuli fiscaux qui auront propulsé, durant deux ans, le cycle bien au-delà de son sommet naturel, une politique monétaire prenant une tournure plus restrictive et la persistance des tensions commerciales sino-américaines devraient précipiter la fin d'une période de croissance exceptionnelle par sa vigueur et sa longévité. Le risque de récession plane sur l'année 2020.

En zone euro, dans un contexte de politique monétaire accommodante et de politique budgétaire contribuant positivement à la croissance, des fondamentaux encore solides signalent la maturité du cycle, mais non sa mort imminente. Les craintes sur la vigueur de la croissance ont changé de nature. Celles liées aux contraintes d'offre, apparues au pic du cycle fin 2017, se sont estompées. Elles ne sont désormais plus capables d'engendrer une érosion des marges telle qu'elle provoque un retournement soudain. En revanche, des inquiétudes nouvelles, révélées par les enquêtes déjà plutôt sombres et s'opposant aux bons résultats tirés des chiffres "durs", ont vu le jour. Essentiellement exogènes (et précédemment évoquées), pesant sur les perspectives d'évolution de la demande extérieure et de l'investissement, elles conduisent à anticiper un infléchissement plus marqué que celui dû au seul essoufflement naturel du rythme de croissance. Notre scénario retient un affaiblissement de la croissance (1,9 % en 2018 puis 1,6 % en 2019, proche du potentiel de 1,5 %) essentiellement dû aux incertitudes croissantes motivant un comportement d'investissement prudent. **En France,** la croissance conserverait un rythme proche de celui de 2018 (1,6 % après 1,5 % en 2018). La mise en place début 2019 de nouvelles mesures en faveur du pouvoir d'achat soutiendra la consommation des ménages apportant un gain de croissance de l'ordre de 0,2 point en 2019. La dégradation des indicateurs de conjoncture et l'incertitude croissante conduisent, en revanche, à revoir légèrement à la baisse nos anticipations d'investissement et d'exportations. Bien qu'un scénario de poursuite de la crise sociale ne puisse être exclu, cette prévision suppose un apaisement relatif du mouvement des gilets jaunes en 2019. Enfin, après le rejet par le parlement britannique le 15 janvier dernier de l'accord de sortie signé par Theresa May avec l'Union européenne, les perspectives économiques britanniques sont entourées de la plus grande incertitude. Une extension des négociations au-delà du 29 mars semble de plus en plus probable sous réserve que l'UE y consente. Et pour les optimistes, le spectre d'un *Brexit* plus soft semble également se profiler sous la pulsion du parlement britannique. Mais la probabilité d'un scénario de *"no-deal",* scénario par défaut si rien n'est décidé pour l'éviter d'ici au 29 mars, augmente également à mesure qu'approche de la date fatidique. Un environnement qui pèse ainsi sur la confiance des investisseurs et des consommateurs britanniques mais n'altère pas le scénario global de la zone euro.

Au Japon, les perspectives restent ternes. En décembre 2018, les *"Abenomics"* sont entrés dans leur septième année. Or, les exportations continuent de stimuler la croissance, tandis que la consommation privée est à la traîne. Une consommation privée qui devra digérer une hausse de la TVA en 2019. Après avoir atteint près de 0,7 % en 2018, la croissance avoisinerait ainsi seulement 0,6 % en 2019.

(1) En application de l'article R. 511-16-1 du Code monétaire et financier, le rendement des actifs correspond au résultat comptable divisé par le total du bilan comptable sur base consolidée.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Enfin, après une année 2018 difficile, au cours de laquelle les marchés financiers **émergents** (tout particulièrement les taux de change) ont été malmenés, la croissance économique de la mosaïque émergente devrait continuer de ralentir : elle se replierait autour de 4,1 % après avoir atteint environ 4,4 % en 2018. L'année 2019 sera périlleuse, tant pour la croissance que pour les marchés et ce d'autant plus que la Chine pourrait constituer un foyer de volatilité spécifique début 2019. Tout comme les autres pays émergents, **la Chine** a subi un ralentissement, qu'amplifient ses efforts spécifiques de désendettement. En 2019, dans un contexte de guerre commerciale, l'impact négatif de la hausse des droits de douane américains sur le commerce extérieur va se concrétiser. La Chine ayant exporté par "anticipation" (en prévision de la hausse des droits de douane initialement prévue pour janvier 2019), les exportations pourraient ralentir début 2019. Jusqu'à présent, les responsables politiques ont répondu au fléchissement par un ensemble de mesures budgétaires, monétaires et de stimulation du crédit. Ils ont évité de réagir de manière trop hardie, afin de ne pas aggraver le problème d'endettement interne. Avant que les mesures de soutien public n'exercent pleinement leurs effets, l'activité pourrait fléchir au cours des tout prochains mois et susciter des inquiétudes d'aggravation du ralentissement économique. Sur l'ensemble de l'année 2019, la croissance pourrait cependant avoisiner 6,4 %, n'enregistrant qu'un repli minime et indolore par rapport à 2018 (autour de 6,6 %).

En 2019, circonspectes, les **politiques monétaires** tenteront d'accompagner au mieux le ralentissement alors même que l'inflation, qui traditionnellement signe la fin du cycle, ne se manifeste pas de façon flagrante tant le lien entre les salaires et les prix semble s'être distendu. Aux États-Unis, si l'inflation totale se replie en moyenne (de 2,4 % à 1,8 %), l'inflation surveillée par la banque centrale (prévue à 2,1 %) excéderait légèrement la cible. Compte tenu notamment de la révision à la baisse du taux "neutre" des *Fed Funds* (2,75 %), la *Federal Reserve* peut poursuivre son resserrement sans empressement. Plus dépendante des données économiques, donc plus incertaine, la politique monétaire américaine ne prendrait une tournure restrictive qu'en fin d'année 2019. Notre scénario retient deux hausses de 25 points de base chacune des *Fed Funds* les portant à 3 % fin 2019. Quant à la BCE, la fin du *Quantitative Easing* (fin des achats nets au titre du Programme Étendu d'Achats d'Actifs depuis janvier 2019) n'est qu'une ébauche de normalisation. Cette étape préliminaire ne signifie aucunement que la politique monétaire prendra une tournure nettement moins accommodante. Bien que la BCE se déclare confiante en la capacité de l'inflation à se redresser, la convergence vers la cible de 2 % paraît hautement incertaine. Les perspectives de redressement sont ténues : l'inflation totale (1,6 % fin 2018 pour une inflation sous-jacente à 1 %) pourrait diminuer en 2019 (1,2 % fin 2019 pour une inflation sous-jacente à 1 %) et tomber à un niveau aussi bas que de 0,6 %/0,7 % à la fin de l'été. Une inflation faible, maîtrisée, des outils classiques limités, la BCE est un peu démunie. Outre l'engagement de maintenir des taux bas pendant une longue période, la BCE pourrait annoncer de nouveaux LTRO en mars. L'économie de la zone euro a encore besoin d'une forte dose d'accommodation monétaire.

La fin de cycle s'annonce sans s'être accompagnée de tensions inflationnistes "ingérables" ; les Banques centrales restent prudentes ; les resserrements monétaires, qu'ils soient effectifs ou seulement annoncés, sont graduels ; enfin, de nombreuses incertitudes économiques et politiques, propices à de brutales poussées d'aversion au risque, obscurcissent l'horizon. Les actifs risqués (actions, obligations corporate, émergents) sont ainsi plus vulnérables. Ce contexte est en revanche favorable à une remontée extrêmement modeste des taux longs sans risque, mais accompagnée d'une volatilité élevée. Notre scénario table sur des taux à 10 ans américains et allemands proches, respectivement, de 3,3 % et 0,6 % fin 2019. Quant aux primes de risque offertes par les obligations souveraines françaises et italiennes par rapport au *Bund,* elles avoisineraient, respectivement, 30 points de base et 240 points de base fin 2019.

Événements récents

Principaux objectifs du Plan à Moyen Terme "Ambition Stratégique 2020"

Le 9 mars 2016, le groupe Crédit Agricole a présenté son **Plan à Moyen Terme** "Ambition Stratégique 2020" qui se fonde sur son ***leadership*** **en banque de proximité et dans ses métiers spécialisés ainsi que sur sa capacité à publier des résultats en ligne avec ses engagements dans un contexte de changements durables, économique, réglementaire et bancaire.**

L'ambition stratégique du plan

Ce projet s'articule autour de quatre axes prioritaires : la mise en œuvre de la simplification de l'organisation capitalistique du Groupe, le déploiement du projet client, le renforcement de la dynamique de croissance du Groupe sur ses métiers cœurs et l'amélioration de son efficacité industrielle :

- **la simplification de la structure du Groupe,** appelée Eurêka, a été réalisée au troisième trimestre 2016 : elle a consisté à transférer la participation sans droit de vote des 25 % que Crédit Agricole S.A. détenait depuis sa cotation dans les Caisses régionales *via* des CCI/CCA vers Sacam Mutualisation, une entité que les Caisses régionales détiennent à 100 %, pour un prix final de cession de 18,5 milliards d'euros ;
- le Plan s'appuie sur la pertinence du modèle de banque universelle de proximité du groupe Crédit Agricole, source de valeur pour ses clients : il vise à **déployer le projet Client et à intensifier la transformation digitale** à leur service en renforçant le modèle distributif ; ce dernier associe le multicanal et la proximité grâce à la transformation digitale de l'ensemble des métiers et concilie également la recherche de la part des clients de plus de fluidité, de flexibilité, à la valeur ajoutée du conseil personnalisé ;
- **le renforcement de la dynamique de croissance du Groupe sur ses métiers cœurs** s'appuie sur plusieurs priorités : l'amélioration de ses positions en Banque de proximité, en Gestion de l'épargne et assurances, dans les Services financiers spécialisés et dans le pôle Grandes clientèles, la transformation digitale tout en maîtrisant la base des coûts et enfin l'augmentation des synergies intragroupes : par le biais du renforcement des partenariats internes et de l'accélération des ventes croisées entre les métiers et les banques de proximité du Groupe, le plan prévoit des synergies de revenus de + 1 milliard d'euros pour le Groupe, dont + 700 millions d'euros pour Crédit Agricole S.A. et + 300 millions d'euros pour les Caisses régionales, entre 2015 et 2019 ;
- **l'amélioration de l'efficacité opérationnelle** va permettre d'améliorer de six points le coefficient d'exploitation de Crédit Agricole S.A. et de le ramener en deçà de 60 % à horizon 2019, ce qui représente 900 millions d'euros d'économies sur une période de trois ans.

La trajectoire financière et prudentielle

Le Plan a été élaboré sur la base d'hypothèses prudentes. Il faisait l'hypothèse d'une évolution de la croissance modérée en zone euro et dans les deux principaux marchés domestiques du Groupe, la France et l'Italie, ainsi que le maintien de taux d'intérêt, Euribor 3 mois et OAT 10 ans, durablement bas.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Hypothèses et objectifs principaux d'"Ambition Stratégique 2020"

		Groupe Crédit Agricole		Dont Crédit Agricole S.A.	
		Au 31/12/2015	Objectifs 2019	Au 31/12/2015	Objectifs 2019
Activité	TCAM (1) PNB 2015-2019	31 836 M€	> + 1,5 %	17 194 M€	> + 2,5 %
	Coefficient d'exploitation	63 %	< 60 %	66 %	< 60 %
	Coût du risque/encours	30 pb (2)	< 35 pb	41 pb	< 50 pb
Rentabilité	Résultat net – part du Groupe	6,0 Mds€	> 7,2 Mds€	3,5 Mds€	> 4,2 Mds€
	Return on Tangible Equity (RoTE)	-	-	10,0 %	> 10 %
Solvabilité	Ratio *Common Equity Tier 1* non phasé	13,7 %	16 %	10,7 %	≥ 11 %
	Ratio TLAC (3) hors dette senior éligible	19,7 %	22 %		-
	Emplois pondérés	509 Mds€	534 Mds€	296 Mds€ (4)	303 Mds€ (4)

(1) Taux de croissance annuel moyen vs 2015 retraité de l'opération de simplification du Groupe.
(2) Points de base.
(3) *Total Loss-Absorbing Capacity.*
(4) *Pro forma* retraités de l'opération de simplification du Groupe.

L'atteinte des objectifs financiers devait être obtenue par une croissance équilibrée du produit net bancaire et la maîtrise des charges dans chaque pôle métier, l'effort réalisé sur les charges courantes permettant de financer les 4,4 milliards d'euros d'investissements prévus pour les métiers de Crédit Agricole S.A. Parallèlement, la contribution du pôle Activités hors métiers (AHM) devait être ramenée à environ - 700 millions d'euros par an à l'horizon 2019.

Le groupe Crédit Agricole vise à rester parmi les banques les plus solides d'Europe sur le plan de la solvabilité. Les projections tiennent compte d'un taux de distribution du résultat de Crédit Agricole S.A. de 50 % en numéraire, la pondération du capital et des réserves de Crédit Agricole Assurances à 370 % et de la garantie *Switch 2* entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A., éliminée au niveau du groupe Crédit Agricole.

Gestion de liquidité

	Exigence réglementaire		Situation à fin 2015	Objectif 2016-2019
LCR	70 % au 01/01/2016	Crédit Agricole S.A.	> 100 %	~ 110 %
	↓			
	100 % à partir du 01/01/2018	Groupe Crédit Agricole	> 100 %	~ 110 %
NSFR (1)	100 % à partir du 01/01/2018	Groupe Crédit Agricole	> 100 %	> 100 %
PRS (2)		Groupe Crédit Agricole	108 Mds€	> 100 Mds€

(1) Estimation réalisée sur la base de notre compréhension du texte de l'ABE du 18 décembre 2015.
(2) Position de ressources stables : excédent de ressources stables au bilan.

Point d'étape du plan stratégique

Conquête et projet client

Avec une conquête clients solide, ancrée dans le modèle de banque universelle de proximité multicanal et relationnelle (1,3 millions de clients entrés en relation avec les Caisses régionales en 2018), le Groupe a déployé un ambitieux **Projet Client**, amplifié par la révolution du digital.

La part de marché en comptes courants auprès des particuliers a progressé pour la deuxième année consécutive à 26,1 %(+ 0,4 point de pourcentage) et le financement de l'économie française et des territoires a affiché un record sur le marché Entreprises, à + 16,6 % (soit 12,8milliards de financement réalisés par les Caisses Régionales en 2018).

Des nouvelles approches du métier de conseil et des nouvelles offres ont été mises en place dans le but de transformer l'expérience client et d'optimiser les ventes croisées :

- la dynamique de coopération a été renforcée, se traduisant notamment par l'internalisation des assurances collectives des entités du Groupe : CAA est devenu l'assureur santé de 27 Caisses régionales, 12 entités Crédit Agricole S.A. et gère des IFC sur 38 Caisses régionales ;
- le fonds "Transitions Énergétiques, Agricoles et Agroalimentaires" a été lancé par IDIA pour 200 millions d'euros, conjointement à la filière énergie (plateforme de services par Unifergie) ;
- les indicateurs de digitalisation ont progressé dans tous les métiers : à titre d'exemple, 70 % des offres de prêt à l'habitat sont désormais éligibles à la signature électronique Habitat pour les Caisses régionales, soit l'offre de digitalisation la plus large du marché ;
- la nouvelle offre "Trajectoires Patrimoine" a été lancée en octobre 2018, permettant à chaque client du Crédit Agricole de choisir les meilleures options pour développer son patrimoine, dès le premier euro ;
- une solution digitale de mise en relation de clients Entreprises à l'international a vu le jour avec le lancement du "Trade Club".

Synergies

Grâce aux nombreuses initiatives entre les différents métiers et au véritable jeu collectif mis en place, des avancées majeures ont été accomplies en termes de synergies. Celles-ci s'élevaient à 8,7 milliards d'euros pour le groupe Crédit Agricole au cours de l'exercice 2018, en hausse de + 12 % par rapport à 2015, et tout à fait en ligne avec l'objectif de 8,8 milliards d'euros à horizon 2019. Trois principales sources de synergies sont à mentionner : le métier de l'assurance a contribué à hauteur de 5,3 milliards d'euros, la gestion d'actifs à hauteur d'1 milliard d'euros et le Crédit à la Consommation à hauteur de 0,7 milliard d'euros.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Des initiatives structurelles concernant l'organisation de nos activités au sein du Groupe ont été prises, notamment par la mise en place de nouveaux **partenariats structurants,** tant avec des acteurs bancaires qu'avec des acteurs non-bancaires technologiques et des startup :

- un accord de partenariat exclusif sur le long terme (15 ans) en assurance a été signé par CAA avec **Credito Valtellinese** (Creval), avec une prise de participation de 5 % par CAA dans Creval ;
- dans le crédit-consommation une *joint venture* a été créée en Espagne avec Bankia, et un renforcement du partenariat entre Agos et **Banco BPM** en Italie a été signé permettant une expansion de ce partenariat global pour les quinze prochaines années ;
- un partenariat technologique et capitalistique a été conclu entre Azqore (ex-CAPBS) et **Cap Gemini,** avec pour ambition de créer une nouvelle référence mondiale des services d'externalisation de l'informatique et des opérations bancaires pour la Gestion de fortune notamment ;
- un accord a été signé avec **Wirecard** dans le domaine des services de paiement pour les marchands clients des banques du Groupe avec l'objectif prioritaire d'une mise sur le marché de la solution d'acceptation cross canal pour les commerçants en France.

Efficacité opérationnelle

Plusieurs programmes transverses d'efficacité opérationnelle ont été mis en œuvre par le Groupe avec l'objectif de dégager, pour Crédit Agricole S.A., 900 millions d'euros d'économies à horizon du plan. Elles s'élèvent à 563 millions d'euros à fin 2018, soit environ deux tiers de la cible et comprennent notamment :

- le projet "Transformons ensemble", axé sur les fonctions support de Crédit Agricole S.A. (157 millions d'euros) ;
- le programme d'optimisation des Achats "Save" (140 millions d'euros) ;
- le programme d'efficacité des systèmes d'information (56 millions d'euros avec un potentiel de 185 millions d'économies annuelles à terme) ;
- les plans d'efficacité opérationnelle des Métiers (211 millions d'euros).

Les plans d'économies menés continueront de générer des gains en 2019 et les projets informatiques engagés porteront leurs fruits au-delà du plan (un potentiel de 185 millions d'euros d'économies annuelles, moyennant un plan d'investissement de 260 millions d'euros environ sur cinq ans dans le cadre de la création du pôle Technologique CAGIP).

L'ensemble de ces mesures a favorablement impacté la trajectoire du coefficient d'exploitation de Crédit Agricole S.A., qui s'est établi à 62,1 % à fin 2018, en amélioration de 6,4 points par rapport à fin 2015.

Point sur l'atteinte des objectifs de Crédit Agricole S.A.

À fin 2018, Crédit Agricole S.A. a déjà dépassé les objectifs fixés lors de l'élaboration du plan en termes de taux de croissance de résultat net part du Groupe (sous-jacent), des revenus sous-jacents, de maîtrise de coût du risque (coût du risque sur encours), de rentabilité (RoTE sous-jacent) et de solvabilité (ratio *Core Equity Tier 1* non phasé). Crédit Agricole S.A. a publié un résultat net part du Groupe sous-jacent de 4,4 milliards d'euros en 2018 (contre 2,6 milliards d'euros en 2015) dépassant ainsi un an à l'avance la cible 2019 du Plan à Moyen Terme de 4,2 milliards d'euros. Le coefficient d'exploitation hors FRU s'établit quant à lui à 62,1 % en 2018 (contre 68,6 % en 2015) pour un objectif 2019 de moins de 60 %.

L'objectif de ratio *Common Equity Tier 1* non phasé est d'ores et déjà respecté : il s'établit pour Crédit Agricole S.A. à 11,5 % à fin 2018 pour un objectif 2019 de plus de 11 %.

Par ailleurs, la politique de dividende annoncée lors du plan (taux de distribution de 50 %, en numéraire) et complétée en novembre 2016 (dividende plancher de 0,60 euro par action) est également appliquée au titre de l'exercice 2018.

Enfin, la structure de capital du groupe Crédit Agricole est d'ores et déjà adaptée aux exigences futures du ratio TLAC, sans prendre en compte la dette senior éligible qui constitue un coussin supplémentaire de 2,5 % à 3,5 %. Au 31 décembre 2018, le ratio TLAC du groupe Crédit Agricole s'élève à 21,4 %, hors dette senior préférée éligible. L'objectif d'un ratio TLAC de 22 % d'ici fin 2019, hors dettes séniors préférées éligibles, est confirmée. Pour atteindre cet objectif il est prévu d'émettre un volume d'environ 5 à 6 milliards d'euros de dettes TLAC en 2019.

	Crédit Agricole S.A.		
	2015	2018	Objectifs 2019
TCAM revenus sous-jacents	17 379 (2)	+ 4,3 % (1)	> + 2,5 %
Coefficient d'exploitation (hors FRU)	68,6 %	62,1 %	< 60 %
Coût du risque/encours *(pb)*	41	23	< 50
RNPG sous-jacent *(en milliards d'euros)*	2,6	4,4	4,2
CET1 non phasé (2)	11 %	11,5 %	≥ 11 %
ROTE sous-jacent *(%)*	7,8 %	12,7 %	> 10 %
Dividende (3)	0,60 € (option en action)	0,69 € en numéraire	50 % en numéraire (min. 0,60 €)

(1) TCAM 2015-2017.
(2) *Pro forma* de l'opération de simplification de la structure du Groupe.
(3) Dividende proposé à l'Assemblée générale.

INFORMATION SUR LES COMPTES DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. (SOCIÉTÉ MÈRE)

ANALYSE DES RÉSULTATS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. (SOCIÉTÉ MÈRE)

Au 31 décembre 2018, le produit net bancaire de Crédit Agricole S.A. s'établit à 2 908 millions d'euros, en hausse de + 1 451 millions d'euros par rapport à l'exercice 2017.

Cette variation s'explique par :

- une baisse de la marge d'intérêt de - 344 millions d'euros, principalement liée aux opérations de remboursements anticipés sur prêts et avances aux Caisses régionales qui ont généré une diminution de produits de - 363 millions d'euros ;
- une augmentation de + 2 267 millions d'euros des revenus des titres à revenu variable (dividendes des filiales et participations principalement) qui s'explique par une hausse des dividendes perçus de Crédit Agricole Assurances, Crédit Agricole CIB et CACEIS pour respectivement + 1 520, + 968 et + 96 millions d'euros compensé par la baisse des dividendes perçus de CA Consumer Finance de - 319 millions d'euros ;
- une diminution des produits nets des commissions de - 7 millions d'euros imputable principalement à une baisse de - 65 millions d'euros des commissions reçues dans le cadre du mécanisme de remontée des ressources d'épargne à régime spécial collectées par les Caisses régionales (plans d'épargne-logement, Livret A et Livrets d'épargne populaire) puis replacées par Crédit Agricole S.A. auprès de la CDC. Par ailleurs, une variation de + 47 millions d'euros des commissions de liquidité a été enregistrée sur l'exercice du fait de la diminution des besoins des Caisses régionales ;
- une diminution du résultat du portefeuille de négociation de - 548 millions d'euros liée principalement à une variation du résultat de change de - 507 millions d'euros générée par les positions de change des émissions *"Additional Tier 1"* en devises ;
- une variation sur les portefeuilles de placement et assimilés de + 36 millions d'euros correspondant principalement à la plus-value de + 174 millions d'euros générée en 2018 suite au remboursement anticipé par Crédit Agricole Assurances de titres super subordonnés *Tier 2,* alors qu'en 2017 les cessions de titres d'État français avaient généré des plus-values à hauteur de + 114 millions d'euros ;
- une hausse des autres produits nets d'exploitation bancaire de + 47 millions d'euros.

Au 31 décembre 2018, Crédit Agricole S.A. enregistre 737 millions d'euros de charges générales d'exploitation, en baisse de - 16 millions d'euros par rapport à 2017.

Compte tenu de ces évolutions, le résultat brut d'exploitation est un gain de 2 161 millions d'euros au 31 décembre 2018, en hausse de + 1 466 millions d'euros par rapport à l'exercice 2017.

Le coût du risque s'établit à - 9 millions d'euros pour l'année 2018, soit une charge de - 23 millions d'euros par rapport à l'exercice 2017. La convergence normes françaises/normes IFRS 9, visant à transposer le nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit selon l'approche IFRS 9 d'estimation des pertes attendues, a conduit Crédit Agricole S.A. à comptabiliser une dépréciation de - 4,5 millions d'euros au cours de l'exercice 2018. Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. s'est acquitté le 16 août 2018 du paiement d'une amende de 4,3 millions d'euros au titre de l'inclusion dans les fonds propres d'opérations d'augmentations de capital sans validation au préalable de la BCE.

Le poste "résultat net sur actifs immobilisés" s'élève à - 10 millions d'euros en 2018 et présente une variation de - 644 millions d'euros entre les deux exercices. Cette baisse s'explique par le résultat né de la cession des participations dans Eurazeo et Finasic au cours du premier semestre 2017 pour + 393 millions d'euros (générant respectivement une plus-value de + 427 millions d'euros et une moins-value de - 34 millions d'euros).

Par ailleurs, suite à l'actualisation des dépréciations des titres de participation, une dotation nette de - 36 millions d'euros a été constatée en 2018 contre une reprise nette de + 211 millions d'euros en 2017 soit une variation négative de 248 millions d'euros principalement liée :

- à un effet positif de 356 millions d'euros sur LCL en 2018 suite à l'amélioration de la valeur d'utilité calculée dans le cadre des *Impairment Tests* ;
- à un effet positif de 76 millions d'euros constaté sur EFL (dotation de - 23 millions d'euros en 2018 contre - 99 millions d'euros en 2017) ;
- à un effet négatif de 744 millions d'euros sur le titre Cariparma (dépréciation de - 344 millions d'euros en 2018 contre une reprise de + 400 millions d'euros en 2017).

L'impôt sur les bénéfices s'élève à 638 millions d'euros, en hausse de + 383 millions d'euros par rapport à 2017. Les gains fiscaux, résultant des mécanismes de l'intégration fiscale dont Crédit Agricole S.A. est tête de groupe, s'élèvent à 718 millions d'euros en 2018, en hausse de + 337 millions d'euros entre les deux exercices dont + 192 millions d'euros sont imputables à la contribution exceptionnelle 2017. Au 31 décembre 2018, 1 270 entités ont signé une convention d'intégration fiscale avec Crédit Agricole S.A. contre 1 254 au 31 décembre 2017.

Par ailleurs, le 27 avril 2018, suite au désistement de l'administration fiscale devant le Conseil d'État, Crédit Agricole S.A. a reçu 85 millions d'euros dans le cadre du contentieux qui l'opposait sur les taux d'impositions utilisés en 2008 et 2009 sur les crédits d'impôts sources étrangères.

Parallèlement, dans le cadre du litige qui l'oppose à l'administration fiscale dans le dossier Emporiki, Crédit Agricole S.A. a bénéficié, le 17 mai 2018, d'une décision favorable de la Cour administrative d'appel de Versailles (CAA) reconnaissant que les titres issus de l'augmentation de capital de juillet 2012 avaient le caractère de titres de placement confirmant la déductibilité de la provision associée. Cette décision étant exécutoire, Crédit Agricole S.A. a reçu au cours du second semestre la somme de 954 millions d'euros représentative de la déduction fiscale de la provision assortie des intérêts moratoires. Du fait du caractère non définitif de l'arrêt de la Cour d'appel, ce montant a été entièrement provisionné dans les comptes du 31 décembre 2018.

Enfin, une variation de la provision sur litige fiscal a été constatée pour un montant de - 69 millions d'euros entre les exercices 2017 et 2018 en couverture des risques encourus dans le cadre du contrôle fiscal portant sur les exercices 2014-2015.

Le poste FRBG et provisions réglementées a évolué de - 6 millions d'euros au cours de l'exercice 2018.

Au total, le résultat net de l'exercice de Crédit Agricole S.A. est un gain de 2 740 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

RÉSULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2014	2015	2016	2017	2018
Capital en fin d'exercice *(en euros)*	7 729 097 322	7 917 980 871	8 538 313 578	8 538 313 578	8 599 311 468
Nombre d'actions émises	2 576 365 774	2 639 326 957	2 846 104 526	2 846 104 526	2 866 437 156
Opérations et résultat de l'exercice *(en millions d'euros)*					
Chiffre d'affaires	17 684	15 792	15 112	14 296	15 138
Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	967	1 501	12 916	815	2 172
Participation des salariés	1	1	2	2	1
Impôt sur les bénéfices	(1 509)	(1 357)	(213)	(255)	(638)
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	3 112	1 446	13 819	1 564	2 740
Bénéfice proposé à la distribution en date d'Assemblée générale	907	1 593	1 718	1 804	1 978
Résultats par action *(en euros)*					
Résultat après impôts et participation des salariés mais avant amortissements et provisions	0,961	1,082	4,462	0,375	0,980 (1)
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	1,208	0,548	4,855	0,550	0,956
Dividende ordinaire	0,35	0,60	0,60	0,63	0,69
Dividende majoré	0,385	0,66	0,66	0,693	-
Personnel					
Effectif moyen du personnel (2)	2 307	2 251	2 238	2 148	1 776
Montant de la masse salariale de l'exercice *(en millions d'euros)*	191	191	186	190	171
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (charges et œuvres sociales) *(en millions d'euros)*	121	156	145	133	92

(1) Calcul tenant compte du nombre d'actions émises à la date de l'Assemblée générale du 21 mai 2019 soit 2 866 437 156 actions.
(2) Il s'agit de l'effectif du siège.



RISQUES ET PILIER 3

5

1. Facteurs de risques 206

2. Taxonomie des risques majeurs 215

3. Gestion des risques 217

3.1. Appétence au risque, gouvernance et organisation de la gestion des risques 217
3.2. Dispositif de *stress tests* 220
3.3. Procédures de contrôle interne et gestion des risques 221
3.4. Risques de crédit 227
3.5. Risques de marché 235
3.6. Gestion du bilan 241
3.7. Risques du secteur de l'assurance 248
3.8. Risques opérationnels 256
3.9. Évolution des risques juridiques 258
3.10. Risques de non-conformité 262

4. Informations au titre du Pilier 3 264

4.1. Pilotage du capital réglementaire 264
4.2. Pilotage du capital économique 280
4.3. Annexe aux fonds propres réglementaires 282
4.4. Composition et évolution des emplois pondérés 284
4.5. Actifs grevés 339
4.6. Ratio de couverture des besoins de liquidité 342
4.7. Politique de rémunération 343
4.8. Tables de concordances 344

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

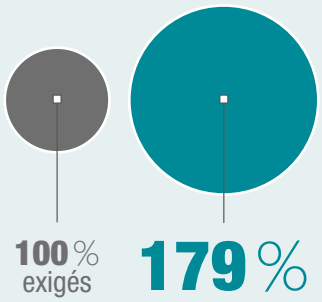
UN CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE CONTRAINT
UN CONTRÔLE DES RISQUES EFFICACE

RATIOS PRUDENTIELS

Ratio CET1 phasé
11,5 %

Ratio CET1 non phasé
11,5 %

Ratio conglomérat

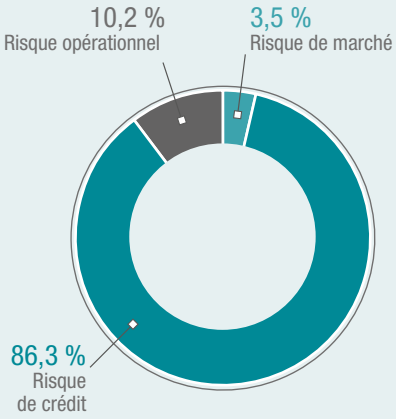


Ratio de levier
4,0 %

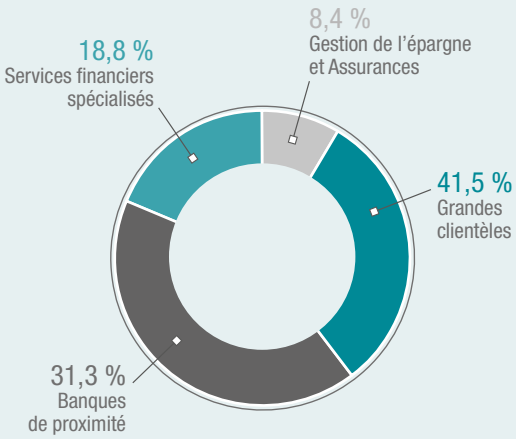
TLAC
21,4 %
hors dette senior

EMPLOIS PONDÉRÉS

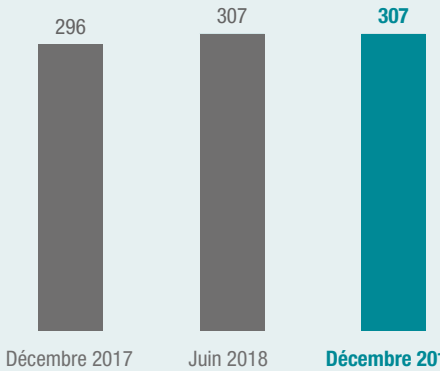
Répartition par type de risques



Répartition par pôle métier



Évolution sur 1 an
(en milliards d'euros)



5

1. FACTEURS DE RISQUES

Cette partie du rapport de gestion présente les principaux risques auxquels le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé, ainsi que les principaux risques liés à la détention des actions et titres obligataires émis par Crédit Agricole S.A. D'autres parties du présent chapitre exposent l'appétence au risque du groupe Crédit Agricole S.A. et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer. L'information relative à la gestion des risques auxquels le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé est présentée en conformité avec la norme IFRS 7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers.

A. Aperçu des risques auquel le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé

Dans le cadre de son activité, le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé principalement aux catégories de risques suivantes :

- **Risques de crédit et de contrepartie :** risques de pertes liés à la défaillance d'une contrepartie, entraînant l'incapacité de cette dernière à exécuter ses obligations vis-à-vis du groupe Crédit Agricole S.A. La contrepartie concernée peut être une banque, une institution financière, une entreprise industrielle ou commerciale, un État ou des entités étatiques, un fonds d'investissement ou une personne physique. Le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé au risque de crédit dans l'exercice de ses activités de prêt mais également dans le cadre d'autres activités au titre desquelles le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé au risque de défaut de ses contreparties, notamment le *trading* et les activités sur les marchés financiers, de dérivés et de compensation. Le risque de crédit survient également dans le cadre des activités d'affacturage exercées par le groupe Crédit Agricole S.A., bien que le risque porte alors sur les clients de la contrepartie plus que sur la contrepartie elle-même.
- **Risques financiers :** risques de pertes liés à la variation des paramètres de marché (taux d'intérêt, taux de change, cours des titres et des matières premières, *spreads* de crédit, etc.) et au risque pour le groupe Crédit Agricole S.A. de ne pas disposer des ressources nécessaires pour faire face à ses obligations (risque de liquidité).
- **Risques opérationnels et risques associés :** risques de pertes résultant principalement de l'inadéquation ou de la défaillance des processus, des systèmes ou des personnes en charge du traitement des opérations, ainsi que les risques associés à des événements externes, tels que des inondations, des incendies, des tempêtes, des tremblements de terre ou des attaques terroristes. Les risques associés comprennent les risques juridiques et les risques de conformité liés à l'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. à des procédures civiles ou pénales, les risques de non-conformité relatifs au non-respect par le groupe Crédit Agricole S.A. des dispositions réglementaires et légales régissant ses activités bancaires et financières, et les risques de réputation qui pourraient survenir du fait du non-respect par le groupe Crédit Agricole S.A. de ses obligations réglementaires ou légales, ou des normes déontologiques.
- **Risques liés à l'environnement dans lequel le groupe Crédit Agricole S.A. évolue :** risques liés à l'environnement macro-économique et aux conditions de marché, ainsi qu'au cadre législatif et réglementaire applicable au groupe Crédit Agricole S.A. et à son activité.
- **Autres risques liés aux activités du groupe Crédit Agricole S.A. :** risques relatifs à la stratégie du groupe Crédit Agricole S.A., à ses activités d'assurance et à ses concurrents.

Le reste de cette partie du rapport de gestion présente chacune des catégories de risques identifiées ci-dessus appliquées aux activités du groupe Crédit Agricole S.A., tout en renvoyant (dans la mesure du possible) aux informations quantitatives relatives à ces risques pouvant être trouvées dans le présent document. Il présente ensuite un aperçu de certains risques liés au rôle particulier confié à Crédit Agricole S.A. au sein du groupe Crédit Agricole.

Au sein de chaque catégorie, les risques que le groupe Crédit Agricole S.A. considère actuellement comme étant les plus importants, sur la base d'une évaluation de leur probabilité de survenance et de leur impact potentiel, sont présentés en premier. Toutefois, même un risque actuellement considéré comme moins important, pourrait avoir un impact significatif sur le groupe Crédit Agricole S.A. s'il se concrétisait à l'avenir.

B. Risques de crédit et de contrepartie

Le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé au risque de crédit de ses contreparties

En tant qu'établissement de crédit, le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé au risque d'insolvabilité de ses clients et contreparties. Le risque de crédit affecte les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A. lorsqu'une contrepartie n'est pas en mesure d'honorer ses obligations et que la valeur comptable de ces obligations figurant dans les livres de la banque est positive. Cette contrepartie peut être une banque, un établissement financier, une entreprise industrielle ou commerciale, un État ou des entités étatiques, un fonds d'investissement ou une personne physique. Si le taux de défaut des contreparties augmente par rapport aux taux récents historiquement bas, le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait avoir à enregistrer des charges et provisions significatives pour créances douteuses ou irrécouvrables, ce qui affecterait alors sa rentabilité.

Bien que le groupe Crédit Agricole S.A. cherche à réduire son exposition au risque de crédit en utilisant des méthodes d'atténuation du risque telles que la constitution de collatéral, l'obtention de garanties, la conclusion de contrats de dérivés de crédit et d'accords de compensation, il ne peut être certain que ces techniques permettront de compenser les pertes résultant des défauts des contreparties. En outre, le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé au risque de défaut de toute partie qui lui fournit la couverture du risque de crédit (telle qu'une contrepartie au titre d'un instrument dérivé) ou au risque de perte de valeur du collatéral. Par ailleurs, seule une partie du risque de crédit supporté par le groupe Crédit Agricole S.A. est couverte par ces techniques. En conséquence, le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé de manière significative au risque de défaut de ses contreparties.

Une détérioration de la qualité de crédit des entreprises industrielles et commerciales pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats du groupe Crédit Agricole S.A.

La qualité du crédit des emprunteurs *corporate* pourrait être amenée à se détériorer de façon significative, principalement en raison d'une augmentation de l'incertitude économique et, dans certains secteurs, aux risques liés aux politiques commerciales des grandes puissances économiques. Les risques pourraient être amplifiés par des pratiques récentes ayant consisté pour les prêteurs à réduire leur niveau de protection en termes de covenants bancaires inclus dans leur documentation de prêt, ce qui pourrait réduire leurs possibilité d'intervention précoce pour protéger les actifs sous-jacents et limiter le risque de non-paiement. Si une tendance de détérioration de la qualité du crédit devait apparaître, le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait être contraint d'enregistrer des charges de dépréciation d'actifs ou déprécier la valeur de son portefeuille de créances, ce qui pourrait se répercuter sur la rentabilité et la situation financière du groupe Crédit Agricole S.A.

Se référer au paragraphe 3.4 pour des informations quantitatives sur l'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. au risque de crédit.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

La solidité et le comportement des autres institutions financières et acteurs du marché pourraient avoir un impact défavorable sur le groupe Crédit Agricole S.A.

La capacité du groupe Crédit Agricole S.A. à effectuer des opérations de financement ou d'investissement et à conclure des transactions portant sur des produits dérivés pourrait être affectée défavorablement par la solidité des autres institutions financières ou acteurs du marché. Les établissements financiers sont interconnectés en raison de leurs activités de *trading,* de compensation, de contrepartie, de financement ou autres. Par conséquent, les défaillances d'un ou de plusieurs établissements financiers, voire de simples rumeurs ou interrogations concernant un ou plusieurs établissements financiers, ou la perte de confiance dans l'industrie financière de manière générale, pourraient conduire à une contraction généralisée de la liquidité sur le marché et pourraient à l'avenir entraîner des pertes ou défaillances supplémentaires. Le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé à de nombreuses contreparties financières, y compris des courtiers, des banques commerciales, des banques d'investissement, des fonds communs de placement et de couverture ainsi que d'autres clients institutionnels, avec lesquels il conclut de manière habituelle des transactions. Nombre de ces opérations exposent le groupe Crédit Agricole S.A. à un risque de crédit en cas de défaillance ou de difficultés financières. En outre, le risque de crédit du groupe Crédit Agricole S.A. serait exacerbé si les actifs détenus en garantie par le groupe Crédit Agricole S.A. ne pouvaient pas être cédés ou si leur prix ne leur permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. au titre des prêts ou produits dérivés en défaut.

Se référer à la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés pour une information quantitative sur l'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. sur les établissements de crédit.

Le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait être impacté de manière défavorable par des événements affectant les secteurs auxquels il est fortement exposé

Le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé au risque que certains événements puissent avoir un impact disproportionné sur un secteur industriel en particulier auquel le groupe Crédit Agricole S.A. est fortement exposé. Au 31 décembre 2018, le portefeuille de prêts commerciaux du groupe Crédit Agricole S.A. était composé à hauteur de 19,7 % d'emprunteurs du secteur public, y compris des collectivités locales, et à hauteur de 7,4 % d'emprunteurs du secteur énergétique. Les emprunteurs du secteur public pourraient être affectés par les politiques budgétaires nationales et locales et l'affectation des dépenses publiques. Les emprunteurs du secteur de l'énergie sont exposés à la volatilité des prix de l'énergie. Si ces secteurs ou d'autres secteurs représentant une part significative du portefeuille du groupe Crédit Agricole S.A. devaient être frappés par une conjoncture défavorable, la rentabilité et la situation financière du groupe Crédit Agricole S.A. pourraient en être affectées.

Se référer au paragraphe 3.3.2.2 pour des informations quantitatives sur les secteurs représentés dans le portefeuille de prêts commerciaux du groupe Crédit Agricole S.A.

Le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé au risque-pays et au risque de contrepartie concentré dans les pays où il exerce ses activités

Le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé au risque-pays, c'est-à-dire au risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales d'un pays dans lequel il exerce ses activités, affectent ses intérêts financiers. Le groupe Crédit Agricole S.A. surveille le risque-pays et en tient compte dans l'évaluation à la juste valeur et le coût du risque enregistré dans ses états financiers. Toutefois, un changement significatif de l'environnement politique ou macroéconomique pourrait le contraindre à enregistrer des charges additionnelles ou à subir des pertes plus importantes que les montants déjà inscrits dans ses états financiers. Au 31 décembre 2018, le portefeuille de prêts commerciaux du groupe Crédit Agricole S.A. était composé de créances sur des emprunteurs situés en France à hauteur de 49 % et en Italie à hauteur de 12 %. Une dégradation des conditions économiques de ces pays aurait des répercussions particulièrement significatives sur le groupe Crédit Agricole S.A. En outre, le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé à des risques importants dans des pays non-membres de l'OCDE, qui sont sujets à des incertitudes telles que l'instabilité politique, l'imprévisibilité législative et fiscale, l'expropriation ainsi que d'autres risques moins présents dans des économies plus développées.

Se référer aux paragraphes 3.3.2.1 et 3.3.2.4 pour des informations quantitatives sur la ventilation géographique des expositions du groupe Crédit Agricole S.A.

Toute augmentation substantielle des provisions pour pertes sur prêts ou toute évolution significative du risque de perte estimé par le groupe Crédit Agricole S.A. lié à son portefeuille de prêts et de créances pourrait peser sur ses résultats et sa situation financière

Dans le cadre de ses activités de prêt, le groupe Crédit Agricole S.A. comptabilise périodiquement, lorsque cela est nécessaire, des charges pour créances douteuses afin d'enregistrer les pertes réelles ou potentielles de son portefeuille de prêts et de créances, elles-mêmes comptabilisées dans son compte de résultat au poste "Coût du risque". Le niveau global des provisions du groupe Crédit Agricole S.A. est établi en fonction de l'historique de pertes, du volume et du type de prêts accordés, des normes sectorielles, des arrêtés des prêts, de la conjoncture économique et d'autres facteurs liés au taux de recouvrement des divers types de prêts, ou à des méthodes statistiques basées sur des scénarios collectivement applicables à tous les actifs concernés. Bien que le groupe Crédit Agricole S.A. s'efforce de constituer des provisions adaptées, il pourrait être amené à l'avenir à augmenter les provisions pour créances douteuses en réponse à une augmentation des actifs non performants ou pour d'autres raisons, comme la dégradation des conditions de marché ou des facteurs affectant certains pays ou industries. L'augmentation significatives des provisions pour créances douteuses, la modification substantielle du risque de perte, tel qu'estimé, inhérent à son portefeuille de prêts non douteux, ou la réalisation de pertes sur prêts supérieure aux montants provisionnés, pourraient avoir un effet défavorable sur les résultats et la situation financière du groupe Crédit Agricole S.A.

Le groupe Crédit Agricole S.A. est soumis à un risque de contrepartie dans la conduite de ses activités de marché

Le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait subir des pertes en cas de défaillance d'une contrepartie dans le cadre de ses activités sur titres, devises, matières premières et autres activités de marché. Lorsque le groupe Crédit Agricole S.A. détient des portefeuilles de titres de créance, y compris dans le cadre de ses activités de tenue de marché, il est soumis au risque de détérioration de la qualité du crédit des émetteurs ou de défaut de paiement. Dans le cadre de ses activités de *trading,* le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé au risque de défaillance d'une contrepartie dans l'exécution de ses obligations de dénouement des transactions. Les activités de dérivés du groupe Crédit Agricole S.A. sont également soumises au risque de défaillance d'une contrepartie, ainsi qu'à des incertitudes significatives concernant les montants dus en cas d'une telle défaillance. Bien que le groupe Crédit Agricole S.A. obtienne souvent du collatéral ou fasse usage de droits de compensation pour faire face à ces risques, ces techniques pourraient ne pas être suffisantes pour lui assurer une protection complète, et le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait supporter des pertes significatives en raison de la défaillance de contreparties importantes.

C. Risques financiers

L'évolution des prix, la volatilité ainsi que de nombreux paramètres exposent le groupe Crédit Agricole S.A. à des risques de marché

Les activités du groupe Crédit Agricole S.A. sont impactées de manière significative par les conditions des marchés financiers qui sont, à leur tour, affectées par la conjoncture économique, actuelle et à venir, en France, en Europe et dans les autres régions du monde au sein desquelles le groupe Crédit Agricole S.A. opère. Une évolution défavorable des conditions du marché, de la conjoncture économique ou du contexte géopolitique pourrait à l'avenir mettre les établissements financiers à l'épreuve en complexifiant l'environnement au sein duquel ils opèrent. Le groupe Crédit Agricole S.A. est ainsi plus particulièrement exposé aux risques suivants : les fluctuations des taux d'intérêt, des cours des titres, des taux de change, de la prime applicable à ses émissions obligataires ainsi que des prix du pétrole, des métaux précieux et autres matières premières.

Le groupe Crédit Agricole S.A. utilise un modèle de *"Value at Risk"* (VaR) pour quantifier son exposition aux pertes potentielles liées aux risques de marché. Il réalise également des *stress tests* afin de quantifier son exposition potentielle dans des scénarios extrêmes, tels que décrits et quantifiés aux paragraphes 3.3.1 et 3.4 du présent chapitre. Toutefois, ces techniques reposent sur des méthodologies statistiques basées sur des observations historiques qui peuvent s'avérer peu représentatives des conditions de marché futures. En conséquence, l'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. aux risques de marché dans des scénarios extrêmes pourrait être plus importante que les expositions anticipées par ces techniques de quantification.

Toute variation significative des taux d'intérêt pourrait avoir un impact défavorable sur les revenus consolidés ou la rentabilité du groupe Crédit Agricole S.A.

Le montant des revenus nets d'intérêts encaissés par le groupe Crédit Agricole S.A. sur une période donnée impacte de manière significative ses revenus consolidés et sa rentabilité pour cette période. Les taux d'intérêt sont sensiblement affectés par de nombreux facteurs sur lesquels le groupe Crédit Agricole S.A. n'a aucune emprise. L'évolution des taux d'intérêt du marché pourraient affecter différemment les actifs porteurs d'intérêts et les taux d'intérêt payés sur la dette. Toute évolution défavorable de la courbe des taux pourrait diminuer les revenus nets d'intérêt des activités de prêts du groupe Crédit Agricole S.A. Par ailleurs, une augmentation des taux d'intérêt sur les financements à court terme et le non-adossement des échéances sont susceptibles de peser sur la rentabilité du groupe Crédit Agricole S.A.

Les stratégies de couverture mises en place par le groupe Crédit Agricole S.A. pourraient ne pas écarter tout risque de pertes

Si l'un quelconque des instruments ou stratégies de couverture utilisés par le groupe Crédit Agricole S.A. pour couvrir différents types de risques auxquels il est exposé dans la conduite de ses activités s'avérait inopérant, le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait subir des pertes. Nombre de ses stratégies sont fondées sur l'observation du comportement passé du marché et l'analyse des corrélations historiques. Par exemple, si le groupe Crédit Agricole S.A. détient une position longue sur un actif, il pourra couvrir le risque en prenant une position courte sur un autre actif dont le comportement permet généralement de neutraliser toute évolution de la position longue. Toutefois, la couverture mise en place par le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait n'être que partielle ou les stratégies pourraient ne pas permettre une diminution effective du risque dans toutes les configurations de marché ou ne pas couvrir tous les types de risques futurs. Toute évolution inattendue du marché pourrait également diminuer l'efficacité des stratégies de couverture du groupe Crédit Agricole S.A. En outre, la manière dont les gains et les pertes résultant des couvertures inefficaces sont comptabilisés peut accroître la volatilité des résultats publiés par le groupe Crédit Agricole S.A.

Les revenus tirés par le groupe Crédit Agricole S.A. de ses activités de gestion d'actifs, de courtage et autres pourraient être impactés par une dégradation des conditions de marché

Par le passé, les replis des marchés ont entraîné une diminution de la valeur des portefeuilles de clients des membres du groupe Crédit Agricole S.A. spécialisés dans la gestion d'actifs et de fortune et augmenté le montant des retraits, réduisant ainsi les revenus tirés par le groupe Crédit Agricole S.A. de ces activités. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, 29 % des revenus du groupe Crédit Agricole S.A. ont été générés par ses activités de gestion d'actifs et de fortune. De nouveaux ralentissements pourraient avoir dans le futur des effets similaires sur les résultats et la situation financière du groupe Crédit Agricole S.A.

En outre, la conjoncture économique et les conditions financières influent sur le nombre et la taille des opérations dans lesquelles le groupe Crédit Agricole S.A. intervient comme garant, conseil financier ou au titre d'autres services de financement et d'investissement. Les revenus du groupe Crédit Agricole S.A., qui comprennent les commissions rémunérant ces services, sont directement liés au nombre et à la taille des opérations dans le cadre desquelles le groupe Crédit Agricole S.A. intervient, et peuvent donc être significativement affectés par un ralentissement du marché. En outre, les commissions de gestion que les membres du groupe Crédit Agricole S.A. facturent à leurs clients pour la gestion de leurs portefeuilles étant généralement calculées sur la valeur ou la performance de ces portefeuilles, tout ralentissement du marché qui aurait pour conséquence de réduire la valeur des portefeuilles des clients du groupe Crédit Agricole S.A. réduirait les revenus qui rémunèrent la fourniture de ces services par les membres du groupe Crédit Agricole S.A.

Même en l'absence de repli du marché, toute sous-performance des organismes de placement collectif du groupe Crédit Agricole S.A. ou de ses produits d'assurance-vie pourrait entraîner une accélération des rachats et une diminution des souscriptions, ce qui aurait pour conséquence une contraction des revenus que le groupe Crédit Agricole S.A. tire de ses activités de gestion d'actifs et d'assurance.

Des ajustements apportés à la valeur comptable des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés du groupe Crédit Agricole S.A., ainsi que de la dette du groupe Crédit Agricole S.A., pourraient impacter son résultat net et ses capitaux propres

La valeur comptable des portefeuilles de titres, d'instruments dérivés et de certains autres actifs du groupe Crédit Agricole S.A., ainsi que de sa dette propre inscrite dans son bilan, est ajustée à chaque date d'établissement de ses états financiers. Les ajustements de valeur effectués reflètent notamment le risque de crédit inhérent à la dette propre du groupe Crédit Agricole S.A. La plupart de ces ajustements sont effectués sur la base de la variation de la juste valeur des actifs et des passifs du groupe Crédit Agricole S.A. au cours d'un exercice comptable, cette variation étant enregistrée au niveau du compte de résultat ou directement dans les capitaux propres. Les variations comptabilisées dans le compte de résultat, si elles ne sont pas compensées par des variations inverses de la juste valeur d'autres actifs, ont un impact sur le résultat net consolidé du groupe Crédit Agricole S.A. Tout ajustement à la juste valeur affecte les capitaux propres et, par conséquent, le ratio d'adéquation des fonds propres du groupe Crédit Agricole S.A. Le fait que les ajustements à la juste valeur soient comptabilisés pour un exercice comptable donné ne signifie pas que des ajustements complémentaires ne seront pas nécessaires pour des périodes ultérieures.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Le groupe Crédit Agricole S.A. peut subir des pertes liées à la détention de titres de capital

La valeur des titres de capital détenus par le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait décliner, occasionnant ainsi des pertes pour le groupe Crédit Agricole S.A. Le groupe Crédit Agricole S.A. supporte le risque d'une baisse de valeur des titres de capital qu'il détient dans l'exercice de ses activités de tenue de marché et de *trading,* principalement dans le cadre de la détention d'actions cotées, dans l'exercice d'activités de *private equity* et dans le cadre de prises de participations stratégiques dans le capital de sociétés en vue d'exercer le contrôle et d'influencer la stratégie de l'émetteur. Dans l'hypothèse de participations stratégiques, le degré de contrôle du groupe Crédit Agricole S.A. peut être limité et tout désaccord avec d'autres actionnaires ou avec la Direction de l'entité concernée pourrait avoir un impact défavorable sur la capacité du groupe Crédit Agricole S.A. à influencer les politiques de cette entité. Si la valeur des titres de capital détenus par le groupe Crédit Agricole S.A. venait à diminuer de manière significative, le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait être contraint de réévaluer ces titres à leur juste valeur ou de comptabiliser des charges de dépréciation dans ses états financiers consolidés, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur ses résultats et sa situation financière.

Des replis prolongés du marché pourraient réduire la liquidité, rendant plus difficile la cession d'actifs et pouvant engendrer des pertes significatives

Dans certaines activités du groupe Crédit Agricole S.A., des fluctuations prolongées des marchés, en particulier des baisses du prix des actifs, peuvent peser sur le niveau d'activité ou réduire la liquidité sur le marché concerné. De telles situations peuvent exposer le groupe Crédit Agricole S.A. à des pertes significatives si le groupe Crédit Agricole S.A. n'est pas en mesure de solder rapidement, le cas échéant, ses positions déficitaires. Cela peut notamment être le cas pour les actifs détenus par le groupe Crédit Agricole S.A. peu liquides à l'origine. Les actifs qui ne sont pas négociés en bourse ou sur d'autres marchés réglementés, tels que certains produits dérivés négociés entre banques, sont valorisés par le groupe Crédit Agricole S.A. à l'aide de modèles plutôt que sur la base des cours de marché. Compte tenu de la difficulté de suivre l'évolution des prix de ces actifs, le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait subir des pertes qu'il n'a pas anticipées.

Le groupe Crédit Agricole S.A. doit assurer une gestion actif-passif adéquate afin d'éviter tout risque de perte

Le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé au risque que la maturité, le taux d'intérêt ou la devise de ses actifs ne correspondent pas à ceux de ses passifs. L'échéancier de paiement d'un certain nombre d'actifs du groupe Crédit Agricole S.A. est incertain, et si le groupe Crédit Agricole S.A. perçoit des revenus inférieurs aux prévisions à un moment donné, il pourrait avoir besoin d'un financement supplémentaire provenant du marché pour faire face à ses obligations. Bien que le groupe Crédit Agricole S.A. s'impose des limites strictes concernant les écarts entre ses actifs et ses passifs dans le cadre de ses procédures de gestion des risques, il ne peut être garanti que ces limites seront pleinement efficaces pour éliminer toute perte potentielle qui résulterait de l'inadéquation entre ces actifs et passifs.

Se référer au paragraphe 3.6.4 pour des informations quantitatives relatives au risque de liquidité et à la gestion actif-passif.

D. Risques opérationnels et risques connexes

Les politiques, procédures et méthodes de gestion des risques mises en œuvre par le groupe Crédit Agricole S.A. pourraient l'exposer à des risques non identifiés ou non anticipés, susceptibles d'engendrer des pertes significatives

Les techniques et stratégies de gestion des risques utilisées par le groupe Crédit Agricole S.A. pourraient ne pas garantir une diminution effective de son exposition au risque dans tous les environnements de marché ou de son exposition à tout type de risques, y compris aux risques qu'il ne saurait pas identifier ou anticiper. Par ailleurs, les procédures et politiques de gestion des risques utilisées par le groupe Crédit Agricole S.A. ne permettent pas non plus de garantir une diminution effective de son exposition dans toutes les configurations de marché. Ces procédures pourraient également s'avérer inopérantes face à certains risques, en particulier ceux que le groupe Crédit Agricole S.A. n'a pas préalablement identifiés ou anticipés. Certains des indicateurs et outils qualitatifs que le groupe Crédit Agricole S.A. utilise dans le cadre de la gestion des risques s'appuient sur des observations du comportement passé du marché. Pour évaluer son exposition, le groupe Crédit Agricole S.A. applique des outils statistiques et autres à ces observations. Ces outils et indicateurs pourraient toutefois ne pas prédire efficacement l'exposition au risque du groupe Crédit Agricole S.A. Cette exposition pourrait, par exemple, naître de facteurs qu'il n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques ou de mouvements de marché sans précédent. Ceci diminuerait sa capacité à gérer ses risques et pourrait impacter son résultat. Les pertes subies par le groupe Crédit Agricole S.A. pourraient alors s'avérer être nettement supérieures aux pertes anticipées sur la base des mesures historiques. Par ailleurs, certains des processus que le groupe Crédit Agricole S.A. utilise pour évaluer son exposition au risque sont le résultat d'analyses et de facteurs complexes qui pourraient se révéler incertains. Les modèles tant qualitatifs que quantitatifs utilisés par le groupe Crédit Agricole S.A. pourraient ne pas s'avérer exhaustifs et pourraient exposer le groupe Crédit Agricole S.A. à des pertes significatives ou imprévues. En outre, bien qu'aucun fait significatif n'ait à ce jour été identifié à ce titre, les systèmes de gestion du risque sont également soumis à un risque de défaut opérationnel, y compris la fraude.

Les événements futurs pourraient s'écarter des hypothèses et estimations retenues par l'équipe de direction du groupe Crédit Agricole S.A. dans le cadre de la préparation des états financiers, ce qui pourrait engendrer des pertes imprévues

Conformément aux normes et interprétations IFRS en vigueur à la date du présent Document de référence, le groupe Crédit Agricole S.A. est tenu de prendre en compte certaines estimations dans la préparation de ses états financiers, y compris notamment des estimations comptables pour déterminer les provisions pour pertes sur prêts, les provisions pour litiges futurs et la juste valeur de certains actifs et passifs. Si les estimations ainsi déterminées par le groupe Crédit Agricole S.A. s'avéraient substantiellement inexactes, ou si les méthodes permettant de déterminer ces estimations étaient modifiées dans les normes ou interprétations IFRS, le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait enregistrer des pertes imprévues.

Le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé aux risques liés à la sécurité et à la fiabilité de ses systèmes informatiques et de ceux des tiers

Le groupe Crédit Agricole S.A. est confronté au cyber risque, c'est-à-dire au risque causé par un acte malveillant et/ou frauduleux, commis virtuellement, avec pour intention de manipuler des informations (données personnelles, bancaires/assurantielles, techniques ou stratégiques), processus et utilisateurs dans le but de porter

significativement préjudice aux sociétés, leurs employés, partenaires et clients. Le cyber risque est devenu une priorité en matière de risques opérationnels. Le patrimoine informationnel des entreprises est exposé à de nouvelles menaces complexes et évolutives qui pourraient impacter de manière significative, en termes financiers comme de réputation, toutes les entreprises et plus spécifiquement les établissements du secteur bancaire. La professionnalisation des organisations criminelles à l'origine des cyber-attaques a conduit les autorités réglementaires et de supervision à investir le champ de la gestion des risques dans ce domaine.

Comme la plupart des banques, le groupe Crédit Agricole S.A. dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information dans la conduite de ses activités. Toute panne, interruption ou défaillance dans la sécurité dans ces systèmes pourrait engendrer des pannes ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion des fichiers clients, de comptabilité générale, des dépôts, de service et/ou de traitement des prêts. Si, par exemple, les systèmes d'information du groupe Crédit Agricole S.A. devenaient défaillants, même sur une courte période, le groupe Crédit Agricole S.A. se trouverait dans l'incapacité de répondre aux besoins de certains de ses clients dans les délais impartis et pourrait ainsi perdre des opportunités commerciales. De même, une panne temporaire des systèmes d'information du groupe Crédit Agricole S.A., en dépit des systèmes de sauvegarde et des plans d'urgence qui pourraient être déployés, pourrait engendrer des coûts significatifs en termes de récupération et de vérification d'information. Le groupe Crédit Agricole S.A. ne peut assurer que de telles défaillances ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisaient, qu'elles seraient traitées d'une manière adéquate. La survenance de toute défaillance ou interruption pourrait en conséquence impacter significativement sa situation financière et ses résultats.

Le groupe Crédit Agricole S.A. est aussi exposé au risque d'interruption ou de dysfonctionnement opérationnel d'un agent compensateur, de marchés des changes, de chambres de compensation, de banques dépositaires ou de tout autre intermédiaire financier ou prestataire externe de services auxquels le groupe Crédit Agricole S.A. a recours pour exécuter ou faciliter ses transactions sur instruments financiers. En raison de son interconnexion grandissante avec ses clients, le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait également voir augmenter son exposition au risque de dysfonctionnement opérationnel des systèmes d'information de ses clients. Les systèmes de communication et d'information du groupe Crédit Agricole S.A., et ceux de ses clients, de ses prestataires de services et de ses contreparties, pourraient également être sujets à des dysfonctionnements ou interruptions en conséquence d'un cyber-crime ou d'un acte de cyber-terrorisme. Le groupe Crédit Agricole S.A. ne peut garantir que de tels dysfonctionnements ou interruptions dans ses propres systèmes ou dans ceux de tiers ne se produiront pas ou, s'ils se produisent, qu'ils seront résolus de manière adéquate.

Le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé au risque de payer des dommages-intérêts ou des amendes significatives résultant de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives qui pourraient être engagées à son encontre

Le groupe Crédit Agricole S.A. et ses filiales ont fait par le passé, et pourraient encore faire à l'avenir, l'objet de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives de grande ampleur, dont notamment des actions de groupe. Lorsqu'elles ont une issue défavorable pour le groupe Crédit Agricole S.A., ces procédures sont susceptibles de donner lieu au paiement de dommages et intérêts, d'amendes ou de pénalités significatives. Les procédures judiciaires, arbitrales ou administratives dont le groupe Crédit Agricole S.A. a été l'objet par le passé étaient notamment fondées sur des allégations d'entente en matière de fixation d'indices de référence, de violation de sanctions internationales ou de contrôles inadéquats. Bien que, dans de nombreux cas, le groupe Crédit Agricole S.A. dispose de moyens de défense importants, le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait, même lorsque l'issue de la procédure engagée à son encontre lui est finalement favorable, devoir supporter des coûts significatifs et mobiliser des ressources importantes pour la défense de ses intérêts.

Se référer au paragraphe 3.9 (Litiges et événements exceptionnels) du présent chapitre pour de plus amples informations concernant les procédures judiciaires, arbitrales ou administratives en cours dont le groupe Crédit Agricole S.A. fait l'objet.

La dimension internationale des activités du groupe Crédit Agricole S.A. l'expose à des risques juridiques et de conformité

La dimension internationale des activités du groupe Crédit Agricole S.A. l'expose aux risques inhérents à l'exercice d'activités à l'étranger, notamment à la nécessité de se conformer à de multiples lois et réglementations, souvent complexes, régissant les activités concernées dans chacun des pays où le groupe Crédit Agricole S.A. les exerce, telles que les lois et réglementations bancaires locales, les exigences en matière de contrôle interne et d'information, les règles en matière de confidentialité des données, les lois et réglementations européennes, américaines et locales sur le blanchiment de capitaux, la corruption et les sanctions internationales, ainsi que d'autres règles et exigences. Toute violation de ces lois et réglementations pourrait nuire à la réputation du groupe Crédit Agricole S.A., faire naître des litiges, engendrer le prononcé de sanctions civiles ou pénales, ou avoir un impact défavorable significatif sur l'activité du groupe Crédit Agricole S.A.

En dépit de la mise en œuvre et de l'amélioration des procédures visant à assurer le respect de ces lois et règlements, rien ne garantit que tous les salariés ou sous-traitants du groupe Crédit Agricole S.A. respecteront ces politiques ou que ces programmes permettront de prévenir toute violation. Il ne peut être exclu que des opérations effectuées en contradiction avec les politiques du groupe Crédit Agricole S.A. soient identifiées et donnent lieu éventuellement à des pénalités. En outre, le groupe Crédit Agricole S.A. ne détient pas le contrôle, direct ou indirect, en termes de droit de vote, de certaines entités au sein desquelles il détient une participation et qui exercent des activités à l'international ; dans ces cas, sa capacité à imposer le respect des politiques et procédures internes au groupe Crédit Agricole S.A. pourrait s'avérer être plus restreinte.

Tout préjudice porté à la réputation du groupe Crédit Agricole S.A. pourrait avoir un impact défavorable sur son activité

Les activités du groupe Crédit Agricole S.A. dépendent en grande partie du maintien d'une réputation solide en matière de conformité et d'éthique. Toute procédure judiciaire ou mauvaise publicité visant le groupe Crédit Agricole S.A. sur des sujets tels que la conformité ou d'autres questions similaires pourrait porter préjudice à sa réputation, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur ses activités. Ces questions englobent une gestion inadéquate de conflits d'intérêts potentiels ou d'exigences légales et réglementaires ou des problématiques en matière de concurrence, de déontologie, de blanchiment, de sécurité de l'information et de pratiques commerciales. Le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé à tout manquement d'un salarié, ainsi qu'à toute fraude ou malversation commise par des intermédiaires financiers, ce qui pourrait également nuire à sa réputation. Tout préjudice porté à la réputation du groupe Crédit Agricole S.A. pourrait entrainer une baisse d'activité, susceptible de peser sur ses résultats et sa situation financière. Une gestion inadéquate de ces problématiques pourrait également engendrer un risque juridique supplémentaire, ce qui pourrait accroître le nombre de litiges et exposer le groupe Crédit Agricole S.A. à des amendes ou des sanctions règlementaires.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

E. Risques liés à l'environnement dans lequel le groupe Crédit Agricole S.A. évolue

Des conditions économiques et financières défavorables ont eu par le passé, et pourraient avoir à l'avenir, un impact sur le groupe Crédit Agricole S.A. et les marchés sur lesquels il opère

Dans l'exercice de ses activités, le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé à l'évolution des marchés financiers et, plus généralement, à l'évolution de la conjoncture économique en France, en Europe et dans le reste du monde. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, 53 % du produit net bancaire du groupe Crédit Agricole S.A. a été réalisé en France, 16 % en Italie, 15 % dans le reste de l'Europe et 16 % dans le reste du monde. Une détérioration des conditions économiques sur les principaux marchés sur lesquels le groupe Crédit Agricole S.A. intervient pourrait notamment avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes :

- un contexte économique défavorable pourrait affecter les activités et les opérations des clients du groupe Crédit Agricole S.A., ce qui pourrait accroître le taux de défaut sur les emprunts et autres créances clients ;
- une baisse des cours des titres obligataires, actions et matières premières pourrait impacter une part importante des activités du groupe Crédit Agricole S.A., y compris notamment la rentabilité de ses activités de *trading,* de banque d'investissement et de gestion d'actifs ;
- les politiques macroéconomiques adoptées en réponse aux conditions économiques, réelles ou anticipées, pourraient avoir des effets imprévus, et potentiellement des conséquences sur les paramètres de marché tels que les taux d'intérêt et les taux de change, lesquels pourraient à leur tour impacter les activités du groupe Crédit Agricole S.A. les plus exposées au risque de marché ;
- la perception favorable de la conjoncture économique, globale ou sectorielle, pourrait favoriser la constitution de bulles spéculatives, ce qui pourrait, en conséquence, exacerber l'impact des corrections qui pourraient être opérées lorsque la conjoncture se détériorera ;
- une perturbation économique significative (à l'image de la crise financière de 2008 ou de la crise de la dette souveraine en Europe en 2011) pourrait avoir un impact significatif sur toutes les activités du groupe Crédit Agricole S.A., en particulier si la perturbation était caractérisée par une absence de liquidité sur les marchés, qui rendrait difficile la cession de certaines catégories d'actifs à leur valeur de marché estimée, voire empêcherait toute cession.

De nombreux facteurs, tels que l'incertitude résultant de la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, l'activisme politique en France, le contexte politique et économique incertain en Italie et les changements de dirigeants en Allemagne, pourraient impacter les marchés européens. Les marchés américains pourraient être affectés par des facteurs tels que les mesures de politique commerciale ou les blocages politiques ayant engendré des paralysies gouvernementales et affecté les marchés monétaires et financiers globaux. Les marchés asiatiques pourraient être impactés par des facteurs tels que le ralentissement du taux de croissance en Chine ou les tensions géopolitiques sur la péninsule coréenne. Le prix des actions a récemment connu une forte volatilité et pourrait chuter si la conjoncture économique se détériorait ou si le marché anticipait une baisse des cours. Les marchés du crédit et la valeur des actifs à revenu fixe pourraient être impactés de manière défavorable si les taux d'intérêt venaient à augmenter, dans un contexte où la Banque centrale européenne, la Réserve fédérale américaine et d'autres banques centrales continuent de réduire les mesures exceptionnelles de soutien à l'économie mises en place pour répondre à la conjoncture économique défavorable. Le prix du pétrole a connu une forte volatilité au cours de ces derniers mois et pourrait être impacté par des facteurs géopolitiques imprévisibles dans des régions telles que le Moyen-Orient ou la Russie.

Plus généralement, la volatilité croissante des marchés financiers pourrait avoir des conséquences défavorables sur les activités de *trading* et d'investissement du groupe Crédit Agricole S.A. sur les marchés de la dette, des changes, des matières premières et des actions ainsi que sur ses positions sur d'autres investissements. Au cours des dernières années, les marchés ont subi d'importantes perturbations, accompagnées d'une forte volatilité, qui pourraient survenir à nouveau, exposant le groupe Crédit Agricole S.A. à des pertes significatives. De telles pertes pourraient s'étendre à de nombreux instruments de *trading* et de couverture, notamment aux *swaps, forward, futures,* options et produits structurés. La volatilité des marchés financiers rend difficile toute anticipation de tendances et mise en œuvre de stratégies de *trading* efficaces.

Il est difficile d'anticiper le repli de la conjoncture économique ou des marchés, et de déterminer quels marchés seront les plus touchés. Si la conjoncture économique ou les conditions de marché en France ou ailleurs en Europe, ou les marchés financiers dans leur globalité, venaient à se détériorer ou devenaient plus volatiles, les opérations du groupe Crédit Agricole S.A. pourraient être perturbées et ses activités, ses résultats et sa situation financière pourraient subir un impact significatif défavorable.

La prolongation ou la fin de l'environnement actuel de taux d'intérêt bas pourrait impacter la rentabilité et la situation financière du groupe Crédit Agricole S.A.

Ces dernières années, les marchés mondiaux ont été caractérisés par des taux d'intérêt bas. Si cet environnement de taux bas devait perdurer, la rentabilité du groupe Crédit Agricole S.A. pourrait être affectée. Durant des périodes de taux d'intérêt bas, les différentiels des taux d'intérêt tendent à se resserrer, et le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait alors ne pas être en mesure d'abaisser suffisamment son coût de financement pour compenser la baisse de revenus liée à l'octroi de prêts à des taux de marché plus bas. Les efforts déployés pour réduire le coût des dépôts pourraient être contrecarrés par la prédominance, notamment en France, marché d'origine du groupe Crédit Agricole S.A., des produits d'épargne règlementés (tels que le Plan d'Épargne Logement (PEL)) rémunérés par des taux d'intérêt fixés au-dessus des taux de marché actuels. Des taux d'intérêt bas pourraient également affecter la rentabilité des activités d'assurance des membres du groupe Crédit Agricole S.A., qui pourraient ne pas être en mesure de générer un retour sur investissement suffisant pour couvrir les montants payés sur certains produits d'assurance. Des taux bas pourraient également affecter les commissions facturées par les membres du groupe Crédit Agricole S.A. spécialisés dans la gestion d'actifs sur le marché monétaire et d'autres produits à revenu fixe. En outre, en raison de la baisse des taux, les membres du groupe Crédit Agricole S.A. ont dû faire face à une hausse des remboursements anticipés et des refinancements de prêts hypothécaires et autres prêts à taux fixe consentis aux particuliers et aux entreprises, les clients cherchant à tirer parti de la baisse des coûts d'emprunt. La survenance d'une nouvelle vague de remboursements anticipés ne peut être exclue. Ceci, conjugué avec l'octroi de nouveaux prêts aux faibles taux d'intérêt en vigueur sur le marché, pourrait entraîner une diminution globale du taux d'intérêt moyen des portefeuilles de prêts. Une réduction des *spreads* de crédit et une diminution des revenus générés par la banque de détail résultant de la baisse des taux d'intérêt des portefeuilles de créances pourraient affecter défavorablement la rentabilité des activités de banque de détail des affiliés du groupe Crédit Agricole S.A. et la situation financière globale du groupe Crédit Agricole S.A. Un environnement persistant de taux d'intérêt bas pourrait également avoir pour effet d'aplanir la courbe des taux sur le marché en général, ce qui pourrait réduire les revenus générés par le groupe Crédit Agricole S.A. et chacun de ses membres dans le cadre des activités de financement et affecter défavorablement leur rentabilité et leur situation financière. Un tel aplanissement de la courbe des taux pourrait également inciter les institutions financières à s'engager dans des activités plus risquées en vue d'obtenir le niveau de taux escompté, ce qui pourrait être de nature à accroître le risque et la volatilité du marché de manière globale.

Inversement, la fin d'une période prolongée de taux d'intérêt bas comporte des risques. À cet égard, la Réserve fédérale américaine a commencé à relever les taux d'intérêt (même si elle a récemment annoncé une pause de sa politique d'augmentation des taux), et la Banque centrale européenne a mis fin à son programme d'achat d'actifs en décembre 2018, bien qu'elle ait récemment décidé de maintenir ses taux d'intérêt directeurs à leurs niveaux actuels au moins jusqu'à l'été 2019. Une augmentation des taux d'intérêt sur le marché devrait entraîner une perte de valeur de tout portefeuille de créances rémunérées par des taux d'intérêts bas résultant d'une période prolongée de taux bas ou d'actifs à revenu fixe. Si les stratégies de couverture du groupe Crédit Agricole S.A. s'avéraient inefficaces ou ne fournissaient qu'une couverture partielle contre cette diminution de valeur, le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait subir des pertes. En outre, toute augmentation des taux plus forte ou plus rapide que prévu pourrait menacer la croissance économique dans l'Union Européenne, aux États-Unis et ailleurs. Concernant les prêts octroyés par le groupe Crédit Agricole S.A., cela pourrait éprouver la résistance des portefeuilles de prêts et d'obligations, et conduire à une augmentation des créances douteuses et des cas de défaut. Plus généralement, la fin des politiques monétaires accommodantes pourrait entraîner des corrections importantes sur certains marchés ou catégories d'actifs (par exemple, les sociétés et emprunteurs souverains ne bénéficiant pas d'une notation *investment grade*, certains marchés actions et immobiliers) qui ont particulièrement bénéficié d'un environnement prolongé de taux d'intérêt bas et d'une importante liquidité. Ces corrections pourraient se propager à l'ensemble des marchés financiers, du fait notamment d'une hausse importante de la volatilité.

Le groupe Crédit Agricole S.A. intervient dans un environnement très réglementé et les évolutions législatives et réglementaires en cours pourraient impacter significativement sa rentabilité ainsi que sa situation financière

Le groupe Crédit Agricole S.A. est soumis à une réglementation importante et à de nombreux régimes de surveillance dans les juridictions où le groupe Crédit Agricole S.A. exerce ses activités. Leur non-respect pourrait avoir pour conséquences un niveau élevé d'intervention des autorités réglementaires ainsi que des amendes, des sanctions internationales politiques, des blâmes publics, des atteintes portées à la réputation, une suspension forcée des opérations ou, dans des cas extrêmes, le retrait de l'autorisation d'exploitation. Par ailleurs, des contraintes réglementaires pourraient limiter la capacité du groupe Crédit Agricole S.A. à développer ses activités ou à poursuivre certaines de ses activités.

Des mesures législatives et réglementaires sont entrées en vigueur ces dernières années ou pourraient être adoptées ou modifiées en vue d'introduire ou de renforcer un certain nombre de changements, dont certains permanents, dans l'environnement financier global. Même si ces nouvelles mesures visent à prévenir la survenance d'une nouvelle crise financière mondiale, elles ont modifié de manière significative, et sont susceptibles de continuer à modifier, l'environnement dans lequel le groupe Crédit Agricole S.A. et d'autres institutions financières opèrent.

Les mesures qui ont été ou qui pourraient être adoptées à l'avenir incluent un renforcement des exigences de fonds propres et de liquidité (notamment pour les grandes institutions internationales et les groupes tels que le groupe Crédit Agricole S.A.), des taxes sur les transactions financières, des plafonds ou taxes sur les rémunérations des salariés dépassant certains niveaux déterminés, des limites imposées aux banques commerciales concernant les types d'activités qu'elles sont autorisées à exercer (interdiction ou limitation des activités de *trading* pour compte propre, des investissements et participations dans des fonds de capital-investissement et des *hedge funds*), l'obligation de circonscrire certaines activités, des restrictions sur les types d'entités autorisées à réaliser des opérations de *swap,* certains types d'activités ou de produits financiers tels que les produits dérivés, la mise en place d'une procédure dépréciation ou de conversion obligatoire de certains instruments de dette en titres de capital en cas de procédure de résolution, et plus généralement des dispositifs renforcés de redressement et de résolution, de nouvelles méthodologies de pondération des risques (notamment dans les activités d'assurance), des tests de résistance périodiques et le renforcement des pouvoirs des autorités de supervision. Certaines des nouvelles mesures adoptées après la crise financière devraient ainsi être prochainement modifiées, affectant la prévisibilité des régimes réglementaires auxquels le groupe Crédit Agricole S.A. est soumis.

En conséquence de certaines de ces mesures, le groupe Crédit Agricole S.A. a réduit la taille de certaines de ses activités afin de lui permettre de se conformer aux nouvelles exigences. Ces mesures ont également accru les coûts de mise en conformité et il est probable qu'elles continueront de le faire. En outre, certaines de ces mesures pourraient accroître les coûts de financement du groupe Crédit Agricole S.A., notamment en obligeant le groupe Crédit Agricole S.A. à augmenter la part de son financement constituée de capital et de dettes subordonnées, dont les coûts sont plus élevés que ceux des titres de créance senior.

Par ailleurs, l'environnement politique global a évolué de manière défavorable pour les banques et le secteur financier, ce qui s'est traduit par une forte pression politique pesant sur les organes législatifs et réglementaires favorisant l'adoption de mesures réglementaires renforcées, bien que celles-ci puissent également impacter le financement de l'économie et d'autres activités économiques. Étant donné l'incertitude persistante liée aux nouvelles mesures législatives et réglementaires, il est impossible de prévoir leur impact sur le groupe Crédit Agricole S.A.

F. Autres risques liés aux activités du groupe Crédit Agricole S.A.

Le groupe Crédit Agricole pourrait ne pas être en mesure d'atteindre les objectifs fixés dans son plan à moyen terme

Le 9 mars 2016, le groupe Crédit Agricole a annoncé son plan à moyen terme, Ambition stratégique 2020 (le **"Plan à Moyen Terme"**). Le Plan à Moyen Terme prévoit un certain nombre d'initiatives, dont une ambition stratégique qui s'incarne dans quatre priorités : (i) simplifier l'organisation capitalistique du groupe Crédit Agricole, (ii) déployer un nouveau projet client, amplifié par la transformation digitale, (iii) renforcer la dynamique de croissance du groupe Crédit Agricole sur ses métiers cœurs, et (iv) transformer le groupe Crédit Agricole pour améliorer durablement son efficacité industrielle. Le Plan à Moyen Terme comprend un certain nombre d'objectifs financiers liés notamment aux revenus, aux dépenses, au revenu net et aux ratios d'adéquation des fonds propres. Ces objectifs financiers ont été établis principalement à des fins de planification interne et d'affectation des ressources, et reposent sur un certain nombre d'hypothèses relatives à la conjoncture économique et commerciale. Ces objectifs financiers ne constituent ni des projections ni des prévisions de résultats. Les résultats actuels du groupe Crédit Agricole sont susceptibles de s'écarter (et pourraient s'écarter sensiblement), à plusieurs titres, de ces objectifs, notamment en raison de la réalisation d'un ou de plusieurs des facteurs de risque décrits dans la présente section.

Le succès de ce plan repose sur un très grand nombre d'initiatives (à l'ampleur significative comme plus réduite) devant être déployées au sein des différentes entités du groupe Crédit Agricole. Bien qu'un grand nombre de ces objectifs puissent être atteints, il est peu probable qu'ils le soient tous et il n'est pas possible de prédire, parmi ces objectifs, lesquels seront atteints et lesquels ne le seront pas. Le Plan à Moyen Terme prévoit également des investissements importants, mais si les objectifs du plan ne sont pas atteints, le rendement de ces investissements sera inférieur aux prévisions.

Si le groupe Crédit Agricole ne réalise pas les objectifs définis dans son Plan à Moyen Terme, sa situation financière et ses résultats pourraient être défavorablement affectés.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Les demandes d'indemnisation formulées à l'encontre des membres du groupe Crédit Agricole S.A. dans l'exercice de leurs activités d'assurance pourraient ne pas correspondre aux hypothèses utilisées pour déterminer les tarifs de produits d'assurance ainsi que les charges au titre des obligations liées aux demandes d'indemnisation et aux provisions techniques

Les revenus des activités d'assurance des membres du groupe Crédit Agricole S.A. spécialisés dans ce domaine dépendent de manière significative de l'adéquation des demandes d'indemnisation avec les hypothèses utilisées pour déterminer les tarifs des produits d'assurance et pour établir les provisions techniques. Crédit Agricole Assurances se fonde à la fois sur ses analyses empiriques et sur des données sectorielles pour développer des produits et élaborer des estimations des profits à venir au titre des polices d'assurance, y compris des informations utilisées afin de fixer les tarifs des produits d'assurance et d'établir les obligations actuarielles connexes. Cependant, rien ne garantit que les demandes réelles correspondent à ces estimations, et que des risques imprévus, telles que des pandémies ou catastrophes naturelles, se traduisent par des pertes cohérentes avec les hypothèses de fixation des tarifs et des provisions. Si les prestations d'assurance actuellement fournies par Crédit Agricole Assurances aux bénéficiaires des polices d'assurance étaient supérieures aux hypothèses sous-jacentes utilisées initialement pour établir les politiques futures de réserves, ou si les événements ou les tendances devaient conduire Crédit Agricole Assurances à modifier ses hypothèses, Crédit Agricole Assurances pourrait supporter des passifs plus élevés que ceux anticipés, ce qui pourrait affecter les activités d'assurance, les résultats et la situation financière du groupe Crédit Agricole S.A.

Des événements défavorables pourraient affecter simultanément plusieurs activités du groupe Crédit Agricole S.A.

Bien que les principales activités du groupe Crédit Agricole S.A. soient chacune soumise à des risques propres et à des cycles de marché différents, il est possible que des événements défavorables affectent simultanément plusieurs activités du groupe Crédit Agricole S.A. Dans une telle situation, le groupe Crédit Agricole S.A. pourrait ne pas tirer avantage de la diversification de ses activités dans les conditions escomptées. Par exemple, des conditions macroéconomiques défavorables pourraient impacter le groupe Crédit Agricole S.A. à plusieurs titres, en augmentant le risque de défaut dans le cadre de ses activités de prêt, en réduisant la valeur de ses portefeuilles de titres et les revenus dans ses activités générant des commissions. Lorsqu'un événement affecte défavorablement plusieurs activités, l'impact sur les résultats et la situation financière du groupe Crédit Agricole S.A. pourrait être particulièrement important.

Le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé aux risques liés au changement climatique

Bien que de manière générale les activités du groupe Crédit Agricole S.A. ne soient pas exposées directement aux risques liés au changement climatique, le groupe Crédit Agricole S.A. est soumis à un certain nombre de risques indirects qui pourraient être significatifs. Lorsque le groupe Crédit Agricole S.A. prête à des entreprises dont les activités génèrent des quantités importantes de gaz à effet de serre, il se retrouve exposé au risque qu'une réglementation ou des limitations plus strictes soient imposées à son emprunteur, ce qui pourrait impacter défavorablement la qualité de crédit de ce dernier, et réduirait ainsi la valeur du portefeuille de créances du groupe Crédit Agricole S.A. Le groupe Crédit Agricole S.A. exerce également des activités liées à l'échange de quotas d'émission et pourrait subir des pertes en raison de l'évolution défavorable du prix de ces quotas. Avec l'accélération de la transition vers un environnement climatique plus contraignant, le groupe Crédit Agricole S.A. devra adapter ses activités de manière appropriée afin d'atteindre ses objectifs stratégiques et éviter de subir des pertes.

Le groupe Crédit Agricole S.A., ainsi que sa filiale de banque de financement et d'investissement, doivent maintenir des notations de crédit élevées, au risque de voir leurs activités et leur rentabilité défavorablement affectées

Les notations de crédit ont un impact significatif sur la liquidité du groupe Crédit Agricole S.A. et de chacun de ses membres intervenant sur les marchés financiers (principalement sa filiale de banque de financement et d'investissement, Crédit Agricole CIB). Une dégradation de leurs notations pourrait avoir une incidence défavorable sur la liquidité et la compétitivité du groupe Crédit Agricole S.A. ou de Crédit Agricole CIB, augmenter leur coût de financement, limiter leur accès aux marchés de capitaux, déclencher des obligations au titre du programme d'émission de *covered bonds* du groupe Crédit Agricole ou de stipulations contractuelles de certains contrats de *trading,* de dérivés et de couverture ou encore affecter la valeur des obligations qu'ils émettent sur le marché.

Le coût de financement à long terme non garanti du groupe Crédit Agricole S.A. auprès des investisseurs et celui de Crédit Agricole CIB sont directement liés à leurs *spreads* de crédit (correspondant au montant excédant le taux d'intérêt des titres souverains de même maturité payé aux investisseurs dans des instruments de dette) qui dépendent à leur tour dans une certaine mesure de leur notation de crédit. Une augmentation des *spreads* de crédit peut significativement augmenter le coût de financement du groupe Crédit Agricole S.A. ou de Crédit Agricole CIB. Les *spreads* de crédit changent en permanence en fonction du marché et connaissent des évolutions imprévisibles et hautement volatiles. Les *spreads* de crédit sont également influencés par la perception qu'a le marché de la solvabilité de l'émetteur. En outre, les *spreads* de crédit peuvent être influencés par les fluctuations des coûts d'acquisition des *swaps* de crédit indexés sur les titres de créance du groupe Crédit Agricole S.A. ou de Crédit Agricole CIB, qui sont influencés à la fois par la notation de ces titres et par un certain nombre de facteurs de marché échappant au contrôle du groupe Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB.

Le groupe Crédit Agricole S.A. est confronté à une concurrence intense

Le groupe Crédit Agricole S.A. est confronté à une concurrence forte, sur tous les marchés des services financiers, pour tous les produits et services qu'il offre, y compris dans le cadre de ses activités de banque de détail. Les marchés européens des services financiers sont matures et la demande de services financiers est, dans une certaine mesure, corrélée au développement économique global. Dans ce contexte, la concurrence repose sur de nombreux facteurs, notamment les produits et services offerts, les prix, les modalités de distribution, les services proposés aux clients, la renommée de la marque, la solidité financière perçue par le marché et la volonté d'utiliser le capital pour répondre aux besoins des clients. Le phénomène de concentration a donné naissance à un certain nombre de sociétés qui, à l'instar du groupe Crédit Agricole S.A., ont la capacité d'offrir une large gamme de produits, allant de l'assurance, des prêts et dépôts aux services de courtage, de banque d'investissement et de gestion d'actifs.

En outre, de nouveaux concurrents compétitifs (y compris ceux qui utilisent des solutions technologiques innovantes), qui peuvent être soumis à une réglementation distincte ou plus souple, ou à d'autres exigences en matière de ratios prudentiels, émergent également sur le marché. Les avancées technologiques et la croissance du commerce électronique ont permis à des institutions n'étant pas des banques d'offrir des produits et services qui étaient traditionnellement des produits bancaires, et aux institutions financières et à d'autres sociétés de fournir des solutions financières électroniques, reposant sur la technologie de l'Internet, incluant la négociation électronique d'instruments financiers. Ces nouveaux entrants exercent des pressions à la baisse sur les prix des produits et services offerts par le groupe Crédit Agricole S.A. et parviennent à conquérir des parts de marché dans un secteur historiquement stables entre les acteurs

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

financiers traditionnels. De surcroît, de nouveaux usages, notamment de paiements et de banque au quotidien, des nouvelles devises, tels que le bitcoin, et de nouvelles technologies facilitant le traitement des transactions, comme la blockchain, transforment peu à peu le secteur et les modes de consommation des clients. Il est difficile de prédire les effets de l'émergence de ces nouvelles technologies, dont le cadre réglementaire est toujours en cours de définition, mais leur utilisation accrue pourrait redessiner le paysage concurrentiel du secteur bancaire et financier. Le groupe Crédit Agricole S.A. doit donc s'attacher à maintenir sa compétitivité en France ou sur les autres grands marchés sur lesquels il intervient, adapter ses systèmes et renforcer son empreinte technologique pour conserver ses parts de marché et son niveau de résultats.

Le succès du groupe Crédit Agricole S.A. dépend en grande partie de sa capacité à attirer et retenir ses employés qualifiés et son incapacité à le faire pourrait affecter de façon significative sa performance

Les employés du groupe Crédit Agricole S.A. constituent sa ressource la plus importante et, dans de nombreux secteurs de l'industrie des services financiers, la concurrence pour recruter du personnel qualifié est intense. Les résultats du groupe Crédit Agricole S.A. dépendent de sa capacité à attirer de nouveaux collaborateurs et à fidéliser et motiver ses collaborateurs existants. Or, la capacité du groupe Crédit Agricole S.A. à attirer et à retenir des effectifs qualifiés pourrait être affectée par les restrictions législatives et réglementaires existant en matière de rémunération dans le secteur des services financiers. L'évolution de la conjoncture économique pourrait également conduire le groupe Crédit Agricole S.A. à transférer certains employés d'une activité à une autre, ou à réduire les effectifs dans certaines de ses activités. De tels changements pourraient temporairement perturber l'organisation au sein du groupe Crédit Agricole S.A. à mesure que les employés s'adaptent aux nouveaux rôles qui leur sont confiés, et pourraient réduire la capacité du groupe Crédit Agricole S.A. à tirer parti des améliorations ainsi apportées à son organisation. En outre, les réglementations actuelles et futures (y compris relatives à l'immigration et à l'externalisation) pourraient restreindre la capacité du groupe Crédit Agricole S.A. à transférer des responsabilités ou des effectifs d'une juridiction à une autre. Cette situation pourrait avoir une incidence sur sa capacité à tirer parti d'opportunités ou de gains d'efficience potentiels.

G. Risques pour les porteurs de titres de Crédit Agricole S.A.

Les porteurs de titres émis par Crédit Agricole S.A. pourraient subir des pertes si une procédure de résolution devait être engagée ou si la situation financière du groupe Crédit Agricole S.A. se détériorait de manière significative

La Directive européenne 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit (la **"BRRD"**) et le mécanisme de résolution unique (le **"Mécanisme de résolution unique"**), tels que transposés en droit français par l'Ordonnance n° 2015-1024 du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne en matière financière et sujets à modifications éventuelles dans le cadre de propositions européennes qui devraient être prochainement adoptées, confèrent aux autorités de résolution le pouvoir de procéder au "*bail-in*" (ou "renflouement interne" en français) des instruments de fonds propres et engagements éligibles émis par des établissements de crédit, tels que Crédit Agricole S.A., c'est à dire le pouvoir de réduire la valeur nominale des instruments de fonds propres (en ce compris les actions) et engagements éligibles, ou de convertir en titres de capital les instruments de fonds propres (à l'exclusion des actions) et engagements éligibles émis par ces établissements, dans les conditions visées ci-après.

De manière générale, une procédure de résolution peut être engagée à l'égard d'un établissement si (i) la défaillance de cet établissement ou du groupe auquel il appartient est avérée ou prévisible, (ii) il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure permette d'éviter une telle défaillance dans un délai raisonnable, et (iii) une mesure de résolution est nécessaire pour atteindre les objectifs poursuivie par l'ouverture d'une procédure de résolution, à savoir (a) assurer la continuité des fonctions critiques de l'établissement concerné, (b) éviter un effet négatif important sur la stabilité financière, (c) protéger les ressources de l'État en réduisant autant que possible le recours aux aides financières publiques exceptionnelles et (d) protéger les fonds et actifs des clients, en particulier ceux des déposants.

Dès lors que la défaillance de l'établissement concerné ou du groupe auquel il appartient est avérée ou prévisible et qu'il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure permette d'éviter une telle défaillance dans un délai raisonnable, et/ou que la situation de cet établissement ou du groupe auquel il appartient requiert un soutien financier exceptionnel des pouvoirs publics, les autorités de résolution sont tenues de procéder, en amont de la mise en œuvre de toute mesure de résolution, à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres (en ce compris les actions) émis par l'établissement concerné ou à la conversion de ces instruments de fonds propres (à l'exclusion des actions) en titres de capital ou autres instruments. Si une procédure de résolution est ensuite engagée, les autorités de résolution peuvent décider d'exercer leur pouvoir de renflouement interne sur le reste des instruments de fonds propres (à savoir, les instruments de fonds propres – en ce compris les actions – dont la valeur nominale n'aurait pas été totalement réduite ou les instruments de fonds propres – à l'exclusion des actions – qui n'auraient pas été convertis en titres de capital, préalablement à l'ouverture de la procédure de résolution) ainsi que sur les engagements éligibles émis par l'établissement concerné (à savoir, les titres de créance subordonnés, les titres de créance senior non-préférés et les titres de créance senior préférés) du plus junior au plus senior, à l'exclusion de certaines catégories limitées de passifs.

En tant qu'Organe central du Réseau du Crédit Agricole (composé de Crédit Agricole S.A., des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que de Crédit Agricole CIB et BforBank en tant que membres affiliés) (le **"Réseau"**), Crédit Agricole S.A. devra mettre en œuvre, préalablement à toute procédure de résolution, le mécanisme de solidarité financière prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, mobilisant ainsi l'ensemble des capitaux propres des membres du Réseau pour garantir la liquidité et la solvabilité de chacun des membres du Réseau, y compris Crédit Agricole S.A., comme de l'ensemble du Réseau. Si toutefois ces mesures s'avéraient inadéquates, et si les conditions visées ci-avant devaient être réunies, l'utilisation des pouvoirs décrits ci-dessus par une autorité de résolution pourrait entraîner la dépréciation ou la conversion de tout ou partie des instruments de fonds propres et engagements éligibles émis par Crédit Agricole S.A.

En outre, la BRRD accorde aux autorités de résolution des pouvoirs plus étendus pour mettre en œuvre d'autres mesures de résolution, notamment la cession des activités de l'établissement concerné à un tiers ou à un établissement relais, la séparation de ses actifs, le remplacement ou la substitution de l'établissement en tant que débiteur, la modification des termes et conditions des instruments financiers émis par cet établissement (y compris la modification de leur maturité, du montant des intérêts payables et/ou une suspension temporaire de toute obligation de paiement au titre de ces instruments) et la suspension des négociations des instruments financiers émis par l'établissement concerné et admis sur un marché réglementé.

Si la situation financière de Crédit Agricole S.A. et du groupe Crédit Agricole venait à se détériorer ou était perçue comme pouvant se détériorer, la mise en œuvre par les autorités de résolution des pouvoirs de renflouement interne et autres mesures de résolution présentées ci-avant pourrait en conséquence accélérer la perte de valeur des actions et autres instruments financiers émis par Crédit Agricole S.A.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

La structure du groupe Crédit Agricole S.A. est différente de celle des autres grands groupes bancaires

Crédit Agricole S.A. ne détient pas de participation majoritaire, en capital ou en droits de vote, dans les Caisses régionales (autres que la Caisse régionale de la Corse). En conséquence, Crédit Agricole S.A. n'exerce pas de contrôle sur les Caisses régionales en qualité d'actionnaire majoritaire, mais, en qualité d'Organe central du Réseau, elle dispose, en vertu de dispositions législatives et réglementaires, de pouvoirs de contrôle importants qu'elle est en mesure d'exercer vis-à-vis de chacun des membres du Réseau (en ce compris les Caisses régionales), lui conférant notamment la capacité d'exercer un contrôle administratif, technique et financier sur l'organisation et la gestion des établissements qui lui sont affiliés, ainsi que de prendre, dans certaines circonstances, certaines mesures extraordinaires.

Le pouvoir de contrôle dont dispose Crédit Agricole S.A. a ainsi une nature différente de celle d'un pouvoir de contrôle que lui confèrerait la détention d'une participation en capital ou en droits de vote.

Si l'un des membres du Réseau rencontrait des difficultés financières, Crédit Agricole S.A. serait tenue de mobiliser les ressources du Réseau (en ce compris ses propres ressources) au soutien de l'entité concernée

En sa qualité d'Organe central du Réseau, Crédit Agricole S.A. est chargée, en vertu de l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité de chacun des membres du Réseau comme de l'ensemble du Réseau. À cette fin, si l'un des membres du Réseau rencontrait des difficultés, Crédit Agricole S.A. serait tenue de faire appel au soutien de tous les membres, de toutes les manières et toutes les fois qu'elle le jugerait nécessaire.

À ce titre, le fonds pour risques bancaires de liquidité et de solvabilité (le **"FRBLS"**) a été créé afin de permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer les missions qui lui incombent en sa qualité d'Organe central, et notamment d'intervenir en faveur des membres du Réseau qui viendraient à connaître des difficultés. Le montant de la dotation du FRBLS au 31 décembre 2018 et les modalités de son financement figurent au chapitre 6 du présent Document de référence. Bien que Crédit Agricole S.A. n'ait pas connaissance de circonstances susceptibles d'exiger à ce jour de recourir au FRBLS pour venir au soutien d'un membre du Réseau, rien ne garantit qu'il ne sera pas nécessaire d'y faire appel à l'avenir. Dans une telle hypothèse, si les ressources du FRBLS devaient être insuffisantes, Crédit Agricole S.A. serait alors tenue de mettre en œuvre toute autre mesure afin de mobiliser d'autres ressources au sein du Réseau (en ce compris ses propres ressources).

Les Caisses régionales détiennent, à travers la société SAS Rue La Boétie, une participation majoritaire dans le capital et les droits de vote de Crédit Agricole S.A.

Les Caisses régionales détiennent, à travers la société SAS Rue La Boétie, une participation majoritaire dans le capital et les droits de vote de Crédit Agricole S.A., et ont, à ce titre, le pouvoir de déterminer l'issue des votes aux Assemblées générales ordinaires des actionnaires de Crédit Agricole S.A. (y compris sur des décisions telles que la nomination ou la cooptation de membres de son Conseil d'administration et la distribution de dividendes).

2. TAXONOMIE DES RISQUES MAJEURS

Afin de garantir une compréhension homogène des catégories de risques, le Groupe maintient à jour une taxonomie interne des risques majeurs. Cette taxonomie est revue et validée *a minima* tous les ans en Comité exécutif ou des risques.

Un risque est considéré comme étant majeur lorsque son occurrence entraîne une déviation significative des objectifs de résultat, de solvabilité ou de liquidité sur une activité ou une entité du Groupe.

La notion de risque majeur est définie soit lorsque l'impact a déjà été observé historiquement, soit lorsqu'il s'agit d'un risque considéré comme mineur jusqu'à présent mais qui pourrait, dans certaines circonstances, se matérialiser à un niveau beaucoup plus élevé que ce qui est observable actuellement. Cette notion peut recouvrir également les risques émergents liés à de nouvelles activités.

Type de risque	Définition
Risques de crédit	
Risque de crédit global	Risque encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même groupe de clients liés. N.B. : concernant les titres de dette corporate du portefeuille de placement, le risque de crédit global comprend le risque de défaut de l'émetteur mais pas le risque de *spread* qui est classé en Risque émetteur.
Risque de concentration sectoriel et individuel	Risque découlant de l'exposition à chaque contrepartie, y compris des contreparties centrales, à des contreparties considérées comme un même groupe de clients liés, à des contreparties opérant dans le même secteur économique ou la même zone géographique, ou de l'octroi de crédits portant sur la même activité, ou de l'application de techniques de réduction du risque de crédit, notamment de sûretés émises par un même émetteur.
Risque pays et souverains	Risque de concentration des expositions dans les portefeuilles de crédit et de placement provenant de la composante pays ou souverain. N.B. : concernant les titres de dette souveraine du portefeuille de placement, le risque pays et souverains comprend le risque de défaut de l'émetteur mais pas le risque de *spread* qui est classé en Risque Émetteur.
Risques Banque de proximité France	Risque de crédit sur le périmètre spécifique de la Banque de proximité France.
Risques Banque de proximité international	Risque de crédit sur le périmètre spécifique de la Banque de proximité à l'international.
Risque de contrepartie sur opérations de marché	Risque encouru en cas de défaillance ou de dégradation de qualité de crédit d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même groupe de clients liés, sur les opérations traitées dans le portefeuille de négociation (titres, dérivés..).
Risque sur titrisation	Risque de crédit induit par les opérations de titrisation dans lesquelles l'entreprise assujettie intervient en qualité d'investisseur, d'initiateur ou de sponsor, y compris les risques de réputation tels que ceux survenant en liaison avec des structures ou des produits complexes.

Type de risque	Définition
Risque de règlement livraison	**Périmètre :** toute opération nécessitant l'échange croisé de titres de créance, d'actions, de devises ou de matières premières, dès lors que cet échange n'est ni soumis à un accord de compensation bilatérale, ni effectué *via* un tiers garantissant aux deux contreparties une livraison (ou paiement) contre paiement. Le risque se matérialise lorsqu'une contrepartie ne livre pas à l'échéance d'une opération les titres de créances, actions, devises ou matières premières qu'elle doit, alors que la Banque lui a déjà livré par ailleurs les titres de créance, actions, devises ou matières premières que la Banque lui devait sur cette même opération. L'assiette du risque est la contre-valeur brute des titres, actions, devises ou matières premières à recevoir d'une contrepartie donnée, à une même date d'échéance.
Risques financiers	
Risque *equity* / Risque de participation	Risque de diminution de valeur des prises de participation (de tout type, notamment actions cotées, actions non cotées…) réalisées dans le but d'influer sur l'administration de la Société que ce soit des titres "dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle" ou des prises de participation dans le cadre d'une activité de capital investissement.
Risque de marché	**Périmètre :** portefeuilles de négociation (hors portefeuilles de participation et de placement) Risque de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan résultant de l'évolution des prix de marché (inclut également le risque *equity* figurant dans ce portefeuille).
Risque émetteur	Risque de diminution de valeur des titres détenus en *banking book* et comptabilisés à la juste valeur dont l'acquisition est réalisée dans le but de générer un rendement et/ou gérer les réserves de liquidité. Ce risque se matérialise par la baisse de la valeur de l'actif financier liée à l'évolution de la qualité de crédit de l'émetteur pour les titres de dette (CSRBB – *Credit Spread Risk in the Banking Book*) ou par la baisse du cours de bourse pour les actions cotées.
Risque de change	Risque découlant des positions de change opérationnelles (y.c. portefeuille de négociation et portefeuille titres) et des positions de change structurelles (participations) : ■ impact en résultat des positions de change opérationnelles laissées ouvertes ; ■ impact en capitaux propres des positions de change structurelles laissées ouvertes.
Risque de liquidité	Risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque est évalué et suivi dans le cadre du processus ILAAP.
Risque de taux d'intérêt global	Risque de perte sur la marge nette d'intérêt future suite à un stress de taux.
Risque de levier excessif	Risque de vulnérabilité d'un établissement, résultant d'un levier ou d'un levier éventuel pouvant nécessiter en cas de pertes ou de difficultés de financement de l'établissement la prise de mesures correctives comme une vente en urgence d'actifs pouvant se solder par des pertes complémentaires ou une réévaluation à la baisse des actifs restants.
Risques opérationnels et risques associés	
Autres risques opérationnels	D'un point de vue général, risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs ; le risque opérationnel inclut notamment les risques liés à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort impact.
Risque de non-conformité / Risque de mauvaise conduite / Risque juridique	■ Risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières ; ■ risque actuel ou potentiel de pertes pour un établissement résultant de la prestation inappropriée de services financiers, y compris les cas de mauvaise conduite volontaire ou négligente ; il englobe les risques de non-conformité clients, produits, pratiques commerciales et le risque de fraude interne ; ■ risque de tout litige avec une contrepartie, résultant de toute imprécision, lacune ou insuffisance susceptible d'être imputable à l'entreprise assujettie au titre de ses opérations.
Risque de modèle	Le risque de modèle est le risque de perte qui résulte de l'utilisation de modèles inadéquats à des fins de calcul de prix, de réévaluation, de couverture de positions, ou de gestion de risques, dû soit à la qualité des données utilisées, la technique de modélisation, l'implémentation ou l'usage de ceux-ci.
Risque comptable	Risque lié à la qualité de l'information bancaire et financière, qu'elle soit destinée aux dirigeants effectifs ou à l'organe de surveillance, transmise aux autorités de tutelle et de contrôle ou qu'elle figure dans les documents destinés à être publiés.
Risques sécurité des systèmes d'information	Risques inhérents à la sécurité, continuité des systèmes d'informations et à l'intégrité et la confidentialité des informations. **Risque externe (cyberespace) dont les vecteurs sont les systèmes et moyens de télécommunication – *National Institute of Standards and Technology* (NIST) *definition.***
Risque physique : sécurité, sûreté, prévention	Risques inhérents à la sécurité du personnel, des outils de travail.
Autres risques	
Risque lié à l'activité et risque stratégique	Risque lié à des pertes, baisses des recettes ou de résultat en raison de décisions liées aux choix stratégiques et/ou au positionnement concurrentiel.
Risque systémique (environnement macroéconomique) et réglementaire	Risque global lié à l'environnement macroéconomique, politique et réglementaire (notamment prudentiel et fiscal).
Risque assurance	Risque de souscription, risque de provisionnement et risque de réassurance.
Risque conglomérat	Ensemble des risques spécifiques portés par le conglomérat financier.
Risque climatique (physique et transition énergétique)	Risques de premier niveau pouvant survenir suite à des événements climatiques (inondations, tempêtes). Risque résultant de la transition à une économie moins consommatrice de carbone. Ce facteur de risque porte principalement sur l'évolution du prix des actifs financiers exposés au carbone.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

3. GESTION DES RISQUES

Cette partie du rapport de gestion présente l'appétence au risque du Groupe, la nature des principaux risques auxquels le Groupe est exposé, leur ampleur et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer.

L'information présentée au titre de la norme IFRS 7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers couvre les principaux types de risques suivants [1] :

- les risques de crédit ;
- les risques de marché ;
- les risques structurels de gestion de bilan : risque de taux d'intérêt global, risque de change et risque de liquidité, y compris les risques du secteur de l'assurance.

Afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'activité bancaire, des informations complémentaires sont fournies concernant :

- les risques opérationnels ;
- les risques juridiques ;
- les risques de non-conformité.

Conformément aux dispositions réglementaires et aux bonnes pratiques de la profession, la gestion des risques au sein du groupe Crédit Agricole S.A. se traduit par une gouvernance dans laquelle le rôle et les responsabilités de chacun sont clairement identifiés, ainsi que par des méthodologies et procédures de gestion des risques efficaces et fiables permettant de mesurer, surveiller et gérer l'ensemble des risques encourus à l'échelle du Groupe.

3.1. APPÉTENCE AU RISQUE, GOUVERNANCE ET ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Brève déclaration sur les risques

(Déclaration établie en conformité avec l'Article 435(1)(f) du Règlement UE n° 575/2013)

Le Conseil d'administration du groupe Crédit Agricole S.A. exprime annuellement son appétence au risque par une déclaration formelle. Pour l'année 2018, celle-ci a été discutée et validée le 13 février 2019 après examen et recommandation du Comité des risques. La déclaration d'appétence au risque du Groupe est élaborée en cohérence avec la démarche d'appétence menée dans les différentes entités. Cette déclaration est une partie intégrante et directrice du cadre de référence de la gouvernance englobant la stratégie, les objectifs commerciaux, le pilotage des risques et la gestion financière globale du Groupe. Les orientations stratégiques du Plan à Moyen Terme, de la déclaration d'appétence, du processus budgétaire et de l'allocation des ressources aux différents métiers sont cohérentes entre elles.

L'appétence au risque *(Risk Appetite)* du groupe Crédit Agricole est le type et le niveau agrégé de risque que le Groupe est prêt à assumer, dans le cadre de ses objectifs stratégiques.

La détermination de l'appétence au risque du Groupe s'appuie en particulier sur la politique financière et la politique de gestion des risques qui sont fondées sur :

- une politique de financement sélective et responsable articulée entre une politique d'octroi prudent encadrée par les stratégies risques, la politique de responsabilité sociétale d'entreprise et le système de délégations ;
- l'objectif de maintenir une exposition réduite au risque de marché ;
- l'encadrement strict de l'exposition au risque opérationnel ;
- la limitation du risque de non-conformité au risque subi, lequel est strictement encadré ;
- la maîtrise de l'accroissement des emplois pondérés ;
- la maîtrise des risques liés à la gestion actif-passif.

La formalisation de l'appétence au risque permet à la Direction générale et au Conseil d'administration de définir la trajectoire de développement du Groupe en cohérence avec le Plan à Moyen Terme et de la décliner en stratégies opérationnelles. Elle résulte d'une démarche coordonnée et partagée entre les Directions stratégie, finances, risques et conformité.

La déclaration d'appétence au risque est coordonnée avec les Directions opérationnelles des différentes entités et vise notamment à :

- engager les administrateurs et la Direction dans une réflexion et un dialogue sur la prise de risque ;
- formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée ;
- intégrer pleinement la dimension risque/rentabilité dans le pilotage stratégique et les processus de décision ;
- disposer d'indicateurs avancés et de seuils d'alertes permettant à la Direction d'anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'améliorer la résilience en activant des leviers d'action en cas d'atteinte de niveaux d'alerte par rapport à la norme d'appétence pour le risque ;
- améliorer la communication externe vis-à-vis des tiers sur la solidité financière et la maîtrise des risques.

L'appétence au risque du Groupe s'exprime au moyen :

- **d'indicateurs clés :**
  - **la notation externe de Crédit Agricole S.A.,** car elle a un impact direct sur les conditions de refinancement, l'image du Groupe dans le marché, et le cours de ses titres,
  - **la solvabilité** qui garantit la pérennité du Groupe en assurant un niveau de fonds propres suffisants au regard des risques pris par l'établissement,
  - **la liquidité** dont la gestion vise à éviter un assèchement des sources de financement du Groupe pouvant conduire à un défaut de paiement, voire à une mise en résolution,
  - **le risque d'activité** ou *"business risk"*, dont le suivi permet d'assurer l'atteinte de la stratégie définie par le Groupe et ainsi de garantir sa pérennité à long terme,
  - **le résultat,** car il nourrit directement la solvabilité future et la capacité de distribution aux actionnaires, et constitue donc un élément clé de la communication financière du Groupe,
  - **le risque de crédit** du groupe Crédit Agricole qui constitue son principal risque ;
- **de limites, seuils d'alerte et enveloppes sur les risques** définis en cohérence avec ces indicateurs : risques de crédit, de marché, de taux, opérationnels ;
- **d'axes qualitatifs,** inhérents à la stratégie et aux activités du Groupe, essentiellement pour des risques qui ne sont pas quantifiés à ce stade. Les critères qualitatifs s'appuient notamment sur la politique de responsabilité sociétale d'entreprise qui traduit la préoccupation du Groupe de contribuer à un développement durable et de maîtriser l'ensemble des risques y compris extra-financiers.

(1) Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés au 31 décembre 2018 et, à ce titre, elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

Les indicateurs clés sont déclinés en trois niveaux de risques :

- **l'appétence** correspond à une gestion normale et courante des risques. Elle se décline sous forme d'objectifs budgétaires dans le cadre de limites opérationnelles, dont les éventuels dépassements sont immédiatement signalés à la Direction générale qui statue sur des actions correctrices ;
- **la tolérance** correspond à une gestion exceptionnelle d'un niveau de risque dégradé. Le dépassement des seuils de tolérance sur des indicateurs ou limites clés déclenche une information immédiate au Président du Comité des risques, puis le cas échéant, au Conseil d'administration ;
- **la capacité** reflète le niveau maximal de risques que le Groupe pourrait théoriquement assumer sans enfreindre ses contraintes opérationnelles ou réglementaires.

Le dispositif d'appétence au risque du Groupe s'appuie sur le processus d'identification des risques qui vise à recenser de la manière la plus exhaustive possible les risques majeurs du Groupe et à les classer par catégories et sous catégories selon une nomenclature homogène.

Profil de risque global :

L'activité du Groupe est centrée sur l'activité de Banque universelle de proximité en Europe avec un stock de défauts faible et un taux de provisionnement prudent. En outre, le profil de risque de marché s'est fortement réduit, en conséquence d'une évolution de la stratégie du Groupe depuis 2007.

Le profil de risque du Groupe est suivi et présenté *a minima* trimestriellement en Comité des risques Groupe et Conseil d'administration. Le franchissement des niveaux tolérés des indicateurs ou des limites centrales du dispositif conduisent à l'information et à la proposition d'actions correctrices au Conseil d'administration. Les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance sont ainsi régulièrement informés de l'adéquation du profil de risque avec l'appétence au risque.

Les principaux éléments du profil de risque du Groupe au 31 décembre 2018 sont détaillés respectivement dans les sections "Gestion des risques et Pilier 3" du présent document :

- risque de crédit : partie 3.4 (Gestion des risques) et partie 4.2 (Pilier 3) ;
- risque de marché : partie 3.5 (Gestion des risques) et partie 4.4 (Pilier 3) ;
- risques financiers (taux, change, liquidité et financement) : partie 5 (Gestion des risques) et parties 5 et 6 (Pilier 3) ;
- risques opérationnels : partie 3.8. (Gestion des risques) et partie 4.6 (Pilier 3).

Au 31 décembre 2018, les indicateurs d'appétence au risque du Groupe se situent dans la zone d'appétence définie par le Groupe. Ils n'ont pas atteint les seuils exprimant son niveau de tolérance.

Adéquation aux risques des dispositifs de l'établissement l'Article 435.1 (e) du Règlement de l'Union Européenne n° 575/2013

Au cours de sa séance du 13 février 2019, Le Conseil d'administration du groupe Crédit Agricole S.A. a estimé, sur la base de l'ensemble des informations qui lui ont été soumises en 2018 lui permettant en particulier, d'appréhender la manière dont le profil de risque de l'établissement interagit avec le niveau de tolérance, que les dispositifs de gestion des risques mis en place par le groupe Crédit Agricole sont appropriés eu égard à son profil et à sa stratégie.

Organisation de la gestion des risques

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne du Groupe, mis en œuvre par tous les acteurs intervenant de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

La responsabilité de la mesure des risques et de leur surveillance est assurée par une fonction dédiée, la ligne métier Risques (pilotée par la DRG – Direction des risques Groupe), indépendante des métiers et rapportant directement à la Direction générale.

Si la maîtrise des risques relève en premier lieu de la responsabilité des pôles métiers qui assurent le développement de leur activité, la DRG a pour mission de garantir que les risques auxquels est exposé le Groupe sont conformes aux stratégies risques définies par les métiers (limites globales et individualisées, critères de sélectivité) et compatibles avec les objectifs de croissance et de rentabilité du Groupe.

La DRG assure un suivi consolidé des risques à l'échelle du Groupe, s'appuyant sur un réseau de responsables des Risques et des contrôles permanents, rattachés hiérarchiquement au Directeur des risques et des contrôles permanents et fonctionnellement à l'organe exécutif de l'entité ou du pôle métier.

Afin d'assurer une vision homogène des risques au sein du Groupe, la DRG assure les missions suivantes :

- coordonner le processus d'identification des risques et la mise en œuvre du cadre d'appétence au risque du Groupe en collaboration avec les fonctions Finances, Stratégie et Conformité et les lignes métiers ;
- définir et/ou valider les méthodes et les procédures d'analyse, de mesure et de suivi des risques de crédit, de marché et des risques opérationnels ;
- contribuer à l'analyse critique des stratégies commerciales de développement des pôles métiers, en s'attachant aux impacts de ces stratégies en termes de risques encourus ;
- fournir des avis indépendants à la Direction générale sur l'exposition aux risques induite par les prises de position des pôles métiers (opérations de crédit, fixation des limites des risques de marché) ou anticipées par leur stratégie risques ;
- assurer le recensement et l'analyse des risques des entités collectés dans les systèmes d'informations risques.

La gestion des risques structurels de gestion de bilan (taux, change, liquidité) ainsi que la politique de refinancement et le pilotage des besoins en capital sont assurés par le département du Pilotage financier de la Direction des finances Groupe (FIG).

La surveillance de ces risques par la Direction générale s'exerce dans le cadre des Comités de trésorerie et de gestion actif-passif, auxquels participe la DRG.

La DRG tient informés les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance du degré de maîtrise du risque dans le groupe Crédit Agricole S.A., leur présente les diverses stratégies risques des grands métiers du Groupe pour validation et les alerte de tout risque de déviation par rapport aux politiques risques validées par les organes exécutifs. Elle les informe des performances et des résultats du dispositif de prévention, dont ils valident les principes d'organisation. Elle leur soumet toute proposition d'amélioration du dispositif rendue nécessaire par l'évolution des métiers et de leur environnement.

Cette action s'inscrit au niveau consolidé dans le cadre des instances de gouvernance tout particulièrement :

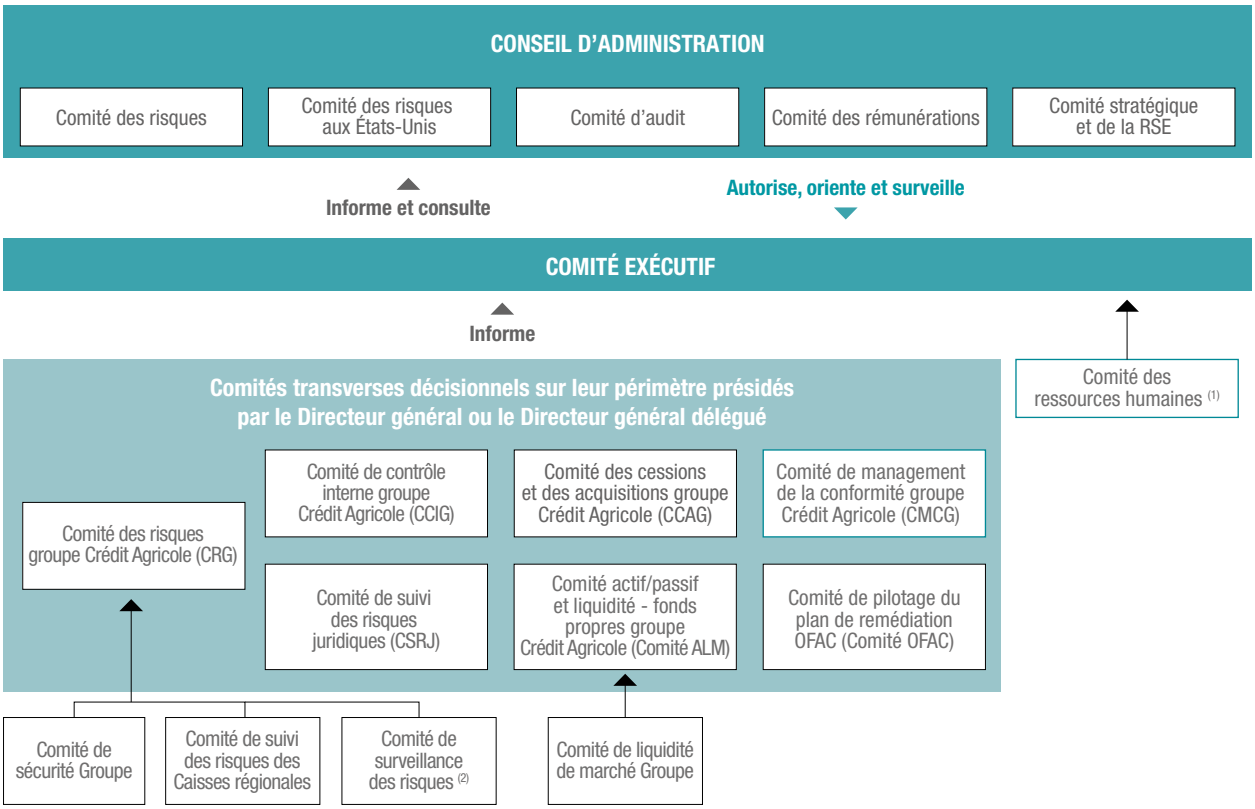
- le Comité des risques (émanation du Conseil d'administration) : analyse des facteurs clés de la déclaration d'appétence au risque du Groupe définie par la Direction générale, examen régulier des problématiques de gestion des risques et de contrôle interne du Groupe, revue de l'information semestrielle et du Rapport annuel sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques ;
- le Comité de contrôle interne Groupe (CCIG, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A.) : examine des problématiques de contrôle interne communes à l'ensemble du Groupe, impulse des actions à caractère transverse à mettre en œuvre au sein du Groupe, valide l'information semestrielle et du Rapport annuel sur le contrôle interne, instance de coordination des trois fonctions de contrôle ;
- le Comité des risques Groupe (CRG) présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. : valide les stratégies risques et les décisions d'engagement de niveau Crédit Agricole S.A. sur avis de la ligne

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

métier Risques dans le cadre d'appétence validé par le Conseil d'administration, revoit les principaux grands risques et les dossiers sensibles, restitutions relatives au fonctionnement des processus et les modèles de notation des entités du Groupe ;

- le Comité actif/passif et liquidité – fonds propres groupe Crédit Agricole (Comité ALM présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., quatre réunions par an) : analyse les risques financiers du groupe Crédit Agricole (taux, change, liquidité) et valide les orientations de gestion permettant de les maîtriser ;
- le Comité de management de la conformité Groupe (CCMG présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., quatre réunions par an au minimum) : définit la politique Groupe en matière de conformité, examine avant leur application, tous les projets de dispositifs de normes et procédures relatifs à la conformité, examine tous les dysfonctionnements significatifs et valide les mesures correctives, prend toute décision sur les mesures à prendre pour remédier aux défaillances éventuelles, prend connaissance des principales conclusions formulées par les missions d'inspection se rapportant à la conformité, valide le rapport annuel de conformité ;
- le Comité sécurité Groupe (CSG) présidé par le Directeur général adjoint en charge du pôle Fonctionnement et transformation est un Comité décisionnaire qui définit la stratégie et apprécie le niveau de maîtrise du Groupe dans les quatre domaines suivants : plans de continuité d'activités, protection des données, sécurité des personnes et des biens et sécurité des systèmes d'information. Il rapporte au Comité exécutif ;
- le Comité de surveillance des risques du Groupe présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. est un Comité qui examine les dossiers de crédit dont le risque se dégrade significativement. Il étudie en outre le plus en amont possible les points d'alertes sur tous les types de risques remontés par les Métiers ou les fonctions de contrôles susceptibles d'avoir un effet négatif sur le profil du Groupe ou son niveau de coût du risque.

Principaux Comités de niveau Groupe traitant des risques



(1) Comité tenu par le Comité exécutif de Crédit Agricole S.A.
(2) Comité issu du Comité des risques groupe Crédit Agricole.

En outre, chaque entité opérationnelle au sein du Groupe doit définir son cadre d'appétence au risque et mettre en place une fonction Risques et contrôles permanents. Ainsi, dans chaque pôle métier et entité juridique :

- un responsable du Contrôle permanent et des risques (RCPR) est nommé ;
- il supervise l'ensemble des unités de contrôle de dernier niveau de son périmètre, qui couvre les missions de pilotage et de contrôle permanent des risques du ressort de la ligne métier ;
- il bénéficie de moyens humains, techniques et financiers adaptés. Il doit disposer de l'information nécessaire à sa fonction et d'un droit d'accès systématique et permanent à toute information, document, instance (Comités…), outil ou encore systèmes d'information, et ce sur tout le périmètre dont il est responsable. Il est associé aux projets de l'entité, suffisamment en amont pour pouvoir assurer son rôle de manière effective.

Ce principe de décentralisation de la fonction Risques au sein des entités opérationnelles vise à assurer l'efficience des dispositifs de pilotage et contrôles permanents des risques métier.

La gestion des risques au sein du Groupe repose également sur un certain nombre d'outils qui permettent à la DRG et aux organes dirigeants du Groupe d'appréhender les risques encourus dans leur globalité :

- un système d'information et de consolidation globale des risques robuste et s'inscrivant dans la trajectoire définie par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire pour les établissements de nature systémique globale (BCBS 239) ;
- une utilisation généralisée des méthodologies de *stress test* dans les procédures Groupe sur le risque de crédit, les risques financiers ou le risque opérationnel ;
- des normes et des procédures de contrôle formalisées et à jour, qui définissent les dispositifs d'octroi, sur la base d'une analyse de la rentabilité et des risques, de contrôle des concentrations géographiques, individuelles ou sectorielles, ainsi que de limites en risques de taux, de change et de liquidité ;
- un plan de redressement Groupe est mis à jour à fréquence annuelle, en conformité avec les dispositions de la directive 2014/59 UE du 15 mai 2014 qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit.

Culture risque

La culture risque est diffusée de manière transverse dans l'ensemble du Groupe, au moyen de canaux diversifiés et efficaces :

- des Comités carrières et talents au sein de la ligne métier Risques, qui permettent de planifier le renouvellement des "postes clés", de favoriser la mobilité des hommes et des femmes relevant de cette expertise et ainsi d'enrichir les trajectoires en diversifiant les portefeuilles de compétences ;
- des carrières valorisées et une expérience recherchée par les autres filières grâce à un passage dans la ligne métier Risques ;
- une offre de formations risques proposant des modules adaptés aux besoins des collaborateurs intra et hors ligne métier Risques. Ce dispositif inclut des formations de sensibilisation destinées à l'ensemble des collaborateurs du Groupe avec notamment un *e-learning,* permettant de mieux appréhender les risques inhérents aux métiers de la banque ;
- des actions de communication afin de renforcer la diffusion de la culture du risque, amorcées depuis 2015. Elles ont pour objectif de développer la connaissance et l'adhésion de tous les collaborateurs, afin de faire du risque un atout au quotidien.

Suivi des risques sur base consolidée

Le Comité des risques du Conseil d'administration et le Comité des risques Groupe examinent trimestriellement le tableau de bord des risques réalisé par la Direction des risques et contrôles permanents Groupe. Ce document offre une revue détaillée de la situation des risques du Groupe sur l'ensemble de ses métiers et sur base consolidée.

Le Journal des risques vise à donner, en complément du tableau de bord des risques, une vision synthétique de l'évolution des risques du Groupe ainsi qu'une mise en perspective sur longue période des tendances observées sur le portefeuille. Ce document est présenté au Comité des risques du Groupe ainsi qu'au Comité des risques du Conseil d'administration.

Le dispositif d'alerte sur base consolidée du Groupe est animé par le Comité de surveillance des risques examinant l'ensemble des alertes de risque centralisées par la Direction des risques Groupe.

3.2. DISPOSITIF DE *STRESS TESTS*

Les *stress tests,* simulations de crises ou tests de résistance font partie intégrante du dispositif de gestion des risques du groupe Crédit Agricole. Les *stress tests* contribuent à la gestion prévisionnelle des risques, à l'évaluation de l'adéquation du capital et répondent à des exigences réglementaires. À ce titre, par la mesure de l'impact économique, comptable ou réglementaire de scénarios économiques sévères mais plausibles, le dispositif de *stress tests* apporte une mesure de la résilience d'un portefeuille, d'une activité, d'une entité ou du Groupe utilisée dans le cadre de l'ICAAP et de l'Appétence au Risque. Le dispositif de *stress tests* couvre le risque de crédit, de marché, opérationnel, ainsi que le risque de liquidité et les risques liés aux taux et changes. Le dispositif de *stress tests* pour la gestion des risques du groupe Crédit Agricole regroupe des exercices de natures diverses.

Différents types de *stress tests*

- **Gestion prévisionnel du risque par les *stress tests* :** des exercices spécifiques récurrents ou réalisés à la demande sont effectués en Central afin de compléter et d'enrichir les diverses analyses assurant le bon suivi des risques. Ces études font l'objet d'une présentation à la Direction générale dans le cadre du Comité des risques Groupe. À ce titre, des *stress tests* encadrant le risque de marché ou le risque de liquidité sont produits périodiquement.

  Pour le risque de crédit, en 2018, des *stress tests* ont été réalisés afin de mesurer le risque lié à l'évolution économique sur les risques majeurs du Groupe. Ces exercices viennent appuyer les décisions prises en Comité des risques Groupe en matière de limites globales d'exposition.

- ***Stress tests* budgétaires ou *stress tests* ICAAP :** un exercice annuel est mené par le groupe Crédit Agricole dans le cadre du processus budgétaire et les résultats de ce *stress test* sont intégrés dans l'ICAAP. Il contribue à la planification des besoins en capital et permet d'estimer la capacité bénéficiaire du Groupe à horizon trois ans en fonction de scénarios économiques. L'objectif de ces *stress tests* dans le processus budgétaire et ICAAP est de mesurer les effets et la sensibilité de leurs résultats aux scénarios économiques (central – *baseline* et stressé – adverse) sur les activités, les entités, et le Groupe dans son ensemble. Ils reposent obligatoirement sur un scénario économique (évolution d'un ensemble de variables économiques) à partir duquel sont déterminés les impacts sur les différents risques et zones géographiques. Ce scénario est complété pour tenir compte des risques opérationnels et de mauvaise conduite.

  L'objectif de cet exercice est d'estimer un ratio de solvabilité en mesurant les impacts sur le compte de résultat (coût du risque, marge d'intérêt, commissions…), les emplois pondérés et les fonds propres et de le confronter aux niveaux de tolérance et de capacité du Groupe.

- ***Stress tests* réglementaires :** cette typologie de *stress tests* regroupe l'ensemble des demandes de la BCE, de l'EBA ou émanant d'un autre superviseur.
- En 2018, le Groupe a en particulier mené à bien le stress global organisé par l'EBA. Dans ce cadre, le groupe Crédit Agricole s'est situé, en termes de niveau de ratio de solvabilité CET1 dans le scénario de stress à fin 2020, parmi les premières banques systémiques européennes.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Gouvernance

Reprenant les orientations de l'EBA *(European Banking Authority),* le programme de *stress tests* au niveau du Groupe et des principales entités explicite clairement la gouvernance et les responsabilités de chacun des acteurs pour les *stress tests* couvrant le risque de crédit, de marché, opérationnel, de liquidité et les risques liés aux taux et changes.

Les scénarios utilisés dans les processus ICAAP, Appétence au risque ou pour des besoins réglementaires sont élaborés par la Direction économique (ECO) et font l'objet d'une présentation au Conseil d'administration. Ces scénarios économiques présentent l'évolution centrale et stressée des variables macroéconomiques et financières (PIB, chômage, inflation, taux d'intérêt et de change…) pour l'ensemble des pays pour lesquels le Groupe est en risque.

3.3. PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES

L'organisation du contrôle interne du groupe Crédit Agricole témoigne d'une architecture en phase avec les exigences légales et réglementaires, ainsi qu'avec les recommandations du Comité de Bâle.

Le dispositif et les procédures de contrôle interne sont définis, au sein du groupe Crédit Agricole, comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature et permettant la régularité (au sens du respect des lois, règlements et normes internes), la sécurité et l'efficacité des opérations, conformément aux références présentées au point 1 ci-après.

Le dispositif et les procédures de contrôle interne se caractérisent par les objectifs qui leur sont assignés :

- application des instructions et orientations fixées par la Direction générale ;
- performance financière, par l'utilisation efficace et adéquate des actifs et ressources du Groupe, ainsi que la protection contre les risques de pertes ;
- connaissance exhaustive, précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques ;
- conformité aux lois et règlements et aux normes internes ;
- prévention et détection des fraudes et erreurs ;
- exactitude, exhaustivité des enregistrements comptables et établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

Ces procédures comportent toutefois les limites inhérentes à tout dispositif de contrôle interne, du fait notamment de défaillances techniques ou humaines.

Conformément aux principes en vigueur au sein du Groupe, le dispositif de contrôle interne s'applique sur un périmètre large visant à l'encadrement et à la maîtrise des activités, ainsi qu'à la mesure et à la surveillance des risques sur base consolidée. Ce principe, appliqué par chaque entité de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales à ses propres filiales, permet de décliner le dispositif de contrôle interne selon une logique pyramidale et sur l'ensemble des entités. Le dispositif mis en œuvre par Crédit Agricole S.A., qui s'inscrit dans le cadre de normes et principes rappelés ci-dessous, est ainsi déployé d'une façon adaptée aux différents métiers et aux différents risques, à chacun des niveaux du groupe Crédit Agricole afin de répondre au mieux aux obligations réglementaires propres aux activités bancaires.

Les moyens, outils et *reportings* mis en œuvre dans cet environnement normatif permettent une information régulière, notamment au Conseil d'administration, au Comité des risques, à la Direction générale et au management, sur le fonctionnement des dispositifs de contrôle interne et sur leur adéquation (système de contrôle permanent et périodique, rapports sur la mesure et la surveillance des risques, plans d'actions correctives, etc.).

I. Références en matière de contrôle interne

Les références en matière de contrôle interne procèdent des dispositions du Code monétaire et financier [1], de l'Arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), du Règlement général de l'AMF et des recommandations relatives au contrôle interne, à la maîtrise des risques et à la solvabilité émises par le Comité de Bâle.

Ces normes, nationales et internationales, sont complétées de normes internes propres au Crédit Agricole :

- *corpus* des communications à caractère permanent, réglementaire (réglementation externe et règles internes au Groupe) et d'application obligatoire, relatives notamment à la comptabilité (Plan comptable du Crédit Agricole), à la gestion financière, aux risques et aux contrôles permanents, applicables à l'ensemble du groupe Crédit Agricole ;
- Charte de déontologie du groupe Crédit Agricole ;
- recommandations du Comité plénier de contrôle interne des Caisses régionales ;
- corps de "notes de procédure", applicables à Crédit Agricole S.A., portant sur l'organisation, le fonctionnement ou les risques. Dans ce cadre, Crédit Agricole S.A. avait dès 2004 adopté un ensemble de notes de procédures visant au contrôle de la conformité aux lois et règlements. Ce dispositif procédural a été depuis lors adapté aux évolutions réglementaires et déployé dans les entités du Groupe, notamment en matière de sécurité financière (prévention du blanchiment de capitaux, lutte contre le financement du terrorisme, gel des avoirs, respect des embargos…) ou de détection des dysfonctionnements dans l'application des lois, règlements, normes professionnelles et déontologiques, par exemple. Ces notes de procédure font l'objet d'une actualisation régulière, autant que de besoin, en fonction notamment des évolutions de la réglementation et du périmètre de surveillance sur base consolidée.

II. Principes d'organisation du dispositif de contrôle interne

Afin que les dispositifs de contrôle interne soient efficaces et cohérents entre les différents niveaux d'organisation du Groupe, le groupe Crédit Agricole s'est doté d'un corps de règles et de recommandations communes, basées sur la mise en œuvre et le respect de principes fondamentaux.

Ainsi, chaque entité du groupe Crédit Agricole (Caisses régionales, Crédit Agricole S.A., filiales établissements de crédit ou entreprises d'investissement, assurances, autres, etc.) se doit d'appliquer ces principes à son propre niveau.

Principes fondamentaux

Les principes d'organisation et les composantes des dispositifs de contrôle interne de Crédit Agricole S.A., communs à l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole, recouvrent des obligations en matière :

- d'information de l'organe de surveillance (stratégies risques, limites fixées aux prises de risques, activité et résultats du contrôle interne, incidents significatifs) ;

(1) Article L. 511-41.

- d'implication directe de l'organe de direction dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne ;
- de couverture exhaustive des activités et des risques, de responsabilité de l'ensemble des acteurs ;
- de définition claire des tâches, de séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle, de délégations formalisées et à jour ;
- de normes et procédures formalisées et à jour.

Ces principes sont complétés par :

- des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques : de crédit, de marché, de liquidité, financiers, opérationnels (traitements opérationnels, qualité de l'information financière et comptable, processus informatiques), risques de non-conformité et risques juridiques ;
- un système de contrôle, s'inscrivant dans un processus dynamique et correctif, comprenant des contrôles permanents réalisés par les unités opérationnelles ou par des collaborateurs dédiés, et des contrôles périodiques (réalisés par les unités d'Inspection générale ou d'audit) ;
- l'adaptation des politiques de rémunérations du Groupe (suite aux délibérations du Conseil d'administration des 9 décembre 2009 et 23 février 2011) et des procédures de contrôle interne – en application de la réglementation nationale, européenne ou internationale en vigueur et notamment les réglementations liées à la *Capital Requirements Directive 4* (CRD 4), à l'AIFM, à UCITS V et à **Solvabilité 2**, aux dispositions relatives à la *Volcker Rule,* à la loi de Séparation bancaire et à la Directive MIF ainsi que les recommandations professionnelles bancaires relatives d'une part, à l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques, et d'autre part, à la rémunération des membres des organes exécutifs et de celle des preneurs de risques (cf. partie I du présent rapport).

Pilotage du dispositif

Depuis l'entrée en vigueur des modifications du règlement 97-02 sur le contrôle interne relatives à l'organisation des fonctions de contrôle, éléments repris dans l'arrêté du 3 novembre 2014 abrogeant ce règlement, l'obligation est faite à chaque responsable d'entité ou de métier, chaque manager, chaque collaborateur et instance du Groupe, d'être à même de rendre compte et de justifier à tout moment de la correcte maîtrise de ses activités et des risques induits, conformément aux normes d'exercice des métiers bancaires et financiers, afin de sécuriser de façon pérenne chaque activité et chaque projet de développement et d'adapter les dispositifs de contrôle à mettre en œuvre à l'intensité des risques encourus.

Cette exigence repose sur des principes d'organisation et une architecture de responsabilités, de procédures de fonctionnement et de décision, de contrôles et de *reportings* à mettre en œuvre de façon formalisée et efficace à chacun des niveaux du Groupe : fonctions centrales, pôles métiers, filiales, unités opérationnelles et fonctions support.

Comité de contrôle interne Groupe

Le Comité de contrôle interne du Groupe et de Crédit Agricole S.A., instance faîtière de pilotage des dispositifs, s'est réuni régulièrement sous la présidence du Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Ce Comité a pour objectif de renforcer les actions à caractère transversal à mettre en œuvre au sein du groupe Crédit Agricole. Il a vocation à examiner les problématiques de contrôle interne communes à l'ensemble du Groupe (Crédit Agricole S.A., filiales de Crédit Agricole S.A., Caisses régionales, structures communes de moyens) et à s'assurer de la cohérence et de l'efficacité du contrôle interne sur base consolidée. Le Comité de contrôle interne, à caractère décisionnel et à décisions exécutoires, est composé de dirigeants salariés de Crédit Agricole S.A. À ce titre, il est distinct du Comité des risques, démembrement du Conseil d'administration, et il est notamment chargé de la coordination des trois fonctions de contrôle : Audit-Inspection, Risques, Conformité.

Trois lignes métiers intervenant sur l'ensemble du Groupe

Le responsable de la Direction des risques Groupe, l'Inspecteur général Groupe et le Directeur de la conformité Groupe sont directement rattachés au Directeur général de Crédit Agricole S.A. et disposent d'un droit d'accès au Comité des risques ainsi qu'au Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

Par ailleurs, en application de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, le Directeur des risques Groupe a été désigné comme responsable de la gestion des risques pour Crédit Agricole S.A., ainsi que pour le groupe Crédit Agricole.

Les fonctions de contrôle sont chargées d'accompagner les métiers et les unités opérationnelles pour assurer la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations. Elles effectuent à ce titre :

- le pilotage et le contrôle des risques de crédit, de marché, de liquidité, financiers et opérationnels, par la Direction des risques Groupe, également en charge du contrôle de dernier niveau de l'information comptable et financière et du suivi du déploiement par le responsable de la sécurité informatique Groupe de la sécurité des systèmes d'information et des plans de continuité d'activités ;
- la prévention et le contrôle des risques de non-conformité par la Direction de la conformité Groupe qui assure notamment la prévention du blanchiment de capitaux, la lutte contre le financement du terrorisme, la prévention de la fraude, le respect des embargos et des obligations de gel des avoirs ;
- le contrôle indépendant et périodique du bon fonctionnement de l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole par l'Inspection générale Groupe.

En complément de l'intervention des différentes fonctions de contrôle, les autres fonctions centrales de Crédit Agricole S.A., les Directions et les lignes métiers concourent à la mise en œuvre des dispositifs de contrôle interne sur base consolidée, que ce soit au sein de Comités spécialisés ou *via* des actions de normalisation des procédures et de centralisation de données.

Organisée en ligne métier, la Direction des affaires juridiques a deux objectifs principaux : la maîtrise du risque juridique, potentiellement générateur de litiges et de responsabilités, tant civiles que disciplinaires ou pénales, et l'appui juridique nécessaire aux entités afin de leur permettre d'exercer leurs activités, tout en maîtrisant les risques juridiques et en minimisant les coûts associés.

En ce qui concerne Crédit Agricole S.A. et ses filiales

Les fonctions, Directions et lignes métiers sont elles-mêmes relayées par des dispositifs décentralisés au sein de chacune des entités juridiques, filiales de premier rang, relevant du périmètre de surveillance sur base consolidée de Crédit Agricole S.A., comportant :

- des Comités de contrôle interne, trimestriels, à caractère décisionnel et à décisions exécutoires, regroupant le Directeur général de l'entité et les représentants des fonctions de contrôle de l'entité et de Crédit Agricole S.A., chargés notamment du pilotage du dispositif de contrôle interne mis en œuvre dans l'entité, de l'examen des principaux risques auxquels l'entité est exposée, de l'évaluation critique des dispositifs de contrôle interne et de l'action de l'audit, du suivi des missions et des mesures correctives éventuellement nécessaires ;
- des comités spécialisés propres à chaque entité ;
- un réseau de correspondants et d'instances dédiés à chaque ligne métier.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

En ce qui concerne les Caisses régionales de Crédit Agricole

Pour les Caisses régionales, l'application de l'ensemble des règles du Groupe est facilitée par la diffusion de recommandations nationales sur le contrôle interne par le Comité plénier de contrôle interne des Caisses régionales et par l'activité des fonctions de contrôles centrales de Crédit Agricole S.A. Le Comité plénier, chargé de renforcer le pilotage des dispositifs de contrôle interne des Caisses régionales, est composé de Directeurs généraux, de cadres de direction et de responsables des fonctions de contrôle des Caisses régionales, ainsi que de représentants de Crédit Agricole S.A. Son action est prolongée au moyen de rencontres régionales régulières et de réunions de travail et d'information entre responsables des fonctions de contrôle de Crédit Agricole S.A. et leurs homologues des Caisses régionales.

Le rôle d'organe central dévolu à Crédit Agricole S.A. amène celui-ci à être très actif et vigilant en matière de contrôle interne. En particulier, un suivi spécifique des risques et des contrôles des Caisses régionales est exercé à Crédit Agricole S.A. par l'unité Risques, Banque Universelle de proximité et *retail* de la Direction des risques Groupe et par la Direction de la conformité Groupe.

Rôle du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. a connaissance de l'organisation générale de l'entreprise et approuve son dispositif de contrôle interne. Il approuve l'organisation générale du Groupe ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne et définit l'appétence au risque du Groupe, dans le cadre d'une déclaration annuelle. Il est informé de l'organisation, de l'activité et des résultats du contrôle interne. Outre les informations qui lui sont régulièrement transmises, il dispose du Rapport annuel et de la présentation semestrielle sur le contrôle interne qui lui sont communiqués, conformément à la réglementation bancaire et aux normes définies par Crédit Agricole S.A. Le Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. est destinataire des notes de synthèse circonstanciées présentant les conclusions des missions de l'Inspection générale Groupe.

Le Conseil est informé, au travers du Comité des risques, des principaux risques encourus par l'entreprise et des incidents significatifs révélés par les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

Le Président du Comité des risques de Crédit Agricole S.A. rend compte au Conseil des travaux du Comité et en particulier du Rapport annuel sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques. À la date de l'Assemblée générale, le Rapport annuel aura été présenté au Comité des risques, transmis à bonne date à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et aux Commissaires aux comptes. Il aura également fait l'objet d'une présentation au Conseil d'administration.

Rôle du Directeur général en matière de contrôle interne

Le Directeur général définit l'organisation générale de l'entreprise et s'assure de sa mise en œuvre efficiente par des personnes habilitées et compétentes. Il est directement et personnellement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. En particulier, il fixe les rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et lui attribue les moyens adéquats.

Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par le Conseil d'administration, dans le cadre de la déclaration d'appétence au risque du Groupe.

Il veille à ce que des systèmes d'identification et de mesure des risques, adaptés aux activités et à l'organisation de l'entreprise, soient adoptés. Il veille également à ce que les principales informations issues de ces systèmes lui soient régulièrement reportées.

Il s'assure que le dispositif de contrôle interne fait l'objet d'un suivi permanent, destiné à vérifier son adéquation et son efficacité. Il est informé des dysfonctionnements que le dispositif de contrôle interne permettrait d'identifier et des mesures correctives proposées. À ce titre, le Directeur général est destinataire des notes de synthèse circonstanciées présentant les conclusions des missions de l'Inspection générale Groupe.

III. Dispositifs de contrôle interne spécifiques et dispositifs de maîtrise et surveillance des risques de Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A. met en œuvre des processus et dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise de ses risques (risques de contrepartie, de marché, opérationnels, risques financiers, etc.) adaptés à ses activités et à son organisation, faisant partie intégrante du dispositif de contrôle interne, dont il est périodiquement rendu compte à l'organe de direction, à l'organe de surveillance, au Comité des risques, notamment *via* les rapports sur le contrôle interne et la mesure et la surveillance des risques.

Les éléments détaillés relatifs à la gestion des risques sont présentés dans le chapitre "Gestion des risques" et dans l'annexe aux comptes consolidés qui leur est consacrée (note 3).

Fonction Risques et contrôles permanents

La ligne métier Risques, créée en 2006 en application des modifications du Règlement 97-02 (abrogé et remplacé par l'Arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

La ligne métier Risques a en charge à la fois la gestion globale et le dispositif de contrôle permanent des risques du Groupe : risques de crédit, financiers et opérationnels, notamment ceux liés à la qualité de l'information financière et comptable, à la sécurité physique et des systèmes d'information, à la continuité d'activité et à l'encadrement des prestations de services essentielles externalisées.

La gestion des risques s'appuie sur un dispositif Groupe selon lequel les stratégies des métiers, y compris en cas de lancement de nouvelles activités ou de nouveaux produits, font l'objet d'un avis sur les risques, et de limites de risques formalisées dans les stratégies risques pour chaque entité et activité sensible. Ces limites sont revues *a minima* une fois par an ou en cas d'évolution d'une activité ou des risques et sont validées par le Comité des risques Groupe. Elles sont accompagnées de limites Groupe transverses, notamment sur les grandes contreparties. La cartographie des risques potentiels, la mesure et le suivi des risques avérés font l'objet d'adaptations régulières au regard de l'activité.

Les plans de contrôle sont adaptés au regard des évolutions de l'activité et des risques, auxquels ils sont proportionnés.

La ligne métier est placée sous la responsabilité du Directeur des risques Groupe de Crédit Agricole S.A., indépendant de toute fonction opérationnelle et rattaché au Directeur général de Crédit Agricole S.A. Elle réunit les fonctions transverses de Crédit Agricole S.A. (Direction des risques Groupe) et les fonctions Risques et contrôles permanents décentralisées, au plus proche des métiers, au niveau de chaque entité du Groupe, en France ou à l'international. Les effectifs de la ligne métier Risques s'élèvent à près de 2 900 personnes à fin 2018 (en équivalents temps plein) sur le périmètre du groupe Crédit Agricole.

Le fonctionnement de la ligne métier s'appuie sur des instances de gouvernance structurées, parmi lesquelles les Comités de contrôle interne, le Comité des risques Groupe dans le cadre duquel l'exécutif valide les stratégies du Groupe et est informé du niveau de ses risques, le Comité de suivi des risques des Caisses régionales, le Comité de sécurité Groupe, le Comité des normes et méthodologies, le Comité de pilotage des recommandations de Bâle, les Comités de suivi métier regroupant selon des périodicités prédéfinies la Direction des risques Groupe et les filiales, et divers comités en charge notamment des systèmes de notation et des systèmes d'information. Le Comité

de surveillance des risques Groupe, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., se réunit de façon bimensuelle et a pour rôle de surveiller l'apparition de risques afin de dégager les orientations adaptées.

Fonctions Risques et contrôles permanents centrales de Crédit Agricole S.A.

Au sein de Crédit Agricole S.A., la Direction des risques Groupe assure le pilotage et la gestion globale des risques et des dispositifs de contrôle permanent du Groupe.

Gestion globale des risques Groupe

La mesure consolidée et le pilotage de l'ensemble des risques du Groupe sont assurés de façon centralisée par la Direction des risques Groupe, avec des unités spécialisées par nature de risque qui définissent et mettent en œuvre les dispositifs de consolidation et de *risk management* (normes, méthodologies, système d'information).

Le dispositif de la Direction des risques Groupe comprend également une fonction de "pilotage risques métier" en charge de la relation globale et individualisée avec chacune des filiales de Crédit Agricole S.A. La supervision des risques des Caisses régionales est assurée par un département spécifique de la Direction des risques Groupe.

Le suivi des risques Groupe par les unités de pilotage risques métiers s'effectue notamment dans le cadre du Comité des risques Groupe et du Comité de suivi des risques des Caisses régionales.

Il s'effectue également au travers d'une procédure d'alerte déclinée sur l'ensemble des entités et qui permet une présentation des risques les plus significatifs à un Comité de direction générale sur un rythme bimensuel (Comité de surveillance des risques Groupe).

Crédit Agricole S.A. mesure ses risques de manière exhaustive et précise, c'est-à-dire en intégrant l'ensemble des catégories d'engagements (bilan, hors bilan) et des positions, en consolidant les engagements sur les sociétés appartenant à un même groupe, en agrégeant l'ensemble des portefeuilles et en distinguant les niveaux de risques.

La surveillance des risques par Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales sur base individuelle ou collective passe par un dispositif de suivi des dépassements de limites et de leur régularisation, du fonctionnement des comptes, de la correcte classification des créances au regard de la réglementation en vigueur (créances dépréciées notamment), de l'adéquation du niveau de provisionnement aux niveaux de risques sous le contrôle des Comités risques ainsi que par la revue périodique des principaux risques et portefeuilles, portant en particulier sur les affaires sensibles.

Dans un contexte de risque contrasté et incertain, Crédit Agricole S.A. mène une politique de revue active des politiques et stratégies de risques appliquées par les filiales. Par ailleurs, les principaux portefeuilles transverses du Groupe (habitat, énergie, professionnels et agriculteurs, crédits à la consommation, capital investissement, etc.) ont fait l'objet d'analyses présentées en Comité des risques du Groupe (CRG). Le périmètre des risques couverts dans les stratégies risques examinées en CRG intègre également le risque de modèle, le risque opérationnel et le risque conglomérat.

Des procédures d'alerte et d'escalade sont en place en cas d'anomalie prolongée, en fonction de leur matérialité.

Contrôles permanents des risques opérationnels

La Direction des risques Groupe assure la coordination du dispositif du Contrôle permanent (définition d'indicateurs de contrôles clés par type de risques, déploiement d'une plateforme logicielle unique intégrant l'évaluation des risques opérationnels et le résultat des contrôles permanents, organisation d'un *reporting* des résultats de contrôles auprès des différents niveaux de consolidation concernés au sein du Groupe).

Fonctions Risques et contrôles permanents déconcentrées, au niveau de chacun des métiers du Groupe

Au sein de Crédit Agricole S.A.

Le déploiement de la ligne métier s'opère sous forme de ligne métier hiérarchique par la nomination d'un responsable Risques et contrôles permanents (RCPR) pour chaque filiale ou pôle métier. Le RCPR métier est rattaché hiérarchiquement au Directeur des risques Groupe et fonctionnellement à l'organe de direction du pôle métier concerné. Ce positionnement assure l'indépendance des Directions risques et contrôles permanents locales.

Chaque filiale ou métier, sous la responsabilité de son RCPR, se dote des moyens nécessaires pour assurer la gestion de ses risques et la conformité de son dispositif de contrôle permanent, afin de mettre en œuvre une fonction de plein exercice (vision exhaustive et consolidée des risques, de nature à garantir la pérennité de l'entité sur l'ensemble de son périmètre de surveillance sur base consolidée).

Les relations entre chaque filiale ou métier et la Direction des risques Groupe sont organisées autour des principaux éléments suivants :

- mise en œuvre par chaque filiale ou métier des normes et procédures transverses du Groupe, élaborées par la Direction des risques Groupe ;
- détermination pour chaque filiale ou métier d'une stratégie risques, validée par le Comité des risques Groupe sur avis de la Direction des risques Groupe, précisant notamment les limites globales d'engagement de l'entité ;
- principe de délégation de pouvoirs du RCPR Groupe aux RCPR métiers qui lui sont hiérarchiquement rattachés dans l'exercice de leurs missions, sous condition de transparence et d'alerte de ces derniers vis-à-vis de la Direction des risques Groupe.

Sur le périmètre des Caisses régionales

La réglementation bancaire relative aux risques s'applique à chacune des Caisses régionales à titre individuel. Chacune d'elles est responsable de son dispositif de risques et contrôles permanents et dispose d'un responsable des Risques et contrôles permanents, rattaché à son Directeur général, en charge du pilotage des risques et des contrôles permanents. Celui-ci peut également avoir sous sa responsabilité le responsable de la Conformité. Si ce n'est pas le cas, le responsable de la Conformité est directement rattaché au Directeur général.

En outre, en qualité d'organe central, Crédit Agricole S.A., *via* la Direction des risques Groupe, consolide les risques portés par les Caisses régionales et assure l'animation de la ligne métier Risques dans les Caisses régionales, notamment en leur diffusant les normes nécessaires, en particulier pour la mise en place d'un dispositif de contrôle permanent de niveau Groupe.

Par ailleurs, les risques de crédit importants pris par les Caisses régionales sont présentés pour prise en garantie partielle à Foncaris, établissement de crédit, filiale à 100 % de Crédit Agricole S.A. L'obligation faite aux Caisses régionales de demander une contre-garantie à Foncaris sur leurs principales opérations (supérieures à un seuil défini entre les Caisses régionales et Foncaris) offre ainsi à l'organe central un outil efficace lui permettant d'apprécier le risque associé avant son acceptation.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Dispositif de contrôle interne en matière de plans de continuité d'activité et de sécurité des systèmes d'information

Le dispositif de contrôle interne mis en place permet d'assurer auprès des instances de gouvernance de la sécurité du Groupe un *reporting* périodique sur la situation des principales entités en matière de suivi des risques relatifs aux plans de continuité d'activité et à la sécurité des systèmes d'information.

Plans de continuité d'activité

En ce qui concerne les plans de secours informatique, les productions informatiques de la majorité des filiales de Crédit Agricole S.A. ainsi que celles des 39 Caisses régionales hébergées sur le bi-site sécurisé Greenfield bénéficient structurellement de solutions de secours d'un site sur l'autre.

Ces solutions sont testées, pour Crédit Agricole S.A. et ses filiales, de manière désormais récurrente. Les Caisses régionales suivent sensiblement le même processus en termes de tests.

Les filiales de Crédit Agricole S.A. dont l'informatique n'est pas gérée sur Greenfield ont des solutions de secours informatique testées régulièrement avec une assurance raisonnable de redémarrage rapide en cas de sinistre.

En ce qui concerne les plans de repli des utilisateurs, le Groupe dispose de la solution Eversafe qui offre une sécurisation élevée en cas d'indisponibilité d'immeuble, de campus, voire de quartier en région parisienne. Cette solution est opérationnelle et éprouvée, avec deux sites dédiés au Groupe. Le Groupe est ainsi doté d'espaces de travail disponibles en cas de sinistre majeur en région parisienne.

Par ailleurs, et conformément à la politique Groupe, la majorité des entités est en capacité à faire face à une attaque virale massive des postes de travail en privilégiant l'utilisation des sites de secours utilisateurs.

Sécurité des systèmes d'information

Le groupe Crédit Agricole a poursuivi le renforcement de sa capacité de résilience face à l'ampleur des risques informatiques et en particulier des cyber-menaces, en termes d'organisation et de projets.

Une gouvernance sécurité Groupe a été mise en œuvre avec un Comité sécurité Groupe (CSG), faîtier décisionnaire et exécutoire, qui définit la stratégie sécurité Groupe par domaine en y intégrant les orientations des politiques sécurité, détermine les projets sécurité Groupe, supervise l'exécution de la stratégie sur la base d'indicateurs de pilotage des projets Groupe et d'application des politiques et enfin, apprécie le niveau de maîtrise du Groupe dans les quatre domaines relevant de sa compétence : plan de continuité des activités, protection des données, sécurité des personnes et des biens et sécurité des systèmes d'information.

Les fonctions Pilote des risques systèmes d'information (PRSI) et *Chief Information Security Officer* (CISO) sont désormais déployées dans la plupart des entités du Groupe : le PRSI, rattaché au RCPR (responsable Contrôle permanent et risques), consolide les informations lui permettant d'exercer un second regard.

Dispositif de contrôle interne de l'information comptable et financière

Conformément aux règles en vigueur au sein du Groupe, les missions et principes d'organisation des fonctions de la Direction finances Groupe sont définis par une note de procédure.

La fonction Finances est organisée en ligne métier au sein de Crédit Agricole S.A. Les responsables des finances au sein d'un métier et/ou d'une filiale sont rattachés hiérarchiquement au responsable du métier ou de la filiale et fonctionnellement au Directeur général adjoint en charge du pôle Finances Groupe.

Au niveau de chaque pôle métier/filiale, la Direction financière constitue un relais, chargé de la déclinaison, en fonction des spécificités du métier, des principes du Groupe en matière de normes et d'organisation des systèmes d'information ; elle constitue également dans certains cas un palier d'élaboration des données comptables et des données de gestion du métier. Chaque Direction risques et contrôles permanents d'un pôle métier/filiale au sein du Groupe est également responsable de la production des données risques utilisées dans le cadre de l'élaboration de l'information financière et de la mise en œuvre de contrôles permettant de s'assurer de la qualité de la réconciliation avec les données comptables.

Chaque métier et/ou entité se dote des moyens de s'assurer de la qualité des données comptables, de gestion et risques transmises au Groupe pour les besoins de la consolidation, notamment sur les aspects suivants : conformité aux normes applicables au Groupe, concordance avec les comptes individuels arrêtés par son organe de surveillance, réconciliation des résultats comptables et de gestion.

Au sein de la Direction finances Groupe, trois fonctions contribuent principalement à l'élaboration de l'information comptable et financière publiée : la Comptabilité, le Contrôle de gestion et la Communication financière.

La fonction Comptable

La fonction Comptable a pour mission principale d'élaborer les comptes individuels de Crédit Agricole S.A., les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A., de ses filiales et du groupe Crédit Agricole, y compris l'information sectorielle de Crédit Agricole S.A., selon la définition des métiers arrêtée aux fins de communication financière et en application de la norme IFRS 8. Pour répondre à cette mission, la fonction Comptable assure, dans le cadre de la réglementation en vigueur, la définition et la diffusion des normes et principes comptables applicables au Groupe, pilote les référentiels comptables, définit les règles d'architecture du système d'information comptable et réglementaire et gère les processus comptables permettant la consolidation des comptes et des déclarations réglementaires.

La fonction Contrôle de gestion

Dans le domaine de l'élaboration de l'information financière, la fonction Contrôle de gestion Groupe participe, au sein de la Direction du pilotage financier, à la définition des règles d'allocation des fonds propres économiques (définition, politique d'allocation), consolide, construit et chiffre le budget et le Plan à Moyen Terme de Crédit Agricole S.A., et assure le suivi du budget. Pour répondre à cet objectif, la fonction Contrôle de gestion Groupe définit les procédures et méthodes de contrôle de gestion ainsi que l'architecture et les règles de gestion du système de contrôle de gestion du Groupe.

La fonction Communication financière

La fonction Communication financière de Crédit Agricole S.A. assure l'homogénéité de l'ensemble des messages diffusés aux différentes catégories d'investisseurs. Elle a la responsabilité de l'information publiée au travers des communiqués et des présentations faites aux actionnaires, analystes financiers, investisseurs institutionnels, agences de notation, et de l'information qui est reprise dans les documents soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers (AMF). À ce titre, la fonction Communication financière élabore, sous la responsabilité du Directeur général et du Directeur général adjoint en charge du pôle Finances Groupe, les supports de présentation des résultats, de la structure financière ainsi que de l'évolution des métiers de Crédit Agricole S.A., permettant aux tiers de se faire une opinion notamment sur sa solidité financière, sa rentabilité et ses perspectives.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Procédures d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière

Chaque entité du Groupe a la responsabilité, vis-à-vis du Groupe et des autorités de tutelle dont elle dépend, de ses comptes individuels, qui sont arrêtés par son organe de surveillance ; selon la dimension des entités, ces comptes sont préalablement examinés par leur Comité d'audit, quand elles en sont dotées.

Concernant les Caisses régionales de Crédit Agricole, l'arrêté des comptes s'accompagne d'une mission d'approbation réalisée par la Direction de la comptabilité de Crédit Agricole S.A., dans le cadre de l'exercice de sa fonction d'organe central. Les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole sont présentés au Comité d'audit et arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

L'information financière publiée s'appuie pour l'essentiel sur les données comptables mais également sur des données de gestion et des données risques.

Données comptables

Les données individuelles des entités sont établies selon les normes comptables applicables dans le pays d'exercice de l'activité. Pour les besoins d'élaboration des comptes consolidés du Groupe, les comptes locaux sont retraités pour être en conformité avec les principes et méthodes IFRS retenus par Crédit Agricole S.A.

Données de gestion

Les données de gestion sont issues du pôle Finances Groupe ou de la Direction des risques Groupe. Elles sont remontées en anticipation des données comptables définitives selon les mêmes normes de définition et de granularité et servent à alimenter le *reporting* de gestion interne du Groupe.

Les données de gestion peuvent provenir également de sources d'information externes (Banque centrale européenne, Banque de France) pour le calcul des parts de marché notamment.

Conformément aux recommandations de l'AMF et de *l'European Securities and Markets Authority* (ESMA), l'utilisation de données de gestion pour élaborer l'information financière publiée respecte les orientations suivantes :

- qualification des informations financières publiées : informations historiques, données *pro forma,* prévisions ou tendances ;
- description claire des sources desquelles est issue l'information financière. Lorsque les données publiées ne sont pas directement extraites des informations comptables, il est fait mention des sources et de la définition des modes de calcul ;
- comparabilité dans le temps des données chiffrées et des indicateurs qui impliquent une permanence des sources, des modes de calcul et des méthodes.

Description du dispositif de contrôle permanent comptable

La fonction de Contrôle permanent comptable Groupe a pour objectif de s'assurer de la couverture adéquate des risques comptables majeurs, susceptibles d'altérer la qualité de l'information comptable et financière. Cette fonction est réalisée par le service Contrôle comptable, rattaché hiérarchiquement à la Direction des risques Groupe. La fonction de Contrôle permanent comptable Groupe s'appuie sur un dispositif constitué de contrôleurs comptables en filiales et en Caisses régionales, auprès desquels elle exerce ses missions d'accompagnement et de supervision.

Le service exerce, dans ce domaine d'activité, les missions suivantes :

- définition des normes et des principes d'organisation et de fonctionnement du contrôle permanent comptable, au sein du groupe Crédit Agricole ;
- surveillance et animation des dispositifs de contrôle permanent comptable déployés au sein des filiales et des Caisses régionales du Groupe ;
- émission d'avis risques comptables, pour les entités présentant une stratégie risques au CRG, élaborés à partir de l'analyse des dispositifs de contrôle permanent comptable de ces entités.

La fonction Contrôle permanent comptable, dédiée aux Directions de la Direction financière de Crédit Agricole S.A., a mené des travaux qui ont mis en évidence un niveau de maturité des dispositifs globalement satisfaisant. Des missions thématiques sur le périmètre de la Comptabilité de Crédit Agricole S.A. ont préconisé des plans d'actions destinés à mieux maîtriser les risques des processus contrôlés et un suivi de ces plans d'actions est mis en place.

Un certain nombre de méthodologies a été mis à jour en 2018, dont notamment la procédure d'alerte risque comptable qui est maintenant applicable à l'ensemble du groupe Crédit Agricole.

Relations avec les Commissaires aux comptes

Le Document de référence, ses actualisations, les notes d'opérations et les prospectus établis à l'occasion d'émissions de titres de créances ou de capital qui reprennent l'ensemble de l'information financière, sont soumis soit au visa soit à l'enregistrement de l'AMF.

Conformément aux normes d'exercice professionnel en vigueur, les Commissaires aux comptes mettent en œuvre les diligences qu'ils jugent appropriées sur l'information comptable et financière publiée :

- audit des comptes individuels et des comptes consolidés ;
- examen limité des comptes consolidés semestriels ;
- lecture d'ensemble des informations financières trimestrielles et des supports de présentation de l'information financière aux analystes financiers.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes présentent au Comité d'audit de Crédit Agricole S.A. leur programme général de travail, les différents sondages auxquels ils ont procédé, les conclusions de leurs travaux relatifs à l'information comptable et financière qu'ils ont examinée dans le cadre de leur mandat, ainsi que les faiblesses significatives du contrôle interne, pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Prévention et contrôle des risques de non-conformité

Voir partie 3.10 "Risques de non-conformité" ci-après.

Contrôle périodique

L'Inspection générale Groupe, directement rattachée au Directeur général de Crédit Agricole S.A., est le niveau ultime de contrôle au sein du groupe Crédit Agricole. Elle a pour responsabilité exclusive d'assurer le contrôle périodique du groupe Crédit Agricole au travers des missions qu'elle mène, du pilotage de la ligne métier Audit-Inspection de Crédit Agricole S.A. qui lui est hiérarchiquement attachée, et de l'animation des unités d'audit interne des Caisses régionales.

À partir d'une approche cartographique actualisée des risques se traduisant par un cycle d'audit en général compris entre deux et cinq ans, elle conduit des missions de vérification sur place et sur pièces à la fois dans les Caisses régionales, dans les unités de Crédit Agricole S.A. et dans ses filiales, y compris lorsque celles-ci disposent de leur propre corps d'Audit-Inspection interne, dans le cadre d'une approche coordonnée des plans d'audit.

Ces vérifications périodiques intègrent un examen critique du dispositif de contrôle interne mis en place par les entités auditées. Ces diligences sont établies pour apporter des assurances raisonnables sur l'efficacité de ce dispositif en termes de sécurité des opérations, de maîtrise des risques et de respect des règles externes et internes.

Elles consistent notamment, au sein des entités auditées, à s'assurer du respect de la réglementation externe et interne, à apprécier la sécurité et l'efficacité des procédures opérationnelles, à s'assurer de l'adéquation des dispositifs de mesure et de surveillance des risques de toute nature et à vérifier la fiabilité de l'information comptable.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Grâce à ses équipes d'audit spécialisées, l'Inspection générale Groupe conduit annuellement plusieurs missions à caractère informatique portant sur les systèmes d'information des entités du Groupe ainsi que les problématiques d'actualité, largement en lien avec la sécurité informatique, ou dans le domaine des modèles dans le cadre du calcul des exigences de fonds propres des entités ou du Groupe. Enfin, comme prévu par la réglementation, l'Inspection générale Groupe effectue des missions d'audit des prestations de services essentiels externalisées d'enjeu Groupe ou au niveau de la Place.

L'Inspection générale Groupe assure par ailleurs un pilotage central de la ligne métier Audit-Inspection sur l'ensemble des filiales ainsi que l'animation du contrôle périodique des Caisses régionales, renforçant ainsi l'efficacité des contrôles, par une harmonisation des pratiques d'audit à leur meilleur niveau, afin d'assurer la sécurité et la régularité des opérations dans les différentes entités du Groupe et de développer des pôles d'expertise communs.

La ligne métier regroupe près de 1 200 collaborateurs, équivalent temps plein, fin 2018 au sein de Crédit Agricole S.A. (y compris Inspection générale Groupe) et du périmètre des Caisses régionales.

Des missions d'audit conjointes entre l'Inspection générale Groupe et les services d'audit de filiales sont régulièrement menées, ce qui contribue aux échanges sur les meilleures pratiques d'audit. Une importance particulière est donnée aux investigations à caractère thématique et transversal.

Par ailleurs, l'Inspection générale Groupe s'assure, dans le cadre des Comités de contrôle interne des filiales concernées du Groupe – auxquels participent la Direction générale, le responsable de l'Audit interne, le responsable Risques et contrôle permanent et le responsable de la Conformité de chaque entité – du bon déroulement des plans d'audit, de la correcte maîtrise des risques et d'une façon générale, de l'adéquation des dispositifs de contrôle interne de chaque entité.

Les missions réalisées par l'Inspection générale de Crédit Agricole S.A., les unités d'audit-inspection ou tout audit externe (autorités de tutelle, cabinets externes le cas échéant) font l'objet d'un dispositif formalisé de suivi dans le cadre de missions de suivi contrôlé à caractère réglementaire, inscrites au plan d'audit sur base *a minima* semestrielle. Pour chacune des recommandations formulées à l'issue de ces missions, ce dispositif permet de s'assurer de l'avancement des actions correctrices programmées, mises en œuvre selon un calendrier précis, en fonction de leur niveau de priorité, et à l'Inspecteur général Groupe d'exercer, le cas échéant, le devoir d'alerte auprès de l'organe de surveillance et du Comité des risques en vertu de l'article 26 b) de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

En application de l'article 23 de l'arrêté, l'Inspecteur général Groupe rend compte de l'exercice de ses missions au Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

3.4. RISQUES DE CRÉDIT

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un État et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

Définition du défaut

La définition du défaut utilisée en gestion, identique à celle utilisée pour les calculs réglementaires, est conforme aux exigences prudentielles en vigueur dans les différentes entités du Groupe.

Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

L'engagement peut être constitué de prêts, de titres de créances ou de propriété ou de contrats d'échange de performance, de garanties données ou d'engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement-livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

Prêts restructurés

Les restructurations au sens de l'EBA *(forbearance)* correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou plusieurs contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements, accordés en raison de difficultés financières rencontrées par le client.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'EBA a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructuré" pendant une période *a minima* de deux ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de trois ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).

Dans ce contexte, les entités du Groupe ont mis en œuvre des solutions d'identification et de gestion de ces expositions, adaptées à leurs spécificités et à leurs métiers, selon les cas : à dire d'expert, algorithmique ou une combinaison de ces deux approches. Ces dispositifs permettent également de répondre à l'exigence de production trimestrielle des états réglementaires sur cette thématique.

Les montants des expositions performantes en situation de *forbearance* au sens de l'ITS 2013-03 sont déclarés dans la note annexe 3.1 des états financiers consolidés. Les principes de classement comptable des créances sont précisés dans la note annexe 1.2 des états financiers du Groupe.

I. Objectifs et politique

La prise de risque de crédit par Crédit Agricole S.A. et ses filiales doit s'inscrire dans le cadre de l'appétence au risque du Groupe et des entités et des stratégies risques validées par le Conseil d'administration et approuvées par le Comité des risques Groupe, émanation du Comité exécutif de Crédit Agricole S.A. présidé par le Directeur général. Les stratégies risques sont adaptées à chaque métier et à leur plan de développement. Elles décrivent les limites globales applicables, les critères d'intervention (notamment type de contreparties autorisées, nature et maturité des produits autorisés, sûretés exigées) et le schéma de délégation de décision. Ces stratégies risques sont déclinées autant que de besoin par métier, entité, secteur d'activité ou pays. Le respect de ces stratégies risques relève de la responsabilité des métiers et est contrôlé par les responsables des Risques et contrôles permanents.

Par ailleurs, une gestion active de portefeuille est faite au sein de la Banque de financement et d'investissement, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, afin de réduire les principaux risques de concentration supportés par le groupe Crédit Agricole S.A. L'utilisation d'instruments de marché pour réduire et diversifier les risques de contrepartie comme les dérivés de crédit ou les mécanismes de titrisation permet au Groupe d'optimiser l'emploi de ses fonds propres. De même, la syndication de crédits auprès de banques externes ainsi que la recherche de couverture

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

des risques (assurance-crédit, dérivés), constituent d'autres solutions pour atténuer les concentrations éventuelles.

Crédit Agricole S.A. et ses filiales s'efforcent de diversifier leurs risques afin de limiter leur exposition au risque de crédit et de contrepartie, notamment en cas de crise sur un secteur industriel ou un pays. Dans cet objectif, Crédit Agricole S.A. et ses filiales surveillent régulièrement le montant total de leurs engagements par contrepartie, par portefeuille d'opérations, par secteur économique et par pays, en tenant compte des méthodologies de calcul interne selon la nature des engagements (cf. notamment paragraphe II.2.2 "Mesure du risque de crédit").

Afin de réduire le risque associé à la dégradation de la qualité de son exposition au risque de crédit et de contrepartie, le Groupe peut avoir recours à une stratégie de couverture consistant notamment en l'achat d'instruments dérivés de crédit (cf. Risques de crédit paragraphe II.4.3 "Utilisation des dérivés de crédit", voir également Risques de marché partie II.2 "Utilisation des dérivés de crédit" et Gestion du bilan partie V "Politique de couverture").

Lorsque le risque est avéré, une politique de dépréciation individuelle ou sur base de portefeuille est mise en œuvre.

S'agissant plus spécifiquement du risque de contrepartie sur opération de marché, la politique en matière de constitution de réserves de crédit sur ce type de risque est similaire au risque de crédit avec, pour les clients "sains" un mécanisme d'évaluation du risque CVA *(Credit Valuation Adjustment)* économiquement comparable à une provision collective, et pour les clients en défaut une dépréciation adaptée à la situation du dérivé, tenant compte de l'existence du montant de CVA constitué avant le défaut.

En cas de défaut, le niveau de dépréciation est examiné suivant les mêmes principes que pour le risque de crédit (estimation du risque de perte des dérivés relativement à leur rang dans le *waterfall*), en tenant compte de l'existence du mécanisme de CVA, selon deux cas : soit les dérivés sont maintenus en vie (CVA ou dépréciation individuelle), soit ils sont dénoués (dépréciation individuelle).

II. Gestion du risque de crédit

1. Principes généraux de prise de risque

Toute opération de crédit nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à rembourser son endettement et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés et de maturité. Elle doit s'inscrire dans la stratégie risques du métier ou de l'entité concerné et dans le dispositif de limites en vigueur, tant sur base individuelle que globale. La décision finale d'engagement s'appuie sur la note interne de la contrepartie et est prise par des unités d'engagement ou des Comités de crédit, sur la base d'un avis risque indépendant du représentant de la ligne métier Risques et contrôles permanents concerné, dans le cadre du système de délégation en vigueur. Le Comité des risques Groupe et son Président constituent l'instance ultime de décision du Groupe.

Chaque décision de crédit requiert une analyse du couple rentabilité/risque pris. Sur la Banque de financement et d'investissement, un calcul de rentabilité de la transaction *ex ante* est réalisé.

Par ailleurs, le principe d'une limite de risque sur base individuelle est appliqué à tout type de contrepartie : entreprise, banque, institution financière, entité étatique ou parapublique.

2. Méthodologies et systèmes de mesure des risques

2.1. Les systèmes de notation interne et de consolidation des risques de crédit

Les systèmes de notation interne couvrent l'ensemble des méthodes, des procédés et des contrôles qui permettent l'évaluation du risque de crédit, la notation des emprunteurs ainsi que l'évaluation des pertes en cas de défaut de l'emprunteur. La gouvernance du système de notation interne s'appuie sur le Comité des normes et méthodologies (CNM) présidé par le Directeur des risques et des contrôles permanents Groupe, qui a pour mission de valider et de diffuser les normes et les méthodologies de mesure et de contrôle des risques au sein du groupe Crédit Agricole. Le CNM examine notamment :

- les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes de notation des contreparties, les scores d'octroi et en particulier les estimations des paramètres bâlois (probabilité de défaut, facteur de conversion, perte en cas de défaut) et les procédures organisationnelles associées ;
- la segmentation entre clientèle de détail et grande clientèle avec les procédures associées comme l'alimentation du système d'information de consolidation des risques ;
- la performance des méthodes de notation et d'évaluation des risques, au travers de la revue au minimum annuelle des résultats des travaux de *backtesting* ;
- l'utilisation des notations (validation des syntaxes, glossaires et référentiels communs).

Sur le périmètre de la clientèle de détail, qui couvre les crédits aux particuliers (notamment les prêts à l'habitat et les crédits à la consommation) et aux professionnels, chaque entité a la responsabilité de définir, mettre en œuvre et justifier son système de notation, dans le cadre des standards Groupe définis par Crédit Agricole S.A.

Ainsi, LCL et les filiales de crédit à la consommation (Crédit Agricole Consumer Finance) sont dotés de systèmes de notation propres. Les Caisses régionales de Crédit Agricole disposent de modèles communs d'évaluation du risque gérés au niveau de Crédit Agricole S.A. Des procédures de contrôles *a posteriori* des paramètres utilisés pour le calcul réglementaire des exigences de fonds propres sont définies et opérationnelles dans toutes les entités. Les modèles internes utilisés au sein du Groupe sont fondés sur des modèles statistiques établis sur des variables explicatives comportementales (ex. : solde moyen du compte courant) et signalétiques (ex. : secteur d'activité). L'approche utilisée peut être soit de niveau client (particuliers, agriculteurs, professionnels et TPE) soit de niveau produit. La probabilité de défaut à un an estimée associée à une note est actualisée chaque année.

Sur le périmètre de la grande clientèle, une échelle de notation unique sur quinze positions, qui a été établie sur la base d'une segmentation du risque "au travers du cycle", permet de disposer d'une vision homogène du risque de défaillance. Elle est constituée de treize notes (A+ à E-) qualifiant les contreparties qui ne sont pas en défaut et de deux notes (F et Z) qualifiant les contreparties en défaut.

Correspondances entre la notation Groupe et les agences de notation

Groupe Crédit Agricole	A+	A	B+	B	C+	C	C-	D+	D	D-	E+	E	E-
Équivalent indicatif Moody's	Aaa	Aa1/Aa2	Aa3/A1	A2/A3	Baa1	Baa2	Baa3	Ba1	Ba2	Ba3	B1/B2	B3	Caa/ Ca/C
Équivalent indicatif Standard & Poor's	AAA	AA+/AA	AA-/A+	A/A-	BBB+	BBB	BBB-	BB+	BB	BB-	B+/B	B-	CCC/ CC/C
Probabilité de défaut à un an	0,001 %	0,01 %	0,02 %	0,06 %	0,16 %	0,30 %	0,60 %	0,75 %	1,25 %	1,90 %	5,0 %	12,00 %	20,00 %

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Au sein du groupe Crédit Agricole, la grande clientèle regroupe principalement les États souverains et banques centrales, les entreprises, les collectivités publiques, les financements spécialisés, ainsi que les banques, les assurances, les sociétés de gestion d'actifs et les autres sociétés financières. Chaque type de grande clientèle bénéficie d'une méthode de notation interne propre, adaptée à son profil de risque, s'appuyant sur des critères d'ordre financier et qualitatif. Concernant la grande clientèle, les entités du groupe Crédit Agricole disposent de méthodologies communes de notation interne. La notation des contreparties s'effectue au plus tard lors d'une demande de concours et est actualisée à chaque renouvellement ou lors de tout événement susceptible d'affecter la qualité du risque. L'affectation de la note doit être approuvée par une unité indépendante du *Front Office.* Elle est revue au minimum annuellement. Afin de disposer d'une notation unique pour chaque contrepartie au sein du groupe Crédit Agricole, une seule entité du Groupe assure la responsabilité de sa notation pour le compte de l'ensemble des entités accordant des concours à cette contrepartie.

Qu'il s'agisse de la grande clientèle ou de la clientèle de détail, le dispositif de surveillance mis en œuvre par Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales sur l'ensemble du processus de notation porte sur :

- les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes ;
- l'uniformité de mise en œuvre de la gestion du défaut sur base consolidée ;
- la correcte utilisation des méthodologies de notation interne ;
- la fiabilité des données support de la notation interne.

Le Comité normes et méthodologies entre autres, s'assure du respect de ces principes en particulier lors de la validation des méthodologies de notation et de leurs *backtestings* annuels.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. et ses filiales continuent de porter leurs efforts d'amélioration du dispositif de pilotage des risques sur :

- la gestion des tiers et des groupes, qui a pour objet de garantir la correcte identification des tiers et groupes porteurs de risque au sein des entités et d'améliorer la gestion transverse des informations sur ces tiers et groupes de risque, indispensable au respect de l'unicité de la notation et à l'affectation homogène des encours aux portefeuilles bâlois ;
- le processus d'arrêté, qui vise à garantir la qualité du processus de production du ratio de solvabilité.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a autorisé le groupe Crédit Agricole à utiliser ses systèmes de notation interne pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles de détail et de grande clientèle pour l'essentiel de son périmètre.

Le déploiement généralisé des systèmes de notation interne permet au Groupe de mettre en place une gestion des risques de contrepartie qui s'appuie sur des indicateurs de risque conformes à la réglementation prudentielle en vigueur. Sur le périmètre de la grande clientèle, le dispositif de notation unique (outils et méthodes identiques, données partagées) mis en place depuis plusieurs années a contribué au renforcement du suivi des contreparties, notamment des contreparties communes à plusieurs entités du Groupe. Il a aussi permis de disposer d'un référentiel commun sur lequel s'appuient les normes et procédures, les outils de pilotage, le dispositif d'alertes et les politiques de provisionnement des risques.

Enfin, sur les métiers de banque de financement et d'investissement, des mesures de pertes attendues, de capital économique et de rentabilité ajustée du risque sont utilisées lors des processus décisionnels d'octroi des crédits, de définition des stratégies risques et de limites.

2.2. Mesure du risque de crédit

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés augmentés des engagements confirmés non utilisés.

Concernant la mesure du risque de contrepartie sur opérations de marché, Crédit Agricole S.A. et ses filiales utilisent différents types d'approches pour estimer le risque courant et potentiel inhérent aux instruments dérivés (*swaps* ou produits structurés par exemple).

Crédit Agricole CIB utilise une méthodologie interne pour estimer le risque inhérent à ces instruments, selon une approche nette de portefeuille au niveau de chaque client :

- le risque courant correspond à la somme qui serait due par la contrepartie en cas de défaut instantané ;
- le risque potentiel futur correspond à l'estimation de la valeur maximale de l'exposition de Crédit Agricole CIB dans un intervalle de confiance donné.

La méthodologie utilisée s'appuie sur des simulations de type "Monte-Carlo", permettant d'évaluer le risque lié à la variation de la valeur de marché d'un portefeuille d'instruments dérivés sur sa durée de vie résiduelle, sur la base d'une modélisation statistique de l'évolution jointe des paramètres de marchés sous-jacents.

Ce modèle prend en compte les différents facteurs de réduction de risque tels que la compensation et la collatéralisation prévues dans la documentation négociée avec les contreparties préalablement à la mise en place des transactions. Il intègre aussi les échanges de collatéraux sur marge initiale pour les dérivés non clearés selon les seuils en vigueur.

Les situations de risque spécifique de corrélation défavorable (risque que l'exposition sur un dérivé soit corrélée positivement à la probabilité de défaut de la contrepartie suite à l'existence d'un lien juridique entre cette contrepartie et le sous-jacent du dérivé) font l'objet d'un dispositif de suivi périodique pour leur identification et sont intégrées dans le calcul des expositions conformément aux préconisations réglementaires. Les situations de risque général de corrélation défavorable (risque que les conditions de marché affectent de façon corrélée la qualité de crédit d'une contrepartie et l'exposition sur les opérations de dérivés avec cette contrepartie) sont suivies au travers d'exercices de stress *ad hoc* en 2017.

Le modèle interne est utilisé pour la gestion des limites internes accordées pour les opérations avec chaque contrepartie, et également pour le calcul du capital économique au titre de l'ICAAP, *via* la détermination profil de risque moyen *("Expected Positive Exposure")* dans une approche globale de portefeuille.

Dans le cadre réglementaire, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution a donné à Crédit Agricole CIB l'autorisation d'utilisation de la méthode du modèle interne à partir du 31 mars 2014 pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de contrepartie. Cette méthode utilise le modèle décrit ci-dessus pour déterminer l'indicateur EEPE *(Effective Expected Positive Exposure)* et concerne l'ensemble les produits dérivés. Cette méthode est aussi utilisée pour le calcul de la valeur exposée au risque de crédit dans le cadre de l'exigence en fonds propres relative au risque d'ajustement de l'évaluation de crédit.

Pour le calcul des exigences réglementaires en fonds propres au titre du risque de contrepartie sur les opérations de repos et les opérations de dérivés de ses filiales, Crédit Agricole CIB utilise l'approche standard.

La gestion du risque de crédit sur ces opérations de marché suit des règles établies par le Groupe. La politique de fixation de limites pour le risque de contrepartie est identique à celle décrite ci-dessus dans le paragraphe II.1 "Gestion du risque de crédit – Principes généraux de prise de risque". Les techniques de réduction du risque de contrepartie sur opérations de marché utilisées par Crédit Agricole CIB sont détaillées dans le paragraphe "Mécanismes de réduction du risque de crédit".

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Le groupe Crédit Agricole intègre dans la juste valeur des dérivés l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Value Adjustment* ou CVA) ; cet ajustement de valeur est décrit dans les notes annexes consolidées 1.2 sur les principes et méthodes comptables et 10.2 sur les informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.

La juste valeur brute positive des contrats, ainsi que les bénéfices de la compensation et les sûretés détenues, et l'exposition nette sur instruments dérivés après effets de la compensation et des sûretés sont détaillées dans la note annexe consolidée 6.9 relative à la compensation des actifs financiers.

Concernant les autres entités du Groupe, le calcul de l'assiette de risque de contrepartie sur opérations de marché est soit effectué par le moteur de Crédit Agricole CIB dans le cadre d'un contrat de prestations de services internes, soit basé sur l'approche réglementaire.

3. Dispositif de surveillance des engagements

Des règles de division des risques, de fixation des limites, des processus spécifiques d'engagements et de critères d'octroi sont mises en place dans le but de prévenir toute concentration excessive du portefeuille et de limiter l'impact de toute dégradation éventuelle.

3.1. Processus de surveillance des concentrations par contrepartie ou groupe de contreparties liées

Les engagements consolidés de l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole sont suivis par contrepartie d'une part et par groupe de contreparties liées d'autre part. On entend par groupe de contreparties, un ensemble d'entités juridiques françaises ou étrangères liées entre elles, quels que soient leur statut et leur activité économique, permettant de prendre la mesure de l'exposition totale aux risques de défaillance sur ce groupe du fait de celle de l'une ou plusieurs de ces entités. Les engagements sur une contrepartie ou sur un groupe de contreparties liées incluent l'ensemble des crédits accordés par le Groupe, mais également les opérations de haut de bilan, les portefeuilles d'obligations, les engagements par signature et les risques de contrepartie liés à des opérations de marché. Les limites sur les contreparties et sur les groupes de contreparties liées sont enregistrées au sein des systèmes d'information internes à chaque filiale ou métier. Lorsqu'une contrepartie est partagée entre plusieurs filiales, un dispositif de limite globale de niveau Groupe est alors mis en place à partir de seuils d'autorisation d'engagement dépendant de la notation interne.

Chaque entité opérationnelle transmet mensuellement ou trimestriellement à la Direction des risques et contrôles permanents du Groupe le montant de ses engagements par catégorie de risques. Les grandes contreparties non bancaires, c'est-à-dire celles sur lesquelles les engagements cumulés du groupe Crédit Agricole dépassent 300 millions d'euros après effet de compensation, font l'objet d'une présentation spécifique au Comité des risques du Groupe.

Fin 2018, les engagements commerciaux de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales auprès de leurs dix plus grands clients non bancaires hors États souverains représentent 5,62 % du portefeuille total d'engagements commerciaux non bancaires (contre 7,02 % au 31 décembre 2017). La diversification du portefeuille sur base individuelle est satisfaisante.

3.2. Processus de revue de portefeuille et de suivi sectoriel

Des revues périodiques de portefeuille par entité ou métier étoffent le processus de surveillance et permettent ainsi d'identifier les dossiers qui se dégradent, d'actualiser la notation des contreparties, d'opérer le suivi des stratégies risques et de surveiller l'évolution des concentrations (par filière économique par exemple).

Par ailleurs, la Banque de financement et d'investissement est dotée d'un outil de modélisation de portefeuille lui permettant de tester la résistance de ses portefeuilles en situation de stress.

3.3. Processus de suivi des contreparties défaillantes et sous surveillance

Les contreparties défaillantes ou sous surveillance font l'objet d'une gestion rapprochée par les métiers, en liaison avec les responsables des Risques et contrôles permanents. Elles font l'objet d'un suivi formel par les Comités dédiés aux engagements sensibles des entités et d'un suivi trimestriel sur base consolidée pour les principales par le Comité des risques Groupe et le Comité des risques.

3.4. Processus de suivi des risques de crédit sur base consolidée

Le profil de risque de crédit du Groupe est suivi et présenté *a minima* trimestriellement en Comité des risques Groupe et Conseil d'administration à travers le "tableau de bord des risques du Groupe".

En complément, des revues périodiques détaillées sont réalisées en Comité des risques Groupe sur les risques bancaires, les risques pays et les principaux risques non bancaires.

3.5. Processus de surveillance et de gestion du risque pays

Le risque pays est le risque que les conditions économiques, financières, politiques, juridiques ou sociales d'un pays affectent les intérêts financiers de la Banque. Il ne constitue pas une nature de risque différente des risques "élémentaires" (crédit, marché, opérationnel) mais une agrégation des risques résultant de la vulnérabilité à un environnement politique, social, macroéconomique et financier spécifique. Le concept de risque pays recouvre l'évaluation de l'environnement global d'un pays, par opposition au risque souverain, qui concerne le risque de contrepartie relatif à un État.

Le système d'appréciation et de surveillance du risque pays au sein du groupe Crédit Agricole est fondé sur une méthodologie propre de notation. La notation interne des pays repose sur des critères de solidité financière de l'État, du système bancaire et de l'économie, de capacité et volonté à payer, de gouvernance et de stabilité politique.

Chaque pays justifiant d'un volume d'affaires suffisant fait l'objet de limites revues annuellement et de stratégies risques sauf exception.

Cette approche est complétée par des analyses de scénarios qui visent à tester l'impact d'hypothèses macroéconomiques et financières défavorables, et qui donnent une vision intégrée des risques auxquels le Groupe pourrait être exposé dans des situations de tensions extrêmes.

Les missions de gestion et de contrôle des risques pays du Groupe se déclinent selon les principes suivants :

- la détermination des limites d'exposition acceptables en termes de risque pays est effectuée à l'occasion des revues des stratégies pays en fonction de l'évaluation du degré de vulnérabilité du portefeuille à la matérialisation du risque pays. Ce degré de vulnérabilité est déterminé par la nature et la structuration des opérations, la qualité des contreparties et la durée des engagements. Ces limites d'expositions peuvent être revues plus fréquemment si l'évolution d'un pays le nécessite. Ces stratégies et limites sont validées selon les enjeux en termes de risques par les Comités stratégies et portefeuilles (CSP) de Crédit Agricole CIB et le Comité des risques du Groupe (CRG) de Crédit Agricole S.A. ;
- le maintien d'un système d'évaluation régulière des risques pays ainsi que la mise à jour trimestrielle de la notation de chaque pays sur lesquels le Groupe est engagé sont assurés par la Banque de financement et d'investissement. Cette notation est établie grâce à l'utilisation d'un modèle interne de *rating* pays fondé sur des analyses multicritères (solidité structurelle, gouvernance, stabilité politique, capacité à/volonté de payer). Des événements de nature spécifique peuvent justifier une révision de la notation en dehors du calendrier trimestriel ;
- la validation par le département des Risques pays et portefeuille de Crédit Agricole CIB d'opérations dont la taille, la maturité et le degré d'intensité au titre du risque pays sont susceptibles d'altérer la qualité du portefeuille.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

La surveillance et la maîtrise de l'exposition au risque pays, tant d'un point de vue quantitatif (montant et durée des expositions) que qualitatif (vulnérabilité du portefeuille) s'opèrent grâce à un suivi spécifique et régulier de l'ensemble des expositions pays.

Les pays d'Europe de l'Ouest affichant une notation interne (inférieure à B) les rendant éligibles à une surveillance rapprochée au titre du risque pays font l'objet d'une procédure de suivi *ad hoc* séparée. Les expositions au risque souverain et non souverain sur ces pays sont détaillées dans la note 6.7 des annexes aux comptes consolidés.

Par ailleurs, les expositions aux autres pays dont la notation interne est inférieure à la note B sont détaillées dans le chapitre III paragraphe 2.4 "Risque pays" ci-dessous.

3.6. *Stress tests* de crédit

Le dispositif *stress test* pour le risque de crédit s'appuie principalement sur des modèles satellites qui relient l'évolution des paramètres de risques de crédit aux variables macroéconomiques et financières. Ces modèles font l'objet d'une revue indépendante et sont validés par le Comité normes et méthodologies au même titre que les modèles bâlois. En complément, chaque année, le dispositif quantitatif de *stress test* est backtesté. En outre, depuis le 1er janvier 2018, ces modèles contribuent au calcul des ECL selon la norme IFRS 9 (cf. partie IV 1. ci-dessous).

En cohérence avec la méthodologie EBA, les *stress tests* pour le risque de crédit s'appuient sur les paramètres Bâlois (PD, LGD, EAD) et visent à estimer l'évolution du coût du risque incluant le provisionnement sur les actifs non en défaut et également l'impact en emplois pondérés.

Dans l'optique du suivi et du pilotage du risque de crédit, la Direction des risques Groupe conduit, en collaboration avec les métiers et les entités concernés, un ensemble de *stress tests* thématiques pour appuyer les décisions des principales stratégies risques.

Un *stress test* crédit global est réalisé *a minima* annuellement dans le cadre budgétaire. Les travaux, coordonnés par la DRG, concernent l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole et l'ensemble des portefeuilles bâlois, qu'ils soient traités réglementairement en méthode IRB ou en méthode Standard. L'horizon d'analyse est fixé à trois ans. Le processus de stress est intégré dans la gouvernance de l'entreprise et vise à renforcer le dialogue entre les filières risques et finance sur la sensibilité du coût du risque et des exigences en fonds propres à une dégradation de la situation économique. Outre leur utilisation dans les discussions budgétaires et le pilotage des fonds propres, les résultats des *stress tests* crédit globaux sont utilisés dans le cadre de l'ICAAP. Ils sont examinés par le Comité exécutif et sont également communiqués au Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

4. Mécanismes de réduction du risque de crédit

4.1. Garanties reçues et sûretés

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de crédit.

Les principes d'éligibilité, de prise en compte et de gestion des garanties et sûretés reçues sont établis par le Comité des normes et méthodologies (CNM) du groupe Crédit Agricole (en application du dispositif CRR/CRD 4 de calcul du ratio de solvabilité).

Ce cadre commun, défini par des normes de niveau Groupe, permet de garantir une approche cohérente entre les différentes entités du Groupe. Sont documentées notamment les conditions de prise en compte prudentielle, les méthodes de valorisation et revalorisation de l'ensemble des techniques de réduction du risque de crédit utilisées : sûretés réelles (notamment sur les financements d'actifs : biens immobiliers, aéronefs, navires, etc.), sûretés personnelles, assureurs de crédit publics pour le financement export, assureurs de crédit privés, organismes de caution, dérivés de crédit, nantissements d'espèces.

La déclinaison opérationnelle de la gestion, du suivi des valorisations et de la mise en action est du ressort des différentes entités.

Les engagements de garanties reçus sont présentés en note 3.1 et en note 8 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Concernant les actifs financiers obtenus par exécution de garanties ou mobilisation de rehaussement de crédit, la politique du Groupe consiste à les céder dès que possible.

4.2. Utilisation de contrats de compensation

Lorsqu'un contrat "cadre" a été signé avec une contrepartie et que cette dernière fait défaut ou entre dans une procédure de faillite, Crédit Agricole S.A. et ses filiales appliquent le *close out netting* leur permettant de résilier de façon anticipée les contrats en cours et de calculer un solde net des dettes et des obligations vis-à-vis de cette contrepartie. Ils recourent également aux techniques de collatéralisation permettant le transfert de titres, ou d'espèces, sous forme de sûreté ou de transfert en pleine propriété pendant la durée de vie des opérations couvertes, qui pourrait être compensé, en cas de défaut d'une des parties, afin de calculer le solde net des dettes et des obligations réciproques résultant du contrat-cadre qui a été signé avec la contrepartie.

4.3. Utilisation de dérivés de crédit

Dans le cadre de la gestion de son portefeuille de financement des entreprises, Crédit Agricole CIB a recours à des dérivés de crédits conjointement avec un ensemble d'instruments de transfert de risque comprenant en particulier les titrisations (cf. Informations au titre du Pilier 3 de Bâle 3).

Au 31 décembre 2018, l'encours des protections achetées sous forme de dérivés de crédits unitaires s'élève à 3,7 milliards d'euros (5 milliards d'euros au 31 décembre 2017), le montant notionnel des positions à la vente est nul (*idem* au 31 décembre 2017).

Crédit Agricole CIB traite les dérivés de crédit avec une dizaine de contreparties bancaires de premier ordre toutes *investement grade*, compétentes et régulées. Par ailleurs, 54 % de ces dérivés sont traités via une chambre de compensation (38 % au 31 décembre 2017) agissant en tant que garante de la bonne fin de ces opérations de couverture de risque de crédit.

Les opérations bilatérales (i.e. traitées hors chambre de compensation) sont quant à elles enregistrées face à des contreparties bancaires de premier ordre toutes *investment grade* (neuf contreparties au 31 décembre 2018), compétentes et régulées, localisées en France, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, agissant en tant que garantes de ces opérations de couverture de risque de crédit. La banque exerce un contrôle sur toute éventuelle concentration de protection auprès de ces garants hors chambre de compensation *via* l'application de limites en notionnel par contrepartie bancaire, fixées et revues annuellement par la Direction des Risques de CACIB.

Ces opérations de dérivés de crédit réalisées dans le cadre des opérations d'atténuation du risque de crédit font l'objet de calcul d'ajustement dans la *Prudent Valuation* pour couvrir les concentrations de risque de marché.

Les encours de notionnels de dérivés de crédit figurent dans la note annexe consolidée 3.2 "Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements".

III. Expositions

1. Exposition maximale

Le montant de l'exposition maximale au risque de crédit de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales correspond à la valeur nette comptable des prêts et créances, des instruments de dettes et des instruments dérivés avant effet des accords de compensation non comptabilisés et des collatéraux. Elle est présente dans la note 3.1 des états financiers.

Au 31 décembre 2018, l'exposition maximale au risque de crédit et de contrepartie de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales s'élève à 1 327 milliards d'euros (1 278 milliards d'euros au 31 décembre 2017), en hausse de 3,9 % par rapport à l'année 2017.

2. Concentration

L'analyse du risque de crédit sur les engagements commerciaux hors opérations internes au groupe Crédit Agricole et hors collatéral versé par le groupe Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de pension (prêts et créances sur les établissements de crédit, prêts et créances sur la clientèle, engagements de financements et de garanties données, soit 827,23 milliards d'euros) est présentée ci-dessous. Ce périmètre exclut en particulier les instruments dérivés qui sont principalement suivis en VaR (cf. "Risques de marché") et les actifs financiers détenus par les compagnies d'assurance (269 milliards d'euros, cf. "Risques du secteur de l'assurance").

2.1. Diversification du portefeuille par zone géographique

Sur ce portefeuille d'engagements commerciaux (y compris sur contreparties bancaires), le périmètre ventilé par zone géographique s'élève à 810,63 milliards d'euros au 31 décembre 2018 contre 737,53 milliards d'euros au 31 décembre 2017. Ces ventilations reflètent le pays de risque des engagements commerciaux.

Répartition des engagements commerciaux par zone géographique du groupe Crédit Agricole S.A.

Zone géographique de risque	2018	2017
Afrique et Moyen-Orient	4 %	4 %
Amérique centrale et du Sud	1 %	1 %
Amérique du Nord	8 %	8 %
Asie et Océanie hors Japon	5 %	5 %
Europe de l'Est	2 %	2 %
Europe de l'Ouest hors Italie	14 %	14 %
France (banque de détail)	16 %	17 %
France (hors banque de détail)	33 %	33 %
Italie	13 %	13 %
Japon	4 %	3 %
TOTAL	**100 %**	**100 %**

La répartition des engagements commerciaux par zone géographique est globalement stable. Les engagements sur la France représentent fin 2018 49 % du total, contre 50 % à fin 2017. L'Italie, second marché du Groupe, est à 13 % des engagements, comme à fin 2017.

La note 3.1 des états financiers présente par ailleurs la répartition des prêts et créances et des engagements donnés en faveur de la clientèle et des établissements de crédit par zone géographique sur la base des données comptables.

2.2. Diversification du portefeuille par filière d'activité économique

Sur le portefeuille d'engagements commerciaux (y compris sur contreparties bancaires hors Groupe), le périmètre ventilé par filière d'activité économique s'élève à 779,8 milliards d'euros au 31 décembre 2018, contre 706,8 milliards d'euros au 31 décembre 2017. Ces ventilations reflètent la filière économique de risque des engagements commerciaux sur la clientèle.

Répartition des engagements commerciaux par filière d'activité économique du groupe Crédit Agricole S.A.

Secteur d'activité	2018	2017
Aéronautique/Aérospatial	2,3 %	3,5 %
Agriculture et agroalimentaire	2,3 %	2,4 %
Assurance	1,5 %	1,3 %
Automobile	3,0 %	3,0 %
Autres activités financières (non bancaires)	10,2 %	7,4 %
Autres industries	1,6 %	1,6 %
Autres transports	1,4 %	1,6 %
Banques	2,9 %	5,6 %
Bois/Papier/Emballage	0,3 %	0,2 %
BTP	2,1 %	2,3 %
Distribution/Industries de biens de consommation	2,0 %	2,2 %
Divers	3,4 %	3,0 %
Énergie	7,4 %	7,3 %
dont Pétrole et gaz	*4,8 %*	*5,1 %*
dont Électricité	*2,6 %*	*2,2 %*
Immobilier	3,6 %	3,7 %
Industrie lourde	2,3 %	2,4 %
Informatique/Technologie	1,2 %	1,1 %
Maritime	1,8 %	2,0 %
Média/Édition	0,4 %	0,4 %
Santé/Pharmacie	1,1 %	1,3 %
Services non marchands/Secteur public/Collectivités	19,4 %	16,6 %
Télécoms	1,6 %	1,6 %
Tourisme/Hôtels/Restauration	0,9 %	0,9 %
Utilities	0,3 %	0,3 %
Clientèle de banque de détail	27,0 %	28,3 %
TOTAL	**100 %**	**100 %**

Le portefeuille d'engagements commerciaux ventilé par filière d'activité économique est bien diversifié et sa structure reste globalement stable sur l'année 2018. Seules deux filières représentent plus de 10 % de l'activité comme en 2017 : la filière "Clientèle de banque de détail" qui occupe la première place à 27,0 % contre 28,3 % en 2017 ; et la filière "Services non marchands/secteur public/collectivités" à la deuxième place qui voit sa part relative augmenter à 19,4 % contre 16,6 % du total en 2017 en raison notamment d'une augmentation du montant d'exposition sur banque centrale.

La filière "Pétrole et gaz" est la composante principale de l'exposition "Énergie". Cette filière regroupe une grande diversité de sous-jacents, d'acteurs et de types de financements, dont certains sous-segments comme le RBL (*Reserve Base Lending*), le négoce et les financements de projets sont usuellement sécurisés par des actifs.

Comme en 2017, la majorité de l'exposition sur le secteur pétrolier porte sur des acteurs structurellement moins sensibles à la baisse des cours du pétrole (compagnies étatiques, grandes sociétés internationales, sociétés de transport/stockage/raffinage). Après une crise sévère du secteur, les clients enregistrent désormais des performances économiques stables et le portefeuille fait preuve d'une bonne résilience post crise. Encadré par une stratégie risques et en raison de la volatilité de prix, le secteur "Pétrole et gaz" fait l'objet d'une approche très sélective des dossiers et toute nouvelle opération significative fait l'objet d'une analyse approfondie en risque de crédit et RSE lorsque nécessaire.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

La place de la filière "Maritime" découle de l'expertise et de la position historique de Crédit Agricole CIB dans le financement hypothécaire de navires pour une clientèle internationale d'armateurs. Après neuf années difficiles, le transport maritime montre des signes de reprise encore modérés et variés selon les secteurs. Dans ce contexte, la stratégie de réduction progressive de l'exposition, engagée depuis 2011, est poursuivie. Ce portefeuille est cependant relativement protégé par sa diversification (financement de pétroliers, gaziers, off-shore, vraquiers, porte-conteneurs, croisière, etc.), ainsi que par la qualité des structures de financement de navires, sécurisées par des hypothèques.

La filière "Industrie lourde" regroupe principalement des grands groupes mondialisés des secteurs de la sidérurgie et des métaux et de la chimie. Au sein de la filière, les engagements sur le segment Charbon ont très significativement diminué, en adéquation avec la politique RSE du groupe Crédit Agricole.

2.3. Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique

Les concentrations par agent économique des prêts et créances et des engagements donnés sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont présentées en note 3.1 des états financiers consolidés.

Les encours bruts de prêts et créances (479,3 milliards d'euros au 31 décembre 2018 incluant les créances rattachées, contre 465,0 milliards d'euros au 31 décembre 2017) augmentent de 3,1 % en 2018. Ils se répartissent essentiellement entre la clientèle Grandes entreprises et la clientèle de détail (respectivement 43,6 % et 34,0 %).

2.4. Exposition au risque pays

Au 31 décembre 2018, les engagements commerciaux (y compris sur contreparties bancaires) sur la clientèle du groupe Crédit Agricole S.A. dans les pays de *rating* inférieur à "B" sur la base de l'échelle de notation interne du Groupe, hors pays d'Europe de l'Ouest (Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Chypre, et Islande) s'élèvent à 60,9 milliards d'euros contre 54,9 milliards d'euros au 31 décembre 2017. Ces engagements proviennent essentiellement de Crédit Agricole CIB, de l'UBAF détenue par Crédit Agricole CIB à 47 %, et de la Banque de proximité à l'international. Ils tiennent compte des garanties reçues venant en déduction (assurance-crédit export, dépôts d'espèces, garanties sur titres, etc.).

La concentration des encours sur ces pays est globalement stable sur l'année 2018 : les vingt premiers pays représentent 92,0 % du portefeuille d'engagements à fin 2018, contre 92,2 % à fin 2017.

Trois zones géographiques sont dominantes : Moyen-Orient/Afrique du Nord (35 %), Asie (24 %) et Europe centrale et orientale (28 %).

Évolution des engagements commerciaux relatifs aux pays de *rating* inférieur à "B" *(en millions d'euros)*

Date	Afrique du Nord/ Moyen-Orient	Afrique subsaharienne	Amériques	Asie	Europe centrale et orientale	Total
2018	21 369	1 504	6 517	14 587	16 949	**60 926**
2017	19 073	1 457	5 342	14 321	14 685	**54 878**

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Les engagements cumulés sur les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord s'élèvent à 21,4 milliards d'euros au 31 décembre 2018, en hausse de 12 % par rapport à fin 2017. Le Maroc, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et le Qatar représentent 82 % des engagements de la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Europe centrale et orientale

Les engagements cumulés sur les pays d'Europe centrale et orientale sont en hausse de 15 % par rapport à l'an dernier principalement en raison d'une progression des expositions sur la Russie. Les engagements du Groupe restent concentrés sur quatre pays : Pologne, Russie, Ukraine et Serbie, qui représentent 91 % du total sur cette région.

Asie

Les engagements sur l'Asie sont en hausse de 2 % à 14,6 milliards d'euros comparés à ceux au 31 décembre 2017. Cette évolution s'explique principalement par une augmentation des expositions en Chine et Indonésie. La Chine reste la plus forte exposition régionale (8,4 milliards d'euros) devant l'Inde (4,3 milliards d'euros).

Amérique latine

À fin décembre 2018, les expositions sur cette région représentent 11 % des expositions des pays de *rating* inférieur à "B". L'augmentation des engagements enregistrée est de 22 % par rapport à fin 2017 principalement en raison d'une augmentation sensible des engagements sur le Brésil. Les expositions sur le Brésil et le Mexique représentent 89 % du total de l'Amérique latine.

Afrique subsaharienne

Les engagements du Groupe sur l'Afrique subsaharienne s'élèvent à 1,50 milliard d'euros au 31 décembre 2018, soit 2 % du total des pays de *rating* inférieur à "B" contre 3 % à fin 2017. Les engagements en Afrique du Sud représentent 23 % des engagements dans cette région.

3. Qualité des encours

3.1. Analyse des prêts et créances par catégories

La répartition des encours de prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle se présente de la manière suivante :

Prêts et créances *(en millions d'euros)*	31/12/2018	31/12/2017
Ni en souffrance, ni dépréciés	458 497	443 858
En souffrance, non dépréciés	7 389	5 485
Dépréciés	13 427	15 697
TOTAL	**479 313**	**465 040**

Le portefeuille de prêts et créances au 31 décembre 2018 est composé à 95,7 % d'encours ni en souffrance, ni dépréciés (95,4 % au 31 décembre 2017).

Selon la norme IFRS 7, un actif financier est en souffrance lorsqu'une contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle de celui-ci. Le Groupe considère qu'il n'y a pas de risque de crédit avéré sur les encours en souffrance présentant un retard inférieur à 90 jours, soit 99,4 % des créances en souffrance non dépréciées (92,9 % fin 2017).

Le détail des actifs financiers en souffrance ou dépréciés est présenté en note 3.1 des états financiers consolidés.

3.2. Analyse des encours par notation interne

La politique de notation interne déployée par le groupe Crédit Agricole vise à couvrir l'ensemble du portefeuille clientèle du Groupe (clientèle de proximité, entreprises, institutions financières, banques, administrations et collectivités publiques).

Sur le portefeuille des engagements commerciaux sains hors clientèle de proximité (612,2 milliards d'euros au 31 décembre 2018, contre 547,3 milliards d'euros au 31 décembre 2017), les emprunteurs faisant l'objet d'une notation interne représentent 82,3 % de ce portefeuille, contre 81,1 à fin 2017 (soit 504,2 milliards d'euros au 31 décembre 2018 contre 444,1 milliards d'euros au 31 décembre 2017). Leur ventilation en équivalent notation Standard & Poor's (S&P) de la notation interne du Groupe est présentée ci-dessous :

Évolution du portefeuille sain d'engagements commerciaux hors clientèle de proximité du groupe Crédit Agricole S.A. par équivalent indicatif S&P du *rating* interne 2018

	31/12/2018	31/12/2017
AAA	31,7 %	28,0 %
AA	14,9 %	15,6 %
A	13,7 %	14,8 %
BBB	27,2 %	28,0 %
BB	10,5 %	11,0 %
B	1,1 %	1,1 %
Sous surveillance	1,0 %	1,5 %
TOTAL	**100,0 %**	**100,0 %**

Cette ventilation reflète un portefeuille de crédits de bonne qualité et en nouvelle amélioration en 2018, avec un profil de risque qui montre un accroissement de 5 points des grades A et supérieurs. Au 31 décembre 2018, 87 % des engagements sont portés sur des emprunteurs notés *investment grade* (note supérieure ou égale à BBB ; 86 % au 31 décembre 2017) et seuls 1,0 % sont sous surveillance.

3.3. Dépréciation et couverture du risque

3.3.1 Politique de dépréciation et couverture des risques

La politique de couverture des risques de pertes repose sur deux natures de corrections de valeur pour pertes de crédit :

- des dépréciations sur base individuelle destinées à couvrir la perte probable sur les créances dépréciées ;
- des dépréciations pour perte de crédit, en application de la norme IFRS 9 dont les modalités sont décrites en partie IV.

3.3.2 Encours d'actifs financiers dépréciés

Au 31 décembre 2018, l'ensemble des engagements objets de dépréciations individuelles s'élève à 13,4 milliards d'euros contre 15,7 milliards au 31 décembre 2017. Ils sont constitués des engagements sur lesquels le Groupe anticipe un non-recouvrement. Les encours dépréciés individuellement représentent 2,8 % des encours bruts comptables du Groupe (3,4 % au 31 décembre 2017).

Les encours restructurés(1) s'élèvent à 9,22 milliards d'euros au 31 décembre 2018 (contre 11,4 milliards d'euros au 31 décembre 2017).

4. Coût du risque

Les principaux facteurs ayant eu un impact sur le niveau des dépréciations observé au cours de l'année :

4.1. Principaux facteurs économiques et sectoriels de l'année 2018

Même si les risques potentiels restent très présents et ont pu même s'accentuer au cours des derniers mois de l'année, la croissance de l'économie mondiale a été toujours relativement soutenue en 2018 avec une prévision à 1,6 % pour la France et 1,9 % pour la zone euro. En France, la demande intérieure reste assez solide et les taux d'intérêt toujours très bas. En Italie, malgré une prévision de croissance revue sensiblement en baisse à 0,9 %, l'environnement n'a pas entrainé de dégradation de la qualité du portefeuille ou d'évolution défavorable des indicateurs de risque (cf. *infra*).

Concernant les risques sectoriels, l'élément le plus marquant est le durcissement du climat de guerre commerciale entre les USA, la Chine et l'Europe. Toutefois, au cours de l'année 2018, les principaux secteurs du Groupe ont bénéficié du maintien de la conjoncture favorable qui a été particulièrement notable sur le portefeuille de la Banque de financement et d'investissement.

4.2. Données chiffrées

Le coût du risque du groupe Crédit Agricole S.A. s'élève à 1,08 milliard d'euros en 2018 contre 1,42 milliard d'euros en 2017, soit une baisse de 24 %. Le coût du risque de LCL augmente de 7,5 % à 0,22 milliard d'euros. Le pôle Banque de proximité à l'international a un coût du risque en baisse de 18 %, avec notamment une amélioration de la qualité du portefeuille de CA Italia qui voit son coût du risque se réduire de 12 %. Au sein du pôle Services financiers spécialisés, le coût du risque concerne essentiellement le métier du financement à la consommation (groupe Crédit Agricole Consumer Finance) dont le coût du risque de crédit augmente de 5,7 %, tout en restant stable sur sa filiale italienne Agos Ducato. La Banque de financement et d'investissement bénéficie d'une forte baisse du coût du risque, en reprise nette de + 61 millions d'euros (contre des dotations nettes de - 203 millions d'euros en 2017, hors - 115 millions d'euros de provisions pour risque juridique non allouées), conséquence d'un faible risque spécifique sur le portefeuille et de reprises nettes sur les *buckets* 1 et 2.

Le détail des mouvements impactant le coût du risque est présenté en note 4.9 des états financiers consolidés. Ce dernier est ventilé par pôle métier dans la note 5.1 des états financiers consolidés.

5. Risque de contrepartie sur instruments dérivés

Le risque de contrepartie sur instruments dérivés est établi à partir de la valeur de marché et du risque de crédit potentiel, calculé et pondéré selon les normes prudentielles. La mesure associée à ce risque de crédit est détaillée dans la partie ci-dessus 2.2 "Mesure du risque de crédit" de la section II "Gestion du risque de crédit".

IV. Application de la norme IFRS 9

1. Évaluation des pertes attendues

Les principes utilisés pour le calcul des pertes de crédit attendues (*Expected Credit loss* - ECL) sont décrits dans les principes et méthodes comptables (§ risque de crédit) qui précise en particulier les données d'entrée, les hypothèses et techniques d'estimation utilisées.

Afin d'évaluer les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir et pour la durée de vie et déterminer si le risque de crédit des instruments financiers a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, le Groupe s'appuie donc essentiellement sur les données utilisées dans le cadre du dispositif mis en œuvre pour les calculs réglementaires (dispositif de notation interne, évaluation des garanties et des pertes en cas de défaut).

Les informations macro-économiques prospectives (*Forward looking*) sont prises en compte lors de l'estimation de la perte attendue avec deux niveaux distincts : le *forward looking central* permettant d'assurer une homogénéité de la vision macro-économique pour l'ensemble des entités du Groupe et le *forward looking* local qui permet d'ajuster les paramètres du scénario central pour tenir compte des spécificités locales.

Pour la construction du *forward looking central*, Le Groupe s'appuie sur les quatre scénarios macroéconomiques prospectifs établis par le

(1) La définition des encours restructurés est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables" dans les états financiers consolidés.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

département des études économiques (ECO) de Crédit Agricole S.A., qui sont pondérés en fonction de leur probabilité d'occurrence anticipée. Le scénario de base qui est fondé sur les hypothèses budgétaires est complété par trois autres scénarios (adverse, adverse modéré et favorable). Les modèles quantitatifs permettant d'évaluer l'impact des données macro-économiques sur l'évolution des ECL sont également utilisés dans les stress tests internes et réglementaires.

Les variables économiques actualisées trimestriellement portent sur les facteurs ayant un effet sur les principaux portefeuilles du Groupe (exemple : évolution du PIB France et pays de la zone euro, taux de chômage France et Italie, investissement des ménages, prix du pétrole etc.).

Les perspectives économiques et les scénarios utilisés pour le calcul des ECL sont examinées trimestriellement par le Comité de coordination IFRS 9 qui regroupe les principales entités du Groupe ainsi que les Directions de Crédit Agricole S.A. impliquées dans le process IFRS 9.

Le scénario de base utilisé dans les modèles de prévision du *forward looking central* du Groupe et de ses entités peut être résumé de la manière suivante : La reprise forte et synchronisée prend fin en 2018. En 2019, les performances entre grandes zones économiques sont contrastées avec notamment une croissance toujours très soutenue aux États-Unis, satisfaisante (supérieure au rythme potentiel) en zone euro mais déjà en repli. La croissance américaine ralentira plus nettement en 2020 où l'effet du stimulus fiscal s'estompe et où la hausse passée des taux directeurs freine graduellement l'économie. Après un peu moins de 3 % en 2018, elle passerait ainsi en dessous de 2 % en 2020. Le resserrement monétaire américain prend fin en 2020. En zone euro, la croissance ralentit progressivement autour de 1,5 % en 2020. Les tensions inflationnistes restant très limitées, la banque centrale européenne maintient une politique monétaire globalement accommodante. Malgré un contexte d'incertitudes multiples, en particulier politiques et géopolitiques, nous tablons sur un ralentissement du cycle sans heurts majeurs.

2. Évolution des ECL

L'évolution de la structure des encours et des ECL au cours de la période est détaillée dans la partie 3.1 des états financiers au 31 décembre 2018.

Les commentaires ci-dessous portent sur le périmètre des actifs financiers au coût amorti (prêts et créances sur la clientèle) qui représente 87 % des corrections de valeurs pour pertes.

Structure des encours

La baisse de la part du *bucket* 2 par rapport au *bucket* 1 (cf. Note 1 des états financiers consolidés) est observée sur l'ensemble des entités. Cette évolution s'explique en partie par la dynamique de production favorable en 2018 qui a fait progresser le poids des encours en *bucket* 1 (88,2 % des expositions totales vs 86,3 % en début d'année) ainsi que par la bonne tenue du niveau de risque de l'ensemble des composantes du portefeuille crédit. Corrélativement, sur la quasi-totalité des métiers, les expositions en *bucket* 2 sont en baisse en valeur absolue (- 1,3 milliard d'euros) et en poids relatifs (- 1,0 points, soit 8,4 % des expositions totales vs 9,4 % précédemment).

Les expositions en *bucket* 3, sont également en réduction en valeur absolue (- 2,1 milliards d'euros) et en poids relatif (- 0,9 points, soit 3,4 % des expositions totales vs 4,3 % en début d'année) marquées par une dynamique de risque favorable ainsi que par des cessions de créances dépréciées sur le périmètre de la Banque de proximité à l'international (1,3 milliard d'euros).

Évolution des ECL

Les corrections de valeur pour perte sur le *bucket* 1 ont évolué parallèlement au stock avec un taux de couverture stable sur l'ensemble des entités.

Les ECL du *bucket* 2 sont en réduction en lien avec l'évolution des encours de ce segment, toutefois le taux de couverture est globalement en légère baisse, marquée notamment par l'effet de la mise à jour des paramètres du *forward looking* central.

Les cessions de créance à l'international comprenant une part importante d'expositions avec une ancienneté en défaut élevée ont contribué à la réduction du taux de couverture du *bucket* 3 au cours de l'année.

5

3.5. RISQUES DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation et de la volatilité des cours des actions, des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les *spreads* de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des *spreads* de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus complexes de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

I. Objectifs et politique

La maîtrise des risques de marché du groupe Crédit Agricole S.A. repose sur un dispositif structuré, comprenant une organisation indépendante des hiérarchies opérationnelles, des méthodologies d'identification et de mesure des risques, des procédures de surveillance et de consolidation. En terme de périmètre, ce dispositif couvre l'ensemble des risques de marché.

Dans un contexte de marché toujours marqué par la persistance de taux bas, les incertitudes économiques et les tensions géopolitiques mondiales (discussions post-*Brexit,* politique du gouvernement italien, tensions commerciales sino-américaines et orientations de politique monétaire des banques centrales), le groupe Crédit Agricole a poursuivi une politique de gestion prudente des risques de marché en cohérence avec son cadre d'appétence aux risques.

II. Gestion du risque

1. Dispositif local et central

Le contrôle des risques de marché du groupe Crédit Agricole S.A. est structuré sur deux niveaux distincts et complémentaires :

- au niveau central, la Direction des risques et contrôles permanents Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et de contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles. Elle tient informés les organes exécutifs (Direction générale de Crédit Agricole S.A.) et délibérants (Conseil d'administration, Comité des risques du Conseil) de l'état des risques de marché ;
- au niveau local, pour chaque entité du groupe Crédit Agricole S.A., un responsable des Risques et contrôles permanents pilote le dispositif de surveillance et de contrôle des risques de marché issus des activités de l'entité. Au sein de la filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, la Direction des risques et contrôles permanents inclut le Département *Market and Counterparty Risks* (MCR) qui est en charge de l'identification, de la mesure et de la surveillance des risques de marché. Ce département apporte une assistance dans le suivi des risques de marché des banques de proximité internationales en complément des équipes des risques locaux, ainsi que pour les portefeuilles de négociation de la Direction du pilotage financier du Crédit Agricole S.A., dont les transactions sont gérées dans le système informatique de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

Au sein de MCR, ces différentes missions se répartissent comme suit :

a) le *Risk Management,* dont la mission est d'assurer au niveau mondial un suivi et un contrôle des risques de marché pour l'ensemble des lignes produits : proposition de limites qui sont validées par le Comité des risques de marché et suivi de leur respect, analyse des dépassements de limites ainsi que des variations significatives de résultats qui sont portés à la connaissance du Comité des risques de marché ;

b) le suivi d'activité : en charge de la validation quotidienne des résultats de gestion et des indicateurs de risque pour l'ensemble des activités encadrées par des limites de risque de marché, du contrôle et de la validation des paramètres de marché utilisés pour la production du résultat et des indicateurs de risque. Ceci assure un processus de production autonome, fondé sur une base de données de marché actualisée au quotidien et indépendante du *Front Office.*

Enfin, il est associé à la Direction financière dans les démarches mensuelles de rapprochement du résultat de gestion et du résultat comptable ;

c) des équipes transverses qui complètent ce dispositif, en assurant l'harmonisation des méthodes et des traitements entre les lignes produits et les unités. Ces équipes assurent le *reporting* des indicateurs réglementaires qui ont été produits par le Département MCR de manière indépendante. Elles comprennent notamment :

- l'équipe responsable de la validation des *pricers,*
- l'équipe en charge du modèle interne (VaR, VaR stressée, *stress scenarios,* IRC, etc.),
- l'équipe *Market Data Management,* qui assure un contrôle sur les données de marché indépendantes,
- l'équipe Consolidation internationale, dont la mission principale est la production des informations consolidées du département ;

d) le COO *(Chief Operational Officer)* et son équipe, assurent la coordination des sujets transverses : projets, nouvelles activités, budgets, rapports et comités.

L'architecture informatique mise en place au sein de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank pour la gestion des risques de marché repose sur le partage des plateformes utilisées en *Front Office,* sur lesquelles les indicateurs de risque sont calculés. L'indépendance du processus repose notamment sur la sélection des données de marché et la validation des modèles de valorisation par la Direction des risques.

Les procédures Groupe définissent le niveau d'information, le format et la périodicité des *reportings* que les entités doivent transmettre à Crédit Agricole S.A. (Direction des risques et contrôles permanents Groupe).

2. Les Comités de décision et de suivi des risques

Trois instances de gouvernance interviennent dans la gestion des risques de marché au niveau du groupe Crédit Agricole S.A. :

- le Comité des risques Groupe, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., valide les limites globales encadrant les risques de marché de chaque entité lors de la présentation de leur stratégie risques et arrête les principaux choix en matière de maîtrise des risques. Il examine sur une base trimestrielle la situation des marchés et des risques encourus, au travers notamment de l'utilisation des limites et de l'observation des dépassements ou incidents significatifs ;
- le Comité de surveillance des risques, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., examine bimensuellement les principaux indicateurs de suivi des risques de marché ;
- le Comité des normes et méthodologies, présidé par le Directeur des risques et contrôles permanents Groupe, est notamment responsable de la validation et de la diffusion des normes et des méthodologies en matière de pilotage et de contrôles permanents des risques de marché. Crédit Agricole Corporate and Investment Bank est en charge de la validation des normes et des modèles prudentiels mis en œuvre sur le périmètre des activités de marché.

Ce dispositif est complété par les Comités de risques locaux propres à chacune des entités au premier rang desquels le CRM (Comité des risques de marché) de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, instance bimensuelle présidée par le membre du Comité de direction générale responsable des risques, qui associe le responsable des activités de marché de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et les responsables du suivi des risques. Ce Comité effectue une revue des positions et des résultats des activités de marché de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et s'assure du respect des limites assignées à chaque activité. Il est décisionnaire sur les demandes ponctuelles de révision de limites.

III. Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché

1. Indicateurs

Le dispositif de mesure et d'encadrement des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs indicateurs dont la plupart font l'objet de limites globales ou spécifiques. Il s'appuie notamment sur la *Value at Risk* (VaR), la VaR stressée, les scénarios de stress et des indicateurs complémentaires (sensibilité aux facteurs de risque, combinaison d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs) et repose sur un processus d'évaluation des positions au sein de chaque entité présentant des risques de marché. Le processus de contrôles permanents intègre des procédures de validation et de *backtesting* des modèles.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

1.1. La VaR *(Value at Risk)*

L'élément central du dispositif de mesure des risques de marché est la *Value at Risk* (VaR). Elle peut être définie comme étant la perte théorique maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements défavorables des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un intervalle de confiance donnés. Le groupe Crédit Agricole S.A. retient un intervalle de confiance de 99 % et un horizon de temps d'un jour, en s'appuyant sur un an d'historique de données. Ceci permet le suivi au jour le jour des risques de marché pris par le Groupe dans ses activités de *trading,* en quantifiant le niveau de perte considéré comme maximal dans 99 cas sur 100, à la suite de la réalisation d'un certain nombre de facteurs de risque (taux d'intérêt, taux de change, prix d'actifs, etc.).

La compensation se définit comme la différence entre la VaR totale et la somme des VaR par type de risque. Elle représente les effets de diversification entre des positions détenues simultanément sur des facteurs de risques différents. Une procédure de *backtesting* (comparaison entre le résultat quotidien et la VaR théorique de la veille) permet de confirmer la pertinence de cette méthodologie.

Le modèle interne de VaR de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, principal contributeur à la VaR du groupe Crédit Agricole S.A., a fait l'objet d'une validation par les autorités réglementaires.

Le processus de mesure d'une VaR historique sur les positions en risque à une date donnée s'appuie sur les principes suivants :

- constitution d'une base historique de facteurs de risques reflétant le risque des positions détenues par les entités du groupe Crédit Agricole S.A. (taux, cours des actions, de change et de matières premières, volatilités, *spreads* de crédit, corrélation, etc.) ;
- détermination de 261 scénarios correspondant aux variations des facteurs de risques sur un jour, observées sur une année glissante ;
- déformation des paramètres correspondants à la date (jour J) selon les 261 scénarios ;
- revalorisation des positions du jour sur la base des 261 scénarios.

La valeur en risque à 99 % est égale, sur la base de 261 scénarios, à la moyenne entre les deuxièmes et troisièmes plus mauvais résultats observés.

La méthodologie de calcul de VaR fait l'objet d'améliorations et d'adaptations continues pour tenir compte, entre autres, des évolutions de la sensibilité des positions aux facteurs de risques et de la pertinence des méthodes au regard des nouvelles conditions de marché. Les travaux visent par exemple à intégrer de nouveaux facteurs de risques ou à bénéficier d'une granularité plus fine sur les facteurs de risques existants.

Limites du calcul de la VaR historique

Les principales limites méthodologiques attachées au modèle de VaR sont les suivantes :

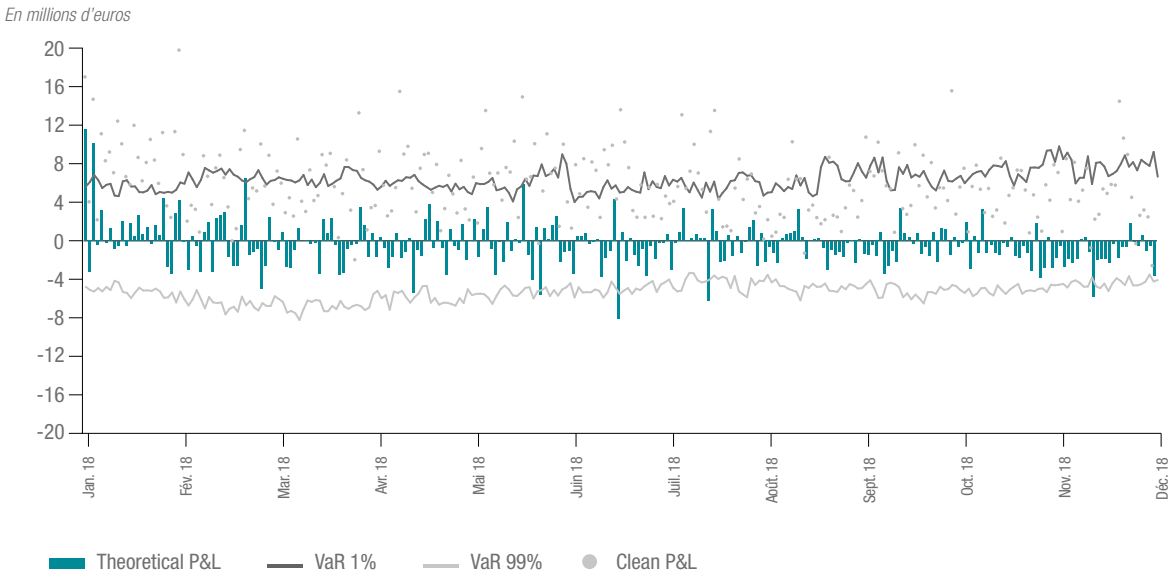
- l'utilisation de chocs quotidiens suppose que toutes les positions peuvent être liquidées ou couvertes en un jour, ce qui n'est pas toujours le cas pour certains produits et dans certaines situations de crise ;
- l'utilisation d'un intervalle de confiance à 99 % exclut les pertes pouvant survenir au-delà de cet intervalle : la VaR est donc un indicateur de risque sous des conditions normales de marché et ne prenant pas en compte les mouvements d'ampleur exceptionnelle ;
- la VaR ne renseigne pas sur les montants de pertes exceptionnelles (au-delà de 99 %).

Le *backtesting*

Un processus de *backtesting* permet de contrôler la pertinence du modèle de VaR pour chacune des entités du groupe Crédit Agricole S.A. exerçant une activité de marché. Il vérifie *a posteriori* que le nombre d'exceptions (journées pour lesquelles le niveau de perte est supérieur à la VaR) reste conforme à l'intervalle de confiance de 99 % (une perte quotidienne ne devrait statistiquement excéder la VaR calculée que deux ou trois fois par an).

Au 31 décembre 2018, le périmètre réglementaire de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (cf. graphique ci-dessous) fait l'objet de quatre exceptions de VaR sur un an glissant : le 4 juin 2018, le 29 juin 2018, le 31 juillet 2018 et le 10 décembre 2018. Le facteur multiplicateur, servant au calcul de l'exigence en fonds propres reste à son niveau minimum de 4 depuis fin 2015.

Backtesting **de la VaR réglementaire de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank de l'année 2018** *(en millions d'euros)*



1.2. Les *stress scenarios*

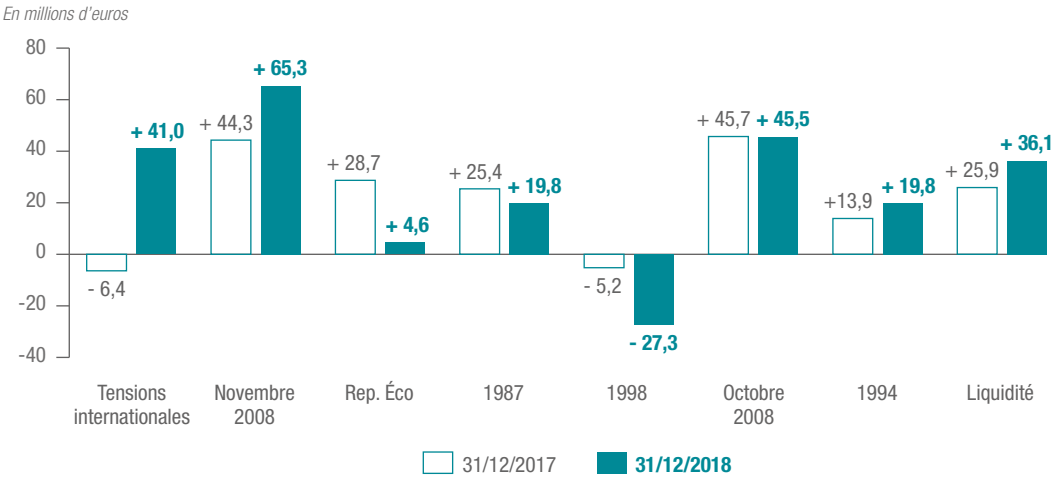
Les *stress scenarios* complètent la mesure en VaR qui ne permet pas d'appréhender correctement l'impact de conditions extrêmes de marché. Ces calculs de scénarios de stress, conformément aux principes du Groupe, simulent des conditions extrêmes de marché et sont le résultat de différentes approches complémentaires :

- les scénarios historiques consistent à répliquer sur le portefeuille actuel l'effet de crises majeures survenues dans le passé ; les *stress scenarios* historiques ainsi retenus sont ceux des crises de 1987 (scénario de krach boursier), de 1994 (scénario de crise obligataire), de 1998 (scénario de crise du marché du crédit, baisse des marchés d'actions, forte progression des taux d'intérêt et baisse des devises émergentes) et de 2008 (deux stress mesurant l'impact des mouvements de marché suite à la faillite de Lehman Brothers) ;
- les scénarios hypothétiques anticipent des chocs vraisemblables, élaborés en collaboration avec les économistes ; les scénarios hypothétiques sont ceux d'une **reprise économique** (progression des marchés d'actions et de matières premières, aplatissement des courbes de taux et appréciation de l'USD, resserrement des *spreads* de crédit), d'un **resserrement de la liquidité** (aplatissement des courbes de taux, élargissement des *spreads* de crédit, baisse des marchés d'actions) et de **tensions internationales** (scénario représentant les conditions économiques dans un contexte de tensions internationales entre la Chine et les États-Unis : augmentation de la volatilité et baisse des cours sur les marchés actions, baisse du cours des *futures* et hausse de la volatilité sur le marché des matières premières, aplatissement des courbes de taux, baisse du dollar US par rapport aux autres devises, élargissement des *spreads* de crédit).

Le calcul de ces stress est réalisé selon une périodicité hebdomadaire.

À fin 2018, les niveaux de risque du groupe Crédit Agricole S.A. évalués au travers des stress historiques et hypothétiques sont présents ci-dessous. À titre d'illustration, le scénario « Tensions internationales » qui était négatif à fin 2017 (perte de 6,4 millions d'euros) affiche un impact positif à fin 2018 (gain de 41 millions d'euros).

Impacts estimés associés aux *stress scenarios*



Par ailleurs, d'autres types de stress sont réalisés :

- au niveau des entités, des stress adverses permettent d'évaluer l'impact de mouvements de marché de grande ampleur et défavorables sur les différentes lignes d'activité ;
- au niveau de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, des stress adverses extrêmes, permettent de mesurer l'impact de chocs de marché encore plus sévères.

1.3. Les indicateurs complémentaires

Des indicateurs complémentaires (sensibilités à divers facteurs de risque, *loss alerts, stop loss,* montants nominaux, encours, durées…) sont par ailleurs produits au sein des entités et peuvent, dans le cadre du dispositif de maîtrise des risques, faire l'objet de limites. Ils permettent de mesurer et d'encadrer de façon fine les expositions aux différents facteurs de risques de marché, d'identifier les opérations atypiques et d'enrichir la vision synthétique des risques fournie par la VaR et les *stress scenarios* globaux.

1.4. Indicateurs relatifs à la Directive CRD 4

VaR stressée

La VaR dite "stressée" est destinée à corriger le caractère pro-cyclique de la VaR historique. Celle-ci est en effet calculée sur la période d'un an précédant la date de mesure et dans le cas où les paramètres de marché associés reflètent des conditions de marché calmes avec une faible volatilité, elle peut afficher un niveau faible.

La VaR stressée est calculée sur un intervalle de confiance de 99 % à horizon d'un jour, et sur une période de tension correspondant à la pire période connue pour les facteurs de risques les plus significatifs.

À fin 2018, elle correspond pour Crédit Agricole Corporate and Investment Bank à la période décembre 2007 – décembre 2008. L'exigence de fonds propres au titre de la VaR est ainsi complétée par une exigence de fonds propres au titre de la VaR stressée.

Incremental Risk Charge

L'IRC ou *Incremental Risk Charge* est une exigence de capital supplémentaire relative au risque de défaut et de migration sur les positions de crédit dites linéaires (*i.e.* hors positions de corrélation de crédit), requise par la Directive CRD 4.

Elle a pour objectif de quantifier des pertes inattendues provoquées par des événements de crédit sur les émetteurs, à savoir le défaut ou la migration de *rating* (aussi bien dans le cas d'un abaissement que d'un rehaussement de la note de crédit).

L'IRC est calculée avec un intervalle de confiance de 99,9 % sur un horizon de risque d'un an, par des simulations Monte Carlo de scénarios de migrations élaborées à partir de trois jeux de données :

1) une matrice de transition à un an, fournie par S&P et adaptée au système de notation interne de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank. Cette matrice donne les probabilités de transition d'un émetteur selon sa note de crédit initiale vers les notes de crédit de rang supérieur et inférieur, ainsi que sa probabilité de défaut ;
2) la corrélation des émetteurs à des facteurs systémiques ;
3) des courbes de *spread* moyen par *rating* dont sont déduits les chocs induits par les migrations.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Ces scénarios de défaut et de migration de crédit simulés permettent ensuite de valoriser les positions à l'aide des modèles de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

L'IRC est alors définie comme le quantile à 99,9 % de la distribution des valorisations ainsi obtenues.

Comprehensive Risk Measure

Le "CRM" ou *Comprehensive Risk Measure* mesure les risques de défaut, de changement de notation ainsi que les risques de marché sur le portefeuille de corrélation de crédit.

Le groupe Crédit Agricole n'as plus d'activités soumises à exigence en fonds propres au titre du *Comprehensive Risk Measure* depuis fin 2016.

Credit Value Adjusment (CVA)

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (*Credit Value Adjustment* – CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur des instruments financiers à l'actif du bilan.

La Directive CRD 4 a introduit une nouvelle charge en fonds propres au titre de la volatilité du *Credit Value Adjustment* (CVA). Selon cette Directive, les établissements autorisés à calculer leurs exigences en fonds propres en modèle interne au titre du risque de contrepartie et au titre du risque spécifique de taux sont tenus de calculer leur charge en capital au titre du risque CVA en méthode avancée ("VaR CVA"). La méthodologie et le dispositif utilisés pour estimer le montant de ces exigences de fonds propres sont les mêmes que ceux utilisés pour le calcul de la VaR de marché au titre du risque spécifique de taux.

L'ACPR a validé le modèle de VaR CVA de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et des fonds propres additionnels au titre de la CVA (VaR et VaR stressée) sont calculés depuis 2014.

2. Utilisation des dérivés de crédit

Les CDS (*Credit Default Swap*) sont utilisés à des fins de couverture dans les cas suivants :

- gestion des expositions crédit issues du portefeuille de prêts ou du portefeuille de dérivés (CVA) ;
- couverture des expositions du portefeuille d'obligations ;
- couverture des expositions des portefeuilles de dérivés hybrides (par exemple, pour couvrir l'émission des *Credit Linked Notes* vendues à des clients investisseurs).

IV. Expositions

VaR *(Value at Risk)*

La VaR du groupe Crédit Agricole S.A. est calculée en intégrant les effets de diversification entre les différentes entités du Groupe.

Le périmètre considéré pour les activités de marché de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank est celui de la VaR réglementaire (mesurée à partir d'un modèle interne validé par l'ACPR).

Le tableau ci-dessous restitue l'évolution de la VaR, sur les activités de marché du groupe Crédit Agricole S.A. entre le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2018 en fonction des facteurs de risques principaux :

Répartition de la VaR (99 %, 1 jour)

(en millions d'euros)	31/12/2018	Minimum	Maximum	Moyenne	31/12/2017
Taux	4	3	6	5	3
Crédit	3	2	5	4	5
Change	3	1	5	2	2
Actions	2	1	3	2	2
Matières premières	-	-	-	-	-
Compensation	- 6	-	-	- 5	- 5
VAR DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.	**5**	**4**	**9**	**6**	**6**
Pour information : Somme des VaR des entités	6	5	11	7	7

Au 31 décembre 2018, la VaR du Groupe s'élève à 5 millions d'euros, en légère baisse par rapport au 31 décembre 2017 (6 millions d'euros). Après un pic atteint le 12 mars 2018 (9,2 millions d'euros) sous l'impulsion du facteur de risque de crédit, la VaR a poursuivi la tendance baissière des dernières années malgré la hausse de la volatilité sur les marchés de change et actions, compensée par une gestion prudente des risques, notamment en fin d'année, avec la réduction de certaines expositions sur dérivés actions et devises émergentes.

La VaR "Taux" enregistre une légère augmentation au 31 décembre 2018 pour s'établir à 4 millions d'euros (contre 3 millions d'euros fin 2017) dans un contexte de taux bas.

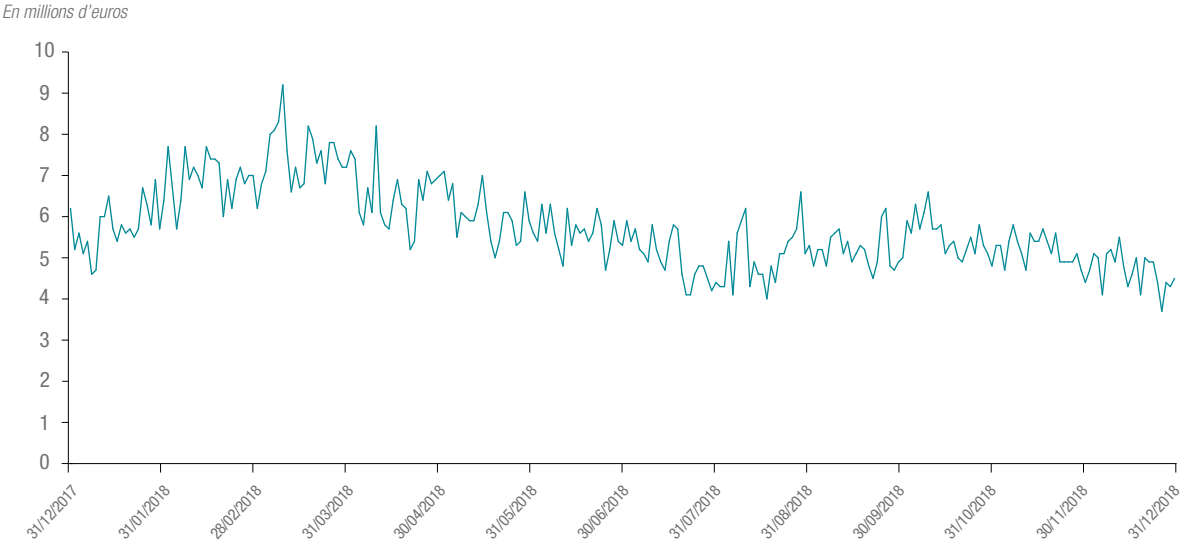
La VaR "Crédit" affiche une baisse pour se situer à 3 millions d'euros (contre 5 millions d'euros fin 2017).

La VaR "Change" est en légère augmentation et s'établit à 3 millions au 31 décembre 2018 (contre 2 millions d'euros fin 2017).

La VaR "Actions" reste stable sur la période.

Le graphique suivant retrace l'évolution de la VaR sur l'année 2018 :

VaR du groupe Crédit Agricole S.A. entre le 31/12/2017 et le 31/12/2018



VaR stressée

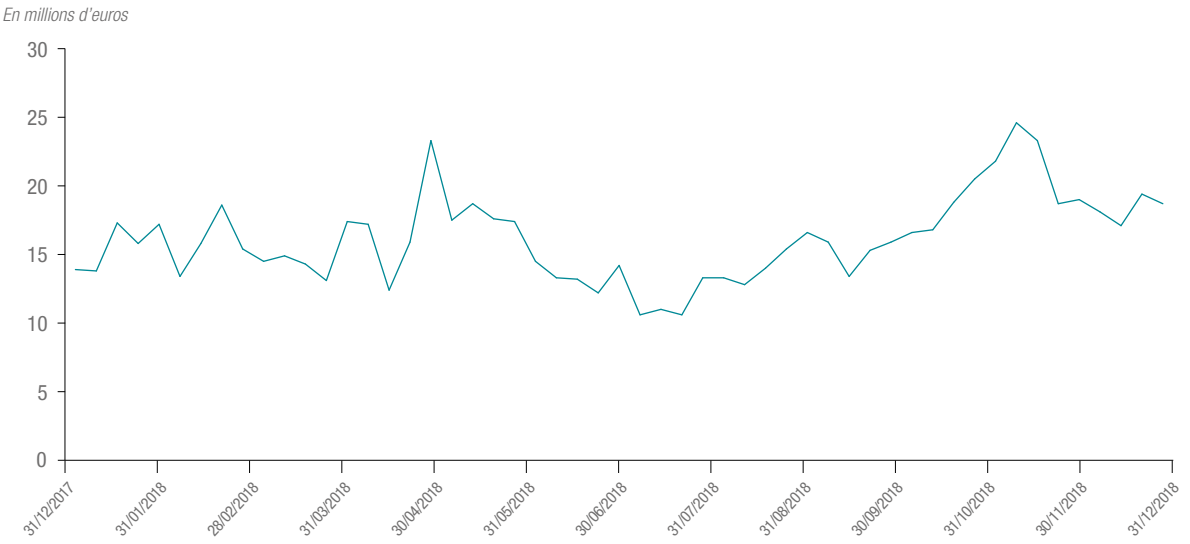
La VaR stressée est calculée sur le périmètre de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

Le tableau ci-dessous restitue l'évolution de la VaR réglementaire stressée, sur les activités de marché de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, entre le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2018 :

(en millions d'euros)	31/12/2018	Minimum	Maximum	Moyenne	31/12/2017
VaR stressée de Crédit Agricole CIB	19	11	25	16	14

Évolution de la VaR stressée (99 %, 1 jour)

Le graphique ci-dessous retrace l'évolution de la VaR réglementaire stressée mesurée sur le périmètre de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank sur l'année 2018 :



À fin décembre 2018, la VaR réglementaire stressée de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank s'élève à 19 millions d'euros, en hausse de 5 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2017. En moyenne sur l'année, la VaR stressée (16 millions d'euros) reste au même niveau par rapport à la moyenne 2017. La VaR stressée augmente au second semestre de 2018 notamment du fait de la hausse de la contribution des activités de cessions temporaires de titres dont le développement, en taille et en typologie d'opérations, s'est poursuivi en 2018.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Exigence de fonds propres liée à l'IRC *(Incremental Risk Charge)*

L'IRC est calculée sur le périmètre des positions de crédit dites linéaires (*i.e.* hors positions de corrélation) de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

Le tableau ci-dessous restitue l'évolution de l'IRC, sur les activités de marché de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, entre le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2018 :

(en millions d'euros)	31/12/2018	Minimum	Maximum	Moyenne	31/12/2017
IRC	200	173	331	230	172

V. Risque action

Le risque action trouve son origine dans les activités de *trading* sur actions, dans le portefeuille de placement investi en actions, ou encore dans les actions d'autocontrôle.

1. Risque sur actions provenant des activités de *trading*

Le risque sur actions, provenant des activités de *trading,* est issu de positions prises sur les actions et les indices actions au travers de produits cash ou dérivés. Les principaux facteurs de risque sont les prix des actions/indices actions, les volatilités actions/indices actions et les paramètres de *smile* des volatilités actions/indices (1).

La mesure et l'encadrement de ce risque s'inscrivent dans la description des processus dans la section III ci-dessus.

Ce risque est suivi notamment par l'intermédiaire de la VaR dont les niveaux 2018 sont repris dans le tableau de la section IV ci-dessus. La VaR de la ligne produit actions s'élève à 2 millions d'euros au 31 décembre 2018, stable par rapport au 31 décembre 2017.

2. Risque sur actions provenant d'autres activités

Des entités du groupe Crédit Agricole S.A. détiennent des portefeuilles investis en partie en actions et produits structurés dont la valeur de marché dépend de l'évolution du prix des sous-jacents actions et indices actions.

La note 10.2 des états financiers présente la répartition des instruments de capitaux propres à la juste valeur par modèle de valorisation. Au 31 décembre 2018, les encours exposés au risque actions (hors contrats en unités de compte) s'élève à 31,8 milliards d'euros, y compris les portefeuilles des entreprises d'assurance pour 25,6 milliards d'euros.

La note 6.4 des états financiers présente, notamment, les encours et les gains et pertes latents sur actions comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables. Par ailleurs, les informations relatives au risque de marché (y compris risque sur actions) des portefeuilles détenus par les sociétés d'assurance sont présentées dans la partie "Risque du secteur de l'assurance" ci-dessous.

3. Actions d'autocontrôle

Conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et du Règlement 2273/2003 de la Commission européenne du 22 décembre 2003, l'Assemblée générale mixte des actionnaires du Groupe peut autoriser le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. à opérer sur ses propres actions. Cette autorisation est utilisée par Crédit Agricole S.A. principalement pour couvrir les engagements pris auprès des salariés, dans le cadre d'options d'achat d'actions ou de contrat de liquidité, ou en vue d'animer le marché au sein de contrat de liquidité.

Les opérations réalisées en 2018 dans le cadre du programme d'achat d'actions propres sont détaillées dans le chapitre 1 du présent Document de référence, dans la partie "Acquisition par la Société de ses propres actions".

Au 31 décembre 2018, les encours d'actions en autodétention s'élèvent à 0,15 % du capital, contre 0,10 % au 31 décembre 2017 (cf. note 6.19 de l'annexe aux états financiers consolidés).

Le programme de rachat d'actions propres pour 2018 est détaillé dans le chapitre 1 du présent Document de référence, dans la partie "Renseignements concernant le capital".

5

3.6. GESTION DU BILAN

I. Gestion du bilan – Risques financiers structurels

La Direction du pilotage financier de Crédit Agricole S.A. définit les principes de la gestion financière et en assure la cohérence d'application au sein du groupe Crédit Agricole S.A. Elle a la responsabilité de l'organisation des flux financiers, de la définition et de la mise en œuvre des règles de refinancement, de la gestion actif-passif et du pilotage des ratios prudentiels.

L'optimisation des flux financiers au sein du groupe Crédit Agricole S.A. est un objectif permanent. Dans ce cadre, la mutualisation des ressources excédentaires et la possibilité de couverture des risques induits contribuent à cette fin.

Ainsi, les principes de gestion du Groupe assurent que les excédents et/ou les déficits en termes de ressources clientèle, notamment en provenance des Caisses régionales, sont remontés dans les livres de Crédit Agricole S.A. Cette mise en commun participe au refinancement des autres entités du Groupe (notamment Crédit Agricole Leasing & Factoring, Crédit Agricole Consumer Finance) en tant que de besoin.

Ce dispositif de centralisation à Crédit Agricole S.A. de la gestion de la liquidité permet d'en maîtriser et d'en optimiser la gestion, d'autant plus qu'il s'accompagne d'un adossement partiel en taux.

Ainsi, le Groupe se caractérise par une forte cohésion financière et une diffusion limitée des risques financiers, de liquidité notamment. Les diverses entités du Groupe sont néanmoins responsables de la gestion du risque subsistant à leur niveau, dans le cadre des limites qui leur ont été dévolues.

Les limites sont arrêtées par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. au sein du Comité des risques Groupe, approuvées par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. et portent sur le périmètre du groupe Crédit Agricole S.A. :

- les filiales prenant des risques actif-passif observent les limites fixées par le Comité des risques Groupe de Crédit Agricole S.A. ;
- les méthodes de mesure, d'analyse et de gestion actif-passif du Groupe sont définies par Crédit Agricole S.A., en ce qui concerne en particulier les bilans de la Banque de proximité, un système cohérent de conventions et de modèles d'écoulement est adopté pour les Caisses régionales, LCL et les filiales étrangères ;

(1) Le *smile* est le paramètre qui prend en compte la variabilité de la volatilité en fonction du prix d'exercice des produits optionnels.

- Crédit Agricole S.A. consolide les mesures des risques actif-passif des filiales, les résultats de ces mesures sont suivis par le Comité de trésorerie et de gestion actif-passif de Crédit Agricole S.A. ;
- la Direction du pilotage financier et la Direction des risques et contrôles permanents de Crédit Agricole S.A. participent aux Comités actif-passif des principales filiales.

II. Risque de taux d'intérêt global

1. Objectifs

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à stabiliser les marges futures des entités du Groupe contre les impacts défavorables d'une évolution adverse des taux d'intérêts.

Les variations de taux d'intérêt impactent en effet la marge d'intérêt en raison des décalages de durées et de type d'indexation entre les emplois et les ressources. La gestion du risque de taux vise par des opérations de bilan ou de hors bilan à limiter cette volatilité de la marge.

Le périmètre du suivi du risque de taux d'intérêt global est constitué des entités dont l'activité est génératrice de risque de taux :

- Caisses régionales ;
- Groupe LCL ;
- Crédit Agricole S.A. ;
- Banques de proximité à l'international notamment CA Italia ;
- Crédit Agricole Corporate and Investment Bank ;
- Groupe Crédit Agricole Consumer Finance ;
- Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring ;
- CACEIS ;
- Amundi.

Le risque de taux porté par l'activité Assurance fait l'objet d'un suivi à travers des indicateurs propres à ce métier. Une mesure de l'impact d'un choc de taux instantané sur le niveau des fonds propres Solvabilité 2 est réalisée sur le périmètre de Crédit Agricole Assurances. Cet indicateur est encadré par un seuil d'alerte.

2. Gouvernance

2.1. Gestion du risque de taux des entités

Chaque entité gère son exposition sous le contrôle de son Comité actif-passif, dans le respect de ses limites et des normes Groupe. Les limites des filiales de Crédit Agricole S.A. font l'objet d'une revue annuelle avec une validation par le Comité des risques Groupe.

La Direction du pilotage financier et la Direction des risques et contrôles permanents du Groupe participent aux Comités actif-passif des principales filiales, et assurent l'harmonisation des méthodes et des pratiques au sein du Groupe ainsi que le suivi des limites allouées à chacune de ses entités.

Les situations individuelles des Caisses régionales au regard de leur risque de taux d'intérêt global font l'objet d'un examen trimestriel au sein du Comité des risques des Caisses régionales.

2.2. Gestion du risque de taux du Groupe

L'exposition au risque de taux d'intérêt global du Groupe est suivie par le Comité actif-passif de Crédit Agricole S.A.

Celui-ci est présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. et comprend plusieurs membres du Comité exécutif ainsi que des représentants de la Direction des risques et contrôles permanents :

- il examine les positions individuelles de Crédit Agricole S.A. et de ses principales filiales ainsi que les positions consolidées de chaque arrêté trimestriel ;
- il examine le respect des limites applicables au groupe Crédit Agricole S.A. et aux entités autorisées à porter un risque de taux d'intérêt global ;
- il valide les orientations de gestion s'agissant du risque de taux d'intérêt global de Crédit Agricole S.A. proposées par le Département ALM.

Des limites approuvées par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. encadrent l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt global.

3. Dispositif de mesure et d'encadrement

3.1. Mesure

La mesure du risque de taux s'appuie principalement sur le calcul de *gaps* ou impasses de taux.

Cette méthodologie consiste à projeter dans le futur les encours à taux connu et les encours indexés sur l'inflation en fonction de leurs caractéristiques contractuelles (date de maturité, profil d'amortissement) ou d'une modélisation de l'écoulement des encours lorsque :

- le profil d'échéancement n'est pas connu (produits sans échéance contractuelle tels que les dépôts à vue, les livrets ou les fonds propres) ;
- des options implicites vendues à la clientèle sont incorporées (remboursements anticipés sur crédits, épargne-logement…).

La définition de ces modèles repose habituellement sur l'analyse statistique du comportement passé de la clientèle complétée d'une analyse qualitative (contexte économique et réglementaire, stratégie commerciale…).

La cohérence des modèles entre les différentes entités du Groupe est assurée par le fait que ceux-ci doivent respecter les principes de modélisation validés par le Comité des normes et méthodologies. Leur validation est de la responsabilité du Comité actif-passif de l'entité et leur pertinence est contrôlée annuellement.

Les impasses sont consolidées trimestriellement au niveau du Groupe. Si leur gestion l'exige, certaines entités, notamment les plus importantes, produisent une impasse plus fréquemment.

Les règles applicables en France sur la fixation du taux du Livret A indexent une fraction de cette rémunération à l'inflation moyenne constatée sur des périodes de six mois glissants. La rémunération des autres livrets de la Banque de proximité du Groupe est également corrélée à la même moyenne semestrielle de l'inflation. Le Groupe est donc amené à couvrir le risque associé à ces postes du bilan au moyen d'instruments (de bilan ou de hors bilan) ayant pour sous-jacent l'inflation.

Les risques sur options sont, quant à eux, retenus dans les impasses à hauteur de leur équivalent delta. Une part de ces risques peut être couverte par des achats d'options.

Ce dispositif de mesures est décliné pour l'ensemble des devises significatives (USD, GBP, CHF notamment).

3.2. Dispositif de limites

Les limites mises en place au niveau du Groupe, et au niveau des différentes entités, permettent de borner la somme des pertes maximales actualisées sur les 30 prochaines années et le montant de perte maximale annuelle sur les 15 prochaines années en cas de choc de taux.

Les règles de fixation des limites visent à protéger la valeur patrimoniale du Groupe dans le respect des dispositions du Pilier 2 de la réglementation Bâle 3 en matière de risque de taux d'intérêt global et à limiter la volatilité dans le temps de la marge d'intérêt en évitant des concentrations de risque importantes sur certaines maturités. Outre les validations du Comité des risques du Groupe, ces limites sont approuvées par l'organe délibérant de chaque entité.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Chaque entité (dont Crédit Agricole S.A.) assure à son niveau la couverture en taux des risques qui découlent de cette organisation financière par le biais d'instruments financiers de bilan ou de hors bilan, fermes ou optionnels.

3.3. Évaluation du besoin en capital interne

Une mesure de l'évaluation du besoin en capital interne au titre du risque de taux est réalisée en tenant compte :

- du risque de taux directionnel (calculé à partir des impasses) ;
- du risque de taux optionnel (effet gamma des *caps*, principalement) ;
- du risque comportemental (remboursements anticipés sur les crédits à taux fixe, notamment) ;
- des limites sur l'exposition en risque de taux.

Cette mesure est réalisée en s'appuyant sur un jeu de scénarios internes intégrant des déformations de la courbe de taux calibrés selon une méthode cohérente avec celle utilisée pour l'évaluation des autres risques mesurés au titre du Pilier 2.

4. Exposition

Les impasses de taux du Groupe sont ventilées par nature de risque (taux nominal/taux réel) dans les différentes devises. Elles mesurent l'excédent ou le déficit de ressources à taux fixe. Conventionnellement, un chiffre positif (négatif) représente un risque à la baisse (hausse) des taux sur l'année considérée. Il indique une sensibilité économique à la variation des taux d'intérêt.

Les résultats de ces mesures au 31 décembre 2018 sur le périmètre du groupe Crédit Agricole S.A. sont les suivants :

Impasses en euros (au 31 décembre 2018)

(en milliards d'euros)	2019	2020-2024	2025-2029	> 2029
Impasses euros	2,0	(0,9)	(0,3)	(1,7)

Sur l'année 2019, en cas de hausse des taux d'intérêt de la zone euro de + 100 points de base, le groupe Crédit Agricole S.A. perdrait 19,8 millions d'euros sur le portefeuille bancaire au 31 décembre 2018, soit une baisse de 0,10 % du PNB 2018 (contre une baisse de 9 millions d'euros, soit 0,05 % du PNB sur l'arrêté du 31 décembre 2017).

L'impact cumulé sur les 30 prochaines années d'une hausse des taux de + 200 points de base correspond à un impact négatif de - 453 millions d'euros, soit 0,83 % des fonds propres prudentiels ***(Tier 1 + Tier 2)*** du groupe Crédit Agricole S.A. après déduction des participations.

Impasses autres devises (au 31 décembre 2018)

(en milliards d'euros)	2018	2019-2023	2024-2028	> 2028
Impasses autres devises (1)	4,7	4,0	1,6	0,0

(1) Somme des impasses toutes devises en valeurs absolues contre-valorisées en milliards d'euros.

Sur les autres devises, dans le cas d'un stress de taux d'intérêt défavorable de 100 points de base dans chacune des devises, le Groupe perdrait en 2019 - 47 millions d'euros sur le portefeuille bancaire au 31 décembre 2018, soit 0,25 % du PNB 2018. À titre d'exemple, l'impasse sur l'USD s'élève à 2,25 milliards d'euros et une baisse de - 100 points de base des taux d'intérêt aurait un impact de - 22,5 millions d'euros.

Après l'euro, les principales devises sur lesquelles le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé sont le PLN, le MAD, le JPY, l'USD et le CHF.

III. Risque de change

La gestion du risque de change est traitée de manière distincte selon qu'il s'agit des positions de change structurelles (réévaluées par OCI) ou des positions de change opérationnelles (réévaluées par P&L).

1. Le risque de change structurel

Le risque de change structurel du groupe Crédit Agricole S.A. résulte des investissements durables du Groupe dans des actifs en devises étrangères (fonds propres des entités opérationnelles à l'étranger, qui trouvent leur origine dans des acquisitions, des transferts de fonds à partir du siège ou une capitalisation de résultats locaux), la devise de référence du Groupe étant l'euro.

Les principales positions de change structurelles brutes (avant couverture) du Groupe sont, au 31 décembre 2018, en dollar US et devises liées au dollar US (rial saoudien notamment), en livre sterling, franc suisse, zloty polonais, dirham marocain et en yen japonais.

Les grands principes de la gestion des positions de change structurelles sont :

- sur l'horizon d'une année, la couverture de la part des positions structurelles ayant vocation à devenir des positions opérationnelles (résultat en cours de formation ayant vocation à être distribué, participation ayant vocation à être cédée dans un horizon proche) ;
- sur un horizon plus moyen/long terme, un ajustement du niveau de couverture des positions de change structurelles dans le but d'immuniser le ratio CET1 du Groupe contre les variations des cours de change. Cela doit notamment se traduire par la mise en place de nouvelles couvertures en cas de situation de sur-immunisation ou la résiliation de couvertures existantes en cas de sous-immunisation. Une entité pourra néanmoins choisir de ne pas couvrir une position libellée dans une devise en situation de sur-immunisation si le coût de la couverture est jugé trop important au regard du bénéfice tiré ou que le montant de la position en question est peu significatif.

Les positions de change structurelles du Groupe sont présentées cinq fois par an lors du Comité actif-passif de Crédit Agricole S.A., présidé par le Directeur général. Les décisions de pilotage global des positions sont prises à ces occasions.

2. Le risque de change opérationnel

Le risque de change opérationnel résulte de l'ensemble des produits et charges de toutes natures en devises autres que l'euro (les provisions, les résultats nets dégagés par les filiales et succursales étrangères, les dividendes en devises, etc.) ainsi que des déséquilibres bilanciels.

Crédit Agricole S.A. gère, de même que chaque entité au sein du Groupe portant un risque significatif, les positions impactées par les produits et charges qui leur sont remontés. Les trésoreries étrangères gèrent leur risque de change opérationnel par rapport à leur devise locale.

La politique générale du Groupe est de limiter les positions de change opérationnelles et de ne pas couvrir à l'avance des résultats non encore réalisés sauf si leur degré de réalisation est fort et le risque de dépréciation élevé.

En application des procédures de suivi et de gestion du risque de change, les positions de change opérationnelles sont actualisées mensuellement, et quotidiennement pour les activités de *trading* de change.

IV. Risque de liquidité et de financement

Le Groupe est exposé, comme tous les établissements de crédit, au risque de liquidité, c'est-à-dire de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. La réalisation de ce risque correspondrait, par exemple, à une crise de confiance générale des investisseurs des marchés monétaires et obligataires, ou à des retraits massifs des dépôts de la clientèle.

1. Objectifs et politique

L'objectif du Groupe en matière de gestion de sa liquidité est d'être en situation de pouvoir faire face à tout type de situation de crise de liquidité sur des périodes de temps prolongées.

Pour ce faire, le Groupe s'appuie sur un système interne de gestion et d'encadrement du risque de liquidité qui a pour objectifs :

- le maintien de réserves de liquidité ;
- l'adéquation de ces réserves avec les tombées de passifs à venir ;
- l'organisation du refinancement (répartition dans le temps de l'échéancier des refinancements à court et long terme, diversification des sources de refinancement) ;
- un développement équilibré des crédits et des dépôts de la clientèle.

Ce système comprend des indicateurs, des limites et seuils d'alerte, calculés et suivis sur l'ensemble des entités du Groupe, et qui font l'objet d'une consolidation afin de permettre un suivi du risque de liquidité sur le périmètre du groupe Crédit Agricole.

Le système intègre également le respect des contraintes réglementaires relatives à la liquidité. Le ratio de liquidité à court terme (LCR, *Liquidity Coverage Ratio*), ainsi que les éléments du suivi de la liquidité supplémentaires (ALMM, *Additional Liquidity Monitoring Metrics*) calculés sur base sociale ou sous-consolidée pour les entités assujetties du Groupe, et sur base consolidée pour le Groupe, font ainsi l'objet d'un *reporting* mensuel transmis à la BCE.

2. Méthodologie et gouvernance du système interne de gestion et d'encadrement du risque de liquidité

Le système de gestion et d'encadrement de la liquidité du groupe Crédit Agricole est structuré autour d'indicateurs définis dans une norme et regroupés en quatre ensembles :

- les indicateurs de court terme, constitués notamment des simulations de scénarios de crise et dont l'objet est d'encadrer l'échéancement et le volume des refinancements court terme en fonction des réserves de liquidité, des flux de trésorerie engendrés par l'activité commerciale et de l'amortissement de la dette long terme ;
- les indicateurs de long terme, qui permettent de mesurer et d'encadrer l'échéancement de la dette long terme : les concentrations d'échéances sont soumises au respect de limites afin d'anticiper les besoins de refinancement du Groupe et de prévenir le risque de non-renouvellement du refinancement de marché ;
- les indicateurs de diversification, qui permettent de suivre et piloter la concentration des sources de refinancement sur les marchés (par canal de refinancement, type de dette, devise, zone géographique, investisseurs) ;
- les indicateurs de coût, qui mesurent l'évolution des *spreads* d'émission du Groupe sur le court et le long terme et son impact sur le coût de la liquidité.

Il revient au Comité normes et méthodologies, après examen de l'avis de la Direction risques et contrôles permanents Groupe, de valider la définition et les modifications de ces indicateurs tels que proposés par la Direction financière Groupe de Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. approuve la politique générale de gestion du risque de liquidité du Groupe et fixe les limites encadrant les principaux indicateurs, traduisant ainsi les niveaux d'appétence au risque de liquidité du Groupe. Le Comité des risques Groupe, qui propose au Conseil d'administration le niveau de ces limites, en fixe la déclinaison sur les entités constituant le Groupe.

Ainsi, chacune des filiales de Crédit Agricole S.A. et chacune des Caisses régionales se voit notifier des limites sur les indicateurs encadrés au niveau Groupe. En complément de cette déclinaison du système Groupe, les Comités actif-passif (ou leurs équivalents) de ces entités définissent un jeu de limites spécifique portant sur les risques propres à leurs activités. Ils peuvent également décider localement d'un encadrement plus restrictif que la notification Groupe.

3. Gestion de la liquidité

Crédit Agricole S.A. assure le pilotage de la gestion du risque de liquidité. À ce titre, la Direction financière est en charge pour le refinancement à court terme de :

- la fixation des *spreads* de levées de ressources à court terme des différents programmes (principalement les Certificats de dépôts négociables – CDN) ;
- la centralisation des actifs éligibles aux refinancements par les banques centrales des entités du Groupe et la définition de leurs conditions d'utilisation dans le cadre des appels d'offres ;
- la surveillance et la projection des positions de trésorerie ;

et pour le refinancement à long terme :

- du recensement des besoins de ressources longues ;
- de la planification des programmes de refinancement en fonction de ces besoins ;
- de l'exécution et du suivi des programmes au cours de l'année ;
- de la réallocation des ressources levées aux entités du Groupe ;
- de la fixation des prix de la liquidité dans les flux intragroupe.

Les programmes de refinancement à long terme comprennent divers instruments (cf. *infra*). L'instance opérationnelle du Groupe sur le suivi de la liquidité est le Comité de trésorerie et de liquidité qui examine tous les sujets relatifs aux questions de liquidité, depuis la liquidité *intraday* jusqu'à la liquidité moyen long terme. Il prépare les orientations proposées au Comité actif-passif et liquidité fonds propres du Groupe.

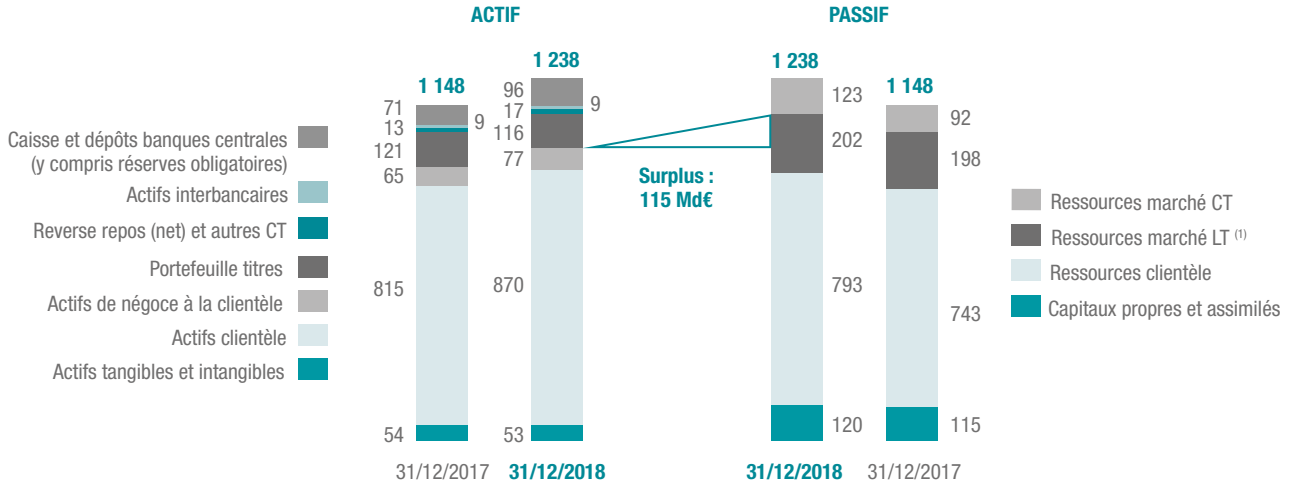
L'instance décisionnaire sur les points importants (pilotage du programme de refinancement, lancement de nouveaux programmes, validation des budgets de refinancement, pilotage de l'équilibre collecte/crédit…) est le Comité actif-passif et liquidité fonds propres, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., à qui il est également rendu compte de la situation en liquidité du Groupe.

En cas de tensions avérées sur les marchés du refinancement, un Comité de suivi rapproché est instauré entre la Direction générale, la Direction risques et contrôles permanents Groupe et la Direction des finances Groupe, aux fins de suivre au plus près la situation en liquidité du Groupe.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4. Données quantitatives

4.1. Bilan cash au 31 décembre 2018



(1) Les ressources de marché LT intègrent les tirages sur le T-LTRO.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash est calculé trimestriellement.

Le bilan cash est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan *cash*, tels qu'ils apparaissent ci-dessous et dont la définition est communément admise sur la Place.

Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de cette répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation *(nettings)* sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, 87 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du *desk* titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent.

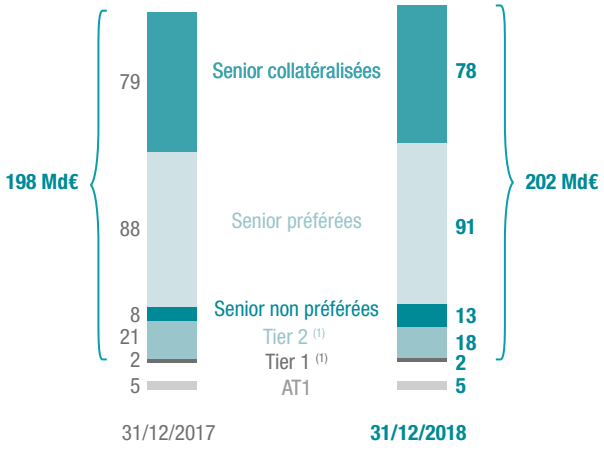
Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources de marché long terme", sont retraitées pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

L'excédent de 115 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, immobilisation, ressources LT et fonds propres).

Il est supérieur à l'objectif de plus de 100 milliards d'euros du Plan Moyen Terme. Le ratio des ressources stables sur emplois stables s'établit à 111,5 % au 31 décembre 2018.

Les ressources de marché long terme augmentent de 4 milliards d'euros sur l'exercice. Par ailleurs, l'augmentation des levées au format de dette senior non préférée (+ 5 milliards d'euros) vise à répondre aux futures exigences en matière de résolution.

Évolution des ressources de marché long terme du groupe Crédit Agricole

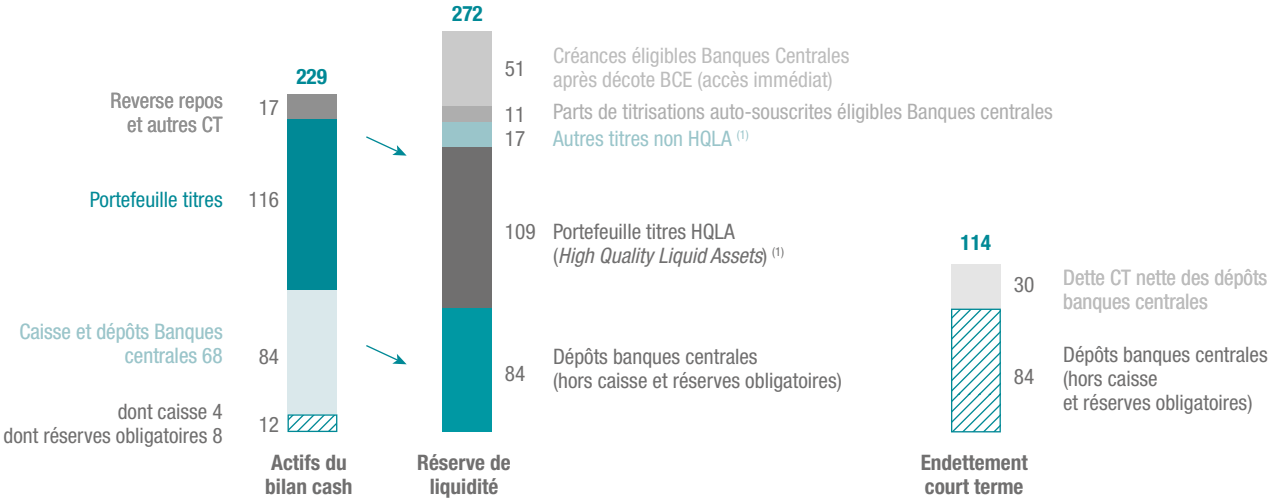


(1) Montant notionnel.

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO *(Targeted Longer Term Refinancing Operation)* sont intégrés dans les Ressources de marché long terme. En effet, les opérations de T-LTRO II ne comportent pas d'option de remboursement anticipé à la main de la BCE, compte tenu de leur maturité contractuelle à quatre ans elles sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

4.2. Évolution des réserves de liquidité du groupe Crédit Agricole

Les réserves de liquidité après décote atteignent 272 milliards d'euros au 31 décembre 2018. Par ailleurs, les 109 milliards d'euros de titres HQLA *(High Quality Liquid Assets)* après décote couvrent plus de trois fois la dette court terme nette non replacée en banques centrales.



(1) Titres disponibles, liquéfiables sur le marché, en valeur de marché et après décotes.

Les réserves de liquidité disponibles à fin 2018 comprennent :

- 51 milliards d'euros de créances éligibles au refinancement banques centrales après décote BCE ;
- 11 milliards d'euros de parts de titrisation auto-détenues éligibles au refinancement banques centrales après décote ;
- 84 milliards d'euros de dépôts auprès des banques centrales (hors caisse et réserves obligatoires) ;
- un portefeuille de titres d'un montant de 126 milliards d'euros après décote. Ce portefeuille de titres est constitué au 31 décembre 2018 de titres HQLA liquéfiables sur le marché et également éligibles au refinancement banques centrales pour 109 milliards d'euros, et d'autres titres liquéfiables sur le marché pour 17 milliards d'euros après décote de liquéfaction.

Les réserves de liquidité sur 2018 s'élèvent en moyenne à 259 milliards d'euros.

La déclinaison des limites du système de gestion et d'encadrement de la liquidité du groupe Crédit Agricole au niveau de chaque filiale de Crédit Agricole S.A. et de chaque Caisse régionale assure une adéquation au niveau local entre le risque de liquidité et sa couverture par les réserves.

4.3. Ratios réglementaires

Depuis le mois de mars 2014, les établissements de crédit de la zone euro ont l'obligation de transmettre à leurs superviseurs les *reportings* du *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) définis par l'EBA *(European Banking Authority)*. Le LCR a pour objectif de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité des banques en veillant à ce qu'elles disposent d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité (HQLA, *High Quality Liquid Assets*) non grevés pouvant être convertis en liquidités, facilement et immédiatement, sur des marchés privés, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires. Les établissements de crédit sont assujettis à une limite sur ce ratio depuis le 1er octobre 2015 avec un seuil minimal à respecter qui était de 60 % fin 2015, de 70 % au 1er janvier 2016 et qui est passé à 80 % au 1er janvier 2017. Ce seuil minimal est fixé à 100 % à compter du 1er janvier 2018.

Le groupe Crédit Agricole, comme la plupart des groupes bancaires européens, pilote déjà son LCR avec une cible supérieure à 100 %.

Moyenne sur 12 mois au 31/12/2018 *(en milliards d'euros)*	groupe Crédit Agricole	groupe Crédit Agricole S.A.
Coussin de liquidité	208,8	174,1
Total des sorties nettes de trésorerie	156,6	130,6
Ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR)	133,36 %	133,34 %

Le ratio NSFR *(Net Stable Funding Ratio)* est un ratio de stock (le LCR étant un ratio de flux) qui compare les actifs de maturité effective ou potentielle supérieure à un an, aux passifs de maturité effective ou potentielle supérieure à un an. La définition du NSFR attribue à chaque élément du bilan une pondération traduisant sa potentialité d'avoir une maturité supérieure à un an. À ce jour certaines pondérations font encore l'objet de discussions et la réglementation européenne n'a pas encore totalement défini ce ratio, dont l'encadrement réglementaire initialement prévu en 2018, interviendra ultérieurement dans le cadre du processus législatif européen lancé à la suite de la proposition de la Commission européenne du 23 novembre 2016.

En l'état actuel des textes et de notre compréhension, le groupe Crédit Agricole respecterait d'ores et déjà les exigences du ratio NSFR.

5. Stratégie et conditions de refinancement en 2018

L'année 2018 a débuté avec un élan positif sur les marchés actions et dettes. Les résultats très encourageants des entreprises cotées ainsi que des données économiques rassurantes ont porté les indices actions, notamment aux États-Unis, à des niveaux historiques mais la hausse des taux de la Fed fin janvier a donné un coup d'arrêt à la progression des indices et le sentiment s'est rapidement retourné.

Dans la foulée de multiples facteurs ont impacté négativement le marché, la faible croissance de la zone euro, le renforcement des mouvements populistes européens, la difficulté de créer un gouvernement en Italie, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, voire l'Europe et le Canada, puis les anticipations de hausse des taux de la Fed.

Alors que les *spreads* de crédit des banques françaises étaient fin 2017 et début 2018 sur leurs plus bas historiques depuis 2008, les *spreads* sont remontés fortement dès mars, avec à partir de cette date une forte volatilité, alors que celle-ci était globalement faible en 2017.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Au second semestre, la solidité de la construction européenne a été testée avec les échanges entre le nouveau gouvernement italien et la Commission européenne sur l'ampleur du déficit budgétaire. La perspective d'un désaccord sur le budget italien a pesé sur le sentiment de marché, de même que l'absence d'accord sur un plan de sortie de l'Union Européenne négocié par le gouvernement britannique.

Fin 2018, l'écart de rendement entre la dette d'État française et le *Bund* s'est accentué du fait des tensions sociales en France.

Les conditions de refinancement des banques européennes se sont fortement renchéries en novembre et décembre.

Les politiques des banques centrales ont été déterminantes pour l'évolution des conditions de marché en 2018. La Fed a effectivement procédé à quatre hausses (0,25 %) des taux sur 2018, comme prévu. La BCE a procédé en 2018 à une réduction de ses achats de titres et notamment de *covered bonds,* tout en indiquant que ses taux d'intérêts resteraient inchangés au moins jusqu'à l'été 2019. La diminution progressive des achats a contribué de manière significative à l'écartement des *spreads* de crédits des *covered bonds.*

Les évolutions réglementaires en 2018 n'ont pas affecté les conditions de refinancement des banques en 2018. L'ensemble du secteur bancaire a relativement bien résisté aux *stress tests* réalisés courant 2018. Par ailleurs, le Conseil de l'Union Européenne et le Parlement sont parvenus à un accord provisoire sur les principaux points du paquet bancaire, notamment les exigences MREL sous BRRD 2.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Les principaux émetteurs du Groupe ont émis en 2018 34,1 milliards d'euros de dette dans le marché.

Pour répondre aux besoins du capital planning et aux futures exigences en matière de résolution, Crédit Agricole S.A. a émis en 2018 de la dette senior non préférée pour 5,2 milliards d'euros équivalents et de la dette subordonnée *Tier 2* pour 1,6 milliard d'euros équivalents, sur les marchés, à une durée moyenne de 6,8 ans :

- 2,5 milliards euros équivalents en USD, dont 1 milliard en T2 et 1,5 milliard en SNP ;
- 2,4 milliards euros en SNP ;
- 1,8 milliard euros équivalents en JPY, dont 0,6 milliard en T2 et 1,3 milliard en SNP.

Pour ses besoins de refinancement, Crédit Agricole S.A. a levé en 2018 l'équivalent de 7,3 milliards d'euros de dette senior préférée et sécurisée sur les marchés avec une durée moyenne de 8,9 ans :

- 1,3 milliard de dette senior préférée *unsecured* (EMTN *Green Bond,* CHF, Samouraï) avec une durée moyenne de 5,3 ans ;
- 5,1 milliards d'euros de *covered bonds* émis par Crédit Agricole Home Loan SFH et Crédit Agricole Public Sector SCF, avec une durée moyenne de 10,6 ans ;
- 1 milliard d'euros de RMBS basé sur les prêts à l'habitat des Caisses régionales.

À noter le lancement en novembre de l'émission verte *(Green Bond)* inaugurale de Crédit Agricole S.A. pour 1 milliard d'euros à cinq ans, réalisée dans le nouveau cadre pour les émissions vertes du groupe Crédit Agricole. Cette émission représente une nouvelle source de diversification du refinancement du groupe Crédit Agricole.

Au total, Crédit Agricole S.A. a ainsi levé sur les marchés l'équivalent de 14,1 milliards d'euros, en léger excès par rapport à son programme de refinancement, fixé à 12 milliards d'euros (senior et subordonné). En termes de devises, ses émissions sont diversifiées : l'euro représente 65 % des émissions sur les marchés, le dollar US 18 %, le yen 14 % et le franc suisse 3 %.

Le Groupe a aussi poursuivi sa stratégie pour renforcer et développer l'accès à d'autres ressources moyen long terme de marché produisant un effet de diversification, *via* notamment ses filiales spécialisées, avec 20 milliards d'euros de dette levée en 2018 en sus des levées de marché de Crédit Agricole S.A. :

- Crédit Agricole Corporate and Investment Bank a émis 8,4 milliards d'euros, principalement en placements privés structurés auprès de sa clientèle internationale ;
- Crédit Agricole Consumer Finance a levé 7,9 milliards d'euros, confortant sa présence sur les marchés ABS européens, en cohérence avec ses objectifs d'autofinancement ;
- LCL a levé 1,2 milliard d'euros ;
- Crédit Agricole Assurances a émis 1 milliard d'euros de dettes subordonnées dans le marché en remplacement de dette intragroupe ;
- EFL a levé 0,6 milliard d'euros ;
- Crédit Agricole Italia a notamment placé dans le marché des *covered bonds* pour 0,5 milliard d'euros à 20 ans basés sur des prêts à l'habitat italiens ;
- CAL&F a levé 0,3 milliard d'euros.

En complément, le Groupe a placé en 2018 des obligations dans ses réseaux (Caisses régionales, LCL, Crédit Agricole Italia) et emprunte auprès d'organismes supranationaux pour un montant total de 4,4 milliards d'euros :

- les émissions d'obligations senior préférées de Crédit Agricole S.A. placées dans les réseaux des Caisses régionales ainsi que les emprunts auprès des organismes supranationaux (CDC, BEI, BDCE, etc.) représentent 1,4 milliard d'euros avec une durée moyenne de 14,8 ans ; de plus Crédit Agricole S.A. a placé 0,4 milliard d'euros de dette senior non préférée dans les réseaux des Caisses régionales ;
- LCL a placé 2,2 milliards d'euros ;
- Crédit Agricole Italia a placé dans son réseau, et emprunté auprès d'organismes supranationaux, 0,4 milliard d'euros.

V. Politique de couverture

Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., l'utilisation d'instruments dérivés répond à trois objectifs principaux :

- apporter une réponse aux besoins des clients du Groupe ;
- gérer les risques financiers du Groupe ;
- prendre des positions pour compte propre (dans le cadre d'activités spécifiques de *trading*).

Lorsque les dérivés ne sont pas détenus à des fins de couverture (au sens de la norme IAS 39 [1]), ils sont classés en instruments dérivés détenus à des fins de transaction et font dès lors l'objet d'un suivi au titre des risques de marché, en plus du suivi du risque de contrepartie éventuellement porté. Il est à noter que certains instruments dérivés peuvent être détenus à des fins de couverture économique des risques financiers, sans toutefois respecter les critères posés par la norme IAS 39. Ils sont alors également classés en instruments dérivés détenus à des fins de transaction.

Dans tous les cas, l'intention de couverture est documentée dès l'origine et vérifiée trimestriellement par la réalisation des tests appropriés (prospectifs et rétrospectifs).

Chaque entité au sein du Groupe gère ses risques financiers dans le cadre des limites qui lui ont été octroyées par le Comité des risques Groupe, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Les états de la note 3.4 des états financiers consolidés du Groupe présentent les valeurs de marché et montants notionnels des instruments dérivés de couverture.

(1) Conformément à la décision du Groupe, le groupe Crédit Agricole S.A. n'applique pas le volet "comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro couverture de juste valeur lorsqu'il sera adopté par l'Union Européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

1. Couverture de juste valeur *(Fair Value Hedge)* et couverture de flux de trésorerie *(Cash Flow Hedge)*

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à concilier deux approches :

- la protection de la valeur patrimoniale du Groupe, qui suppose d'adosser les postes du bilan/hors bilan sensibles à la variation des taux d'intérêt (*i.e.* de manière simplifiée, les postes à taux fixe) à des instruments à taux fixe également, afin de neutraliser les variations de juste valeur observées en cas de variation des taux d'intérêt. Lorsque cet adossement est fait au moyen d'instruments dérivés (principalement des *swaps* de taux fixe et inflation, *caps* de marché), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de **couverture de juste valeur *(Fair Value Hedge)*** dès lors que les instruments identifiés (micro FVH) ou les groupes d'instruments identifiés (macro-FVH) comme éléments couverts (actifs à taux fixe et inflation : crédits clientèle, passifs à taux fixe et inflation : dépôts à vue et épargne) sont éligibles au sens de la norme IAS 39 (à défaut, comme indiqué précédemment, ces dérivés, qui constituent pourtant une couverture économique du risque, sont classés en *trading*).

  En vue de vérifier l'adéquation de la couverture, les instruments de couverture et les éléments couverts sont échéancés par bande de maturité en utilisant les caractéristiques des contrats ou, pour certains postes du bilan (collecte notamment) des hypothèses qui se basent notamment sur les caractéristiques financières des produits et sur des comportements historiques. La comparaison des deux échéanciers (couvertures et éléments couverts) permet de documenter la couverture de manière prospective, pour chaque maturité ;
- la protection de la marge d'intérêt, qui suppose de neutraliser la variation des futurs flux de trésorerie associés d'instruments ou de postes du bilan liée à la refixation dans le futur du taux d'intérêt de ces instruments, soit parce qu'ils sont indexés sur des indices de taux qui fluctuent, soit parce qu'ils seront refinancés à taux de marché à un certain horizon de temps. Lorsque cette neutralisation est effectuée au moyen d'instruments dérivés (*swaps* de taux d'intérêt principalement), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de **couverture des flux de trésorerie *(Cash Flow Hedge).*** Dans ce cas également, cette neutralisation peut être effectuée pour des postes du bilan ou des instruments identifiés individuellement (micro CFH) ou des portefeuilles de postes ou instruments (macro CFH).

Le tableau suivant présente le montant ventilé par date prévisionnelle de tombée, pour le groupe Crédit Agricole S A, des flux de trésorerie des dérivés de couverture *Cash Flow Hedge* :

	Au 31/12/2018			
Durée restant à courir *(en millions d'euros)*	**< 1 an**	**1 à 5 ans**	**≥ 5 ans**	**Total**
Flux de trésorerie des dérivés de couverture	341	1 087	(49)	1 379

2. Couverture de l'investissement net en devise *(Net Investment Hedge)*

Une troisième catégorie de couverture concerne la protection de la valeur patrimoniale du Groupe aux fluctuations de taux de change, qui résulte de la détention d'actifs ou de passifs dans des devises différentes de la devise de référence du Groupe (l'euro). Les instruments utilisés pour la gestion de ce risque sont classés dans la catégorie des couvertures de l'investissement net en devise *(Net Investment Hedge).*

3.7. RISQUES DU SECTEUR DE L'ASSURANCE

Les informations de cette section viennent en complément de la note 4 aux états financiers consolidés qui figurent dans le Document de référence de Crédit Agricole Assurances et sont couvertes par le rapport des Commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés.

Compte tenu de la prédominance de ses activités d'épargne et de retraite, le groupe Crédit Agricole Assurances est principalement exposé aux risques de marché (risque action, risque de *spread*) et à des risques de nature actif/passif (risque de liquidité et de taux). Le groupe Crédit Agricole Assurances est également soumis à des risques d'assurance. Enfin, il est soumis à des risques opérationnels, en particulier dans l'exécution de ses processus, à des risques de non-conformité et à des risques juridiques.

I. Gouvernance et organisation de la gestion des risques dans le groupe Crédit Agricole Assurances

Le système de gouvernance des risques du groupe Crédit Agricole Assurances est construit sur la base des principes suivants :

- il s'inscrit dans les lignes métiers suivantes du groupe Crédit Agricole S.A. : la ligne métier "Risques et Contrôle Permanent", en charge du pilotage (encadrement, prévention) et du contrôle de deuxième degré, la ligne métier "Audit interne", en charge du contrôle périodique, et la ligne métier "Conformité". En accord avec la réglementation assurances, la fonction actuarielle vient compléter ce dispositif ;
- il est piloté par la Fonction Gestion des Risques du groupe Crédit Agricole Assurances, qui dirige la ligne métier "Risques", supervise les dispositifs, et assure par des normes et principes Groupe la cohérence des systèmes de gestion des risques des filiales. La holding s'appuie, pour couvrir l'ensemble des risques avec une vision Groupe, sur les expertises au sein du groupe Crédit Agricole Assurances qui sont en grande partie logées chez Crédit Agricole Assurances Solutions (CAAS) depuis le 1er avril 2017 (regroupement des salariés de Crédit Agricole Assurances Holding, Predica, CACI et Caagis au sein de l'employeur commun CAAS) ;
- il est fondé sur le principe de subsidiarité. Chaque entité du groupe Crédit Agricole Assurances a la responsabilité de la définition et de la mise en œuvre de son dispositif de gestion des risques solo, dans le respect des principes et règles Crédit Agricole S.A., des principes et règles de pilotage groupe Crédit Agricole Assurances et de la réglementation locale pour ce qui concerne les filiales à l'international.

La gouvernance des risques repose sur :

- les organes de gouvernance, en particulier la Direction générale, composée du Directeur général et des seconds dirigeants effectifs, et le Conseil d'administration, responsables *in fine* du respect par le groupe Crédit Agricole Assurances des dispositions légales et réglementaires de toute nature ;
- le Comité exécutif Crédit Agricole Assurances, instance stratégique de la Direction générale du Groupe qui s'appuie sur des Comités de niveau Groupe (notamment Comité financier, Comité des risques et du contrôle interne, Comité ALTM) ;
- les quatre fonctions clés (Risques, Conformité, Fonction actuarielle, Audit interne), dont les représentants ont été désignés par le Directeur général. Leur nomination est validée par le Conseil d'administration et notifiée à l'autorité de contrôle national compétente. La coordination des quatre fonctions clés est assurée par le Comité des risques et du contrôle interne du groupe Crédit Agricole Assurances. Les responsables des fonctions clés ont un accès direct au Conseil d'administration auquel elles présentent les résultats de leur activité *a minima* annuellement ;
- un dispositif de contrôle interne, défini comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature et permettant la régularité (au sens de la réglementation), la sécurité et l'efficacité des opérations. Crédit Agricole Assurances fait valider par son Conseil d'administration ses politiques de risques ;

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

- le processus d'évaluation interne de la solvabilité et des risques du groupe Crédit Agricole Assurances (ORSA), synchronisé avec les autres processus stratégiques PMT/Budget, Capital planning et l'actualisation de la stratégie Risques et des politiques métiers. Les évaluations prospectives, ainsi réalisées sur l'horizon du plan moyen terme, permettent d'analyser les conséquences de situations adverses sur les indicateurs de pilotage du Groupe et de prendre si besoin les actions nécessaires.

1. Organisation de la gestion des risques

Le dispositif de gestion des risques du groupe Crédit Agricole Assurances est piloté par le Directeur en charge de la fonction Gestion des risques du groupe Crédit Agricole Assurances, représentant de la fonction Risques groupe Crédit Agricole Assurances, rattaché fonctionnellement au Directeur général de Crédit Agricole Assurances et hiérarchiquement au Directeur risques Groupe de Crédit Agricole S.A. Il s'appuie sur les Directeurs des risques des entités qui lui sont rattachés hiérarchiquement. Le fonctionnement de la ligne métier Risques Assurances, est matriciel, croisant les organisations de niveau entité avec les approches Groupe par type de risques.

L'organisation en ligne métier hiérarchique garantit l'indépendance, avec un rôle de "second regard" (émission d'avis), vis-à-vis des fonctions opérationnelles, qui gèrent les risques au quotidien, prennent les décisions et exercent le contrôle de premier niveau sur la bonne exécution de leurs processus.

2. Dispositif de gestion des risques

Au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances

Pour mener à bien ses orientations stratégiques, en maîtrisant et encadrant de façon appropriée ses risques, le groupe Crédit Agricole Assurances s'est fixé un cadre d'appétence aux risques à respecter. Celui-ci est décliné en indicateurs clés par nature de risques, qui constituent le socle de sa stratégie Risques.

La stratégie Risques du groupe Crédit Agricole Assurances formalise le dispositif d'encadrement des risques, et notamment les limites et seuils d'alerte, pour les différents risques auxquels l'expose la mise en œuvre de sa stratégie.

Elle est revue au moins annuellement, et validée, ainsi que la déclaration d'appétence aux risques, par le Conseil d'administration de Crédit Agricole Assurances, après examen par le Comité des risques groupe Crédit Agricole S.A. (émanation du Comité exécutif de Crédit Agricole S.A. et présidé par son Directeur général) des indicateurs et limites majeurs. Tout dépassement d'une limite ou franchissement d'un seuil d'alerte et les mesures correctives associées sont notifiés à la Direction générale de Crédit Agricole Assurances voire des Risques du groupe Crédit Agricole S.A., s'agissant de limites de leur ressort.

Le tableau de bord Risques Groupe trimestriel, complété par un *reporting* mensuel pour les risques financiers, qui s'alimentent à partir des indicateurs normalisés de pilotage des risques, permet de surveiller le profil de risque du groupe Crédit Agricole Assurances et d'en identifier les éventuelles déviations.

Le Conseil d'administration est informé de tout franchissement de seuil de tolérance d'un des indicateurs de la matrice d'appétence et un suivi du respect du cadre d'appétence lui est régulièrement présenté.

La holding Crédit Agricole Assurances a instauré les instances permettant de piloter de manière cohérente les risques au niveau Groupe : Comité bimensuel de surveillance des risques, Comité mensuel des risques financiers, revues de portefeuilles par type d'actifs, les éléments d'actualité étant présentés mensuellement au Comité exécutif.

Par ailleurs, un Comité des modèles assurantiels de niveau groupe Crédit Agricole Assurances, piloté par la ligne métier Risques, valide les méthodologies des modèles et indicateurs associés aux risques majeurs du groupe Crédit Agricole Assurances ou présentant des enjeux transverses pour le groupe Crédit Agricole Assurances.

Au niveau des entités

Dans le respect du cadre Groupe, les compagnies définissent leurs propres dispositifs de surveillance et maîtrise des risques : cartographie des processus et des risques, stratégie risques déclinant, en fonction de leur appétence aux risques, les limites globales groupe Crédit Agricole Assurances selon un processus coordonné par la holding et les complétant, si besoin, par des limites visant à maîtriser leurs risques spécifiques.

Elles formalisent par ailleurs les politiques et procédures structurant de manière stricte la gestion de leurs risques (règles d'acceptation des risques lors de la souscription des contrats d'assurance, de provisionnement et de couverture des risques techniques par la réassurance, de gestion des sinistres…).

Pour les filiales à l'international, Crédit Agricole Assurances a élaboré un recueil de normes à transposer par chaque entité, qui délimite le champ des décisions décentralisées et précise les règles à respecter en termes de *process* de décisions.

Pour la gestion opérationnelle de ses risques, chaque entité s'appuie sur des Comités périodiques (placement, ALM, technique, réassurance…) qui permettent de suivre, à partir des *reportings* établis par les métiers, l'évolution des risques, de présenter les études en appui à la gestion de ceux-ci et de formuler, si besoin, des propositions d'actions. Les incidents significatifs et les dépassements de limites donnent lieu à alerte, soit à la Direction des risques groupe Crédit Agricole S.A. (limites de niveau groupe Crédit Agricole Assurances), soit à la Direction générale de Crédit Agricole Assurances ou la Direction de l'entité, et font l'objet de mesures de régularisation.

Le dispositif de gestion des risques est examiné lors des Comités des risques et du contrôle interne de chaque filiale, à la lumière des résultats des contrôles permanents, de l'analyse de leur tableau de bord risques et des conclusions des missions de contrôle périodique.

II. Risques de marché

Compte tenu de la prépondérance des activités d'épargne des filiales vie en France et à l'international (Italie principalement), et donc du volume très important des actifs financiers en représentation des engagements vis-à-vis des assurés, le groupe Crédit Agricole Assurances est particulièrement concerné par les risques de marché.

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter des fluctuations des prix des instruments financiers qui composent un portefeuille.

Les risques de marché auxquels est soumis le groupe Crédit Agricole Assurances sont de plusieurs natures :

- risque de taux d'intérêt ;
- risques actions ;
- risque de change ;
- risque de contrepartie, sous l'angle à la fois du risque de défaut (émetteurs des obligations en portefeuille, contreparties d'opérations de marché de gré à gré) et d'évolution du *spread* rémunérant le risque émetteur. Ce risque est détaillé dans une section spécifique.

Ces risques impactent notamment la valorisation des actifs en portefeuille, leur rendement à long terme et sont à gérer en lien étroit avec l'adossement des passifs et, notamment en Assurance Vie, des garanties octroyées aux assurés (taux minimum garanti, garantie plancher…).

Le risque de liquidité fait l'objet d'un suivi spécifique.

Ainsi, la politique financière du groupe Crédit Agricole Assurances prévoit un cadrage actif/passif visant à concilier la recherche de rendement pour les assurés, la préservation des équilibres ALM et le pilotage du résultat pour l'actionnaire. Ce cadrage est basé sur des études de type "rendement/risques" et "scénarios de stress", pour dégager les caractéristiques des montants à placer, les contraintes et objectifs sur les horizons court/moyen et long terme, et un diagnostic

de marché, accompagné de scénarios économiques, pour identifier les opportunités et contraintes en termes d'environnement et de marchés.

La Direction des investissements de Crédit Agricole Assurances, contribue à l'élaboration de la politique de placement du groupe Crédit Agricole Assurances, ainsi que de celles des filiales (prenant en compte leurs propres contraintes ALM et objectifs financiers), soumises pour validation à leurs Conseils d'administration respectifs, et en suit la mise en œuvre. À ce titre, elle assure notamment la supervision des prestations de gestion des placements déléguées à Amundi (mandats de gestion confiés par les compagnies). Par ailleurs, elle réalise en direct (hors mandat) des investissements, dans une optique de diversification, pour le compte des compagnies du groupe Crédit Agricole Assurances (immobilier tout particulièrement).

1. Risque de taux d'intérêt

Nature de l'exposition et gestion du risque

Le risque de taux concerne l'impact sur la valeur du portefeuille obligataire de mouvements de hausse ou de baisse des taux d'intérêt.

Le portefeuille obligataire, hors unités de compte, du groupe Crédit Agricole Assurances s'élève à 269 milliards d'euros au 31 décembre 2018, contre 249 milliards d'euros fin 2017.

Le risque de taux pour les compagnies d'assurance vie est lié aux interactions entre l'actif (gestion financière) et le passif (comportement des assurés) et sa gestion nécessite une approche globale combinant stratégie financière, constitution de réserves, politique commerciale et résultat. Crédit Agricole Assurances s'appuie sur un dispositif de gestion du risque de taux d'intérêt comportant des limites de risques ainsi qu'une gouvernance associée (Comité actif-passif, présentation de scénarios de stress en Conseil d'administration…).

Un contexte de taux bas exerce une pression sur la rentabilité de l'activité d'assurance-vie de Crédit Agricole Assurances : il conduit à une situation où le rendement des titres entrant en portefeuille est inférieur aux taux servis sur les contrats d'assurance vie. Les risques liés aux taux minimums garantis sont traités en France au niveau réglementaire par des mécanismes de provisions prudentielles.

Crédit Agricole Assurances dispose de différents leviers face au risque de baisse des taux :

- arrêt de la production de contrats avec des taux moyens garantis non nuls (depuis 2000 pour la principale compagnie vie française), de sorte que le taux moyen garanti global est en baisse régulière ;
- modération de la participation aux bénéfices versée ;
- couverture financière par des actifs obligataires et des *swaps/ swaptions* pour gérer le risque de réinvestissement ;
- adaptation de la gestion actif/passif et des politiques d'investissement à l'environnement de taux très bas ;
- diversification prudente des actifs de placement ;
- adaptation de la politique commerciale en faveur de la collecte vers les contrats en unités de compte.

Crédit Agricole Assurances est exposé à un risque de hausse des taux d'intérêt lié au comportement des assurés : un décalage entre le taux de rendement qui peut être servi par l'assureur (lié au taux des obligations déjà en stock) et celui attendu par les assurés dans un environnement de taux élevé, voire celui procuré par d'autres placements d'épargne, peut se matérialiser par une vague de rachats anticipés des contrats. Si l'assureur était contraint de céder des actifs, notamment obligataires, en moins-values latentes (ce qui engendrerait des pertes pour l'assureur), le taux de rendement du portefeuille s'en trouverait diminué, avec le risque de déclenchement de nouvelles vagues de rachats.

Ainsi, Crédit Agricole Assurances met en œuvre des mesures face au risque de hausse des taux :

- ajustement de la duration en fonction de l'écoulement prévisionnel des passifs ;
- conservation de liquidités ou de placements mobilisables avec un faible risque de moins-value ;
- gestion dynamique du portefeuille de placements et constitution de réserves donnant la capacité de rehausser le rendement (réserve de capitalisation, Provision pour Participation aux Excédents – PPE) ;
- couverture à la hausse des taux par des produits dérivés ;
- fidélisation des clients afin de limiter les rachats anticipés.

Le tableau de bord du groupe Crédit Agricole Assurances, présenté au Comité exécutif et au Comité d'audit et des comptes, comporte des indicateurs permettant de suivre la nature de ce risque : taux minimum garanti moyen, taux de couverture du portefeuille obligataire, dotation aux réserves…

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

Passifs techniques

Les passifs techniques du groupe Crédit Agricole Assurances sont peu sensibles aux risques de taux pour les raisons suivantes :

- provisions épargne (plus de 90 % des provisions techniques hors unités de compte) : ces provisions techniques sont calculées sur la base du taux du tarif (celui-ci ne variant pas dans le temps pour un même contrat) ; ainsi, une variation des taux d'intérêt n'aura aucun impact sur la valorisation de ces engagements ;
- provisions dommages : ces provisions techniques n'étant pas actualisées, les variations de taux d'intérêt n'ont aucun impact sur la valorisation de ces engagements ;
- provisions mathématiques de rentes (dommages corporels, incapacité/invalidité) : le taux d'actualisation retenu dans le calcul de ces provisions étant fonction des taux d'intérêt en vigueur à la date de calcul, le montant de ces engagements varie en fonction des taux d'intérêt ; compte tenu du faible montant de ces engagements techniques, ce risque n'est pas significatif pour le groupe Crédit Agricole Assurances.

Placements financiers

La sensibilité au risque de taux du portefeuille obligataire du groupe Crédit Agricole Assurances permet d'évaluer l'impact d'un mouvement de taux. Elle est déterminée en prenant comme hypothèse une variation à la hausse et à la baisse de 100 points de base des taux d'intérêt (nets de la participation au bénéfice différée et de l'impôt) :

	31/12/2018		31/12/2017	
(en millions d'euros)	Impact résultat net	Impact capitaux propres	Impact résultat net	Impact capitaux propres
Hausse de 100 pb des taux sans risques	(203)	(2 089)	(110)	(1 986)
Baisse de 100 pb des taux sans risques	203	2 091	122	1 970

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Les impacts présentés ci-dessus prennent en compte les éléments suivants :

- le taux de participation aux bénéfices de l'entité détenant les placements financiers ;
- le taux d'impôt en vigueur.

Quand les titres sont comptabilisés en actifs à la juste valeur par capitaux propres, la sensibilité est enregistrée en capitaux propres. S'ils sont comptabilisés en actifs à la juste valeur par résultat, la sensibilité est reprise en résultat.

Pour rappel, Crédit Agricole Assurances emploie l'approche par superposition pour les actifs financiers détenus aux fins d'une activité liée à des contrats d'assurance, qui sont désignés conformément à l'option offerte par les amendements à la norme IFRS 4 (cette approche est présentée dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). La sensibilité des actifs désignés est enregistrée en capitaux propres.

Dettes de financement

Les emprunts contractés par le groupe Crédit Agricole Assurances sont principalement rémunérés à taux fixe, les intérêts ne sont donc peu sensibles aux variations de taux.

2. Risques actions et autres actifs dits de diversification

Nature de l'exposition et gestion du risque

L'exposition aux marchés actions et autres actifs dits de diversification (*private equity* et infrastructures cotées ou non, immobilier et gestion alternative) permet de capter le rendement de ces marchés (avec notamment une faible corrélation de l'immobilier par rapport aux autres classes d'actifs). Le risque de marché sur les actions et autres actifs de diversification est défini comme un risque de volatilité en termes de valorisation et, donc, de provisionnement comptable susceptible d'impacter la rémunération des assurés (provision pour dépréciation durable, provision pour risque d'exigibilité). Pour contenir cet effet, pour les portefeuilles vie notamment, des études d'allocations sont menées visant à déterminer un plafond pour la part de ces actifs de diversification et un niveau de volatilité à ne pas dépasser.

Les actions et autres actifs de diversification sont détenus en direct ou à travers des OPCVM dédiés au groupe Crédit Agricole Assurances permettant une diversification géographique, dans le respect des politiques de risques correspondantes. Divers jeux de limites (par classe d'actifs et globalement pour la diversification) et règles de concentration encadrent l'exposition à ces actifs.

Le respect de ces limites fait l'objet d'un contrôle mensuel.

Les principales classes d'actifs composant le portefeuille global sont présentées en note 6.4 des comptes consolidés et la juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés à leur coût d'acquisition au bilan en note 6.5.1 de l'annexe aux comptes consolidés, inclus dans le Document de référence de Crédit Agricole Assurances.

Analyse de sensibilité au risque actions

Une évaluation chiffrée du risque actions peut être exprimée par la sensibilité déterminée en prenant comme hypothèse une variation à la hausse ou à la baisse de 10 % des actions (les impacts sont présentés nets de participation aux bénéfices différée et d'impôts différés) :

	31/12/2018		31/12/2017	
(en millions d'euros)	Impact résultat net	Impact capitaux propres	Impact résultat net	Impact capitaux propres
Hausse de 10 % des marchés actions	74	148	37	163
Baisse de 10 % des marchés actions	(74)	(147)	(40)	(163)

Les impacts présentés ci-dessus prennent en compte les éléments suivants :

- le taux de participation aux bénéfices de l'entité détenant les placements financiers ;
- le taux d'impôt en vigueur.

Ces calculs de sensibilité intègrent l'impact des variations de l'indice boursier de référence sur la valorisation des actifs à la juste valeur, les provisions pour garantie plancher et la provision liée au droit de renonciation des contrats en unités de compte ainsi que les éventuelles provisions pour dépréciations complémentaires résultant d'une diminution des marchés actions.

Les variations des justes valeurs des instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat impactent le résultat net ; celles des instruments de capitaux propres classés sur option à la juste valeur par capitaux propres non recyclables impactent les réserves latentes.

En outre, Crédit Agricole Assurances emploie l'approche par superposition pour les actifs financiers détenus aux fins d'une activité liée à des contrats d'assurance, qui sont désignés conformément à l'option offerte par les amendements à la norme IFRS 4 (cette approche est présentée dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). La sensibilité des actifs désignés est enregistrée en capitaux propres.

3. Risque de change

Le risque de change se définit comme le risque de perte lié aux fluctuations des cours de change des devises par rapport à l'euro. Pour Crédit Agricole Assurances, ce risque est très marginal comme le montre la sensibilité au risque de change, déterminée en prenant comme hypothèse une variation à la hausse ou à la baisse de 10 % de chaque devise par rapport à l'euro (les impacts sont présentés nets de participation aux bénéfices différée et d'impôts différés) :

	31/12/2018		31/12/2017	
(en millions d'euros)	Impact résultat net	Impact capitaux propres	Impact résultat net	Impact capitaux propres
Sensibilité de change sur les instruments financiers : + 10 % de chaque devise par rapport à l'euro	(0,1)	0,1	(15)	18
Sensibilité de change sur les instruments financiers : - 10 % de chaque devise par rapport à l'euro	0,1	(0,1)	13	(14)

L'exposition au risque de change de Crédit Agricole Assurances est de deux natures :

- une exposition structurelle limitée : en yen sur sa filiale CA Life Japan, avec un ratio de couverture de 88 % (exposition nette faible de 1 153 millions de yens à fin 2018 soit un équivalent de 9 millions d'euros), et en PLN sur la filiale CA Insurance Poland, avec un ratio de couverture de 92 % (exposition nette de 3,3 million de zlotys polonais à fin 2018, soit un équivalent de 0,8 million d'euros) ;
- une exposition opérationnelle résultant de la non-congruence entre la devise d'un actif et celle de ses engagements au passif : le portefeuille global du groupe Crédit Agricole Assurances, en représentation d'engagements en euro est essentiellement investi en instruments financiers libellés en euro. Toutefois, l'optimisation du couple rendement/risque amène, dans les fonds dédiés, à chercher à bénéficier de décalages de croissance anticipés entre grandes zones géographiques. La stratégie de couverture du risque de change consiste à ne pas couvrir les devises des pays émergents quelle que soit la classe d'actifs et, en revanche, à couvrir les devises des pays développés par des ventes à terme, avec possibilité d'exposition tactique limitée sur une devise. Globalement l'exposition de change au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances est contrainte par une limite en valeur de marché par rapport au portefeuille total et une sous-limite pour les devises émergentes.

L'exposition réelle, mesurée mensuellement, est comparée aux limites. À fin 2018, elle était peu significative (0,3 % du portefeuille global), principalement sur des devises émergentes.

4. Risque de liquidité

Nature de l'exposition et gestion du risque

Pour Crédit Agricole Assurances, le risque de liquidité correspond essentiellement à sa capacité à faire face à ses passifs exigibles.

Dans cette optique, les compagnies combinent plusieurs approches.

D'une part, la liquidité est un critère de sélection des investissements (majorité de titres cotés sur des marchés réglementés, limitation des actifs dont les marchés sont peu profonds comme, par exemple, le *private equity,* les obligations non notées, la gestion alternative…).

D'autre part, des dispositifs de gestion de la liquidité, harmonisés au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances, sont définis par les compagnies, dans le cadre de leur gestion actif/passif :

- pour les compagnies vie, ces dispositifs ont pour objectif d'assurer la congruence entre les échéances à l'actif et les échéanciers des engagements au passif, à la fois en régime normal et en environnement stressé (vague de rachats/décès, voir ci-après l'indicateur de surveillance de liquidité). Ils encadrent la liquidité à long terme (suivi et limitation des gaps annuels de trésorerie en *run-off*), à moyen terme (taux dit de "réactivité") et, en cas d'incertitude sur la collecte nette, à court terme (liquidités à une semaine, et à un mois avec suivi journalier des rachats). Des mécanismes de gestion temporaire de la liquidité, en cas de situation exceptionnelle où les marchés seraient indisponibles, sont également prévus (possibilité de mise en pensions avec collatéral en liquidité voire actifs éligibles auprès de la Banque centrale européenne) ;
- pour les compagnies non-vie, des liquidités ou des actifs peu réactifs sont conservés, dont la part est dimensionnée pour répondre à un choc de passif.

Le taux dit de "réactivité" mesure la capacité à mobiliser des actifs courts à moins de deux ans ou à taux variable en limitant les impacts en termes de perte en capital ; il est régulièrement mesuré et comparé à un seuil fixé par chaque compagnie vie.

L'indicateur de surveillance de la liquidité, introduit en 2018, mesure à horizon d'un an le ratio entre les actifs liquides stressés (appréciation d'une décote) et un besoin de liquidité généré par un taux de rachat de 40 %.

Profil des échéances du portefeuille des placements financiers

La note 6.6 de l'annexe aux comptes consolidés de Crédit Agricole Assurances présente l'échéancier du portefeuille obligataire (hors contrats en unités de compte).

Ventilation des passifs financiers par échéance contractuelle

La note 6.23 de l'annexe aux comptes consolidés de Crédit Agricole Assurances fournit des informations sur l'échéancier estimé des passifs d'assurance de Crédit Agricole Assurances (hors les contrats en unités de compte dont le risque est porté par les assurés).

Financement

En tant que holding, Crédit Agricole Assurances assure le refinancement des filiales afin de leur permettre de satisfaire à leur exigence de solvabilité et de mener leur gestion opérationnelle en termes de besoins de trésorerie. Elle se refinance elle-même auprès de son actionnaire Crédit Agricole S.A. et depuis 2014 en émettant des dettes subordonnées directement sur le marché.

La structure de ses dettes de financement et leur ventilation par échéance figure à la note 6.21 de l'annexe aux comptes consolidés de Crédit Agricole Assurances.

III. Risque de contrepartie

Le risque de crédit est le risque de perte lié au défaut d'un émetteur. Ce risque se traduit pour les titres de dettes par la diminution de leur valeur.

Cette section ne traite que du risque de contrepartie sur les instruments financiers. Le risque de contrepartie sur les créances des réassureurs est abordé dans la section sur les risques d'assurance.

L'analyse du risque de contrepartie pour les émetteurs et pour les opérations de marché de gré à gré (dérivés) est effectuée par les équipes Risques d'Amundi, dans le cadre des mandats de gestion confiés par les compagnies à Amundi.

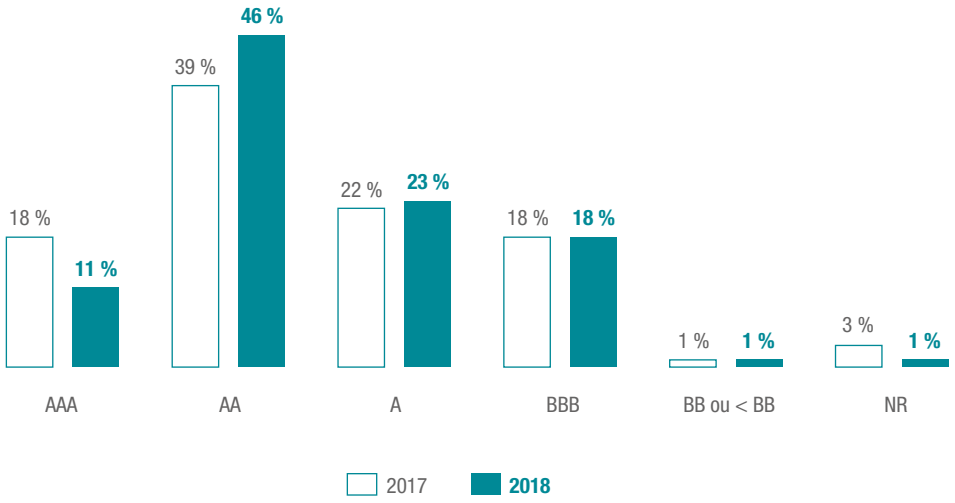
Le risque de contrepartie est maîtrisé, tant au niveau global groupe Crédit Agricole Assurances qu'au niveau des portefeuilles de chaque entité du groupe Crédit Agricole Assurances, par le biais de limites portant sur la notation, les concentrations émetteurs, sectorielles.

Ainsi, sont définies des limites encadrant la répartition des émissions dans les différentes tranches de notation. La notation utilisée est celle dite "Solvabilité 2" correspondant à la seconde meilleure des trois notations S&P, Moody's et Fitch. La part des émissions "haut rendement" détenues en direct (y compris après survenance d'une dégradation sans remise en cause de la capacité de remboursement) ou à travers des fonds spécialisés est strictement contrainte, seules des émissions *a minima* BB étant autorisées à l'achat. Dans le cadre de la réorientation depuis mi-2012 des placements taux vers les obligations émises par des entreprises, sous contrainte d'un maximum d'exposition à respecter sur ce secteur, l'univers a été élargi à des émetteurs non notés par une agence externe mais bénéficiant d'une notation interne de Crédit Agricole S.A. équivalente *a minima* à *investment grade* (BBB-), selon un process de sélection rigoureux et pour une proportion limitée (environ 1 % du portefeuille fin décembre 2018).

La ventilation du portefeuille obligataire par notation financière permet d'apprécier sa qualité de crédit.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Le portefeuille obligataire (hors unités de compte) ventilé par notation financière se présente ainsi :



La concentration sur un même émetteur (actions et instruments de taux) ne peut dépasser un pourcentage du portefeuille global fixé en fonction de la nature et la qualité de l'émetteur. La diversification à l'intérieur des tranches de notation A et BBB est de surcroît assurée en limitant le poids des dix premiers émetteurs. Des revues trimestrielles sont menées avec les équipes Risques d'Amundi, d'une part, et avec la Direction des risques groupe Crédit Agricole S.A., d'autre part.

Les concentrations sur les souverains et assimilés font l'objet de limites individuelles en liaison avec le poids de la dette dans le PIB et la notation pays.

L'exposition aux dettes des pays périphériques de la zone euro (Grèce, Italie, Portugal, Espagne) est réduite. Pour les souverains, elle est concentrée sur le souverain italien détenu par la filiale italienne de Crédit Agricole Assurances.

Pour les produits dérivés négociés de gré à gré auxquels les compagnies peuvent recourir pour couvrir des expositions au risque de taux présentes dans leurs bilans, la maîtrise du risque de contrepartie est assurée par la mise en place de contrats de collatéraux en cash.

IV. Risques d'assurance

Les activités d'assurance exposent le groupe Crédit Agricole Assurances à des risques concernant principalement la souscription, l'évaluation des provisions et le processus de réassurance.

La maîtrise des risques lors de la conception d'un nouveau produit d'assurance, ou en cas d'évolution significative des caractéristiques d'un produit existant, est assurée dans chaque entité par une démarche associant l'ensemble des Directions opérationnelles concernées ainsi que les Risques, la Conformité, la fonction Actuarielle et le Juridique, avec la validation du produit dans un Comité *ad hoc* (Comité nouvelle activité et nouveau produit).

1. Risque de souscription d'assurance

Le risque de souscription d'assurance revêt des formes distinctes selon qu'il s'agit d'assurance vie ou non-vie :

Risques de souscription d'assurance vie

Crédit Agricole Assurances est exposé, au travers de ses activités d'Épargne, Retraite et Prévoyance et des garanties vie associées à ses contrats d'assurance des emprunteurs, aux risques biométriques (longévité, mortalité, incapacité de travail, dépendance et invalidité), au risque de chargement (insuffisance de chargements pour couvrir les charges d'exploitation et les commissions versées aux distributeurs) mais surtout au risque comportemental de rachats (par exemple, suite à un mouvement de défiance à l'encontre du groupe Crédit Agricole ou à une évolution juridique comme l'amendement Bourquin de la loi Sapin 2).

En effet, les provisions techniques vie, majoritairement portées par les compagnies françaises, proviennent essentiellement des opérations d'épargne en euro ou en unité de compte (UC). Pour la plupart des contrats en UC, l'assuré supporte directement le risque de fluctuation de la valeur des supports sous-jacents. Certains contrats peuvent toutefois prévoir une garantie plancher en cas de décès ; celle-ci expose alors l'assureur à un risque financier, en liaison avec la valorisation des UC du contrat et la probabilité de décès de l'assuré, qui fait l'objet d'une provision technique spécifique.

En épargne, les taux de rachats de chaque compagnie vie sont surveillés et comparés aux taux de rachats structurels établis sur la base des historiques ainsi qu'à ceux du marché.

En ce qui concerne la prévoyance, l'assurance des emprunteurs et les rentes, la politique de souscription, qui définit les risques assurés et les conditions de souscription (cible clientèle, exclusions de garanties) et les normes de tarification (notamment les tables statistiques utilisées construites à partir de statistiques nationales, internationales ou de tables d'expérience) contribuent à la maîtrise du risque.

Le risque "catastrophe", lié à un choc de mortalité (pandémie par exemple) serait susceptible d'impacter les résultats de la prévoyance individuelle ou collective. La filiale française vie bénéficie de la couverture du BCAC (Bureau commun des assurances collectives) tant en décès collectif qu'en prévoyance individuelle et, pour partie, d'une couverture complémentaire englobant le risque d'invalidité.

Risques de souscription d'assurance non-vie

En assurance dommages ou pour les garanties non-vie incluses dans les contrats d'assurance emprunteurs, le risque de souscription peut se définir comme le risque que les primes encaissées soient insuffisantes par rapport aux sinistres à régler. Crédit Agricole Assurances est plus particulièrement exposé au risque de fréquence et au risque exceptionnel, qu'il ait pour origine le risque de catastrophe (notamment climatique) ou la survenance de sinistres individuels de montant élevé.

La politique de souscription définit, pour les partenaires en charge de la distribution, le cadre d'acceptation des risques (avec l'objectif d'assurer une sélection adéquate des risques souscrits et leur mutualisation au sein du portefeuille de contrats pour optimiser les marges techniques). Les règles et modalités de tarification sont également formalisées.

Le rapport entre le montant des sinistres déclarés et les primes est comparé aux objectifs. Cela constitue l'indicateur essentiel de suivi

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

du risque pour identifier, si besoin, les axes d'amélioration du résultat technique.

En assurances non-vie, le risque de concentration, qui se traduirait par un cumul d'indemnités à payer lors d'un sinistre, peut provenir :

- de cumuls de souscription dans lesquels des contrats d'assurance sont souscrits par une ou plusieurs entités du Groupe sur le même objet de risque ;
- de cumuls de sinistres dans lesquels des contrats sont souscrits par une ou plusieurs entités du groupe Crédit Agricole Assurances sur des objets de risques différents susceptibles d'être affectés par des sinistres résultant d'un même événement dommageable ou d'une même cause première.

Ce risque est couvert, d'une part, par une politique de souscription diversifiée au sein d'un même territoire et, d'autre part, par un recours à la réassurance pour limiter les conséquences financières liées à la survenance d'un événement de risques majeur (tempête, catastrophe naturelle…), la politique de réassurance (cf. ci-après risque de réassurance) prenant en compte cette dimension.

2. Risque de provisionnement

Le risque de provisionnement caractérise le risque d'écart entre les provisions constituées et les provisions nécessaires pour couvrir les engagements. Il peut être lié à l'évaluation du risque (volatilité introduite par les taux d'actualisation, évolutions réglementaires, risques nouveaux pour lesquels on dispose de peu de profondeur statistique…) ou une modification des facteurs de risques (vieillissement de la population, par exemple, en dépendance ou en santé, renforcement de la jurisprudence pour la responsabilité civile professionnelle, l'indemnisation des dommages corporels…).

La politique de provisionnement établie par chacune des compagnies vise à garantir une appréciation prudente de la charge des sinistres survenus et à survenir, afin que les provisions comptables aient une probabilité élevée d'être suffisantes pour couvrir la charge finale.

Les méthodes de constitution des provisions (dossier par dossier) pour les sinistres IARD, fonction des produits et des garanties impactées, sont documentées et les règles de gestion appliquées par les gestionnaires de sinistres sont décrites dans des manuels.

Les choix de méthodes statistiques d'estimation des provisions comptables (intégrant notamment les provisions pour tardifs) sont justifiés à chaque arrêté.

Le plan de contrôle permanent local couvre le contrôle de la politique de provisionnement.

Les Commissaires aux comptes font une revue actuarielle des provisions à l'occasion de leur revue des comptes annuels.

La ventilation des provisions techniques relatives à des contrats d'assurance vie et non vie est présentée en note 6.23 des comptes consolidés.

3. Risque de réassurance

Les risques de réassurance sont de trois natures :

- inadéquation du programme de réassurance (couverture insuffisante ou au contraire paiement d'une prime trop élevée obérant les marges techniques et la compétitivité) ;
- risque de défaillance d'un réassureur qui ne lui permettrait plus de prendre en charge une part du montant de sinistres qui lui revient ;
- absence ou quasi-absence de réassurance sur une activité ou une garantie offerte (l'offre de réassurance, les montants pouvant être couverts et le coût de la couverture dépendant des conditions de marché susceptibles de varier de manière significative).

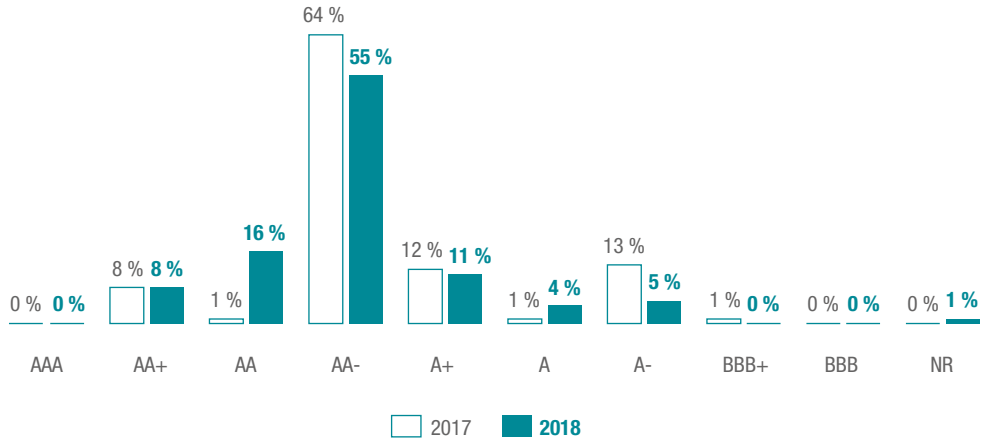
Chaque compagnie établit sa politique de réassurance, qui vise à protéger ses fonds propres en cas de survenance d'événements systémiques ou exceptionnels et à contenir la volatilité du résultat ; celle-ci intègre des principes de maîtrise des risques homogènes au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances qui consistent à :

- contracter avec des réassureurs satisfaisant à un critère de solidité financière minimum, avec un suivi des notations des réassureurs au niveau groupe Crédit Agricole Assurances ;
- assurer une correcte dispersion des primes cédées entre réassureurs ;
- suivre la bonne adéquation de la couverture, par la réassurance, des engagements pris envers les assurés et des résultats de la réassurance traité par traité.

Les plans de réassurance sont revus annuellement en Conseil d'administration au niveau de chaque filiale.

Les encours nets cédés aux réassureurs (provisions cédées et comptes courants avec les réassureurs nets des dépôts espèces reçus) s'élèvent à 0,7 milliard d'euros au 31 décembre 2018.

Leur ventilation par notation financière des réassureurs se présente comme suit :



Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4. Risques émergents

La veille permanente sur les risques relatifs à l'assurance est conduite par la Direction des risques, en lien avec les autres Directions métier et le service Juridique.

Le Comité de surveillance des risques, qui réunit bimensuellement l'ensemble des responsables Risques et Contrôle permanent, a également pour objectif d'anticiper les évolutions de l'environnement réglementaire, juridique, et d'identifier les risques émergents.

Cette veille s'alimente de sources multiples (recherches économiques, analyses internes et externes, notamment provenant de cabinets de consulting, études publiées par l'ACPR, l'EIOPA…).

V. Risques opérationnels

Le risque opérationnel est défini comme le risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs. Il inclut le risque de non-conformité, le risque juridique et également les risques générés par le recours à des prestations de service essentielles externalisées (PSEE).

Les entités de Crédit Agricole Assurances appliquent les directives du groupe Crédit Agricole S.A. en matière de démarche de maîtrise des risques tant opérationnels que de conformité.

Ainsi, le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au niveau de chaque entité, y compris la holding, comprend les composantes suivantes :

- une cartographie des événements de risques, réactualisée périodiquement pour intégrer les évolutions d'organisation, les nouvelles activités, voire les évolutions du coût du risque. Elle est construite à partir d'un découpage des activités en processus et des sept catégories de risques de la nomenclature Bâle 2. Les impacts à la fois financiers et non-financiers (réglementaire, image) de ces événements de risques identifiés, qu'ils soient avérés ou potentiels, sont évalués ainsi que leur probabilité d'occurrence, en s'appuyant sur les experts métier. L'appréciation du contrôle interne à travers notamment les résultats des contrôles aux différents niveaux du plan de contrôle local et contrôles standardisés définis par la Direction des risques groupe Crédit Agricole S.A. et de ceux du contrôle périodique permet de mettre en exergue les risques nets les plus critiques et de prioriser les plans d'actions visant à leur réduction ;
- un processus de collecte des incidents et des pertes opérationnelles complété par un dispositif d'alertes, afin de suivre les risques avérés, et de les exploiter pour mettre en place les mesures de remédiation et s'assurer de la cohérence avec la cartographie. Le montant des pertes collectées est trimestriellement comparé à un seuil d'alerte défini annuellement.

Pour couvrir l'indisponibilité des systèmes d'information, des sites opérationnels et du personnel, Crédit Agricole Assurances et ses filiales ont établi leur plan de continuité de l'activité (PCA) centré sur les activités essentielles. Celui-ci répond aux normes groupe Crédit Agricole S.A., avec l'adoption de la solution du groupe Crédit Agricole S.A. pour le site de repli utilisateurs, un Plan de Secours Informatique (PSI) s'appuyant sur l'environnement d'exploitation et de production informatique mutualisé du groupe Crédit Agricole S.A. ; il est régulièrement testé. La sécurité des systèmes d'information repose, pour sa part, sur les politiques de sécurité Groupe. Un programme triennal de chantiers sécuritaires (dont habilitations, tests d'intrusion, déploiement des scénarios d'indisponibilité logique du SI) est en cours de déploiement.

Une politique générale de sous-traitance du groupe Crédit Agricole Assurances, décrivant entre autres le dispositif de suivi et de contrôle associé à la sous-traitance, a été établie et déclinée par les entités.

VI. Risques de non-conformité

Les risques de non-conformité concernent le non-respect des règles liées aux activités financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire (réglementation Solvabilité 2, réglementation applicable aux titres, protection des données personnelles, règles de protection de la clientèle, obligations en matière de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, sanctions internationales, prévention de la corruption, etc.) des normes et usages professionnels et déontologiques, et des instructions émanant de l'organe exécutif. Ces risques sont identifiés dans la cartographie des risques opérationnels de chacune des entités du groupe Crédit Agricole Assurances.

Dans chaque entité, le responsable de la Conformité est en charge de la déclinaison des procédures Groupe émises par la Direction de la conformité de Crédit Agricole S.A. *(Corpus Fides)* et de l'élaboration des procédures spécifiques à leur activité. Il déploie également les formations et le dispositif de contrôle dédié qui visent à la maîtrise de ces risques, ainsi qu'à la prévention du risque de fraude, avec l'objectif constant de limiter les impacts potentiels (pertes financières, sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires) tout en préservant la réputation du groupe Crédit Agricole Assurances. À cet égard, le lancement de nouvelles activités, la création de nouveaux produits sont sécurisés par les Comités nouvelles activités et nouveaux produits, mis en place dans chaque entité, pour examiner notamment les documents contractuels et commerciaux, les bagages de formation et outils d'aide à la vente destinés aux distributeurs.

Le pilotage et la supervision de leur dispositif de conformité est assuré par le responsable conformité du groupe Crédit Agricole Assurances. La coordination pour le métier Assurances est réalisée au travers d'instances d'échanges avec les filiales.

Qu'il s'agisse de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ou encore de la protection de la clientèle, une coordination renforcée avec les distributeurs (Caisses régionales, LCL, autres réseaux à l'international) a été mise en place pour assurer la mise en œuvre de contrôles garantissant la bonne application des procédures incombant à chacune des parties.

Le groupe Crédit Agricole Assurances a adapté son organisation et son dispositif de gestion des risques pour se mettre en conformité avec la réglementation Solvabilité 2, selon des modalités définies dans la partie "Gouvernement d'entreprise" du Document de référence de Crédit Agricole Assurances.

VII. Risques juridiques

La Direction juridique des compagnies assume les missions de gestion juridique, veille réglementaire et conseil auprès des différentes Directions métiers.

À ce jour, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée), susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du groupe Crédit Agricole Assurances.

À la connaissance de Crédit Agricole Assurances, aucun litige significatif n'est à mentionner.

3.8. RISQUES OPÉRATIONNELS

Le risque opérationnel est défini comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs.

Il inclut le risque juridique, le risque de non-conformité, le risque de fraude interne et externe, le risque de modèle et les risques induits par le recours à des prestations de service essentielles externalisées (PSEE).

I. Organisation et dispositif de surveillance

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné dans les entités du Groupe, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe.

Organisation et gouvernance de la fonction Gestion des risques opérationnels

- supervision du dispositif par la Direction générale (*via* le Comité des risques opérationnels ou le volet risques opérationnels du Comité des risques et du Comité de contrôle interne) ;
- mission des responsables Risques (Crédit Agricole S.A. et ses filiales) et des managers Risques opérationnels en matière de pilotage en local du dispositif de maîtrise des risques opérationnels ;
- responsabilité des entités dans la maîtrise de leurs risques ;
- *corpus* de normes et procédures ;
- déclinaison de la démarche groupe Crédit Agricole d'appétence aux risques mise en place en 2015 intégrant le risque opérationnel.

Identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies

Les cartographies sont réalisées par les entités annuellement et exploitées par chaque entité avec une validation des résultats et plans d'action associés en Comité des risques opérationnels (volet risques opérationnels du Comité de contrôle interne) et une présentation en Comité des risques du Conseil d'administration.

Elles sont complétées par la mise en place d'indicateurs de risque permettant la surveillance des processus les plus sensibles.

Collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes pour les incidents sensibles et significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque

La fiabilité et la qualité des données collectées font l'objet de contrôles systématiques en local et en central.

Calcul et *reporting* réglementaire des fonds propres au titre du risque opérationnel au niveau consolidé et au niveau entité

Production trimestrielle d'un tableau de bord des risques opérationnels au niveau entité, complété par une synthèse groupe Crédit Agricole reprenant les principales sources de risques impactant les métiers et les plans d'action associés sur les incidents les plus importants.

Outils

La plateforme outil RCP (Risque et contrôle permanent) réunit les quatre briques fondamentales du dispositif (collecte des pertes, cartographie des risques opérationnels, contrôles permanents et plans d'action) partageant les mêmes référentiels et permettant un lien entre dispositif de cartographie et dispositif de maîtrise de risque (contrôles permanents, plans d'actions, etc.).

S'agissant de la composante du système d'information relative au calcul et à l'allocation des fonds propres réglementaires, le plan d'évolution s'est poursuivi avec une rationalisation des référentiels, une meilleure granularité des informations, une automatisation des contrôles des données reprises dans les états réglementaires COREP, visant ainsi à répondre aux principes de saine gestion du SI risque du Comité de Bâle.

Ces composantes font l'objet de contrôles consolidés communiqués en central.

Par ailleurs, les risques liés aux prestations essentielles externalisées sont intégrés dans chacune des composantes du dispositif Risque opérationnel et font l'objet d'un *reporting* dédié ainsi que de contrôles consolidés communiqués en central.

II. Méthodologie

Les principales entités du groupe Crédit Agricole S.A. utilisent l'approche des mesures avancées (AMA) : Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Amundi, LCL, Crédit Agricole Consumer Finance et Agos. L'utilisation de l'AMA pour ces entités a été validée par l'Autorité de contrôle prudentiel en 2007. Ces entités représentent à ce jour 72 % des exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel.

Pour les entités restant en méthode standard (TSA), les coefficients de pondération réglementaires utilisés pour le calcul d'exigence en fonds propres sont ceux préconisés par le Comité de Bâle (pourcentage du produit net bancaire en fonction des lignes métiers).

Méthodologie de calcul des exigences de fonds propres en méthode AMA

La méthode AMA de calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel a pour objectifs principaux :

- d'inciter à une meilleure maîtrise du coût du risque opérationnel ainsi qu'à la prévention des risques exceptionnels des différentes entités du Groupe ;
- de déterminer le niveau de fonds propres correspondant aux risques mesurés ;
- de favoriser l'amélioration de la maîtrise des risques dans le cadre du suivi des plans d'actions.

Les dispositifs mis en place dans le Groupe visent à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction Risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel, etc.) et des critères quantitatifs Bâle 3 (intervalle de confiance de 99,9 % sur une période d'un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarios et de facteurs reflétant l'environnement ; prise en compte des facteurs de risque influençant la distribution statistique, etc.).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel unique de type ***Loss Distribution Approach***.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Les facteurs internes (évolution du profil de risque de l'entité) sont pris en compte en fonction :

- de l'évolution de l'entité (organisationnelle, nouvelles activités…) ;
- de l'évolution des cartographies de risques ;
- d'une analyse de l'évolution de l'historique de pertes internes et de la qualité du dispositif de maîtrise du risque au travers notamment du dispositif de contrôles permanents.

S'agissant des facteurs externes, le Groupe utilise :

- la base externe consortiale ORX Insight à partir de laquelle une veille est réalisée sur les incidents observés dans les autres établissements ;
- les bases externes publiques SAS OpRisk et ORX News pour :
  - sensibiliser les entités aux principaux risques survenus dans les autres établissements,
  - aider les experts à la cotation des principales vulnérabilités du Groupe (scénarios majeurs).

Les principes qui ont gouverné la conception et la mise au point du modèle sont les suivants :

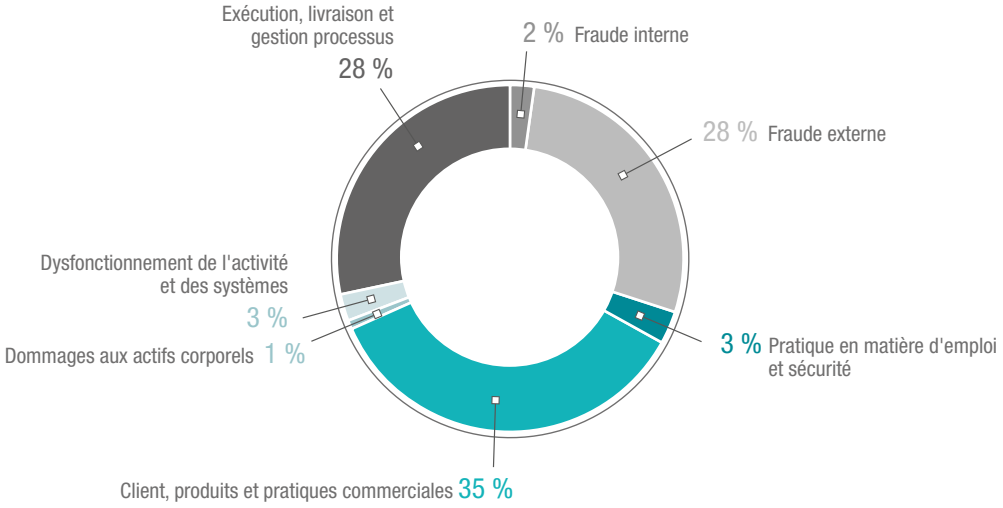
- intégration dans la politique de risques ;
- pragmatisme, la méthodologie devant s'adapter aux réalités opérationnelles ;
- caractère pédagogique, de manière à favoriser l'appropriation par la Direction générale et les métiers ;
- robustesse, capacité du modèle à donner des estimations réalistes et stables d'un exercice à l'autre.

Un Comité annuel de *backtesting* du modèle AMA *(Advanced Measurement Approach)* se consacre à analyser la sensibilité du modèle aux évolutions de profil de risques des entités. Chaque année, ce Comité identifie des zones d'améliorations possibles qui font l'objet de plans d'action.

Le dispositif et la méthodologie Risques opérationnels ont fait l'objet d'audits externes de la BCE en 2015 et 2016 et 2017. Ces missions ont permis de constater les avancées du Groupe, mais aussi de compléter l'approche prudentielle relative aux risques émergents (*cyber risk,* conformité/*conduct risk*).

III. Exposition

Répartition des pertes opérationnelles par catégorie de risques bâloise (2016 à 2018)

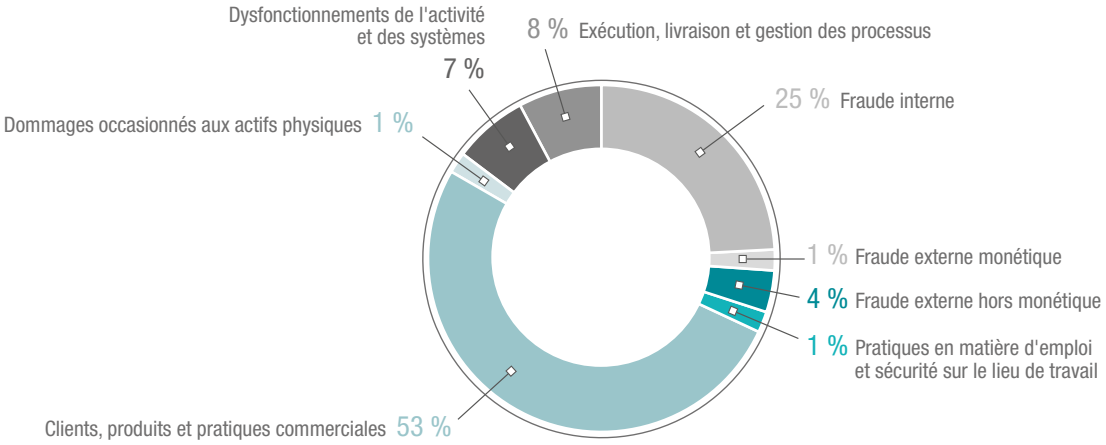


D'une manière générale, le profil d'exposition en termes de risques opérationnels détectés ces trois dernières années reflète les principales activités du groupe Crédit Agricole S.A. :

- une exposition à la catégorie Clients marquée notamment par la récente décision de l'Autorité de la concurrence italienne à l'égard de FCA Bank S.p.A. ;
- une exposition qui reste significative sur la catégorie Exécution liée à des erreurs de traitement (absence ou non-exhaustivité des documents légaux, gestion des garanties, litiges avec fournisseurs, erreurs de saisie…), mais aussi en raison de sanctions en matière fiscale ;
- une exposition à la catégorie fraude externe, principalement liée au risque opérationnel frontière crédit (fraude documentaire, fausses factures…), puis à la fraude aux moyens de paiement (cartes bancaires, virements frauduleux).

Des plans d'action locaux ou Groupe correctifs et préventifs sont mis en place en vue de réduire l'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. au risque opérationnel. Un suivi périodique des plans d'action sur les incidents supérieurs à 5 millions d'euros a été mis en place depuis 2014 au sein du Comité Groupe risques opérationnels et depuis 2016 en Comité des risques Groupe.

Répartition des emplois pondérés par catégorie de risques bâloise (2016 à 2018)



IV. Assurance et couverture des risques opérationnels

La couverture du risque opérationnel du groupe Crédit Agricole S.A. par les assurances est mise en place dans une perspective de protection de son bilan et de son compte de résultat. Pour les risques de forte intensité, des polices d'assurance sont souscrites par Crédit Agricole S.A. pour son propre compte et celui de ses filiales auprès des grands acteurs du marché de l'assurance. Elles permettent d'harmoniser la politique de transfert des risques relatifs aux biens et aux personnes et la mise en place de politiques d'assurances différenciées selon les métiers en matière de responsabilité civile professionnelle et de fraude. Les risques de moindre intensité sont gérés directement par les entités concernées.

En France, les risques de responsabilité civile vis à vis des tiers sont garantis par des polices de Responsabilité Civile Exploitation. Il est à noter que les assurances de dommages aux biens d'exploitation (immobiliers et informatiques) incorporent également une garantie des recours des tiers pour tous les immeubles exposés à ces risques.

Les polices Pertes d'exploitation, Fraude et Tous risques valeurs, responsabilité civile professionnelle du Groupe et responsabilité civile des dirigeants et mandataires sociaux ont été renouvelées en 2018.

Les polices "éligibles Bâle 2" sont ensuite utilisées au titre de la réduction de l'exigence de fonds propres au titre du risque opérationnel (dans la limite des 20 % autorisés).

Les risques combinant une faible intensité et une fréquence élevée qui ne peuvent être assurés dans des conditions économiques satisfaisantes sont conservés sous forme de franchise ou mutualisés au sein du groupe Crédit Agricole S.A. au final par la captive d'assurance du Groupe (Crédit Agricole Risk Insurance) et représentent environ 7 % de l'ensemble des programmes d'assurances Groupe.

3.9. ÉVOLUTION DES RISQUES JURIDIQUES

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2017. Les dossiers ci-après évoqués sont ceux qui sont nés ou ont connu une évolution après le 22 mars 2018, date du dépôt auprès de l'AMF du Document de référence n° D.18-0164. Sont aussi évoqués des dossiers en cours qui n'ont pas fait l'objet d'évolution depuis cette date.

Les risques juridiques en cours au 31 décembre 2018 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine du Groupe ont fait l'objet de provisions qui correspondent à la meilleure estimation par la Direction générale sur la base des informations dont elle dispose. Elles sont mentionnées note 6.17 des états financiers consolidés.

À ce jour, à la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée), susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Faits exceptionnels et litiges

Strauss/Wolf/Faudem

Des citoyens américains (et des membres de leurs familles), victimes d'attentats attribués au Hamas commis en Israël entre 2001 et 2004, ont assigné le Crédit Lyonnais et une autre banque devant un tribunal new-yorkais.

Ils soutiennent que ces banques seraient complices des terroristes car elles détenaient chacune un compte ouvert – en 1990 pour le Crédit Lyonnais – par une association charitable d'aide aux Palestiniens, compte par lequel des fonds auraient été virés à des entités palestiniennes accusées, selon les demandeurs, de financer le Hamas. Les demandeurs, qui n'ont pas chiffré leur préjudice, réclament l'indemnisation de leurs "blessures, angoisses et douleurs émotionnelles".

En l'état du dossier et de la procédure, les demandeurs n'ont pas rapporté la preuve que l'association était effectivement liée aux terroristes, ni que le Crédit Lyonnais savait que son client pouvait être impliqué – si ceci était démontré – dans le financement du terrorisme. Le tribunal a pourtant exigé cette démonstration de la part des demandeurs pour qu'ils puissent espérer obtenir gain de cause. Le Crédit Lyonnais conteste donc vigoureusement les allégations des demandeurs.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Aux termes d'une décision en date du 28 février 2013, le juge du *Summary Judgment* a renvoyé le Crédit Lyonnais et les demandeurs vers un procès au fond devant un jury populaire.

En février 2018, le Crédit Lyonnais a déposé une nouvelle *"motion for summary judgment",* fondée sur une jurisprudence récente afin que les réclamations des demandeurs soient rejetées sans que l'affaire soit soumise à un tel jury populaire.

En janvier 2019, les demandeurs ont tenté de modifier leurs écritures pour y ajouter de nouveaux demandeurs, avant que leur action ne soit prescrite. Le juge a refusé cette demande et deux nouvelles actions (Fisher et Miller) ont donc été introduites devant le même tribunal que celui en charge des procédures Strauss/Wolf. Elles sont similaires à celles déjà en cours, leur analyse juridique est identique et leur sort dépendra de l'issue de la dernière demande de *summary judgment* déposée par le Crédit Lyonnais en février 2018. Elles vont donc, d'un point de vue procédural, rester en suspens jusque-là.

Affaire EIC (échange image chèques)

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que dix autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie.

En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'échange image chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (annulation d'opérations compensées à tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision.

Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros.

LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT.

L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet.

L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012.

La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC – Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi.

La Cour d'appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros.

Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation.

Office of Foreign Assets Control (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales *(Deferred Prosecution Agreements)* avec l'*US Attorney Office* du District de Columbia (USAO) et le *District Attorney* de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, Crédit Agricole CIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un Conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor *(London Interbank Offered Rates)* sur plusieurs devises, du taux Euribor *(Euro Interbank Offered Rate)* et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ *(Department of Justice)* et la CFTC *(Commodity Future Trading Commission)* – avec lesquelles elles sont en discussion. Il n'est pas possible de connaître l'issue de ces discussions, ni la date à laquelle elles se termineront.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'*Attorney General* de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne.

En outre, Crédit Agricole S.A. fait l'objet, à l'instar de plusieurs banques suisses et étrangères, d'une enquête de la COMCO, autorité suisse de la concurrence, concernant le marché des produits dérivés de taux d'intérêt dont l'Euribor. Par ailleurs, l'enquête ouverte au mois de septembre 2015 par l'autorité sud-coréenne de la concurrence (KFTC) visant Crédit Agricole CIB, et portant sur les indices Libor sur plusieurs devises, Euribor et Tibor, a fait l'objet d'une décision de classement par la KFTC au mois de juin 2016. L'enquête ouverte sur certains produits dérivés du marché des changes (ABS-NDF) a été close par la KFTC, selon une décision notifiée à Crédit Agricole CIB le 20 décembre 2018.

S'agissant des deux actions de groupe *(class actions)* aux États-Unis dans lesquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont nommés, depuis 2012 et 2013, avec d'autres institutions financières, tous deux comme défendeurs pour l'une ("Sullivan" pour l'Euribor) et seulement Crédit Agricole S.A. pour l'autre ("Lieberman" pour le Libor), l'action de groupe "Lieberman" est au stade préliminaire de l'examen de sa recevabilité ; la procédure est toujours suspendue devant la Cour fédérale de l'État de New York. Quant à l'action de groupe "Sullivan", Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont présenté une *motion to dismiss* visant à rejeter la demande des plaignants. La Cour fédérale de New York, statuant en première instance, a fait droit à cette demande à l'égard de Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB. Cette décision est susceptible d'appel.

Depuis le 1er juillet 2016, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, ainsi que d'autres banques sont également cités comme parties dans une nouvelle action de groupe *(class action)* aux États-Unis ("Frontpoint") relative aux indices Sibor *(Singapore Interbank Offered Rate)* et SOR *(Singapore Swap Offer Rate).* Après avoir accepté une première *motion to dismiss* présentée par Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, la Cour fédérale de New York, statuant sur une nouvelle demande des plaignants, a écarté Crédit Agricole S.A. de l'action Frontpoint, au motif qu'elle n'avait pas contribué aux indices concernés. La Cour a en revanche considéré, en tenant compte d'évolutions récentes de la jurisprudence, que sa compétence juridictionnelle pouvait s'appliquer à l'égard de Crédit Agricole CIB, comme à l'égard de l'ensemble des banques membres du panel de l'indice Sibor. Les allégations contenues dans la plainte relative aux indices Sibor/USD et SOR ont par ailleurs été écartées par la Cour, ne demeure donc pris en compte que l'indice Sibor/dollar singapourien. Le 26 décembre 2018, les plaignants ont déposé une nouvelle plainte visant à réintroduire dans le champ de l'action Frontpoint les manipulations alléguées des indices Sibor et SOR ayant affecté les transactions en dollars américains. Crédit Agricole CIB, aux côtés des autres défendeurs, va s'opposer aux termes de cette nouvelle plainte et a par ailleurs déposé une nouvelle *motion to dismiss* pour contester la compétence juridictionnelle maintenue à son égard.

Ces actions de groupe sont des actions civiles par lesquelles les demandeurs, s'estimant victimes des modalités de fixation des indices Euribor, Libor, Sibor et SOR, réclament la restitution de sommes qu'ils prétendent avoir été indûment perçues, des dommages-intérêts et le remboursement des frais et honoraires exposés.

Banque Saudi Fransi

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) a reçu une demande d'arbitrage présentée par Banque Saudi Fransi (BSF) devant la Chambre de commerce internationale (CCI). Le litige porte sur l'exécution d'un contrat de services techniques entre BSF et Crédit Agricole CIB qui n'est plus en vigueur. Le 7 août 2018, BSF a quantifié sa réclamation à 1 011 670 654,00 SAR, soit la contre-valeur en euros d'environ 232 millions, et s'est réservé le droit de soumettre des réclamations supplémentaires. Crédit Agricole CIB conteste totalement les allégations et la réclamation de BSF.

Bonds SSA

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont reçu des demandes de renseignements de différents régulateurs, dans le cadre d'enquêtes relatives aux activités d'un certain nombre de banques intervenant sur le marché secondaire des obligations SSA *(Supranational, Sub-Sovereign and Agencies)* libellées en dollars américains. Dans le cadre de sa coopération avec lesdits régulateurs, Crédit Agricole CIB a procédé à des investigations internes afin de réunir les informations requises disponibles. Le 20 décembre 2018, la Commission européenne a adressé une communication des griefs à plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB dans le cadre de son enquête sur une éventuelle infraction à des règles du droit européen de la concurrence sur le marché secondaire des obligations SSA libellées en dollars américains. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont pris connaissance des griefs et vont y répondre.

Crédit Agricole CIB est cité avec d'autres banques, dans une action de groupe *(class action)* consolidée putative devant le Tribunal fédéral du District Sud de New York. Les plaignants n'ayant pas réussi à établir un dommage suffisant, cette action a été rejetée par une décision du 29 août 2018 qui leur a donné néanmoins la possibilité d'y remédier. Le 7 novembre 2018, les plaignants ont déposé une plainte modifiée. Crédit Agricole CIB ainsi que les autres défendeurs ont déposé des *motions to dismiss* visant à rejeter cette plainte.

Le 7 février 2019, une autre action de groupe contre Crédit Agricole CIB et les défendeurs également cités dans l'action de groupe déjà en cours a été déposée devant le Tribunal fédéral du District Sud de New York.

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont reçu une notification, le 11 juillet 2018, d'une citation avec d'autres banques dans une action de groupe déposée au Canada devant la Cour fédérale. Une autre action, non notifiée à ce jour, aurait été déposée le même jour devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario. À ce stade, il n'est pas possible de connaître l'issue de ces enquêtes, procédures ou actions de groupe ni la date à laquelle elles se termineront.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

O'Sullivan et Tavera

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal fédéral du District de New York ("O'Sullivan I").

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs ("O'Sullivan II").

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs ("Tavera").

Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du *US Anti-Terrorism Act* et du *Justice Against Sponsors of Terrorism Act.* Plus particulièrement, elles soutiennent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient traité des opérations en dollars américains pour l'Iran et des entités iraniennes en violation de sanctions édictées par le *US Treasury Department's Office of Foreign Assets Control,* ce qui aurait permis à l'Iran de financer des organisations terroristes qui, comme il est allégué, seraient les auteurs des attaques précitées. Les demandeurs réclament des dommages-intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Le 2 mars 2018, Crédit Agricole CIB et d'autres défendeurs ont déposé une *motion to dismiss* visant à rejeter les prétentions des demandeurs dans la procédure "O'Sullivan I".

Autorité de la concurrence italienne

Le 5 octobre 2018, CA Consumer Finance S.A. ("CACF") et sa filiale FCA Bank S.p.A. détenue à 50 % ont reçu – ainsi que plusieurs autres banques et certains constructeurs automobiles – une communication des griefs de l'*Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato* (Autorité italienne de la concurrence). Il était allégué dans cette communication des griefs que plusieurs banques adossées à certains fabricants d'automobiles et offrant des solutions de financement de ces véhicules (banques dites "captives") auraient restreint la concurrence du fait de certains échanges d'informations, notamment au sein de deux associations professionnelles.

Par une décision notifiée le 9 janvier 2019, l'*Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato* a considéré que FCA Bank S.p.A. avait participé à cette prétendue infraction et que celle-ci était également imputable à CACF. L'AGCM a imposé une amende de 178,9 millions euros à FCA Bank S.p.A. FCA Bank S.p.A. et CACF ont fait appel de cette décision.

Intercontinental Exchange, Inc. ("ICE")

Le 15 janvier 2019, une action de groupe a été introduite devant un tribunal fédéral de New York (l'*US District Court Southern District of New York*) contre l'Intercontinental Exchange, Inc. ("ICE") et de nombreuses banques dont Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Securities-USA. Cette action a été introduite par des plaignants qui prétendent avoir investi dans des produits financiers indexés sur l'USD ICE Libor. Ils accusent les banques de s'être entendues, depuis février 2014, pour fixer de manière artificiellement basse cet indice et d'avoir réalisé ainsi des profits illicites.

Le 31 janvier 2019 une action similaire a été introduite auprès de l'*US District Court Southern District of New York* contre de nombreuses banques dont Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Securities-USA. Le 1er février 2019 ces deux actions ont été jointes.

Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V.

Les conditions de révision des taux d'intérêts de crédits renouvelables commercialisés par Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., filiale à 100 % de Crédit Agricole Consumer Finance S.A., et ses filiales font l'objet de réclamations d'un certain nombre d'emprunteurs qui portent sur les critères de révision de ces taux et d'éventuels trop-perçus d'intérêts.

Le 21 janvier 2019, dans deux affaires concernant des filiales de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., la commission des appels de la KIFID (instance néerlandaise spécialisée dans les litiges concernant les services financiers) a jugé que, en cas d'absence d'information ou d'information insuffisante sur les éléments précis déterminant le taux d'intérêt, celui-ci devait suivre l'évolution des taux d'intérêt du marché des prêts à la consommation.

L'analyse de l'impact de ces décisions sur les portefeuilles concernés de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V. et de ses filiales est en cours.

CACEIS Allemagne

CACEIS Allemagne a appris des autorités fiscales bavaroises qu'elles auraient l'intention de lui demander la restitution d'impôts sur dividendes remboursés à certains de ses clients en 2010.

La demande de restitution d'impôts par l'administration fiscale bavaroise porterait sur un montant de 312 millions d'euros, sans préjudice d'éventuels intérêts. CACEIS Allemagne contesterait vigoureusement cette demande si elle lui était adressée.

Dépendances éventuelles

Crédit Agricole S.A. n'est dépendant d'aucun brevet ou licence ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

3.10. RISQUES DE NON-CONFORMITÉ

La Conformité s'entend comme un ensemble de règles et d'initiatives ayant pour objet le **respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires** propres aux activités bancaires et financières, des **normes et usages professionnels et déontologiques,** des principes fondamentaux qui figurent dans la **Charte éthique** du Groupe et des instructions, **codes de conduite** et procédures internes aux entités du Groupe en relation avec les domaines relevant de la Conformité. Ceux-ci recouvrent en particulier la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, le respect des sanctions internationales (embargos, gels des avoirs etc.), la prévention de la fraude interne et externe, la lutte contre la corruption et l'exercice du droit d'alerte, le respect de l'intégrité des marchés financiers, la protection de la clientèle, les règles en matière de conformité fiscale et la protection des données personnelles.

Au-delà de répondre aux exigences réglementaires et pour satisfaire aux attentes de l'ensemble de ses parties prenantes (clients, sociétaires, actionnaires, collaborateurs), le groupe Crédit Agricole se fixe comme objectif de **faire de la Conformité un atout différenciant au service de la satisfaction client, du développement et d'une performance durable.** Les règles et initiatives en matière de conformité visent dès lors à garantir transparence et loyauté à l'égard des clients, à contribuer à l'intégrité des marchés financiers, à prévenir du risque de réputation et des risques de sanctions pénales, administratives et disciplinaires dans les domaines de son ressort.

Le groupe Crédit Agricole a défini et mis en place un **dispositif de maîtrise des risques de non-conformité,** actualisé, adéquat et proportionné aux enjeux, qui implique l'ensemble des acteurs (collaborateurs, management, fonctions de contrôle dont la Conformité). Ce dispositif s'appuie notamment sur des organisations, des procédures, des systèmes d'information ou des outils, utilisés pour identifier, évaluer, surveiller, contrôler ces risques, et déterminer les plans d'actions nécessaires. Ce dispositif fait l'objet de *reporting* à l'attention des instances de gouvernance des entités et du Groupe. Un dispositif de contrôle dédié s'assure de la maîtrise de ces risques, et donc de leurs impacts (pertes financières, sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires), avec l'objectif constant de préserver la réputation du Groupe.

Ce dispositif est structuré et déployé par la ligne métier Conformité du groupe Crédit Agricole. Celle-ci est placée sous l'autorité du Directeur de la conformité du Groupe, lui-même rattaché directement au Directeur général de Crédit Agricole S.A. Afin de **développer l'intégration de la filière et de garantir l'indépendance de ces fonctions,** les responsables Conformité des filiales de Crédit Agricole S.A. sont rattachés hiérarchiquement au Directeur de la conformité du Groupe, sauf lorsque le droit local s'y oppose. Un lien d'animation fonctionnelle est par ailleurs mis en place avec les Caisses régionales, au niveau soit du responsable Contrôle conformité (RCC) lorsque celui-ci est directement rattaché à la Direction générale de son entité, soit du responsable Risques lorsque la Conformité relève de son périmètre. À fin 2018, ces fonctions sont exercées en équivalent temps plein par plus de 1 500 personnes au sein de Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales, marquant une **progression de plus de 55 % des effectifs alloués sur trois ans.**

La Direction de la conformité Groupe de Crédit Agricole S.A. (DDC) élabore les **politiques Groupe** relatives au respect des dispositions législatives et réglementaires et s'assure de leur bonne diffusion et application. Elle dispose pour ce faire d'équipes **spécialisées par domaine d'expertise** : conformité des marchés financiers, protection de la clientèle, sécurité financière, fraude et corruption. Une équipe projet est par ailleurs dédiée au pilotage du déploiement de l'ensemble des engagements du groupe Crédit Agricole pris dans le cadre du plan de remédiation OFAC (cf. *infra*). Dans le cadre de l'entrée en vigueur du règlement européen sur la protection des données personnelles (RGPD), le Délégué à la protection des données (DPO) Groupe a été rattaché directement au Directeur de la conformité Groupe, et est en charge de l'animation de **la filière DPO du Crédit Agricole.**

La DDC assure également l'animation et la **supervision de la filière.** Au sein de la ligne métier Conformité, chaque responsable de Conformité met en particulier à jour une cartographie des risques de non-conformité, consolidée par la Direction de la conformité Groupe. La maîtrise des risques de non-conformité s'appuie plus largement sur un dispositif intégrant des indicateurs et contrôles permanents régulièrement déployés au sein des entités et donc la DDC assure la supervision de niveau Groupe (y compris remontée des réclamations clients ou analyses de dysfonctionnements de conformité).

Enfin, le dispositif s'organise autour d'une gouvernance pleinement intégrée au cadre de contrôle interne du Groupe. Le **Comité de management de la conformité Groupe,** présidé par la Direction générale, se réunit dans sa forme plénière cinq à six fois par an. Ce Comité prend les décisions nécessaires, tant pour la prévention des risques de non-conformité que pour la mise en place et le suivi des mesures correctrices à la suite des dysfonctionnements portés à sa connaissance. Les risques de non-conformité et décisions prises en vue de leur maîtrise sont régulièrement présentées au Comité des risques du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

Le dispositif de maîtrise des risques de non-conformité repose en premier lieu sur la diffusion d'une **culture éthique et conformité** solide auprès de l'ensemble des collaborateurs et dirigeants du Groupe.

Elle repose sur des **actions de sensibilisation et de formation** aux enjeux et risques de non-conformité qui mobilisent fortement la filière Conformité et plus largement l'ensemble des parties prenantes du Groupe : collaborateurs, dirigeants et administrateurs. Ces modules et supports de formation – généralistes ou destinés aux collaborateurs plus exposés – couvrent l'ensemble des domaines de conformité au quotidien, de prévention et détection de la fraude, de protection des données personnelles, de lutte contre le blanchiment et prévention du financement du terrorisme, relatifs aux sanctions internationales…

En amont, la culture éthique et conformité passe par le déploiement de la **Charte Éthique,** dont le groupe Crédit Agricole s'est doté en mai 2017. Celle-ci, commune à l'ensemble des entités du Groupe, promeut les valeurs de proximité, de responsabilité et de solidarité portées par le Groupe.

Dans le prolongement de cette Charte, Crédit Agricole S.A. s'est doté d'un **Code de conduite,** qui vient la décliner opérationnellement. Il s'applique à tous, que ce soient les administrateurs, les dirigeants, les collaborateurs de l'entité sociale Crédit Agricole S.A., quelles que soient leur situation et leur fonction. Le code de conduite diffusé en 2018 a été pensé pour guider au quotidien les actions, décisions et comportements de chacun en intégrant des règles comportementales face à des problématiques éthiques que chacun peut être amené à rencontrer au cours de ses missions professionnelles et extraprofessionnelles. S'inscrivant dans la démarche de maîtrise des risques de non-conformité, il intègre, en outre, un volet spécifique "anticorruption" en application des obligations découlant de Sapin II, relatives à la prévention de la corruption et du trafic d'influence. La déclinaison de codes de conduite est en cours au sein de l'ensemble des entités du Groupe – Caisses régionales et filiales – selon la même approche.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Le groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi son engagement en matière de **lutte contre la corruption.** Après la certification de son dispositif par SGS en 2016 (Spécialiste de l'inspection, du contrôle, de l'analyse et de la certification – certification BS 10500), le groupe Crédit Agricole est la **première banque française à avoir obtenu en juillet 2017 la certification ISO 37001 de son dispositif,** marquant l'attention portée par le Groupe sur cette thématique. Cette démarche a été prolongée sur 2018 avec la finalisation du déploiement opérationnel de la loi dite Sapin II sur les volets prévention de la corruption et lanceurs d'alerte.

À noter enfin que le Groupe s'est doté en 2018 d'une définition du **risque de mauvaise conduite** et a engagé des travaux visant à compléter la gouvernance et mettre en place un tableau de bord et un indicateur d'appétence Groupe.

La **maîtrise des risques relatifs aux exigences de sécurité financière** et notamment de sanctions internationales constitue une priorité forte du Groupe. Ces évolutions s'inscrivent dans le cadre d'un vaste projet de renforcement du dispositif de gestion des sanctions internationales, **le plan de remédiation OFAC,** conséquence des accords signés avec les autorités américaines le 19 octobre 2015 suite à des manquements au régime des "Sanctions OFAC" sur des opérations en USD de la période 2003/2008. Ce plan de remédiation a été approuvé par la FED le 24 avril 2017 et fait l'objet d'un pilotage rapproché et d'un *reporting* régulier à la gouvernance du Groupe et aux autorités américaines.

La **levée des poursuites pénales à l'encontre de Crédit Agricole CIB,** dans le cadre des accords signés avec les autorités américaines en octobre 2015 sur le respect des sanctions internationales US, marque une importante étape dans la conduite du plan de remédiation OFAC. En effet la Cour fédérale du District de Columbia a, le 19 octobre 2018, rendu une ordonnance définitive mettant fin à la procédure relative aux sanctions économiques américaines, que l'USAO avait initiée à l'encontre de Crédit Agricole CIB en octobre 2015. L'USAO et le DANY ont ainsi reconnu les améliorations apportées au programme de conformité alors adopté par Crédit Agricole CIB. Crédit Agricole CIB, comme l'ensemble du groupe Crédit Agricole, demeure pleinement engagé afin de garantir vis-à-vis de la Réserve fédérale américaine (Fed) la réussite du programme OFAC du Groupe, d'ici avril 2021. En effet, le volet civil des accords se poursuit et des travaux sont engagés dans l'ensemble du groupe Crédit Agricole, avec des chantiers importants en particulier en matière d'enrichissement des données clients, de renforcement du dispositif de criblage des tiers et de contrôle des activités de *Trade Finance.*

Par ailleurs, les dispositifs de **connaissance client** et de **lutte contre le blanchiment et de prévention du financement du terrorisme** font l'objet de plans d'actions continus au regard tant de l'évolution des risques que des exigences réglementaires et des autorités de supervision.

L'année 2018 a également été marquée par l'entrée en vigueur du règlement européen sur la **protection des données personnelles** (RGPD). Le dispositif du groupe Crédit Agricole déployé en 2018 – dans le respect de ces nouvelles exigences – fera l'objet d'actions de consolidation et d'industrialisation en 2019, dans le cadre de la gouvernance de la donnée et des projets du Groupe.

Enfin, la **protection de la clientèle** reste une priorité affirmée du groupe Crédit Agricole, en pleine adhésion avec son projet Client. S'agissant des thématiques de conformité réglementaire, l'année 2018 a été marquée par le suivi du correct déploiement opérationnel de MIFID2, PRIIPS et de la directive sur l'intermédiation en assurance entrée en vigueur fin 2018. Le suivi du déploiement des dispositifs relatifs aux avoirs en déshérence (loi Eckert), à l'assurance emprunteur (lois Lagarde et Hamon) à l'inclusion bancaire (droit au compte et clientèle en situation de fragilité financière) et au traitement des réclamations clients ont ainsi donné lieu à des chantiers dédiés. Plus largement, le Groupe porte une attention spécifique à la qualité de l'information et du conseil délivrés et au bon respect des règles d'adéquation des produits proposés aux clients, mais également à l'ensemble de ses engagements en matière d'inclusion bancaire et de protection de la clientèle fragile. Outre son rôle de normalisation et de contrôle du dispositif, la filière Conformité s'inscrit en la matière dans une approche de "conformité native" visant à intégrer de manière fluide les exigences réglementaires dans les processus et outils commerciaux du Groupe.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4. INFORMATIONS AU TITRE DU PILIER 3

Le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (*Capital Requirements Regulation* dit "CRR") impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques. Le dispositif de gestion des risques et le niveau d'exposition aux risques du groupe Crédit Agricole S.A. sont décrits dans la présente partie et dans la partie "Gestion des risques".

Bâle 3 s'articule autour de trois piliers :

- le **Pilier 1** détermine les exigences minimales d'adéquation des fonds propres et le niveau des ratios conformément au cadre réglementaire en vigueur ;
- le **Pilier 2** complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée la Banque, sur la base de méthodologies qui lui sont propres (cf. partie 2 : "Pilotage du capital économique") ;
- le **Pilier 3** instaure de nouvelles normes en matière de communication financière à destination du marché ; cette dernière doit être plus détaillée concernant les composantes des fonds propres réglementaires et l'évaluation des risques, tant au plan de la réglementation appliquée que de l'activité de la période.

Le groupe Crédit Agricole S.A. a fait le choix de communiquer les informations au titre du Pilier 3 dans une partie distincte de celle sur les facteurs de risque, afin d'isoler les éléments répondant aux exigences prudentielles en matière de publication.

Le pilotage de la solvabilité du Groupe vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier en permanence que le Groupe dispose de fonds propres suffisants pour couvrir les risques auxquels il est ou pourrait être exposé compte tenu de ses activités, sécurisant ainsi l'accès du Groupe aux marchés financiers aux conditions souhaitées.

Pour la réalisation de cet objectif, le Groupe s'appuie sur un processus interne ICAAP *(Internal Capital Adequacy and Assessment Process).*

Le processus interne ICAAP est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires précisés ci-après (accords de Bâle, lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne, attentes prudentielles de la Banque centrale européenne). Il comprend en particulier :

- une gouvernance de la gestion du capital, adaptée aux spécificités des filiales du Groupe et permettant un suivi centralisé et coordonné au niveau Groupe ;
- une mesure des exigences de capital réglementaire (Pilier 1) ;
- une mesure des exigences de capital économique, qui s'appuie sur le processus d'identification des risques et une quantification des exigences de capital selon une approche interne (Pilier 2) ;
- le pilotage du capital réglementaire, qui s'appuie sur des mesures prospectives, à court et à moyen terme, cohérentes avec les projections budgétaires, sur la base d'un scénario économique central ;
- le pilotage de *stress tests* ICAAP, qui visent à simuler la destruction de capital après trois ans de scénario économique adverse (cf. chapitre 5 – Facteurs de risque, paragraphe : "Différents types de stress tests") ;
- le pilotage du capital économique (cf. partie 4.2 "Pilotage du capital économique") ;
- et un dispositif d'ICAAP qualitatif qui formalise notamment les axes d'amélioration de la maîtrise des risques.

L'ICAAP est également un processus intégré en forte interaction avec les autres processus stratégiques du Groupe (ILAAP : *Internal Liquidity Adequacy and Assessment Process,* appétence au risque, processus budgétaire, plan de rétablissement, identification des risques…).

Outre la solvabilité, Crédit Agricole S.A. pilote également les ratios de levier et de résolution (MREL & TLAC) pour le compte du groupe Crédit Agricole.

Enfin, les ratios de solvabilité majeurs font partie intégrante du dispositif d'appétence au risque appliqué au sein du Groupe (décrit dans le chapitre 5 – Facteurs de risque).

4.1. PILOTAGE DU CAPITAL RÉGLEMENTAIRE

Les informations qualitatives et quantitatives sur la gestion du capital visées par IAS 1 figurent dans les paragraphes 1.1, 1.5.1.4 et au paragraphe 1.5.6 du présent chapitre. Lorsqu'elles sont couvertes par l'opinion des Commissaires aux comptes, ces informations sont identifiées par la note de bas de page suivante : "Information couverte par l'opinion des Commissaires aux comptes".

4.1.1. Cadre réglementaire applicable (1)

Renforçant le dispositif prudentiel, les accords de Bâle 3 ont conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et ont introduit de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel. Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au *Journal officiel de l'Union européenne* le 26 juin 2013 (directive 2013/36/EU, dite "CRD 4", transposée notamment par l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014, et règlement "CRR") et sont entrés en application le 1er janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

Dans le régime CRR/CRD 4, trois niveaux de ratio de solvabilité sont calculés :

- le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio *Tier 1* ;
- le ratio de fonds propres globaux.

Ces ratios font l'objet d'un calcul "phasé" qui a été mis en place pour gérer progressivement la transition entre les règles de calcul Bâle 2 et celles de Bâle 3. Toutes les dispositions transitoires facilitant la mise en conformité des établissements de crédit avec CRR / CRD 4 ont pris fin au 1er janvier 2018, excepté celles portant sur les instruments de dette hybride (*Tier* 1 et *Tier* 2) qui s'achèveront le 1er janvier 2022 (cf. point 4.1.6.3 "Dispositions transitoires").

À ce dispositif, s'ajoutent deux autres familles de ratio :

- le ratio de levier ;
- les ratios de résolution.

Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels à une exposition en risque. Les définitions et calculs sont développés dans les parties suivantes. Les exigences minimales applicables au groupe Crédit Agricole S.A. et au groupe Crédit Agricole sont respectées.

(1) Information couverte par l'opinion des Commissaires aux comptes.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.1.2. Supervision

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE sont assujettis aux ratios de solvabilité et aux ratios des grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que certaines filiales du Groupe puissent bénéficier de l'exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sur base sous-consolidée dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement CRR. Dans ce cadre, Crédit Agricole S.A. a été exempté par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage sous supervision unique le 4 novembre 2014 par la Banque centrale européenne n'a pas remis en cause les exemptions individuelles accordées précédemment par l'ACPR.

4.1.3. Périmètre prudentiel de supervision

Différence entre le périmètre de consolidation comptable et le périmètre de consolidation à des fins de surveillance prudentielle

Les entités comptablement consolidées mais exclues de la surveillance prudentielle des établissements de crédit sur base consolidée sont essentiellement les sociétés d'assurance et quelques entités *ad hoc* prudentiellement mises en équivalence. Par ailleurs, les entités consolidées comptablement par la méthode de l'intégration proportionnelle au 31 décembre 2013 et désormais consolidées comptablement par la méthode de mise en équivalence, conformément à la norme IFRS 11, restent prudentiellement consolidées par intégration proportionnelle. L'information sur ces entités ainsi que leur méthode de consolidation comptable sont présentées dans l'annexe 11 aux comptes consolidés "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018".

Différence de traitement des participations entre périmètre comptable et périmètre prudentiel

Type de participation	Traitement comptable	Traitement prudentiel Bâle 3 non phasé
Filiales ayant une activité financière	Consolidation par intégration globale	Consolidation par intégration globale générant une exigence en fonds propres au titre des activités de la filiale.
Filiales ayant une activité financière détenues conjointement	Mise en équivalence	Consolidation proportionnelle.
Filiales ayant une activité d'assurance	Consolidation par intégration globale	Traitement prudentiel de ces participations par mise en équivalence, le Groupe étant reconnu "conglomérat financier" : • pondération des instruments de CET1 à 370 % (pour les entités non cotées) avec calcul de l'*EL equity* à hauteur de 2,4 %, sous réserve de l'accord du superviseur ; à défaut, déduction des instruments de CET1 de la filiale du total des instruments CET1 du Groupe ; • déduction des instruments AT1 et *Tier 2* du total des instruments équivalents du Groupe. En contrepartie, comme les années précédentes, le groupe Crédit Agricole S.A. et le groupe Crédit Agricole sont soumis à des exigences complémentaires en matière de fonds propres et de ratio d'adéquation des fonds propres du conglomérat financier.
Participations > 10 % ayant une activité financière par nature	• Mise en équivalence • Titres de participation dans les établissements de crédit	• Déduction du CET1 des instruments de CET1, au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % du CET1. Cette franchise, appliquée après calcul d'un seuil de 10 %, est commune avec la part non déduite des impôts différés actifs dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles. • Déduction des instruments AT1 et *Tier 2* du total des instruments équivalents du Groupe.
Participations ≤ 10 % ayant une activité financière ou assurance	Titres de participation et titres détenus à des fins de collecte et vente	Déduction des instruments CET1, AT1 et *Tier 2,* au-delà d'une limite de franchise de 10 % du CET1.
Véhicules de titrisation de l'activité ABCP *(Asset-backed commercial paper)*	Intégration globale	Pondération en risque de la valeur de mise en équivalence et des engagements pris sur ces structures (lignes de liquidité et lettres de crédit).

La liste détaillée des entités présentant une différence de traitement entre périmètre comptable et périmètre prudentiel est présentée dans la partie 3 "Annexe aux fonds propres réglementaires".

Différences entre les périmètres de consolidation comptable et réglementaire et correspondance entre les états financiers et les catégories de risques réglementaires (LI1)

	a	b	c	d	e	f	g
			Valeurs comptables des éléments				
31/12/2018 *(en milliards d'euros)*	Valeurs comptables d'après les états financiers publiés	Valeurs comptables sur le périmètre de consolidation réglementaire	soumis au cadre du risque de crédit	soumis au cadre du risque de contrepartie	soumis aux dispositions relatives à la titrisation	soumis au cadre du risque de marché	non soumis aux exigences de fonds propres ou soumis à déduction des fonds propres
Actif							
Caisses, Banques centrales	67	67	67	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	226	226	-	207	-	115	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	140	7	7	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	14	13	-	13	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	250	44	36	4	3	-	0
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	3	3	3	-	-	-	(0)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	413	409	405	4	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	369	381	377	3	-	-	-
Titres de dettes	58	48	44	4	-	-	-
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6	6	-	-	-	-	6
Actifs d'impôts courants et différés	4	5	5	-	-	-	-
Compte de régularisation et actifs divers	38	35	29	6	-	2	0
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	0	-	-	-	-	-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence	6	14	12	-	-	-	2
Immeubles de placement	6	0	0	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	4	5	5	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	2	2	-	-	-	-	2
Écart d'acquisition	15	15	-	-	-	-	15
TOTAL DE L'ACTIF	**1 624**	**1 281**	**992**	**242**	**3**	**118**	**25**
Passif							
Banques centrales	1	2	-	-	-	-	2
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	194	195	-	82	-	-	113
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	34	33	-	-	-	-	33
Instruments dérivés de couverture	12	12	-	-	-	-	12
Dettes envers les établissements de crédit	132	115	-	7	-	-	109
Dettes envers la clientèle	597	615	-	1	-	-	614
Dettes représentées par un titre	184	173	-	-	-	-	173
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	7	6	-	-	-	-	6
Passifs d'impôts courants et différés	2	3	3	-	-	-	(0)
Compte de régularisation et passifs divers	42	37	7	-	-	-	30
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0	(0)	-	-	-	-	(0)
Provisions techniques des contrats d'assurance	324	(0)	-	-	-	-	(0)
Provisions	6	6	-	-	-	-	6
Dettes subordonnées	23	21	-	-	-	-	21
Total dettes	**1 559**	**1 218**	**10**	**89**	**-**	**-**	**1 119**
Total capitaux propres	**66**	**64**	**-**	**-**	**-**	**-**	**64**
Dont capitaux propres – part du Groupe	**59**	**59**	**-**	**-**	**-**	**-**	**59**
dont capital et réserves liées	27	27	-	-	-	-	27
dont réserves consolidées	26	26	-	-	-	-	26
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1	1	-	-	-	-	1
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées	0	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	4	4	-	-	-	-	4
Dont participation ne donnant pas le contrôle	**7**	**5**	**-**	**-**	**-**	**-**	**5**
TOTAL DU PASSIF	**1 624**	**1 281**	**10**	**89**	**-**	**-**	**1 182**

Les valeurs comptables sur le périmètre de consolidation réglementaire (colonne b) ne sont pas égales à la somme de leur ventilation par type de risque (colonne c à g).

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.1.4. Dispositif d'ensemble

Capital planning

Le pilotage du capital réglementaire est réalisé dans le cadre d'un processus de planification nommé *capital planning*.

Le *capital planning* a pour objectif de fournir des projections de fonds propres et de consommation de ressources rares (emplois pondérés et bilan) sur l'horizon du Plan Moyen Terme en cours sur les deux périmètres de consolidation (Crédit Agricole S.A., entité cotée et le groupe Crédit Agricole, établissement systémique), en vue d'établir les trajectoires de ratios de solvabilité (CET1, *Tier 1* et ratio global), de levier et de résolution (MREL et TLAC).

Il décline les éléments budgétaires de la trajectoire financière en y incluant les projets d'opérations de structure, les évolutions réglementaires comptables et prudentielles, ainsi que les effets modèles appliqués aux assiettes de risques. Il traduit également la politique d'émission (dettes subordonnées et dettes éligibles TLAC) et de distribution au regard des objectifs de structure de capital définis en cohérence avec la stratégie du Groupe.

Il permet de déterminer les marges de manœuvre dont dispose le Groupe pour se développer. Il permet de veiller ainsi au respect des différentes exigences prudentielles et sert au calcul du montant maximum distribuable tel que défini par le CRR pour les dettes *Additional Tier 1.* Il est également utilisé pour la fixation des différents seuils de risques retenus pour l'appétence au risque.

Le *capital planning* est présenté à diverses instances de gouvernance et fait l'objet d'une communication aux autorités compétentes, soit dans le cadre d'échanges réguliers, soit pour des opérations ponctuelles (par exemple des demandes d'autorisations).

Les filiales soumises au respect d'exigences prudentielles et les Caisses régionales se livrent également à cet exercice de prévision au niveau sous-consolidé.

Gouvernance

Chaque trimestre (et plus en cas de besoin) se tient le Comité de *capital management,* présidé par le Directeur général adjoint en charge des finances et auquel participent le Directeur des risques, le Directeur du pilotage financier, le Directeur de la communication financière et le Directeur de la trésorerie et du financement.

Ce Comité a comme principales missions de :

- revoir les projections à court et moyen terme des groupes Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A. en matière de solvabilité, de levier et de résolution, mais aussi les ratios suivis par les agences de notation ;
- valider les hypothèses structurantes impactant la solvabilité en cohérence avec le Plan à moyen terme ;
- fixer les règles de gestion et d'allocation du capital au sein du Groupe ;
- décider les opérations de *liability management* (gestion de la dette subordonnée) ;
- échanger autour des sujets relatifs au capital économique ;
- prendre connaissance de l'actualité en matière de supervision et de réglementation ;
- étudier les problématiques pertinentes relatives aux filiales et aux Caisses régionales ;
- préparer les décisions à soumettre le cas échéant au Comité actif-passif et au Conseil d'administration.

4.1.5. Ratios de solvabilité

Au numérateur des ratios de solvabilité
(Cf. partie 1.6 "Définition des fonds propres")

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1,* constitués du *Common Equity Tier 1* et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1) ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 *(Tier 2).*

Au dénominateur des ratios de solvabilité
(Cf. partie 4 : "Composition et évolution des emplois pondérés")

Bâle 3 définit plusieurs types de risque : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels qui donnent lieu à un calcul d'emplois pondérés. Ceux-ci sont détaillés dans la partie 4 ci-dessous.

Par ailleurs, les emplois pondérés incluent, pour le périmètre validé en conglomérat, la valeur de mise en équivalence des participations dans les assurances, en application de l'article 49 du CRR. La pondération est à 370 % étant donné le statut non coté de Crédit Agricole Assurances (CAA).

Participations non déduites dans des entreprises d'assurance (INS1)

31/12/2018 *(en millions d'euros)*	Valeur
Détentions d'instruments de fonds propres d'une entité du secteur financier dans laquelle l'établissement détient un investissement important non déduit des fonds propres (avant pondération en fonction des risques)	8 286
TOTAL DES ACTIFS PONDÉRÉS DES RISQUES (RWA)	**30 660**

En outre, les exigences prudentielles sur cette participation font l'objet d'un transfert de risque aux Caisses régionales grâce à des garanties spécifiques *(Switch)*, depuis le 2 janvier 2014. Le montant garanti s'élève à 9,2 milliards d'euros dont 6,3 milliards d'euros couvrant les participations non déduites d'assurance au 31 décembre 2018, soit l'équivalent de 23,3 milliards d'emplois pondérés.

Conformément au règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013, les expositions au risque de crédit sont mesurées selon deux approches :

- l'approche "Standard" qui s'appuie sur des évaluations externes de crédit et des pondérations forfaitaires selon les catégories d'exposition bâloises ;
- l'approche "Notations internes" (IRB – *Internal Ratings Based*) qui s'appuie sur le système de notations internes de l'établissement.

On distingue :

- l'approche "Notations internes fondation" selon laquelle les établissements peuvent utiliser uniquement leurs estimations des probabilités de défaut ;
- l'approche "Notations internes avancées" selon laquelle les établissements utilisent l'ensemble de leurs estimations internes des composantes du risque : expositions en cas de défaut, maturité, probabilités de défaut, pertes en cas de défaut.

4.1.5.1. Exigences prudentielles minimales

Les exigences au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement CRR. Le régulateur fixe en complément, de façon discrétionnaire, des exigences minimales dans le cadre du Pilier 2.

Les tableaux et éléments chiffrés ci-après tiennent compte des ajustements effectués dans le cadre du Pilier 2 conformément à la demande de la Banque centrale européenne ; ceux-ci portent à ce jour exclusivement sur la déduction prudentielle des engagements de paiement irrévocables relatifs au Fonds de Résolution Unique (FRU) et au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR).

À ce titre, par rapport aux déclarations réglementaires faites au titre du Pilier 1, une déduction supplémentaire de 278 millions d'euros a été portée sur le CET1 ; corollairement, les emplois pondérés ont été ajustés à la baisse pour 215 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Exigences minimales du Pilier 1

- Ratios de fonds propres avant coussins : l'exigence minimale de CET1 phasé est fixée à 4,5 % des emplois pondérés depuis 2015. De même, l'exigence minimale de *Tier 1* phasé a été relevée à 6 % en 2015 et pour les années suivantes. Enfin, l'exigence minimale de fonds propres globaux phasés est de 8 % en 2015 et pour les années suivantes.
- À ces exigences s'ajoutent des coussins de fonds propres dont la mise en application est progressive :
  - le coussin de conservation (2,5 % des risques pondérés en 2019),
  - le coussin contracyclique (taux en principe dans une fourchette de 0 à 2,5 %), le coussin au niveau du Groupe étant une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD [1]) pertinentes des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation du Groupe ; lorsque le taux d'un coussin contracyclique est calculé au niveau d'un des pays d'implantation, la date d'application est 12 mois au plus après la date de publication sauf circonstances exceptionnelles,
  - les coussins pour risque systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) et pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SIB ou ElSm, entre 0 % et 3,5 %) ou autre (A-EIS, entre 0 % et 2 %). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et, de manière générale, sauf exception, c'est le plus élevé qui s'applique. Seul le groupe Crédit Agricole fait partie des établissements systémiques et a un coussin de 1 % à partir du 1er janvier 2019, phasé à 0,50 % en 2017 et 0,75 % en 2018. Le groupe Crédit Agricole S.A. n'est pas soumis à ces exigences.

Ces coussins sont entrés en application en 2016 et doivent être couverts par des fonds propres de base de catégorie 1. Le coussin de conservation et les coussins pour risque systémique s'appliquent par incrément progressif annuel jusqu'en 2019 (50 % du coussin demandé en 2017, 75 % en 2018).

1er janvier…	2018	2019	2020
Common Equity Tier 1	4,50 %	4,50 %	4,50 %
Tier 1 (CET1 + AT1)	6,00 %	6,00 %	6,00 %
Tier 1 + Tier 2	8,00 %	8,00 %	8,00 %
Coussin de conservation	1,88 %	2,50 %	2,50 %
Coussin contracyclique (entre 0 et 2,5 %)	0,02 %	0,05 %	0,17 %
Coussin pour risque systémique (entre 0 et 5 %)	0,00 %	0,00 %	0,00 %

À fin décembre 2018, des coussins contracycliques sur Hong Kong, l'Islande, la Lituanie, la Norvège, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovaquie et la Suède ont été activés par les autorités nationales compétentes. En 2019, des coussins contracycliques sur la France, la Bulgarie, le Danemark et l'Irlande entreront également en vigueur. En ce qui concerne les expositions françaises, le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) portera ce taux à 0,25 % à compter de la date d'entrée en vigueur du 1er juillet 2019. Compte tenu des expositions portées par le Groupe dans ces pays, le taux de coussin contracyclique du Groupe au 31 décembre 2018 s'élève à 0,043 %. Il atteindra 0,17 % à fin 2019 en tenant compte, notamment, de l'entrée en vigueur du coussin contracyclique français au 1er juillet 2019.

Détail du calcul du coussin contracyclique (CCYB1) :

	Expositions générales de crédit		Expositions du portefeuille de négociation		Expositions de titrisation		Exigences de fonds propres						
31/12/2018 *(en millions d'euros)*	Approche standard	Approche notations internes	Somme des positions longues et courtes du portefeuille de négociation	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes	Approche standard	Approche notations internes	Expositions générales de crédit	Expositions du portefeuille de négociation	Expositions de titrisation	Total	Répartition par pays *(en %)*	Taux de coussin de fonds propres contra-cyclique *(en %)* 31/12/2018	Taux de coussin de fonds propres contra-cyclique projeté *(en %)* 31/12/2019 [b]
Bulgarie	6	28	-	-	-	-	1	-	-	1	**0,01 %**	0,00 %	0,50 %
Danemark	146	602	-	-	-	-	20	-	-	20	**0,11 %**	0,00 %	1,00 %
France	39 260	196 655	203	2 502	221	12 874	8 541	216	140	8 897	**46,58 %**	0,00 %	0,25 %
Hong kong	362	3 601	-	-	-	-	86	-	-	86	**0,45 %**	1,88 %	2,50 %
Irlande	86	3 012	-	-	-	72	75	-	1	75	**0,40 %**	0,00 %	1,00 %
Islande	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**0,00 %**	1,25 %	1,75 %
Lituanie	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	**0,00 %**	0,50 %	1,00 %
Norvège	15	888	-	-	-	-	20	-	-	20	**0,10 %**	2,00 %	2,50 %
République Tchèque	34	67	-	-	-	-	4	-	-	4	**0,02 %**	1,00 %	1,50 %
Royaume-Uni	1 637	13 262	-	-	-	1 644	442	-	12	454	**2,38 %**	1,00 %	1,00 %
Slovaquie	12	13	-	-	-	-	1	-	-	1	**0,01 %**	1,25 %	1,50 %
Suède	91	1 901	-	-	-	27	80	-	-	80	**0,42 %**	2,00 %	2,50 %
Autres pays [a]	68 998	172 840	164	-	1 787	30 284	9 091	13	359	9 463	**49,54 %**	0,00 %	0,00 %
TOTAL	**110 651**	**392 870**	**368**	**2 502**	**2 008**	**44 901**	**18 360**	**230**	**511**	**19 101**	**100,00 %**	**0,043 %**	**0,170 %**

(a) Pour lesquels aucun niveau de coussin contracyclique n'a été défini par l'autorité compétente.
(b) Le taux de coussin de fonds propres contracyclique projeté au 31 décembre 2019 est obtenu par application des taux de coussin connus à ce jour, et applicables, au plus tard dans 12 mois, à la répartition des exigences de fonds propres par pays du 31 décembre 2018 d'après les décisions connues à ce jour.

(1) L'EAD *(Exposure at default)* est le montant de l'exposition en cas de défaillance. Elle englobe les encours bilanciels ainsi qu'une quote-part des engagements hors bilan.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

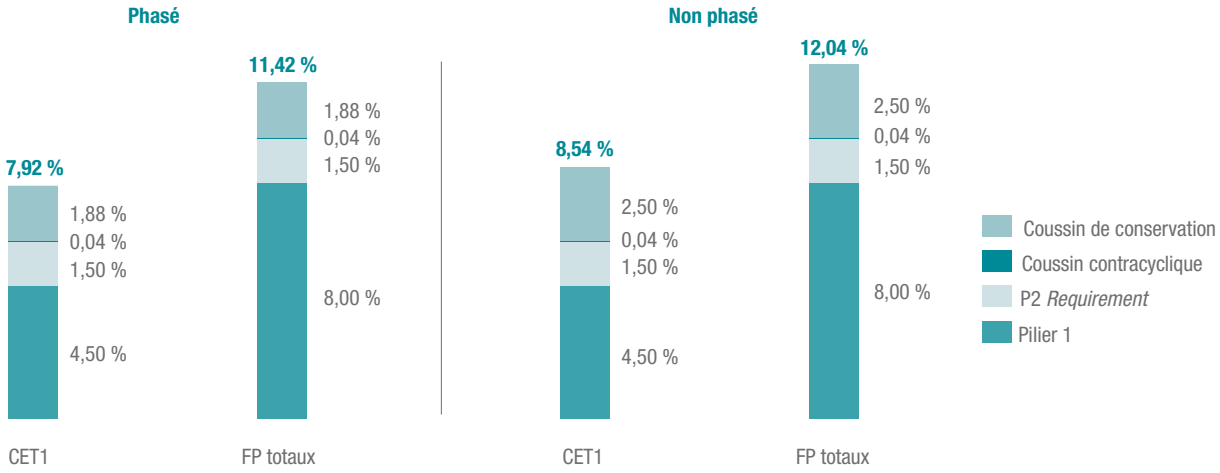
Exigences minimales au titre du Pilier 2

Le groupe Crédit Agricole et le groupe Crédit Agricole S.A. ont été notifiés par la Banque centrale européenne (BCE) des nouvelles exigences de capital applicables suite aux résultats du processus de revue et d'évaluation de supervision ("SREP").

Depuis 2017, la BCE a fait évoluer la méthodologie utilisée, en découpant l'exigence prudentielle en deux parties :

- une exigence Pilier 2 ou *"Pillar 2 Requirement"* (P2R). Cette exigence s'applique à tous les niveaux de fonds propres et doit être constituée intégralement de fonds propres de base de catégorie 1 ; le non-respect de cette exigence entraîne automatiquement des restrictions de distributions (coupons des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1, dividendes, rémunérations variables) ; en conséquence, cette exigence est publique ;
- une recommandation Pilier 2 ou *"Pillar 2 Guidance"* (P2G) ; à ce stade, cette exigence n'a pas de caractère public.

Le groupe Crédit Agricole S.A. doit en conséquence respecter au 31 décembre 2018 un ratio CET1 consolidé minimum de 7,92 %, en phase transitoire (phasé), soit 8,54 % en vision non phasée. Ces niveaux incluent les exigences au titre du Pilier 1, du Pilier 2 P2R, du coussin de conservation des fonds propres qui fait l'objet d'un *phasing* et du coussin contracyclique (d'après les décisions connues à ce jour).



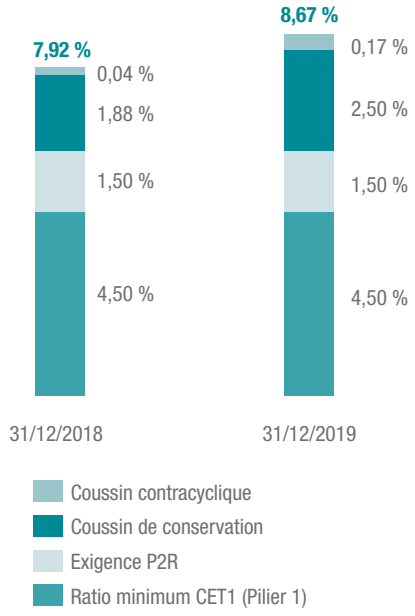
À fin décembre 2018, le ratio CET1 phasé de Crédit Agricole S.A. est de 11,5 % ; il est identique en non phasé.

En qualité d'organe central du groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole S.A. bénéficie pleinement du mécanisme interne de solidarité légale ainsi que de la flexibilité de circulation du capital interne au groupe Crédit Agricole, qui est très fortement capitalisé.

La notification reçue par le groupe Crédit Agricole S.A. en février 2019 confirme ces exigences pour l'année à venir.

Seuils de restriction

Seuil de déclenchement du montant maximum distribuable (1)



La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD 4) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuable (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

Le seuil de déclenchement du MMD s'exprime ainsi en exigence de capital CET1, à laquelle s'ajoutent les éventuelles insuffisances de fonds propres AT1 et Tier 2 au titre du minimum réglementaire Pilier 1.

Pour Crédit Agricole S.A., au 31 décembre 2018, le seuil de déclenchement du MMD s'élève à 7,9 % des RWA, soit un montant de capital CET1 de 24 milliards d'euros. Il atteindrait 8,7 % au 1er juillet 2019 (date d'application du coussin contra cyclique français). Avec un ratio CET1 de 11,5 % au 31 décembre 2018, Crédit Agricole S.A. dispose d'une marge de sécurité d'environ 360 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit environ 11 milliards d'euros de capital CET1.

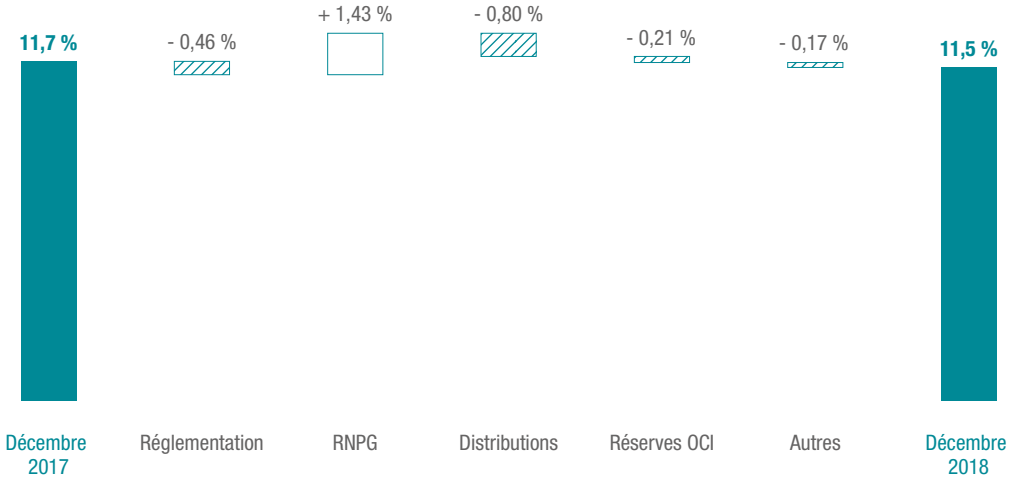
(1) D'après le capital réglementaire CET1 et les emplois pondérés au 31/12/18. L'exigence globale de coussins de fonds propres prend en considération le coussin contra-cyclique, d'après les décisions connues à ce jour. La recommandation Pilier 2 (P2G) n'est pas prise en compte, car le non-respect de cette recommandation (avéré ou probable) n'a pas de conséquence automatique sur les distributions.

4.1.5.2. Tableau synthétique des ratios de solvabilité

L'ensemble des tableaux et commentaires ci-après inclut le résultat conservé de la période.

	31/12/2018		31/12/2017	
(en millions d'euros)	**Phasé**	**Non phasé**	**Phasé**	**Non phasé**
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	35 352	35 352	34 769	34 766
Fonds propres de catégorie 1 *(Tier 1)*	42 116	40 353	41 791	39 821
Fonds propres globaux	54 684	52 725	54 245	51 688
Total des emplois pondérés	306 893	306 893	296 388	296 388
RATIO CET1	**11,5%**	**11,5%**	**11,7%**	**11,7%**
RATIO *TIER 1*	**13,7%**	**13,1%**	**14,1%**	**13,4%**
RATIO GLOBAL	**17,8%**	**17,2%**	**18,3%**	**17,4%**

4.1.5.3. Évolution du ratio CET1



Le ratio CET1 baisse de 21 pb sur l'année, marquée par une nouvelle charge réglementaire, à la fois comptable et prudentielle.

Dans le poste "Réglementation", figurent la première application de la norme IFRS 9 (- 24 pb), les déductions des engagements de paiement irrévocables au titre du Fonds de Résolution Unique et du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (- 7 pb), les effets TRIM (- 3 pb) et la revue de la modélisation des risques opérationnels non financiers (- 12 pb).

Le poste "Autres" comprend notamment le développement des métiers (- 36 pb), le passage en méthode IRB des Caisses d'épargne italiennes (+ 2 pb), l'augmentation de capital réservée aux salariés (+ 4 pb), la reconnaissance prudentielle des intérêts minoritaires d'Agos (+ 8 pb).

4.1.6. Définition des fonds propres

4.1.6.1. Fonds propres de catégorie 1 *(Tier 1)*

Ils comprennent les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) et les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) :

Fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1)

Ils comprennent :

- le capital ;
- les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant notamment les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers détenus à des fins de collecte et vente et les écarts de conversion ;
- les intérêts minoritaires, qui font l'objet d'un écrêtage, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ; cet écrêtage correspond à l'excédent de fonds propres nécessaire à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale ; il s'applique à chaque compartiment de fonds propres ;
- les déductions, qui incluent principalement les éléments suivants :
  - les détentions d'instruments CET1, au titre des contrats de liquidité et des programmes de rachat,
  - les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition,
  - la *prudent valuation* (évaluation prudente définie par la règlementation prudentielle : ajustement du montant des actifs et passifs mesurés à la juste valeur selon une méthode prudentielle en déduisant éventuellement des corrections de valeur),
  - la déduction du CET1 des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables,
  - la déduction du CET1 des montants négatifs résultant d'un **déficit de provisions par rapport aux pertes attendues** (*expected loss* – "EL"),
  - la déduction du CET1 des instruments de CET1 détenus dans les **participations financières inférieures ou égales à 10 %** au-delà d'une limite de franchise de 10 % des fonds propres CET1 ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise),
  - la déduction du CET1 des **impôts différés actifs (IDA)** dépendant des bénéfices futurs **liés à des différences temporelles** au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % des fonds propres

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

CET1 ; cette franchise, appliquée après application d'une première franchise de 10 % du CET1, est commune avec la part non déduite des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),

– la déduction du CET1 des instruments de CET1 détenus dans les **participations financières supérieures à 10 %** (investissements importants) au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % des fonds propres CET1 ; cette franchise, appliquée après application d'une première franchise de 10 % du CET1, est commune avec la part non déduite des impôts différés actifs dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),

– les ajustements demandés par le superviseur au titre du Pilier 2 (engagements de paiement irrévocables relatifs au Fonds de Résolution Unique et au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution).

Depuis le 1er janvier 2018, le Groupe applique la norme IFRS 9 sur les instruments financiers. Cette norme étant d'application rétrospective, les impacts liés aux nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers et de dépréciation du risque de crédit ont été pris intégralement en compte dans les fonds propres du Groupe.

Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)

Fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles sous Bâle 3 (non phasé)

Ils comprennent :

- les fonds propres additionnels de catégorie 1 (*Additional Tier 1* "AT1") éligibles sous Bâle 3 qui correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier les sauts dans la rémunération).

  Les instruments d'AT1 sont sujets à un mécanisme d'absorption des pertes qui se déclenche lorsque le ratio CET1 est inférieur à un seuil qui doit au minimum être fixé à 5,125 %. Les instruments peuvent être convertis en actions ou bien subir une réduction de leur valeur nominale. La totale flexibilité des paiements est exigée : interdiction des mécanismes de rémunération automatique et/ou suspension du versement des coupons à la discrétion de l'émetteur.

  Les émissions d'AT1 éligibles à Bâle 3 comportent deux mécanismes d'absorption des pertes qui se déclenchent lorsque l'une au moins de ces deux conditions est remplie :

  – le ratio CET1 du groupe Crédit Agricole S.A. est inférieur à un seuil de 5,125 %,

  – le ratio CET1 du groupe Crédit Agricole est inférieur à un seuil de 7 %.

  Au 31 décembre 2018, les ratios de Crédit Agricole S.A. et du groupe Crédit Agricole s'établissent respectivement à 11,5 % et 15,0 %. Ainsi, ils représentent un coussin en capital de 19,6 milliards d'euros pour le seuil relatif à Crédit Agricole S.A. et de 43,1 milliards d'euros pour le seuil relatif au groupe Crédit Agricole par rapport aux seuils d'absorption des pertes.

  Au 31 décembre 2018, aucune restriction sur le paiement des coupons n'est applicable.

  À cette même date, les éléments distribuables de Crédit Agricole S.A. s'établissent à 38,7 milliards d'euros incluant 26,3 milliards d'euros de réserves distribuables et 12,4 milliards d'euros de primes d'émission ;

- les détentions directes d'instruments AT1 (dont *market making*) :

  – les déductions des participations dans les entités du secteur financier afférentes à ce compartiment,

  – les éléments de fonds propres AT1 ou autres déductions (dont intérêts minoritaires éligibles en AT1).

Fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles en dispositions transitoires (phasé)

Pendant la phase transitoire, le montant de *Tier 1* retenu dans les ratios correspond :

- aux fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles sous Bâle 3 (AT1) ; et
- à une fraction du *Tier 1* non éligible, égale au minimum :

  – du montant prudentiel des instruments de *Tier 1* non éligibles en date de clôture (post-amortissement, *calls* éventuels, rachats, etc.),

  – de 40 % (seuil pour l'exercice 2018) du stock de *Tier 1* existant au 31 décembre 2012, qui s'élevait à 9 329 millions d'euros, soit un montant maximal pouvant être reconnu de 3 732 millions d'euros.

Le montant de *Tier 1* dépassant ce seuil prudentiel est intégré au *Tier 2* phasé, dans la limite du propre seuil prudentiel applicable au *Tier 2.*

Par souci de lisibilité, les tableaux des titres super-subordonnés sont présentés dans le Pilier 3, disponible sur le site internet : https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres.

4.1.6.2. Fonds propres de catégorie 2 *(Tier 2)*

Ils comprennent :

- les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de cinq ans ; les incitations au remboursement anticipé sont interdites ; ces instruments subissent une décote pendant la période des cinq années précédant leur échéance ;
- la clause de maintien des acquis qui est la même que celle exposée pour la dette AT1 ci-dessus en phasé ;
- les détentions directes d'instruments *Tier* 2 (dont *market making*) ;
- l'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes, limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB ; par ailleurs, les ajustements pour risque de crédit général bruts des effets fiscaux pouvaient être intégrés à hauteur de 1,25 % des emplois pondérés en standard avant application de la norme IFRS 9 ;
- les déductions des participations dans les entités du secteur financier afférentes à ce compartiment, majoritairement du secteur des assurances (les créances subordonnées bancaires n'étant pas éligibles pour la plus grande partie) ;
- les éléments de fonds propres *Tier* 2 ou autres déductions (dont intérêts minoritaires éligibles en *Tier* 2).

Le montant de *Tier 2* retenu dans les ratios correspond :

- en non phasé : au *Tier 2* éligible CRD 4 ;
- en phasé : au *Tier 2* éligible CRD 4, complété du minimum :

  – du montant prudentiel des titres *Tier 2* non éligibles en date de clôture et, le cas échéant, du report des titres *Tier 1* en excédent par rapport au seuil de 40 % (seuil pour l'exercice 2018) des titres *Tier 1* non éligibles,

  – de 40 % (seuil pour 2018) du stock de *Tier 2* non éligible CRD 4 existant au 31 décembre 2012 ; le stock de *Tier 2* non éligible CRD 4 existant au 31 décembre 2012 s'élevait à 4 118 millions d'euros, soit un montant maximal pouvant être reconnu de 1 647 millions d'euros.

Par souci de lisibilité, les tableaux des titres subordonnés à durée indéterminée, des titres participatifs et des titres subordonnés remboursables au 31 décembre 2018 sont présentés dans le Pilier 3, disponible sur le site internet : https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres.

De même qu'indiqué pour les fonds propres de base de catégorie 1, le Groupe applique depuis le 1er janvier 2018 la norme IFRS 9 sur les instruments financiers. Cette norme étant d'application rétrospective, les impacts liés aux nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers et de dépréciation du risque de crédit ont été pris intégralement en compte dans les fonds propres du Groupe.

4.1.6.3. Dispositions transitoires

Pour faciliter la mise en conformité des établissements de crédit avec CRR/CRD 4, des assouplissements ont été consentis à titre transitoire, notamment l'introduction progressive des nouveaux traitements prudentiels sur les fonds propres.

Toutes ces dispositions transitoires ont pris fin au 1er janvier 2018, excepté celles portant sur les instruments de dette hybride qui s'achèvent le 1er janvier 2022.

En synthèse, sont pleinement intégrés au CET1, c'est-à-dire sans dispositions transitoires, les éléments suivants : les plus et moins-values latentes, les intérêts minoritaires, les déductions des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables et la déduction du montant du dépassement de double franchise, commune aux impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles et aux instruments de CET1 détenus dans des entités financières constituant des participations dans lesquelles le taux de détention est supérieur à 10 %.

Il en résulte qu'au 31 décembre 2018, les fonds propres de base de catégorie 1 non phasés sont égaux à ceux phasés.

Les données au 31 décembre 2017 étant présentées dans les tableaux suivants, les dispositions transitoires existant à cette date sont rappelées dans les sept points ci-dessous. Seul le point 6 concernant les instruments de dette hybride s'applique toujours au 31 décembre 2018.

1. application transitoire du traitement des filtres prudentiels sur les plus et moins-values latentes sur les actifs détenus à des fins de collecte et vente : avant 2014, les plus-values latentes étaient exclues du CET1, elles ont été progressivement intégrées (40 % en 2015 ; 60 % en 2016 ; 80 % en 2017 et 100 % les années suivantes) ; à l'inverse, les moins-values latentes ont été intégrées dès 2014 ; par ailleurs, les plus et moins-values latentes sur les titres souverains étaient exclues des fonds propres jusqu'à l'application de la norme IFRS 9 par l'UE ;
2. déduction progressive de l'écrêtage ou de l'exclusion des intérêts minoritaires par tranche progressant de 20 % par an depuis le 1er janvier 2014 ;
3. déduction progressive des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables par tranche, progressant de 20 % par an depuis le 1er janvier 2014 ; le montant résiduel (80 % en 2014, 60 % en 2015, 40 % en 2016, 20 % en 2017 et 0 % les années suivantes) reste traité selon la méthode CRD 3 (traitement en emplois pondérés à 0 %) ;
4. déduction progressive des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles : le montant dépassant la double franchise, partiellement commune aux participations financières supérieures à 10 %, est déduit par tranche progressant de 20 % par an à compter du 1er janvier 2014 ; les éléments couverts par la franchise sont pondérés à 250 % ; le montant résiduel du dépassement de franchise (80 % en 2014, 60 % en 2015, 40 % en 2016, 20 % en 2017 et 0 % les années suivantes) reste traité selon la méthode CRD 3 (traitement en emplois pondérés à 0 %) ;
5. déduction progressive des instruments de CET1 détenus dans des entités financières constituant des participations dans lesquelles le taux de détention est supérieur à 10 % : le montant résiduel du dépassement de double franchise, commune aux IDA traités au point précédent, est déduit suivant les mêmes modalités qu'au point ci-dessus ; les éléments couverts par la franchise sont comme ci-dessus pondérés à 250 % ; le montant résiduel du dépassement de franchise (80 % en 2014, 60 % en 2015, 40 % en 2016, 20 % en 2017 et 0 % les années suivantes) reste traité selon la méthode CRD 3 (déduction à 50 % du *Tier 1* et 50 % du *Tier 2*) ;
6. les instruments de dette hybride qui étaient éligibles en fonds propres en Bâle 2 et qui ne sont plus éligibles en tant que fonds propres du fait de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, peuvent sous certaines conditions être éligibles à la clause de maintien des acquis ; tout instrument émis après le 31 décembre 2011 et non conforme à la réglementation CRR est exclu dès le 1er janvier 2014 ; les instruments dont la date d'émission est antérieure peuvent sous conditions faire l'objet de clauses de grand père. Conformément à cette clause, ces instruments sont progressivement exclus sur une période de huit ans, avec une diminution de 10 % par an. En 2014, 80 % du stock global déclaré au 31 décembre 2012 était reconnu, puis 70 % en 2015, etc. La partie non reconnue peut être incluse dans la catégorie inférieure de fonds propres (d'AT1 à *Tier 2* par exemple) si elle remplit les critères correspondants ;
7. les plus-values latentes nettes afférentes aux instruments de capitaux propres reprises, avant impôt, en fonds propres de catégorie 2 à hauteur de 45 %.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.1.6.4. Fonds propres prudentiels simplifiés au 31 décembre 2018

Le tableau ci-après présente les fonds propres prudentiels de manière simplifiée au 31 décembre 2018. Par souci de lisibilité, le tableau complet sur la composition des fonds propres est présenté dans le Pilier 3, disponible sur le site web : https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres.

	31/12/2018		31/12/2017	
(en millions d'euros)	**Phasé**	**Non phasé**	**Phasé**	**Non phasé**
Capital et réserves part du Groupe [1]	51 382	51 382	50 596	50 885
(+) Intérêts minoritaires [1]	3 667	3 667	3 472	3 270
(-) *Prudent valuation*	(1 156)	(1 156)	(737)	(737)
(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(17 917)	(17 917)	(17 761)	(17 761)
(-) Actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles après déduction des passifs d'impôt associés	(203)	(203)	(240)	(299)
(-) Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes	(129)	(129)	(578)	(578)
(-) Dépassement de franchise des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement détient un investissement important et des impôts différés actifs déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles [2]	-	-	-	-
Autres éléments du CET1	(292)	(292)	17	(14)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)	**35 352**	**35 352**	**34 769**	**34 766**
Instruments de capital éligibles en tant que fonds propres AT1	5 260	5 260	5 098	5 098
Instruments de fonds propres AT1 non éligibles bénéficiant d'une clause d'antériorité	1 763	-	2 416	-
Instruments *Tier 1* ou *Tier 2* d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du *Tier 1*	(1)	(1)	(420)	(1)
Ajustements transitoires, autres déductions et intérêts minoritaires	(258)	(258)	(72)	(42)
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1	**6 764**	**5 001**	**7 022**	**5 055**
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1	**42 116**	**40 353**	**41 791**	**39 821**
Instruments de capital et emprunts subordonnés éligibles en tant que fonds propres *Tier 2*	14 722	14 722	15 506	15 506
Instruments de capital et emprunts subordonnés non éligibles bénéficient d'une clause d'antériorité	196	-	382	-
Excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes et ajustements du risque de crédit général selon l'approche standard [3]	374	374	443	443
Instruments *Tier 2* d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du *Tier 2*	(2 647)	(2 647)	(3 771)	(3 951)
Ajustements transitoires, autres déductions et intérêts minoritaires	(77)	(77)	(106)	(131)
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2	**12 568**	**12 372**	**12 454**	**11 867**
FONDS PROPRES GLOBAUX	**54 684**	**52 725**	**54 245**	**51 688**
TOTAL DES EMPLOIS PONDÉRÉS	**306 893**	**306 893**	**296 388**	**296 388**
RATIO CET1	**11,5 %**	**11,5 %**	**11,7 %**	**11,7 %**
RATIO *TIER 1*	**13,7 %**	**13,1 %**	**14,1 %**	**13,4 %**
RATIO GLOBAL	**17,8 %**	**17,2 %**	**18,3 %**	**17,4 %**

(1) Ce poste est détaillé dans le tableau ci-dessous de passage des capitaux propres aux fonds propres.
(2) Les instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement détient un investissement important représentent 3 255 millions d'euros et les impôts différés dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles sont de 1 119 millions d'euros en non phasé au 31 décembre 2018.
(3) La réintégration en *Tier 2* de l'excès de provision par rapport aux pertes attendues éligibles selon l'approche notations internes est limitée à 0,6 % des encours pondérés en IRB. Par ailleurs, les ajustements pour risque de crédit général brut des effets fiscaux pouvaient être intégrés à hauteur de 1,25 % des emplois pondérés en standard, avant application de la norme IFRS 9.

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) non phasés s'élèvent à 35,4 milliards d'euros au 31 décembre 2018 et font ressortir une hausse de 0,6 milliard d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2017.

Les événements non récurrents ayant impacté le CET1 en 2018 concernent essentiellement la mise en œuvre de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018 à hauteur de - 0,7 milliard d'euros : elle a principalement impacté les réserves latentes à hauteur de - 0,8 milliard d'euros, l'*expected loss* sur les expositions en méthode IRB *(Internal ratings based approach)* à hauteur de + 0,4 milliard d'euros, les intérêts minoritaires à hauteur de - 0,1 milliard d'euros et les réserves Groupe pour - 0,1 milliard d'euros.

Le résultat prudentiel conservé s'élève à 2,3 milliards d'euros et, en sens inverse, la charge des coupons sur les émissions AT1 éligibles Bâle 3 à 0,4 milliard d'euros.

Les variations résiduelles sont détaillées ci-dessous par rubrique du ratio :

- le capital et les réserves s'élèvent en non phasé à 51,4 milliards d'euros, en hausse de 0,5 milliard d'euros par rapport à fin 2017 du fait, principalement, du résultat prudentiel conservé pour 2,3 milliards d'euros et de l'impact positif de l'écart de conversion net de l'effet change des émissions d'AT1 sur les réserves qui s'élève à 0,1 milliard d'euros. En sens inverse, la baisse des plus et moins-values latentes atteint 1,5 milliard d'euros (dont - 0,8 milliard d'euros au titre d'IFRS 9) et les coupons AT1 pèsent sur le CET1 à hauteur de 0,4 milliard d'euros ; par ailleurs, une augmentation de capital réservée aux salariés a été réalisée pour un montant de 136 millions d'euros et une attribution gratuite d'actions aux actionnaires bénéficiant précédemment d'un dividende majoré pour un montant total de 95 millions d'euros (impact neutre sur les fonds propres) ;
- les intérêts minoritaires s'élèvent en non phasé à 3,7 milliards d'euros, en hausse de 0,4 milliard d'euros, en partie sous l'effet de la prise en compte des minoritaires d'Agos ;
- la déduction au titre de la *prudent valuation* s'élève à 1,2 milliard d'euros en hausse de 0,4 milliard d'euros ;
- les déductions au titre des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles s'élèvent à 17,9 milliards d'euros, en hausse de moins de 0,2 milliard d'euros ;
- les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables s'élèvent à 0,2 milliard d'euros, en diminution de 0,1 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2017 ;
- le déficit de provision par rapport à l'*expected loss* sur les expositions en IRB s'élève à - 0,1 milliard d'euros, contre - 0,6 milliard d'euros au 31 décembre 2017, après prise en compte de l'impact IFRS 9 pour + 0,4 milliard d'euros, et correspond désormais entièrement à la perte anticipée sur risque actions ;
- les instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % sont en hausse de 0,3 milliard d'euros et s'élèvent à 3,3 milliards d'euros, notamment du fait de la variation de la juste valeur de la participation dans Banque Saudi Fransi ; ils font l'objet du calcul de franchise et sont devenus inférieurs au seuil de cette dernière ; les impôts différés actifs (IDA) dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles s'élèvent à 1,1 milliard d'euros, en augmentation de 0,4 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2017 ; ces deux éléments bénéficient pleinement de la franchise et font donc l'objet d'un traitement en emplois pondérés à 250 % ; au global, la déduction correspondante en fonds propres est nulle au 31 décembre 2018 (de même qu'au 31 décembre 2017) ;
- les déductions applicables aux fonds propres CET1 s'élèvent à 0,3 milliard d'euros, en hausse de 0,3 milliard d'euros par rapport à fin 2017, du fait des engagements irrévocables de Crédit Agricole S.A. au titre du Fonds de Résolution Unique et du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution.

En phasé, les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) s'élèvent à 35,4 milliards d'euros, soit un montant égal à ceux en non phasé.

Les fonds propres de catégorie 1 *(Tier 1)* non phasés s'élèvent à 40,4 milliards d'euros et sont en augmentation de 0,5 milliard d'euros par rapport à ceux du 31 décembre 2017. Outre la progression des fonds propres de base de catégorie 1, cette variation s'explique comme suit :

- les titres hybrides retenus en fonds propres de catégorie 1 éligibles à Bâle 3 s'élèvent à 5,3 milliards d'euros, en hausse de 0,2 milliard d'euros, du fait d'un effet change favorable ;
- les déductions incluent principalement le plafond de rachat d'instruments AT1 qui s'élève à 0,1 milliard d'euros et l'impact *Tier* 1 des intérêts minoritaires des instruments émis par des filiales pour - 0,2 milliard d'euros.

Les fonds propres de catégorie 1 *(Tier 1)* phasés atteignent 42,1 milliards d'euros en augmentation de 0,3 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2017, avec des fonds propres additionnels de catégorie 1 en diminution de 0,3 milliard d'euros. Cette variation est composée de la variation détaillée non phasée ci-dessus et de celle phasée. Les montants sont identiques en non phasé et phasé excepté pour la dette non éligible :

- les titres bénéficiant de la clause du "grand-père" *("grandfatherés")* baissent de 0,7 milliard d'euros, du fait d'un remboursement de même montant ; le montant total de ces titres reste ainsi inférieur à la clause de maintien des acquis qui permet de retenir, en sus des instruments éligibles en CRR/CRD 4, un montant de dette correspondant à un maximum de 40 % du stock au 31 décembre 2012.

Les fonds propres de catégorie 2 *(Tier 2)* non phasés, s'élèvent à 12,4 milliards d'euros et sont en hausse de 0,5 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2017. Cette variation s'explique comme suit :

- les titres hybrides retenus en fonds propres de catégorie 2 éligibles à Bâle 3 s'élèvent à 14,7 milliards d'euros, soit une baisse de 0,8 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2017 ; le montant des émissions réalisées au cours de la période de 1,7 milliard d'euros a en effet été compensé par *call* d'un montant de 1,8 milliard d'euros et par l'impact des décotes prudentielles ;
- l'excès de provision par rapport aux pertes attendues selon l'approche notations internes et les ajustements pour risque de crédit général brut des effets fiscaux selon l'approche standard sont en baisse de 0,1 milliard d'euros ;
- les créances subordonnées des banques et assurances, toutes représentatives d'instruments *Tier 2,* sont déduites intégralement du *Tier 2* en non phasé pour un montant de 2,6 milliards d'euros, contre 4,0 milliards d'euros au 31 décembre 2017, suite à des remboursements réalisés par Crédit Agricole Assurances ;
- les ajustements transitoires et autres déductions incluent une déduction du plafond de rachat d'instruments *Tier 2* qui s'élève à plus de 0,2 milliard d'euros et, en sens inverse, l'impact *Tier 2* positif des intérêts minoritaires des instruments émis par des filiales pour moins de 0,2 milliard d'euros.

Le *Tier 2* phasé s'élève à 12,6 milliards d'euros, en hausse de 0,1 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2017. Cette variation est composée de la variation non phasée ci-dessus et de celle phasée. Les montants sont identiques en non phasé et phasé excepté pour la dette non éligible :

- le montant des instruments non éligibles, soit 0,2 milliard d'euros, baisse d'un montant de 0,2 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2017.

Au total, les fonds propres globaux non phasés s'élèvent au 31 décembre 2018 à 52,7 milliards d'euros, soit une hausse de 1,0 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2017.

Les fonds propres globaux phasés s'élèvent, quant à eux, à 54,7 milliards d'euros et sont supérieurs de 0,4 milliard d'euros à ceux du 31 décembre 2017. Ces fonds propres prudentiels ne prennent pas en compte les émissions de dette senior non préférée qui sont traitées dans le point ci-dessous "Ratios de résolution".

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.1.6.5. Évolution des fonds propres prudentiels

(en millions d'euros)	Flux en phasé 31/12/2018 vs 31/12/2017
Fonds propres de base de catégorie 1 au 31/12/2017	**34 769**
Première application de la norme IFRS 9	(677)
Augmentation de capital	229
Résultat comptable attribuable de l'exercice avant distribution	3 957
Prévision de distribution	(1 975)
Plus et moins-values latentes du portefeuile détenu à des fins de collecte et vente	(447)
Effet change	145
Intérêts minoritaires	334
Écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	(156)
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes déduite du CET1	29
Dépassement de franchises	-
Autres éléments du CET1	(856)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 AU 31/12/2018	**35 352**
Fonds propres additionnels de catégorie 1 au 31/12/2017	**7 022**
Émissions	-
Remboursements et écarts de change sur le stock de dette (1)	(491)
Ajustements prudentiels	233
Fonds propres additionnels de catégorie 1 au 31/12/2018	**6 764**
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 AU 31/12/2018	**42 116**
Fonds propres de catégorie 2 au 31/12/2017	**12 454**
Première application de la norme IFRS 9	31
Émissions	1 726
Remboursements et écarts de change sur le stock de dette (1) (2)	(2 696)
Ajustements prudentiels	1 053
Fonds propres de catégorie 2 au 31/12/2018	**12 568**
FONDS PROPRES GLOBAUX AU 31/12/2018	**54 684**

(1) Y compris l'impact éventuel du plafond applicable aux instruments soumis à exclusion progressive.
(2) Un amortissement est pris en compte pour les instruments de *Tier* 2 pendant la période des 5 années précédant leur échéance.

5

4.1.6.6. Tableau de passage des capitaux propres comptables aux fonds propres prudentiels

(en millions d'euros)	31/12/2018 Phasé	31/12/2018 Non phasé	31/12/2017 Phasé	31/12/2017 Non phasé
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE) (1)	**58 811**	**58 811**	**58 056**	**58 056**
Prévision de distribution	(1 975)	(1 975)	(1 802)	(1 802)
Gains - pertes latents sur évolution risque de crédit sur soi même sur produits structurés filtrés	113	113	370	370
Gains - pertes latents sur évolution risque de crédit sur soi même sur dérivés filtrés	(35)	(35)	(11)	(14)
Gains - pertes latents sur opérations de couverture de flux trésorerie filtrés	(314)	(314)	(426)	(426)
Traitement transitoire des gains et pertes latents	-	-	(294)	-
Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables	(5 011)	(5 011)	(5 000)	(5 000)
Autres retraitements prudentiels	(207)	(207)	(297)	(299)
Capitaux propres part du Groupe (2)	**51 382**	**51 382**	**50 596**	**50 885**
Intérêts minoritaires comptables (1)	6 705	6 705	6 650	6 650
(-) éléments non reconnus en prudentiel (3)	(3 038)	(3 038)	(3 178)	(3 380)
Intérêts minoritaires (2)	3 667	3 667	3 472	3 270
(-) Prudent valuation	(1 156)	(1 156)	(737)	(737)
Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(17 917)	(17 917)	(17 761)	(17 761)
Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles	(203)	(203)	(240)	(299)
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes déduite du CET1	(129)	(129)	(578)	(578)
Dépassement de franchise des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement détient un investissement important et des impôts différés actifs déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles	-	-	-	-
Autres éléments du CET1	(292)	(292)	17	(14)
TOTAL CET1	**35 352**	**35 352**	**34 769**	**34 766**
Instruments de fonds propres AT1	7 023	5 260	7 514	5 098
Instruments *Tier* 1 ou *Tier* 2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du *Tier* 1	(1)	(1)	(420)	(1)
Ajustements transitoires, autres déductions et intérêts minoritaires	(258)	(258)	(42)	(42)
Autres éléments de *Tier* 1	-	-	(30)	-
Total *Additionnal Tier 1*	**6 764**	**5 001**	**7 022**	**5 055**
TOTAL *TIER 1*	**42 116**	**40 353**	**41 791**	**39 821**
Instruments de fonds propres *Tier* 2	14 918	14 722	15 888	15 506
Excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes	374	374	-	-
Ajustements du risque de crédit général selon l'approche standard	-	-	443	443
Instruments *Tier* 2 d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du *Tier* 2	(2 647)	(2 647)	(3 771)	(3 951)
Ajustements transitoires, autres déductions et intérêts minoritaires	(77)	(77)	(106)	(131)
TOTAL *TIER 2*	**12 568**	**12 372**	**12 454**	**11 867**
FONDS PROPRES GLOBAUX	**54 684**	**52 725**	**54 245**	**51 688**

(1) Information couverte par l'opinion des Commissaires aux comptes.
(2) Ce poste se retrouve dans le tableau ci-dessus des fonds propres prudentiels simplifiés.
(3) Dont les titres hybrides émis par Crédit Agricole Assurances.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.1.7. Autres ratios

4.1.7.1. Ratio conglomérat

Au 31 décembre 2018, le ratio conglomérat de Crédit Agricole S.A., qui intègre l'exigence Solvabilité 2 pour la participation dans Crédit Agricole Assurances, s'élève à 179 % sur une base phasée, un niveau très supérieur à l'exigence minimale de 100 %.

Le ratio conglomérat est le rapport des fonds propres globaux phasés du conglomérat financier sur les exigences de fonds propres de la banque cumulées avec les exigences de fonds propres de l'assurance :

- il reprend l'ensemble des exigences bancaires et d'assurance en retraitant à la fois du numérateur et du dénominateur la part des intragroupes liée aux participations en fonds propres ;
- les fonds propres de la filiale d'assurances levés à l'extérieur du périmètre de consolidation sont intégrés aux fonds propres du conglomérat.

$$\textbf{Ratio conglomérat} = \frac{\text{Fonds propres globaux du conglomérat}}{\text{Exigences bancaires} + \text{Exigences d'assurances}} > 100\ \%$$

En tant que groupe de bancassurance, la vision "conglomérat" est la plus pertinente. Le conglomérat associe banques et assurance : cela correspond au périmètre naturel du Groupe. Par ailleurs, dans le ratio conglomérat, ces deux activités sont intégrées pour les risques réels portés par chacune. La vision du ratio conglomérat est donc économique tandis que le ratio de solvabilité bancaire traite l'assurance comme une participation.

4.1.7.2. Ratio de levier

L'article 429 du CRR, précisant les modalités relatives au ratio de levier, a été modifié et remplacé par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014. Le règlement délégué a été publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 18 janvier 2015.

La publication est obligatoire depuis le 1er janvier 2015 au moins une fois par an ; les établissements peuvent choisir de publier un ratio non phasé, un ratio phasé ou les deux ratios.

Si l'établissement décide de modifier son choix de publication, il doit effectuer, lors de la première publication, un rapprochement des données correspondant à l'ensemble des ratios publiés précédemment, avec les données correspondant au nouveau ratio choisi.

Le ratio de levier a subi une période d'observation entre le 1er janvier 2014 et le 1er janvier 2017 dans l'objectif d'un suivi sur les composantes ainsi que le comportement de ce ratio par rapport aux exigences fondées sur les risques.

À ce stade, la mise en œuvre en Pilier 1 (exigence réglementaire minimale), initialement prévue au 1er janvier 2018, est décalée, et se fera dans le cadre de sa transposition dans CRR2.

Une exigence de ratio de levier à deux vitesses est prévue dans CRR 2 : elle sera de 3 %, pour les non G-SIB, et à un niveau de 3 % augmenté de la moitié du coussin systémique de l'entité pour les G-SIB.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition au levier, soit les éléments d'actifs et de hors-bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations entre entités affiliées du Groupe, les opérations de financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors-bilan.

Le ratio de levier de Crédit Agricole S.A. s'élève au 31 décembre 2018 à 4,0 % (1) sur une base de *Tier 1* phasé : il est en baisse sur l'année, comparé à 4,4 % fin 2017 (avec la non pondération des opérations entre affiliés), mouvement principalement expliqué par la croissance de l'activité, alors que les fonds propres sont stables sur la période, notamment du fait de l'application de la norme IFRS 9. Le ratio de levier intra-trimestriel phasé de Crédit Agricole S.A., qui se réfère à la moyenne des expositions fins de mois des deux premiers mois de ce quatrième trimestre, s'élève à 3,7 %.

(1) Le ratio de levier atteint 4,2 % à cette date, sous réserve de la délivrance par la BCE de l'autorisation d'exonérer les expositions liées à la centralisation des dépôts Caisse des Dépôts et Consignations, pour tenir compte de l'arrêt T-758/16 du Tribunal de l'Union européenne en date du 13 juillet 2018.

Ratio de levier – Déclaration commune (LRCom)

	(en millions d'euros)	Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR
Expositions au bilan (excepté dérivés et SFT)		
1	Éléments du bilan (dérivés, SFT et actifs fiduciaires exclus, mais sûretés incluses)	1 042 111
2	Actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1	(20 371)
3	**TOTAL DES EXPOSITIONS AU BILAN (DÉRIVÉS, SFT ET ACTIFS FIDUCIAIRES EXCLUS) (SOMME DES LIGNES 1 ET 2)**	**1 021 740**
Expositions sur dérivés		
4	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	15 126
5	Montant supplémentaire pour les expositions futures potentielles associées à toutes les transactions sur dérivés (évaluation au prix du marché)	28 580
EU-5a	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale	-
6	Sûretés fournies pour des dérivés lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable	6 133
7	Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés	(18 284)
8	Jambe CCP exemptée des expositions pour transactions compensées par le client	(984)
9	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus	12 699
10	Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus	(8 920)
11	**TOTAL DES EXPOSITIONS SUR DÉRIVÉS (SOMME DES LIGNES 4 À 10)**	**34 350**
Expositions sur SFT		
12	Actifs SFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes	203 382
13	Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs SFT bruts	(52 215)
14	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs SFT	7 706
EU-14a	Dérogation pour SFT : Exposition au risque de crédit de la contrepartie conformément à l'article 429 ter, paragraphe 4, et à l'article 222 du règlement (UE) n° 575/2013	-
15	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent	-
EU-15a	Jambe CCP exemptée des expositions pour SFT compensées par le client	-
16	**TOTAL DES EXPOSITIONS SUR OPÉRATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES (SOMME DES LIGNES 12 À 15A)**	**158 872**
Autres expositions de hors bilan		
17	Expositions de hors-bilan en valeur notionnelle brute	273 603
18	Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents	(126 560)
19	**AUTRES EXPOSITIONS DE HORS-BILAN (SOMME DES LIGNES 17 ET 18)**	**147 043**
Expositions exemptées au titre de l'article 429, paragraphes 7 et 14, du règlement (UE) nº 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan)		
EU-19a	Expositions intragroupe exemptées (sur base individuelle) au titre de l'article 429, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan)	(316 921)
EU-19b	Expositions exemptées au titre de l'article 429, paragraphe 14, du règlement (UE) n° 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan)	-
Fonds propres et mesure de l'exposition totale		**-**
20	**FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1**	**42 116**
21	**MESURE TOTALE DE L'EXPOSITION AUX FINS DU RATIO DE LEVIER (SOMME DES LIGNES 3, 11, 16, 19, EU-19A ET EU-19B)**	**1 045 086**
Ratio de levier		**-**
22	**RATIO DE LEVIER**	**4,03 %**
Choix en matière de dispositions transitoires et montant des actifs fiduciaires décomptabilisés		
EU-23	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres	Transitoire
EU-24	Montant des actifs fiduciaires décomptabilisés au titre de l'article 429, paragraphe 11, du règlement (UE) n° 575/2013	-

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Résumé du rapprochement entre actifs comptables et expositions aux fins du ratio de levier (LRSum)

(en millions d'euros)		Montant applicable
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	1 624 394
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation réglementaire	(342 921)
3	Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier au titre de l'article 429, paragraphe 13, du règlement (UE) n° 575/2013	-
4	Ajustements pour instruments financiers dérivés	(74 849)
5	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (SFT)	28 710
6	Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	147 043
EU-6a	Ajustement pour expositions intragroupe exemptées de la mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier au titre de l'article 429, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 575/2013	(316 921)
EU-6b	Ajustement pour expositions exemptées de la mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier au titre de l'article 429, paragraphe 14, du règlement (UE) n° 575/2013	-
7	Autres ajustements	(20 371)
8	**MESURE TOTALE DE L'EXPOSITION AUX FINS DU RATIO DE LEVIER**	**1 045 086**

Ventilation des expositions au bilan (excepté dérivés, SFT et expositions exemptées) (LRSpl)

(en millions d'euros)		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR
EU-1	Total des expositions au bilan (excepté dérivés, SFT et expositions exemptées) dont :	730 506
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation	7 910
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont :	722 596
EU-4	Obligations garanties	3 850
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	206 005
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	3 160
EU-7	Établissements	46 521
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	6 898
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	180 390
EU-10	Entreprises	190 451
EU-11	Expositions en défaut	10 896
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	74 425

Les éléments qualitatifs (LRQua) demandés par le Règlement d'exécution (UE) 2016/200 du 15 février 2016 sont les suivants :

Description des procédures utilisées pour gérer le risque de levier excessif

Le ratio de levier n'est pas un ratio sensible aux facteurs de risque et à ce titre, il est considéré comme une mesure venant compléter le dispositif de pilotage de la solvabilité (ratio de solvabilité / ratio de résolution) et de la liquidité limitant déjà la taille de bilan. Dans le cadre du suivi du levier excessif, un pilotage est réalisé au niveau du Groupe fixant des contraintes de taille de bilan à certaines activités peu consommatrices d'emplois pondérés.

Description des facteurs qui ont eu un impact sur le ratio de levier au cours de la période à laquelle se rapporte le ratio de levier communiqué par l'Établissement

Le ratio de levier est en baisse sur l'année, expliquée par la croissance de l'activité, alors que les fonds propres sont stables sur la période, notamment du fait de l'application de la norme IFRS 9.

4.1.7.3. Ratios de résolution

Ratio MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities* ou "Exigence minimale concernant les fonds propres et les engagements éligibles") est défini dans la Directive européenne "Redressement et résolution des banques" ou *Bank Recovery and Resolution Directive* (BRRD) publiée le 12 juin 2014 pour application depuis le 1er janvier 2015 (sauf les dispositions sur le renflouement interne et le MREL, applicables depuis le 1er janvier 2016).

Plus globalement, la BRRD établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes.

Le ratio MREL correspond à une exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Cette exigence minimale est calculée comme étant le montant de fonds propres et d'engagements éligibles, exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement, après certains retraitements prudentiels. Dans ce calcul, le total des passifs tient compte de la pleine reconnaissance des droits de compensations applicables aux dérivés. Sont éligibles au numérateur du ratio MREL les fonds propres prudentiels, les titres subordonnés ayant une échéance résiduelle de plus d'un an (y compris non éligibles prudentiellement et la part décotée des *Tier 2*), les dettes seniors non préférées ayant une échéance résiduelle de plus d'un an et certaines dettes seniors préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an. La dette senior préférée éligible au MREL est soumise à l'appréciation du Conseil de résolution unique (CRU).

Le ratio MREL sert à calibrer une exigence de passifs éligibles et ne préjuge pas des dettes qui seraient effectivement appelées à subir des pertes en cas de résolution.

Au premier semestre 2018, le groupe Crédit Agricole s'est vu notifié par le Conseil de Résolution Unique (CRU) sa première exigence de MREL au niveau consolidé d'ores et déjà applicable, et qui est respectée par le Groupe depuis lors. Cette exigence pourra potentiellement changer à l'occasion de sa fixation annuelle par le CRU, mais aussi dans le cadre de l'évolution du cadre réglementaire européen. La MREL *Policy* 2018 publiée par le CRU en janvier 2019 ne s'applique pas au 31 décembre 2018 ; elle décrit le cadre général qui s'appliquera aux exigences que le CRU fixera ultérieurement en 2019.

Au 31 décembre 2018, le groupe Crédit Agricole présente un ratio MREL estimé à environ 12,4 % du bilan prudentiel après *netting* des dérivés et 8,4 % hors dette senior préférée potentiellement éligible. Le groupe Crédit Agricole a un objectif de maintien de ce dernier ratio au-dessus de 8 % hors dette senior préférée potentiellement éligible. Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée.

Exprimé en pourcentage des emplois pondérés, le ratio MREL estimé du groupe Crédit Agricole atteint environ 32 % et 21,4 % hors dettes senior potentiellement éligibles.

Ratio TLAC

Ce ratio, dont les modalités ont été précisées dans un *Term Sheet* publié le 9 novembre 2015, a été élaboré à la demande du G20 par le Conseil de stabilité financière *Financial Stability Board* (FSB). Le FSB a ainsi défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques d'importance systémique mondiale (G-SIB). Ce nouveau ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC), dont l'entrée en vigueur a été définie par le FSB au 1er janvier 2019, fournira aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIB ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. En conséquence, les autorités de résolution pourront mettre en œuvre une stratégie de résolution ordonnée, qui minimise les impacts sur la stabilité financière, assure la continuité des fonctions économiques critiques des G-SIB, et limite le recours aux contribuables.

Selon les dispositions du *Term Sheet* TLAC, reprises dans la proposition législative de la Commission européenne d'amendements au règlement CRR publiée le 23 novembre 2016 et actuellement en fin de trilogue entre la Commission européenne, le Parlement et le Conseil ("CRR 2"), le niveau minimum de ratio du TLAC correspond à deux fois les exigences prudentielles minimales, soit : le maximum entre 6 % du dénominateur du ratio de levier, ou 16 % des risques pondérés et coussins prudentiels applicables à compter de 2019, puis au maximum entre 6,75 % du dénominateur du ratio de levier, ou 18 % des risques pondérés et des coussins prudentiels à compter du 1er janvier 2022.

Ce ratio s'appliquera aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes éligibles pour lesquelles l'Autorité de résolution peut appliquer le renflouement interne.

Une fois cette réglementation transposée en droit européen, le groupe Crédit Agricole devra respecter un ratio TLAC supérieur à 19,7 % des actifs pondérés des risques (incluant un coussin de conservation de 2,5 %, un coussin contracyclique estimé à 0,2 % d'après les décisions connues à ce jour et un coussin G-SIB de 1 %) à compter du 1er juillet 2019, puis de 21,5 % hors coussin contracyclique à compter du 1er janvier 2022. Le groupe Crédit Agricole vise le respect de ces exigences TLAC sans inclusion de dette senior préférée éligible, sous réserve de l'évolution des méthodes de calcul des emplois pondérés.

Au 31 décembre 2018, le ratio TLAC rapporté aux emplois pondérés est estimé à 21,4 % pour le groupe Crédit Agricole, hors prise en compte des dettes seniors préférées éligibles.

4.2. PILOTAGE DU CAPITAL ÉCONOMIQUE

4.2.1. Dispositif d'ensemble

Dans l'optique d'évaluer et de conserver en permanence des fonds propres adéquats afin de couvrir les risques auxquels il est (ou peut-être) exposé, le Groupe complète la mesure des exigences de capital réglementaire (Pilier 1) par une mesure du besoin de capital économique, qui s'appuie sur le processus d'identification des risques et sur une valorisation selon une approche interne (Pilier 2).

L'évaluation du besoin de capital économique est un des éléments du processus ICAAP (*Internal Capital Adequacy Assessment Process*) qui couvre également :

- le programme de stress-tests – afin d'introduire une vision prospective de l'impact de scénarii plus défavorables sur le niveau de risque et sur la solvabilité du Groupe ;
- ainsi que le pilotage des exigences de capital au sein du Groupe à travers le capital planning, l'allocation de capital et le pilotage de la rentabilité.

La mise en œuvre, mais également l'actualisation du processus ICAAP, est de la responsabilité de chaque sous-groupe.

Le pilotage du capital économique est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires :

- les accords de Bâle ;
- la CRD 4 *via* sa transposition dans la réglementation française par l'arrêté du 3 novembre 2014 ;
- les lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne ;
- et les attentes prudentielles relatives à l'ICAAP et l'ILAAP et la collecte harmonisée d'informations en la matière.

Le Groupe a mis en œuvre un dispositif de mesure du besoin de capital économique au niveau du groupe Crédit Agricole, du groupe Crédit Agricole S.A. et des principales entités françaises et étrangères du Groupe.

4.2.2. Capital interne disponible

Le Groupe a également défini le capital interne disponible, vision interne des fonds propres, auquel est comparé le besoin de capital économique.

Le capital interne est défini dans le cadre d'une approche en conglomérat – compte tenu de l'importance des activités d'assurance du Groupe, et fondé sur la prise en compte des contraintes TLAC et du principe de continuité d'exploitation.

4.2.3. Besoin de capital économique

Le besoin de capital économique quantifie les besoins en fonds propres pour chacun des risques majeurs identifiés dans le processus annuel d'identification des risques.

Le processus d'identification des risques majeurs vise, dans une première étape, à recenser de la manière la plus exhaustive possible l'ensemble des risques susceptibles d'impacter le bilan, le compte de résultat, les ratios prudentiels ou la réputation d'une entité ou du Groupe et à les classer par catégorie et sous catégories, selon une nomenclature homogène pour l'ensemble du Groupe. Dans une seconde étape, l'objectif est d'évaluer l'importance de ces risques d'une manière systématique et exhaustive afin d'identifier les risques majeurs.

Le processus d'identification des risques allie plusieurs sources : une analyse interne sur la base d'informations recueillies auprès de

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

la filière risque et des autres fonctions de contrôle ; un complément par des données externes. Il est formalisé pour chaque entité et pour le Groupe, coordonné par la filière risques et approuvé par le Conseil d'Administration.

Pour chacun des risques majeurs identifiés, la quantification du besoin de capital économique s'opère de la façon suivante :

- les mesures de risques déjà traités par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital économique ;
- les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital économique, fondé sur des approches internes ;
- de manière générale, les mesures de besoin de capital économique sont réalisées avec un horizon de calcul à un an ainsi qu'un quantile (probabilité de survenance d'un défaut) dont le niveau est défini sur la base de l'appétence du Groupe en termes de notation externe ;
- enfin, la mesure du besoin de capital économique tient compte de façon prudente des effets de diversification résultant de l'exercice d'activités différentes au sein du même Groupe, y compris entre la banque et l'assurance.

La cohérence de l'ensemble des méthodologies de mesure du besoin de capital économique est assurée par une gouvernance spécifique au sein du Groupe.

La mesure du besoin de capital économique est complétée par une projection sur l'année en cours, en cohérence avec les prévisions du capital planning à cette date, de façon à intégrer les effets des principales réformes prudentielles pouvant être anticipées.

Sont pris en compte pour l'évaluation du besoin de capital économique au 31 décembre 2018 l'ensemble des risques majeurs recensés lors du processus d'identification des risques. Le Groupe mesure notamment : le risque de taux sur le portefeuille bancaire, le risque émetteur, le risque d'activité et risque stratégique, le risque de crédit, le risque de prix de la liquidité.

Le Groupe s'assure que l'ensemble du besoin de capital économique est couvert par le capital interne. Au niveau du groupe Crédit Agricole, le capital interne couvre ainsi près de 150 % du besoin de capital économique au 31 décembre 2018.

Les entités du groupe Crédit Agricole S.A. soumises à l'exigence de mesure du besoin de capital économique sur leur périmètre sont responsables de son déploiement selon les normes et les méthodologies définies par le Groupe. Elles doivent en particulier s'assurer que le dispositif de mesure du besoin de capital économique fait l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées. Le besoin de capital économique déterminé par les entités fait l'objet d'une remontée d'information détaillée à Crédit Agricole S.A.

Outre le volet quantitatif, l'approche du Groupe repose également sur un volet qualitatif complétant les mesures de besoin de capital économique par des indicateurs d'exposition au risque et de contrôle permanent des métiers. Le volet qualitatif répond à trois objectifs :

- l'évaluation du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle des entités du périmètre de déploiement selon différents axes, cette évaluation est une composante du dispositif d'identification des risques ;
- si nécessaire, l'identification et la formalisation de points d'amélioration du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle permanent, sous forme d'un plan d'action formalisé par l'entité ;
- l'identification d'éventuels éléments qui ne sont pas correctement appréhendés dans les mesures d'ICAAP quantitatif.

4.3. ANNEXE AUX FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

Description des divergences entre les périmètres de consolidation (LI3 : entité par entité) (1)

Nom de l'entité	Méthode de consolidation comptable	Méthode de consolidation réglementaire			Description de l'entité
		Intégration globale	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	
Crédit Agricole Immobilier	MEE		✓		Activités spécialisées, scientifiques et techniques
Crédit Agricole Immobilier Promotion	MEE		✓		Construction
Crédit Agricole Immobilier Services	MEE		✓		Activités immobilières
SO.GI.CO	MEE		✓		Activités immobilières
SCI D2 CAM	MEE		✓		Activités immobilières
Uni-médias	Globale			✓	Information et communication
Crédit Agricole Assurances (CAA)	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Assurance
Crédit Agricole Life Insurance Company Japan Ltd.	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Assurance
CA ASSICURAZIONI	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Assurance
Crédit Agricole Créditor Insurance (CACI)	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance
Spirica	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Assurance
Crédit Agricole Assurances Solutions	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
PREDICA	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Assurance
Médicale de France	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Assurance
PACIFICA	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Assurance
Via Vita	Globale			✓	Autres activités de services
IRIS HOLDING FRANCE	Globale			✓	Activités immobilières
Crédit Agricole Life Insurance Europe	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Assurance
GNB SEGUROS (Anciennement BES SEGUROS)	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Assurance
Crédit Agricole Life	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Assurance
Crédit Agricole Vita S.p.A.	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Assurance
ASSUR&ME	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance
UBAF	MEE		✓		Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
CAIRS Assurance S.A.	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Assurance
Atlantic Asset Securitization LLC	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
LMA SA	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Héphaïstos EUR FCC	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Héphaïstos GBP FCT	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Héphaïstos USD FCT	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Héphaïstos Multidevises FCT	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Eucalyptus FCT	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Pacific USD FCT	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Shark FCC	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite

(1) Le périmètre de consolidation est décrit intégralement dans l'annexe 11 aux comptes consolidés.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Nom de l'entité	Méthode de consolidation comptable	Méthode de consolidation réglementaire			Description de l'entité
		Intégration globale	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	
Vulcain EUR FCT	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Vulcain Multi-Devises FCT	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Vulcain USD FCT	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Pacific EUR FCC	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Pacific IT FCT	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Triple P FCC	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
ESNI (compartiment Cédit Agricole CIB)	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance
Elipso Finance S.r.l	MEE		✓		Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
La Fayette Asset Securitization LLC	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
TSUBAKI ON (FCT)	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
TSUBAKI OFF (FCT)	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
La Route Avance	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
ARES Reinsurance Ltd.	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance
MENAFINANCE	MEE		✓		Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
FCA Bank S.P.A	MEE		✓		Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
FINAREF RISQUES DIVERS	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Assurance
FINAREF VIE	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Assurance
CACI Reinsurance Ltd.	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance
SPACE HOLDING (IRELAND) LIMITED	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
SPACE LUX	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
CACI LIFE LIMITED	Globale			✓	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
CACI NON LIFE LIMITED	Globale			✓	activités financières et d'assurance – activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite

4.4. COMPOSITION ET ÉVOLUTION DES EMPLOIS PONDÉRÉS

4.4.1. Synthèse des emplois pondérés

4.4.1.1. Emplois pondérés par type de risque (OV1)

Les emplois pondérés au titre du risque de crédit, des risques de marché et du risque opérationnel s'élèvent à 306,9 milliards d'euros au 31 décembre 2018 contre 296,4 milliards d'euros au 31 décembre 2017.

		RWA		Exigences minimales de fonds propres
(en millions d'euros)		31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018
1	**Risque de crédit (hors risque de contrepartie – RCC)**	**233 109**	**228 466**	**18 649**
2	dont approche standard (SA)	94 698	94 788	7 576
3	dont approche fondation IRB (IRBF)	24 127	22 050	1 930
4	dont approche avancée IRB (IRBA)	93 447	87 765	7 476
5	dont actions en approche NI selon la méthode de pondération simple ou sur les modèles internes	20 837	23 862	1 667
6	**Risque de contrepartie**	**17 913**	**16 074**	**1 433**
7	dont méthode de l'évaluation au prix du marché	5 709	4 905	457
8	dont méthode de l'exposition initiale	-	-	-
9	dont méthode standard	-	-	-
10	dont méthode du modèle interne (IMM)	8 310	7 996	665
11	dont contributions au fonds de défaillance d'une CCP	291	316	23
12	dont CVA	3 603	2 857	288
13	**Risque de règlement**	**7**	**1**	**1**
14	**Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire (après plafonnement)**	**6 499**	**6 258**	**520**
15	dont approche fondée sur les notations internes (IRB RBA)	857	1 551	69
16	dont approche prudentielle fondée sur les notations internes (IRB SFA)	1 241	634	99
17	dont approche fondée sur les évaluations internes (IAA)	2 856	2 684	228
18	dont approche standard (SA)	1 545	1 388	124
19	**Risque de marché**	**10 589**	**10 523**	**847**
20	dont approche standard (SA)	4 167	4 793	333
21	dont approches fondées sur la méthode des modèles internes (IMA)	6 421	5 730	514
22	**Expositions Grands Risques**	**-**	**-**	**-**
23	**Risque opérationnel**	**31 400**	**27 965**	**2 512**
24	dont approche élémentaire	-	-	-
25	dont approche standard	8 954	7 847	716
26	dont approche par mesure avancée	22 446	20 119	1 796
27	**Montants inférieurs aux seuils de déduction (avant pondération des risques de 250 %)**	**7 377**	**7 101**	**590**
28	**Ajustement du plancher Bâle 1**	**-**	**-**	**-**
29	**TOTAL**	**306 893**	**296 388**	**24 551**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.4.1.2. Information sectorielle par secteur opérationnel

31/12/2018 *(en millions d'euros)*	Risque de crédit					Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	Risque opérationnel	Risque de marché	Total emplois pondérés
	Approche standard	IRB forfaitaire	Approche IRB (1)	Contributions au fonds de défaillance d'une CCP	Total risque de crédit				
Banque de proximité en France	7 785	2 167	36 741	-	**46 693**	16	2 881	3	**49 593**
Banque de proximité à l'international	30 706	815	4 018	11	**35 550**	14	3 809	324	**39 697**
Gestion de l'épargne et Assurances	5 637	11 177	910	-	**17 724**	437	5 662	57	**23 880**
Services financiers spécialisés	32 712	1 104	17 014	-	**50 830**	19	2 778	4	**53 631**
Grandes clientèles	19 527	4 466	67 433	280	**91 706**	3 116	15 721	7 895	**118 438**
Activités hors métiers	3 077	8 485	7 236	-	**18 798**	1	549	2 306	**21 654**
TOTAL EMPLOIS PONDÉRÉS	**99 444**	**28 214**	**133 352**	**291**	**261 301**	**3 603**	**31 400**	**10 589**	**306 893**

(1) Approche IRB Avancé ou IRB Fondation selon les métiers.

31/12/2017 *(en millions d'euros)*	Risque de crédit					Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	Risque opérationnel	Risque de marché	Total emplois pondérés
	Approche standard	IRB forfaitaire	Approche IRB (1)	Contributions au fonds de défaillance d'une CCP	Total risque de crédit				
Banque de proximité en France	7 587	1 989	32 171	-	**41 747**	15	2 347	6	**44 115**
Banque de proximité à l'international	30 816	700	3 348	11	**34 875**	20	3 522	329	**38 746**
Gestion de l'épargne et Assurances	6 140	15 092	854	-	**22 086**	501	4 321	81	**26 989**
Services financiers spécialisés	34 218	937	16 754	-	**51 909**	44	2 414	2	**54 369**
Grandes clientèles	17 074	3 934	63 704	305	**85 017**	2 277	14 909	6 003	**108 206**
Activités hors métiers	3 683	8 312	7 414	-	**19 409**	-	452	4 102	**23 963**
TOTAL EMPLOIS PONDÉRÉS	**99 518**	**30 964**	**124 245**	**316**	**255 043**	**2 857**	**27 965**	**10 523**	**296 388**

(1) Approche IRB Avancé ou IRB Fondation selon les métiers.

4.4.1.3. Évolution des emplois pondérés

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des emplois pondérés du groupe Crédit Agricole S.A. sur l'année 2018 :

(en millions d'euros)	31/12/2017	Change	Variation organique et actions d'optimisation	VME Assurances	Périmètre	Méthode et règlementation	Total variation 2018	31/12/2018
Risque de crédit	255 043	1 504	9 755	(5 297)	(248)	544	6 258	261 301
dont Risque actions	*30 963*	-	*1 408*	*(5 297)*	-	*1 140*	*(2 749)*	*28 214*
CVA	2 857	-	746	-	-	-	746	3 603
Risque de marché	10 523	-	66	-	-	-	66	10 589
Risque opérationnel	27 965	-	345	-	2	3 088	3 435	31 400
TOTAL	**296 388**	**1 504**	**10 912**	**(5 297)**	**(246)**	**3 632**	**10 505**	**306 893**

Les emplois pondérés s'établissent à 307 milliards d'euros au 31 décembre 2018, en hausse de 10,5 milliards d'euros (soit + 3,5 %) en raison notamment :

- de la croissance des métiers, notamment du pôle Grandes clientèles (+ 6,5 milliards d'euros) et de la Banque de proximité en France (+ 3,7 milliards d'euros) ;
- d'effets méthode et de règlementation, parmi lesquels la revue de la modélisation des risques opérationnels non financiers (+ 3,1 milliards d'euros), les premiers effets de la revue des modèles par le superviseur unique (+ 0,9 milliard d'euros) et la première application de la norme IFRS 9 (+ 0,3 milliard d'euros, dont + 1,1 milliard d'euros sur le métier Assurances en lien avec le reclassement et l'évaluation des portefeuilles titres et, en sens inverse, - 0,8 milliard d'euros sur les autres métiers du fait de la déduction des provisions collectives des expositions en méthode standard). Ces augmentations sont partiellement compensées par l'effet favorable du passage à la méthode IRB des Caisses d'épargnes italiennes acquises en décembre 2017 (- 0,6 milliard d'euros).

Ces évolutions sont partiellement compensées par :

- la réduction de la valeur de mise en équivalence de la participation dans les Assurances pour - 5,3 milliards d'euros (hors impact de la première application d'IFRS 9) dans un contexte de hausse des taux ayant généré une réduction des réserves latentes portées par les Assureurs ;
- un effet périmètre globalement négatif avec principalement la sortie de périmètre de Forso (- 0,6 milliard d'euros), et l'acquisition de Banca Leonardo (+ 0,5 milliard d'euros).

4.4.2. Risque de crédit et de contrepartie

On entend par :

- **probabilité de défaut (PD) :** probabilité de défaut d'une contrepartie sur une période d'un an ;
- **valeurs exposées au risque (EAD) :** montant de l'exposition en cas de défaillance. La notion d'exposition englobe les encours bilanciels ainsi qu'une quote-part des engagements hors bilan ;
- **pertes en cas de défaut (LGD) :** rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment du défaut ;
- **expositions brutes :** montant de l'exposition (bilan + hors bilan), après effets de compensation et avant application des techniques de réduction du risque de crédit (garanties et sûretés) et avant application du facteur de conversion (CCF) ;
- **facteur de conversion (CCF) :** rapport entre le montant non encore utilisé d'un engagement, qui sera tiré et en risque au moment du défaut, et le montant non encore utilisé de l'engagement, dont le montant est calculé en fonction de la limite autorisée ou, le cas échéant, non autorisée lorsqu'elle est supérieure ;
- **pertes attendues (EL) :** le montant de la perte moyenne que la banque estime devoir constater à horizon d'un an sur son portefeuille de crédits ;
- **emplois pondérés (RWA) :** le montant des emplois pondérés est obtenu en appliquant à chaque valeur exposée au risque un taux de pondération. Ce taux dépend des caractéristiques de l'exposition et de la méthode de calcul retenue (IRB ou standard) ;
- **ajustements de valeur :** dépréciation individuelle correspondant à la perte de valeur d'un actif liée au risque de crédit et constatée en comptabilité soit directement sous forme de passage en perte partielle, soit *via* un compte de correction de valeur ;
- **évaluations externes de crédit :** évaluations de crédit établies par un organisme externe d'évaluation de crédit reconnu conformément au règlement (CE) n° 1060/2009.

Dans la partie I, est présentée une vision générale de l'évolution du risque de crédit et de contrepartie suivie par un point plus détaillé sur le risque de crédit dans la partie II, par type de méthode prudentielle : en méthode standard et en méthode IRB. Le risque de contrepartie est traité dans la partie III suivi par la partie IV consacrée aux techniques de réduction du risque de crédit et de contrepartie.

4.4.2.1. Présentation générale du risque de crédit et de contrepartie

4.4.2.1.1. Expositions par type de risque

Le tableau ci-dessous présente l'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. au risque global (crédit, contrepartie, dilution et règlement livraison) par catégorie d'exposition, pour les approches standard et notations internes au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017.

Les 17 catégories d'expositions en standard sont regroupées afin d'assurer une présentation homogène avec les expositions IRB.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Expositions au risque global (crédit, contrepartie, dilution, règlement livraison) au 31 décembre 2018

31/12/2018 (en milliards d'euros)	Standard				IRB				Total				
	Exposition brute (1)	Exposition brute après ARC (2)	EAD	RWA	Exposition brute (1)	Exposition brute après ARC (2)	EAD	RWA	Exposition brute (1)	Exposition brute après ARC (2)	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
Administrations centrales et Banques centrales	53,2	53,3	53,0	5,8	167,3	177,2	174,7	1,5	220,5	230,5	227,7	7,4	0,6
Établissements	43,6	64,2	61,2	8,8	379,8	382,5	377,8	8,9	423,4	446,8	439,0	17,7	1,4
Entreprises	120,8	97,1	69,5	54,8	292,0	270,7	215,4	76,6	412,8	367,8	284,9	131,5	10,5
Clientèle de détail	36,0	32,6	29,0	18,7	174,7	174,7	171,3	41,4	210,7	207,3	200,3	60,1	4,8
Crédits aux particuliers	23,9	22,6	19,7	13,3	148,5	148,5	145,4	32,1	172,5	171,1	165,1	45,4	3,6
dont garantis par une sûreté immobilière	4,6	4,4	4,4	1,7	89,8	89,8	89,8	10,5	94,4	94,2	94,2	12,2	1,0
dont renouvelables	5,2	4,9	2,3	1,7	11,0	11,0	7,9	3,3	16,2	15,9	10,1	5,0	0,4
dont autres	14,2	13,2	13,0	9,9	47,8	47,8	47,8	18,3	61,9	61,0	60,8	28,1	2,3
Crédits aux petites et moyennes entités	12,0	10,0	9,3	5,4	26,1	26,1	25,9	9,3	38,2	36,1	35,2	14,7	1,2
dont garantis par une sûreté immobilière	0,4	0,4	0,4	0,2	5,6	5,6	5,6	1,1	6,1	6,1	6,0	1,3	0,1
dont autres crédits	11,6	9,6	8,9	5,2	20,5	20,5	20,2	8,3	32,1	30,1	29,2	13,4	1,1
Actions	0,9		0,9	1,1	15,4		6,2	20,8	16,3		7,1	21,9	1,8
Titrisations	2,5		2,3	1,5	43,3		43,3	5,0	45,8		45,6	6,5	0,5
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	11,3		11,2	8,7	-		-	-	11,3		11,2	8,7	0,7
TOTAL	**268,2**		**227,1**	**99,4**	**1 072,5**		**988,7**	**154,2**	**1 340,7**		**1 215,8**	**253,6**	**20,3**

(1) Exposition brute initiale.
(2) Exposition brute après atténuation du risque de crédit (ARC).

Expositions au risque global (crédit, contrepartie, dilution, règlement livraison) au 31 décembre 2017

31/12/2017 (en milliards d'euros)	Standard				IRB				Total				
	Exposition brute (1)	Exposition brute après ARC (2)	EAD	RWA	Exposition brute (1)	Exposition brute après ARC (2)	EAD	RWA	Exposition brute (1)	Exposition brute après ARC (2)	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
Administrations centrales et Banques centrales	48,0	48,1	48,0	4,9	141,0	148,3	146,3	1,9	188,9	196,3	194,2	6,8	0,5
Établissements	42,9	58,0	55,8	9,0	363,6	368,3	363,7	8,7	406,4	426,2	419,5	17,7	1,4
Entreprises	112,1	91,7	65,9	53,6	268,9	252,2	193,3	70,7	381,0	343,8	259,2	124,3	9,9
Clientèle de détail	38,2	36,2	31,8	20,3	161,7	161,7	158,5	38,1	199,9	197,9	190,2	58,4	4,7
Crédits aux particuliers	27,7	26,4	22,6	15,1	139,1	139,1	136,0	30,8	166,8	165,5	158,6	45,9	3,7
dont garantis par une sûreté immobilière	6,2	5,9	5,9	2,4	81,9	81,9	81,9	9,3	88,1	87,8	87,7	11,8	1,0
dont renouvelables	6,1	6,0	2,4	1,9	10,5	10,5	7,5	3,1	16,7	16,5	9,9	5,0	0,4
dont autres	15,4	14,6	14,3	10,8	46,7	46,7	46,6	18,3	62,1	61,3	60,9	29,1	2,3
Crédits aux petites et moyennes entités	10,4	9,8	9,2	5,3	22,6	22,6	22,5	7,3	33,1	32,4	31,7	12,5	1,0
dont garantis par une sûreté immobilière	0,4	0,4	0,4	0,2	3,9	3,9	3,9	0,8	4,2	4,2	4,2	0,9	0,1
dont autres crédits	10,1	9,4	8,9	5,1	18,7	18,7	18,6	6,5	28,8	28,2	27,5	11,6	0,9
Actions	1,2		1,1	1,3	16,2		6,8	23,9	17,4		7,9	25,2	2,0
Titrisations	2,5		2,3	1,4	38,5		38,5	4,9	41,0		40,8	6,3	0,5
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	11,2		11,2	8,9	-		-	-	11,2		11,2	8,9	0,7
TOTAL	**256,0**		**215,9**	**99,5**	**989,8**		**907,1**	**148,1**	**1 245,8**		**1 123,1**	**247,6**	**19,7**

(1) Exposition brute initiale.
(2) Exposition brute après atténuation du risque de crédit (ARC).

Mesurés en exposition brute, les encours globaux du Groupe enregistrent une hausse de + 7,6 % reflétant la dynamique commerciale favorable observée sur les principaux métiers, en particulier sur le portefeuille “Administrations centrales et Banques centrales” avec une évolution de + 16,7 %.

Le principal portefeuille demeure la catégorie Établissements avec un montant global d’exposition brute de 423,4 milliards d’euros. Il intègre 314,8 milliards d’euros d’expositions liées aux opérations internes au groupe Crédit Agricole au 31 décembre 2018 (301,4 milliards d’euros au 31 décembre 2017).

Hors ces opérations internes, le total du portefeuille crédits atteint 1 026,3 milliards d’euros en exposition brute au 31 décembre 2018 en hausse de + 8,7 % par rapport à fin 2017.

La densité des emplois pondérés (définie comme le ratio emplois pondérés/EAD) s’élève à 30 % en moyenne pour la clientèle de détail et à 46 % pour le portefeuille Entreprises au 31 décembre 2018.

Montant net total et moyen des expositions (CRB-B)

		31/12/2018		31/12/2017	
(en millions d'euros)		Valeur nette des expositions à la fin de la période	Expositions moyennes nettes au cours de la période (1)	Valeur nette des expositions à la fin de la période	Expositions moyennes nettes au cours de la période (2)
1	Administrations centrales ou Banques centrales	167 291	157 190	140 898	141 323
2	Banques (établissements)	379 363	374 379	363 203	357 276
3	Entreprises	288 916	279 336	265 291	262 870
4	Dont : financement spécialisé	58 205	56 498	56 024	57 929
5	Dont : PME	5 298	4 635	4 081	4 264
6	Clientèle de détail	170 908	164 254	158 254	154 626
7	Expositions garanties par des biens immobiliers	94 940	90 371	85 429	84 768
8	PME	5 540	4 808	3 784	3 469
9	Non-PME	89 401	85 563	81 644	81 299
10	Expositions renouvelables éligibles	10 625	10 451	10 219	9 952
11	Autre clientèle de détail	65 342	63 432	62 606	59 906
12	PME	19 505	17 902	17 810	17 623
13	Non-PME	45 837	45 529	44 796	42 283
14	Action	15 395	15 794	15 951	15 463
15	**Total approche fondée sur les notations internes (NI)**	**1 021 874**	**990 952**	**943 596**	**931 557**
16	Administrations centrales ou Banques centrales	52 022	44 954	47 361	39 676
17	Administrations régionales ou locales	604	538	377	380
18	Entités du secteur public	931	798	460	579
19	Banques multilatérales de développement	37	41	4	58
20	Organisations internationales	621	500	206	321
21	Banques (établissements)	42 391	46 407	42 117	47 047
22	Entreprises	89 620	86 681	81 801	79 835
23	Dont : PME	13 754	11 378	9 432	9 176
24	Clientèle de détail	29 383	29 706	31 820	29 982
25	Dont : PME	11 265	10 598	9 872	9 121
26	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	6 635	7 090	5 586	5 621
27	Dont : PME	1 198	1 041	887	676
28	Expositions en défaut	2 672	2 816	3 396	3 283
29	Éléments présentant un risque particulièrement élevé	141	154	152	83
30	Obligations garanties	-	-	19	66
31	Entreprises d’investissement	-	-	-	-
32	Parts ou actions d'OPC	24 869	25 496	24 713	21 784
33	Actions	916	1 053	1 075	1 187
34	Autres éléments	11 218	11 494	11 145	10 864
35	**Total approche standard**	**262 060**	**257 729**	**250 234**	**240 766**
36	**TOTAL**	**1 283 934**	**1 248 682**	**1 193 829**	**1 172 324**

(1) La moyenne 2018 est calculée à partir des données arrêtées à la date de clôture de chacun des quatre trimestres 2018.
(2) La moyenne 2017 est calculée à partir des données arrêtées à la date de clôture de chacun des quatre trimestres 2017.
Note : dont 314 375 millions d’euros d’opérations internes au Crédit Agricole au 31 décembre 2018.
dont 301 350 millions d’euros d’opérations internes au Crédit Agricole au 31 décembre 2017.

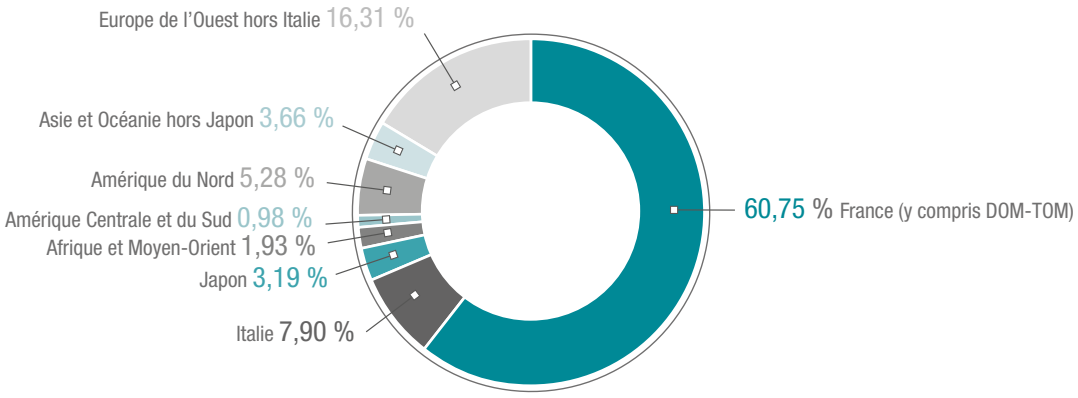
Le montant net total des expositions s’élève à 1 283,9 milliards au 31 décembre 2018 dont 80 % font l’objet d’un traitement prudentiel fondé sur les notations internes.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

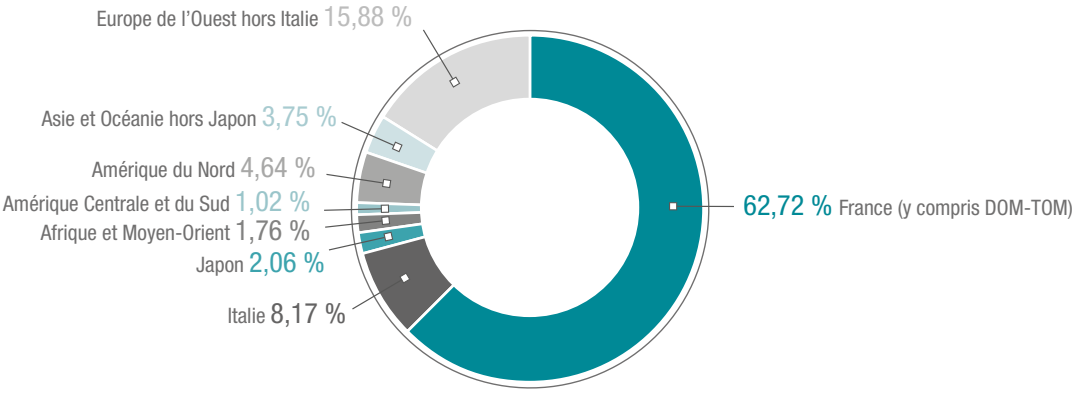
4.4.2.1.2. Expositions par zone géographique

La répartition par zone géographique est calculée sur le montant total des expositions du groupe Crédit Agricole S.A., hors opérations de titrisation et “Actifs autres que des obligations de crédit”.

Au 31 décembre 2018



Au 31 décembre 2017



5

Ventilation géographique des expositions (CRB-C)

	31/12/2018 (en millions d'euros)	Europe							
		France	Italie	Luxembourg	Royaume-Uni	Allemagne	Suisse	Pays-Bas	Autres
1	Administrations centrales ou Banques centrales	93 079	270	3 210	3 344	4 866	1 257	73	13 837
2	Banques (établissements)	338 742	560	1 011	4 800	1 455	5 832	3 673	6 103
3	Entreprises	90 499	11 018	11 756	18 553	12 689	6 674	7 011	27 134
4	Clientèle de détail	120 414	34 052	2 074	283	3 352	1 019	18	5 281
5	Action	14 875	244	25	13	1	37	-	58
6	**Total approche fondée sur les notations internes (NI) 31/12/2018**	**657 609**	**46 144**	**18 076**	**26 994**	**22 363**	**14 820**	**10 775**	**52 418**
	Total approche fondée sur les notations internes (NI) 31/12/2017	**630 158**	**41 158**	**14 794**	**23 626**	**24 459**	**12 147**	**11 156**	**47 028**
7	Administrations centrales ou Banques centrales	19 325	13 030	13 822	12	1 123	440	13	2 207
8	Administrations régionales ou locales	416	142	-	-	1	-	-	2
9	Entités du secteur public	411	190	-	-	291	-	-	34
10	Banques multilatérales de développement	-	31	-	-	-	-	-	-
11	Organisations internationales	1	-	621	-	-	-	-	-
12	Banques (établissements)	15 749	3 267	580	11 126	2 631	216	814	1 638
13	Entreprises	49 987	20 105	2 610	945	2 139	298	333	6 800
14	Clientèle de détail	7 872	8 370	5	920	1 982	183	2 062	6 505
15	Expositions garanties par des biens immobiliers	711	3 295	-	7	2	6	-	1 232
16	Expositions en défaut	1 062	1 215	2	10	26	4	32	195
17	Éléments présentant un risque particulièrement élevé	141	-	-	-	-	-	-	-
18	Obligations garanties	-	-	-	-	-	-	-	-
19	Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-
20	Parts ou actions d'OPC	18 846	3 072	1 112	-	130	-	-	10
21	Actions	598	50	6	29	-	1	-	8
22	Autres éléments	7 018	2 532	131	32	35	386	16	355
23	**Total approche standard 31/12/2018**	**122 136**	**55 302**	**18 888**	**13 081**	**8 360**	**1 533**	**3 269**	**18 991**
	Total approche standard 31/12/2017	**118 583**	**56 367**	**9 162**	**13 554**	**9 230**	**1 606**	**3 402**	**19 415**
24	**TOTAL 31/12/2018**	**779 745**	**101 446**	**36 964**	**40 075**	**30 723**	**16 353**	**14 044**	**71 409**
	TOTAL 31/12/2017	**748 742**	**97 525**	**23 956**	**37 180**	**33 689**	**13 753**	**14 558**	**66 442**

Note : dont 314 375 millions d'euros d'opérations internes au Crédit Agricole au 31 décembre 2018.
dont 301 350 millions d'euros d'opérations internes au Crédit Agricole au 31 décembre 2017.

Au 31 décembre 2018, le montant total des expositions sur le périmètre indiqué ci-dessus est de 1 283,9 milliards d'euros (dont 314,4 milliards d'euros d'opérations internes au groupe Crédit Agricole S.A.), contre 1 193,8 milliards d'euros au 31 décembre 2017.

Toutes approches prudentielles confondues (i.e. notations internes et standard), sur la Clientèle de détail, les expositions du Groupe sont concentrées sur deux pays : France et Italie représentent 85 % des expositions. Les autres portefeuilles présentent une diversification géographique plus forte. À titre d'exemple, près de 30 % des expositions du portefeuille Entreprises se situent en dehors de l'Europe, principalement en Amérique du Nord et en Asie.

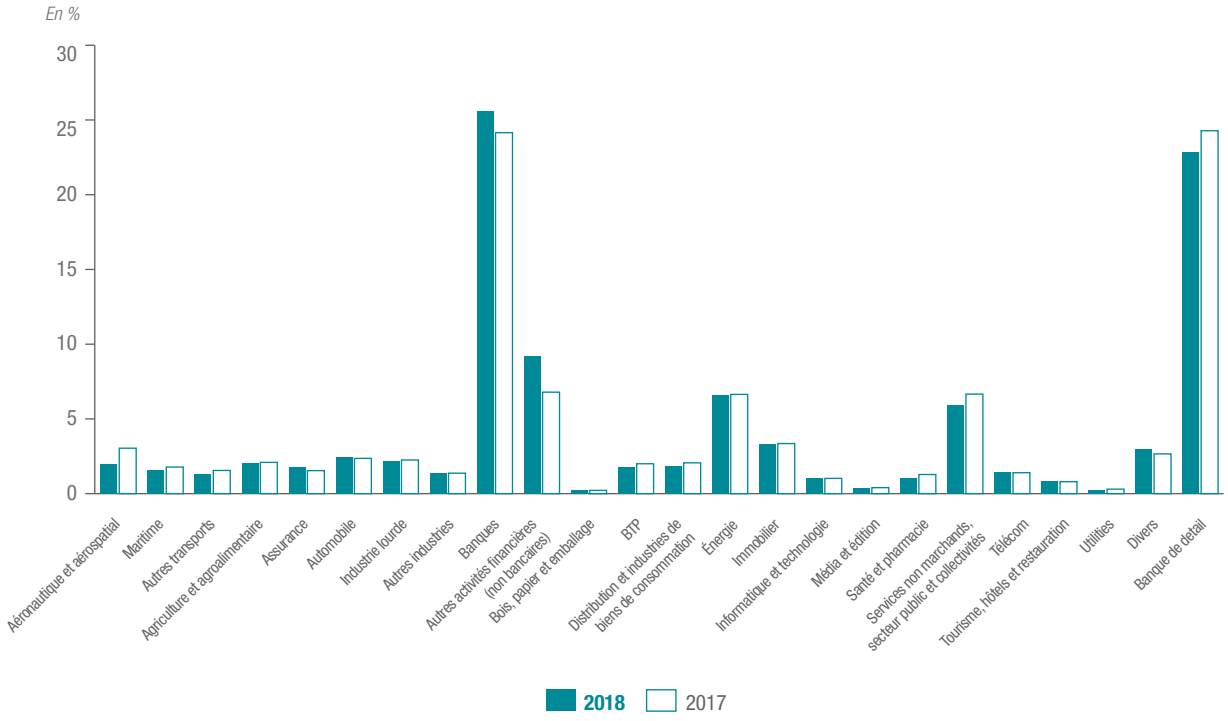
Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Asie et Océanie		Amérique du Nord		Amérique centrale et du Sud	Afrique et Moyen-Orient	Total
Japon	Autres	États-Unis	Autres			
29 715	5 793	7 275	1 485	70	3 070	**167 345**
1 376	7 179	2 406	565	562	5 097	**379 363**
7 429	27 465	48 088	3 602	10 359	6 638	**288 916**
138	3 238	20	37	215	709	**170 855**
5	5	133	-	-	-	**15 395**
38 663	**43 681**	**57 921**	**5 690**	**11 205**	**15 512**	**1 021 874**
22 537	**42 242**	**46 148**	**5 199**	**10 454**	**12 455**	**943 566**
48	74	108	-	2	1 818	**52 022**
-	-	-	44	-	-	**604**
-	1	-	-	-	3	**931**
-	-	-	-	-	6	**37**
-	-	-	-	-	-	**621**
642	1 646	2 375	228	312	1 164	**42 391**
114	1 201	645	425	551	3 467	**89 622**
8	69	20	22	519	843	**29 383**
-	37	40	-	-	1 301	**6 635**
-	9	-	-	2	111	**2 669**
-	-	-	-	-	-	**141**
-	-	-	-	-	-	**-**
-	-	-	-	-	-	**-**
1 437	230	20	-	-	11	**24 869**
-	1	1	-	-	222	**916**
4	43	284	-	19	362	**11 218**
2 253	**3 315**	**3 494**	**720**	**1 406**	**9 311**	**262 059**
2 035	**2 487**	**3 691**	**427**	**1 695**	**8 610**	**250 263**
40 915	**46 998**	**61 415**	**6 410**	**12 614**	**24 823**	**1 283 934**
24 572	**44 729**	**49 839**	**5 626**	**12 146**	**21 065**	**1 193 829**

4.2.1.3. Expositions par secteur d'activité

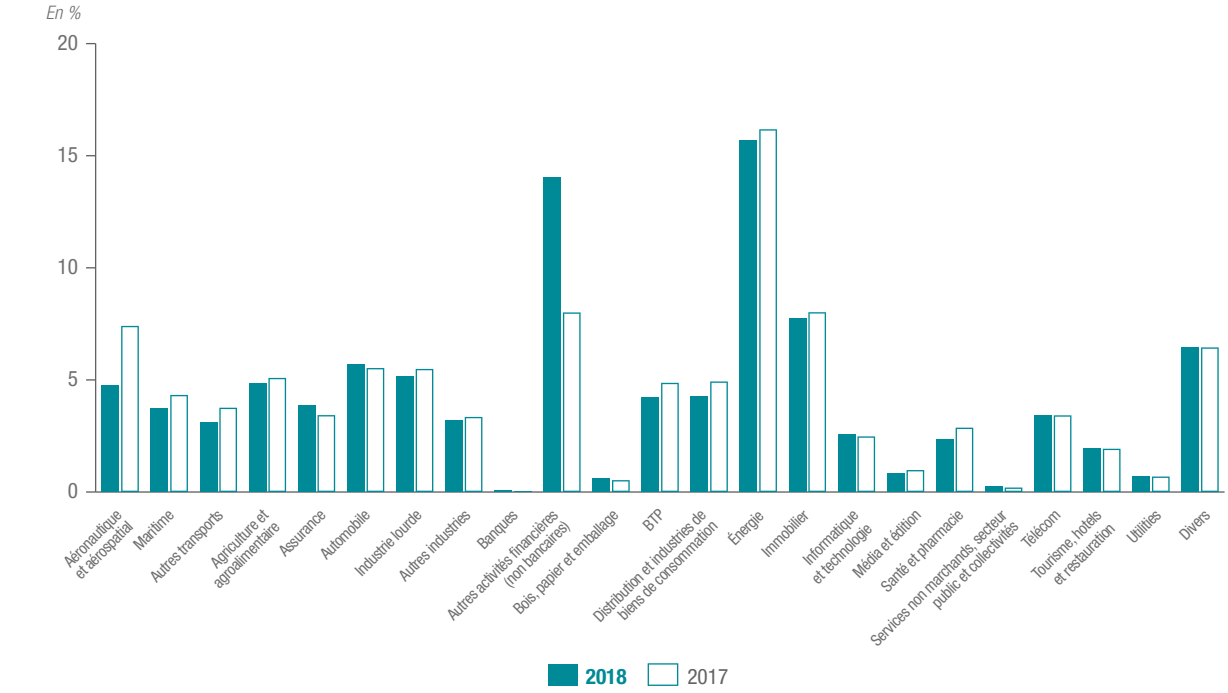
La répartition par secteur d'activité est calculée sur le montant total des expositions du groupe Crédit Agricole S.A. pour le périmètre des Administrations centrales et Banques centrales, Établissements, Entreprises et Clientèle de détail. Le portefeuille Clientèle de détail est également ventilé par sous-portefeuille bâlois (prêts à l'habitat, crédits *revolving,* autres crédits aux TPE, agriculteurs et professionnels, autres crédits aux particuliers).

Expositions par secteur d'activité



La ventilation du portefeuille crédits par secteur d'activité économique offre toujours un bon niveau de diversification du risque.

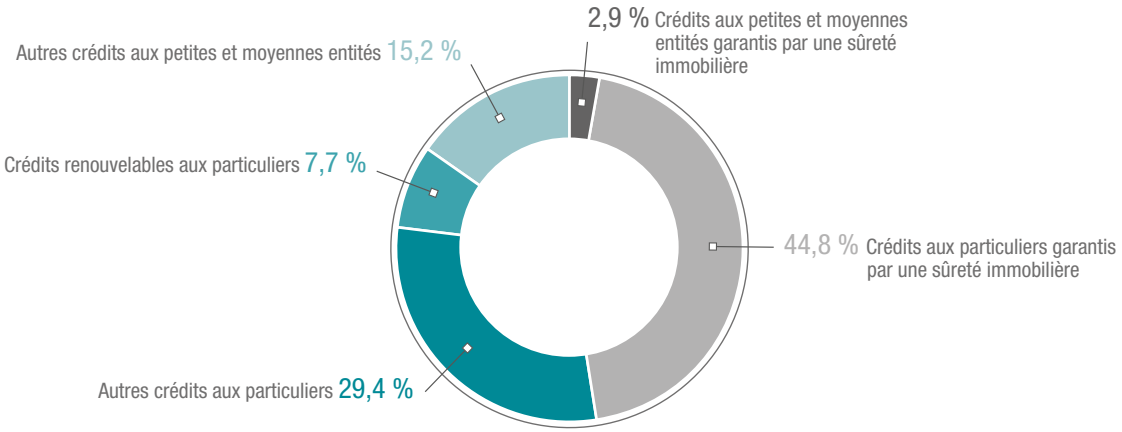
Ventilation du portefeuille Entreprises



Le portefeuille **Entreprises** offre également un niveau de diversification satisfaisant : sur ce périmètre, aucun des secteurs ne représente plus de 16 % du total des expositions à fin 2018.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

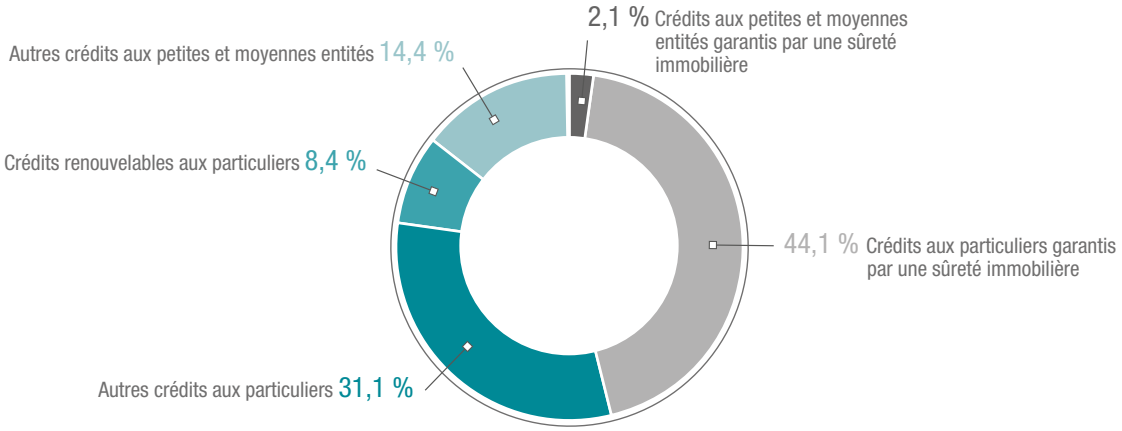
Clientèle de détail au 31 décembre 2018



Ventilation du portefeuille Clientèle de détail

La ventilation ci-dessous indique la répartition des expositions sur la Clientèle de détail du groupe Crédit Agricole S.A. par sous-portefeuille bâlois (encours de 210,7 milliards d'euros au 31 décembre 2018 contre 199,9 milliards d'euros au 31 décembre 2017, en évolution de + 5,4 % sur l'année).

Clientèle de détail au 31 décembre 2017



Au sein du portefeuille "Clientèle de détail", la part relative des "crédits aux particuliers garantis par une sûreté immobilière" poursuit l'augmentation observée depuis plusieurs années (44,8 % en 2018 contre 44,1 % en 2017). Suivant une tendance inverse, la part des "expositions renouvelables aux particuliers" se réduit encore en 2018 avec 7,7 % des encours de la clientèle de détail contre 8,4 % en 2017.

Concentration des expositions par types d'industrie ou de contrepartie (CRB-D)

31/12/2018 (en millions d'euros)		Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	Industries extractives et minières	Industrie	Production et distribution	BTP et génie civil	Commerce de gros	Commerce de détail	Transport et entreposage	Hôtellerie et restauration	Information et communication	Éducation et Instruction-Formation
1	Administrations centrales ou Banques centrales	-	-	-	-	7	-	-	114	-	-	-
2	Banques (établissements)	40	-	461	52	9	2	312	39	59	22	1
3	Entreprises	863	20 059	74 194	22 525	10 159	22 530	9 221	32 078	4 475	16 912	234
4	Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Action	209	15	143	1	12	74	-	47	8	40	-
6	**Total approche fondée sur les notations internes (NI)**	**1 112**	**20 074**	**74 798**	**22 578**	**10 187**	**22 606**	**9 532**	**32 277**	**4 542**	**16 974**	**235**
7	Administrations centrales ou Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	22	-	-	-
8	Administrations régionales ou locales	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Entités du secteur public	1	-	4	1	17	27	-	116	-	1	28
10	Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	31	-	-	-	-	-
11	Organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	--	-	-
12	Banques (établissements)	-	-	109	1	-	-	2	-	-	-	-
13	Entreprises	1 529	311	12 704	2 611	2 442	5 343	6 325	1 658	767	1 109	77
14	Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15	Expositions garanties par des biens immobiliers	222	6	209	10	23	73	52	35	105	12	7
16	Expositions en défaut	40	18	278	11	364	102	129	34	34	5	-
17	Éléments présentant un risque particulièrement élevé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18	Obligations garanties	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19	Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20	Parts ou actions d'OPC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
21	Actions	26	1	3	48	-	1	-	31	-	-	-
22	Autres éléments	2	1	8	3	12	5	17	60	2	-	-
23	**Total approche standard**	**1 828**	**337**	**13 316**	**2 685**	**2 858**	**5 582**	**6 526**	**1 955**	**908**	**1 126**	**112**
24	**TOTAL**	**2 940**	**20 411**	**88 114**	**25 263**	**13 045**	**28 188**	**16 058**	**34 233**	**5 450**	**18 100**	**347**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

31/12/2018 (en millions d'euros)		Activités immobilières	Finance et assurances	Ste Gestion participations financières	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	Activités administratives et activités de soutien	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	Activités pour la santé humaine et actions sociales	Autres services à la personne hors administration publique	Personnes privées	Activités artistiques et de loisirs	Autres services	Total
1	Administrations centrales ou Banques centrales	82	128 613	-	-	-	37 794	657	24	-	-	-	**167 291**
2	Banques (établissements)	498	365 546	6	-	55	2 425	41	45	2	8	9 740	**379 363**
3	Entreprises	17 847	35 108	7 415	4 242	3 052	314	4 720	185	60	1 119	1 604	**288 916**
4	Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	170 908	-	-	**170 908**
5	Action	113	4 346	395	114	33	1	14	2	21	33	9 774	**15 395**
6	**Total approche fondée sur les notations internes (NI)**	**18 541**	**533 613**	**7 816**	**4 356**	**3 139**	**40 534**	**5 432**	**256**	**170 990**	**1 160**	**21 120**	**1 021 874**
7	Administrations centrales ou Banques centrales	-	34 513	-	-	-	12 663	-	-	-	-	4 824	**52 022**
8	Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	-	557	5	-	-	-	36	**604**
9	Entités du secteur public	15	311	-	11	7	243	107	19	-	16	8	**931**
10	Banques multilatérales de développement	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**37**
11	Organisations internationales	-	621	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**621**
12	Banques (établissements)	-	32 558	-	-	5	-	-	-	-	-	9 713	**42 391**
13	Entreprises	14 122	10 289	1 036	869	904	66	667	249	16	312	26 215	**89 620**
14	Clientèle de détail	-	7	-	-	-	-	-	-	27 538	-	1 837	**29 383**
15	Expositions garanties par des biens immobiliers	855	9	16	20	12	-	32	19	4 846	4	69	**6 635**
16	Expositions en défaut	356	13	21	37	13	6	5	5	608	16	577	**2 672**
17	Éléments présentant un risque particulièrement élevé	133	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	**141**
18	Obligations garanties	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**-**
19	Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**-**
20	Parts ou actions d'OPC	477	13 633	-	-	-	-	-	-	-	-	10 759	**24 869**
21	Actions	112	316	6	2	370	-	-	-	-	-		**916**
22	Autres éléments	33	2	13	2	22	1	1	-	88	-	10 947	**11 218**
23	**Total approche standard**	**16 104**	**92 276**	**1 092**	**940**	**1 333**	**13 535**	**816**	**292**	**33 097**	**348**	**64 992**	**262 060**
24	**TOTAL**	**34 645**	**625 889**	**8 908**	**5 296**	**4 473**	**54 069**	**6 248**	**548**	**204 087**	**1 509**	**86 112**	**1 283 934**

Note : dont 314 375 millions d'euros d'opérations internes au Crédit Agricole au 31 décembre 2018.

4.4.2.1.4. Expositions par échéance résiduelle

Maturité des expositions (CRB-E)

31/12/2018 (en millions d'euros)		Valeurs des expositions nettes					
		À la demande	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Aucune échéance indiquée	Total
1	Administrations centrales ou Banques centrales	107 430	21 664	21 474	16 678	45	**167 291**
2	Banques (établissements)	4 281	174 025	94 487	96 841	9 729	**379 363**
3	Entreprises	4 021	95 400	143 586	42 644	3 265	**288 916**
4	Clientèle de détail	1 239	-	-	168 680	989	**170 908**
5	Action	-	-	-	375	15 020	**15 395**
6	**Total approche fondée sur les notations internes (NI)**	**116 971**	**291 089**	**259 547**	**325 217**	**29 050**	**1 021 874**
7	Administrations centrales ou Banques centrales	33 565	4 519	5 983	3 217	4 739	**52 022**
8	Administrations régionales ou locales	7	40	88	433	36	**604**
9	Entités du secteur public	89	176	352	308	7	**931**
10	Banques multilatérales de développement	-	6	31	-	-	**37**
11	Organisations internationales	-	621	-	-	-	**621**
12	Banques (établissements)	2 617	15 513	10 532	4 010	9 719	**42 391**
13	Entreprises	5 375	23 824	21 099	13 483	25 840	**89 620**
14	Clientèle de détail	464	518	3	26 561	1 837	**29 383**
15	Expositions garanties par des biens immobiliers	14	74	303	6 174	69	**6 635**
16	Expositions en défaut	281	374	567	884	566	**2 672**
17	Éléments présentant un risque particulièrement élevé	-	-	-	133	8	**141**
18	Obligations garanties	-	-	-	-	-	**-**
19	Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	**-**
20	Parts ou actions d'OPC	-	3 590	6 092	4 442	10 746	**24 869**
21	Actions	-	60	128	13	714	**916**
22	Autres éléments	-	89	78	93	10 958	**11 218**
23	**Total approche standard**	**42 412**	**49 402**	**45 257**	**59 751**	**65 238**	**262 060**
24	**TOTAL**	**159 383**	**340 492**	**304 804**	**384 968**	**94 288**	**1 283 934**

Note : dont 314 375 millions d'euros d'opérations internes au Crédit Agricole au 31 décembre 2018.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.4.2.1.5. Expositions en défaut et ajustements de valeur

Qualité de crédit des expositions par catégorie d'expositions et instrument (CR1-A)

31/12/2018 *(en millions d'euros)*		Valeurs comptables brutes des expositions en défaut	Valeurs comptables brutes des expositions non en défaut	Provisions / dépréciations	Valeurs nettes
1	Administrations centrales ou Banques centrales	78	167 246	33	167 291
2	Banques (établissements)	380	379 389	405	379 363
3	Entreprises	3 686	288 363	3 132	288 916
4	dont : Financement spécialisé	1 230	57 737	761	58 205
5	dont : PME	194	5 261	156	5 298
6	Clientèle de détail	4 713	169 965	3 770	170 908
7	Expositions garanties par des biens immobiliers	1 115	94 309	484	94 940
8	PME	236	5 411	107	5 540
9	Non-PME	879	88 898	377	89 401
10	Expositions renouvelables éligibles	320	10 689	384	10 625
11	Autre clientèle de détail	3 277	64 967	2 902	65 342
12	PME	1 283	19 199	977	19 505
13	Non-PME	1 994	45 768	1 924	45 837
14	Action	-	15 395	-	15 395
15	**Sous-total approche IRB 31/12/2018**	**8 856**	**1 020 358**	**7 340**	**1 021 874**
	Sous-total approche IRB 31/12/2017	**10 885**	**940 424**	**7 713**	**943 596**
16	Administrations centrales ou Banques centrales	-	52 023	1	52 022
17	Administrations régionales ou locales	-	604	-	604
18	Entités du secteur public	-	931	-	931
19	Banques multilatérales de développement	-	37	-	37
20	Organisations internationales	-	621	-	621
21	Banques (établissements)	-	42 415	24	42 391
22	Entreprises	-	90 143	523	89 620
23	dont : PME	-	13 877	123	13 754
24	Clientèle de détail	-	29 647	265	29 383
25	dont : PME	-	11 299	34	11 265
26	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	6 652	17	6 635
27	dont : PME	-	1 200	2	1 198
28	Expositions en défaut	5 429	-	2 757	2 672
29	Éléments présentant un risque particulièrement élevé	-	142	1	141
30	Obligations garanties	-	-	-	-
31	Entreprises d'investissement	-	-	-	-
32	Parts ou actions d'OPC	-	24 900	31	24 869
33	Actions	-	922	6	916
34	Autres éléments	-	11 287	69	11 218
35	**Sous-total approche standard 31/12/2018**	**5 429**	**260 325**	**3 695**	**262 060**
	Sous-total approche standard 31/12/2017	**6 399**	**247 116**	**3 281**	**250 234**
36	**TOTAL 31/12/2018**	**14 285**	**1 280 683**	**11 035**	**1 283 934**
	TOTAL 31/12/2017	**17 284**	**1 187 540**	**10 994**	**1 193 829**

Note : dont 314 375 millions d'euros d'opérations internes au Crédit Agricole au 31 décembre 2018.
dont 301 350 millions d'euros d'opérations internes au Crédit Agricole au 31 décembre 2017.

Les expositions en défaut s'élèvent à 14,3 milliards d'euros au 31 décembre 2018, en réduction de 17 % par rapport au 31 décembre 2017. Elles représentent 1,1 % du total des expositions brutes contre 1,4 % à fin 2017. La hausse du stock de provisions/dépréciations est essentiellement liée à l'augmentation des encours sains qui, selon les normes IFRS 9, sont provisionnés dès l'origination.

5

Qualité des expositions de crédit par secteur ou type de contrepartie (CR1-B)

31/12/2018 *(en millions d'euros)*		Valeurs comptables brutes des		Provisions / dépréciations	Valeurs nettes
		expositions en défaut	expositions non défaillantes		
1	Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	179	2 888	126	2 940
2	Industries extractives et minières	217	20 385	190	20 411
3	Industrie	1 235	87 594	715	88 114
4	Production et distribution	136	25 195	67	25 263
5	BTP et génie civil	1 006	12 537	498	13 045
6	Commerce de gros	487	28 008	308	28 188
7	Commerce de détail	287	15 899	128	16 058
8	Transport et entreposage	1 160	33 504	432	34 233
9	Hôtellerie et restauration	212	5 376	138	5 450
10	Information et communication	121	18 021	41	18 100
11	Éducation et instruction-formation	4	346	3	347
12	Activités immobilières	866	34 142	363	34 645
13	Finance et assurances	910	625 707	729	625 889
14	Sté Gestion participations financières	227	8 870	189	8 908
15	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	91	5 253	48	5 296
16	Activités administratives et activités de soutien	50	4 458	36	4 473
17	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	91	53 999	21	54 069
18	Activités pour la santé humaine et actions sociales	16	6 237	5	6 248
19	Autres services à la personne hors administration publique	16	542	9	548
20	Personnes privées	6 173	201 397	3 484	204 087
21	Activités artistiques et de loisirs	37	1 491	20	1 509
22	Autres services	763	88 833	3 485	86 112
23	**TOTAL 31/12/2018**	**14 285**	**1 280 683**	**11 035**	**1 283 934**
24	**TOTAL 31/12/2017**	**17 284**	**1 187 540**	**10 994**	**1 193 829**

Note : dont 314 375 millions d'euros d'opérations internes au Crédit Agricole au 31 décembre 2018.
dont 301 350 millions d'euros d'opérations internes au Crédit Agricole au 31 décembre 2017.

Qualité des expositions de crédit par zone géographique (CR1-C)

31/12/2018 *(en millions d'euros)*		Valeurs comptables brutes des		Provisions / dépréciations	Valeurs nettes
		expositions en défaut	expositions non en défaut		
1	**Europe**	**11 702**	**1 088 352**	**9 297**	**1 090 759**
2	France	4 932	778 818	4 006	779 745
3	Italie	5 159	100 072	3 786	101 446
4	Royaume-Uni	155	40 142	222	40 075
5	Allemagne	110	30 739	126	30 723
6	Luxembourg	95	36 876	7	36 964
7	Suisse	19	16 431	96	16 353
8	Pays-Bas	188	14 000	145	14 044
9	Autres (Europe)	1 044	71 274	909	71 409
10	**Asie et Océanie**	**408**	**87 618**	**113**	**87 912**
11	Japon	33	40 888	6	40 915
12	Autres (Asie et Océanie)	375	46 730	107	46 997
13	**Amérique du Nord**	**97**	**68 026**	**298**	**67 825**
14	États-Unis	58	61 654	297	61 415
15	Autres (Amérique du Nord)	39	6 372	1	6 410
16	**Amérique centrale et du Sud**	**654**	**12 356**	**397**	**12 613**
17	**Afrique et Moyen-Orient**	**1 424**	**24 331**	**930**	**24 825**
18	**TOTAL 31/12/2018**	**14 285**	**1 280 683**	**11 035**	**1 283 934**
	TOTAL 31/12/2017	**17 284**	**1 187 540**	**10 995**	**1 193 829**

Note : dont 314 375 millions d'euros d'opérations internes au Crédit Agricole au 31 décembre 2018.
dont 301 350 millions d'euros d'opérations internes au Crédit Agricole au 31 décembre 2017.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Âge des expositions en souffrance (CR1-D)

31/12/2018 (en millions d'euros)		Valeurs comptables brutes					
		≤ 30 jours	> 30 jours ≤ 60 jours	> 60 jours ≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1 an	> 1 an
1	Prêts	5 358	1 953	870	1 151	678	2 924
2	Encours des titres de créance	-	-	-	-	-	-
3	Expositions totales	5 358	1 953	870	1 151	678	2 924

31/12/2017 (en millions d'euros)		Valeurs comptables brutes					
		≤ 30 jours	> 30 jours ≤ 60 jours	> 60 jours ≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1 an	> 1 an
1	Prêts	4 017	811	418	165	115	109
2	Encours des titres de créance	-	-	-	-	-	-
3	Expositions totales	4 017	811	418	165	115	109

La part des expositions en souffrance depuis 60 jours au plus représente 57 % au 31 décembre 2018 et 86 % en 31 décembre 2017 des expositions totales en souffrance.

Expositions non performantes et restructurées (CR1-E)

31/12/2018 (en millions d'euros)		Valeur comptable brute des expositions performantes et non performantes							Dépréciation et provisions cumulées et ajustements négatifs de la juste valeur dus au risque de crédit				Sûretés et garanties financières reçues	
			dont performantes mais en souffrance > 30 jours ≤ 90 jours	dont expositions performantes faisant l'objet d'une renégociation	dont non performantes				Sur les expositions performantes		Sur les expositions non performantes		Sur les expositions non performantes	dont : expositions faisant l'objet de mesures de renégociation
						dont : en défaut	dont : dépréciées	dont : renégociées		dont : renégociées		dont : renégociées		
10	Encours des titres de créance	95 324	-	11	99	79	79	-	(37)	-	(17)	-	-	-
20	Prêts et avances	866 146	2 223	3 340	14 745	13 644	13 644	5 878	(2 221)	(255)	(7 957)	(2 571)	3 659	3 129
30	Expositions hors bilan	478 191	-	131	3 923	860	-	54	545	4	328	6	38	61

31/12/2017 (en millions d'euros)		Valeur comptable brute des expositions performantes et non performantes							Dépréciation et provisions cumulées et ajustements négatifs de la juste valeur dus au risque de crédit				Sûretés et garanties financières reçues	
			dont performantes mais en souffrance > 30 jours ≤ 90 jours	dont expositions performantes faisant l'objet d'une renégociation	dont non performantes				Sur les expositions performantes		Sur les expositions non performantes		Sur les expositions non performantes	dont : expositions faisant l'objet de mesures de renégociation
						dont : en défaut	dont : dépréciées	dont : renégociées		dont : renégociées		dont : renégociées		
10	Encours des titres de créance	98 199	316	-	294	218	294	-	(2)	-	(222)	-	-	-
20	Prêts et avances	797 526	2 291	4 526	17 013	15 654	15 654	6 923	(1 955)	(341)	(8 390)	(2 952)	4 593	5 175
30	Expositions hors bilan	448 869	-	466	1 357	1 293	-	95	93	27	396	3	78	93

L'information relative aux expositions non performantes et renégociées comprend la valeur brute comptable, les dépréciations, provisions et ajustements de valeur qui s'y rapportent, ainsi que la valeur des sûretés et garanties financières reçues.

Les définitions d'expositions en défaut, dépréciées, renégociées ou restructurées figurent dans les états financiers en partie 1.2 "Principes et méthodes comptables".

Qualité de crédit des expositions restructurées (5a)

31/12/2018 (en millions d'euros)		Ensemble des expositions restructurées					Dépréciations, provisions et corrections de valeur				Sûretés et garanties financières reçues au titre des expositions restructurées
							Expositions performantes restructurées		Expositions non performantes restructurées		
			dont : performantes en souffrance	dont : non performantes	dont : dépréciées	dont : en défaut		dont : corrections de valeur		dont : corrections de valeur	
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j
1	**Titres de créance (y compris au coût amorti et à la juste valeur)**	**11**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
2	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	Administrations publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Autres entreprises financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Entreprises non financières	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	**Prêts et avances (y compris au coût amorti et à la juste valeur)**	**9 218**	**-**	**5 878**	**5 268**	**5 246**	**(255)**	**-**	**(2 571)**	**-**	**3 129**
8	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Administrations publiques	28	-	6	6	6	(1)	-	(4)	-	2
10	Établissements de crédit	51	-	51	51	51	-	-	(25)	-	-
11	Autres entreprises financières	156	-	152	152	152	(1)	-	(86)	-	3
12	Entreprises non financières	6 316	-	3 869	3 639	3 636	(173)	-	(1 651)	-	2 377
12.1	dont : Petites et moyennes entreprises	2 066	-	1 466	1 337	1 337	(38)	-	(629)	-	640
12.2	dont : Prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	932	-	603	576	576	(25)	-	(199)	-	254
13	Ménages	2 668	-	1 799	1 420	1 401	(80)	-	(805)	-	747
13.1	dont : Prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	486	-	257	208	220	(9)	-	(74)	-	252
13.2	dont : Crédit à la consommation	1 304	-	1 004	822	798	(41)	-	(526)	-	2
14	**Instruments de créance autres que détenus à des fins de négociation**	**9 229**	**-**	**5 878**	**5 268**	**5 246**	**(255)**	**-**	**(2 571)**	**-**	**3 129**
15	**Engagements de prêts donnés**	**185**	**-**	**54**	**28**	**37**	**(4)**	**-**	**(6)**	**-**	**61**
16	**TOTAL DES EXPOSITIONS FAISANT L'OBJET DE RESTRUCTURATIONS**	**9 414**	**-**	**5 932**	**5 296**	**5 283**	**(259)**	**-**	**(2 577)**	**-**	**3 190**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Évolution du solde des ajustements pour risques spécifique (CR2-A)

31/12/2018 *(en millions d'euros)*		Montant cumulé des ajustements pour risque de crédit spécifique
1	**Solde initial**	**11 564**
2	Augmentations dues à des créations et des acquisitions	1 086
3	Diminutions dues à des décomptabilisations	(1 691)
4	Changements dus à un changement du risque de crédit (net)	1 548
5	Changements dus à des modifications sans décomptabilisation (net)	246
6	Changements dus à des mises à jour dans la méthodologie d'estimation de l'entité (net)	-
7	Réduction du compte de dépréciation dues à des sorties de bilan	(2 475)
8	Autres ajustements	(54)
9	**Solde de clôture** (1)	**10 223**
10	Recouvrement de montants précédemment sortis du bilan enregistrés directement en compte de résultat	(239)
11	Montants sortis du bilan directement en compte de résultat	198

(1) Les différences sur le montant total des provisions entre les tableaux CR2-A et CR1-A et CR1-C sont principalement liées à des divergences de périmètre. Les dépréciations sur immobilisations, sur titres de participation et les provisions sur engagements de garanties données sont uniquement intégrées aux états CR1-A et CR1-C.

31/12/2017 *(en millions d'euros)*		Montant cumulé des ajustements pour risque de crédit spécifique	Montant cumulé des ajustements pour risque de crédit général
1	**Solde initial**	**9 117**	**2 505**
2	Accroissements dus aux montants provisionnés pour pertes probables sur prêts au cours de l'exercice	2 810	327
3	Réductions dues à des montants repris pour pertes probables sur prêts au cours de l'exercice	(1 346)	(736)
4	Réductions du stock d'ajustements pour risque de crédit	(1 886)	-
5	Transferts entre ajustements pour risque de crédit	(18)	4
6	Impact des écarts de change	(253)	(115)
7	Regroupements d'entreprises, y compris acquisitions et cessions de filiales	240	69
8	Autres ajustements	(91)	(56)
9	**Solde de clôture** (1)	**8 572**	**1 997**
10	Recouvrements sur les ajustements pour risque de crédit enregistrés directement dans le compte de résultat	(288)	-
11	Ajustements pour risque de crédit spécifique enregistrés directement dans le compte de résultat	2 140	-

(1) Les différences sur le montant total des provisions entre les tableaux CR2-A et CR1-A et CR1-C sont principalement liées à des divergences de périmètre. Les dépréciations sur immobilisations, sur titres de participation et les provisions sur engagements de garanties données sont uniquement intégrées aux états CR1-A et CR1-C.

Évolutions du solde des prêts et titres de créances en défaut et ayant fait l'objet d'une réduction de valeur (dépréciées) (CR2-B)

31/12/2018 *(en millions d'euros)*		Valeur comptable brute des expositions en défaut
1	**Solde initial**	**15 700**
2	Prêts et titres de créance en défaut ou ayant fait l'objet d'une réduction de valeur (dépréciés) depuis la période précédente	2 163
3	Retour au statut "non en défaut"	(439)
4	Montants sortis du bilan	(1 763)
5	Autres variations	(1 938)
6	**Solde de clôture**	**13 723**

4.4.2.2. Risque de crédit

Depuis fin 2007, l'ACPR a autorisé le groupe Crédit Agricole S.A. à utiliser ses systèmes de notations internes pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles Clientèle de détail et Grande clientèle pour l'essentiel de son périmètre. Les principales évolutions récentes concernant le plan de *roll out* du Groupe sont le passage en méthode IRB avancée de l'ensemble des portefeuilles "Banque de détail" dans les entités Cariparma et FriulAdria en Italie en 2013 ainsi que la validation en méthode IRB des portefeuilles "Entreprises" des Caisses Régionales du Crédit Agricole et du LCL avec effet au 1er octobre 2014.

Les principales entités ou portefeuilles du Groupe en méthode standard de mesure du risque de crédit et/ou du risque opérationnel au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

- les portefeuilles du groupe Cariparma non encore validés (portefeuilles hors clientèle de détail et périmètre Carispezia) ainsi que l'ensemble des autres entités du pôle Banque de proximité à l'international ;
- le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring ;
- certains portefeuilles et filiales étrangères du groupe Crédit Agricole Consumer Finance ;
- le portefeuille des professionnels de l'immobilier.

Conformément à l'engagement de passage progressif du Groupe en méthode avancée défini avec le Superviseur (plan de *roll out*), les travaux sur les principales entités ou portefeuilles encore en méthode standard se poursuivent. Une actualisation du plan de roll out est adressée annuellement à l'autorité compétente.

4.4.2.2.1. Expositions en approche standard

Les catégories d'expositions traitées en méthode standard sont classées suivant la nature de la contrepartie et le type de produit financier dans l'une des 17 catégories définies dans l'article 112 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013. Les pondérations appliquées sur ces mêmes encours sont calculées conformément aux articles 114 à 134 dudit règlement.

Pour les catégories d'exposition "Administrations centrales et Banques centrales" et "Établissements", le groupe Crédit Agricole S.A. a choisi en approche standard d'utiliser les évaluations de l'agence de notation Moody's pour évaluer le risque.

Ainsi, lorsque l'évaluation de crédit de la contrepartie par l'agence de notation est connue, elle est utilisée pour déterminer la pondération applicable. S'agissant des contreparties des catégories d'exposition "Établissements" ou "Entreprises" dont l'évaluation de crédit n'est pas connue, la pondération retenue est déterminée en tenant compte de l'évaluation de crédit de la juridiction de l'administration centrale dans laquelle est constituée cette contrepartie, conformément aux dispositions des articles 121 et 122 du règlement précité.

S'agissant des expositions sur instruments de dette du portefeuille bancaire, la règle retenue consiste à appliquer le taux de pondération de l'émetteur. Ce taux est déterminé selon les règles décrites dans le paragraphe précédent.

Approche standard – Exposition au risque de crédit et effets de l'atténuation du risque de crédit (ARC) au 31 décembre 2018 (CR4)

31/12/2018 Classes d'actifs *(en millions d'euros)*		Expositions avant prise en compte des CCF et ARC		Expositions après prise en compte des CCF et ARC		RWA et densité des RWA	
		Montants au bilan	Montants hors bilan	Montants au bilan	Montants hors bilan	RWA	Densité des RWA
1	Administration centrales et Banques centrales	49 407	340	49 560	85	5 791	11,66 %
2	Administration régionales ou locales	546	58	545	24	109	19,16 %
3	Entités du secteur public	872	43	870	23	209	23,40 %
4	Banques multilatérales de développement	31	6	31	3	3	8,82 %
5	Organisations internationales	621	-	621	-	-	-
6	Banques (établissements)	22 361	4 298	42 656	2 490	6 895	15,27 %
7	Entreprises	66 210	21 339	46 545	7 123	46 180	86,05 %
8	Clientèle de détail	25 187	4 192	23 181	591	16 254	68,37 %
9	Garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	6 599	36	6 465	14	2 680	41,36 %
10	Actions	911	5	911	5	1 082	118,12 %
11	Défaut (prêts en souffrance)	2 481	186	2 403	61	2 909	118,06 %
12	Catégories plus risquées	141	-	141	-	212	150,35 %
13	Obligations garanties	-	-	-	-	-	-
14	Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-
15	Parts ou actions d'OPC	4 194	20 675	4 194	6 126	3 704	35,89 %
16	Autres actifs	11 218	-	11 218	4	8 670	77,26 %
17	**TOTAL**	**190 779**	**51 177**	**189 342**	**16 550**	**94 698**	**45,99 %**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Approche standard – Exposition au risque de crédit et effets de l'atténuation du risque de crédit (ARC) au 31 décembre 2017 (CR4)

31/12/2017 Classes d'actifs *(en millions d'euros)*		Expositions avant prise en compte des CCF et ARC		Expositions après prise en compte des CCF et ARC		RWA et densité des RWA	
		Montants au bilan	Montants hors bilan	Montants au bilan	Montants hors bilan	RWA	Densité des RWA
1	Administration centrales et Banques centrales	45 456	110	45 503	35	4 867	10,69 %
2	Administration régionales ou locales	315	62	315	41	67	18,82 %
3	Entités du secteur public	445	6	446	13	59	12,85 %
4	Banques multilatérales de développement	-	4	1	2	1	33,33 %
5	Organisations internationales	206	-	206	-	-	-
6	Banques (établissements)	21 267	3 298	37 602	2 106	7 516	18,93 %
7	Entreprises	60 823	18 376	43 777	6 558	44 482	88,37 %
8	Clientèle de détail	25 290	4 976	24 587	595	17 315	68,76 %
9	Garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	7 081	55	6 975	25	2 756	39,37 %
10	Actions	1 001	74	1 001	74	1 320	122,79 %
11	Défaut (prêts en souffrance)	3 130	265	3 067	107	3 848	121,24 %
12	Catégories plus risquées	149	2	149	2	227	150,33 %
13	Obligations garanties	19	-	19	-	9	47,37 %
14	Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-
15	Parts ou actions d'OPC	3 787	20 926	3 787	5 970	3 422	35,07 %
16	Autres actifs	11 145	-	11 154	40	8 900	79,51 %
17	**TOTAL**	**180 114**	**48 154**	**178 588**	**15 567**	**94 789**	**48,82 %**

Expositions par classe d'actifs et par coefficient de pondération des risques au 31 décembre 2018 (CR5)

31/12/2018 Classes d'actifs *(en millions d'euros)*		Pondération des risques																	
		0 %	2 %	4 %	10 %	20 %	35 %	50 %	70 %	75 %	100 %	150 %	250 %	370 %	1250 %	Autres	Déduits	Exposition totale au risque de crédit	Dont non notée
1	Administrations centrales et Banques centrales	45 258	-	-	-	127	-	387	-	-	2 714	40	-	-	-	-	1 119	49 645	49 645
2	Administrations régionales ou locales	24	-	-	-	546	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	569	569
3	Entités du secteur public	406	-	-	-	287	-	97	-	-	104	-	-	-	-	-	-	893	798
4	Banques multilatérales de développement	31	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	34	34
5	Organisations internationales	621	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	621	621
6	Banques (établissements)	24 925	1 410	-	-	10 781	-	6 689	-	-	1 290	50	-	-	-	-	-	45 147	34 719
7	Entreprises	-	-	-	-	3 986	-	9 077	-	-	39 348	1 258	-	-	-	-	-	53 668	31 784
8	Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	23 772	-	-	-	-	-	-	-	23 772	23 772
9	Garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	-	-	-	-	4 277	1 707	-	477	17	-	-	-	-	-	-	6 479	6 479
10	Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	806	-	110	-	-	-	-	916	916
11	Défaut (prêts en souffrance)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 574	890	-	-	-	-	-	2 464	2 464
12	Catégories plus risquées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	141	-	-	-	-	-	141	141
13	Obligations garanties	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14	Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15	Parts ou actions d'OPC	4 820	-	2	30	1 085	-	1 860	-	-	2 463	60	-	-	-	-	-	10 320	9 749
16	Autres actifs	1 694	-	-	-	1 072	-	-	-	-	8 455	-	-	-	-	-	-	11 222	11 222
17	**TOTAL**	**77 779**	**1 410**	**2**	**30**	**17 883**	**4 277**	**19 816**	**-**	**24 249**	**56 775**	**2 440**	**110**	**-**	**-**	**-**	**1 119**	**205 892**	**172 914**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Expositions par classe d'actifs et par coefficient de pondération des risques au 31 décembre 2017 (CR5)

31/12/2017 Classes d'actifs (en millions d'euros)		Pondération des risques																	
		0 %	2 %	4 %	10 %	20 %	35 %	50 %	70 %	75 %	100 %	150 %	250 %	370 %	1250 %	Autres	Déduits	Exposition totale au risque de crédit	Dont non notée
1	Administrations centrales et Banques centrales	41 542	-	-	-	45	-	402	-	-	2 810	-	-	-	-	-	739	45 538	45 478
2	Administrations régionales ou locales	21	-	-	-	334	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	355	355
3	Entités du secteur public	324	-	-	-	91	-	7	-	-	37	-	-	-	-	-	-	459	453
4	Banques multilatérales de développement	1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3
5	Organisations internationales	206	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	206	206
6	Banques (établissements)	18 784	2 137	-	-	9 691	-	7 283	-	-	1 646	166	-	-	-	-	-	39 708	29 409
7	Entreprises	-	-	-	-	3 995	-	6 476	-	-	38 699	1 164	-	-	-	-	-	50 334	34 695
8	Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	25 183	-	-	-	-	-	-	-	25 183	25 183
9	Garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	-	-	-	-	5 478	1 073	-	429	19	-	-	-	-	-	-	6 999	6 999
10	Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	911	-	163	-	-	-	-	1 075	1 075
11	Défaut (prêts en souffrance)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 826	1 347	-	-	-	-	-	3 174	3 174
12	Catégories plus risquées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	152	-	-	-	-	-	152	152
13	Obligations garanties	-	-	-	-	-	-	19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19	-
14	Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15	Parts ou actions d'OPC	4 777	-	4	-	2 066	-	121	-	-	2 471	318	-	-	-	-	-	9 757	9 757
16	Autres actifs	1 580	-	-	-	893	-	-	-	-	8 721	-	-	-	-	-	-	11 194	11 194
17	**TOTAL**	**67 235**	**2 137**	**4**	**-**	**17 116**	**5 478**	**15 382**	**-**	**25 612**	**57 142**	**3 148**	**163**	**-**	**-**	**-**	**739**	**194 155**	**168 132**

Les expositions sur les classes d'actifs "Administrations centrales et Banques centrales" et "Banques (établissements)" traitées en approche standard bénéficient très majoritairement de l'application d'un coefficient de pondération de 0 % à fin 2018 comme à fin 2017. Cela reflète l'importance des activités réalisées avec des contreparties de très bonne qualité.

4.4.2.2.2. Risque de crédit en approche notation interne

Les encours de crédit sont classés suivant la nature de la contrepartie et le type de produit financier dans l'une des sept catégories d'expositions décrites ci-dessous, définies par l'article 147 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement :

- la catégorie d'exposition "Administrations centrales et Banques centrales" regroupe outre les expositions sur les administrations et Banques centrales, les expositions sur certaines administrations régionales et locales ou sur les entités du secteur public qui sont traitées comme des administrations centrales ainsi que certaines banques multilatérales de développement et des organisations internationales ;
- la catégorie d'exposition "Établissements" correspond aux expositions sur les établissements de crédit et sur les entreprises d'investissement, y compris ceux reconnus de pays tiers. Cette catégorie inclut également certaines expositions sur des administrations régionales et locales, des entités du secteur public et des banques multilatérales de développement qui ne sont pas traitées comme des administrations centrales ;
- la catégorie d'exposition "Entreprises" distingue les grandes entreprises et les petites et moyennes entreprises dont le traitement prudentiel diffère ;
- la catégorie d'exposition "Clientèle de détail" distingue les prêts garantis par une sûreté immobilière aux particuliers et aux petites et moyennes entités, les crédits renouvelables, les autres crédits aux particuliers et aux petites et moyennes entités ;
- la catégorie d'exposition "Actions" correspond aux expositions qui confèrent des droits résiduels et subordonnés sur les actifs ou le revenu de l'émetteur, ou qui présentent une nature économique similaire ;
- la catégorie d'exposition "Titrisation" regroupe les expositions sur une opération ou un montage de titrisation, y compris celles

résultant de contrats dérivés sur taux d'intérêt ou sur taux de change, indépendamment du rôle tenu par l'établissement qu'il soit originateur, sponsor ou investisseur ;

- la catégorie d'exposition "Actifs autres que des obligations de crédit" ne présente pas actuellement d'encours en méthode IRB.

Conformément aux règles prudentielles en vigueur, les emplois pondérés des expositions "Administrations centrales et Banques centrales", "Établissements", "Entreprises" et "Clientèle de détail" sont obtenus par l'application d'une formule de calcul réglementaire, dont les principaux paramètres sont l'EAD, la PD, la LGD et la maturité associées à chaque exposition :

- pour les expositions sur la Grande clientèle (Administrations centrales et Banques centrales, Établissements et Entreprises), la formule de calcul est donnée à l'article 153 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 ;
- pour les expositions sur la Clientèle de détail, la formule de calcul est donnée à l'article 154 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013.

Les emplois pondérés des expositions "Actions" sont obtenus par l'application de pondérations forfaitaires à la valeur comptable de l'exposition. Ces pondérations, données à l'article 155 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013, dépendent de la nature des actions concernées : 190 % pour les expositions de capital investissement dans le cadre d'un portefeuille diversifié, 290 % pour les expositions sur actions cotées et 370 % pour toute autre exposition "Actions" hors montants des participations dans des sociétés financières supérieures à 10 % rentrant dans le calcul de la franchise (pondération à 250 %).

Le calcul des emplois pondérés des expositions de "Titrisation" est expliqué dans le chapitre dédié ci-après.

Les emplois pondérés des expositions "Actifs autres que des obligations de crédit" sont calculés conformément à l'article 156 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013. Les paramètres qui rentrent dans les formules de calcul mentionnées ci-dessus sont estimés à partir des historiques de défaut et des données de pertes constitués en interne par le groupe Crédit Agricole S.A. À noter que la définition du défaut retenue pour l'estimation de ces paramètres a une influence significative sur la valeur de ces derniers.

Les valeurs exposées au risque (EAD) correspondent au montant d'exposition sur une contrepartie au moment du défaut de cette dernière. Pour les éléments de bilan, l'exposition correspond aux montants d'exposition nets des provisions, pour les éléments couverts par l'approche standard du risque de crédit, et aux montants bruts, pour les éléments couverts par les notations internes. Dans le cas de limites et engagements par signature non utilisés par la contrepartie, une fraction du montant total d'engagement est prise en compte par application à ce dernier d'un facteur de conversion en risque de crédit (CCF). Le CCF est estimé selon une méthode interne validée par l'autorité de contrôle pour les portefeuilles de la Clientèle de détail. Le CCF interne est estimé sur la base des CCF observés en cas de défaut par lot d'expositions. Pour les autres portefeuilles, un montant forfaitaire de CCF de 20 %, 50 % ou 100 % est appliqué en fonction de la nature de l'engagement et de sa maturité.

Pour la Grande clientèle, la définition du défaut se situe au niveau du client. Par conséquent, elle respecte un principe de contagion : une exposition sur un client en défaut entraîne le classement en défaut de l'ensemble de ses encours au sein de l'entité responsable de l'unicité de la notation ("RUN") ainsi que de l'ensemble de ses encours au sein du groupe Crédit Agricole S.A.

Pour la Clientèle de détail, la définition du défaut peut s'appliquer au niveau de la transaction. Lorsqu'elle s'applique au débiteur, elle respecte un principe de contagion. Les règles de contagion sont définies et précisément documentées par l'entité (compte joint, encours particuliers-professionnels, notion de groupe de risques…).

La pertinence des notations et la fiabilité des données utilisées sont garanties par un processus de validation initiale et de maintenance des modèles internes, qui repose sur une organisation structurée et documentée, appliquée à l'ensemble du Groupe et impliquant les entités, la Direction des risques Groupe ainsi que la ligne métier Audit.

L'utilisation des modèles internes aux fins de calcul des ratios de solvabilité a permis de renforcer la gestion de ses risques par le groupe Crédit Agricole S.A. En particulier, le développement des méthodes "notations internes" a conduit à une collecte systématique et fiabilisée des historiques de défauts et de pertes sur la majorité des entités du Groupe. La constitution de tels historiques de données permet aujourd'hui de quantifier le risque de crédit en associant à chaque grade de notation une probabilité de défaut (PD) moyenne et, pour les approches "notations internes avancées", une perte en cas de défaut (*Loss Given Default,* ou LGD).

En outre, les paramètres des modèles "notations internes" sont utilisés dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques risque et crédits des entités. Sur le périmètre de la Grande clientèle, le dispositif de notation unique dans le Groupe (outils et méthodes identiques, données partagées), mis en place depuis plusieurs années, a contribué au renforcement et à la normalisation des usages des notations et des paramètres de risque associés au sein des entités. L'unicité de la notation des clients de la catégorie Grande clientèle permet ainsi de disposer d'un référentiel commun sur lequel s'appuient les normes et procédures, les outils de pilotage, les politiques de provisionnement et de couverture des risques, ainsi que le dispositif d'alertes et de surveillance rapprochée. De par son rôle dans le suivi et le pilotage du risque dans les entités, la notation fait l'objet de contrôles qualité et d'une surveillance régulière à tous les niveaux du processus de notation.

Ainsi, les modèles internes de mesure des risques favorisent le développement de saines pratiques de gestion des risques par les entités du Groupe et améliorent l'efficacité du processus d'allocation des fonds propres en permettant une mesure plus fine de la consommation de ceux-ci par ligne de métier et par entité.

L'ensemble des modèles internes utilisés dans le groupe Crédit Agricole a fait l'objet d'une présentation au Comité des normes et méthodologies (CNM) pour approbation, avant audit par l'Inspection générale Groupe. Ce process de validation interne précède la demande d'autorisation formulée auprès de la BCE en vue d'une validation formelle par cette dernière. Le processus de construction et de validation d'un modèle interne de notation nécessite des travaux sur une durée généralement comprise entre trois et cinq années impliquant plusieurs missions de validation sur site.

Après validation, les systèmes internes de notation et de calcul des paramètres de risque font l'objet de contrôles permanents et périodiques au sein de chaque entité du Groupe.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Paramètre modélisé	Portefeuille/Entité	Nombre de modèles
PD	Souverains	5
	Collectivités publiques	8
	Institutions financières (Banques, Assurances, Fonds)	8
	Financements spécialisés	9
	Entreprises	5
	Banque de détail – LCL	2
	Banque de détail – Crédit Agricole Consumer Finance	16
	Banque de détail – CACIB	1
	Banque de détail – Cariparma	3
LGD	Souverains	1
	Institutions financières (Banques, Assurances, Fonds)	3
	Financements spécialisés	8
	Entreprises	1
	Banque de détail – LCL	12
	Banque de détail – Crédit Agricole Consumer Finance	16
	Banque de détail – CACIB	1
	Banque de détail – Cariparma	2
CCF	Banque de détail – LCL	3
	Banque de détail – Crédit Agricole Consumer Finance	4

4.4.2.2.3. Qualité des expositions en approche notations internes

Présentation du système et de la procédure de notation interne

Les systèmes et procédures de notations internes sont présentés dans la partie "Gestion des risques – Risque de Crédit – Méthodologies et systèmes de mesure des risques".

Les catégories d'exposition au risque de crédit de la Clientèle de détail, n'utilisant pas les mêmes notations internes que les autres catégories, sont présentées séparément.

Expositions au risque de crédit par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut (PD) Approche notation interne fondation au 31 décembre 2018 (CR6)

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Administrations centrales et Banques centrales	0,00 à < 0,15	83 844	80	68,17 %	83 926	0,00 %	45,00 %	-	613	0,73 %	1	-
	0,15 à < 0,25	112	-	-	112	0,16 %	45,00 %	-	46	41,15 %	-	-
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	0,63 %	44,98 %	-	-	79,94 %	-	-
	0,75 à < 2,50	1	-	-	1	1,42 %	45,00 %	-	1	112,67 %	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	**83 957**	**80**	**68,17 %**	**84 039**	**0,00 %**	**45,00 %**	**-**	**660**	**0,79 %**	**1**	**7**
Établissements	0,00 à < 0,15	322 296	2 022	57,10 %	323 509	0,03 %	1,09 %	-	1 643	0,51 %	1	-
	0,15 à < 0,25	170	51	68,33 %	205	0,16 %	24,60 %	-	51	24,77 %	-	-
	0,25 à < 0,50	372	21	32,24 %	379	0,30 %	37,60 %	-	240	63,28 %	-	-
	0,50 à < 0,75	137	25	45,44 %	149	0,60 %	45,00 %	-	153	102,70 %	-	-
	0,75 à < 2,50	57	11	62,49 %	64	0,96 %	44,98 %	-	73	114,83 %	-	-
	2,50 à < 10,00	3	2	67,23 %	5	5,00 %	45,00 %	-	9	184,16 %	-	-
	10,00 à < 100,00	10	1	25,18 %	10	19,77 %	45,00 %	-	26	252,39 %	1	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	**323 047**	**2 133**	**57,01 %**	**324 321**	**0,03 %**	**1,18 %**	**-**	**2 195**	**0,68 %**	**3**	**5**
Entreprises – Autres	0,00 à < 0,15	8 852	7 243	83,76 %	14 952	0,04 %	44,95 %	-	3 009	20,13 %	3	-
	0,15 à < 0,25	2 750	2 189	76,66 %	4 429	0,16 %	44,88 %	-	1 867	42,15 %	3	-
	0,25 à < 0,50	2 793	2 994	73,25 %	4 955	0,30 %	44,77 %	-	2 914	58,81 %	7	-
	0,50 à < 0,75	2 785	2 171	78,79 %	4 485	0,60 %	44,82 %	-	3 666	81,73 %	12	-
	0,75 à < 2,50	3 316	2 297	69,82 %	4 908	1,15 %	44,67 %	-	5 024	102,37 %	25	-
	2,50 à < 10,00	156	175	85,46 %	305	5,00 %	44,77 %	-	493	161,53 %	7	-
	10,00 à < 100,00	322	138	70,05 %	418	18,87 %	44,82 %	-	1 053	251,55 %	35	-
	100,00 (défaut)	330	73	71,61 %	379	100,00 %	44,89 %	-	-	-	170	-
	Sous-total	**21 303**	**17 279**	**78,44 %**	**34 831**	**1,68 %**	**44,86 %**	**-**	**18 025**	**51,75 %**	**262**	**422**
Entreprises – PME	0,00 à < 0,15	86	118	84,51 %	186	0,05 %	45,00 %	-	32	17,22 %	-	-
	0,15 à < 0,25	204	60	91,00 %	259	0,16 %	44,95 %	-	92	35,46 %	-	-
	0,25 à < 0,50	350	114	79,01 %	441	0,30 %	44,87 %	-	224	50,94 %	1	-
	0,50 à < 0,75	416	112	79,12 %	503	0,60 %	44,40 %	-	348	69,21 %	1	-
	0,75 à < 2,50	2 151	509	74,07 %	2 479	1,32 %	44,23 %	-	2 200	88,75 %	14	-
	2,50 à < 10,00	139	22	64,67 %	150	5,00 %	44,11 %	-	189	126,07 %	3	-
	10,00 à < 100,00	82	18	40,15 %	84	15,68 %	43,90 %	-	161	191,47 %	6	-
	100,00 (défaut)	176	9	57,87 %	178	100,00 %	44,78 %	-	-	-	80	-
	Sous-total	**3 605**	**963**	**76,62 %**	**4 280**	**5,52 %**	**44,41 %**	**-**	**3 247**	**75,87 %**	**105**	**149**
TOTAL		**431 912**	**20 454**	**76,07 %**	**447 471**	**0,21 %**	**13,23 %**	**-**	**24 127**	**5,39 %**	**372**	**583**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Expositions au risque de crédit par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut (PD) – Approche notation interne fondation au 31 décembre 2017 (CR6)

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Administrations centrales et Banques centrales	0,00 à < 0,15	72 818	80	66,18 %	72 909	-	45,00 %	-	697	0,96 %	1	-
	0,15 à < 0,25	158	-	-	158	0,16 %	45,00 %	-	65	41,14 %	-	-
	0,25 à < 0,50	105	-	-	105	0,30 %	45,00 %	-	60	57,64 %	-	-
	0,50 à < 0,75	13	-	-	13	0,60 %	45,00 %	-	10	79,98 %	-	-
	0,75 à < 2,50	113	-	-	113	0,81 %	45,00 %	-	102	90,28 %	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	50,00 %	-	-	150,00 %	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	**73 206**	**80**	**66,18 %**	**73 297**	**-**	**45,00 %**	**-**	**934**	**1,27 %**	**1**	**9**
Établissements	0,00 à < 0,15	307 612	2 754	60,76 %	309 350	0,03 %	1,27 %	-	1 955	0,63 %	1	-
	0,15 à < 0,25	217	1	28,92 %	218	0,16 %	36,15 %	-	75	34,65 %	-	-
	0,25 à < 0,50	471	7	31,75 %	473	0,30 %	38,92 %	-	312	65,82 %	1	-
	0,50 à < 0,75	19	21	59,81 %	31	0,60 %	45,00 %	-	29	92,22 %	-	-
	0,75 à < 2,50	61	16	29,86 %	66	0,95 %	44,98 %	-	75	113,29 %	-	-
	2,50 à < 10,00	1	1	25,30 %	1	5,00 %	45,00 %	-	2	190,42 %	-	-
	10,00 à < 100,00	4	3	88,96 %	6	19,66 %	45,00 %	-	17	269,33 %	1	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	100,00 %	45,00 %	-	-	-	-	-
	Sous-total	**308 385**	**2 803**	**60,51 %**	**310 146**	**0,03 %**	**1,37 %**	**-**	**2 464**	**0,79 %**	**3**	**1**
Entreprises – Autres	0,00 à < 0,15	8 269	7 401	84,88 %	14 556	0,04 %	44,97 %	-	2 890	19,85 %	3	-
	0,15 à < 0,25	2 325	2 510	75,86 %	4 229	0,16 %	44,90 %	-	1 774	41,95 %	3	-
	0,25 à < 0,50	2 501	2 467	73,05 %	4 297	0,30 %	44,71 %	-	2 527	58,82 %	6	-
	0,50 à < 0,75	2 489	1 862	74,20 %	3 849	0,60 %	44,84 %	-	3 160	82,12 %	10	-
	0,75 à < 2,50	3 093	2 063	70,85 %	4 541	1,17 %	44,62 %	-	4 658	102,59 %	24	-
	2,50 à < 10,00	123	54	76,94 %	164	5,00 %	44,44 %	-	264	160,88 %	4	-
	10,00 à < 100,00	130	145	75,75 %	240	18,00 %	44,88 %	-	599	249,91 %	19	-
	100,00 (défaut)	395	69	58,53 %	430	100,00 %	44,95 %	-	-	-	193	-
	Sous-total	**19 325**	**16 571**	**78,60 %**	**32 304**	**1,81 %**	**44,86 %**	**-**	**15 873**	**49,14 %**	**262**	**385**
Entreprises – PME	0,00 à < 0,15	25	31	75,80 %	49	0,04 %	45,00 %	-	8	17,07 %	-	-
	0,15 à < 0,25	38	10	85,89 %	46	0,16 %	44,91 %	-	17	37,57 %	-	-
	0,25 à < 0,50	264	73	75,67 %	319	0,30 %	44,52 %	-	166	52,15 %	-	-
	0,50 à < 0,75	328	101	69,19 %	399	0,60 %	44,39 %	-	279	70,00 %	1	-
	0,75 à < 2,50	1 875	523	72,63 %	2 205	1,36 %	44,21 %	-	1 970	89,31 %	13	-
	2,50 à < 10,00	114	24	54,50 %	123	5,00 %	44,01 %	-	154	124,70 %	3	-
	10,00 à < 100,00	87	22	53,94 %	94	15,06 %	44,42 %	-	185	195,60 %	6	-
	100,00 (défaut)	209	9	53,40 %	209	100,00 %	44,63 %	-	-	-	93	-
	Sous-total	**2 940**	**792**	**71,52 %**	**3 445**	**7,64 %**	**44,31 %**	**-**	**2 779**	**80,67 %**	**117**	**191**
TOTAL		**403 857**	**20 246**	**75,75 %**	**419 193**	**0,23 %**	**12,70 %**	**-**	**22 050**	**5,26 %**	**384**	**585**

Expositions au risque de crédit par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut (PD) – Approche interne avancée au 31 décembre 2018 (CR6)

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Administrations centrales et Banques centrales	0,00 à < 0,15	68 908	2 890	66,98 %	81 026	0,01 %	1,40 %	614	227	0,28 %	-	-
	0,15 à < 0,25	453	-	64,06 %	1 166	0,16 %	10,00 %	1 031	116	9,99 %	-	-
	0,25 à < 0,50	378	-	-	378	0,30 %	9,98 %	404	36	9,52 %	-	-
	0,50 à < 0,75	775	214	75,00 %	323	0,60 %	10,00 %	559	47	14,65 %	-	-
	0,75 à < 2,50	296	490	75,00 %	45	1,24 %	46,88 %	1 331	58	127,73 %	-	-
	2,50 à < 10,00	685	315	73,86 %	82	5,00 %	59,76 %	1 459	140	171,06 %	2	-
	10,00 à < 100,00	84	108	76,34 %	26	12,41 %	77,60 %	1 126	104	402,17 %	3	-
	100,00 (défaut)	78	-	-	31	100,00 %	45,00 %	1 367	-	1,04 %	17	-
	Sous-total	**71 657**	**4 017**	**66,96 %**	**83 077**	**0,06 %**	**1,72 %**	**620**	**729**	**0,88 %**	**22**	**25**
Établissements	0,00 à < 0,15	21 439	3 671	83,99 %	26 882	0,03 %	11,31 %	608	929	3,46 %	1	-
	0,15 à < 0,25	814	492	46,90 %	501	0,16 %	38,49 %	759	230	46,00 %	-	-
	0,25 à < 0,50	789	1 165	39,05 %	1 139	0,30 %	42,29 %	529	437	38,33 %	1	-
	0,50 à < 0,75	404	712	44,30 %	565	0,60 %	52,66 %	425	383	67,74 %	1	-
	0,75 à < 2,50	842	1 087	41,63 %	862	0,96 %	39,11 %	543	632	73,37 %	3	-
	2,50 à < 10,00	47	87	20,81 %	21	5,00 %	56,40 %	438	56	267,61 %	1	-
	10,00 à < 100,00	95	24	27,69 %	100	19,48 %	39,01 %	1 639	229	228,88 %	7	-
	100,00 (défaut)	377	-	-	377	100,00 %	45,01 %	625	-	-	394	-
	Sous-total	**24 807**	**7 238**	**70,72 %**	**30 447**	**1,38 %**	**15,01 %**	**606**	**2 897**	**9,52 %**	**409**	**400**
Entreprises – Autres	0,00 à < 0,15	24 839	52 479	54,05 %	51 939	0,04 %	35,57 %	730	7 382	14,21 %	8	-
	0,15 à < 0,25	10 366	15 375	56,74 %	16 328	0,16 %	43,59 %	965	6 007	36,79 %	10	-
	0,25 à < 0,50	7 098	16 846	48,19 %	11 779	0,30 %	49,51 %	959	6 306	53,53 %	14	-
	0,50 à < 0,75	7 763	8 937	59,27 %	9 493	0,60 %	45,77 %	919	6 761	71,22 %	21	-
	0,75 à < 2,50	8 218	10 956	56,01 %	10 561	1,10 %	45,60 %	1 109	9 755	92,37 %	43	-
	2,50 à < 10,00	495	636	55,96 %	304	5,00 %	50,28 %	773	418	137,67 %	6	-
	10,00 à < 100,00	944	1 704	36,15 %	952	15,53 %	41,71 %	1 004	1 591	167,14 %	49	-
	100,00 (défaut)	1 575	283	43,77 %	1 580	100,00 %	45,12 %	843	11	0,72 %	1 310	-
	Sous-total	**61 298**	**107 215**	**53,82 %**	**102 935**	**1,94 %**	**40,65 %**	**854**	**38 232**	**37,14 %**	**1 460**	**1 794**
Entreprises – PME	0,00 à < 0,15	6	4	20,00 %	6	0,06 %	46,61 %	1 443	2	24,78 %	-	-
	0,15 à < 0,25	2	-	100,00 %	2	0,16 %	48,16 %	619	1	29,32 %	-	-
	0,25 à < 0,50	3	3	54,78 %	4	0,30 %	47,60 %	1 104	3	60,56 %	-	-
	0,50 à < 0,75	20	142	75,85 %	36	0,60 %	35,76 %	623	17	48,13 %	-	-
	0,75 à < 2,50	127	247	49,36 %	217	1,33 %	36,03 %	1 056	160	73,77 %	1	-
	2,50 à < 10,00	10	1	63,61 %	10	5,00 %	38,42 %	1 134	10	108,87 %	-	-
	10,00 à < 100,00	51	163	75,10 %	161	19,65 %	45,90 %	1 626	164	101,40 %	4	-
	100,00 (défaut)	7	-	84,72 %	8	100,00 %	45,05 %	402	-	0,00 %	4	-
	Sous-total	**227**	**558**	**60,44 %**	**444**	**9,66 %**	**40,12 %**	**1 222**	**356**	**80,23 %**	**9**	**7**
Entreprises – Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	1 757	1 419	51,18 %	9 192	0,03 %	5,50 %	1 354	259	2,82 %	-	-
	0,15 à < 0,25	8 036	2 429	68,05 %	10 219	0,16 %	9,73 %	1 350	1 046	10,24 %	1	-
	0,25 à < 0,50	10 573	2 943	63,51 %	10 421	0,30 %	12,23 %	1 313	1 801	17,28 %	4	-
	0,50 à < 0,75	8 274	2 683	45,15 %	7 961	0,60 %	11,62 %	1 286	1 736	21,81 %	5	-
	0,75 à < 2,50	10 506	3 679	57,63 %	9 774	1,12 %	14,37 %	1 280	3 234	33,09 %	15	-
	2,50 à < 10,00	1 301	161	40,18 %	1 036	5,00 %	15,65 %	1 121	559	53,97 %	8	-
	10,00 à < 100,00	1 672	241	59,39 %	1 127	15,74 %	19,58 %	1 111	1 134	100,60 %	35	-
	100,00 (défaut)	1 195	29	78,00 %	1 159	100,00 %	41,97 %	1 093	62	5,39 %	421	-
	Sous-total	**43 314**	**13 584**	**57,21 %**	**50 890**	**3,14 %**	**11,74 %**	**1 304**	**9 832**	**19,32 %**	**489**	**761**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Crédits aux particuliers garantis par une sûreté immobilière	0,00 à < 0,15	35 383	1 578	100,00 %	36 961	0,09 %	11,68 %		1 044	2,82 %	4	-
	0,15 à < 0,25	4 533	15	100,00 %	4 548	0,22 %	17,37 %		364	8,00 %	2	-
	0,25 à < 0,50	20 035	900	100,00 %	20 935	0,43 %	11,29 %		1 751	8,37 %	10	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	17 503	1 179	100,00 %	18 682	1,49 %	11,29 %		3 544	18,97 %	31	-
	2,50 à < 10,00	6 470	905	100,00 %	7 375	5,40 %	11,60 %		3 063	41,53 %	47	-
	10,00 à < 100,00	389	8	100,00 %	398	27,24 %	-		318	79,89 %	14	-
	100,00 (défaut)	877	2	99,12 %	879	100,00 %	38,92 %		389	44,23 %	342	-
	Sous-total	**85 190**	**4 588**	**100,00 %**	**89 778**	**1,85 %**	**11,98 %**		**10 472**	**11,66 %**	**450**	**377**
Crédits renouvelables aux particuliers	0,00 à < 0,15	146	2 340	54,81 %	1 429	0,09 %	68,56 %		58	4,09 %	1	-
	0,15 à < 0,25	13	346	26,41 %	104	0,25 %	56,34 %		9	8,39 %	-	-
	0,25 à < 0,50	218	1 987	60,44 %	1 419	0,45 %	65,53 %		205	14,42 %	4	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	961	1 836	57,18 %	2 010	1,70 %	61,48 %		747	37,13 %	21	-
	2,50 à < 10,00	1 661	983	74,04 %	2 389	5,30 %	61,61 %		1 894	79,30 %	77	-
	10,00 à < 100,00	171	28	74,80 %	191	35,04 %	61,51 %		331	172,72 %	40	-
	100,00 (défaut)	318	2	66,04 %	319	100,00 %	85,92 %		63	19,79 %	274	-
	Sous-total	**3 488**	**7 521**	**58,16 %**	**7 862**	**6,87 %**	**64,98 %**		**3 306**	**42,05 %**	**419**	**384**
Autres crédits aux particuliers	0,00 à < 0,15	14 319	437	95,55 %	14 736	0,09 %	12,13 %		441	3,00 %	2	-
	0,15 à < 0,25	2 442	57	86,96 %	2 491	0,21 %	27,18 %		302	12,13 %	1	-
	0,25 à < 0,50	4 546	280	99,18 %	4 824	0,46 %	37,62 %		1 292	26,79 %	8	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	12 362	454	104,28 %	12 835	1,46 %	46,41 %		7 254	56,52 %	88	-
	2,50 à < 10,00	9 453	245	100,80 %	9 700	4,70 %	49,27 %		7 338	75,65 %	211	-
	10,00 à < 100,00	1 170	4	98,89 %	1 173	10,40 %	16,52 %		1 194	101,78 %	235	-
	100,00 (défaut)	1 990	4	80,89 %	1 993	100,00 %	71,77 %		452	22,70 %	1 476	-
	Sous-total	**46 282**	**1 480**	**99,43 %**	**47 753**	**5,73 %**	**34,42 %**		**18 275**	**38,27 %**	**2 021**	**1 977**
Crédits aux petites et moyennes entités garantis par une sûreté immobilière	0,00 à < 0,15	205	-	100,00 %	205	0,11 %	17,62 %		8	3,82 %	-	-
	0,15 à < 0,25	597	7	100,00 %	604	0,20 %	14,92 %		29	4,88 %	-	-
	0,25 à < 0,50	1 615	13	100,00 %	1 629	0,52 %	15,15 %		160	9,81 %	1	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	1 502	23	100,00 %	1 525	1,24 %	14,61 %		259	16,98 %	3	-
	2,50 à < 10,00	1 201	37	100,00 %	1 238	5,09 %	14,10 %		455	36,74 %	9	-
	10,00 à < 100,00	202	8	100,00 %	210	11,37 %	8,99 %		145	69,07 %	8	-
	100,00 (défaut)	236	-	-	236	100,00 %	42,76 %		38	15,97 %	101	-
	Sous-total	**5 559**	**88**	**100,00 %**	**5 647**	**6,08 %**	**15,85 %**		**1 093**	**19,36 %**	**123**	**107**
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0,00 à < 0,15	152	7	68,89 %	157	0,11 %	20,49 %		10	6,39 %	-	-
	0,15 à < 0,25	3 213	142	83,07 %	3 332	0,19 %	32,88 %		700	21,00 %	2	-
	0,25 à < 0,50	4 961	289	73,64 %	5 173	0,52 %	34,71 %		1 672	32,32 %	9	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	4 640	280	77,19 %	4 856	1,28 %	36,84 %		2 055	42,33 %	23	-
	2,50 à < 10,00	4 413	324	81,38 %	4 676	4,90 %	37,67 %		2 864	61,24 %	86	-
	10,00 à < 100,00	727	52	87,85 %	773	13,41 %	-		735	95,07 %	72	-
	100,00 (défaut)	1 252	31	71,54 %	1 274	100,00 %	78,08 %		219	17,17 %	994	-
	Sous-total	**19 358**	**1 124**	**78,51 %**	**20 241**	**8,48 %**	**36,92 %**		**8 254**	**40,78 %**	**1 187**	**977**
TOTAL		**361 180**	**147 413**	**58,49 %**	**439 074**	**2,48 %**	**21,42 %**		**93 447**	**21,28 %**	**6 590**	**6 810**

Expositions au risque de crédit par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut (PD) – Approche interne avancée au 31 décembre 2017 (CR6)

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Administrations centrales et Banques centrales	0,00 à < 0,15	55 093	987	63,24 %	63 423	-	1,12 %	614	74	0,12 %	-	-
	0,15 à < 0,25	72	-	54,35 %	531	0,16 %	10,00 %	1 251	59	11,18 %	-	-
	0,25 à < 0,50	1 227	100	55,15 %	1 466	0,30 %	15,74 %	495	229	15,60 %	1	-
	0,50 à < 0,75	686	294	75,00 %	284	0,60 %	10,00 %	642	44	15,58 %	-	-
	0,75 à < 2,50	304	551	74,48 %	43	1,21 %	47,28 %	1 572	52	121,72 %	-	-
	2,50 à < 10,00	129	163	74,06 %	19	5,00 %	60,00 %	1 386	43	233,72 %	1	-
	10,00 à < 100,00	616	187	70,03 %	58	12,18 %	67,55 %	1 440	208	360,02 %	5	-
	100,00 (défaut)	88	-	-	21	100,00 %	45,00 %	1 609	3	14,47 %	15	-
	Sous-total	**58 215**	**2 282**	**63,08 %**	**65 845**	**0,06 %**	**1,68 %**	**619**	**713**	**1,08 %**	**22**	**44**
Établissements	0,00 à < 0,15	23 484	3 307	96,18 %	31 329	0,02 %	10,58 %	567	1 094	3,49 %	1	-
	0,15 à < 0,25	720	230	44,81 %	574	0,16 %	40,89 %	651	206	35,83 %	-	-
	0,25 à < 0,50	1 366	652	33,36 %	1 198	0,30 %	45,33 %	447	424	35,41 %	1	-
	0,50 à < 0,75	1 478	768	36,03 %	1 024	0,60 %	50,97 %	167	505	49,29 %	2	-
	0,75 à < 2,50	705	687	50,33 %	651	1,10 %	33,22 %	526	373	57,23 %	2	-
	2,50 à < 10,00	20	71	24,21 %	7	5,00 %	50,79 %	737	11	166,59 %	-	-
	10,00 à < 100,00	18	52	23,62 %	17	15,47 %	60,88 %	1 015	56	324,19 %	1	-
	100,00 (défaut)	371	2	29,30 %	366	100,00 %	45,03 %	631	-	0,01 %	383	-
	Sous-total	**28 161**	**5 769**	**83,29 %**	**35 167**	**1,12 %**	**14,24 %**	**553**	**2 669**	**7,59 %**	**392**	**389**
Entreprises – Autres	0,00 à < 0,15	19 201	54 356	48,83 %	44 975	0,04 %	35,28 %	759	6 544	14,55 %	7	-
	0,15 à < 0,25	6 207	16 476	48,16 %	12 990	0,16 %	45,03 %	965	4 900	37,72 %	8	-
	0,25 à < 0,50	8 955	14 160	50,69 %	13 547	0,30 %	43,45 %	953	7 541	55,66 %	16	-
	0,50 à < 0,75	6 525	7 057	51,66 %	6 761	0,60 %	44,75 %	871	4 790	70,84 %	15	-
	0,75 à < 2,50	7 631	9 631	51,98 %	9 484	1,04 %	49,52 %	1 089	9 058	95,51 %	39	-
	2,50 à < 10,00	855	528	53,59 %	667	5,00 %	40,99 %	789	851	127,48 %	12	-
	10,00 à < 100,00	1 027	2 628	41,30 %	1 585	14,82 %	39,86 %	749	2 573	162,33 %	70	-
	100,00 (défaut)	2 169	894	55,53 %	2 480	100,00 %	45,54 %	887	419	16,88 %	1 611	-
	Sous-total	**52 569**	**105 731**	**49,29 %**	**92 490**	**3,21 %**	**40,39 %**	**862**	**36 675**	**39,65 %**	**1 779**	**2 509**
Entreprises – PME	0,00 à < 0,15	-	3	20,00 %	1	0,06 %	73,95 %	395	-	17,88 %	-	-
	0,15 à < 0,25	1	1	82,46 %	2	0,17 %	39,42 %	668	-	25,09 %	-	-
	0,25 à < 0,50	-	1	57,63 %	1	0,30 %	47,64 %	1 216	-	67,74 %	-	-
	0,50 à < 0,75	17	3	73,36 %	19	0,60 %	46,46 %	781	12	63,45 %	-	-
	0,75 à < 2,50	57	243	43,82 %	113	1,18 %	42,88 %	1 023	98	86,55 %	1	-
	2,50 à < 10,00	19	12	83,80 %	28	5,00 %	43,66 %	1 260	37	128,44 %	1	-
	10,00 à < 100,00	29	11	76,19 %	20	17,53 %	40,58 %	467	32	161,06 %	1	-
	100,00 (défaut)	25	14	49,31 %	32	100,00 %	45,03 %	1 200	1	2,24 %	3	-
	Sous-total	**148**	**288**	**49,25 %**	**216**	**17,73 %**	**43,49 %**	**1 003**	**180**	**83,50 %**	**6**	**3**
Entreprises – Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	2 260	1 453	50,39 %	9 530	0,02 %	5,48 %	1 357	252	2,64 %	-	-
	0,15 à < 0,25	7 953	1 768	64,85 %	8 771	0,16 %	9,49 %	1 363	928	10,58 %	1	-
	0,25 à < 0,50	10 384	2 841	59,63 %	10 882	0,30 %	12,60 %	1 242	1 868	17,17 %	4	-
	0,50 à < 0,75	6 040	2 644	60,53 %	6 064	0,60 %	10,97 %	1 328	1 334	22,00 %	4	-
	0,75 à < 2,50	10 174	3 270	50,22 %	9 308	1,13 %	14,85 %	1 250	3 279	35,22 %	15	-
	2,50 à < 10,00	1 650	276	72,55 %	1 065	5,00 %	11,95 %	1 234	483	45,36 %	6	-
	10,00 à < 100,00	1 552	194	74,92 %	1 367	15,06 %	19,42 %	1 235	1 274	93,22 %	35	-
	100,00 (défaut)	1 258	24	79,80 %	1 241	100,00 %	38,30 %	1 143	44	3,54 %	510	-
	Sous-total	**41 272**	**12 470**	**57,34 %**	**48 227**	**3,51 %**	**11,70 %**	**1 296**	**9 461**	**19,62 %**	**576**	**510**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Crédits aux particuliers garantis par une sûreté immobilière	0,00 à < 0,15	31 799	1 214	100,00 %	33 013	0,09 %	11,79 %	-	940	2,85 %	4	-
	0,15 à < 0,25	3 939	10	100,00 %	3 949	0,22 %	17,42 %	-	313	7,93 %	2	-
	0,25 à < 0,50	18 205	669	100,00 %	18 874	0,42 %	11,43 %	-	1 576	8,35 %	9	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	17 091	864	100,00 %	17 955	1,47 %	11,29 %	-	3 382	18,84 %	30	-
	2,50 à < 10,00	6 105	575	100,00 %	6 680	5,48 %	11,64 %	-	2 793	41,82 %	43	-
	10,00 à < 100,00	393	6	100,00 %	398	27,00 %	-	-	313	78,59 %	14	-
	100,00 (défaut)	1 024	2	100,00 %	1 026	100,00 %	45,26 %	-	4	0,40 %	464	-
	Sous-total	**78 556**	**3 339**	**100,00 %**	**81 895**	**2,15 %**	**12,21 %**	**-**	**9 322**	**11,38 %**	**565**	**251**
Crédits renouvelables aux particuliers	0,00 à < 0,15	106	2 244	51,14 %	1 254	0,09 %	68,72 %	-	51	4,08 %	1	-
	0,15 à < 0,25	11	342	27,09 %	104	0,23 %	55,84 %	-	8	7,75 %	-	-
	0,25 à < 0,50	211	1 914	59,27 %	1 346	0,44 %	64,41 %	-	187	13,90 %	4	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	913	1 717	56,26 %	1 879	1,63 %	60,56 %	-	664	35,34 %	19	-
	2,50 à < 10,00	1 715	807	79,00 %	2 353	5,37 %	60,80 %	-	1 862	79,15 %	76	-
	10,00 à < 100,00	179	24	78,43 %	198	34,66 %	61,03 %	-	343	173,05 %	41	-
	100,00 (défaut)	332	1	65,07 %	333	100,00 %	85,89 %	-	18	5,28 %	286	-
	Sous-total	**3 468**	**7 050**	**56,71 %**	**7 467**	**7,42 %**	**64,31 %**	**-**	**3 133**	**41,96 %**	**427**	**300**
Autres crédits aux particuliers	0,00 à < 0,15	13 828	389	92,86 %	14 190	0,09 %	13,69 %	-	468	3,30 %	2	-
	0,15 à < 0,25	2 306	51	87,31 %	2 350	0,21 %	23,98 %	-	250	10,63 %	1	-
	0,25 à < 0,50	4 320	211	98,79 %	4 529	0,45 %	38,59 %	-	1 238	27,33 %	8	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	12 088	345	102,34 %	12 441	1,46 %	47,44 %	-	7 223	58,06 %	88	-
	2,50 à < 10,00	9 463	199	102,24 %	9 666	4,67 %	51,20 %	-	7 614	78,77 %	218	-
	10,00 à < 100,00	1 236	4	95,17 %	1 239	14,88 %	21,03 %	-	1 271	102,53 %	260	-
	100,00 (défaut)	2 229	3	91,06 %	2 231	100,00 %	72,72 %	-	265	11,88 %	1 642	-
	Sous-total	**45 469**	**1 202**	**97,94 %**	**46 646**	**6,53 %**	**36,05 %**	**-**	**18 329**	**39,29 %**	**2 220**	**1 875**
Crédits aux petites et moyennes entités garantis par une sûreté immobilière	0,00 à < 0,15	176	-	-	176	0,11 %	17,88 %	-	7	3,81 %	-	-
	0,15 à < 0,25	391	2	100,00 %	393	0,20 %	16,97 %	-	22	5,58 %	-	-
	0,25 à < 0,50	1 114	13	100,00 %	1 127	0,51 %	16,90 %	-	121	10,73 %	1	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	961	11	100,00 %	973	1,21 %	17,03 %	-	188	19,38 %	2	-
	2,50 à < 10,00	744	11	100,00 %	755	5,25 %	17,03 %	-	336	44,48 %	7	-
	10,00 à < 100,00	138	5	100,00 %	143	10,26 %	9,26 %	-	109	76,39 %	7	-
	100,00 (défaut)	307	-	100,00 %	307	100,00 %	53,30 %	-	1	0,19 %	164	-
	Sous-total	**3 831**	**42**	**100,00 %**	**3 873**	**9,97 %**	**19,81 %**	**-**	**784**	**20,23 %**	**180**	**89**
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0,00 à < 0,15	124	7	70,87 %	129	0,11 %	22,95 %	-	10	7,52 %	-	-
	0,15 à < 0,25	3 072	147	85,87 %	3 200	0,20 %	31,91 %	-	657	20,54 %	2	-
	0,25 à < 0,50	4 537	233	75,04 %	4 712	0,50 %	31,93 %	-	1 387	29,43 %	7	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	4 210	217	84,75 %	4 394	1,22 %	30,94 %	-	1 659	37,76 %	17	-
	2,50 à < 10,00	3 891	237	85,41 %	4 093	4,89 %	31,51 %	-	2 228	54,44 %	65	-
	10,00 à < 100,00	589	49	80,05 %	629	13,47 %	-	-	545	86,67 %	54	-
	100,00 (défaut)	1 400	31	76,38 %	1 423	100,00 %	82,42 %	-	14	0,96 %	1 172	-
	Sous-total	**17 822**	**921**	**82,00 %**	**18 580**	**9,85 %**	**34,32 %**	**-**	**6 500**	**34,98 %**	**1 318**	**933**
TOTAL		**329 512**	**139 095**	**55,43 %**	**400 406**	**3,12 %**	**21,82 %**	**-**	**87 765**	**21,92 %**	**7 485**	**6 902**

Les disparités entre les catégories de clientèle déjà observées les années précédentes sur le portefeuille de banque de détail subsistent en 2018 : les niveaux de PD observés sur les portefeuilles garantis par des sûretés immobilières sont sensiblement plus bas que pour les autres catégories : à titre d'exemple 70 % des expositions brutes du portefeuille "Crédits aux particuliers garantis par une sûreté immobilière" présentent une PD inférieure à 0,5 %, alors que ce chiffre est de 43 % pour "Autres crédits aux Petites et moyennes entités" du portefeuille IRB – Banque de proximité du Groupe.

Les écarts observés sur les niveaux de PD se retrouvent de manière encore plus accentuée si on observe les contributions aux pertes attendues en raison des écarts sensibles de niveau de LGD par portefeuille : les expositions sur les "Crédits aux particuliers garantis par une sûreté immobilière" représentent 52,4 % de l'EAD totale de la Clientèle de détail, mais seulement 10,7 % des pertes attendues.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

PD et LGD moyen par catégorie d'exposition saine en méthode IRBA et par zone géographique

Les LGD de ce tableau sont réglementaires et peuvent être floorés sur certains portefeuilles.

		31/12/2018		31/12/2017	
		Méthode IRBA		Méthode IRBA	
Catégorie d'exposition	**Zone géographique**	PD	LGD	PD	LGD
Crédits aux petites et moyennes entités					
dont autres crédits	**Toutes zones géographiques**	**2,69 %**	**35,66 %**	**2,52 %**	**31,63 %**
	France (y compris DOM & TOM)	2,60 %	31,85 %	2,41 %	29,97 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	1,83 %	27,25 %	2,43 %	23,35 %
	Italie	3,04 %	48,25 %	3,10 %	40,85 %
dont garantis par une sûreté immobilière	**Toutes zones géographiques**	**2,70 %**	**14,83 %**	**2,73 %**	**17,02 %**
	France (y compris DOM & TOM)	2,58 %	13,58 %	2,47 %	16,93 %
	Italie	2,90 %	17,00 %	3,07 %	17,15 %
Crédits aux particuliers					
dont garantis par une sûreté immobilière	**Toutes zones géographiques**	**1,03 %**	**11,80 %**	**1,06 %**	**11,87 %**
	France (y compris DOM & TOM)	1,07 %	10,70 %	1,10 %	10,86 %
	Italie	0,87 %	17,37 %	0,86 %	17,42 %
dont renouvelables	**Toutes zones géographiques**	**3,13 %**	**63,55 %**	**3,26 %**	**62,75 %**
	France (y compris DOM & TOM)	2,67 %	61,69 %	2,69 %	61,16 %
	Italie	4,08 %	67,40 %	4,58 %	66,35 %
dont autres	**Toutes zones géographiques**	**2,38 %**	**33,87 %**	**2,48 %**	**35,17 %**
	France (y compris DOM & TOM)	3,17 %	34,36 %	3,23 %	35,64 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	1,05 %	17,02 %	1,00 %	16,20 %
	Italie	2,96 %	62,42 %	3,26 %	62,92 %
	Asie et Océanie hors Japon	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Administrations centrales et Banques centrales					
	Toutes zones géographiques	**0,02 %**	**1,73 %**	**0,03 %**	**1,75 %**
	France (y compris DOM & TOM)	0,04 %	2,33 %	0,04 %	1,74 %
	Amérique du Nord	0,00 %	1,00 %	0,00 %	1,00 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	0,01 %	1,44 %	0,03 %	1,76 %
	Italie	0,03 %	3,11 %	0,05 %	3,83 %
	Japon	0,00 %	1,00 %	0,00 %	1,00 %
	Asie et Océanie hors Japon	0,04 %	1,83 %	0,04 %	1,66 %
	Afrique et Moyen-Orient	0,07 %	6,97 %	0,09 %	7,56 %
	Europe de l'Est	0,31 %	10,84 %	0,31 %	45,00 %
Entreprises					
	Toutes zones géographiques	**0,57 %**	**31,60 %**	**0,67 %**	**30,91 %**
	France (y compris DOM & TOM)	0,56 %	30,03 %	0,58 %	27,94 %
	Amérique du Nord	0,72 %	29,16 %	1,29 %	31,32 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	0,64 %	37,57 %	0,55 %	36,67 %
	Italie	0,38 %	37,41 %	0,81 %	40,14 %
	Japon	0,42 %	17,71 %	0,63 %	21,54 %
	Asie et Océanie hors Japon	0,33 %	33,05 %	0,29 %	30,36 %
	Afrique et Moyen-Orient	0,30 %	54,18 %	0,37 %	48,79 %
	Europe de l'Est	0,45 %	40,06 %	0,38 %	41,68 %
Établissements					
	Toutes zones géographiques	**0,17 %**	**16,42 %**	**0,11 %**	**16,88 %**
	France (y compris DOM & TOM)	0,18 %	14,15 %	0,10 %	13,87 %
	Amérique du Nord	0,11 %	13,85 %	0,15 %	12,00 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	0,11 %	18,17 %	0,11 %	19,56 %
	Italie	0,22 %	28,86 %	0,06 %	6,86 %
	Japon	0,13 %	22,02 %	0,13 %	25,29 %
	Asie et Océanie hors Japon	0,16 %	32,07 %	0,16 %	36,24 %
	Afrique et Moyen-Orient	0,08 %	36,61 %	0,09 %	32,65 %
	Europe de l'Est	0,64 %	75,03 %	0,54 %	55,40 %

Seules les entités suivantes situées en France (Crédit Agricole S.A. entité sociale et LCL) utilisent la méthode IRBF pour leurs calculs de RWA sur les catégories d'exposition Administrations centrales et Banques centrales, Établissements et Entreprises.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.4.2.2.4. Utilisation des dérivés de crédit en couverture

Effet des dérivés de crédit employés comme techniques d'atténuation du risque de crédit (ARC) sur les actifs pondérés des risques (RWA) en notations internes au 31 décembre 2018.

Effet des dérivés de crédit sur les actifs pondérés des risques (CR7)

31/12/2018 *(en millions d'euros)*		RWA avant prise en compte des dérivés de crédit	RWA après prise en compte des dérivés de crédit
1	**Expositions en approche IRB Fondation**	**-**	**-**
2	Administration centrales et Banques centrales	-	-
3	Banques	-	-
4	Entreprises – PME	-	-
5	Entreprises – Financement spécialisé	-	-
6	Entreprises – Autres	-	-
7	**Expositions en approche IRB Avancée**	**-**	**-**
8	Administration centrales et Banques centrales	3	-
9	Banques	16	16
10	Entreprises – PME	4 283	2 982
11	Entreprises – Financement spécialisé	1	1
12	Entreprises – Autres	-	-
13	Clientèle de détail – expositions aux créances immobilières résidentielles PME	-	-
14	Clientèle de détail – expositions aux créances immobilières résidentielles hors PME	-	-
15	Clientèle de détail – expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles	-	-
16	Clientèle de détail – PME	-	-
17	Clientèle de détail – autres expositions	-	-
18	Actions – approche IRB	-	-
19	Autres actifs	-	-
20	**TOTAL**	**4 303**	**2 999**

4.4.2.2.5. Évolution des RWA entre le 31/12/2017 et le 31/12/2018

États des flux d'actifs pondérés des risques (RWA) pour les expositions au risque de crédit selon l'approche notation interne (CR8)

31/12/2018 *(en millions d'euros)*		RWA	Exigences minimales de fonds propres
1	**RWA à la fin de la période précédente**	**140 778**	**11 262**
2	Montant des actifs	5 383	431
3	Qualité des actifs	(1 726)	(138)
4	Mises à jour des modèles	1 603	128
5	Méthodologie et politique	-	-
6	Acquisitions et cessions	-	-
7	Mouvements de devises	1 161	93
8	Autres	(1 411)	(113)
9	**RWA à la fin de la période considérée**	**145 788**	**11 663**

4.4.2.2.6. Résultats des *backtestings*

On appelle *backtesting* dans les paragraphes suivants l'ensemble des méthodes et procédures visant à vérifier la performance et la stabilité des modèles internes de risque (PD, LGD, CCF) en comparant notamment les prévisions avec les résultats observés.

S'agissant du contrôle permanent, un Comité de *backtesting* est mis en place dans chaque entité. Ce Comité (qui peut être constitué, dans certaines entités, par un ordre du jour spécifique du Comité des risques) est présidé par la Direction des risques de l'entité et comprend un représentant de la Direction des risques et des contrôles permanents Groupe. Il se réunit au moins deux fois par an et fait l'objet de comptes rendus adressés au Directeur général et au responsable du Contrôle permanent de l'entité, ainsi qu'à la Direction des risques Groupe.

Pour ce qui concerne le contrôle périodique, celui-ci est effectué annuellement par l'audit interne ou tout tiers expressément mandaté par ses soins. Le plan d'audit couvre notamment :

- les systèmes de notation et d'estimation des paramètres de risque ainsi que le respect des exigences minimales ;
- le fonctionnement des systèmes (correcte mise en œuvre).

Les rapports correspondants sont adressés au responsable du suivi de l'entité concernée au sein de la Direction des risques Groupe.

Les contrôles internes (permanents et périodiques) opérés par l'entité portent sur :

- la qualité des données à l'entrée et à la sortie des systèmes ;
- la qualité des systèmes de notation et d'estimation des paramètres de risque sur les plans conceptuel et technique ;
- l'exhaustivité des données utilisées pour le calcul des emplois pondérés.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Les étapes de *backtesting* sont fondamentales dans le maintien de la pertinence et de la performance des modèles de notation. Une première phase d'analyse principalement quantitative est fondée sur l'analyse du caractère prédictif du modèle dans son ensemble ainsi que de ses principales variables explicatives.

Cet exercice permet également de détecter des changements significatifs dans la structure et les comportements des portefeuilles et des clients. Le *backtesting* débouche alors sur des décisions d'ajustement, voire de refonte, des modèles afin de prendre en compte ces éléments structurels nouveaux. Ainsi peuvent être identifiées les évolutions non conjoncturelles des comportements ou la transformation du fonds de commerce révélatrice de l'impact des stratégies commerciales ou risques mises en œuvre par la Banque.

Sur l'ensemble du Groupe, le *backtesting* de chaque méthode de notation est effectué au minimum annuellement par l'unité responsable de la méthode (Direction des risques Groupe ou son délégataire). Celle-ci restitue annuellement auprès du Groupe, *via* le Comité des normes et modèles, le résultat du *backtesting* après avis d'un Comité *ad hoc* permettant de confirmer la bonne application des méthodes statistiques sélectionnées et la validité des résultats, et propose, si nécessaire, les actions de correction adaptées (révision de la méthode, recalibrage, effort de formation, recommandations en matière de contrôle…).

Ces contrôles ex post sont réalisés au travers du cycle *(through-the-cycle)* sur des historiques couvrant une période aussi longue que possible. Le tableau suivant présente les résultats de *backtesting* de l'exercice 2018 pour les modèles de probabilité de défaut (PD) et de perte en cas de défaut (LGD).

Contrôles *a posteriori* de la probabilité de défaut (PD) par portefeuille (CR9) – clientèle de détail au 31 décembre 2018

Portefeuille	Fourchette de PD	PD moyenne pondérée	Moyenne arithmétique de la PD par débiteur (1)	Nombre de débiteurs		Débiteurs en défaut au cours de l'année	Taux de défaut annuel historique moyen
				Fin d'année précédente	Fin d'année		
Souverains	0 à < 0,15	0,1 %	0,1 %	3 446 902	3 489 657	3 437	0,1 %
	0,15 à < 0,25	0,2 %	0,2 %	394 909	106 297	1 551	0,2 %
	0,25 à < 0,50	0,4 %	0,4 %	1 456 807	1 657 772	4 164	0,3 %
	0,50 à < 0,75	0,6 %	0,6 %	915 390	995 530	5 040	0,6 %
	0,75 à < 2,50	1,5 %	1,5 %	2 731 864	2 798 681	34 902	1,4 %
	2,50 à < 10,00	4,7 %	4,8 %	1 908 365	2 027 111	75 226	4,4 %
	10,00 à < 100	27,6 %	26,8 %	393 574	408 765	101 165	24,3 %
	TOTAL	**1,7 %**	**1,7 %**	**11 247 811**	**11 483 813**	**225 485**	**1,6 %**
Collectivités publiques	0 à < 0,15						
	0,15 à < 0,25	0,2 %	0,2 %	85 350	85 788	202	0,2 %
	0,25 à < 0,50	0,4 %	0,4 %	1 386	1 445	3	0,4 %
	0,50 à < 0,75	0,5 %	0,5 %	80 592	81 391	405	0,4 %
	0,75 à < 2,50	1,2 %	1,3 %	85 035	84 440	1 067	1,1 %
	2,50 à < 10,00	4,7 %	5,7 %	122 083	124 262	5 843	5,1 %
	10,00 à < 100	21,3 %	22,9 %	26 043	26 932	5 668	21,1 %
	TOTAL	**2,5 %**	**3,7 %**	**400 489**	**404 258**	**13 188**	**3,3 %**

(1) La performance des méthodes de notation est mesurée par des *backtestings* réguliers, selon la réglementation. Les *backtestings* comparent la probabilité de défaut estimée (moyenne arithmétique de la PD pondérée par les débiteurs) aux résultats observés (taux de défaut annuel historique).

***Loss Given Default* (LGD) clientèle de détail au 31 décembre 2018**

Portefeuille	LGD estimée *(%)*	LGD hors marge de prudence *(%)*
Clients particuliers	24 %	18 %
Clients professionnels	29 %	24 %

Contrôles *a posteriori* de la probabilité de défaut (PD) par portefeuille (CR9) – hors clientèle de détail au 31 décembre 2018

Portefeuille	Fourchette de PD	PD moyenne pondérée	Moyenne arithmétique de la PD par débiteur [1]	Nombre de débiteurs		Débiteurs en défaut au cours de l'année	Taux de défaut annuel historique moyen
				Fin d'année précédente	Fin d'année		
Souverains	0 à < 0,15	0,0 %	0,0 %	104	100	-	0,0 %
	0,15 à < 0,25	0,2 %	0,2 %	10	17	-	0,0 %
	0,25 à < 0,50	0,3 %	0,3 %	8	5	-	0,0 %
	0,50 à < 0,75	0,6 %	0,6 %	9	10	-	0,0 %
	0,75 à < 2,50	1,3 %	1,4 %	20	17	-	0,0 %
	2,50 à < 10,00	5,0 %	5,0 %	11	13	-	2,0 %
	10,00 à < 100	12,0 %	13,8 %	16	13	1	2,6 %
	TOTAL	**0,1 %**	**1,6 %**	**178**	**175**	**1**	**0,4 %**
Collectivités publiques [2]	0 à < 0,15	0,0 %	0,0 %	5 968	6 393	4	0,0 %
	0,15 à < 0,25	0,2 %	0,2 %	102	96	-	0,0 %
	0,25 à < 0,50	0,3 %	0,3 %	66	66	1	0,5 %
	0,50 à < 0,75	0,6 %	0,6 %	55	54	-	0,0 %
	0,75 à < 2,50	1,2 %	1,2 %	16	14	-	0,0 %
	2,50 à < 10,00	5,0 %	5,0 %	4	3	-	0,0 %
	10,00 à < 100	12,0 %	14,7 %	4	3	-	0,0 %
	TOTAL	**0,1 %**	**0,1 %**	**6 215**	**6 629**	**5**	**0,0 %**
Institutions financières	0 à < 0,15	0,0 %	0,0 %	2 386	2 638	-	0,0 %
	0,15 à < 0,25	0,2 %	0,2 %	853	783	-	0,0 %
	0,25 à < 0,50	0,3 %	0,3 %	627	755	-	0,0 %
	0,50 à < 0,75	0,6 %	0,6 %	438	579	-	0,0 %
	0,75 à < 2,50	0,9 %	1,1 %	251	264	-	0,2 %
	2,50 à < 10,00	5,0 %	5,0 %	43	72	-	0,0 %
	10,00 à < 100	12,1 %	13,2 %	53	41	-	0,0 %
	TOTAL	**0,1 %**	**0,4 %**	**4 651**	**5 132**	**-**	**0,0 %**
Entreprises [2]	0 à < 0,15	0,0 %	0,0 %	1 854	1 865	-	0,1 %
	0,15 à < 0,25	0,2 %	0,2 %	1 453	1 638	-	0,1 %
	0,25 à < 0,50	0,3 %	0,3 %	3 148	3 280	1	0,2 %
	0,50 à < 0,75	0,6 %	0,6 %	3 601	4 214	12	0,3 %
	0,75 à < 2,50	1,2 %	1,4 %	16 284	17 889	121	0,8 %
	2,50 à < 10,00	5,0 %	5,0 %	2 492	2 707	94	3,6 %
	10,00 à < 100	16,1 %	15,4 %	1 663	1 912	152	9,8 %
	TOTAL	**0,7 %**	**2,1 %**	**30 495**	**33 505**	**380**	**1,5 %**
Financements spécialisés	0 à < 0,15	0,1 %	0,1 %	70	60	-	0,0 %
	0,15 à < 0,25	0,2 %	0,2 %	303	296	-	0,0 %
	0,25 à < 0,50	0,3 %	0,3 %	475	468	2	0,3 %
	0,50 à < 0,75	0,6 %	0,6 %	206	273	1	0,1 %
	0,75 à < 2,50	1,1 %	1,1 %	373	338	1	1,2 %
	2,50 à < 10,00	5,0 %	5,0 %	50	34	4	4,7 %
	10,00 à < 100	14,2 %	14,1 %	53	45	4	8,6 %
	TOTAL	**1,0 %**	**1,0 %**	**1 530**	**1 514**	**12**	**1,0 %**

(1) La performance des méthodes de notation est mesurée par des *backtestings* réguliers, selon la réglementation. Les *backtestings* comparent la probabilité de défaut estimée (moyenne arithmétique de la PD pondérée par les débiteurs) aux résultats observés (taux de défaut annuel historique).
(2) Modèles internes PD en cours de recalibrage.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Loss Given Default (LGD) hors clientèle de détail au 31 décembre 2018

Portefeuille	LGD estimée *(%)*	LGD hors marge de prudence *(%)*
Souverains	45 %	32 %
Collectivités publiques	Approche IRBF	Approche IRBF
Institutions financières (1)	56 %	58 %
Entreprises	45 %	38 %
Financements spécialisés	24 %	24 %

(1) Modèles internes LGD en cours de recalibrage.

4.4.2.2.7. Comparaison entre les données estimées et réalisées

Le ratio Pertes attendues (EL) / Valeurs exposées au risque (EAD) s'élève à 1,36 % au 31 décembre 2018 (1,71 % au 31 décembre 2017). Ce ratio est calculé sur les portefeuilles Administrations centrales et Banques centrales, Établissements, Entreprises, Clientèle de détail et Actions en méthode IRBA.

Parallèlement, le ratio Montants des provisions/Expositions brutes s'élève à 1,18 % au 31 décembre 2018, contre 1,31 % à fin 2017.

4.4.2.3. Risque de contrepartie

Crédit Agricole S.A. et ses filiales traitent le risque de contrepartie pour l'ensemble de leurs expositions, que celles-ci soient constituées d'éléments du portefeuille bancaire ou du portefeuille de négociation. Pour les éléments inclus dans le portefeuille de négociation, le risque de contrepartie est traité en conformité avec les dispositions relatives à la surveillance prudentielle des risques de marché.

Le traitement prudentiel du risque de contrepartie pour les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire est défini réglementairement dans le règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013. Pour mesurer l'exposition au risque de contrepartie sur les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire, le groupe Crédit Agricole S.A. utilise la méthode d'évaluation au prix du marché (article 274) ou la méthode du modèle interne (article 283) sur le périmètre de Crédit Agricole CIB.

4.4.2.3.1. Analyse de l'exposition au risque de contrepartie

Exposition au risque de contrepartie par approche au 31 décembre 2018

	Standard			IRB			Total			
31/12/2018 *(en milliards d'euros)*	Exposition brute	EAD	RWA	Exposition brute	EAD	RWA	Exposition brute	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
Administrations centrales et Banques centrales	2,3	2,3	0,0	7,6	7,6	0,1	9,9	9,9	0,1	0,0
Établissements	15,8	15,0	1,6	22,5	23,1	3,8	38,3	38,1	5,3	0,4
Entreprises	2,1	1,7	1,6	22,7	22,0	6,9	24,8	23,7	8,5	0,7
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titrisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**20,1**	**19,0**	**3,2**	**52,9**	**52,6**	**10,8**	**73,0**	**71,6**	**14,0**	**1,1**

Exposition au risque de contrepartie par approche au 31 décembre 2017

	Standard			IRB			Total			
31/12/2017 *(en milliards d'euros)*	Exposition brute	EAD	RWA	Exposition brute	EAD	RWA	Exposition brute	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
Administrations centrales et Banques centrales	1,9	1,9	-	7,2	7,1	0,3	9,0	9,0	0,3	-
Établissements	17,6	15,5	1,3	18,5	18,4	3,6	36,0	34,0	4,9	0,4
Entreprises	2,6	2,1	2,0	16,8	16,7	5,7	19,4	18,8	7,7	0,6
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titrisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**22,0**	**19,5**	**3,3**	**42,4**	**42,2**	**9,6**	**64,5**	**61,7**	**12,9**	**1,0**

L'exposition brute totale au risque de contrepartie s'élève à 73,0 milliards d'euros au 31 décembre 2018 (sous forme d'instruments dérivés : 47,3 milliards d'euros et sous forme d'opérations de financement de titres : 25,7 milliards d'euros).

L'information sur les expositions sur opérations sur instruments financiers à terme est présentée par ailleurs dans l'annexe 3.1 aux états financiers consolidés "Risque de crédit".

4.4.2.3.2. Exposition au risque de contrepartie par approche

Analyse de l'exposition au risque de contrepartie par approche (CCR1)

31/12/2018 *(en millions d'euros)*		Montants notionnels	Coût de remplacement / valeur de marché courante	Exposition de crédit potentielle future	Exposition positive anticipée effective	Multiplicateur	Valeur exposée au risque post ARC	RWA
1	Méthode utilisant les prix du marché		6 336	917			2 919	1 463
2	Exposition initiale	-					-	-
3	Approche standard		-			-	-	-
4	MMI (pour les dérivés et SFT)				21 975	1,5	32 963	8 310
5	Dont opérations de financement sur titres				-	-	-	-
6	Dont dérivés et opérations à règlement différé				21 975	1,5	32 963	8 310
7	Dont découlant d'une convention de compensation multiproduits				-	-	-	-
8	Méthode simple fondée sur les sûretés financières (pour les SFT)						-	-
9	Méthode générale fondée sur les sûretés financières (pour les SFT)						21 426	2 857
10	VaR pour les SFT						-	-
11	**TOTAL**							**12 630**

4.4.2.3.3. Exposition au risque de contrepartie en méthode standard

Exposition au risque de contrepartie en méthode standard par portefeuille réglementaire et par pondérations des risques au 31 décembre 2018 (CCR3)

31/12/2018 Portefeuille réglementaire *(en millions d'euros)*	Pondération des risques												Exposition totale au risque de contrepartie	dont non notée
	0 %	2 %	4 %	10 %	20 %	35 %	50 %	70 %	75 %	100 %	150 %	Autres		
Administrations centrales et Banques centrales	2 226	-	-	-	45	-	1	-	-	3	-	-	2 276	2 276
Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entités du secteur public	4	-	-	-	6	-	2	-	-	-	-	-	12	5
Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques (établissements)	34	9 899	-	-	3 965	-	1 010	-	-	59	13	-	14 982	13 404
Entreprises	-	-	-	-	17	-	183	-	-	1 489	9	-	1 697	1 236
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	4	4
Défaut (prêts en souffrance)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-
Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**2 264**	**9 899**	**-**	**-**	**4 033**	**-**	**1 197**	**-**	**4**	**1 552**	**24**	**-**	**18 973**	**16 925**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Exposition au risque de contrepartie en méthode standard par portefeuille réglementaire et par pondérations des risques au 31 décembre 2017 (CCR3)

31/12/2017 Portefeuille réglementaire (en millions d'euros)	Pondération des risques												Exposition totale au risque de contrepartie	dont non notée
	0 %	2 %	4 %	10 %	20 %	35 %	50 %	70 %	75 %	100 %	150 %	Autres		
Administrations centrales et Banques centrales	1 664	-	-	-	185	-	1	-	-	4	-	-	1 854	1 854
Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entités du secteur public	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	8	1
Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques (établissements)	63	11 674	-	-	2 686	-	1 042	-	-	57	-	-	15 523	13 456
Entreprises	-	-	-	-	94	-	145	-	-	1 838	17	-	2 094	1 572
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	5	5
Défaut (prêts en souffrance)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-
Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**1 728**	**11 674**	**-**	**-**	**2 973**	**-**	**1 188**	**-**	**5**	**1 899**	**18**	**-**	**19 485**	**16 888**

4.4.2.3.4. Exposition au risque de contrepartie en méthode avancée

Expositions au risque de contrepartie par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut (PD), portefeuilles prudentiels suivants pour l'approche Notation interne fondation au 31 décembre 2018 (CCR4)

31/12/2018 (en millions d'euros)	Fourchette de PD	EAD après prise en compte des CRM	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA
Établissements	0,00 à < 0,15	975	0,03 %	0,94 %	-	-	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	1	0,30 %	37,60 %	-	1	57,64 %
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	**976**	**0,03 %**	**0,97 %**	**-**	**1**	**0,06 %**
Entreprises – Autres	0,00 à < 0,15	7	0,03 %	44,99 %	-	-	5,61 %
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	**7**	**0,03 %**	**44,99 %**	**-**	**-**	**5,61 %**
TOTAL		**984**	**0,03 %**	**1,30 %**	**-**	**1**	**0,10 %**

Expositions au risque de contrepartie par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut (PD), portefeuilles prudentiels suivants pour l'approche Notation interne fondation au 31 décembre 2017 (CCR4)

31/12/2017 *(en millions d'euros)*	Fourchette de PD	EAD après prise en compte des CRM	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA
Établissements	0,00 à < 0,15	327	0,03 %	0,98 %	-	-	0,03 %
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	2	0,30 %	38,92 %	-	1	57,64 %
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	7	0,75 %	45,00 %	-	8	113,28 %
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	**336**	**0,05 %**	**2,16 %**	**-**	**10**	**2,84 %**
Entreprises – Autres	0,00 à < 0,15	8	0,03 %	44,95 %	-	-	5,61 %
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	**8**	**0,03 %**	**44,95 %**	**-**	**-**	**5,61 %**
TOTAL		**344**	**0,05 %**	**3,11 %**	**-**	**10**	**2,91 %**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Expositions au risque de contrepartie par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut (PD), portefeuilles prudentiels suivants pour l'approche Notation interne avancée au 31 décembre 2018 (CCR4)

31/12/2018 *(en millions d'euros)*	Fourchette de PD	EAD après prise en compte des CRM	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA
Administrations centrales et Banques centrales	0,00 à < 0,15	7 201	0,01 %	1,29 %	1 050	18	0,25 %
	0,15 à < 0,25	172	0,16 %	10,00 %	1 031	14	7,89 %
	0,25 à < 0,50	106	0,30 %	9,98 %	404	9	8,92 %
	0,50 à < 0,75	74	0,60 %	10,00 %	559	12	16,70 %
	0,75 à < 2,50	54	1,19 %	45,70 %	1 333	59	110,76 %
	2,50 à < 10,00	-	0,00 %	0,00 %		-	0,00 %
	10,00 à < 100,00	5	19,85 %	56,70 %	1 139	12	264,80 %
	100,00 (défaut)	-	0,00 %	0,00 %		-	0,00 %
	Sous-total	**7 612**	**0,04 %**	**2,03 %**	**1 037**	**125**	**1,64 %**
Établissements	0,00 à < 0,15	17 503	0,03 %	13,47 %	625	1 311	7,49 %
	0,15 à < 0,25	1 885	0,16 %	38,49 %	759	715	37,94 %
	0,25 à < 0,50	1 362	0,30 %	42,29 %	529	772	56,66 %
	0,50 à < 0,75	474	0,60 %	52,66 %	425	420	88,63 %
	0,75 à < 2,50	838	0,81 %	31,07 %	771	270	32,21 %
	2,50 à < 10,00	12	5,00 %	56,40 %	438	34	293,57 %
	10,00 à < 100,00	113	19,99 %	35,50 %	1 738	242	213,94 %
	100,00 (défaut)	3	100,00 %	45,01 %	625	1	24,78 %
	Sous-total	**22 190**	**0,21 %**	**18,85 %**	**636**	**3 765**	**16,97 %**
Entreprises – Autres	0,00 à < 0,15	12 314	0,04 %	34,48 %	694	1 341	10,89 %
	0,15 à < 0,25	1 955	0,16 %	43,59 %	965	971	49,70 %
	0,25 à < 0,50	2 152	0,30 %	49,51 %	959	1 004	46,65 %
	0,50 à < 0,75	1 893	0,60 %	45,77 %	919	1 175	62,05 %
	0,75 à < 2,50	1 524	1,07 %	46,42 %	1 119	1 277	83,77 %
	2,50 à < 10,00	80	5,00 %	50,28 %	773	106	132,98 %
	10,00 à < 100,00	196	19,03 %	44,21 %	844	510	260,44 %
	100,00 (défaut)	2	100,00 %	45,12 %	843	1	55,21 %
	Sous-total	**20 115**	**0,42 %**	**39,04 %**	**803**	**6 385**	**31,74 %**
Entreprises – PME	0,00 à < 0,15	63	0,03 %	47,06 %	1 296	13	21,43 %
	0,15 à < 0,25	3	0,16 %	48,16 %	619	1	38,33 %
	0,25 à < 0,50	3	0,30 %	47,60 %	1 104	2	58,27 %
	0,50 à < 0,75	2	0,60 %	35,76 %	623	1	83,37 %
	0,75 à < 2,50	29	1,33 %	34,91 %	1 039	31	105,99 %
	2,50 à < 10,00	2	5,00 %	38,42 %	1 134	3	175,04 %
	10,00 à < 100,00	1	19,44 %	45,56 %	1 596	1	211,00 %
	100,00 (défaut)	-	100,00 %	45,05 %	402	-	12,79 %
	Sous-total	**102**	**0,94 %**	**43,40 %**	**1 185**	**53**	**51,60 %**
Entreprises – Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	587	0,06 %	9,99 %	1 317	36	6,17 %
	0,15 à < 0,25	409	0,16 %	9,73 %	1 350	58	14,18 %
	0,25 à < 0,50	421	0,30 %	12,23 %	1 313	98	23,33 %
	0,50 à < 0,75	291	0,60 %	11,62 %	1 286	68	23,48 %
	0,75 à < 2,50	226	0,96 %	14,04 %	1 232	73	32,31 %
	2,50 à < 10,00	25	5,00 %	15,65 %	1 121	8	32,55 %
	10,00 à < 100,00	104	14,28 %	18,61 %	1 121	155	149,00 %
	100,00 (défaut)	5	100,00 %	41,97 %	1 093	-	0,00 %
	Sous-total	**2 069**	**1,29 %**	**11,64 %**	**1 296**	**497**	**24,01 %**
TOTAL		**52 087**	**0,31 %**	**23,91 %**	**-**	**10 824**	**20,78 %**

Expositions au risque de contrepartie par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut (PD), portefeuilles prudentiels suivants pour l'approche Notation interne avancée au 31 décembre 2017 (CCR4)

31/12/2017 *(en millions d'euros)*	Fourchette de PD	EAD après prise en compte des CRM	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA
Administrations centrales et Banques centrales	0,00 à < 0,15	6 776	0,01 %	1,05 %	1 069	15	0,23 %
	0,15 à < 0,25	36	0,16 %	10,00 %	1 251	2	6,91 %
	0,25 à < 0,50	140	0,30 %	15,74 %	495	15	10,69 %
	0,50 à < 0,75	36	0,60 %	10,00 %	642	6	16,39 %
	0,75 à < 2,50	169	0,97 %	46,48 %	1 333	189	111,48 %
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	10	19,98 %	50,66 %	1 652	28	274,80 %
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	**7 167**	**0,07 %**	**2,56 %**	**1 064**	**256**	**3,57 %**
Établissements	0,00 à < 0,15	14 156	0,04 %	16,82 %	817	1 271	8,98 %
	0,15 à < 0,25	1 548	0,16 %	40,89 %	651	600	38,73 %
	0,25 à < 0,50	1 287	0,30 %	45,33 %	447	790	61,36 %
	0,50 à < 0,75	671	0,60 %	50,97 %	167	526	78,42 %
	0,75 à < 2,50	409	0,84 %	31,81 %	742	241	58,85 %
	2,50 à < 10,00	4	5,00 %	50,79 %	737	9	224,04 %
	10,00 à < 100,00	53	19,48 %	38,15 %	1 489	114	214,28 %
	100,00 (défaut)	-	100,00 %	45,03 %	631	-	59,31 %
	Sous-total	**18 128**	**0,16 %**	**22,57 %**	**753**	**3 551**	**19,59 %**
Entreprises – Autres	0,00 à < 0,15	7 896	0,04 %	38,42 %	831	969	12,27 %
	0,15 à < 0,25	1 527	0,16 %	45,03 %	965	642	42,05 %
	0,25 à < 0,50	1 986	0,30 %	43,45 %	953	1 157	58,26 %
	0,50 à < 0,75	1 047	0,60 %	44,75 %	871	726	69,35 %
	0,75 à < 2,50	1 200	0,94 %	49,95 %	1 120	1 066	88,79 %
	2,50 à < 10,00	81	5,00 %	40,99 %	789	95	117,85 %
	10,00 à < 100,00	130	16,93 %	40,94 %	748	278	212,89 %
	100,00 (défaut)	19	100,00 %	45,54 %	887	2	12,29 %
	Sous-total	**13 888**	**0,52 %**	**41,37 %**	**890**	**4 935**	**35,53 %**
Entreprises – PME	0,00 à < 0,15	53	0,03 %	47,58 %	1 309	9	16,98 %
	0,15 à < 0,25	-	0,17 %	39,42 %	668	-	38,90 %
	0,25 à < 0,50	6	0,30 %	47,64 %	1 216	4	60,08 %
	0,50 à < 0,75	3	0,60 %	46,46 %	781	2	80,31 %
	0,75 à < 2,50	36	1,59 %	44,28 %	1 140	39	106,81 %
	2,50 à < 10,00	4	5,00 %	43,66 %	1 260	7	163,15 %
	10,00 à < 100,00	3	19,22 %	39,74 %	499	6	245,97 %
	100,00 (défaut)	-	100,00 %	45,03 %	1 200	-	-
	Sous-total	**106**	**1,58 %**	**46,07 %**	**1 208**	**67**	**63,06 %**
Entreprises – Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	752	0,06 %	10,85 %	1 309	57	7,62 %
	0,15 à < 0,25	734	0,16 %	9,49 %	1 363	97	13,28 %
	0,25 à < 0,50	584	0,30 %	12,60 %	1 242	129	22,09 %
	0,50 à < 0,75	271	0,60 %	10,97 %	1 328	80	29,41 %
	0,75 à < 2,50	250	1,00 %	13,90 %	1 221	64	25,69 %
	2,50 à < 10,00	52	5,00 %	11,95 %	1 234	15	28,03 %
	10,00 à < 100,00	138	18,11 %	20,24 %	1 314	299	216,93 %
	100,00 (défaut)	10	100,00 %	38,30 %	1 143	-	-
	Sous-total	**2 791**	**1,57 %**	**11,70 %**	**1 302**	**741**	**26,55 %**
TOTAL		**42 080**	**0,36 %**	**24,70 %**	**-**	**9 549**	**22,69 %**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.4.2.3.5. Sûretés

Incidences des compensations et sûretés détenues sur les valeurs exposées (RCC5-A)

31/12/2018 (en millions d'euros)		Juste valeur brute positive ou valeur comptable nette	Bénéfices de la compensation	Exposition de crédit courante après compensation	Sûretés détenues	Expositions de crédit nettes
1	Dérivés	162 012	135 999	26 013	1 634	24 379
2	SFT	18 727	10 771	7 957	386	7 571
3	Compensation multiproduits	-	-	-	-	-
4	**TOTAL**	**180 740**	**146 770**	**33 970**	**2 020**	**31 950**

Composition des sûretés pour les expositions au risque de contrepartie (RCC5-B)

31/12/2018 (en millions d'euros)		Sûretés utilisées dans des contrats dérivés			Sûretés utilisées dans des SFT	
		Juste valeur des sûretés reçues	Juste valeur des sûretés données		Juste valeur des sûretés reçues	Juste valeur des sûretés données
			Séparée	Non séparées		
1	Encaisse	20 677	1	-	521	-
2	Obligation d'entreprises, Dettes souveraines et dette publique	47	-	-	147	-
3	Actions	3	-	-	-	-
4	Autres sûretés	3	-	-	-	-
	TOTAL	**20 730**	**1**	**-**	**668**	**-**

4.4.2.3.6. Évolution des RWA en méthode des modèles internes (IMM) entre le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2018

États des flux d'actifs pondérés des risques (RWA) pour les expositions au risque de contrepartie (RCC) selon la méthode des modèles internes (MMI) (CCR7)

31/12/2018 (en millions d'euros)		RWA	Exigences minimales de fonds propres
1	**RWA à la fin de la période précédente**	**7 996**	**640**
2	Montant des actifs	(892)	(71)
3	Qualité de crédit des contreparties	490	39
4	Mises à jour des modèles (MMI seule)	-	-
5	Méthodologie et politique (MMI seule)	-	-
6	Acquisitions et cessions	-	-
7	Mouvements de devises	999	80
8	Autres	(282)	(23)
9	**RWA à la fin de la période considérée**	**8 310**	**665**

4.4.2.3.7. Expositions sur les contreparties centrales (CCP)

Expositions sur les contreparties centrales (CCP) (CCR8)

		31/12/2018	
(en millions d'euros)		Valeur exposée au risque post-ARC	RWA
1	**Expositions aux QCCP (total)**		**515**
2	Expositions pour les opérations auprès de contreparties centrales éligibles	8 891	221
3	(i) Instruments dérivés de gré à gré	6 758	136
4	(ii) Dérivés cotés	51	43
5	(iii) SFT	2 082	42
6	(iv) Ensembles de compensation dans lesquels la compensation multiproduits a été approuvée	-	-
7	Marge initiale ségrégée	3 553	
8	Marge initiale non ségrégée	129	3
9	Contributions au fonds de défaillance préfinancées	751	291
10	Méthode alternative de calcul de l'exigence de fonds propres pour les expositions		-
11	**Expositions aux non-QCCP (total)**		**-**
12	Expositions pour les opérations auprès de contreparties centrales non éligibles	-	-
13	(i) Instruments dérivés de gré à gré	-	-
14	(ii) Dérivés cotés	-	-
15	(iii) SFT	-	-
16	(iv) Ensembles de compensation dans lesquels la compensation multiproduits a été approuvée	-	-
17	Marge initiale ségrégée	-	
18	Marge initiale non ségrégée	-	-
19	Contributions au fonds de défaillance préfinancées	-	-
20	Contributions au fonds de défaillance non financées	-	-

4.4.2.3.8. CVA

La directive CRD 4 a introduit une nouvelle charge en fonds propres au titre de la volatilité du Credit Valuation Adjustment (CVA) ou ajustement de valorisation sur actifs résumée sous le terme "Risque CVA" dont l'objectif est de tenir compte dans la valorisation des produits dérives OTC des événements de crédit affectant nos contreparties. Le CVA est ainsi défini comme la différence entre la valorisation sans risque de défaut et la valorisation qui tient compte de la probabilité de défaut de nos contreparties.

Selon cette directive, les établissements utilisent une formule réglementaire ("méthode standard") ou sont autorisés à calculer leurs exigences en fonds propres en modèle interne au titre du risque de contrepartie et au titre du risque spécifique de taux en méthode avancée ("VaR CVA").

L'exigence de CVA en méthode avancée est calculée sur la base des expositions positives anticipées sur les transactions sur produits dérivés OTC face aux contreparties "Institutions financières" hors transactions intragroupes. Sur ce périmètre, le dispositif utilisé pour estimer le montant des exigences en fonds propres est le même que celui utilisé pour le calcul de la VaR de marche au titre du risque spécifique de taux.

Exigence de fonds propres en regard de l'ajustement de l'évaluation de crédit (CVA) (CCR2)

		31/12/2018		31/12/2017	
(en millions d'euros)		EAD après prise en compte des ARC	RWA	EAD après prise en compte des ARC	RWA
1	**Total des portefeuilles soumis à l'exigence CVA avancée**	**15 684**	**2 486**	**15 951**	**1 893**
2	i) Composante VaR (y compris multiplicateur x 3)	-	22	-	18
3	ii) Composante VaR en période de tensions (y compris multiplicateur x 3)	-	177	-	134
4	**Total des portefeuilles soumis à l'exigence CVA standard**	**17 636**	**1 117**	**10 019**	**964**
EU4	Méthode de l'exposition initiale	-	-	-	-
5	**TOTAL DES PORTEFEUILLES SOUMIS À L'EXIGENCE CVA**	**33 320**	**3 603**	**25 970**	**2 857**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.4.2.4. Techniques de réduction du risque de crédit et de contrepartie

On entend par :

- **sûreté réelle :** sûreté ou affectation en garantie équivalente ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition compte tenu du droit de l'établissement assujetti, en cas de défaut ou d'autres événements de crédit spécifiques relatifs à la contrepartie, de liquider, de conserver, d'obtenir le transfert ou la propriété de certains montants ou actifs ;
- **sûreté personnelle :** sûreté ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition, compte tenu de l'engagement d'un tiers à payer un montant en cas de défaut de la contrepartie ou d'autres événements spécifiques.

Expositions en méthode avancée

	31/12/2018				31/12/2017			
		Montant d'atténuation du risque				Montant d'atténuation du risque		
(en millions d'euros)	**Montant exposition total**	Sûretés personnelles et dérivés de crédit	Sûretés réelles	**Total des sûretés**	**Montant exposition total**	Sûretés personnelles et dérivés de crédit	Sûretés réelles	**Total des sûretés**
Administrations centrales et Banques centrales	83 286	3 493	40	3 533	67 664	2 580	11	2 592
Établissements	53 612	2 552	555	3 107	52 058	662	1 352	2 014
Entreprises	248 892	44 008	38 506	82 514	234 415	38 216	40 561	78 777
TOTAL	**385 790**	**50 053**	**39 101**	**89 154**	**354 138**	**41 458**	**41 925**	**83 383**

Expositions en méthode standard

	31/12/2018				31/12/2017			
		Montant d'atténuation du risque				Montant d'atténuation du risque		
(en millions d'euros)	**Montant exposition total**	Sûretés personnelles et dérivés de crédit	Sûretés réelles	**Total des sûretés**	**Montant exposition total**	Sûretés personnelles et dérivés de crédit	Sûretés réelles	**Total des sûretés**
Administrations centrales et Banques centrales	53 159	8	8	16	47 997	-	81	81
Établissements	43 627	-	808	808	42 852	-	2 154	2 154
Entreprises	120 760	4 223	19 739	23 962	112 128	1 992	18 552	20 543
TOTAL	**217 546**	**4 231**	**20 555**	**24 786**	**202 977**	**1 992**	**20 787**	**22 778**

4.4.2.4.1. Techniques de réduction du risque de crédit

Dispositif de gestion des sûretés réelles

Les principales catégories de sûreté réelle prises en compte par l'établissement sont décrites dans la partie "Facteurs de risque – Risque de crédit – Garanties reçues et sûretés".

Les sûretés font l'objet d'une analyse spécifique à l'octroi afin d'apprécier la valeur de l'actif, sa liquidité, sa volatilité, la corrélation entre la valeur de la sûreté et la qualité de la contrepartie financée. Quelle que soit la qualité de la sûreté, le premier critère de décision reste la capacité de remboursement du débiteur, générée par son activité opérationnelle, à l'exception de certains financements de négoce.

Pour les sûretés financières, un taux de couverture minimal de l'exposition par la sûreté est généralement inclus dans les contrats, avec des clauses de réajustement. Leur valorisation est réactualisée en fonction de la fréquence des appels de marge et des conditions de variabilité de la valeur des actifs financiers apportés en sûreté ou trimestriellement *a minima.*

Le taux de couverture minimal (ou la décote appliquée à la valeur de la sûreté dans les traitements prudentiels) est déterminé à l'aide de la mesure de la dérive pseudo-maximale de la valeur des titres à la date de revalorisation. Cette mesure est calculée avec un intervalle de confiance de 99 % pour un horizon de temps qui couvre la période entre chaque revalorisation, le délai entre la date de défaut et le début de la cession des titres et la durée de la liquidation. Cette décote intègre aussi le risque d'asymétrie des devises lorsque les titres et l'exposition couverte sont libellés dans des devises différentes. Des décotes supplémentaires sont appliquées lorsque la taille de la position en actions laisse présager une cession par bloc ou lorsque le débiteur et l'émetteur des titres appartiennent à un même groupe de risque.

Pour la banque de proximité (LCL, Cariparma), la revalorisation est automatique en fonction de l'évolution des indices de marché de l'immobilier. À l'inverse, pour les financements immobiliers de type projet, la revalorisation est principalement fondée sur une approche d'expert qui combine différentes approches (valeur du bien, valeur locative, etc.) et intègre des *benchmarks* externes.

D'autres types d'actifs peuvent constituer la sûreté réelle. C'est notamment le cas pour certaines activités telles que le financement d'actifs dans le domaine de l'aéronautique, du maritime de l'immobilier ou du négoce de matières premières Ces métiers sont pratiqués par des *middle office* dont l'expertise repose en particulier sur la valorisation des actifs financés.

Fournisseurs de protection

Deux grands types de garantie sont principalement utilisés (hors garanties intragroupe) : les assurances de crédit export souscrites par la Banque et les garanties inconditionnelles de paiement.

Les principaux fournisseurs de garantie personnelle (hors dérivés de crédit – cf. paragraphe ci-dessous) sont les agences de crédit export qui relèvent d'un risque souverain de bonne qualité. Les plus importantes sont la BPI (France), Sace S.p.A. (Italie), Euler Hermès (Allemagne) et Korea Export Insurance (Corée).

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Notation externe attribuée aux agences de crédit export

31/12/2018 *(en millions d'euros)*	Moody's Note de long terme [perspective]	Standard & Poor's Note de long terme [perspective]	Fitch Ratings Note de long terme [perspective]
Bpifrance Financement	Aa2 [positive]	Non notée	AA [stable] (1)
Euler Hermès S.A.	Aa3 [stable]	AA [stable]	Non notée
Sace S.p.A.	Non notée	Non notée	BBB+ [stable]

(1) Note attribuée à EPIC Bpifrance.

En outre, les garanties reçues de sociétés de caution couvrent une part importante des créances du portefeuille "immobilier résidentiel" du Groupe en France (cf. tableau ci-après). Ces encours sont garantis par des cautions octroyées par Crédit Logement (noté Aa3 [stable] par Moody's) ou par la compagnie d'assurance filiale du Groupe, CAMCA Assurance S.A. (notée A+[stable] par Fitch). Les garants sont soumis à une réglementation prudentielle, qui est soit celle des sociétés de financement pour Crédit Logement, soit celle applicable aux compagnies d'assurance (Solvabilité 2) pour CAMCA Assurance.

Montants d'encours de prêts immobiliers garantis par CAMCA et Crédit Logement

(en millions d'euros)	Encours au 31/12/2018 Montant d'encours garantis	Encours au 31/12/2018 % des prêts du portefeuille "crédits immobiliers résidentiel" en France garantis	Encours au 31/12/2017 Montant d'encours garantis	Encours au 31/12/2017 % des prêts du portefeuille "crédits immobiliers résidentiel" en France garantis
Couverture par des organismes de caution (Crédit Logement, CAMCA)	64 066	83,00 %	59 917	85,50 %

Au moment de l'octroi, le garant applique une politique de sélection autonome et complémentaire à celle déjà mise en œuvre par la banque. Dans le cas de Crédit Logement, la garantie donnée couvre, sans aucune franchise, le paiement de toutes les sommes légalement dues par les emprunteurs défaillants en principal, intérêts, primes d'assurance et frais. Concernant CAMCA Assurance, le mécanisme de garantie est globalement comparable à celui de Crédit Logement à la différence près que les paiements effectués par CAMCA Assurance au titre de la garantie interviennent après épuisement des voies de recours de la banque contre l'emprunteur. Au final, ces dispositifs de caution permettent de rehausser substantiellement la qualité des prêts immobiliers garantis et constituent un transfert de risque total sur ces encours.

4.4.2.4.2. Techniques de réduction du risque appliquées au risque de contrepartie

Dérivés de crédit utilisés en couverture

Ces techniques sont présentées au chapitre 5, partie 3.4 "Gestion des risques – Risque de crédit – Mécanismes de réduction du risque de crédit – Utilisation de dérivés de crédit" du présent document.

Les dérivés de crédit utilisés en couverture sont décrits dans la partie "Gestion des risques – Risque de crédit – Mécanismes de réduction du risque de crédit – Utilisation de dérivés de crédit" ainsi que dans le chapitre II.2.2 ci-dessus.

Expositions sur dérivés de crédit (CCR6)

31/12/2018 *(en millions d'euros)*	Couverture de dérivés de crédit Protection achetée	Couverture de dérivés de crédit Protection vendue	Autres dérivés de crédit
Montants notionnels	-	-	-
Contrats dérivés sur défaut sur signature unique	3 727	-	-
Contrats dérivés sur défaut indiciels	-	-	-
Contrats d'échange sur rendement total	-	-	-
Options sur crédit	-	-	-
Autres dérivés de crédit	-	-	-
TOTAL DES MONTANTS NOTIONNELS	**3 727**	**-**	**-**
Justes valeurs	-	-	-
Juste valeur positive (actif)	107	-	-
Juste valeur négative (passif)	(4)	-	-

4.4.2.5. Opérations de titrisation

Le risque de crédit sur les opérations de titrisation est présenté dans le chapitre Titrisation ci-après.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.4.2.6. Expositions sur actions du portefeuille bancaire

Les expositions sur actions du groupe Crédit Agricole S.A., hors portefeuille de négociation, sont constituées de titres détenus "conférant des droits résiduels et subordonnés sur les actifs ou le revenu de l'émetteur ou qui présentent une nature économique similaire". Il s'agit principalement :

- des actions cotées et non cotées et des parts dans des fonds d'investissements ;
- des options implicites des obligations convertibles, remboursables ou échangeables en actions ;
- des options sur actions ;
- des titres super-subordonnés.

Les techniques comptables et les méthodes de valorisation utilisées pour les actions sont décrites dans l'annexe 1.2 aux états financiers "Principes et méthodes comptables".

Montant des expositions brutes et des valeurs exposées au risque en méthode notation interne au 31 décembre 2018 (CR10)

31/12/2018 Catégories *(en millions d'euros)*	Montants au bilan	Montants hors bilan	Coefficients de pondération des risques	Valeurs des expositions	RWA	Exigences minimales de fonds propres
Expositions sur capital-investissement	1 074	121	190 %	1 194	2 269	182
Expositions sur actions cotées	80	-	290 %	80	231	19
Autres expositions en actions	14 121	-	370 %	4 956	18 336	1 467
TOTAL	**15 275**	**121**		**6 230**	**20 837**	**1 667**

Montant des expositions brutes et des valeurs exposées au risque en méthode notation interne au 31 décembre 2017 (CR10)

31/12/2017 Catégories *(en millions d'euros)*	Montants au bilan	Montants hors bilan	Coefficients de pondération des risques	Valeurs des expositions	RWA	Exigences minimales de fonds propres
Expositions sur capital-investissement	568	103	190 %	663	1 260	101
Expositions sur actions cotées	65	-	290 %	64	186	15
Autres expositions en actions	15 440	-	370 %	6 058	22 416	1 793
TOTAL	**16 073**	**103**		**6 786**	**23 862**	**1 909**

L'exposition sur actions en approche notations internes correspond essentiellement aux portefeuilles de Crédit Agricole S.A., de Crédit Agricole CIB et de Crédit Agricole Investissement et Finance.

Le montant des expositions sur actions (bilan et hors bilan) traité en approche notation interne s'élève à 15,4 milliards d'euros au 31 décembre 2018 (contre 16,2 milliards d'euros au 31 décembre 2017).

Par ailleurs, le montant des expositions sur actions traités en méthode standard s'élève à 0,9 milliard au 31 décembre 2018 pour un montant de RWA de 1,1 milliard d'euros.

Les montants de gains et pertes sur les instruments de capitaux propres, réalisés sur la période sous revue, sont présentés dans l'annexe 4 aux états financiers "Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres".

4.4.3. Titrisation

4.4.3.1. Définitions des opérations de titrisation

Le groupe Crédit Agricole S.A est engagé dans des opérations de titrisation en tant qu'initiateur, sponsor ou investisseur au sens de la typologie Bâle 3.

Les opérations de titrisation, recensées ci-après, correspondent aux opérations telles que définies dans la directive 2013/36/UE (CRD IV) et le règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 (CRR) en vigueur depuis le 1er janvier 2014. Ces textes intègrent dans le droit européen la réforme internationale Bâle 3 (décembre 2010) qui introduit notamment de nouvelles exigences en matière de solvabilité bancaire et de surveillance du risque de liquidité. Ces textes sont complétés par les règlements (UE) 2017/2401 et 2017/2402 du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2017. Le règlement 2017/2402 révise le cadre général de la titrisation et crée un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées, et le règlement 2017/2401 modifie les formules de calcul applicables pour les titrisations au titre du ratio de solvabilité.

Sont ainsi visées les opérations par lesquelles, ou un dispositif par lequel, le risque de crédit associé à une exposition ou à un ensemble d'expositions est subdivisé en tranches, et qui présente les deux caractéristiques suivantes :

- les paiements effectués dans le cadre de l'opération ou du dispositif dépendent de la performance de l'exposition ou du panier d'expositions ;
- la subordination des tranches détermine la répartition des pertes pendant la durée d'existence de l'opération ou du dispositif.

Au sein des opérations de titrisation, on distingue :

- les titrisations classiques : une titrisation impliquant le transfert de l'intérêt économique des expositions titrisées par le transfert de la propriété de ces expositions de l'initiateur à une entité de titrisation ou par une sous-participation d'une entité de titrisation, dans laquelle les titres émis ne représentent pas d'obligations de paiement pour l'initiateur ;
- les titrisations synthétiques : une titrisation dans laquelle le transfert de risques s'effectue *via* l'utilisation de dérivés de crédit ou de garanties et dans laquelle les expositions titrisées restent des expositions pour l'initiateur.

Les expositions de titrisation détaillées ci-après reprennent l'ensemble des expositions de titrisation (comptabilisées au bilan ou au hors bilan) qui induisent des emplois pondérés (*Risk Weighted Assets* ou RWA) et des exigences de fonds propres au titre de son portefeuille réglementaire selon les typologies suivantes :

- les positions de titrisation pour lesquelles le Groupe est considéré comme initiateur ;
- les positions dans lesquelles le Groupe est investisseur ;
- les positions dans lesquelles le Groupe est sponsor ;
- les positions de *swaps* de titrisation (couverture de change ou de taux) qui sont accordés à des véhicules de titrisation.

Les opérations de titrisation pour compte propre réalisées dans le cadre d'opérations de financement collatéralisés, non déconsolidées, ne sont pas reprises ci-après. Leur incidence sur les comptes consolidés est détaillée dans la note annexe 6.7 aux états financiers "actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue".

Il faut noter que la majorité des opérations de titrisation pour compte de la clientèle européenne fait intervenir Ester Finance Titrisation, établissement de crédit filiale à 100 % de Crédit Agricole CIB, qui finance l'achat de créances, ce qui rend Crédit Agricole CIB à la fois sponsor et, à travers Ester Finance Titrisation, initiateur de ces opérations de titrisations.

4.4.3.2. Finalité et stratégie

4.4.3.2.1. Activités en matière de titrisation pour compte propre

Les activités de titrisation pour compte propre du groupe Crédit Agricole S.A. sont les suivantes :

Opérations de financement collatéralisé

Ces opérations visent à émettre des titres qui peuvent être, selon le cas, totalement ou partiellement placés auprès d'investisseurs, donnés en pension ou conservés au bilan de l'émetteur pour constituer des réserves de titres liquides utilisables dans le cadre de la gestion du refinancement. Cette activité concerne plusieurs entités du Groupe, principalement CA Consumer Finance et ses filiales.

Les activités de transfert de risque par recours à la titrisation pour compte propre de Crédit Agricole S.A sont les suivantes :

Opération de transfert de risques réalisée par FCA Bank en 2017

FCA Bank utilise de manière fréquente les opérations de titrisation pour contribuer à son financement ; ces opérations rentrent dans le cadre des "opérations de financement collatéralisé" mentionnées ci-dessus.

En décembre 2017, dans le cadre de son programme ABEST de titrisation de crédits automobiles, FCA Bank a lancé l'opération ABEST 15 (titrisation classique) dans le cadre de laquelle FCA Bank a cédé 95 % des tranches mezzanine et junior à des investisseurs tiers. Cette opération de transfert de risque a permis à FCA Bank d'alléger les fonds propres initialement affectés au portefeuille de crédits qui a été titrisé.

Gestion active du portefeuille de financement de Crédit Agricole CIB

En complément du recours au dérivés de crédit (cf. chapitre "Facteurs de risque et Pilier 3", partie "Risques de crédit – Utilisation de dérivés de crédit"), cette activité consiste à utiliser les titrisations synthétiques pour gérer le risque de crédit du portefeuille de financement des entreprises de la banque, optimiser l'allocation des fonds propres, réduire la concentration des encours de crédit aux entreprises, libérer des ressources pour contribuer au renouvellement du portefeuille bancaire (dans le cadre du modèle *Distribute to Originate*) et optimiser la rentabilité des fonds propres. Cette activité est gérée par les équipes *Execution Management* au sein de la Direction financière de Crédit Agricole CIB. L'approche utilisée pour calculer les montants pondérés des positions de titrisation pour compte propre est la méthode de la formule réglementaire. Dans cette activité, la banque n'achète pas systématiquement une protection sur la totalité des tranches, l'objectif de gestion étant de couvrir certaines des tranches les plus risquées des portefeuilles de financement tout en conservant une partie du risque global.

Nouvelles titrisations réalisées par Crédit Agricole CIB en 2018

Dans le cadre de la gestion du portefeuille de financement, les équipes *Execution Management* ont mis en place une opération de titrisation synthétique d'un portefeuille de 2 milliards de dollars d'actifs de commerce international et en pays émergents en mars 2018, avec l'IFC, du groupe Banque Mondiale, en remplacement d'une titrisation de même nature échue en 2017. Dans cette opération, Crédit Agricole CIB s'engage à réallouer le capital libéré à hauteur de 510 millions de dollars dans de nouveaux financements à caractère social dans les pays émergents, et conformes aux Principes des obligations sociales 2017 *(Social Bonds Principles 2017).* Par ailleurs, l'équipe *Execution Management* a mis en place une seconde opération de titrisation synthétique fin octobre 2018, sur un portefeuille de 2 milliards d'euros d'actifs issus d'un autre métier de CACIB, avec un investisseur privé ; cette opération est sécurisée par un cash collatéral égal au montant de risque garanti.

4.4.3.2.2. Activités réalisées en matière de titrisation pour compte de la clientèle en tant qu'arrangeur/sponsor, intermédiaire ou initiateur

Seul Crédit Agricole CIB, au sein du groupe Crédit Agricole S.A., a une activité de titrisation pour le compte de la clientèle.

Les activités de titrisation pour compte de la clientèle au sein des activités de Global Markets permettent à Crédit Agricole CIB de lever de la liquidité ou de gérer une exposition au risque pour le compte de ses clients. Dans le cadre de ces activités, Crédit Agricole CIB peut alors agir en tant qu'initiateur, sponsor, arrangeur ou investisseur :

- en tant que sponsor et arrangeur, Crédit Agricole CIB structure et gère des programmes de titrisation qui assurent le refinancement d'actifs de clients de la banque, essentiellement *via* les programmes "ABCP" *(Asset Backed Commercial Paper)* LMA en Europe, Atlantic et La Fayette aux États-Unis et ITU au Brésil. Ces entités spécifiques sont protégées de la faillite de Crédit Agricole CIB mais sont consolidées comptablement au niveau Groupe depuis l'entrée en vigueur, au 1er janvier 2014, des nouvelles règles IFRS 10. Les lignes de liquidité couvrent les investisseurs du risque de crédit et garantissent la liquidité des programmes ;
- en tant qu'investisseur, le Groupe investit directement dans certaines positions de titrisation, est fournisseur de liquidité ou contrepartie d'expositions dérivées (par exemple, *swaps* de change ou de taux) ;
- en tant qu'arrangeur, sponsor et initiateur, Crédit Agricole CIB procède à des opérations de titrisation pour le compte de sa clientèle. Au 31 décembre 2018, il existe quatre véhicules consolidés multi-cédants en activité (LMA, Atlantic, La Fayette et ITU), structurés par le Groupe pour le compte de tiers. LMA, Atlantic, La Fayette et ITU sont des programmes ABCP *fully supported.* Cette activité de programmes ABCP permet de financer le besoin de fonds de roulement de certains clients du Groupe en adossant des financements à court terme à des actifs traditionnels, tels que des créances commerciales ou financières. Le montant des actifs détenus par ces véhicules et financés par l'émission de titres négociables s'élève à 24 milliards d'euros au 31 décembre 2018 (24 milliards d'euros au 31 décembre 2017).

Le risque de défaillance sur les actifs de ces véhicules est supporté par les cédants des créances sous-jacentes *via* le rehaussement de crédit ou par des assureurs pour certains types de risque en amont des transactions ABCP, Crédit Agricole CIB porte le risque *via* des lignes de liquidités.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Activités réalisées en tant que sponsor

L'activité des programmes est restée soutenue pendant l'année 2018, les encours nouvellement titrisés concernant majoritairement des créances commerciales et financières.

À noter que pour une partie de cette activité programmes, Crédit Agricole CIB agit en tant qu'initiateur dans la mesure où les structures font intervenir l'entité Ester Finance Titrisation qui est une entité consolidée du Groupe.

Le montant d'engagement des lignes de liquidité consenties à LMA, à Atlantic, à La Fayette et à ITU, en tant que sponsor, s'élève à 32 milliards d'euros au 31 décembre 2018 (32 milliards d'euros au 31 décembre 2017).

Activités réalisées en tant qu'investisseur

Dans le cadre de ses activités de sponsor, le Groupe peut octroyer des garanties et des lignes de liquidité aux véhicules de titrisation ou servir de contrepartie de produits dérivés dans des opérations de titrisation *ad hoc.* Il s'agit principalement des *swaps* de change accordés aux programmes ABCP et des *swaps* de taux pour certaines émissions ABS. Ces activités sont enregistrées dans le portefeuille bancaire en tant qu'activité investisseur.

Par ailleurs Crédit Agricole CIB peut être amené à financer directement sur son bilan certaines opérations de titrisation pour le compte de sa clientèle (principalement des opérations aéronautiques ou de financement de flotte de véhicules) ou apporter un support, *via* une facilité de liquidité, à une émission faite par des véhicules *ad hoc* externes à la banque (SPV ou programme ABCP non sponsorisé par la banque). Dans ce cas, Crédit Agricole CIB est considéré comme jouant un rôle d'investisseur. Cette activité correspond à un montant d'engagement de 2 milliards d'euros, au 31 décembre 2018 (2 milliards d'euros au 31 décembre 2017).

Opérations d'intermédiation

Crédit Agricole CIB participe à la structuration et au placement de titres adossés à des ensembles d'actifs provenant de clients et destinés à être placés auprès d'investisseurs.

Dans le cadre de cette activité, la banque conserve un risque relativement faible *via* l'apport éventuel de lignes de support aux véhicules émetteurs de titres ou la détention d'une quote-part des titres émis.

4.4.3.3. Suivi des risques et comptabilisation

4.4.3.3.1. Suivi des risques

La gestion des risques liés aux opérations de titrisation suit les règles établies par le Groupe selon que ces actifs sont enregistrés en portefeuille bancaire (risque de crédit et de contrepartie) ou dans le portefeuille de négociation (risque de marché et risque de contrepartie).

Le développement, le dimensionnement et le ciblage des opérations de titrisation sont périodiquement revus dans le cadre de Comités de stratégies portefeuille spécifiques à ces activités et aux pays qu'elles concernent ainsi que dans le cadre de Comités risques Groupe.

Les risques des opérations de titrisation se mesurent à la capacité des actifs transférés à des structures de financement à générer suffisamment de flux pour assurer les charges principalement financières de ces structures.

Les expositions de titrisation de Crédit Agricole CIB sont traitées selon les approches du cadre IRB-Titrisation à savoir :

- Méthode de la formule réglementaire : "*Supervisory Formula Approach* (SFA)" dans les cas résiduels où il n'existe ni notation externe publique ni possibilité d'appliquer la méthodologie IAA pour les expositions ne bénéficiant pas d'une notation externe publique ;
- Méthode fondée sur les notations externes "*Rating Based Approach* (RBA)" pour les expositions bénéficiant (directement ou par notation induite) de notation externe publique d'agences agréées par le Comité des superviseurs européens. Les organismes externes utilisés sont Standard & Poors, Moody's, Fitch Ratings et Dominion Bond Rating Services (DBRS) ;
- Approche évaluation interne "*Internal Assessment Approach* (IAA)" : méthodologie de notation interne de la Banque agréée par le Comité normes et méthodologies de Crédit Agricole S.A. pour les principales classes d'actifs (notamment les créances commerciales et les créances financières automobiles) dès lors qu'il n'existe pas de notations d'agences pour l'exposition considérée.

  Conformément à la réglementation, les approches par évaluation interne de CACIB reproduisent les méthodologies publiques des agences de notations externes. Ces dernières contiennent deux composantes :

  – une composante quantitative qui évalue notamment le taux de rehaussement des transactions en comparaison aux performances historiques ainsi que l'éventuel risque de *commingling* généré par la transaction,

  – une composante qualitative qui complète l'approche quantitative et qui permet d'évaluer entre autres la qualité des structures ou encore les *reportings.*

  Les méthodologies internes de notations s'appliquent aux titrisations de créances commerciales, de prêts automobiles et de financement de stock de concessionnaires.

  Concernant les paramètres de simulation de tensions, ces paramètres dépendent de la note des titrisations et des sous-jacents titrisés. Par exemple, pour une note équivalente à AA (en échelle S&P), le paramètre de simulation de tensions du risque de défaut est de l'ordre de 2,25 pour des transactions de créances commerciales, généralement 3 pour des titrisations de crédits automobiles, et pour les titrisations de financement de concessionnaires automobiles, la simulation de tensions de crédit est composée de plusieurs éléments dont notamment une dégradation de trois notes de la notation du constructeur automobile.

  Il est à noter qu'au-delà des besoins des calculs prudentiels, les notations internes sont utilisées dans le cadre du processus d'origination afin d'évaluer la rentabilité des transactions. Enfin, concernant l'encadrement des modèles internes, une unité indépendante au sein du groupe Crédit Agricole est en charge de la validation des méthodologies internes. Par ailleurs, des audits réguliers sont conduits par l'inspection générale afin de s'assurer de la pertinence des méthodologies internes. Des exercices de *backtesting* et de *stress test* sont également mis en place régulièrement par les équipes de modélisation.

Ces notations englobent tous les types de risques induits par ces opérations de titrisation : risques intrinsèques sur les créances (insolvabilité du débiteur, retards de paiement, dilution, compensation des créances) ou risques sur les structurations des opérations (risques juridiques, risques liés aux circuits d'encaissement des créances, risques liés à la qualité des informations périodiquement fournies par le gestionnaire des créances cédées, autres risques liés au cédant, etc.).

Ces notations examinées de manière critique ne constituent qu'une aide à la décision sur ces opérations, décisions qui sont prises dans des Comités de crédit de différents niveaux.

À compter du 1er janvier 2019, une nouvelle réglementation portant sur les titrisations est applicable. Elle prévoit un changement au niveau de la hiérarchie des approches de calcul des RWA d'une part, et une augmentation des pondérations d'autre part.

L'implémentation de cette nouvelle réglementation a été finalisée dans les outils de notation du Groupe.

Les décisions de crédit assortissent les opérations, qui sont *a minima* revues annuellement dans ces mêmes Comités, de différentes limites à l'évolution du portefeuille acquis (taux de retard, taux de pertes, taux de concentration sectoriels ou géographiques, taux de dilution des créances ou valorisation périodique des actifs par des experts indépendants, etc.) dont le non-respect peut engendrer un durcissement de la structure ou faire rentrer l'opération en amortissement anticipé.

Ces décisions de crédit intègrent également en liaison avec les autres Comités de crédit de la Banque l'appréciation portée sur le risque induit par le cessionnaire des créances et la possibilité d'y substituer un autre gestionnaire en cas de défaillance dans la gestion de ces créances.

Comme toute décision de crédit, ces décisions intègrent les dimensions de conformité et de "risques pays".

Au 31 décembre 2018, l'entité Ester Finance Titrisation a constaté des créances dépréciées pour un montant de 383,9 millions d'euros et des dépréciations à hauteur de 38,9 millions d'euros. Net de dépréciations, le montant total d'actifs titrisés au sein de cette entité est de 17,1 milliards d'euros.

Le risque de liquidité lié aux activités de titrisation est suivi par les lignes métiers responsables mais aussi, en central, par la Direction des risques de marché et le département Pilotage de CACIB. L'impact de ces activités est intégré dans les indicateurs du Modèle interne de liquidité, notamment les scénarios de stress, les ratios de liquidité et les impasses de liquidité. La gestion du risque de liquidité chez CACIB est décrite plus en détail dans le paragraphe "Risque de liquidité et de financement" de la partie "Facteurs de risque" de ce chapitre.

La gestion des risques de change des activités de titrisation ne diffère pas de celle des autres actifs du Groupe. Concernant la gestion du risque de taux, le refinancement des actifs titrisés s'effectue au travers de véhicules *ad hoc* selon des règles d'adossement en taux proches de celles des autres actifs.

Pour les actifs gérés en extinction, chaque cession de position a été préalablement validée par la Direction des risques de marché.

4.4.3.3.2. Méthodes comptables

Dans le cadre des opérations de titrisation, une analyse du caractère décomptabilisant au regard de la norme IFRS 9 est effectuée (dont les critères sont rappelés en note 1.3 relative aux principes et méthodes comptables des états financiers consolidés).

Dans le cas de titrisations synthétiques, les actifs ne font pas l'objet d'une décomptabilisation dans la mesure où les actifs restent contrôlés par l'établissement. Les actifs restent comptabilisés selon leur classification et leur méthode de valorisation d'origine (cf. note 1.3 relative aux principes et méthodes comptables des états financiers consolidés pour la classification et les méthodes de valorisation des actifs financiers).

Par ailleurs, les investissements réalisés dans des instruments de titrisation (cash ou synthétiques) sont comptabilisés conformément à leur classification et la méthode de valorisation associée (cf. note 1.3 relative aux principes et méthodes comptables des états financiers consolidés pour la classification et les méthodes de valorisation des actifs financiers).

Les positions de titrisation peuvent être classées dans les catégories comptables suivantes :

- "Actifs financiers au coût amorti" : ces positions de titrisations sont évaluées après leur comptabilisation initiale au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif et peuvent faire l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation ;
- "Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables" : ces positions de titrisation sont réévaluées à leur juste valeur en date de clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables ;
- "Actifs financiers à la juste valeur par résultat" : ces positions de titrisations sont réévaluées à leur juste valeur en date de clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat dans la catégorie "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Le produit de cession de ces positions de titrisation est comptabilisé en résultat conformément aux règles de la catégorie d'origine des positions vendues.

4.4.3.4. Synthèse de l'activité pour le compte de la clientèle en 2018

L'activité Titrisation de Crédit Agricole CIB en 2018 s'est caractérisée par :

- l'accompagnement du développement du marché des ABS publics aux États-Unis et en Europe. Crédit Agricole CIB a structuré et organisé le placement (arrangeur et teneur de livre) d'un nombre significatif d'émissions ABS primaires pour le compte de ses grands clients "Institutions financières" notamment dans le secteur automobile et dans le financement à la consommation ;
- sur le marché des programmes ABCP, Crédit Agricole CIB a maintenu son rang parmi les leaders de ce segment, tant en Europe que sur le marché américain, au travers du renouvellement ainsi que de la mise en place de nouvelles opérations de titrisation de créances commerciales ou financières pour le compte de sa clientèle essentiellement *corporate,* tout en assurant un bon profil des risques supportés par la banque. La stratégie de Crédit Agricole CIB axée sur le financement de ses clients est appréciée par les investisseurs et s'est traduite par des conditions de financement toujours compétitives ;
- au 31 décembre 2018, Crédit Agricole CIB n'a pas de transaction de titrisation en remboursement anticipé. En outre, Crédit Agricole n'a pas d'opérations de titrisations pour lesquelles elle a apporté un soutien implicite en 2018.

En dehors de Crédit Agricole CIB, le Groupe a continué de réaliser des opérations de titrisation pour contribuer à son refinancement

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.4.3.5. Expositions

4.4.3.5.1. Valeurs exposées aux risques des titrisations du portefeuille bancaire génératrices d'emplois pondérés

Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire IRB et STD (SEC1)

31/12/2018 (en millions d'euros)		Banque agissant comme émetteur			Banque agissant comme mandataire			Banque agissant comme investisseur		
		Classiques	Synthétiques	Sous-total	Classiques	Synthétiques	Sous-total	Classiques	Synthétiques	Sous-total
1	**Titrisation**	**14 649**	**7 506**	**22 155**	**21 066**	**-**	**21 066**	**1 236**	**-**	**1 236**
2	Prêts immobiliers résidentiels				41	-	**41**	5	-	**5**
3	Prêts immobiliers commerciaux				15	-	**15**	-	-	**-**
4	Créances sur cartes de crédit				74	-	**74**	-	-	**-**
5	Leasing				3 112	-	**3 112**	12	-	**12**
6	Prêts aux entreprises et PME		6 177	**6 177**	-	-	**-**	404	-	**404**
7	Prêts à la consommation	150		**150**	4 008	-	**4 008**	57	-	**57**
8	Créances commerciales	14 499		**14 499**	7 390	-	**7 390**	121	-	**121**
9	Autres actifs	-	1 329	**1 329**	6 425	-	**6 425**	645	-	**645**
10	**Retritrisation**	**1 298**	**7**	**1 305**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
11	**TOTAL 31/12/2018**	**15 947**	**7 513**	**23 460**	**21 066**	**-**	**21 066**	**1 236**	**-**	**1 236**
	TOTAL 31/12/2017	**13 289**	**4 096**	**17 385**	**21 290**	**-**	**21 290**	**1 796**	**3**	**1 807**

Valeurs exposées aux risques des opérations de titrisation ventilées par méthode de pondération IRB et STD

31/12/2018 Sous-jacents (en millions d'euros)		EAD titrisés				
		SFA	IAA	RBA	Standard	Total
1	**Titrisation**	**9 355**	**29 567**	**3 072**	**2 463**	**44 457**
2	Prêts immobiliers résidentiels	-	-	46	-	46
3	Prêts immobiliers commerciaux	-	-	15	-	15
4	Créances sur cartes de crédit	-	-	-	74	74
5	Leasing	-	2 977	57	91	3 125
6	Prêts aux entreprises et PME	6 178	-	404	-	6 582
7	Prêts à la consommation	-	2 875	509	831	4 215
8	Créances commerciales	197	21 672	-	140	22 009
9	Autres actifs	2 980	2 043	2 041	1 327	8 391
10	**Retitrisation**	**-**	**-**	**1 305**	**-**	**1 305**
11	**TOTAL 31/12/2018**	**9 355**	**29 567**	**4 377**	**2 463**	**45 762**
	TOTAL 31/12/2017	**5 949**	**27 675**	**4 852**	**2 007**	**40 483**

Valeurs exposées aux risques des opérations de titrisation ventilées selon le classement comptable au bilan ou hors bilan

	Sous-jacents (en millions d'euros)	EAD titrisés au 31/12/2018		
		Bilan	Hors bilan	Total
1	**Titrisation**	**2 137**	**42 320**	**44 457**
2	Prêts immobiliers résidentiels	-	46	**46**
3	Prêts immobiliers commerciaux	-	15	**15**
4	Créances sur cartes de crédit	48	26	**74**
5	Leasing	91	3 034	**3 125**
6	Prêts aux entreprises et PME	-	6 581	**6 582**
7	Prêts à la consommation	782	3 434	**4 215**
8	Créances commerciales	140	21 870	**22 009**
9	Autres actifs	1 077	7 314	**8 391**
10	**Retitrisation**	**1 298**	**7**	**1 305**
11	**TOTAL**	**3 435**	**42 326**	**45 762**

Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire et exigences de fonds propres réglementaires associées – banque agissant comme émetteur ou mandataire IRB et STD (SEC3)

	31/12/2018 (en millions d'euros)	Valeurs des expositions (par fourchette de pondération des risques)					Valeurs des expositions (par approche réglementaire)				RWA (par approche réglementaire)				Exigence de fonds propres après plafonnement			
		≤ 20 %	> 20 % à 50 %	> 50 % à 100 %	> 100 % à < 1250 %	1 250 %	IRB RBA (y compris approche IAA)	IRB SFA	SA/ SSFA	1 250 %	IRB RBA (y compris approche IAA)	IRB SFA	SA/ SSFA	1 250 %	IRB RBA (y compris approche IAA)	IRB SFA	SA/ SSFA	1 250 %
1	**Expositions totales**	**41 283**	**286**	**1 479**	**100**	**1 350**	**31 849**	**9 304**	**1 995**	**1 350**	**3 127**	**706**	**1 429**	**758**	**250**	**57**	**114**	**61**
2	**Titrisation classique**	**33 848**	**286**	**1 479**	**100**	**1 301**	**31 849**	**1 868**	**1 995**	**1 301**	**3 127**	**186**	**1 429**	**314**	**250**	**15**	**114**	**25**
3	dont titrisation	33 848	286	1 479	100	3	31 849	1 868	1 995	3	3 127	186	1 429	34	250	15	114	3
4	dont de détail sous-jacent	3 453	70	651	100	-	3 381	-	892	-	264	-	722	-	21	-	58	-
5	dont de gros	30 395	216	828	-	3	28 468	1 868	1 103	3	2 863	186	707	34	229	15	57	3
6	dont retitrisation	-	-	-	-	1 298	-	-	-	1 298	-	-	-	280	-	-	-	22
7	dont senior	-	-	-	-	1 298	-	-	-	1 298	-	-	-	280	-	-	-	22
8	dont non senior	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	**Titrisation synthétique**	**7 435**	**-**	**-**	**-**	**49**	**-**	**7 435**	**-**	**49**	**-**	**521**	**-**	**445**	**-**	**42**	**-**	**36**
10	dont titrisation	7 435	-	-	-	43	-	7 435	-	43	-	521	-	444	-	42	-	36
11	dont de détail sous-jacent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	dont de gros	7 435	-	-	-	43	-	7 435	-	43	-	521	-	444	-	42	-	36
13	dont retitrisation	-	-	-	-	7	-	-	-	7	-	-	-	1	-	-	-	-
14	dont retitrisation	-	-	-	-	7	-	-	-	7	-	-	-	1	-	-	-	-
15	dont non senior	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire et exigences de fonds propres réglementaires associées – banque agissant comme investisseur IRB et STD (SEC4)

31/12/2018 (en millions d'euros)		Valeurs des expositions (par fourchette de pondération des risques)					Valeurs des expositions (par approche réglementaire)				RWA (par approche réglementaire)				Exigence de fonds propres après plafonnement			
		≤ 20 %	> 20 % à 50 %	> 50 % à 100 %	> 100 % à < 1250 %	1 250 %	IRB RBA (y compris approche IAA)	IRB SFA	SA/ SSFA	1 250 %	IRB RBA (y compris approche IAA)	IRB SFA	SA/ SSFA	1 250 %	IRB RBA (y compris approche IAA)	IRB SFA	SA/ SSFA	1 250 %
1	**Expositions totales**	**836**	**3**	**426**	**-**	**-**	**787**	**9**	**468**	**-**	**358**	**1**	**115**	**4**	**29**	**-**	**9**	**-**
2	**Titrisation classique**	**836**	**3**	**426**	**-**	**-**	**787**	**9**	**468**	**-**	**358**	**1**	**115**	**4**	**29**	**-**	**9**	**-**
3	dont titrisation	836	3	426	-	-	787	9	468	-	358	1	115	4	29	-	9	-
4	dont de détail sous-jacent	49	-	13	-	-	49	-	13	-	4	-	10	-	-	-	1	-
5	dont de gros	787	3	413	-	-	738	9	455	-	354	1	105	4	28	-	9	-
6	dont retitrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	dont senior	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	dont non senior	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	**Titrisation synthétique**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
10	dont titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	dont de détail sous-jacent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	dont de gros	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	dont retitrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14	dont retitrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15	dont non senior	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Encours total des expositions titrisées standard

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titrisations classiques	2 463	2 459
Titrisations synthétiques	-	-

Montants agrégés des positions de titrisation conservées ou acquises (valeurs exposées au risque) standard

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Bénéficiant d'une évaluation externe de crédit	**633**	**1 003**
Pondération 20 %	429	751
Pondération 40 %	-	-
Pondération 50 %	202	250
Pondération 100 %	2	2
Pondération 225 %	-	-
Pondération 350 %	-	-
Pondération 650 %	-	-
Pondération 1 250 %	**1**	**1**
Approche par transparence	**1 634**	**1 288**
MONTANT AGRÉGÉ DES POSITIONS DE TITRISATION CONSERVÉES OU ACQUISE	**2 268**	**2 292**

4.4.3.6. Valeurs exposées aux risques des titrisations du portefeuille de négociation génératrices d'emplois pondérés

Valeurs exposées aux risques des opérations de titrisation ventilées par rôle

Expositions de titrisation dans le portefeuille de négociation (SEC2)

31/12/2018 (en millions d'euros)		Banque agissant comme émetteur			Banque agissant comme mandataire			Banque agissant comme investisseur		
		Classiques	Synthétiques	Sous-total	Classiques	Synthétiques	Sous-total	Classiques	Synthétiques	Sous-total
1	**Titrisation**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**201**	**-**	**201**
2	Prêts immobiliers résidentiels	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	Prêts immobiliers commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	Créances sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	*Leasing*	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Prêts aux entreprises et PME	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	Prêts à la consommation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Autres actifs	-	-	-	-	-	-	201	-	201
10	**Retritrisation**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**24**	**-**	**24**
11	**TOTAL 31/12/2018**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**226**	**-**	**226**
	TOTAL 31/12/2017	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**96**	**-**	**96**

Les valeurs exposées aux risques portent uniquement sur les titrisations classiques.

Valeurs exposées aux risques des opérations de titrisation ventilées par approche et par pondération

Tranche de pondération du risque (en millions d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Positions longues	Positions courtes	Exigences en fonds propres	Positions longues	Positions courtes	Exigences en fonds propres
EAD faisant l'objet d'une pondération	-	-	-	-	-	-
Pondérations 7-10 %	60	-	-	35	-	-
Pondérations 12-18 %	113	-	-	-	-	-
Pondérations 20-35 %	29	-	-	5	-	-
Pondérations 40-75 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 100 %	-	-	-	4	-	-
Pondérations 150 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 200 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 225 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 250 %	-	-	-	4	-	-
Pondérations 300 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 350 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 425 %	-	-	-	4	-	-
Pondérations 500 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 650 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 750 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 850 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 1 250 %	24	-	4	45	-	7
Approche évaluation interne	**226**	**-**	**5**	**96**	**-**	**8**
Méthode de la formule réglementaire	-	-	-	-	-	-
Méthode par transparence	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET DES DÉDUCTIONS DES FONDS PROPRES	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
1 250 % / Positions déduites des fonds propres	-	-	-	-	-	-
TOTAL PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION	**226**	**-**	**5**	**96**	**-**	**8**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Exigences de fonds propres relatives aux titrisations conservées ou acquises

(en millions d'euros)	31/12/2018				31/12/2017			
	Positions longues	Positions courtes	Positions pondérées totales	Exigences en fonds propres	Positions longues	Positions courtes	Positions pondérées totales	Exigences en fonds propres
EAD faisant l'objet d'une pondération	226	-	-	5	96	-	48	8
Titrisation	201	-	-	1	65	-	17	3
Retitrisation	24	-	-	4	31	-	31	4
Déductions	-	-	-	-	-	-	-	-

4.4.4. Risques de marché

4.4.4.1. Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché en modèles internes

Les méthodologies de mesure et d'encadrement des risques de marché en modèles internes sont décrites dans la partie "Facteurs de risques – Risques de marché – Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché".

4.4.4.2. Règles et procédures d'évaluation du portefeuille de négociation

Les règles d'évaluation applicables aux éléments du portefeuille de négociation sont présentées dans l'annexe 1.3 aux états financiers "Principes et méthodes comptables".

Les modèles d'évaluation font l'objet d'un examen périodique tel qu'il est décrit dans la partie "Facteurs de risques – Risques de marché – Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché".

4.4.4.3. Expositions aux risques de marché du portefeuille de négociation

4.4.4.3.1. Emplois pondérés des expositions en méthode standard

Emplois pondérés des expositions en méthode standard (MR1)

	(en millions d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
		RWA	Exigences en fonds propres	RWA	Exigences en fonds propres
	Produits fermes				
1	Risque de taux d'intérêt (général et spécifique)	776	62	797	64
2	Risque sur actions (général et spécifique)	-	-	77	6
3	Risque de change	3 349	268	3 800	304
4	Risque sur produits de base	4	-	-	-
	Options				
5	Approche simplifiée	-	-	-	-
6	Méthode delta-plus	6	-	-	-
7	Approche par scénario	31	2	24	2
8	Titrisation	-	-	95	8
9	**TOTAL**	**4 167**	**333**	**4 793**	**383**

4.4.4.3.2. Expositions en méthode modèle interne

Emplois pondérés et exigences de fonds propres

Risque de marché dans le cadre de l'approche du modèle interne (MR2-A)

		31/12/2018		31/12/2017	
(en millions d'euros)		RWA	Exigences minimales de fonds propres	RWA	Exigences minimales de fonds propres
1	**VaR (max entre les valeurs a et b)**	**798**	**64**	**1 056**	**84**
(a)	Mesure de la valeur en risque du jour précédent (VaRt-1)		14		17
(b)	Coefficient multiplicateur (mc) X la moyenne des mesures quotidiennes de la valeur en risque au cours des 60 jours ouvrables précédents (VaRavg)		64		84
2	**SVaR (max entre les valeurs a et b)**	**3 121**	**250**	**2 523**	**202**
(a)	Dernière mesure disponible (SVaRt-1)		59		44
(b)	Coefficient multiplicateur (ms) X la moyenne des mesures quotidiennes de la valeur en risque stressée au cours des 60 jours ouvrés précédents (SVaRavg)		250		202
3	**Risque additionnel de défaut et de migration – IRC (max entre les valeurs a et b)**	**2 502**	**200**	**2 152**	**172**
(a)	Dernière mesure disponible		193		114
(b)	Mesure moyenne sur 12 semaines		200		172
4	**Mesure globale des risques relative au portefeuille de corrélation – CRM (max entre les valeurs a, b et c)**	**-**	**-**	**-**	**-**
(a)	Dernière mesure disponible		-		-
(b)	Mesure moyenne sur 12 semaines		-		-
(c)	Niveau plancher		-		-
5	**TOTAL**	**6 421**	**514**	**5 730**	**458**

Valeurs résultantes de l'utilisation des modèles internes

Valeur du portefeuille de négociation selon l'approche des modèles internes (AMI) (MR3)

(en millions d'euros)		31/12/2018	31/12/2017
1	**VaR (10 jours, 99 %)**		
2	Valeur maximale	21	26
3	Valeur moyenne	16	21
4	Valeur minimale	12	16
5	Valeur en fin de période	14	17
6	**VaR en période de tensions (10 jours, 99 %)**		
7	Valeur maximale	78	64
8	Valeur moyenne	62	51
9	Valeur minimale	53	43
10	Fin de période	59	44
11	**Exigence de fonds propres au titre de l'IRC (99,9 %)**		
12	Valeur maximale	236	339
13	Valeur moyenne	154	132
14	Valeur minimale	85	88
15	Valeur en fin de période	149	88
16	**Exigence de fonds propres au titre du CRM (99,9 %)**		
17	Valeur maximale	-	-
18	Valeur moyenne	-	-
19	Valeur minimale	-	-
20	Valeur en fin de période	-	-
21	Plancher (méthode de mesure standard)	-	-

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.4.4.4. *Backtesting* du modèle de VAR (MR4)

Le processus de backtesting du modèle de VaR (Value at Risk) permettant de contrôler la pertinence du modèle, et les résultats de ce backtesting sont présentés dans la partie 5 "Gestion des risques" du Document de référence.

4.4.5. Risque de taux d'intérêt global

La nature du risque de taux d'intérêt, les principales hypothèses retenues et la fréquence de l'évaluation du risque de taux d'intérêt sont présentées dans la partie "Facteurs de risques – Gestion du bilan – Risque de taux d'intérêt global".

4.4.6. Risque opérationnel

4.4.6.1. Méthodologie de calcul des fonds propres en méthode avancée

Le groupe Crédit Agricole S.A. a obtenu l'autorisation de l'ACPR pour utiliser, au 1er janvier 2008, la méthode avancée (AMA – *Advanced Measurement Approach*) pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque opérationnel pour les principales entités du Groupe. Les autres entités du Groupe utilisent l'approche standard, conformément à la réglementation.

Le champ d'application de la méthode avancée et de la méthode standard ainsi que la description de la méthodologie avancée sont présentés dans la partie "Facteurs de risques – Risques opérationnels – Méthodologie".

4.4.6.2. Techniques d'assurance pour la réduction du risque opérationnel

Les techniques d'assurance pour la réduction du risque opérationnel sont présentées dans la partie "Facteurs de risques – Risques opérationnels – Assurance et couverture des risques opérationnels".

4.5. ACTIFS GREVÉS

Médianes des quatre valeurs trimestrielles de fin de période sur les douze mois précédents.

Modèle A – Actifs grevés et actifs non grevés

		Valeur comptable des actifs grevés		Juste valeur des actifs grevés		Valeur comptable des actifs non grevés		Juste valeur des actifs non grevés	
			dont EHQLA et HQLA (2) théoriquement éligibles (1)		dont EHQLA et HQLA (2) théoriquement éligibles (1)		dont EHQLA et HQLA (1) (2)		dont EHQLA et HQLA (1) (2)
(en millions d'euros)		010	030	040	050	060	080	090	100
010	**Actifs de l'établissement déclarant**	**73 954**	**7 282**			**1 180 617**	**165 050**		
030	Instruments de capitaux propres	2 007	1 391			8 037	-		
040	Titres de créance	10 792	5 891	10 792	6 211	107 847	72 753	107 847	72 433
050	dont : obligations garanties	21	22	21	962	939	944	939	944
060	dont : titres adossés à des actifs	-	-	-	-	2 915	23	2 915	23
070	dont : émis par des administrations publiques	7 281	4 503	7 281	4 823	53 508	51 779	53 508	51 459
080	dont : émis par des entreprises financières	3 214	1 153	3 214	1 153	40 001	19 280	40 001	19 280
090	dont : émis par des entreprises non financières	228	235	228	235	9 551	1 694	9 551	1 694
120	Autres actifs	62 374	-			1 061 895	92 668		
121	dont : Prêts et avances autres que les prêts à vue	45 532	-			820 375	-		

(1) Chiffres au 31 décembre 2018.
(2) EHQLA : actifs d'une liquidité et d'une qualité de crédit extrêmement élevées.
HQLA : actifs d'une liquidité et d'une qualité de crédit élevées.

Modèle B – Sûretés reçues

		Juste valeur des sûretés grevées reçues ou des propres titres de créance grevés émis		Non grevé Juste valeur des sûretés reçues ou des propres titres de créance émis pouvant être grevés	
			dont EHQLA et HQLA [2] théoriquement éligibles [1] [2]		dont EHQLA et HQLA [1] [2]
(en millions d'euros)		010	030	040	060
130	**Sûretés reçues par l'établissement déclarant**	**162 217**	**71 932**	**33 153**	**21 944**
140	Prêts à vue	-	-	-	-
150	Instruments de capitaux propres	3 465	1 484	1 315	907
160	Titres de créance	82 267	70 448	31 371	20 666
170	dont : obligations garanties	31	9	1 389	1 940
180	dont : titres adossés à des actifs	-	-	1 386	-
190	dont : émis par des administrations publiques	72 674	63 756	25 304	18 789
200	dont : émis par des entreprises financières	6 871	4 118	5 714	531
210	dont : émis par des entreprises non financières	3 292	2 574	1 475	1 346
220	Prêts et avances autres que les prêts à vue	75 336	-	-	-
230	Autres sûretés reçues	87	-	-	-
240	**Propres titres de créance émis autres que propres obligations garanties ou titres adossés à des actifs**	**-**	**-**	**-**	**-**
241	**Propres obligations garanties et titres adossés à des actifs émis et non encore donnés en nantissement**			**13 915**	**6 056**
250	**TOTAL ACTIFS, SÛRETÉS REÇUES ET PROPRES TITRES DE CRÉANCE ÉMIS**	**236 567**	**79 014**		

(1) Chiffres au 31 décembre 2018.
(2) EHQLA : actifs d'une liquidité et d'une qualité de crédit extrêmement élevées.
HQLA : actifs d'une liquidité et d'une qualité de crédit élevées.

Modèle C – Sources des charges grevant les actifs

		Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, sûretés reçues et propres titres de créance émis autres qu'obligations garanties grevées et titres adossés à des actifs grevés
(en millions d'euros)		010	030
010	**Valeur comptable de passifs financiers sélectionnés**	**271 904**	**224 138**
011	dont : Dérivés	87 897	15 661
012	dont : Dépôts	131 787	145 302
013	dont : Titres de créance émis	53 575	64 472

Modèle D – Informations descriptives complémentaires

Crédit Agricole S.A. suit et pilote le niveau de charge des actifs dans le groupe Crédit Agricole.

Le ratio de charge des actifs du groupe Crédit Agricole S.A. représente 15,6 % au 31 décembre 2018.

Les charges grevant les actifs et sûretés reçues du groupe Crédit Agricole S.A. portent principalement sur les prêts et avances (autres que prêts à vue). En effet, la mobilisation des créances privées a pour but d'obtenir du refinancement à des conditions avantageuses ou de constituer des réserves facilement liquéfiables en cas de besoin. La politique suivie par Crédit Agricole S.A. vise à la fois à diversifier les dispositifs utilisés pour accroître la résistance aux stress de liquidité qui pourraient atteindre différemment tel ou tel marché, et à limiter la part d'actifs mobilisés afin de conserver des actifs libres de bonne qualité, facilement liquéfiables en cas de stress au travers des dispositifs existants.

Les sources des charges grevant principalement des prêts et avances (autres que prêts à vue) sont les suivantes :

- les obligations garanties *(covered bonds)* au sens de l'article 52, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive 2009/65/CE, émises par les trois véhicules suivants :
  - Crédit Agricole Home Loan SFH, mobilisant les créances des Caisses régionales et de LCL,
  - Crédit Agricole Public Sector SCF, mobilisant les créances de Crédit Agricole CIB,
  - Crédit Agricole Italia OBG srl, mobilisant les créances du groupe Crédit Agricole Italia.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Au 31 décembre 2018, les obligations garanties placées totalisent 38,0 milliards d'euros pour un total de 43,5 milliards d'euros d'actifs (et sûretés reçues) sous-jacents grevés, respectant ainsi les exigences contractuelles et réglementaires ainsi que celles des agences de notation, le cas échéant, en terme de surnantissement.

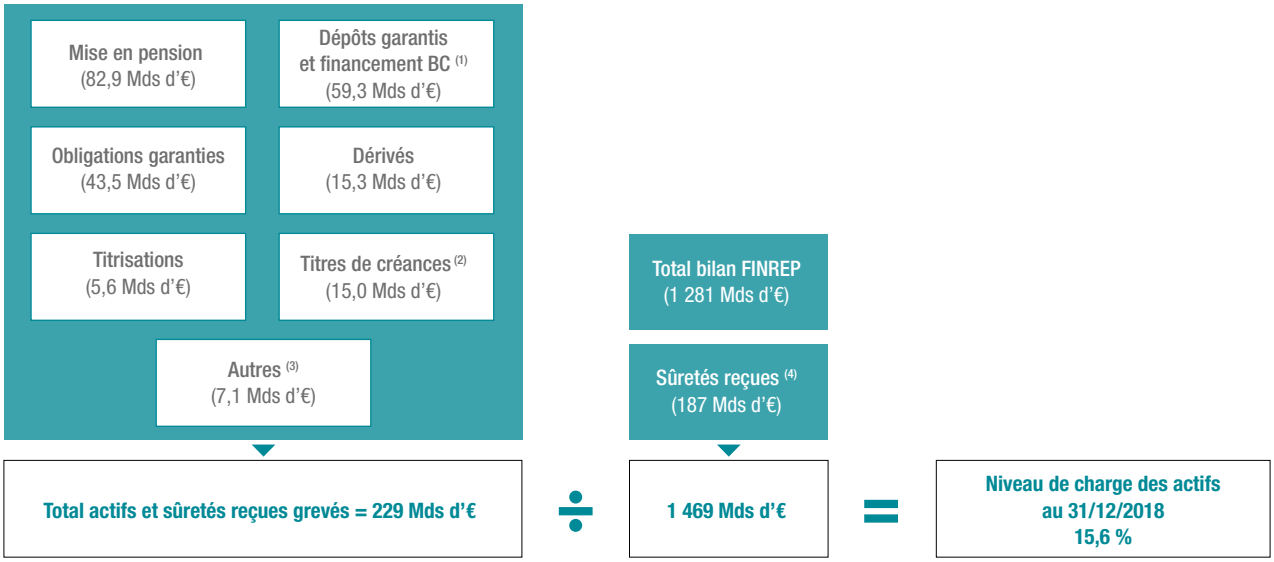
Au 31 décembre 2018, les obligations garanties conservées et non encore données en nantissement totalisent 0,4 milliard d'euros pour un total de 0,5 milliard d'euros d'actifs sous-jacents non grevés ;

- les titres adossés à des actifs (ABS) émis lors d'opérations de titrisations – telles que définies à l'article 4, paragraphe 1, point 61), du règlement (UE) n° 575/2013 – réalisées principalement par le groupe CA Consumer Finance et ses filiales :
  - au 31 décembre 2018, les titres adossés à des actifs placés totalisent 5,3 milliards d'euros pour un total de 5,6 milliards d'euros d'actifs sous-jacents grevés,
  - au 31 décembre 2018, les titres adossés à des actifs conservés et non encore donnés en nantissement totalisent 15,5 milliards d'euros pour un total de 18,2 milliards d'euros d'actifs sous-jacents non grevés ;
- les dépôts garantis (autres que mises en pension) liés principalement aux activités de financement : auprès de la BCE au titre du TLTRO, *via* le conduit de titrisation ESTER de Crédit Agricole CIB, ainsi qu'auprès d'organismes français ou supranationaux (comme la CDC et la BEI) :
  - au 31 décembre 2018, les dépôts garantis (autres que mises en pension) totalisent 48,1 milliards d'euros pour un total de 59,3 milliards d'euros d'actifs et sûretés reçues grevés ;
- les titres de créance (autres qu'obligations garanties ou titres adossés à des actifs) émis auprès de la Caisse de refinancement de l'habitat (CRH) sous format de billets à ordre, mobilisant les sûretés reçues des Caisses régionales et les créances de LCL :
  - au 31 décembre 2018, ces titres totalisent 9,9 milliards d'euros pour un total de 15,0 milliards d'euros d'actifs et sûretés reçues grevés.

Crédit Agricole S.A. jouant le rôle d'acteur central dans la plupart de ces dispositifs de financement sécurisé, ces niveaux de charges se déclinent de fait au niveau intragroupe entre Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales du Crédit Agricole.

Les autres sources principales de charges grevant les actifs dans le groupe Crédit Agricole sont :

- les mises en pensions *(repurchase agreements),* liées principalement à l'activité de Crédit Agricole CIB et grevant majoritairement des sûretés reçues constituées de titres de créance et accessoirement d'instruments de capitaux propres. En particulier, cette source concentre la grande majorité des charges détenues dans la deuxième monnaie importante (USD), au sens de l'annexe XVII du règlement d'exécution (UE) n° 680/2014, autre que la monnaie de déclaration (EUR) :
  - au 31 décembre 2018, les mises en pension totalisent 82,1 milliards d'euros pour un total de 82,9 milliards d'euros d'actifs et sûretés reçues grevés ;
- les dérivés liés principalement à l'activité de dérivés OTC de Crédit Agricole CIB et grevant majoritairement du cash dans le cadre des appels de marge :
  - au 31 décembre 2018, les appels de marge totalisent 15,3 milliards d'euros.



(1) Banques centrales.
(2) Autres qu'obligations garanties ou titres adossés à des actifs.
(3) Principalement prêts-emprunts de titres.
(4) Hors sûretés recues ne pouvant être grevées.

4.6. RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ

Informations quantitatives

Portée de la consolidation (consolidé) *(en millions d'euros)*		Total de la valeur non pondérée (moyenne)				Total de la valeur pondérée (moyenne)			
Trimestre se terminant le		**31/03/2018**	**30/06/2018**	**30/09/2018**	**31/12/2018**	**31/03/2018**	**30/06/2018**	**30/09/2018**	**31/12/2018**
Nombre de points de données utilisés pour le calcul des moyennes		*12*	*12*	*12*	*12*	*12*	*12*	*12*	*12*
Actifs liquides de haute qualité									
1	**Total des actifs de haute qualité (HQLA)**					**179 012**	**175 060**	**173 024**	**174 114**
Sorties de trésorerie									
2	**Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont :**	**343 879**	**349 816**	**356 037**	**361 467**	**21 214**	**21 609**	**22 023**	**22 376**
3	Dépôts stables	280 165	284 686	289 275	293 348	14 008	14 234	14 464	14 667
4	Dépôts moins stables	63 714	65 130	66 763	68 119	7 206	7 374	7 559	7 708
5	**Financement de gros non garanti**	**204 618**	**211 947**	**219 304**	**223 539**	**102 896**	**106 292**	**110 828**	**112 694**
6	Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux de banques coopératives	78 064	81 130	82 791	84 567	22 805	24 176	24 875	25 667
7	Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	119 937	121 242	123 746	126 419	73 474	72 541	73 186	74 474
8	Créances non garanties	6 616	9 574	12 767	12 554	6 616	9 574	12 767	12 554
9	**Financement de gros garanti**					**16 596**	**16 965**	**17 322**	**17 954**
10	**Exigences supplémentaires**	**135 616**	**136 736**	**138 951**	**142 532**	**37 480**	**36 802**	**36 404**	**36 280**
11	Sorties associées à des expositions sur instruments dérivés et autres exigences de sûreté	12 224	11 018	9 944	9 458	11 743	10 609	9 581	8 883
12	Sorties associées à des pertes de financement sur des produits de créance	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Facilités de crédit et de trésorerie	123 392	125 717	129 006	133 074	25 737	26 193	26 823	27 396
14	**Autres obligations de financement contractuel**	**31 287**	**27 925**	**24 308**	**24 468**	**9 123**	**5 005**	**1 331**	**1 316**
15	**Autres obligations de financement éventuel**	**43 067**	**43 232**	**44 691**	**46 176**	**818**	**943**	**914**	**869**
16	**TOTAL DES SORTIES DE TRÉSORERIE**					**188 127**	**187 614**	**188 822**	**191 489**
Entrées de trésorerie									
17	**Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)**	**115 889**	**122 769**	**130 667**	**135 560**	**14 006**	**14 196**	**14 300**	**14 260**
18	**Entrées provenant des expositions pleinement performantes**	**93 672**	**96 632**	**99 829**	**102 246**	**40 254**	**41 531**	**42 786**	**43 489**
19	**Autres entrées de trésorerie**	**3 016**	**3 320**	**3 385**	**3 438**	**2 841**	**3 030**	**3 066**	**3 162**
EU-19a	**(Différence entre le total des entrées de trésorerie pondérées et le total des sorties de trésorerie pondérées résultant d'opérations effectuées dans des pays tiers où s'appliquent des restrictions aux transferts, ou libellées en monnaie non convertible)**								

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Portée de la consolidation (consolidé) *(en millions d'euros)*		Total de la valeur non pondérée (moyenne)				Total de la valeur pondérée (moyenne)			
Trimestre se terminant le		31/03/2018	30/06/2018	30/09/2018	31/12/2018	31/03/2018	30/06/2018	30/09/2018	31/12/2018
EU-19b	(Excédent d'entrées de trésorerie provenant d'un établissement de crédit lié								
20	**TOTAL DES ENTRÉES DE TRÉSORERIE**	**212 576**	**222 721**	**233 882**	**241 244**	**57 101**	**58 758**	**60 151**	**60 911**
EU-20a	Entrées de trésorerie entièrement exemptées	123	-	-	-	123	-	-	-
EU-20b	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 90 %	-	-	-	-	-	-	-	-
EU-20c	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75 %	185 969	197 044	208 045	217 331	56 978	58 758	60 151	60 911
21	**COUSSIN DE LIQUIDITÉ**					**179 012**	**175 060**	**173 024**	**174 114**
22	**TOTAL DES SORTIES NETTES DE TRÉSORERIE**					**131 026**	**128 856**	**128 670**	**130 578**
23	**RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ**					**137 %**	**136 %**	**134 %**	**133 %**

Informations qualitatives

Concentration de sources de financement et de liquidité	Le groupe Crédit Agricole S.A. suit une politique prudente en matière de refinancement, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.
Exposition sur instruments dérivés et éventuels appels de garantie	Les sorties de trésorerie relatives à cet item matérialisent principalement le risque contingent d'augmentation des appels de marge sur opérations dérivées dans un scénario de marché défavorable et d'augmentation des appels de marge suite à une dégradation de la notation externe du Groupe. Au 31 décembre 2018, le montant des sûretés que le Groupe devrait fournir en cas de révision à la baisse de la notation de son crédit s'élève à 3,3 milliards d'euros.
Asymétrie des monnaies dans le ratio de couverture des besoins de liquidité (RCBL)	Au 31 décembre 2018, le groupe Crédit Agricole S.A. couvre ses sorties nettes de trésorerie par des actifs liquides libellés dans la même monnaie dans les principales monnaies significatives. L'amplitude des asymétries résiduelles observées sur certaines monnaies est jugée satisfaisante compte-tenu des excédents d'actifs liquides de première qualité disponibles dans les autres monnaies significatives et qui pourraient être aisément converties pour couvrir ces besoins, y compris en situation de crise.
Description du degré de centralisation de la gestion de la liquidité et interaction entre les unités du Groupe	Crédit Agricole S.A. assure le pilotage de la gestion du risque de la liquidité. • la trésorerie de Crédit Agricole S.A. a pour fonction d'assurer les principaux besoins en refinancement court-terme (≤ 1 an) des Caisses Régionales et des filiales. Elle coordonne également les trésoreries des filiales pour leurs levées complémentaires. CACIB évolue en autosuffisance dans la gestion de son refinancement à court terme, en étroite coordination avec la Trésorerie de Crédit Agricole S.A. ; • pour le refinancement long-terme (> 1 an), Crédit Agricole S.A. recense les besoins de ressources longues, planifie les programmes de refinancement en fonction de ces besoins et réalloue les ressources levées aux entités du Groupe. Les principaux émetteurs du Groupe sont : Crédit Agricole S.A., CACIB, CA-CF, et CA Italia.
Autres éléments dans le calcul du ratio de couverture des besoins de liquidité (RCBL) non pris en compte dans le modèle de publication du RCL mais que l'établissement considère pertinents pour son profil de liquidité	

4.7. POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Les éléments requis au titre de la politique de rémunération par le règlement UE 575-2013 (CRR) sont exposés dans le chapitre 3 du présent Document de référence.

4.8. TABLES DE CONCORDANCES

Table de concordance du Pilier 3 (CRR et CRD 4)

Article CRR	Thème	Référence Document de référence 2018	Document de référence 2018
90 (CRD 4)	Rendement des actifs	Rapport de gestion	p. 198
435 (CRR)	1. Objectifs et politique de gestion des risques	Présentation des Comités – Gouvernement d'entreprise Principaux Comités de niveau Groupe traitant des risques – Gestion des Risques	p. 108 à 114 p. 217 à 220
436 (a)(b)	2. Périmètre de consolidation	Pilier 3 États financiers note 11.2	p. 265 à 266 et p. 282 à 283 p. 494 à 506
436 (c)(d)(e) (CRR)	2. Périmètre de consolidation	Informations non publiées	
437 (CRR)	3. Fonds propres	Tableau de passage des capitaux propres comptables aux fonds propres prudentiels Tableau des caractéristiques de la dette subordonnée	p. 276 p. 271
438 (CRR)	4. Exigences de fonds propres	Emplois pondérés par type de risque, par pôle métier et évolution	p. 284 à 286
439 (CRR)	5. Exposition au risque de crédit de contrepartie	Présentation générale du risque de crédit de contrepartie – expositions par type de risques Risque de crédit (totalité) Risque de contrepartie (totalité)	p. 286 à 328
440 (CRR)	6. Coussins de fonds propres	Exigences minimales et expositions par zone géographique	p. 267 à 270 p. 289 à 291
441 (CRR)	7. Indicateurs d'importance systémique mondiale	Communication sur les indicateurs requis pour les banques d'importance systémique mondiale (G-SIBs) + site internet	p. 268, A01 et Communiqué de presse
442 (CRR)	8. Ajustements pour risque de crédit	Exposition en défaut et ajustement de valeur	p. 297 à 301
443 (CRR)	9. Actifs grevés	Actifs grevés	p. 339 à 341
444 (CRR)	10. Recours aux OEEC	Fournisseurs de protection	p. 327 à 328
445 (CRR)	11. Exposition au risque de marché	Exposition au risque de marché du portefeuille de négociation	p. 337 à 339
446 (CRR)	12. Risque opérationnel	Risque opérationnel	p. 256 à 258 et p. 339
447 (CRR)	13. Expositions sur actions du portefeuille hors négociation	Expositions sur actions du portefeuille bancaire	p. 287 et 329
448 (CRR)	14. Expositions au risque de taux d'intérêt pour des positions du portefeuille hors négociation	Risque de taux d'intérêt global – Gestion des risques	p. 242 à 243 et p. 339
449 (CRR)	15. Exposition aux positions de titrisation	Titrisation – Pilier 3	p. 329 à 337
450 (CRR)	16. Politique de rémunération	Politique de rémunération – Gouvernement d'entreprise	p. 143 à 170 et 343
451 (CRR)	17. Levier	Ratio de levier	p. 277 à 279
452 (CRR)	18. Utilisation de l'approche NI pour le risque de crédit	Risque de crédit en approche notation interne	p. 305 à 319
453 (CRR)	19. Utilisation de techniques d'atténuation du risque de crédit	Mécanisme de réduction du risque de crédit	p. 231 et p. 327 à 329
454 (CRR)	20. Utilisation des approches par mesure avancée pour le risque opérationnel	Risque opérationnel	p. 256 à 258 et 339
455 (CRR)	21. Utilisation de modèles internes de risque de marché	Exigences de fonds propres des expositions en méthode interne du risque de marché position – Pilier 3	p. 337 à 339

Des éléments complémentaires sont présentés dans le Rapport consolidé sur les risques disponibles sur le site web :
www.credit-agricole.com/finance/finance/espace-investisseurs/informations-financieres

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Table de concordance de l'EDTF

	Recommandation		Rapport de gestion et autres	Facteurs de risques Gestion des risques	Pilier 3	États financiers consolidés
Introduction	1	Table de concordance			p. 345	
	2	Terminologie et mesures des risques, paramètres clés utilisés		p. 206 à 263	p. 286 et 302 à 315	p. 373 à 390, 394 à 422
	3	Présentation des principaux risques et/ou risques émergents		p. 206 à 263		p. 394 à 422
	4	Nouveau cadre réglementaire en matière de solvabilité et objectifs du Groupe	p. 199 à 201	p. 244 à 247	p. 264 à 270	p. 422
Gouvernance et stratégie de gestion des risques	5	Organisation du contrôle et de la gestion des risques	p. 108 à 114	p. 217 à 220, 221 à 227		
	6	Stratégie de gestion des risques et mise en œuvre	p. 108 à 114	p. 206 à 263, 221 à 227	p. 267 à 282	
	7	Cartographie des risques par pôle métier			p. 285	
	8	Gouvernance et gestion des Stress tests internes		p. 217 à 220, 231	p. 264	
Exigences de fonds propres et emplois pondérés	9	Exigences minimales de fonds propres			p. 267 à 268	
	10a	Détail de la composition du capital			p. 273 à 276 (1)	
	10b	Rapprochement du bilan comptable et du bilan prudentiel et des capitaux propres comptables et des fonds propres prudentiels			p. 266 à 276, 282 à 283	
	11	Évolution des fonds propres prudentiels			p. 273 à 276	
	12	Trajectoire de capital et objectifs de ratios en CRD 4	p. 199 à 201		p. 267 à 282	
	13	Emplois pondérés par pôle métier et par type de risque			p. 284 à 301	
	14	Emplois pondérés et exigence en capital par méthode et catégorie d'exposition		p. 229 à 230	p. 284 à 301	
	15	Exposition au risque de crédit par catégorie d'exposition et note interne		p. 227 à 230, 234	p. 287 à 329	
	16	Évolution des emplois pondérés par type de risque			p. 284	
	17	Description des modèles de *backtesting* et de leur fiabilisation		p. 236 à 237, 256 à 258	p. 316 à 317	
Liquidité	18	Gestion de la liquidité et bilan cash		p. 244 à 247	p. 342 à 343	
	19	Actifs grevés			p. 339 à 341	
	20	Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle			p. 296	p. 416 à 417, 473
	21	Gestion du risque de liquidité et de financement		p. 244 à 247	p. 342 à 343	
Risques de marché	22 à 24	Mesure des risques de marché		p. 235 à 241	p. 337 à 339	p. 373 à 390, 411 à 415, 480 à 493
	25	Techniques d'encadrement des risques de marché		p. 235 à 241		
Risque de crédit	26	Exposition maximale, ventilation et diversification des risques de crédit		p. 227 à 235	p. 286 à 329	p. 394 à 411
	27 et 28	Politique de provisionnement et couverture des risques		p. 234 à 235		p. 373 à 390, 410 à 411, 427
	29	Instruments dérivés : notionnels, risque de contrepartie, compensation		p. 227 à 235, 235 à 236, 239, 247 à 248, 252 à 253	p. 319 à 329	p. 381, 411 à 415, 453 à 454, 482 à 483
	30	Mécanismes de réduction du risque de crédit		p. 231		p. 478 à 479
Autres risques	31	Autres risques : risques du secteur de l'assurance, risques opérationnels et risques juridiques, sécurité des systèmes d'information et plans de continuité d'activités	p. 108 à 114	p. 206 à 220, 248 à 256		p. 422, 435 à 439, 462 à 469
	32	Risques déclarés et actions en cours en matière de risques opérationnels et juridiques		p. 256 à 258		p. 463 à 467

(1) Détail des émissions de dette disponible sur le site web : www.credit-agricole.com/finance/finance/espace-investisseurs/informations-financieres

DÉLÉGATION DE SIGNATURE

N° 2015- 095

Je soussigné, Philippe BRASSAC, agissant en qualité de Directeur Général de Crédit Agricole S.A., société anonyme, ayant son siège social 12, place des États-Unis 92127 Montrouge Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 784 608 416, dénommé ci-après le « **Délégant** », confère à, Jérôme BRUNEL, en qualité de Secrétaire Général, dénommé ci-après le « **Délégataire** », les pouvoirs de signature suivants :

Cadre général de la délégation

La présente délégation est une délégation de signature. Elle est établie dans le cadre des procédures définies par le système de délégations en vigueur de Crédit Agricole S.A., auxquelles le Délégant et le Délégataire s'engagent à se conformer et dont ils reconnaissent avoir pris connaissance.

Le Délégataire est tenu de se conformer aux lois et règlements applicables à son domaine d'activité ainsi qu'aux procédures internes au Groupe et de se tenir informé de l'évolution de ces lois, règlements, et procédures.

Dans l'hypothèse où le Délégataire a la faculté de subdéléguer tout ou partie des pouvoirs de signature qui lui sont conférés par la présente délégation et qu'il décide de faire usage de cette faculté, il devra :

- établir obligatoirement la subdélégation par écrit selon la même forme que la présente délégation,
- mentionner les références de la présente délégation dans l'acte de subdélégation,
- informer le Délégant de toutes subdélégations consenties, y compris celles consenties par ses subdélégataires,
- informer le subdélégataire qu'il pourra à son tour consentir des subdélégations de signature dans les mêmes conditions que celles ici décrites.

Pouvoirs de signature d'engagement de dépenses (type « D »)

D1 - Le Délégataire reçoit pouvoir de signer dans le respect des procédures du groupe Crédit Agricole S.A. :

(i) tous engagements, toutes autorisations de dépense, tous bons à payer concernant le Secrétariat général de Crédit Agricole S.A. dans la limite de deux millions d'euros (2 000 000 €) par opération ;

(ii) tous marchés et contrats de prestation de services concernant le Secrétariat général de Crédit Agricole S.A. dans la limite de deux millions d'euros (2 000 000 €) par opération ;

(iii) tous remboursements de frais concernant le personnel placé sous son autorité dans la limite de 5 000 € par opération.

D2 – Le Délégataire reçoit pouvoir de signer tous les actes et documents relatifs aux points ci-dessus.

Le Délégataire a la faculté de subdéléguer, dans les conditions décrites au sein de la rubrique « cadre général de la délégation », les pouvoirs de signature de type « D » qui lui sont conférés par la présente délégation

Pouvoirs de signature relatifs à des actes administratifs (type « A »)

Le Délégataire reçoit pouvoir de représenter Crédit Agricole S.A, dans le cadre de ses attributions :

(i) auprès des conseils d'administration, des conseils de surveillance ou de tout autre organe de représentation collégiale en général, de sociétés ou d'entités auxquelles participe Crédit Agricole S.A., après désignation selon les procédures en vigueur.

(ii) auprès de tous organismes, instances ou groupes de travail internes ou externes au Crédit Agricole,

(iii) de tous organismes publics, parapublics ou professionnels

(iv) auprès des autorités bancaires et monétaires, de toute autorité réglementaire nationale, européenne ou internationale, de toutes instances, nationales, européennes ou internationales, internes ou externes au Crédit Agricole, de toutes autorités de marché ou de tous organismes, des agences de rating.

(v)de tous organes de presse pour la communication externe du Groupe Crédit Agricole ou à l'occasion de toutes opérations de mécénat ;

(vi) et à cet effet, le Délégataire reçoit pouvoir d'établir, signer, certifier toutes correspondances, communications, relatives à l'exercice des pouvoirs de représentation décrits précédemment.

(vii) et à cet effet, le Délégataire reçoit le pouvoir de signer les correspondances adressées à toute entité du groupe Crédit Agricole (et notamment les « Lettres Jaunes » adressées aux Caisses régionales de Crédit Agricole), relatives à l'activité relevant de sa responsabilité.

Le Délégataire reçoit pouvoir de signer :

(i) tous documents, contrats et correspondances liés au fonctionnement des organes statutaires de Crédit Agricole S.A. et des divers Comités internes ou mixtes auxquels participe la Direction Générale, à l'organisation de l'accueil et de la réception pour Crédit Agricole S.A., à la mise en oeuvre d'actions de notoriété;

(ii) pour ampliation, tout document émanant de Crédit Agricole S.A.

Le Délégataire reçoit pouvoir de certifier « conforme à l'original » :

(i) tous documents administratifs ;

(ii) tout extrait de délibération du Conseil d'Administration ;

(iii) toute décision prise au nom de Crédit Agricole S.A. ou le concernant ;

(iv) tout acte de délégation.

Le Délégataire a la faculté de subdéléguer, dans les conditions décrites au sein de la rubrique « cadre général de la délégation », les pouvoirs de signature de type « A » qui lui sont conférés par la présente délégation.

Dispositions générales

Le Délégataire déclare sur l'honneur ne pas être frappé d'une interdiction d'exercer la profession bancaire prévue par l'article L.500-1 du Code Monétaire et Financier et s'engage à respecter, le cas échéant, les obligations d'information et d'autorisation définies respectivement par les articles R.511-1 et R.511-2 du même Code.

La présente délégation prend effet à compter du 1er septembre 2015.

La présente délégation est accordée pour la durée des fonctions du Délégataire.

Elle peut faire l'objet, à tout moment, d'une suspension ou d'un retrait avec effet immédiat, qui devra être confirmé par écrit au Délégataire.

Elle prendra fin d'office en cas de cessation des fonctions du Délégataire pour quelque motif que ce soit.

La présente délégation prendra également fin d'office en cas de cessation des fonctions du Délégant pour quelque motif que ce soit.

La présente délégation met un terme à la délégation précédemment émise n° 2013-024 du 5 mars 2013.

Les données à caractère personnel recueillies par Crédit Agricole S.A., en qualité de responsable de traitement, font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion des données relatives aux délégations et aux signatures autorisées de Crédit Agricole S.A. et d'entités du groupe Crédit Agricole S.A. Les destinataires habilités à consulter les données sont les personnes habilitées au sein de Crédit Agricole S.A. Conformément à la Loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, le Délégataire bénéficie auprès du Secrétariat Général de Crédit Agricole S.A. d'un droit d'accès et de rectification aux informations le concernant.

Fait à Montrouge, le 12.IX.16

En trois exemplaires originaux

Bon pour pouvoirs de signature	Bon pour acceptation de pouvoirs de signature	Pour enregistrement et diffusion
Le Délégant Bon pour pouvoirs de signature	Le Délégataire Bon pour acceptation de pouvoirs de signature	
Philippe BRASSAC Directeur Général de Crédit Agricole S.A.	Jérôme BRUNEL Secrétaire Général de Crédit Agricole S.A.	Guillaume ROESCH Directeur des Affaires Générales

Le Délégant et le Délégataire apposeront leur signature après avoir paraphé chaque page et annexe de la présente délégation

Le Délégant fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Bon pour pouvoirs de signature »

Le Délégataire fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Bon pour acceptation de pouvoirs de signature »



COMPTES CONSOLIDÉS

6

Comptes consolidés au 31 décembre 2018 arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. en date du 13 février 2019 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 21 mai 2019.

Cadre général 348
Présentation juridique de l'entité 348
Relations internes au Crédit Agricole 348
Parties liées 351

États financiers consolidés 354
Compte de résultat 354
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres 355
Bilan actif 356
Bilan passif 357
Tableau de variation des capitaux propres 358
Tableau des flux de trésorerie 360

Notes annexes sur les effets de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018 362

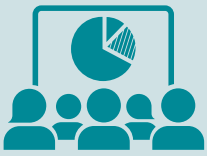
Notes annexes aux comptes consolidés 371

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 511

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

CRÉDIT AGRICOLE S.A.
CHIFFRES CLÉS

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE



4 400 M€

Produit net **bancaire**

19 736 M€

TOTAL BILAN



1 624 394 M€

Total **crédits clientèle**

369 456 M€

Total **dépôts clientèle**

597 170 M€

Total **capitaux propres**

65 516 M€

6

CADRE GÉNÉRAL

PRÉSENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITÉ

Depuis l'Assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 2001, la Société a pour dénomination sociale : **Crédit Agricole S.A.**

Depuis le 1er juillet 2012, l'adresse du siège social de la Société est : 12, place des États-Unis 92127 Montrouge Cedex France.

Immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 784 608 416.

Code NAF : 6419Z.

Crédit Agricole S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le livre deuxième du Code de commerce.

Crédit Agricole S.A. est également soumis aux dispositions du Code monétaire et financier, notamment ses articles L. 512-47 et suivants.

Crédit Agricole S.A. est enregistré sur la liste des établissements de crédit dans la catégorie des banques mutualistes ou coopératives depuis le 17 novembre 1984. À ce titre, il est soumis aux contrôles des autorités de tutelle bancaire et notamment de la Banque centrale européenne et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Les actions Crédit Agricole S.A. sont admises aux négociations sur Euronext Paris. Crédit Agricole S.A. est soumis à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

Un groupe bancaire d'essence mutualiste

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue La Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32) à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent, et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. À ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toutes mesures nécessaires, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

RELATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE

Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en "Opérations internes au Crédit Agricole – Comptes ordinaires" et intégré sur la ligne "Prêts et créances sur les établissements de crédit" ou "Dettes envers les établissements de crédit".

Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en "Dettes envers la clientèle".

Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les "avances" (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances, dites "avances-miroir" (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 %, puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de replacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1er janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1er janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs, des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine "monétaire" des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques "Opérations internes au Crédit Agricole".

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A.

Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous la forme de placements de trois à dix ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

Opérations en devises

Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en "Dettes représentées par un titre" ou "Dettes subordonnées".

Couverture des risques de Liquidité et de Solvabilité

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau et chaque établissement affilié bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des opérations de bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453. Le fonds avait été doté à l'origine à hauteur de 610 millions d'euros. Il s'élève au 31 décembre 2018 à 1 152 millions d'euros, la dotation de l'année étant de 40 millions d'euros.

Par ailleurs, le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français au règlement sur le mécanisme de résolution unique) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolution européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toutes mesures nécessaires dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Dans la conduite de son action en tant qu'autorité de résolution, le Conseil de résolution unique doit respecter le principe fondamental selon lequel aucun créancier ne doit, en résolution, subir de pertes plus importantes que celles qu'il aurait subies si l'entité concernée avait été liquidée selon une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du *No Creditor Worse Off than on Liquidation* – NCWOL – prévu à l'article L. 613-57-I du Code monétaire et financier et à l'article 73 de la directive BRRD). La nécessité de respecter ce principe conduit Crédit Agricole S.A. à considérer que la garantie accordée en 1988 par les Caisses régionales au bénéfice des créanciers de Crédit Agricole S.A. devra être prise en compte par le Conseil de résolution unique, sans toutefois préjuger des modalités de cette prise en compte.

Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. *(Switch)*

Le dispositif des garanties *Switch*, mis en place le 23 décembre 2011 complété par un premier avenant signé le 19 décembre 2013 et amendé par deux avenants en 2016 respectivement signés le 17 février (avenant n° 2) et le 21 juillet (avenant n° 3) s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A., en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole. Les derniers amendements de ces garanties ont pris effet rétroactivement le 1er juillet 2016, en remplacement des précédentes, avec pour échéance le 1er mars 2027 sous réserve de résiliation anticipée totale ou partielle ou de prorogation selon les dispositions prévues au contrat.

À travers ce dispositif, et dans la limite du plafond contractuel, les Caisses régionales s'engagent à supporter, pour le compte de Crédit Agricole S.A., les exigences prudentielles liées à la mise en équivalence de certaines participations détenues par Crédit Agricole S.A., et à en subir les risques économiques associés sous forme d'indemnisation le cas échéant.

Les garanties en vigueur permettent un transfert des exigences prudentielles s'appliquant désormais aux participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), celles-ci étant mises en équivalence pour les besoins prudentiels : on parle désormais des garanties *Switch* Assurance. Elles font l'objet d'une rémunération fixe qui couvre le risque actualisé et le coût d'immobilisation des fonds propres par les Caisses régionales.

La bonne fin du dispositif est sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi les garanties *Switch* Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur de mise en équivalence des participations susvisées moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnisation compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, pourrait restituer les indemnisations préalablement perçues.

Sur le plan prudentiel :

- Crédit Agricole S.A. réduit ses exigences de capital à proportion du montant de la garantie accordée par les Caisses régionales ;
- les Caisses régionales constatent symétriquement des exigences de capital égales à celles économisées par Crédit Agricole S.A.

Ce dispositif, qui est neutre au niveau du groupe Crédit Agricole, permet de rééquilibrer l'allocation en fonds propres entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

Sur le plan comptable :

- les garanties s'analysent en substance comme des contrats d'assurance du fait de l'existence d'un risque d'assurance au sens de la norme IFRS 4. Leur traduction dans les livres de l'assuré est assimilable à celui d'une garantie reçue à première demande et leur rémunération est enregistrée de manière étalée en déduction de la marge d'intérêt en Produit net bancaire. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement seraient respectivement reconnus en coût du risque ;
- il convient de noter que l'activation des garanties *Switch* Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Équivalence des participations détenues dans Crédit Agricole Assurances. Lors des arrêtés trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; symétriquement, Crédit Agricole S.A. ne peut comptabiliser de produit équivalent, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêtés semestriels et si les conditions sont vérifiées, Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales comptabilisent de manière symétrique les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

Liens en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales

Les relations en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales sont régies selon les termes d'un protocole conclu entre ces dernières et Crédit Agricole S.A., préalablement à l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A.

En application de ce protocole, le contrôle des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A. s'exerce à travers la société SAS Rue La Boétie, détenue en totalité par les Caisses régionales. SAS Rue La Boétie a pour objet la détention d'un nombre d'actions suffisant pour lui conférer à tout moment plus de 50 % du capital et des droits de vote de Crédit Agricole S.A.

D'autre part, conformément aux dispositions de ce même protocole, Crédit Agricole S.A. détenait directement environ 25 % du capital de chacune des Caisses régionales (à l'exception de la Caisse régionale de la Corse qui est détenue à 99,9 %). Suite à l'opération de simplification de la structure capitalistique du Groupe réalisée le 3 août 2016, l'essentiel des certificats coopératifs d'investissement ("CCI") et les certificats coopératifs d'associé ("CCA") détenus par Crédit Agricole S.A. ont été transférés à une holding ("Sacam Mutualisation") conjointement détenue par les Caisses régionales.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

PARTIES LIÉES

Les parties liées au groupe Crédit Agricole S.A. sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, les principaux dirigeants du Groupe ainsi que les Caisses régionales compte tenu de la structure juridique du Groupe et de la qualité de Crédit Agricole S.A. d'organe central du réseau Crédit Agricole.

Conformément aux mécanismes financiers internes au Crédit Agricole, les opérations conclues entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales [1] sont présentées au bilan et au compte de résultat en opérations internes au Crédit Agricole (notes 4.1 "Produits et charges d'intérêts", 4.2 "Produits et charges de commissions", 6.5 "Actifs financiers au coût amorti" et 6.8 "Passifs financiers au coût amorti").

Autres conventions entre actionnaires

Les conventions entre actionnaires signées au cours de l'exercice sont détaillées dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période".

Relations entre les sociétés consolidées affectant le bilan consolidé

La liste des sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. est présentée en note 11 "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018". Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules les transactions réalisées avec des sociétés consolidées par mise en équivalence affectent les comptes consolidés du Groupe.

Les principaux encours correspondants dans le bilan consolidé et les principaux engagements au 31 décembre 2018 sont relatifs aux transactions avec les entités mises en équivalence pour les montants suivants :

- prêts et créances sur les établissements de crédit : 2 590 millions d'euros ;
- prêts et créances sur la clientèle : 2 088 millions d'euros ;
- dettes envers les établissements de crédit : 1 068 millions d'euros ;
- dettes envers la clientèle : 186 millions d'euros ;
- engagements donnés sur instruments financiers : 4 218 millions d'euros ;
- engagements reçus sur instruments financiers : 4 957 millions d'euros.

Les effets des transactions réalisées avec ces entités sur le compte de résultat de la période ne sont pas significatifs.

Gestion des engagements en matière de retraites, préretraites et indemnités de fin de carrière : conventions de couverture internes au Groupe

Comme présenté dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", les avantages postérieurs à l'emploi peuvent être de différentes natures. Il s'agit :

- d'indemnités de fin de carrière ;
- d'engagements de retraites, qualifiés selon le cas de régime "à cotisations" ou "à prestations définies".

Ces engagements font, pour partie, l'objet de conventions d'assurances collectives contractées auprès de Predica, société d'assurance-vie du groupe Crédit Agricole.

Ces conventions ont pour objet :

- la constitution chez l'assureur, de fonds collectifs destinés à la couverture des indemnités de fin de carrière ou à la couverture des différents régimes de retraite, moyennant le versement de cotisations de la part de l'employeur ;
- la gestion de ces fonds par la société d'assurance ;
- le paiement aux bénéficiaires des primes et prestations de retraites prévues par les différents régimes.

Les informations sur les avantages postérieurs à l'emploi sont détaillées dans la note 7 "Avantages au personnel et autres rémunérations" aux points 7.3 et 7.4.

Relations avec les principaux dirigeants

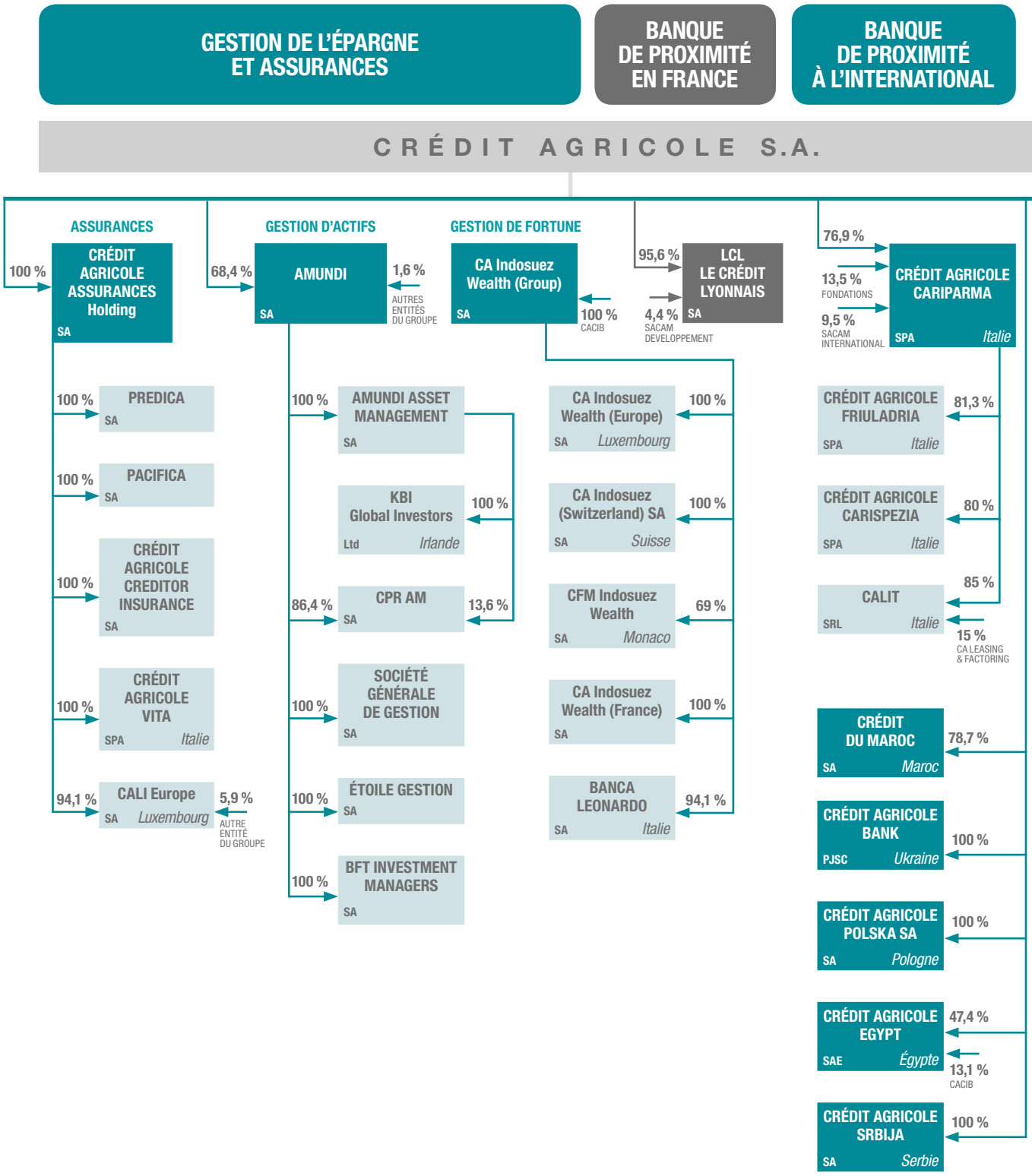
Les informations sur la rémunération des principaux dirigeants sont détaillées dans la note 7 "Avantages au personnel et autres rémunérations" au point 7.7 ainsi que dans la partie "Politique de rémunération", chapitre 3 "Gouvernement d'entreprise" du Document de référence.

Il n'y a pas de transactions significatives entre Crédit Agricole S.A. et ses principaux dirigeants, leurs familles ou les sociétés qu'ils contrôlent et qui ne rentrent pas dans le périmètre de consolidation du Groupe.

(1) À l'exception de la Caisse régionale de la Corse qui est consolidée en intégration globale.

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

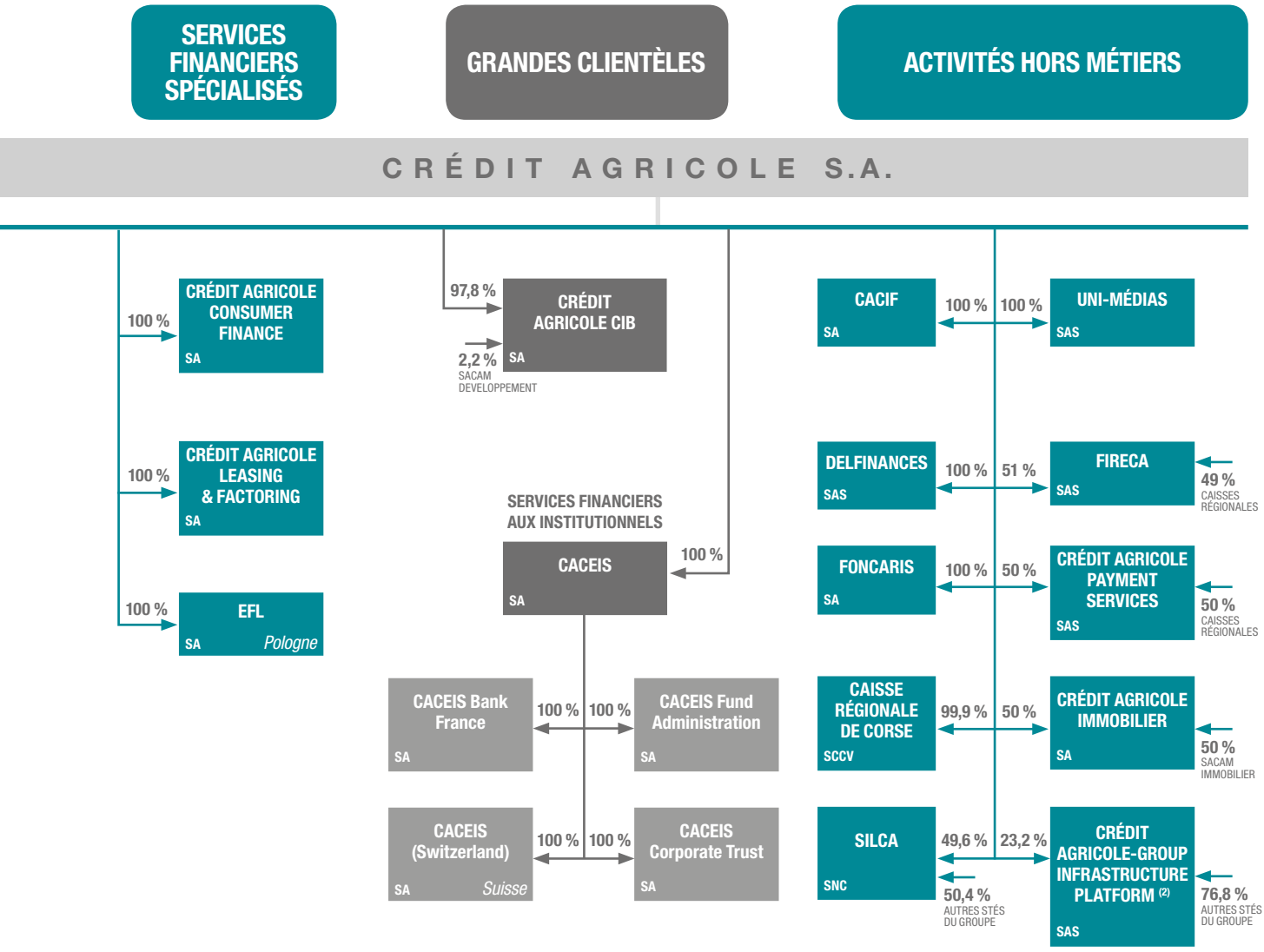
% D'INTÉRÊT (1)



(1) Pourcentage d'intérêt direct de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales, hors titres d'autocontrôle.
(2) Consolidé à partir de janvier 2019.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

AU 31 DÉCEMBRE 2018



Les flux financiers entre Crédit Agricole S.A. et ses filiales font l'objet, le cas échéant, de conventions réglementées, qui font elles-mêmes l'objet d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes.

Les mécanismes internes au groupe Crédit Agricole (notamment entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales) sont détaillés dans le paragraphe "Mécanismes financiers internes", en introduction aux états financiers consolidés.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les zones grisées dans les tableaux des notes annexes aux états financiers consolidés concernent des rubriques non applicables dans le référentiel comptable correspondant.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	4.1	24 817	24 704
Intérêts et charges assimilées	4.1	(13 247)	(12 428)
Commissions (produits)	4.2	10 600	9 534
Commissions (charges)	4.2	(6 441)	(5 729)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	(3 093)	4 620
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		496	
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		(3 589)	
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	192	
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		71	
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		121	
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente			3 028
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	-	
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.5	-	
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.5	-	
Produits des autres activités	4.6	42 517	32 831
Charges des autres activités	4.6	(35 900)	(37 926)
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition	5.3	291	
Produit net bancaire		**19 736**	**18 634**
Charges générales d'exploitation	4.7	(11 830)	(11 438)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.8	(759)	(765)
Résultat brut d'exploitation		**7 147**	**6 431**
Coût du risque	4.9	(1 081)	(1 422)
Résultat d'exploitation		**6 066**	**5 009**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		255	728
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	89	6
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.15	86	186
Résultat avant impôt		**6 496**	**5 929**
Impôts sur les bénéfices	4.11	(1 466)	(1 732)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		(3)	20
Résultat net		**5 027**	**4 217**
Participations ne donnant pas le contrôle	6.20	627	568
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		**4 400**	**3 649**
Résultat par action [1] *(en euros)*	**6.19**	**1,387**	**1,124**
Résultat dilué par action [1] *(en euros)*	**6.19**	**1,387**	**1,124**

(1) Correspond au résultat y compris Résultat net d'impôt des activités abandonnées.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Résultat net		**5 027**	**4 217**
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.12	51	4
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre [1]	4.12	383	
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables [1]	4.12	130	
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	**4.12**	**564**	**4**
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	**4.12**	**1**	**24**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	**4.12**	**(259)**	**(28)**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	**4.12**	**(3)**	**(1)**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	**4.12**	**5**	**(9)**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	**4.12**	**308**	**(10)**
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.12	248	(683)
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente			(530)
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.12	(1 225)	
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.12	(138)	(356)
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition	4.12-5.3	(356)	
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	**4.12**	**(1 471)**	**(1 569)**
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	**4.12**	**(11)**	**(386)**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	**4.12**	**547**	**355**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	**4.12**	**1**	**(16)**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	**4.12**	**(2)**	**(15)**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	**4.12**	**(936)**	**(1 631)**
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	**4.12**	**(628)**	**(1 641)**
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		**4 399**	**2 576**
Dont part du Groupe		3 805	2 070
Dont participations ne donnant pas le contrôle		594	506

(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables : + 78 millions d'euros (cf. note 4.12).

BILAN ACTIF

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales	6.1	66 976	50 755	50 761
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-6.2-6.6-6.7	365 475	363 737	321 404
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		225 605	222 136	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		139 870	141 601	
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	14 322	16 429	16 435
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-6.4-6.6-6.7	253 620	258 603	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		250 202	255 478	
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		3 418	3 125	
Actifs financiers disponibles à la vente	3.1-6.4-6.6-6.7			307 058
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.3-6.5-6.6-6.7	840 201	781 522	
Prêts et créances sur les établissements de crédit		412 981	388 716	394 051
Prêts et créances sur la clientèle		369 456	341 114	360 079
Titres de dettes		57 764	51 692	
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		6 375	5 978	5 978
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3.1-6.5-6.6-6.7			20 179
Actifs d'impôts courants et différés	6.10	4 480	4 741	4 462
Comptes de régularisation et actifs divers	6.11	38 013	36 197	36 197
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		257	495	495
Participation aux bénéfices différée	6.16	52	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6.12	6 368	5 108	5 177
Immeubles de placement	6.13	6 408	6 196	6 196
Immobilisations corporelles	6.14	4 069	4 210	4 210
Immobilisations incorporelles	6.14	2 287	2 180	2 180
Écarts d'acquisition	6.15	15 491	15 421	15 421
TOTAL DE L'ACTIF		**1 624 394**	**1 551 572**	**1 550 283**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

BILAN PASSIF

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Banques centrales	6.1	949	3 185	3 185
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	228 111	227 848	227 887
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		193 956	196 444	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		34 155	31 404	
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	12 085	13 271	13 271
Passifs financiers au coût amorti		913 600	840 095	
Dettes envers les établissements de crédit	3.3-6.8	131 960	125 590	125 590
Dettes envers la clientèle	3.1-3.3-6.8	597 170	550 746	550 746
Dettes représentées par un titre	3.3-6.8	184 470	163 759	163 708
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		6 612	6 565	6 565
Passifs d'impôts courants et différés	6.10	2 376	3 287	3 482
Comptes de régularisation et passifs divers	6.11	42 309	40 530	40 530
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		229	354	354
Provisions techniques des contrats d'assurance	6.16	324 033	322 516	320 417
Provisions	6.17	5 809	4 935	4 421
Dettes subordonnées	3.3-6.18	22 765	25 421	25 421
Total dettes		**1 558 878**	**1 488 007**	**1 485 577**
Capitaux propres		**65 516**	**63 565**	**64 706**
Capitaux propres part du Groupe		**58 811**	**57 135**	**58 056**
Capital et réserves liées		27 009	26 749	26 749
Réserves consolidées		26 179	28 568	24 705
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 214	1 812	2 947
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées		9	6	6
Résultat de l'exercice		4 400		3 649
Participations ne donnant pas le contrôle		**6 705**	**6 430**	**6 650**
TOTAL DU PASSIF		**1 624 394**	**1 551 572**	**1 550 283**

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Part du Groupe				
	Capital et réserves liées				
	Capital	Prime et réserves consolidées liées au capital	Élimination des titres auto-détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total capital et réserves consolidées
Capitaux propres au 1er janvier 2017	**8 538**	**40 327**	**(132)**	**5 011**	**53 744**
Augmentation de capital	-	-	-	-	**-**
Variation des titres auto-détenus	-	-	1	-	**1**
Émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	(12)	**(12)**
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	(454)	-	-	**(454)**
Dividendes versés en 2017	-	(1 716)	-	-	**(1 716)**
Effet des acquisitions/cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	(54)	-	-	**(54)**
Mouvements liés aux paiements en actions	-	13	-	-	**13**
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	**-**	**(2 211)**	**1**	**(12)**	**(2 222)**
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	(55)	-	-	**(55)**
Résultat 2017	-	-	-	-	**-**
Autres variations	-	(13)	-	-	**(13)**
Capitaux propres au 31 décembre 2017	**8 538**	**38 048**	**(131)**	**4 999**	**51 454**
Affectation du résultat 2017	-	3 649	-	-	**3 649**
Capitaux propres au 1er janvier 2018	**8 538**	**41 697**	**(131)**	**4 999**	**55 103**
Impacts nouvelles normes (1)	-	214	-	-	**214**
Capitaux propres au 1er janvier 2018 retraité	**8 538**	**41 911**	**(131)**	**4 999**	**55 317**
Augmentation de capital	61	168	-	-	**229**
Variation des titres auto-détenus	-	-	(20)	-	**(20)**
Émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	12	**12**
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	(443)	-	-	**(443)**
Dividendes versés en 2018	-	(1 802)	-	-	**(1 802)**
Effet des acquisitions/cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	(8)	-	-	**(8)**
Mouvements liés aux paiements en actions	-	20	-	-	**20**
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	**61**	**(2 065)**	**(20)**	**12**	**(2 012)**
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-**	**(59)**	**-**	**-**	**(59)**
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	(47)	-	-	**(47)**
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	(12)	-	-	**(12)**
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	19	-	-	**19**
Résultat 2018	-	-	-	-	**-**
Autres variations (2)	-	(77)	-	-	**(77)**
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2018	**8 599**	**39 729**	**(151)**	**5 011**	**53 188**

(1) Le détail des impacts sur les capitaux propres de l'application de la norme IFRS 9 est présenté dans la note "Impact sur les capitaux propres de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018".
(2) Les autres variations concernent principalement un ajustement au titre du traitement des placements de l'assurance et l'impact de passifs prescrits à l'issue de nouvelles analyses juridiques.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Part du Groupe					Participations ne donnant pas le contrôle				
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres	Capitaux propres consolidés
5 087	**(555)**	**4 532**	**-**	**58 276**	**5 699**	**(13)**	**(25)**	**(38)**	**5 661**	**63 937**
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	**1**	-	-	-	-	-	**1**
-	-	-	-	**(12)**	-	-	-	-	-	**(12)**
-	-	-	-	**(454)**	(12)	-	-	-	**(12)**	**(466)**
-	-	-	-	**(1 716)**	(298)	-	-	-	**(298)**	**(2 014)**
-	-	-	-	**(54)**	672	-	-	-	**672**	**618**
-	-	-	-	**13**	6	-	-	-	**6**	**19**
-	**-**	**-**	**-**	**(2 222)**	368	**-**	**-**	**-**	**368**	**(1 854)**
(1 178)	**(33)**	**(1 211)**	**-**	**(1 211)**	-	**(51)**	**-**	**(51)**	**(51)**	**(1 262)**
(391)	23	**(368)**	**-**	**(423)**	4	(11)	-	(11)	**(7)**	**(430)**
-	-	-	**3 649**	**3 649**	568	-	-	-	**568**	**4 217**
-	-	-	-	**(13)**	111	-	-	-	**111**	**98**
3 518	**(565)**	**2 953**	**3 649**	**58 056**	**6 750**	**(75)**	**(25)**	**(100)**	**6 650**	**64 706**
-	-	-	**(3 649)**	**-**	**-**	-	-	-	**-**	**-**
3 518	**(565)**	**2 953**	**-**	**58 056**	**6 750**	**(75)**	**(25)**	**(100)**	**6 650**	**64 706**
(274)	(861)	**(1 135)**	**-**	**(921)**	(232)	(19)	31	12	**(220)**	**(1 141)**
3 244	**(1 426)**	**1 818**	**-**	**57 135**	**6 518**	**(94)**	**6**	**(88)**	**6 430**	**63 565**
-	-	-	-	**229**	-	-	-	-	-	**229**
-	-	-	-	**(20)**	-	-	-	-	-	**(20)**
-	-	-	-	**12**	-	-	-	-	-	**12**
-	-	-	-	**(443)**	(13)	-	-	-	**(13)**	**(456)**
-	-	-	-	**(1 802)**	(353)	-	-	-	**(353)**	**(2 155)**
-	-	-	-	**(8)**	9	-	-	-	**9**	**1**
-	-	-	-	**20**	9	-	-	-	**9**	**29**
-	**-**	**-**	**-**	**(2 012)**	**(348)**	**-**	**-**	**-**	**(348)**	**(2 360)**
(908)	**323**	**(585)**	**-**	**(644)**	**(1)**	**(18)**	**(13)**	**(31)**	**(32)**	**(676)**
-	47	**47**	**-**	**-**	(1)	-	1	1	**-**	**-**
-	12	**12**	**-**	**-**	**-**	-	-	-	**-**	**-**
(8)	(2)	**(10)**	**-**	**9**	2	(2)	-	(2)	**-**	**9**
-	-	-	**4 400**	**4 400**	627	-	-	-	**627**	**5 027**
-	-	-	-	**(77)**	28	-	-	-	**28**	**(49)**
2 328	**(1 105)**	**1 223**	**4 400**	**58 811**	**6 826**	**(114)**	**(7)**	**(121)**	**6 705**	**65 516**

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole S.A.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques "Juste valeur par résultat" ou "Juste valeur par capitaux propres non recyclables" sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

Les **flux de trésorerie** nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement **des activités abandonnées** sont présentés dans des rubriques distinctes dans le tableau de flux de trésorerie.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Résultat avant impôt		**6 496**	**5 929**
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		759	786
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	6.15	(86)	(186)
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		10 333	13 614
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		(482)	(985)
Résultat net des activités d'investissement		(89)	(532)
Résultat net des activités de financement		2 970	3 214
Autres mouvements		(2 104)	(5 389)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		**11 301**	**10 522**
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		(14 938)	5 363
Flux liés aux opérations avec la clientèle		15 330	12 327
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		7 770	(4 670)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(651)	140
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence (1)		190	245
Impôts versés		(568)	(1 275)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		**7 133**	**12 130**
Flux provenant des activités abandonnées		**-**	**1**
Total flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		**24 930**	**28 582**
Flux liés aux participations (2)		**(1 072)**	**(1 523)**
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		**(688)**	**(1 060)**
Flux provenant des activités abandonnées		**6**	**-**
Total flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		**(1 754)**	**(2 583)**
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)		**(2 465)**	**(1 589)**
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4)		**535**	**3 654**
Flux provenant des activités abandonnées		**-**	**-**
Total flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		**(1 930)**	**2 065**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		**864**	**(1 521)**
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)		**22 110**	**26 543**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		**52 075**	**25 532**
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		47 565	24 339
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		4 510	1 193
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		**74 185**	**52 075**
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		66 017	47 565
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		8 168	4 510
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		**22 110**	**26 543**

* Composé du solde net du poste "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

** Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.5 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.8 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole).

(1) **Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence :** au 31 décembre 2018, ce montant comprend le versement des dividendes des sociétés de l'assurance pour 156 millions d'euros, des filiales d'Amundi pour 16 millions d'euros, de Wafasalaf pour 13 millions euros et de Crédit Agricole Immobilier pour 5 millions d'euros.

(2) **Flux liés aux participations :** cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation.
- L'impact net sur la trésorerie du Groupe des acquisitions et des cessions des titres de participation consolidés (filiales et mises en équivalence) au 31 décembre 2018 s'établit à - 410 millions d'euros. Les principales opérations concernent l'acquisition de Banca Leonardo pour - 20 millions d'euros net de trésorerie acquise, l'entrée dans le périmètre d'Iris Holding pour - 88 millions d'euros, les cessions de CACEIS USA et de CACEIS Canada pour + 14 millions d'euros, la cession de la Banque Thémis pour - 40 millions d'euros, la souscription aux augmentations de capital des sociétés mises en équivalence avec Frey pour - 44 millions d'euros, d'entités Amundi pour - 69 millions d'euros et d'entités CACF pour - 89 millions d'euros.
- Sur la même période, l'impact net des acquisitions et des cessions de titres de participations non consolidés sur la trésorerie du Groupe ressort à - 656 millions d'euros dont - 756 millions d'euros réalisées dans le cadre des investissements de l'assurance.

(3) **Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires :** ce montant correspond principalement à l'augmentation de capital réservée aux salariés pour 135 millions d'euros. En outre, 2 611 millions d'euros de dividendes, hors dividendes payés en actions, ont été versés par le groupe Crédit Agricole S.A. Il se décompose de la manière suivante :
- dividendes versés par Crédit Agricole S.A. pour - 1 802 millions d'euros ;
- dividendes versés par les filiales aux Participations ne donnant pas le contrôle pour - 366 millions d'euros ; et
- intérêts, assimilables à des dividendes, sur les instruments financiers à durée indéterminée assimilés à des capitaux propres pour - 443 millions d'euros.

(4) **Autres flux nets de trésorerie provenant des flux liés aux opérations de financement :** au 31 décembre 2018, les émissions de dettes obligataires s'élèvent à 15 314 millions d'euros et les remboursements à - 8 783 millions d'euros. Les émissions de dettes subordonnées s'élèvent à 2 624 millions d'euros et les remboursements à - 5 430 millions d'euros. Ce poste recense également les flux liés aux versements d'intérêts sur les dettes subordonnées et obligataires pour - 3 190 millions d'euros.

NOTES ANNEXES SUR LES EFFETS DE L'APPLICATION DE LA NORME IFRS 9 AU 1ER JANVIER 2018

TRANSITION DU BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2017 AU 1ER JANVIER 2018

Les tableaux suivants présentent les actifs et passifs financiers impactés par la mise en place de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018.

Actifs financiers

Actifs financiers		31/12/2017	01/01/2018					
		IAS 39	Reclassements au titre d'IFRS 9					
				Actifs financiers à la juste valeur par résultat				
					Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat			
(en millions d'euros)		Valeur au bilan selon IAS 39	Banques centrales	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Instruments de capitaux propres	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option
IAS 39	Banques centrales	49 319	49 319					
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	321 404		221 095	9 905	34 778	51 600	3
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	221 089		221 095		-		-
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option (1)	100 315		-	9 905	34 778	51 600	3
	Instruments dérivés de couverture	16 435		-				
	Actifs financiers disponibles à la vente	307 058		7	23 725	19 193		-
	Prêts et créances sur les établissements de crédit	394 051		-		-		-
	Prêts et créances sur la clientèle	360 079		1 034		2 455		-
	Titres détenus jusqu'à l'échéance	20 179		-		-		-
	Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	495				-		-
	Participation dans les entreprises mises en équivalence	5 177				-		-
	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39	**1 474 197**						
	Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9		**(6)**	**-**	**-**	**(58)**		**-**
01/01/2018	**Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9**		**49 313**	**222 136**	**33 630**	**56 368**	**51 600**	**3**

(1) Les reclassements liés aux actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option se décomposent comme suit :

	IAS 39	Reclassements au titre d'IFRS 9	
		Dont actifs financiers reclassés hors de la catégorie juste valeur par résultat sur option sous IFRS 9	
(en millions d'euros)	Valeur comptable selon IAS 39	Reclassements imposés par les dispositions d'IFRS 9	Reclassements effectués par choix
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**100 315**	**100 312**	**-**
Instruments de dette	83 245	83 242	-
Instruments de capitaux propres	17 070	17 070	

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

01/01/2018							
Reclassements au titre d'IFRS 9							
	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		Actifs financiers au coût amorti				
Instruments dérivés de couverture	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes	Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	Participations dans les entreprises mises en équivalence
(6)	4 028	-	-	-	-		
(6)	-		-	-			
	4 028	-	-	-	-		
16 435							
	232 952	3 125	-	-	28 056		
	5 165		388 847	-	39		
	-			342 227	14 363		
	10 805			-	9 375		
	-			-	-	495	
	-			-	-		5 177
	2 528	**-**	**(131)**	**(1 113)**	**(141)**	**-**	**(69)**
16 429	**255 478**	**3 125**	**388 716**	**341 114**	**51 692**	**495**	**5 108**

6

Passifs financiers

Passifs financiers		31/12/2017	01/01/2018	
		IAS 39	Reclassements au titre d'IFRS 9	
			Passifs financiers à la juste valeur par résultat	
(en millions d'euros)		Valeur au bilan selon IAS 39	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option
IAS 39	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	227 887	196 444	31 404
	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	196 444	196 444	
	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option (1)	31 443		31 404
	Instruments dérivés de couverture	13 271	-	
	Dettes envers les établissements de crédit	125 590		-
	Dettes envers la clientèle	550 746		-
	Dettes représentées par un titre	163 708		-
	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	354		
	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39	**1 081 556**		
	Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9		**-**	**-**
01/01/2018	**Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9**		**196 444**	**31 404**

(1) Les reclassements liés aux passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option se décomposent comme suit :

	IAS 39	Reclassements au titre d'IFRS 9	
		Dont passif financiers reclassés hors de la catégorie juste valeur par résultat sur option sous IFRS 9	
(en millions d'euros)	Valeur comptable selon IAS 39	Reclassements imposés par les dispositions d'IFRS 9	Reclassements effectués par choix
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**31 443**	**-**	**39**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

01/01/2018					
Reclassements au titre d'IFRS 9					
		Passifs financiers au coût amorti			
	Instruments dérivés de couverture	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Dettes représentées par un titre	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées
	-	-	-	39	
	-				
		-	-	39	
	13 271				
		125 590			
			550 746		
				163 708	
					354
	-	-	-	12	
	13 271	125 590	550 746	163 759	354

TRANSITION ENTRE LES DÉPRÉCIATIONS OU PROVISIONS CONSTITUÉES SELON IAS 39 ET LES CORRECTIONS DE VALEUR POUR PERTES CONSTITUÉES SELON IFRS 9

Au titre de l'application d'IFRS 9 au 1er janvier 2018, les modalités de provisionnement évoluent de manière significative. Le tableau suivant présente l'évolution des dépréciations ou provisions passives comptabilisées au 31 décembre 2017 (selon les dispositions d'IAS 39) vers le montant de correction de valeur pour pertes comptabilisé au 1er janvier 2018 (selon les dispositions d'IFRS 9) :

		31/12/2017	01/01/2018				
		IAS 39	IFRS 9 – Reclassements des montants de dépréciations				
				Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
					Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		
(en millions d'euros)		Montant de la dépréciation	Banques centrales	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Instruments de capitaux propres	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option
Dépréciations selon IAS 39	Banques centrales	-	-				
	Actifs disponibles à la vente	(1 158)		(10)	(545)	(93)	-
	Prêts et créances sur les établissements de crédit	(386)		-	-	-	-
	Prêts et créances sur la clientèle	(9 979)		-	-	(185)	-
	Titres détenus jusqu'à l'échéance	-		-	-	-	-
	Soldes comptables des dépréciations selon les dispositions d'IAS 39	**(11 523)**					
	Retraitements des dépréciations selon IFRS 9		**(6)**	**10**	**545**	**278**	**-**
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie juste valeur par résultat sous IAS 39		-	-			
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie actifs disponibles à la vente sous IAS 39		-	10	545	93	-
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie prêts et créances sous IAS 39		-	-	-	185	-
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie titres détenus jusqu'à l'échéance sous IAS 39		-	-	-	-	-
01/01/2018	**Soldes comptables des dépréciations selon les dispositions d'IFRS 9**		**(6)**	**-**	**-**	**-**	**-**

Provisions sur engagements de hors bilan *(en millions d'euros)*	31/12/2017 IAS 39 – Montant de provisions	Retraitements des provisions selon IFRS 9	01/01/2018 IFRS 9 – Montant de provisions
Engagements de financement	119	409	528
Engagements de garantie	370	105	475
Soldes comptables de provisions	**489**	**514**	**1 003**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

01/01/2018				
IFRS 9 – Reclassements des montants de dépréciations				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		Actifs financiers au coût amorti		
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes
(4)	(506)	-	-	-
-		(386)		-
-			(9 794)	-
-				-
(144)	**506**	**(47)**	**(1 113)**	**(15)**
(1)	-	-	-	-
(140)	506	-	-	(10)
-	-	(47)	(1 113)	(2)
(2)	-	-	-	(3)
(148)	**-**	**(433)**	**(10 907)**	**(15)**

La répartition entre dépréciations collectives et dépréciations individuelles sous IAS 39 au 31 décembre 2017 est la suivante :

Ventilation des dépréciations des actifs financiers sous IAS 39 *(en millions d'euros)*	31/12/2017 Dépréciations collectives	 Dépréciations individuelles
Soldes comptables de dépréciations selon les dispositions d'IAS 39	**(1 946)**	**(9 577)**

La répartition des dépréciations par étapes de dépréciations (ou buckets) sous IFRS 9 au 1er janvier est la suivante :

Actifs financiers *(en millions d'euros)*	01/01/2018 *Bucket 1*	 *Bucket 2*	 *Bucket 3*
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(104)	(40)	(4)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Titres de dettes	(104)	(40)	(4)
Actifs financiers au coût amorti	(805)	(1 558)	(8 992)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	(46)	(1)	(386)
Prêts et créances sur la clientèle	(745)	(1 556)	(8 606)
Titres de dettes	(14)	(1)	-
TOTAL	**(909)**	**(1 598)**	**(8 996)**

Engagements hors bilan *(en millions d'euros)*	01/01/2018 *Bucket 1*	 *Bucket 2*	 *Bucket 3*
Engagements de financement	133	277	118
Engagements de garantie	52	109	314
TOTAL	**185**	**386**	**432**

ACTIFS FINANCIERS AYANT FAIT L'OBJET D'UN RECLASSEMENT DU FAIT DE LA MISE EN APPLICATION D'IFRS 9

(en millions d'euros)	31/12/2018 Comptabilisation selon les dispositions d'IFRS 9 Valeur au bilan	 Produits/ charges d'intérêts comptabilisés	Comptabilisation selon les dispositions d'IFRS 9 si le reclassement n'avait pas eu lieu Juste valeur	 Gain/Pertes comptabilisés en résultat net	 Gain/Pertes comptabilisés directement en capitaux propres
Actifs financiers à la juste valeur par résultat reclassés en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 938	94	3 938	29	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	3 938	94	*3 938*	*29*	
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-		-	-	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat reclassés en actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	
Titres de dettes	-	-	-	-	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres reclassés en actifs financiers au coût amorti	16 210	159	15 518	57	30
Prêts et créances sur les établissements de crédit					
Prêts et créances sur la clientèle					
Titres de dettes	16 210	159	15 518	57	30
TOTAL	**20 148**	**253**	**19 456**	**86**	**30**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Impact sur les capitaux propres de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018

(en millions d'euros)	Impact de 1re application d'IFRS 9 au 01/01/2018 (1)		
	Capitaux propres consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres – Participations ne donnant pas le contrôle
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2017 – NORME IAS 39	**64 706**	**58 056**	**6 650**
Incidence sur les réserves (A+B+C)	**(18)**	**214**	**(232)**
Réévaluation liée au risque de crédit propre sur passifs à la juste valeur par résultat sur option	348	341	7
Reclassement depuis actifs disponibles à la vente vers juste valeur par résultat (y compris annulation de la provision le cas échéant ; en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)	1 687	1 673	14
Reclassement depuis actifs disponibles à la vente vers juste valeur par capitaux propres non recyclables : impact de l'annulation de la dépréciation durable (le cas échéant)	445	384	61
Reclassement depuis actifs disponibles à la vente vers juste valeur par capitaux propres non recyclables : reclassement de la portion couverte en juste valeur (le cas échéant)	(499)	(406)	(92)
Reclassement depuis coût amorti vers juste valeur par résultat (y compris frais d'acquisition restant à étaler, en cas de couverture de juste valeur reclassement uniquement de la portion non couverte)	(110)	(108)	(2)
Actifs (vers juste valeur par résultat)	(110)	(108)	(2)
Passifs (vers juste valeur par résultat)	-	-	-
Reclassement depuis juste valeur par résultat vers juste valeur par capitaux propres recyclables	(75)	(75)	-
Reclassement depuis juste valeur par résultat vers coût amorti (y compris commissions restant à étaler)	-	-	-
Actifs (depuis juste valeur par résultat par nature et sur option)	-	-	-
Passifs (depuis juste valeur par résultat sur option)	-	-	-
Impact des arrêts de couverture hors couverture de juste valeur	-	-	-
Comptabilisation des pertes de crédit attendues (sur actifs financiers, actifs entrant dans le champs d'IAS 17 et IFRS 15, engagements hors bilan)	(1 192)	(971)	(221)
Reclassement des instruments de capitaux propres juste valeur par résultat sur option vers juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-	-
Impact des modifications sur actifs/passifs financiers évalués au coût amorti	(63)	(63)	-
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'application de l'approche par superposition	(494)	(494)	-
Réserves – hors entreprises mises en équivalence (A)	**48**	**280**	**(232)**
Réserves – entreprises mises en équivalence (B)	**(66)**	**(66)**	**-**
Réserves – activités abandonnées (C)	**-**	**-**	**-**
Incidence sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (D+E+F)	**(293)**	**(274)**	**(19)**
Reclassement depuis actifs disponibles à la vente vers juste valeur par résultat (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)	(1 687)	(1 673)	(14)
Reclassement depuis actifs disponibles à la vente vers coût amorti (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)	(99)	(99)	-
Reclassement depuis coût amorti vers juste valeur par capitaux propres recyclables (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)	362	360	2
Reclassement des instruments de capitaux propres depuis actifs disponibles à la vente vers juste valeur par capitaux propres non recyclables	500	508	(8)
Reclassement depuis juste valeur par résultat vers juste valeur par capitaux propres recyclables	75	75	-
Impact des arrêts de couverture hors couverture de juste valeur	-	-	-
Comptabilisation des pertes de crédit attendues sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	32	31	1
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'application de l'approche par superposition	494	494	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (net d'impôt) – hors entreprises mises en équivalence (D)	**(324)**	**(305)**	**(19)**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (net d'impôt) – entreprises mises en équivalence (E)	**31**	**31**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées (F)	**-**	**-**	**-**

(1) Les montants présentés sont net d'impôts.

Impact sur les capitaux propres de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018 – suite

(en millions d'euros)	Impact de 1re application d'IFRS 9 au 01/01/2018 (1)		
	Capitaux propres consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres – Participations ne donnant pas le contrôle
Incidence sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (G+H+I)	**(830)**	**(861)**	**31**
Réévaluation liée au risque de crédit propre sur passifs à la juste valeur par résultat sur option	(348)	(341)	(7)
Reclassement des instruments de capitaux propres depuis actifs disponibles à la vente vers juste valeur par capitaux propres non recyclables	(447)	(486)	39
Reclassement des instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat sur option vers juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (net d'impôts) – hors entreprises mises en équivalence (G)	**(796)**	**(827)**	**31**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (net d'impôts) – entreprises mises en équivalence (H)	**(33)**	**(33)**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées (I)	**-**	**-**	**-**
Total – impact sur les capitaux propres lié à la mise en application d'IFRS 9	**(1 141)**	**(921)**	**(220)**
CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2018 – NORME IFRS 9	**63 565**	**57 135**	**6 430**

(1) Les montants présentés sont net d'impôts.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

SOMMAIRE DÉTAILLÉ DES NOTES

Note 1 **Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés** 372
1.1 Normes applicables et comparabilité 372
1.2 Principes et méthodes comptables 373
1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28) 388

Note 2 **Principales opérations de structure et événements significatifs de la période** 390
2.1 Mise en application de la nouvelle norme IFRS 9 390
2.2 Mise en application de la nouvelle norme IFRS 15 390
2.3 Partenariat entre Crédit Agricole Consumer Finance et Banco BPM dans le crédit à la consommation en Italie 390
2.4 Partenariat exclusif entre Crédit Agricole Consumer Finance et Bankia 391
2.5 Partenariat de bancassurance avec Credito Valtellinese en Italie 391
2.6 Principales variations du périmètre de consolidation 391
2.7 Projet de cession de Crédit Agricole Life (IFRS 5) 392
2.8 Suppression du dividende majoré 392
2.9 Augmentation de capital Crédit Agricole S.A. réservée aux salariés 392
2.10 Augmentation de capital Amundi réservée aux salariés 393
2.11 Lancement d'un programme de rachat d'actions Amundi 393
2.12 Augmentation de capital LCL 393
2.13 Contentieux fiscal sur titres Emporiki 393
2.14 Amende FCA Bank 393
2.15 Mesures sociales et gouvernementales 393
2.16 Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution et Fonds de Résolution Unique 394

Note 3 **Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture** 394
3.1 Risque de crédit 394
3.2 Risque de marché 411
3.3 Risque de liquidité et de financement 416
3.4 Comptabilité de couverture 418
3.5 Risques opérationnels 422
3.6 Gestion du capital et ratios réglementaires 422

Note 4 **Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres** 422
4.1 Produits et charges d'intérêts 422
4.2 Produits et charges de commissions 423
4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat 423
4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres 424
4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti 425
4.6 Produits (Charges) nets des autres activités 425
4.7 Charges générales d'exploitation 425
4.8 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles 426
4.9 Coût du risque 427
4.10 Gains ou pertes nets sur autres actifs 428
4.11 Impôts 428
4.12 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres 429

Note 5 **Informations sectorielles** 432
5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel 433
5.2 Information sectorielle par zone géographique 434
5.3 Spécificités de l'assurance 435

Note 6 **Notes relatives au bilan** 439
6.1 Caisse, Banques centrales 439
6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat 440
6.3 Instruments dérivés de couverture 442
6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres 442
6.5 Actifs financiers au coût amorti 444
6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue 446
6.7 Exposition au risque souverain 450
6.8 Passifs financiers au coût amorti 452
6.9 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers 453
6.10 Actifs et passifs d'impôts courants et différés 455
6.11 Comptes de régularisation actif, passif et divers 455
6.12 Co-entreprises et entreprises associées 456
6.13 Immeubles de placement 458
6.14 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) 459
6.15 Écarts d'acquisition 460
6.16 Provisions techniques des contrats d'assurance 462
6.17 Provisions 463
6.18 Dettes subordonnées 468
6.19 Capitaux propres 469
6.20 Participations ne donnant pas le contrôle 472
6.21 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle 473

Note 7 **Avantages au personnel et autres rémunérations** 474
7.1 Détail des charges de personnel 474
7.2 Effectif moyen de la période 474
7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies 474
7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies 475
7.5 Autres avantages sociaux 477
7.6 Paiements à base d'actions 477
7.7 Rémunérations de dirigeants 477

Note 8 **Engagements de financement et de garantie et autres garanties** 478

Note 9 **Reclassements d'instruments financiers** 479

Note 10 **Juste valeur des instruments financiers** 480
10.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti 480
10.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur 482
10.3 Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine 493

Note 11 **Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018** 493
11.1 Information sur les filiales 493
11.2 Composition du périmètre 494

Note 12 **Participations et entités structurées non consolidées** 507
12.1 Participations non consolidées 507
12.2 Informations sur les entités structurées non consolidées 507

Note 13 **Événements postérieurs au 31 décembre 2018** 510

6

Note 1 Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

1.1 NORMES APPLICABLES ET COMPARABILITÉ

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2018 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2017.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2018 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2018. Celles-ci portent sur :

Normes, amendements ou interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
IFRS 9 "Instruments financiers" Remplacement d'IAS 39 "Instruments financiers : classification et évaluation, dépréciation, couverture"	22 novembre 2016 (UE 2016/2067)	1er janvier 2018	Oui
Amendement à IFRS 4 "Contrats d'assurance" / IFRS 9 "Instruments financiers" Proposition d'approches optionnelles permettant aux entreprises ayant des activités d'assurance de gérer le décalage d'application entre les normes IFRS 9 et IFRS 4	3 novembre 2017 (UE 2017/1988)	1er janvier 2018	Oui
IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients" Remplacement d'IAS 11 sur la reconnaissance des contrats de construction et d'IAS 18 sur la reconnaissance des produits ordinaires	22 septembre 2016 (UE 2016/1905)	1er janvier 2018	Oui
Amendement à IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients" Clarifications à IFRS 15	31 octobre 2017 (UE 2017/1987)	1er janvier 2018	Oui
Améliorations des IFRS cycle 2014-2016 :			
■ IFRS 12 "Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités"	7 février 2018 (UE 2018/182)	1er janvier 2017	Oui
■ IAS 28 "Participations dans des entreprises associées et des coentreprises"		1er janvier 2018	Oui
■ IFRS 1 "Première adoption des normes internationales d'information financière"		1er janvier 2018	Non
Amendement à IFRS 2 "Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions" Clarifications à IFRS 2	26 février 2018 (UE 2018/289)	1er janvier 2018	Oui
Amendement à IAS 40 "Immeubles de placement" Clarification du principe de transfert, entrée ou sortie, de la catégorie Immeubles de placement	14 mars 2018 (UE 2018/400)	1er janvier 2018	Oui
IFRIC 22 "Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée" Clarifications à IAS 21 "Effets des variations des cours des monnaies étrangères"	3 avril 2018 (UE 2018/519)	1er janvier 2018	Oui

Ainsi, le groupe Crédit Agricole S.A. publie pour la première fois à compter du 1er janvier 2018 ses états financiers IFRS en application de la norme IFRS 9 "Instruments financiers" et de la norme IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients" (cf. chapitre 1.2 "Principes et méthodes comptables").

La norme IFRS 9 "Instruments financiers" remplace la norme IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation". Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

La norme IFRS 9 est d'application rétrospective et obligatoire à compter du 1er janvier 2018 en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans l'obligation de retraiter les états financiers de la période comparative 2017. En conséquence, les actifs et passifs relatifs aux instruments financiers 2017 sont comptabilisés et évalués selon l'application de la norme IAS 39 telle que décrite dans les principes et méthodes comptables présentés dans les états financiers 2017.

La norme IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients" remplace les normes IAS 11 "Contrats de construction", IAS 18 "Produits des activités ordinaires", ainsi que toutes les interprétations liées (IFRIC 13 "Programmes de fidélisation de la clientèle", IFRIC 15 "Contrats de construction de biens immobiliers", IFRIC 18 "Transferts d'actifs provenant de clients" et SIC 31 "Produits des activités ordinaires – opérations de troc impliquant des services de publicité").

Pour la première application de la norme IFRS 15, le groupe Crédit Agricole S.A. a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017. L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, amendements ou interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendement à IFRS 9 "Instruments financiers" Options de remboursement anticipé avec pénalité négative	22 mars 2018 (UE 2018/498)	1er janvier 2019 (1)	Oui
IFRS 16 "Contrats de location" Remplacement d'IAS 17 sur la comptabilisation des contrats de location	31 octobre 2017 (UE 2017/1986)	1er janvier 2019	Oui
IFRIC 23 "Positions fiscales incertaines" Clarification d'IAS 12 sur l'évaluation et la comptabilisation d'un actif ou passif d'impôt en situation d'incertitude quant à l'application de la législation fiscale	23 octobre 2018 (UE 2018/1595)	1er janvier 2019	Oui

(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9 à compter du 1er janvier 2018.

La norme IFRS 16 "Contrats de location" remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 "Déterminer si un accord contient un contrat de location", SIC 15 "Avantages dans les contrats de location" et SIC 27 "Évaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location"). Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 imposera pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Dès 2017, le groupe Crédit Agricole S.A. s'est organisé pour mettre en œuvre la norme IFRS 16 dans les délais requis, en y intégrant les fonctions comptables, finances, risques et achats. Une première étude d'impact de la mise en œuvre de la norme dans le Groupe a été réalisée au second semestre 2017 sur la base des états financiers au 31 décembre 2016. L'ensemble de ces travaux se sont poursuivis sur 2018. Le Groupe a finalisé le choix des options structurantes liées à l'interprétation de la norme, a choisi les solutions informatiques nécessaires pour permettre le traitement de données de l'ensemble des contrats de location du Groupe et a réalisé au second semestre des chiffrages d'impacts sur la base des états financiers au 31 décembre 2017.

Le Groupe appliquera la méthode rétrospective modifiée conformément au paragraphe C5(b) de la norme IFRS 16 en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale à la date de transition (1er janvier 2019). En conséquence, le Groupe n'attend pas d'impact significatif de la norme IFRS 16 sur ses capitaux propres. Le Groupe a choisi d'utiliser les deux exemptions relatives à la comptabilisation proposées par la norme pour les contrats suivants :

- contrats de location à court terme ;
- contrats de location portant sur des biens de faible valeur à neuf.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2018 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2018.

Cela concerne en particulier la norme IFRS 17.

La norme IFRS 17 "Contrats d'assurance" remplacera IFRS 4. Lors de sa réunion du 14 novembre 2018, l'IASB a décidé de repousser sa date d'application d'un an, soit au 1er janvier 2022. Elle définit de nouveaux principes en matière de valorisation, de comptabilisation des passifs des contrats d'assurance et d'appréciation de leur profitabilité, ainsi qu'en matière de présentation. Courant 2017, un cadrage du projet de mise en œuvre a été réalisé afin d'identifier les enjeux et les impacts de la norme pour les filiales assurance du Groupe. Au cours de l'année 2018, ces travaux se sont poursuivis.

Par ailleurs, plusieurs amendements ont été publiés par l'IASB, sans enjeu majeur pour le Groupe, qui s'appliquent sous réserve de leur adoption par l'Union européenne. Il s'agit des amendements à IAS 12 "Impôt sur le résultat", IAS 23 "Coût d'emprunt", IFRS 3/IFRS 11 "Regroupement d'entreprises", IAS 19 "Avantages au personnel" et IAS 28 "Participations dans des entreprises associées" applicables au 1er janvier 2019, et d'un amendement à IAS 1/IAS 8 "Présentation des états financiers" applicable au 1er janvier 2020.

1.2 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- les participations non consolidées ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de *stock options* ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;
- la participation aux bénéfices différés.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

Instruments financiers (IFRS 9, IAS 32 et 39)

Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent, qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne y compris pour les actifs financiers détenus par les entités d'assurance du Groupe.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que le groupe Crédit Agricole S.A. utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Évaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Pour les instruments dérivés, ils sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier, le montant est ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (cf. paragraphe "Provisionnement pour risque de crédit").

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Actifs financiers

Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur. Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (*i.e.* prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (*i.e.* actions).

Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépend de deux critères réunis : le modèle de gestion et l'analyse des caractéristiques contractuelles sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

  Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management du groupe Crédit Agricole S.A. pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

  On distingue trois modèles de gestion :

  – le *modèle de pure collecte* dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées,

  – le *modèle mixte* dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles, et

  – le *modèle de pure cession* dont l'objectif principal est de céder les actifs.

  Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie *via* les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

- Les caractéristiques contractuelles (test *"Solely Payments of Principal & Interests"* ou test "SPPI") :

  – le test "SPPI" regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû),

  – le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex. : coûts administratifs…).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou *benchmark* test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités *ad hoc* établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des "tranches").

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test "SPPI" nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche *"look-through"* et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test "SPPI" peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

Instruments de dette		Modèles de gestion		
		Pure collecte	Mixte	Pure cession
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat

Instruments de dette au coût amorti

Les instruments de dette sont évalués au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle collecte et s'ils respectent le test "SPPI".

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

Cette catégorie d'actifs financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique "Provisionnement pour risque de crédit".

Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle mixte et s'ils respectent le test "SPPI".

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique "Provisionnement pour risque de crédit" (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession.

  Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel le groupe Crédit Agricole S.A. détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire ;
- les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test "SPPI". C'est notamment le cas des OPCVM ;
- les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels le groupe Crédit Agricole S.A. choisit pour la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit net bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique dès la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

Reclassement d'actifs financiers

En cas de changement important de modèle économique dans la gestion des actifs financiers (nouvelle activité, acquisition d'entités, cession ou abandon d'une activité significative), un reclassement de ces actifs financiers est nécessaire. Le reclassement s'applique à la totalité des actifs financiers du portefeuille à partir de la date de reclassement.

Dans les autres cas, le modèle de gestion reste inchangé pour les actifs financiers existants. Si un nouveau modèle de gestion est identifié, il s'applique de manière prospective, aux nouveaux actifs financiers, regroupés dans un nouveau portefeuille de gestion.

Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat *prorata temporis* sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette date à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test "SPPI".

Intérêts pris en charge par l'État (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole S.A. accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'État. En conséquence, ces entités perçoivent de l'État une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'État.

Les bonifications perçues de l'État sont enregistrées en résultat sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

Approche par superposition applicable aux activités d'assurance

Le groupe Crédit Agricole S.A. emploie l'approche par superposition pour les actifs financiers détenus aux fins d'une activité liée à des contrats d'assurance, qui sont désignés conformément à l'option offerte par les amendements à la norme IFRS 4 (Application d'IFRS 9 "Instruments financiers" et d'IFRS 4 "Contrats d'assurance"), publiés par l'IASB en septembre 2016.

Cette approche vise à remédier aux conséquences comptables temporaires du décalage entre la date d'entrée en vigueur de la norme IFRS 9 et celle de la nouvelle norme sur les contrats d'assurance remplaçant la norme IFRS 4 (IFRS 17). Elle permet en effet d'éliminer du compte de résultat une partie des non-concordances comptables supplémentaires et de la volatilité temporaire que pourrait engendrer une application de la norme IFRS 9 avant l'entrée en vigueur de la norme IFRS 17.

La désignation des actifs financiers éligibles s'effectue instrument par instrument, et peut être réalisée :

- au 1er janvier 2018, lors de la première application d'IFRS 9 ; ou
- ultérieurement mais uniquement s'il s'agit de la comptabilisation initiale des actifs en question.

En application de l'approche par superposition, le groupe Crédit Agricole S.A. reclasse, pour les actifs financiers désignés uniquement, leurs impacts au compte de résultat vers les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour que le montant présenté en compte de résultat corresponde à celui qui aurait été présenté en compte de résultat si la norme IAS 39 avait été appliquée.

Par conséquent, le montant reclassé est égal à l'écart entre :

- le montant présenté en résultat net en application d'IFRS 9 pour les actifs financiers désignés ; et
- le montant qui aurait été présenté en résultat net pour les actifs financiers désignés si l'assureur avait appliqué la norme IAS 39.

Dans le compte de résultat, les effets de ce reclassement sont comptabilisés dans le Produit net bancaire, avant effets fiscaux, sur la ligne "Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition". Les effets fiscaux liés à ce reclassement sont présentés sur la ligne "Impôts sur les bénéfices".

Dans l'état des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, les effets de ce reclassement sont comptabilisés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur la ligne "Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition".

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Les actifs financiers pouvant faire l'objet d'une désignation doivent remplir les caractéristiques suivantes :

- ils sont détenus par des assureurs au sein du Groupe à des fins d'activité d'assurance ;
- ils sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net selon IFRS 9, mais n'auraient pas été évalués ainsi selon IAS 39 ; il s'agit des actifs financiers qui, sous IAS 39, auraient été comptabilisés au coût amorti (actifs détenus jusqu'à l'échéance, prêts et créances) ou à la juste valeur par capitaux propres (actifs financiers disponibles à la vente).

Évaluation des impacts en compte de résultat des actifs financiers désignés

En vertu de l'approche par superposition, le groupe Crédit Agricole S.A. continue d'appliquer pour la reconnaissance du résultat des actifs financiers désignés les principes et méthodes comptables que le groupe Crédit Agricole appliquait sous IAS 39 :

Actifs financiers au coût amorti selon IAS 39

Les actifs financiers au coût amorti sont comptabilisés initialement pour leur juste valeur initiale, frais de transaction directement attribuables et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti avec amortissement de la surcote/décote et des frais de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Actifs financiers disponibles à la vente selon IAS 39

Les titres classés en "Actifs financiers disponibles à la vente" sont initialement comptabilisés à la juste valeur initiale, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Les titres classés en "Actifs financiers disponibles à la vente" sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation selon IAS 39 des actifs financiers désignés

Une dépréciation doit être constatée lorsqu'il existe un indice objectif de perte résultant d'un ou plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif financier.

Constitue un indice objectif de perte une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non-recouvrement pour les titres de dettes.

Pour les titres de capitaux propres, le groupe Crédit Agricole utilise des critères quantitatifs comme indicateurs de dépréciation potentielle. Ces critères quantitatifs reposent principalement sur une perte de l'instrument de capitaux propres de 30 % au moins de sa valeur sur une période de six mois consécutifs. Le groupe Crédit Agricole prend également en considération des facteurs de type difficultés financières de l'émetteur, perspectives à court terme, etc.

Au-delà de ces critères, le groupe Crédit Agricole constate une dépréciation en cas de baisse de valeur supérieure à 50 % ou observée pendant plus de trois ans.

Passifs financiers

Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'une des trois conditions définies par la norme, pourront être évalués à la juste valeur par résultat sur option : pour des émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, dans une optique de réduction ou d'élimination de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable.

Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivé) sont évalués au coût amorti.

Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des "Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle" malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.17 "Provisions".

Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

Seuls des cas de requalification (instrument de dette *versus* capitaux propres) peuvent intervenir.

Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

Rachat d'actions propres

Les actions propres ou instruments dérivés équivalents tels que les options sur actions achetées par le groupe Crédit Agricole S.A. présentant une parité d'exercice fixe, y compris les actions détenues en couverture des plans de *stock options,* ne rentrent pas dans la définition d'un actif financier et sont comptabilisées en déduction des capitaux propres. Elles ne génèrent aucun impact sur le compte de résultat.

Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote/surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

Provisionnement pour risque de crédit

Champ d'application

Conformément à IFRS 9, le groupe Crédit Agricole comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues (*"Expected Credit Losses"* ou "ECL") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IAS 17 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments en juste valeur par contrepartie résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 "Risques et Pilier 3".

Risque de crédit et étapes de provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes *(Buckets)* :

- 1ère étape *(Bucket 1)* : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie…), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2e étape *(Bucket 2)* : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3e étape *(Bucket 3)* : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *Bucket 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *Bucket 2,* puis en *Bucket 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

La définition de "défaut" est appliquée uniformément à tous les instruments financiers, à moins que des informations qui deviennent disponibles indiquent qu'une autre définition de "défaut" convient davantage à un instrument financier particulier.

Un encours en défaut *(Bucket 3)* est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Sur le périmètre "Grandes clientèles" : la contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après régularisation complète du retard constaté et des autres éléments déclencheurs du défaut (levée du défaut pour la société mère, levée d'une alerte ayant entraîné le défaut, etc.).

Sur le périmètre de la "Banque de proximité" : les encours en défaut ne retournent en encours non en défaut qu'après régularisation intégrale des impayés.

La notion de perte de crédit attendue "ECL"

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté *(Point in Time)* tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques *(Forward Looking),* alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle *(Through The Cycle)* pour la probabilité de défaut et en bas de cycle *(Downturn)* pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (*"Loss Given Default"* ou "LGD").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les paramètres IFRS 9 sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé *a minima* à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives *(Forward Looking)* sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque *(Buckets).*

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un deuxième niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en *Bucket 2* (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Bucket 1* à *Bucket 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (Probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole S.A. retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Bucket 2.*

Pour les encours (à l'exception des titres) pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits (en particulier les expositions suivies en méthodes autorisées), le groupe Crédit Agricole S.A. considère que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois *(Bucket 1).*

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle 2 pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement…

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises…).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, le groupe Crédit Agricole S.A. utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en deçà duquel les expositions seront classées en *Bucket 1* et provisionnées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés *"Investment Grade"*, en date d'arrêté, seront classés en *Bucket 1* et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés *"Non-Investment Grade"* (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Bucket 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée *(Bucket 3).*

Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels le Groupe a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement du titre en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre "Risques et Pilier 3", les restructurations de créances correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance ;
- un client en situation financière difficile.

Par "modification de contrat", sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par "refinancement", sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée *(Bucket 3).*

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de "créance restructurée" est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période *a minima* de deux ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de trois ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Le calcul de la décote de restructuration est égal à la différence entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs "restructurés", actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en "Produit net bancaire".

Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, un provisionnement en *Bucket 3* aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en "Produit net bancaire" pour les intérêts.

Instruments financiers dérivés

Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

À chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

La comptabilité de couverture

Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, le groupe Crédit Agricole S.A. n'applique pas le volet "comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture de juste valeur lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé,

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;

- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation du groupe Crédit Agricole S.A.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole S.A. privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Des précisions sur la stratégie de gestion des risques du Groupe et son application sont apportées dans le chapitre 5 "Risques et Pilier 3".

Évaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à sa classification. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture d'investissement net à l'étranger : les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit. C'est notamment le cas du calcul de CVA/DVA décrit dans le chapitre 5 "Risques et Pilier 3".

Le Groupe considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

Juste valeur des émissions structurées

Conformément à la norme IFRS 13, le Groupe valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le *spread* émetteur que les intervenants spécialisés acceptent de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Le groupe Crédit Agricole S.A. intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe Crédit Agricole S.A., le DVA les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole S.A. du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les *Credit Default Swaps* (CDS) nominatifs cotés (ou CDS *Single Name*) ou les CDS indiciels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le *London Stock Exchange,* le *New York Stock Exchange*…), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, le groupe Crédit Agricole retient des cours *mid-price* comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des *swaps* de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent "observables", la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, le groupe Crédit Agricole S.A. compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

Engagements de financement et garanties financières donnés

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre "Dépréciation" ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients".

Provisions (IAS 37 et 19)

Le groupe Crédit Agricole S.A. identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, le groupe Crédit Agricole S.A. a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux ;
- les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.17 "Provisions".

Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes, sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
- les avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies.

Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

Avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à prestations définies

Le groupe Crédit Agricole S.A. détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs (cf. note 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies").

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19 révisée le groupe Crédit Agricole S.A. impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique Provisions. Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels du groupe Crédit Agricole S.A., présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique Provisions. Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départs anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique Provisions.

Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, le groupe Crédit Agricole S.A. n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

La norme IFRS 2 "Paiements en actions et assimilés" impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le groupe Crédit Agricole S.A. éligibles à la norme IFRS 2 sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (*stock options,* attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en *cash* indexé ou en actions, etc.).

Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle Black & Scholes. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique "Frais de personnel" en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits, soit quatre ans pour tous les plans existants.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote maximum de 20 %. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en tenant compte de la condition d'incessibilité et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites.

Une description de la méthode des plans attribués et des modes de valorisation est détaillée en note 7.6 "Paiements à base d'actions".

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit Agricole S.A., ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des Réserves consolidées part du Groupe.

Impôts courants et différés (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme "le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice". Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
  - la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition,
  - la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction ;
- un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible ;
- un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par l'entité au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de ceux-ci.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007 (à l'exception d'une quote-part de 12 % de la plus-value, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :
  a) soit sur la même entité imposable,
  b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique Impôts sur le bénéfice du compte de résultat.

Cependant, en raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), le groupe Crédit Agricole S.A. a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 *quater*-C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel.

Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe Crédit Agricole S.A. applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole S.A. suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

Opérations en devises (IAS 21)

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (exemple : instruments de dette) et non monétaires (exemple : instruments de capitaux propres).

À la date d'arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole S.A. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres, seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- les écarts de change sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en capitaux propres recyclables ;
- sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon la nature de ces éléments :

- les éléments au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction ;
- les éléments à la juste valeur sont mesurés au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif.

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique "Commissions", lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel) :
  a) les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue,
  b) les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

Activités d'assurance (IFRS 4)

Les passifs d'assurance restent pour partie évalués en normes françaises conformément aux dispositions réglementaires IAS et IFRS, en attendant un complément normatif qui devrait parfaire le dispositif actuel. Les actifs financiers des sociétés d'assurance du groupe Crédit Agricole S.A. sont quant à eux reclassés au sein des catégories d'actifs financiers définis par la norme IFRS 9.

Les provisions techniques des contrats d'assurance non-vie comportent (i) les provisions de sinistres, permettant de couvrir le coût total des sinistres survenus et restant à régler et (ii) les provisions relatives à l'acquisition des primes (principalement les provisions pour primes non acquises), permettant de reconnaître dans le résultat d'un exercice les primes relatives aux risques réellement couverts au cours de cet exercice et donc de reporter la part des primes émises au cours de l'exercice qui concerne une période de couverture des risques postérieure à l'exercice en cours.

Les provisions mathématiques des contrats d'assurance vie ou des contrats financiers avec participation discrétionnaire correspondent à la différence de valeur actuelle des engagements de l'assureur et de l'assuré. Les provisions sont calculées en utilisant des méthodes actuarielles qui incluent des hypothèses portant sur les primes, la performance des actifs financiers, les taux de rachat des contrats et l'évolution des frais généraux.

Les contrats avec participation discrétionnaire sont classés dans leur ensemble comme un passif en provisions techniques des sociétés d'assurance. Les méthodes de comptabilisation sont identiques à celles des contrats d'assurance. Les primes relatives à ces contrats sont comptabilisées en produit et l'augmentation des engagements vis-à-vis des assurés constitue une charge.

Les provisions d'assurance vie sont estimées prudemment sur la base des taux techniques définis aux contrats. Les passifs des contrats avec participation bénéficiaire discrétionnaire, sans participation bénéficiaire ou garantie plancher sont comptabilisés par référence aux actifs servant de support à ces contrats à la valeur de marché ou son équivalent à la date d'arrêté et sont classés en passif financier.

La marge financière de ces contrats est portée au compte de résultat, après extourne des éléments techniques (primes, prestations…), suivant le principe de comptabilité de dépôt.

Les passifs des contrats d'assurance dommages sont estimés à la date de clôture, sans prise en compte de facteur d'actualisation. Les frais de gestion de sinistres liés aux provisions techniques enregistrées à la clôture sont provisionnés dans les comptes.

Pour les contrats d'assurance non-vie, les frais d'acquisition sont reportés suivant le rythme d'acquisition des primes. Pour les contrats d'assurance vie, les frais d'acquisition précisément identifiables sont reportés sur le rythme d'émergence des profits.

Le montant total des charges relatives à l'activité d'assurance est présenté dans la note 4.6 "Produits (charges) nets des autres activités".

Conformément à la prorogation des règles locales de comptabilisation des contrats d'assurance précisée par la norme IFRS 4 et le règlement CRC 2000-05 sur les comptes consolidés assurance, les contrats d'assurance avec participation aux bénéfices discrétionnaire font l'objet d'une "comptabilité-miroir" au niveau des passifs d'assurance. Cette comptabilité miroir consiste à enregistrer dans un poste de participation aux bénéfices différée les écarts de valorisation positive ou négative des actifs financiers qui, potentiellement, reviennent aux assurés.

Cette participation aux bénéfices différée est comptabilisée au passif (Provisions techniques des contrats d'assurance) ou à l'actif en contrepartie du résultat ou de la réserve de réévaluation de manière similaire aux plus et moins-values latentes des actifs sur lesquelles elle porte.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

L'évaluation de la participation aux bénéfices différée, résultant de l'application du principe de la comptabilité reflet, a fait l'objet d'une évolution de modalités d'application en 2015.

Le taux de participation aux bénéfices différée, auparavant déterminé à partir de données observées historiquement, est désormais évalué de manière prospective sur la base de scénarios étudiés cohérents avec les orientations de gestion de la compagnie, il n'est mis à jour que s'il varie significativement.

Pour justifier le caractère recouvrable de l'actif de participation aux bénéfices différée, des tests sont réalisés pour déterminer la capacité d'imputer les moins-values latentes sur les participations futures en amont du test de suffisance des passifs, en conformité avec la recommandation du CNC du 19 décembre 2008.

Ces tests s'appuient :

- en premier lieu, sur des analyses de liquidité de la compagnie ; ces dernières illustrent la capacité de l'entreprise à mobiliser des ressources pour faire face à ses engagements et sa capacité de détention des actifs en moins-values latentes même en cas d'une détérioration de la production nouvelle. Les tests ont été réalisés avec et sans production nouvelle ;
- en deuxième lieu, sur une comparaison entre la valeur moyenne des prestations futures évaluées par le modèle interne répliquant les décisions de gestion de la compagnie et la valeur de l'actif en représentation des engagements en valeur de marché ; elle illustre la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements.

Enfin, des tests de sensibilité sur la capacité d'activer la participation aux bénéfices différée sont également réalisés :

- en cas d'une hausse uniforme de 15 % des rachats s'appliquant à des taux de rachats issus des scénarios proches de ceux de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ;
- en cas de baisse supplémentaire de 10 % des marchés actions.

Par ailleurs, conformément à la norme IFRS 4, le Groupe s'assure à chaque arrêté que les passifs d'assurance (nets des frais d'acquisition reportés et des actifs incorporels rattachés) sont suffisants au regard de leurs flux de trésorerie futurs estimés.

Le test de suffisance des passifs à appliquer pour cette vérification doit respecter au minimum les critères suivants définis au paragraphe 16 de la norme :

- prise en compte de l'ensemble des flux de trésorerie futurs contractuels y compris les frais de gestion associés, les commissions ainsi que les options et garanties implicites de ces contrats ;
- si le test fait apparaître une insuffisance, celle-ci est intégralement provisionnée avec incidence en résultat.

Contrats de location (IAS 17)

Conformément à la norme IAS 17, les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location simple, soit en opérations de location financière.

S'agissant d'opérations de location financière, elles sont assimilées à une acquisition d'immobilisation par le locataire, financée par un crédit accordé par le bailleur.

Dans les comptes du bailleur, l'analyse de la substance économique des opérations conduit à :

- constater une créance financière sur le client, amortie par les loyers perçus ;
- décomposer les loyers entre, d'une part les intérêts et, d'autre part l'amortissement du capital, appelé amortissement financier ;
- constater une réserve latente nette. Celle-ci est égale à la différence entre :
  a) l'encours financier net : dette du locataire constituée du capital restant dû et de l'amortissement financier relatif à la période comprise entre la date de dernière échéance et la clôture de l'exercice,
  b) la valeur nette comptable des immobilisations louées,
  c) la provision pour impôts différés.

Dans les comptes du locataire, les contrats de location-financement font l'objet d'un retraitement qui conduit à la comptabilisation comme s'ils avaient été acquis à crédit, par la constatation d'une dette financière, l'enregistrement du bien acheté à l'actif de son bilan et l'amortissement de celui-ci.

En conséquence, dans le compte de résultat, la dotation théorique aux amortissements (celle qui aurait été constatée si le bien avait été acquis) ainsi que les charges financières (liées au financement du crédit) sont substituées aux loyers enregistrés.

S'agissant d'opérations de location simple, le preneur comptabilise les charges de paiement et le bailleur enregistre les produits réciproques correspondant aux loyers, ainsi que les biens loués à son actif.

Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées (IFRS 5)

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées et Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées.

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net des activités destinées à être cédées.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.3 PRINCIPES ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION (IFRS 10, IFRS 11 ET IAS 28)

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes du groupe Crédit Agricole S.A. et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, le groupe Crédit Agricole S.A. dispose d'un pouvoir de contrôle, de contrôle conjoint ou d'une influence notable.

Notions de contrôle

Conformément aux normes comptables internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque le groupe Crédit Agricole S.A. est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'il détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent au groupe Crédit Agricole S.A. la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. Le groupe Crédit Agricole S.A. contrôle généralement la filiale lorsqu'il détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque le groupe Crédit Agricole S.A. détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions du groupe Crédit Agricole S.A. lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par le groupe Crédit Agricole S.A. des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. Le groupe Crédit Agricole S.A. est présumé avoir une influence notable lorsqu'il détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 28, les participations minoritaires détenues par les entités pour lesquelles l'option prévue par l'article 18 de cette norme a été retenue, sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat soit par nature, soit sur option.

Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et IAS 28 révisée. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par le groupe Crédit Agricole sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle du groupe Crédit Agricole S.A. ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et sous contrôle conjoint.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable, le groupe Crédit Agricole S.A. constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Les plus- ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Conversion des états financiers des filiales étrangères (IAS 21)

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère) ;
- conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe. Les actifs et les passifs sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de la conversion des actifs, des passifs et du compte de résultat sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat lors de la cession totale ou partielle de l'entité. Dans le cas de la cession d'une filiale (contrôle exclusif), le reclassement de capitaux propres à résultat intervient uniquement en cas de perte du contrôle.

Regroupements d'entreprises – Écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun (notamment les fusions de Caisses régionales) lesquels sont exclus du champ d'application d'IFRS 3. Ces opérations sont traitées, conformément aux possibilités offertes par IAS 8, aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts, par référence à la norme américaine ASU805-50 qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS.

À la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

En particulier, un passif de restructuration n'est comptabilisé en tant que passif de l'entité acquise que si celle-ci se trouve, à la date d'acquisition, dans l'obligation d'effectuer cette restructuration.

Les clauses d'ajustement de prix sont comptabilisées pour leur juste valeur même si leur réalisation n'est pas probable. Les variations ultérieures de la juste valeur des clauses qui ont la nature de dettes financières sont constatées en résultat. Seules les clauses d'ajustement de prix relatives à des opérations dont la prise de contrôle est intervenue au plus tard au 31 décembre 2009 peuvent encore être comptabilisées par la contrepartie de l'écart d'acquisition car ces opérations ont été comptabilisées selon la norme IFRS 3 non révisée (2004).

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition ;
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur.

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

Le solde des participations ne donnant pas le contrôle (instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe) doit être comptabilisé pour sa juste valeur à la date d'acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

Certaines transactions relatives à l'entité acquise sont comptabilisées séparément du regroupement d'entreprises. Il s'agit notamment :

- des transactions qui mettent fin à une relation existante entre l'acquise et l'acquéreur ;
- des transactions qui rémunèrent des salariés ou actionnaires vendeurs de l'acquise pour des services futurs ;
- des transactions qui visent à faire rembourser à l'acquise ou à ses anciens actionnaires des frais à la charge de l'acquéreur.

Ces transactions séparées sont généralement comptabilisées en résultat à la date d'acquisition.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres…).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération a de très fortes probabilités de se réaliser, ils sont enregistrés dans la rubrique Gains ou pertes nets sur autres actifs, sinon ils sont enregistrés dans le poste Charges générales d'exploitation.

L'écart entre la somme du coût d'acquisition et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, sous la rubrique "Écarts d'acquisition" lorsque l'entité acquise est intégrée globalement et au sein de la rubrique "Participations dans les entreprises mises en équivalence" lorsque l'entreprise acquise est mise en équivalence. Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, la participation détenue avant la prise de contrôle est réévaluée à la juste valeur par résultat à la date d'acquisition et l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du groupe Crédit Agricole S.A. dans une entité déjà contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste "Réserves consolidées part du Groupe" ; en cas de diminution du pourcentage d'intérêt du groupe Crédit Agricole S.A. dans une entité restant contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en Réserves consolidées – part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;
- les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

Note 2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 11 "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018".

2.1 MISE EN APPLICATION DE LA NOUVELLE NORME IFRS 9

Conformément aux normes et amendements IFRS adoptés par l'Union européenne les 22 novembre 2016, 3 novembre 2017 et 22 mars 2018, le groupe Crédit Agricole S.A. a mis en œuvre au 1er janvier 2018 les dispositions suivantes :

- application de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers ;
- application de l'approche par superposition applicable aux activités assurance ;
- application de manière anticipée de l'amendement relatif aux options de remboursement anticipé avec pénalité négative.

Les modalités normatives de mise en œuvre de ces textes dans les comptes consolidés du Groupe sont présentées dans la note 1 "Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés".

L'impact de la première application de la nouvelle norme comptable IFRS 9, comptabilisé au 1er janvier 2018 est de - 1 141 millions d'euros sur les capitaux propres dont - 921 millions d'euros sur la part Groupe.

Cet impact de - 1 141 millions d'euros sur les capitaux propres est essentiellement lié au volet dépréciation pour - 1 260 millions d'euros. L'impact de la première application sur les dépréciations *bucket* 3 est principalement concentré sur les entités italiennes du Groupe.

Les effets détaillés de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018 sont présentés à la suite des états financiers consolidés.

2.2 MISE EN APPLICATION DE LA NOUVELLE NORME IFRS 15

La norme IFRS 15 applicable au 1er janvier 2018, en remplacement de la norme IAS 18, vise à homogénéiser les principes comptables relatifs, en particulier, aux contrats long terme de fabrication et de construction, aux contrats de prestations informatiques et licences et aux ventes packagées de biens et services. Elle ne s'applique pas aux revenus d'instruments financiers (IFRS 9), aux revenus des contrats de location (cf. nouvelle norme IFRS 16 applicable au 1er janvier 2019) et aux revenus des contrats d'assurance (IFRS 17 applicable au 1er janvier 2022).

Les conséquences comptables de cette nouvelle norme sont limitées pour le groupe Crédit Agricole dans la mesure où les pratiques du Groupe en matière de comptabilisation des commissions respectent déjà ce texte.

Le rythme actuel de reconnaissance des produits est en ligne avec les exigences d'IFRS 15, que la prestation soit ponctuelle ou progressive. Ainsi, les composantes variables des commissions (ex. : gestion d'actif) ne sont comptabilisées qu'au moment où elles sont certaines comme le demande la norme IFRS 15.

2.3 PARTENARIAT ENTRE CRÉDIT AGRICOLE CONSUMER FINANCE ET BANCO BPM DANS LE CRÉDIT À LA CONSOMMATION EN ITALIE

Crédit Agricole Consumer Finance et Banco BPM ont signé le 30 novembre 2018 un protocole d'entente irrévocable visant à renforcer leur partenariat global sur le marché italien du crédit à la consommation pour les quinze prochaines années.

Cette transaction renforcera de manière significative le leadership d'Agos et sa part de marché dans ce secteur. Au 31 décembre 2018, Agos gère 13,9 milliards d'euros d'encours clients. Il affiche une rentabilité élevée, avec un résultat net de 323 millions d'euros en 2018.

L'accord prévoit l'acquisition par Agos de ProFamily S.p.A., filiale de Banco BPM qui produit notamment les crédits à la consommation distribués dans le réseau de BPM. Cette transaction interviendra après que l'activité réalisée par ProFamily S.p.A. en dehors du réseau BPM aura été logée dans une entité séparée, qui restera une filiale à 100 % de Banco BPM avant d'être cédée par cette dernière.

Agos étendra la distribution de ses produits à l'ensemble du réseau et des canaux de distribution de Banco BPM, incluant 2 300 agences, dans le cadre d'un accord exclusif de 15 ans applicable dès la finalisation de la transaction.

Le protocole d'entente prévoit la signature de divers accords définitifs entre Banco BPM, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole Consumer Finance qui préciseront les modalités de ce partenariat, en matière notamment de refinancement.

Cet accord laisse inchangée la structure actionnariale d'Agos (61 % détenus par Crédit Agricole Consumer Finance et 39 % par Banco BPM).

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Crédit Agricole Consumer Finance et Banco BPM ont toutefois convenu d'envisager la possibilité d'une introduction en bourse d'Agos. Cette opération pourrait apporter de la flexibilité aux deux actionnaires, tout en préservant leur engagement respectif en faveur du développement futur de la société. Dans le cadre de cette éventuelle cotation, Banco BPM aurait la possibilité de réduire sa participation actuelle dans Agos, tout en s'engageant à conserver une participation minimum de 10 %.

L'ensemble de cette opération permet à Banco BPM de renforcer sa structure capitalistique tout en demeurant associée sur le long terme au développement économique d'Agos. Crédit Agricole Consumer Finance renforce parallèlement un partenariat important et poursuit ainsi le développement de son activité de crédit à la consommation en Italie.

2.4 PARTENARIAT EXCLUSIF ENTRE CRÉDIT AGRICOLE CONSUMER FINANCE ET BANKIA

À la suite des négociations entamées le 7 mars 2018, Crédit Agricole Consumer Finance et Bankia ont signé le 28 mai 2018 un accord en vue de créer une société commune dans le domaine du crédit à la consommation en Espagne.

L'obtention des autorisations réglementaires et de l'accord des autorités de la concurrence a permis la création le 2 juillet 2018 de la *joint venture* Bamboo Consulting S.A., renommée Crédit Agricole Consumer Finance Bankia S.A.

Ce partenariat exclusif vise à accélérer l'implantation de Crédit Agricole Consumer Finance en Espagne, quatrième marché de la zone euro pour le crédit à la consommation. Crédit Agricole Consumer Finance s'appuie sur l'importante clientèle de Bankia et sur sa profonde connaissance du marché espagnol. Ce partenariat permet en outre à Bankia de disposer d'une filiale dédiée au crédit à la consommation, un marché en croissance en Espagne. Bankia capitalise sur l'expérience de Crédit Agricole Consumer Finance dans la gestion des partenariats.

2.5 PARTENARIAT DE BANCASSURANCE AVEC CREDITO VALTELLINESE EN ITALIE

Le 24 juillet 2018, Crédit Agricole Assurances a annoncé un nouveau partenariat stratégique de bancassurance en Italie avec la banque italienne Credito Valtellinese (CreVal). Le partenariat conférera à Crédit Agricole Assurances, via sa filiale italienne Crédit Agricole Vita S.p.A., l'accès exclusif au réseau de distribution de Credito Valtellinese pour tous les produits d'épargne ainsi que pour certains produits de prévoyance pour une durée pouvant aller jusqu'à 15 ans. Credito Valtellinese dispose d'un réseau d'environ 412 agences servant près d'un million de clients.

Dans le cadre de ce partenariat, Crédit Agricole Assurances a acquis au quatrième trimestre 2018 la totalité du capital d'une filiale de Credito Valtellinese Global Assicurazioni S.p.A. renommée Stelvio Agenzia Assicurativa après avoir été restructurée et recentrée sur les seules activités vie et prévoyance distribuées par le réseau Credito Valtellinese.

Afin de renforcer ce partenariat, Crédit Agricole Assurances a acquis une participation minoritaire de 5 % dans le capital de Credito Valtellinese en juillet 2018.

2.6 PRINCIPALES VARIATIONS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.6.1 Acquisition de Banca Leonardo

Le 3 mai 2018, Indosuez Wealth Management a finalisé l'acquisition de 94,1 % du capital de Banca Leonardo, acteur indépendant de premier plan sur les métiers de la gestion de patrimoine en Italie, scellant l'accord conclu en novembre 2017.

Ce rachat s'inscrit dans le cadre du Plan à Moyen Terme du Crédit Agricole "Ambition Stratégique 2020" qui prévoit des acquisitions ciblées pour les activités de gestion de fortune du Groupe. Il constitue une étape majeure pour Indosuez Wealth Management en lui permettant de renforcer son ancrage en Europe grâce à l'intégration d'une entité positionnée sur le second marché domestique du groupe Crédit Agricole S.A.

Conformément à la norme IFRS 3 Révisée, le bilan de Banca Leonardo, établi au 3 mai 2018, reprend la juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés par le Groupe, soit 1 140 millions d'euros. Sur cette base, un écart d'acquisition de 22 millions d'euros a été enregistré à l'actif du bilan.

2.6.2 Acquisition et fusion des Caisses d'épargne italiennes

Constatation d'un *badwill* complémentaire sur l'acquisition des Caisses d'épargne italiennes

Suite à l'accord conclu avec le Fonds interbancaire de garantie des dépôts italien, Crédit Agricole Cariparma S.p.A. a acquis, le 21 décembre 2017, 95,3 % du capital des Caisses d'épargne de Cesena et de Rimini et 95,6 % de San Miniato pour un montant de 130 millions d'euros. Toutes les autorisations réglementaires ayant été obtenues, ces entités sont consolidées par intégration globale dans les comptes au 31 décembre 2017.

Conformément à la norme IFRS 3 Révisée, les bilans d'intégration de ces trois banques, établis au 21 décembre 2017, retenaient une juste valeur provisoire des actifs acquis et des passifs assumés par le Groupe, pour 538 millions d'euros. Sur cette base, un *badwill* de 408 millions d'euros avait été enregistré dans le poste du compte de résultat "Variations de valeur des écarts d'acquisition".

À la suite de la finalisation des travaux d'identification, de classement et d'évaluation des actifs et passifs des sociétés acquises, un *badwill* complémentaire de 86 millions d'euros a été comptabilisé dans la même rubrique du compte de résultat au 31 mars 2018.

Fusion des Caisses d'épargne italiennes San Miniato, Cesena et Rimini avec Crédit Agricole Cariparma S.p.A.

Les Caisses d'épargne italiennes de San Miniato, de Cesena et de Rimini ont été absorbées respectivement le 24 juin, le 22 juillet et le 9 septembre 2018, par Crédit Agricole Cariparma S.p.A.

En anticipation de ces fusions, Crédit Agricole Cariparma S.p.A. a lancé des offres publiques d'achat sur les minoritaires de ces trois filiales dès le second semestre 2018.

Crédit Agricole Cariparma S.p.A. a lancé des offres publiques d'échange sur les minoritaires résiduels des entités absorbées en contrepartie de titres Crédit Agricole Cariparma S.p.A. nouvellement émis.

2.6.3 Acquisition complémentaire de titres GNB Seguros par Crédit Agricole Assurances

Créée en 1996, GNB Seguros est la 13e compagnie d'assurances non-vie au Portugal et affiche fin 2018, plus de 78 millions d'euros de primes émises.

GNB Seguros est consolidée par la méthode d'intégration globale dans le groupe Crédit Agricole S.A.

Le 21 décembre 2018, Crédit Agricole Assurances a porté sa participation dans le capital de GNB Seguros de 50 % à 75 %, les 25 % restants étant détenus par le groupe bancaire portugais Novo Banco.

Cette acquisition complémentaire impacte les capitaux propres part du Groupe à hauteur de - 7,8 millions d'euros.

L'opération confirme la volonté de Crédit Agricole Assurances de continuer à développer ses activités en assurance non vie au Portugal et à consolider son partenariat avec Novo Banco.

2.6.4 Cession de la Banque Themis

En date du 22 juin 2017, LCL a reçu une offre ferme, validée par les autorités de tutelle européennes, pour la cession de la société Banque Themis, consolidée à hauteur de 95 % par le groupe Crédit Agricole S.A.

La société Banque Thémis a été cédée par LCL le 8 mars 2018.

Au 31 décembre 2018, la cession de Themis ne dégage aucun résultat, le prix de revient consolidé étant égal au prix de cession. Les frais inhérents à la cession sont non significatifs.

2.6.5 Cession de CACEIS USA et CACEIS Canada

Les entités CACEIS USA et CACEIS Canada, détenues à 100 % par CACEIS, ont été cédées le 31 mai 2018. Cette cession a permis de dégager une plus-value consolidée de 9 millions d'euros (14 millions d'euros comptabilisés en "Gains ou Pertes nets sur autres actifs" et - 5 millions d'euros d'effet de change comptabilisés en "Produit net bancaire").

2.6.6 Cession de Forso Nordic AB

La société Crédit Agricole Consumer Finance et la société Saracen HoldCo AB (HoldCo AB), société holding détenue à 100 % par FCE (FORD), ont conclu le 30 juin 2008 un partenariat visant à réaliser des opérations de financement automobile en Suède, au Danemark, en Norvège et en Finlande sous la forme d'une société commune, Forso Nordic AB, détenue à parts égales par HoldCo AB et Crédit Agricole Consumer Finance.

En date du 29 mai 2017, Crédit Agricole Consumer Finance a décidé de mettre un terme au partenariat, résiliation qui devait prendre effet le 31 août 2018. Le 23 août 2017, HoldCo AB a exercé son option d'achat *(call)* des actions détenues par Crédit Agricole Consumer Finance L'exercice de ce *call* constitue une promesse ferme et irrévocable d'acheter la totalité de la participation de Crédit Agricole Consumer Finance.

Au 31 décembre 2017, les conditions d'application de la norme IFRS 5 étant satisfaites et la cession étant considérée comme un abandon d'activité, la valeur de la participation Forso est reclassée sur une ligne distincte du bilan en "Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées" pour 60,3 millions d'euros et le résultat est reclassé en "Résultat net d'impôt des activités abandonnées" pour - 1 million d'euros. Une moins-value de cession d'un montant de - 15 millions d'euros a été comptabilisée dans la même rubrique dans les comptes consolidés.

Suite à l'autorisation du régulateur suédois, la cession de Forso Nordic AB a eu lieu le 29 août 2018 et ne dégage aucun résultat complémentaire dans les comptes au 31 décembre 2018. Les frais inhérents à la cession sont non significatifs.

2.7 PROJET DE CESSION DE CRÉDIT AGRICOLE LIFE (IFRS 5)

Le contrat de vente signé le 7 juillet 2018 a été transmis pour finalisation fin août au régulateur. Le 21 janvier 2019, le processus de vente avec l'acheteur identifié a été stoppé.

Compte tenu d'un projet de cession inchangé et de la recherche d'un nouvel acquéreur pour l'entité ou ses portefeuilles, Crédit Agricole Life Greece a été maintenue en IFRS 5 dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018.

2.8 SUPPRESSION DU DIVIDENDE MAJORÉ

La suppression de la majoration du dividende a été approuvée par l'Assemblée spéciale réunissant les ayants droit le 4 avril 2018, puis par les porteurs non ayants droit à l'Assemblée générale extraordinaire, tenue le 16 mai 2018.

Pour rappel, cette majoration s'appliquait aux actions détenues depuis plus de deux années calendaires sous la forme nominative à la date de clôture de l'exercice auquel le dividende se rapportait, et qui étaient toujours détenues à la date de mise en paiement du dividende. Depuis le 24 mai 2018, les ayants droit ont reçu, à titre de mesure compensatoire, une action ordinaire nouvelle pour 26 actions éligibles détenues sous forme nominative depuis plus de deux ans au 31 décembre 2017 et toujours détenues à la date de mise en paiement du dividende au titre de l'exercice 2017.

Cette opération a conduit à par la création de 6 530 044 actions ordinaires nouvelles (soit une augmentation d'environ 0,23 % du capital), dont la livraison et l'admission à Euronext Paris sont intervenues le 24 mai 2018.

Ces actions nouvelles, qui portent jouissance au 1er janvier 2018, sont immédiatement assimilées aux actions ordinaires composant le capital social de Crédit Agricole S.A.

À l'issue de l'opération, le capital social se trouve porté à 8 557 903 710 euros, divisé en 2 852 634 570 actions ordinaires de 3 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

2.9 AUGMENTATION DE CAPITAL CRÉDIT AGRICOLE S.A. RÉSERVÉE AUX SALARIÉS

L'augmentation de capital de Crédit Agricole S.A. réservée aux salariés a été réalisée le 1er août 2018. Près de 19 000 collaborateurs du groupe Crédit Agricole, en France et dans 14 pays, ont souscrit pour un montant global de 135,5 millions d'euros.

La formule d'investissement proposée était une offre classique avec un prix de souscription offrant une décote de 20 % sur le prix de l'action. L'émission des actions nouvelles et la livraison aux salariés ont eu lieu le 1er août 2018.

Le nombre d'actions nouvelles créées par cette augmentation de capital est de 13 802 586, portant à 2 866 437 156 le nombre total d'actions au capital de Crédit Agricole S.A.

L'impact de cette augmentation de capital dans les comptes consolidés du Groupe est une augmentation du capital social pour 41,4 millions d'euros et des primes et réserves consolidées liées au capital pour 94,1 millions d'euros.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

2.10 AUGMENTATION DE CAPITAL AMUNDI RÉSERVÉE AUX SALARIÉS

Le 21 juin 2018, Amundi a annoncé le lancement d'une augmentation de capital réservée aux salariés dont le principe avait déjà été annoncé le 9 février 2018.

La période de souscription de cette augmentation de capital réservée aux salariés s'est achevée le 9 juillet 2018.

Près de 1 000 collaborateurs issus de 14 pays ont participé à cette augmentation de capital en souscrivant à 193 792 actions nouvelles (soit 0,1 % du capital) pour un montant global de 10 millions d'euros.

À l'issue de cette opération, les salariés détiennent 0,3 % du capital contre 0,2 % précédemment.

Cette émission a ainsi porté à 201 704 354 le nombre d'actions composant le capital d'Amundi.

2.11 LANCEMENT D'UN PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS AMUNDI

Le 20 novembre 2018, Amundi a annoncé par voie de communiqué de presse, le lancement d'un programme de rachat d'actions dans le cadre des plans d'attribution d'actions de performance mis en place pour les managers clés du Groupe.

Ce programme, mis en place pour une durée pouvant s'étaler jusqu'au 15 novembre 2019 porte sur l'acquisition d'environ 2 millions d'actions (à un prix maximal 100 euros par action).

2.12 AUGMENTATION DE CAPITAL LCL

Par une décision du 19 décembre 2017, la BCE a assujetti LCL au respect d'une nouvelle exigence au titre du Pilier 2. Il en a résulté pour LCL un ratio CET1 minimum de 9,5 % (vision full Bâle 3) à respecter à compter du 30 juin 2018.

Ainsi, LCL a procédé en date du 15 juin 2018 à une augmentation de capital d'un montant de 950 millions d'euros, par l'émission de 36 651 200 actions nouvelles au prix unitaire de 25,92 euros, souscrites en intégralité par Crédit Agricole S.A. et portant sa participation de 95,10 % à 95,56 %.

2.13 CONTENTIEUX FISCAL SUR TITRES EMPORIKI

Crédit Agricole S.A. a bénéficié, le 17 mai 2018, d'une décision favorable de la Cour administrative d'appel de Versailles reconnaissant que les titres issus de l'augmentation de capital de juillet 2012 avaient le caractère de titres de placement dès lors qu'il a été démontré qu'existait, à la date de cette opération, une intention de céder les titres émis ce qui conduisait à ne plus remplir les critères comptables d'utilité et de possession durable justifiant une inscription desdits titres en titres de participation. De ce fait, la provision comptabilisée pour 100 % de la valeur d'émission des titres était fiscalement déductible.

Cette décision, exécutoire, a fait l'objet, de la part de l'administration fiscale, d'un pourvoi en cassation devant le Conseil d'État le 18 juillet 2018. Le produit d'impôt représentatif de la déduction de la provision assorti des intérêts minoritaires est comptabilisé au 31 décembre 2018 pour un montant total de 954 millions d'euros et a donné lieu à une provision pour risque de même montant du fait du caractère non définitif de l'arrêt de la Cour d'appel.

Par ailleurs, une réclamation contentieuse a été déposée par Crédit Agricole S.A. le 6 mars 2018, suite au maintien par l'administration fiscale de son redressement afférent aux titres issus de l'augmentation de capital de janvier 2013, et ce malgré l'avis favorable du 13 janvier 2017 de la Commission nationale des impôts, laquelle considère que le redressement fiscal devrait être abandonné. Cette réclamation a fait l'objet d'une décision de rejet le 7 août 2018 de la part de l'administration. Une requête a donc été déposée le 4 octobre 2018 auprès du Tribunal administratif de Montreuil par Crédit Agricole S.A.

2.14 AMENDE FCA BANK

Au cours du troisième trimestre 2018, la *joint venture* FCA Bank (à parts égales entre Crédit Agricole Consumer Finance et FCA Italie S.p.A.) a été notifiée de pratiques monopolistiques par les autorités de la concurrence en Italie (ICA – *Italian Competition Authority*).

Le 9 janvier 2019, l'autorité de la concurrence italienne a sanctionné plusieurs banques et constructeurs automobiles pour infraction au droit de la concurrence.

À ce titre, FCA Bank S.p.A. s'est vue imposer une amende pour un montant total de 178,9 millions d'euros. Cette notification a donné lieu à une provision de 89,5 millions d'euros aux bornes du groupe Crédit Agricole S.A.

2.15 MESURES SOCIALES ET GOUVERNEMENTALES

L'Assemblée nationale a adopté le 20 décembre 2018, en lecture définitive, le projet de loi de finances pour 2019. Après validation par le Conseil constitutionnel, la loi de finances pour 2019 (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018) a été publiée au Journal officiel le 30 décembre 2018.

Suite à l'adoption de cette loi, une baisse du taux d'impôt sur les sociétés est constatée afin de l'amener progressivement à 25 % en 2022, initialement voté dans la loi de finances pour 2018. La loi de finances pour 2019 n'a pas remis en cause cette trajectoire de baisse à 25 % de l'impôt sur les sociétés initialement prévue.

Une loi de finance rectificative, annoncée pour le printemps 2019, pourrait prévoir la suppression de la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés pour la seule année 2019 pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 250 millions d'euros.

Au 31 décembre 2018, la loi de finances rectificative pour 2019 n'étant pas adoptée ou quasi adoptée, il y a donc lieu de maintenir le taux d'impôt sur les sociétés de 32,02 % pour 2019 pour le calcul des impôts différés lors de l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2018.

Également dans le cadre de la loi de finances pour 2019, la quote-part de frais et charges imposable à raison des plus-values de cession de titres de participation réalisées au sein d'un groupe intégré ne sera plus neutralisée.

La quote-part de frais et charges de 12 % de la plus-value sera désormais appliquée aux cessions de ces titres au sein de l'intégration fiscale.

2.16 FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS ET DE RÉSOLUTION ET FONDS DE RÉSOLUTION UNIQUE

Le Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) a été institué en 2013 par la loi de séparation et de régulation des activités bancaires du 26 juillet 2013, il reprend essentiellement les missions du Fonds de garantie des dépôts (FGD) :

- gestion et mise en œuvre des mécanismes de garantie des dépôts, des cautions et des titres en France. À cet effet, il procède à la levée des contributions *ex ante* auprès des établissements français ;
- sur les aspects résolution : il agit comme intermédiaire entre les établissements français et le Fonds de résolution unique.

Le Fonds de résolution unique (FRU) a été créé en 2014. Il s'agit d'un fonds supranational constitué des états de la zone euro, permettant notamment la mutualisation des dispositifs de financements en cas de résolution bancaire.

Le Fonds de résolution unique est alimenté, par les fonds de résolution nationaux, de manière progressive à partir de 2016 sur une période de huit ans afin d'atteindre un niveau cible en 2023 d'au moins 1 % du montant des dépôts couverts de tous les établissements de crédit agréés dans l'ensemble des États membres participants.

Après avoir constaté une forte hausse des dépôts dans les États membres participants, le Fonds de résolution unique a considéré qu'il était nécessaire de revoir le calcul des cotisations en prenant en compte une projection de ce que pourraient être les niveaux de dépôts à horizon 2023 : cette nouvelle méthodologie a eu pour conséquence une hausse des cotisations en 2018. Les charges comptabilisées en "Frais généraux" au 31 décembre 2018 s'élèvent à - 301 millions d'euros pour le groupe Crédit Agricole S.A. contre - 242 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Note 3 Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

La fonction gestion financière de Crédit Agricole S.A. a la responsabilité de l'organisation des flux financiers au sein du groupe Crédit Agricole S.A., de la définition et de la mise en œuvre des règles de refinancement, de la gestion actif-passif et du pilotage des ratios prudentiels. Elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des risques et contrôles permanents Groupe (DRG). Cette Direction est rattachée au Directeur général de Crédit Agricole S.A. et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent désormais dans le rapport de gestion, chapitre "Facteurs de risque", comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

3.1 RISQUE DE CRÉDIT

(Cf. chapitre "Gestion des risques – Risque de crédit")

3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les différentes étapes de dépréciations ("Actifs sains" – *Bucket 1* et *Bucket 2* et "Actifs dépréciés" – *Bucket 3*) sont explicitées dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers – Provisionnement pour risque de crédit".

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Actifs financiers au coût amorti : prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Actifs sains						Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois *(Bucket 1)*		Actifs soumis à une ECL à maturité *(Bucket 2)*		Actifs dépréciés *(Bucket 3)*				
(en millions d'euros)	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	**Valeur comptable brute (a)**	**Correction de valeur pour pertes (b)**	**Valeur nette comptable (a) + (b)**
Au 1er janvier 2018	**89 209**	**(46)**	**159**	**(1)**	**411**	**(386)**	**89 778**	**(433)**	**89 345**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *bucket* à l'autre	**33**	**-**	**(29)**	**-**	**(4)**	**-**	**-**	**-**	
Transferts de ECL 12 mois *(Bucket 1)* vers ECL Maturité *(Bucket 2)*	-	-	-	-			-	-	
Retour de ECL Maturité *(Bucket 2)* vers ECL 12 mois *(Bucket 1)*	29	-	(29)	-	-	-	-	-	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés *(Bucket 3)* (3)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de ECL Maturité Dépréciés *(Bucket 3)* vers ECL Maturité *(Bucket 2)* / ECL 12 mois *(Bucket 1)*	4	-	-	-	(4)	-	-	-	
Total après transferts	**89 242**	**(46)**	**130**	**(1)**	**407**	**(386)**	**89 778**	**(433)**	**89 345**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**9 165**	**19**	**(71)**	**-**	**5**	**(5)**	**9 099**	**14**	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (1)	25 834	(15)	44	(1)			25 878	(16)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance,...	(16 801)	15	(115)	1	(4)	-	(16 920)	16	
Passage à perte					(4)	4	(4)	4	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	(3)	-	-	-	-	-	(3)	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		3		-		5	-	8	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-	-	-	
Variation de périmètre	227	-	-	-	-	-	227	-	
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(95)	19	-	-	13	(14)	(82)	5	
Total	**98 407**	**(27)**	**59**	**(1)**	**412**	**(391)**	**98 877**	**(419)**	**98 457**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (2)	1 412		12		-		1 425		
AU 31 DÉCEMBRE 2018	**99 819**	**(27)**	**71**	**(1)**	**412**	**(391)**	**100 302**	**(419)**	**99 883**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les originations en *Bucket 2* peuvent inclure des encours originés en *Bucket 1* reclassés en *Bucket 2* au cours de la période.
(2) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.
(3) Les transferts vers ECL maturité dépréciés (*Bucket* 3) correspondent à des encours classés initialement en *Bucket* 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en *Bucket* 3, ou en *Bucket* 2 puis en *Bucket* 3.

Actifs financiers au coût amorti : prêts et créances sur la clientèle

(en millions d'euros)	Actifs sains – Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) – Valeur comptable brute	Actifs sains – Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) – Correction de valeur pour pertes	Actifs sains – Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) – Valeur comptable brute	Actifs sains – Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) – Correction de valeur pour pertes	Actifs dépréciés (Bucket 3) – Valeur comptable brute	Actifs dépréciés (Bucket 3) – Correction de valeur pour pertes	Total – Valeur comptable brute (a)	Total – Correction de valeur pour pertes (b)	Total – Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 1er janvier 2018	**303 914**	**(746)**	**33 017**	**(1 556)**	**15 092**	**(8 606)**	**352 022**	**(10 908)**	**341 114**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *bucket* à l'autre	**(1 015)**	**(77)**	**(689)**	**182**	**1 704**	**(478)**	**-**	**(374)**	
Transferts de ECL 12 mois *(Bucket 1)* vers ECL Maturité *(Bucket 2)*	(8 204)	49	8 204	(164)			-	(115)	
Retour de ECL Maturité *(Bucket 2)* vers ECL 12 mois *(Bucket 1)*	8 068	(127)	(8 068)	284	-	-	-	157	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés *(Bucket 3)* (3)	(1 025)	20	(1 113)	112	2 138	(609)	-	(478)	
Retour de ECL Maturité Dépréciés *(Bucket 3)* vers ECL Maturité *(Bucket 2)* / ECL 12 mois *(Bucket 1)*	146	(19)	288	(50)	(434)	131	-	62	
Total après transferts	**302 899**	**(823)**	**32 328**	**(1 374)**	**16 795**	**(9 085)**	**352 022**	**(11 282)**	**340 740**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**31 089**	**31**	**(222)**	**(43)**	**(4 243)**	**1 739**	**26 624**	**1 727**	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (1)	114 977	(595)	7 500	(480)			122 477	(1 075)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance,...	(85 023)	273	(7 895)	528	(1 758)	767	(94 676)	1 568	
Passage à perte					(2 534)	2 464	(2 534)	2 464	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	(2)	(8)	(33)	13	(3)	2	(38)	7	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		376		(63)		(1 514)	-	(1 201)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-	-	-	
Variation de périmètre	294	(1)	2	-	43	(20)	339	(21)	
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	843	(14)	204	(41)	9	40	1 056	(15)	
Total	**333 988**	**(792)**	**32 106**	**(1 417)**	**12 552**	**(7 346)**	**378 646**	**(9 555)**	**369 091**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (2)	309		(408)		464		365		
AU 31 DÉCEMBRE 2018	**334 297**	**(792)**	**31 698**	**(1 417)**	**13 016**	**(7 346)**	**379 011**	**(9 555)**	**369 456**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les originations en *Bucket 2* peuvent inclure des encours originés en *Bucket 1* reclassés en *Bucket 2* au cours de la période.
(2) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.
(3) Les transferts vers ECL maturité dépréciés (*Bucket* 3) correspondent à des encours classés initialement en *Bucket* 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en *Bucket* 3, ou en *Bucket* 2 puis en *Bucket* 3.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Actifs financiers au coût amorti : titres de dettes

(en millions d'euros)	Actifs sains – Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) – Valeur comptable brute	Actifs sains – Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) – Correction de valeur pour pertes	Actifs sains – Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) – Valeur comptable brute	Actifs sains – Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) – Correction de valeur pour pertes	Actifs dépréciés (Bucket 3) – Valeur comptable brute	Actifs dépréciés (Bucket 3) – Correction de valeur pour pertes	Total – Valeur comptable brute (a)	Total – Correction de valeur pour pertes (b)	Total – Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 1er janvier 2018	**51 634**	**(14)**	**72**	**(1)**	**-**	**-**	**51 706**	**(15)**	**51 692**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *bucket* à l'autre	**(1)**	**-**	**1**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Transferts de ECL 12 mois *(Bucket 1)* vers ECL Maturité *(Bucket 2)*	(10)	-	10	-	-	-	-	-	
Retour de ECL Maturité *(Bucket 2)* vers ECL 12 mois *(Bucket 1)*	9	-	(9)	-	-	-	-	-	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés *(Bucket 3)* (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de ECL Maturité Dépréciés *(Bucket 3)* vers ECL Maturité *(Bucket 2)* / ECL 12 mois *(Bucket 1)*	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	**51 633**	**(14)**	**73**	**(1)**	**-**	**-**	**51 706**	**(15)**	**51 692**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**5 974**	**(2)**	**(2)**	**(1)**	**26**	**(14)**	**5 998**	**(17)**	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	17 123	(8)	30	(1)	-		17 153	(9)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance,...	(11 436)	4	-	-	-	-	(11 436)	4	
Passage à perte						-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		2		-		-	-	2	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-	-	-	
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	287	-	(32)	-	26	(14)	281	(14)	
Total	**57 608**	**(16)**	**71**	**(2)**	**26**	**(14)**	**57 704**	**(32)**	**57 672**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)	92		-		-		92		
AU 31 DÉCEMBRE 2018	**57 699**	**(16)**	**71**	**(2)**	**26**	**(14)**	**57 796**	**(32)**	**57 764**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif).

(2) Les transferts vers ECL maturité dépréciés (*Bucket* 3) correspondent à des encours classés initialement en *Bucket* 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en *Bucket* 3, ou en *Bucket* 2 puis en *Bucket* 3.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : titres de dettes

(en millions d'euros)	Actifs sains – Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) – Valeur comptable	Actifs sains – Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) – Correction de valeur pour pertes	Actifs sains – Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) – Valeur comptable	Actifs sains – Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) – Correction de valeur pour pertes	Actifs dépréciés (Bucket 3) – Valeur comptable	Actifs dépréciés (Bucket 3) – Correction de valeur pour pertes	Total – Valeur comptable	Total – Correction de valeur pour pertes
Au 1er janvier 2018	**251 848**	**(104)**	**3 630**	**(40)**	**-**	**(4)**	**255 478**	**(148)**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *bucket* à l'autre	**1 237**	**(3)**	**(1 234)**	**6**			**3**	**3**
Transferts de ECL 12 mois *(Bucket 1)* vers ECL Maturité *(Bucket 2)*	(1)	-	1	-			-	-
Retour de ECL Maturité *(Bucket 2)* vers ECL 12 mois *(Bucket 1)*	1 238	(3)	(1 235)	6	-	-	3	3
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés *(Bucket 3)* (2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de ECL Maturité Dépréciés *(Bucket 3)* vers ECL Maturité *(Bucket 2)* / ECL 12 mois *(Bucket 1)*	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	**253 085**	**(107)**	**2 396**	**(34)**	**-**	**(4)**	**255 481**	**(145)**
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	**(4 996)**	**(6)**	**(236)**	**12**	**-**	**-**	**(5 232)**	**6**
Réévaluation de juste valeur sur la période	(4 659)		(93)		-		(4 752)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	31 607	(19)	144	(6)			31 751	(25)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance,...	(33 768)	17	(301)	4	-	-	(34 069)	21
Passage à perte					-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	15	15	-	-	15	15
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(4)		(1)		-	-	(5)
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-	-	-
Variation de périmètre	124	-	-	-	-	-	124	-
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1 700	-	(1)	-	-	-	1 699	-
Total	**248 089**	**(113)**	**2 160**	**(22)**	**-**	**(4)**	**250 249**	**(139)**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)	(53)		6		-		(47)	
AU 31 DÉCEMBRE 2018	**248 036**	**(113)**	**2 166**	**(22)**	**-**	**(4)**	**250 202**	**(139)**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	

(1) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes).
(2) Les transferts vers ECL maturité dépréciés (*Bucket* 3) correspondent à des encours classés initialement en *Bucket* 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en *Bucket* 3, ou en *Bucket* 2 puis en *Bucket* 3.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en millions d'euros)	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL 12 mois *(Bucket 1)* – Montant de l'engagement	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL 12 mois *(Bucket 1)* – Correction de valeur pour pertes	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL à maturité *(Bucket 2)* – Montant de l'engagement	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL à maturité *(Bucket 2)* – Correction de valeur pour pertes	Engagements dépréciés *(Bucket 3)* – Montant de l'engagement	Engagements dépréciés *(Bucket 3)* – Correction de valeur pour pertes	Total – Montant de l'engagement (a)	Total – Correction de valeur pour pertes (b)	Total – Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 1er janvier 2018	**142 487**	**(133)**	**6 432**	**(277)**	**484**	**(118)**	**149 403**	**(528)**	**148 875**
Transferts d'engagements en cours de vie d'un *bucket* à l'autre	**(441)**	**(35)**	**374**	**33**	**67**	**(3)**	**-**	**(5)**	
Transferts de ECL 12 mois *(Bucket 1)* vers ECL Maturité *(Bucket 2)*	(1 373)	7	1 373	(13)			-	(7)	
Retour de ECL Maturité *(Bucket 2)* vers ECL 12 mois *(Bucket 1)*	996	(42)	(997)	46			-	4	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés *(Bucket 3)* (1)	(66)	-	(5)	-	71	(3)	-	(3)	
Retour de ECL Maturité Dépréciés *(Bucket 3)* vers ECL Maturité *(Bucket 2)* / ECL 12 mois *(Bucket 1)*	2	-	2	-	(4)	1	-	1	
Total après transferts	**142 046**	**(168)**	**6 806**	**(245)**	**551**	**(121)**	**149 403**	**(533)**	**148 870**
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	**21 119**	**7**	**(1 625)**	**(1)**	**(304)**	**102**	**19 190**	**108**	
Nouveaux engagements donnés	62 704	(93)	1 518	(162)	-	-	64 222	(255)	
Extinction des engagements	(44 975)	92	(3 225)	190	(400)	147	(48 600)	429	
Passage à perte					(42)	42	(42)	42	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	8	(3)	9	-	-	(3)	17	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		8		(26)		(60)		(78)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	3 390	(8)	86	(12)	138	(27)	3 614	(47)	
AU 31 DÉCEMBRE 2018	**163 165**	**(160)**	**5 181**	**(246)**	**247**	**(19)**	**168 593**	**(425)**	**168 168**

(1) Les transferts vers ECL maturité dépréciés (*Bucket* 3) correspondent à des encours classés initialement en *Bucket* 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en *Bucket* 3, ou en *Bucket* 2 puis en *Bucket* 3.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Engagements sains						Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois *(Bucket 1)*		Engagements soumis à une ECL à maturité *(Bucket 2)*		Engagements dépréciés *(Bucket 3)*				
(en millions d'euros)	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 1er janvier 2018	**82 642**	**(52)**	**4 061**	**(109)**	**2 875**	**(314)**	**89 578**	**(475)**	**89 103**
Transferts d'engagements en cours de vie d'un *bucket* à l'autre	**(369)**	**(8)**	**253**	**20**	**116**	**(41)**	**-**	**(29)**	
Transferts de ECL 12 mois *(Bucket 1)* vers ECL Maturité *(Bucket 2)*	(976)	2	976	(4)	-	-	-	(2)	
Retour de ECL Maturité *(Bucket 2)* vers ECL 12 mois *(Bucket 1)*	698	(10)	(698)	14	-	-	-	4	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés *(Bucket 3)* (1)	(95)	-	(25)	10	120	(42)	-	(32)	
Retour de ECL Maturité Dépréciés *(Bucket 3)* vers ECL Maturité *(Bucket 2)* / ECL 12 mois *(Bucket 1)*	4	-	-	-	(4)	1	-	1	
Total après transferts	**82 273**	**(60)**	**4 314**	**(89)**	**2 991**	**(355)**	**89 578**	**(504)**	**89 074**
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	**(3 827)**	**4**	**(501)**	**(17)**	**(201)**	**70**	**(4 529)**	**57**	
Nouveaux engagements donnés	23 560	(35)	814	(28)			24 374	(63)	
Extinction des engagements	(24 270)	21	(1 598)	52	(337)	122	(26 205)	195	
Passage à perte					(5)	5	(5)	5	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	(2)	-	2	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		16		(31)		(75)	-	(90)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-	-	-	
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(3 117)	4	283	(12)	141	18	(2 693)	10	
AU 31 DÉCEMBRE 2018	**78 446**	**(56)**	**3 813**	**(106)**	**2 790**	**(285)**	**85 049**	**(447)**	**84 602**

(1) Les transferts vers ECL maturité dépréciés (*Bucket* 3) correspondent à des encours classés initialement en *Bucket* 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en *Bucket* 3, ou en *Bucket* 2 puis en *Bucket* 3.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Dépréciations des actifs financiers au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Créances sur les établissements de crédit	435	-	1	(6)	(41)	(3)	386
Créances sur la clientèle	10 533	292	2 878	(3 588)	(322)	(73)	9 720
dont dépréciations collectives	2 445	69	291	(687)	(115)	(56)	1 947
Opérations de location-financement	272	-	180	(194)	-	1	259
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	1 408	117	82	(436)	(12)	(1)	1 158
Autres actifs financiers	173	-	29	(43)	(7)	(17)	135
TOTAL DÉPRÉCIATIONS DES ACTIFS FINANCIERS	**12 821**	**409**	**3 170**	**(4 267)**	**(382)**	**(93)**	**11 658**

3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés *(Bucket 3)*.

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

	31/12/2018					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
(en millions d'euros)	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	**282 737**	**-**	**1 906**	**472**	**35**	**-**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**222 828**	-	-	383	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	**59 907**	-	1 906	89	35	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**2**	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**14 322**	**-**	**-**	**506**	**-**	**-**
TOTAL	**297 059**	**-**	**1 906**	**978**	**35**	**-**

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

(en millions d'euros)	31/12/2018					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**250 202**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**1**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1	-	-	-	-	-
Titres de dettes	**250 201**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**527 087**	**8 641**	**76 224**	**6 031**	**105 003**	**387**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	5 703	128	1 291	26	2 999	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**99 867**	**1 442**	**-**	**137**	**5 790**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	20	-	-	-	2 324	-
Prêts et créances sur la clientèle	**369 456**	**7 199**	**76 224**	**5 894**	**99 213**	**387**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	5 670	128	1 291	26	675	-
Titres de dettes	**57 764**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	12	-	-	-	-	-
TOTAL	**777 289**	**8 641**	**76 224**	**6 031**	**105 003**	**387**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	5 704	128	1 291	26	2 999	-

Engagements hors bilan soumis aux exigences de dépréciation

(en millions d'euros)	31/12/2018					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**84 603**	**-**	**8**	**357**	**5 995**	**4**
dont : engagements dépréciés en date de clôture	**2 505**	-	-	27	13	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**168 168**	**-**	**868**	**810**	**16 854**	**4 409**
dont : engagements dépréciés en date de clôture	**228**	-	3	8	4	-
TOTAL	**252 771**	**-**	**876**	**1 167**	**22 849**	**4 413**
dont : engagements dépréciés en date de clôture	**2 733**	-	3	35	16	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 8 “Engagements de financement et de garantie et autres garanties”.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Exposition maximale au risque de crédit au 31 décembre 2017

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur brute comptable, nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.

(en millions d'euros)	31/12/2017
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	251 891
Instruments dérivés de couverture	16 435
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	276 090
Prêts, créances et dépôts de garantie sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	106 897
Prêts, créances et dépôts de garantie sur la clientèle	367 814
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	20 179
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)	**1 039 306**
Engagements de financement donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	149 257
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	89 600
Provisions – Engagements par signature	(489)
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	**238 368**
EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE CRÉDIT	**1 277 674**

Le montant des garanties et autres rehaussements de crédits reçus s'élèvent à :

(en millions d'euros)	31/12/2017
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	2 533
Prêts et créances sur la clientèle	178 144
Engagements de financement donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	18 809
Engagements de garantie donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	4 715

Les montants présentés correspondent aux montants de garanties et collatéraux retenus dans le calcul des exigences de fonds propres du ratio de solvabilité. Leur valorisation, issue de la filière Risques, est déterminée en fonction des règles établies par le Comité des normes et méthodologies (CNM) du groupe Crédit Agricole S.A.

Cette valorisation est mise à jour selon une méthodologie et une fréquence propres à la nature de la sûreté et *a minima* une fois par an. Le montant déclaré au titre des garanties reçues est plafonné au montant des actifs couverts.

3.1.3 Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre "Facteurs de risques et pilier 3 – Gestion du risque de crédit".

Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

		Au 31 décembre 2018			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés *(Bucket 3)*	Total
(en millions d'euros)	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois *(Bucket 1)*	Actifs soumis à une ECL à maturité *(Bucket 2)*		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %	87 946	316		**88 262**
	0,5 % < PD ≤ 2 %	35 973	887		**36 860**
	2 % < PD ≤ 20 %	20 572	10 655		**31 227**
	20 % < PD < 100 %		1 711		**1 711**
	PD = 100 %			4 897	**4 897**
Total Clientèle de détail		**144 491**	**13 569**	**4 897**	**162 957**
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	285 549	6 194		**291 743**
	0,6 % < PD < 12 %	61 775	9 323		**71 098**
	12 % ≤ PD < 100 %		2 754		**2 754**
	PD = 100 %			8 557	**8 557**
Total Hors clientèle de détail		**347 324**	**18 271**	**8 557**	**374 152**
Dépréciations		(835)	(1 420)	(7 751)	**(10 006)**
TOTAL		**490 980**	**30 420**	**5 703**	**527 103**

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

		Au 31 décembre 2018			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés	
(en millions d'euros)	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois *(Bucket 1)*	Actifs soumis à une ECL à maturité *(Bucket 2)*	*(Bucket 3)*	Total
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %	-	-		-
	0,5 % < PD ≤ 2 %	-	-		-
	2 % < PD ≤ 20 %	-	-		-
	20 % < PD < 100 %		-		-
	PD = 100 %			-	-
Total Clientèle de détail		**-**	**-**	**-**	**-**
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	246 354	1 446		**247 800**
	0,6 % < PD < 12 %	1 682	716		**2 398**
	12 % ≤ PD < 100 %		4		**4**
	PD = 100 %			-	-
Total Hors clientèle de détail		**248 036**	**2 166**	**-**	**250 202**
TOTAL		**248 036**	**2 166**	**-**	**250 202**

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

		Au 31 décembre 2018			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains			
(en millions d'euros)	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois *(Bucket 1)*	Engagements soumis à une ECL à maturité *(Bucket 2)*	Engagements dépréciés *(Bucket 3)*	Total
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %	12 177	54		**12 231**
	0,5 % < PD ≤ 2 %	3 010	133		**3 143**
	2 % < PD ≤ 20 %	2 627	636		**3 263**
	20 % < PD < 100 %		58		**58**
	PD = 100 %			17	**17**
Total Clientèle de détail		**17 814**	**881**	**17**	**18 712**
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	136 687	3 289		**139 976**
	0,6 % < PD < 12 %	8 663	751		**9 414**
	12 % ≤ PD < 100 %		260		**260**
	PD = 100 %			231	**231**
Total Hors clientèle de détail		**145 350**	**4 300**	**231**	**149 881**
Provisions (1)		(160)	(246)	(19)	**(425)**
TOTAL		**163 004**	**4 935**	**229**	**168 168**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en millions d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2018 — Montant de l'engagement — Engagements sains — Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements sains — Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %	868	15		**883**
	0,5 % < PD ≤ 2 %	135	1		**136**
	2 % < PD ≤ 20 %	35	19		**54**
	20 % < PD < 100 %		3		**3**
	PD = 100 %			69	**69**
Total Clientèle de détail		**1 038**	**38**	**69**	**1 145**
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	74 849	2 840		**77 689**
	0,6 % < PD < 12 %	2 558	878		**3 436**
	12 % ≤ PD < 100 %		58		**58**
	PD = 100 %			2 721	**2 721**
Total Hors clientèle de détail		**77 407**	**3 776**	**2 721**	**83 904**
Provisions [1]		(56)	(106)	(285)	**(447)**
TOTAL		**78 389**	**3 708**	**2 505**	**84 602**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique

(en millions d'euros)	31/12/2018 Valeur comptable
Administration générale	-
Banques centrales	-
Établissements de crédit	-
Grandes entreprises	2
Clientèle de détail	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SUR OPTION	**2**

(en millions d'euros)	31/12/2017 Valeur comptable
Administration générale	-
Banques centrales	-
Établissements de crédit	-
Grandes entreprises	2
Clientèle de détail	-
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES À LA JUSTE VALEUR	**2**
Valeurs comptables des dérivés de crédit et assimilés limitant l'exposition au risque	**-**

Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2018 — Valeur comptable — Actifs sains — Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs sains — Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
Administration générale	32 642	137	87	**32 866**
Banques centrales	30 140	-	-	**30 140**
Établissements de crédit	83 432	70	411	**83 913**
Grandes entreprises	201 057	18 064	8 059	**227 180**
Clientèle de détail	144 544	13 569	4 897	**163 010**
Dépréciations	(835)	(1 420)	(7 751)	**(10 006)**
TOTAL	**490 980**	**30 420**	**5 703**	**527 103**

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés *(Bucket 3)*	Total
(en millions d'euros)	Actifs soumis à une ECL 12 mois *(Bucket 1)*	Actifs soumis à une ECL à maturité *(Bucket 2)*		
Administration générale	107 245	447	-	**107 692**
Banques centrales	1 025	-	-	**1 025**
Établissements de crédit	71 789	3	-	**71 792**
Grandes entreprises	67 977	1 716	-	**69 693**
Clientèle de détail	-	-	-	**-**
TOTAL	**248 036**	**2 166**	**-**	**250 202**

Dettes envers la clientèle par agent économique

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Administration générale	16 803	15 575
Grandes entreprises	200 104	174 494
Clientèle de détail	380 263	360 677
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	**597 170**	**550 746**

Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés *(Bucket 3)*	Total
(en millions d'euros)	Engagements soumis à une ECL 12 mois *(Bucket 1)*	Engagements soumis à une ECL à maturité *(Bucket 2)*		
Administration générale	4 076	8	-	**4 084**
Banques centrales	641	-	-	**641**
Établissements de crédit	23 983	-	1	**23 984**
Grandes entreprises	116 651	4 292	230	**121 173**
Clientèle de détail	17 814	881	16	**18 711**
Provisions [1]	(160)	(246)	(19)	**(425)**
TOTAL	**163 005**	**4 935**	**228**	**168 168**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés *(Bucket 3)*	Total
(en millions d'euros)	Engagements soumis à une ECL 12 mois *(Bucket 1)*	Engagements soumis à une ECL à maturité *(Bucket 2)*		
Administration générale	332	6	-	**338**
Banques centrales	568	-	-	**568**
Établissements de crédit	7 811	28	59	**7 898**
Grandes entreprises	68 696	3 742	2 662	**75 100**
Clientèle de détail	1 038	38	69	**1 145**
Provisions [1]	(56)	(106)	(285)	**(447)**
TOTAL	**78 389**	**3 708**	**2 505**	**84 602**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) au 31 décembre 2017

	31/12/2017				
(en millions d'euros)	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	6 008	102	21	29	**5 958**
Banques centrales	18 955	-	-	-	**18 955**
Établissements de crédit	76 027	(411)	386	-	**75 641**
Grandes entreprises	209 796	9 656	4 996	1 229	**203 571**
Clientèle de détail	154 254	5 528	3 016	689	**150 549**
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE	**465 040** [1]	**15 697**	**8 419**	**1 947**	**454 674**

(1) Dont encours restructurés pour 11 449 millions d'euros.

Engagements donnés en faveur de la clientèle par agent économique au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)	31/12/2017
Engagements de financement en faveur de la clientèle	
Administration générale	1 938
Grandes entreprises	106 652
Clientèle de détail	16 685
TOTAL ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	**125 275**
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	
Administration générale	293
Grandes entreprises	80 126
Clientèle de détail	1 201
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE	**81 620**

Concentration du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains			
(en millions d'euros)	Actifs soumis à une ECL 12 mois *(Bucket 1)*	Actifs soumis à une ECL à maturité *(Bucket 2)*	Actifs dépréciés *(Bucket 3)*	Total
France (y compris DOM-TOM)	247 024	14 920	4 495	**266 439**
Autres pays de l'Union européenne	141 448	8 403	6 238	**156 089**
Autres pays d'Europe	15 940	1 038	297	**17 275**
Amérique du Nord	31 693	871	123	**32 687**
Amériques centrale et du Sud	8 782	1 581	709	**11 072**
Afrique et Moyen-Orient	14 636	1 991	1 278	**17 905**
Asie et Océanie (hors Japon)	24 761	2 746	314	**27 821**
Japon	5 211	290	-	**5 501**
Organismes supranationaux	2 320	-	-	**2 320**
Dépréciations	(835)	(1 420)	(7 751)	**(10 006)**
TOTAL	**490 980**	**30 420**	**5 703**	**527 103**

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés *(Bucket 3)*	Total
(en millions d'euros)	Actifs soumis à une ECL 12 mois *(Bucket 1)*	Actifs soumis à une ECL à maturité *(Bucket 2)*		
France (y compris DOM-TOM)	123 231	1 088	-	**124 319**
Autres pays de l'Union européenne	87 396	1 078	-	**88 474**
Autres pays d'Europe	4 248	-	-	**4 248**
Amérique du Nord	20 866	-	-	**20 866**
Amériques centrale et du Sud	238	-	-	**238**
Afrique et Moyen-Orient	1 269	-	-	**1 269**
Asie et Océanie (hors Japon)	6 027	-	-	**6 027**
Japon	426	-	-	**426**
Organismes supranationaux	4 335	-	-	**4 335**
TOTAL	**248 036**	**2 166**	**-**	**250 202**

Dettes envers la clientèle par zone géographique

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
France (y compris DOM-TOM)	412 491	389 500
Autres pays de l'Union européenne	111 558	100 036
Autres pays d'Europe	15 434	12 328
Amérique du Nord	14 180	12 704
Amériques centrale et du Sud	4 170	5 281
Afrique et Moyen-Orient	12 736	12 448
Asie et Océanie (hors Japon)	12 789	10 523
Japon	13 723	7 683
Organismes supranationaux	89	243
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	**597 170**	**550 746**

Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés *(Bucket 3)*	Total
(en millions d'euros)	Engagements soumis à une ECL 12 mois *(Bucket 1)*	Engagements soumis à une ECL à maturité *(Bucket 2)*		
France (y compris DOM-TOM)	64 377	1 755	88	**66 220**
Autres pays de l'Union européenne	45 323	1 535	132	**46 990**
Autres pays d'Europe	6 552	225	11	**6 788**
Amérique du Nord	26 962	1 159	13	**28 134**
Amériques centrale et du Sud	3 182	149	-	**3 331**
Afrique et Moyen-Orient	5 766	155	3	**5 924**
Asie et Océanie (hors Japon)	7 412	202	-	**7 614**
Japon	3 591	1	-	**3 592**
Organismes supranationaux	-	-	-	**-**
Provisions (1)	(160)	(246)	(19)	**(425)**
TOTAL	**163 005**	**4 935**	**228**	**168 168**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés	
(en millions d'euros)	Engagements soumis à une ECL 12 mois *(Bucket 1)*	Engagements soumis à une ECL à maturité *(Bucket 2)*	*(Bucket 3)*	Total
France (y compris DOM-TOM)	34 766	1 022	309	**36 097**
Autres pays de l'Union européenne	16 323	1 219	2 345	**19 887**
Autres pays d'Europe	4 197	607	-	**4 804**
Amérique du Nord	9 828	312	24	**10 164**
Amériques centrale et du Sud	1 485	18	69	**1 572**
Afrique et Moyen-Orient	3 256	105	43	**3 404**
Asie et Océanie (hors Japon)	5 395	298	-	**5 693**
Japon	3 195	233	-	**3 428**
Organismes supranationaux	-	-	-	**-**
Provisions (1)	(56)	(106)	(285)	**(447)**
TOTAL	**78 389**	**3 708**	**2 505**	**84 602**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) au 31 décembre 2017

	31/12/2017				
(en millions d'euros)	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
France (y compris DOM-TOM)	240 312	4 671	2 314	562	**237 436**
Autres pays de l'Union européenne	127 014	7 907	3 963	741	**122 310**
Autres pays d'Europe	14 239	391	283	70	**13 886**
Amérique du Nord	25 931	152	53	246	**25 632**
Amériques centrale et du Sud	11 678	964	756	59	**10 863**
Afrique et Moyen-Orient	17 196	1 164	894	149	**16 153**
Asie et Océanie (hors Japon)	24 981	429	156	115	**24 710**
Japon	3 575	19	-	5	**3 570**
Organismes supranationaux	114	-	-	-	**114**
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE	**465 040** (1)	**15 697**	**8 419**	**1 947**	**454 674**

(1) Dont encours restructurés pour 11 449 millions d'euros.

Engagements donnés en faveur de la clientèle par zone géographique au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)	31/12/2017
Engagements de financement en faveur de la clientèle	
France (y compris DOM-TOM)	50 489
Autres pays de l'Union européenne	33 677
Autres pays d'Europe	5 094
Amérique du Nord	19 865
Amériques centrale et du Sud	5 710
Afrique et Moyen Orient	3 545
Asie et Océanie (hors Japon)	5 919
Japon	976
Total engagements de financement	**125 275**
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	
France (y compris DOM-TOM)	44 965
Autres pays de l'Union européenne	16 445
Autres pays d'Europe	3 313
Amérique du Nord	7 502
Amériques centrale et du Sud	1 121
Afrique et Moyen Orient	1 229
Asie et Océanie (hors Japon)	4 003
Japon	3 043
Total engagements de garantie	**81 620**

3.1.4 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

	31/12/2018								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale *(Bucket 1)*			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés *(Bucket 2)*			Actifs dépréciés *(Bucket 3)*		
(en millions d'euros)	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	**4 189**	**1 015**	**-**	**995**	**1 149**	**41**	**64**	**477**	**4 668**
Administration générale	51	163	-	3	1	-	-	-	60
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	28	24	-	2	1	-	-	-	-
Grandes entreprises	2 819	577	-	147	713	8	11	284	3 149
Clientèle de détail	1 290	252	-	843	434	33	53	193	1 458
TOTAL	**4 189**	**1 015**	**-**	**995**	**1 149**	**41**	**64**	**477**	**4 668**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

	31/12/2017						
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance						
(en millions d'euros)	≤ 90 jours	> 90 jours à ≤ 180 jours	>180 jours à ≤ 1 an	> 1 an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance	Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement	Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	1 931	1 085
Instruments de dettes	-	-	-	-	-	57	244
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	-	-	-	-	-	1	1
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	56	243
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et avances	5 096	165	115	108	5 485	7 278	10 366
Administration générale	50	3	1	2	55	81	50
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	40	3	2	2	46	25	386
Grandes entreprises	2 170	103	71	78	2 422	4 660	6 225
Clientèle de détail	2 836	56	42	27	2 961	2 512	3 705
TOTAL ACTIFS FINANCIERS EN SOUFFRANCE OU DÉPRÉCIÉS INDIVIDUELLEMENT	5 096	165	115	108	5 485	9 266	11 695

3.2 RISQUE DE MARCHÉ

(Cf. chapitre "Gestion des risques – Risque de marché")

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
(en millions d'euros)	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	1 586	5 291	7 062	13 938
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	1 496	5 283	7 062	13 840
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	90	8	-	98
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	100	49	19	168
Opérations fermes de change	-	-	-	100	49	19	168
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	46	-	-	46
Autres	-	-	-	46	-	-	46
Sous-total	-	-	-	1 731	5 340	7 081	14 152
Opérations de change à terme	-	-	-	170	-	-	170
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE – ACTIF	-	-	-	1 901	5 340	7 081	14 322

	31/12/2017			
	Opérations par maturité			Total en valeur de marché
(en millions d'euros)	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	**1 529**	**6 163**	**8 125**	**15 817**
Swaps de taux d'intérêt	1 445	6 163	8 124	**15 732**
Options de taux	-	-	-	**-**
Caps-floors-collars	84	-	-	**84**
Autres instruments conditionnels	-	-	1	**1**
Instruments de devises et or	**177**	**44**	**73**	**294**
Opérations fermes de changes	173	44	73	**290**
Options de change	4	-	-	**4**
Autres instruments	**74**	**-**	**-**	**74**
Dérivés sur actions et indices boursiers	74	-	-	**74**
Sous-total	**1 780**	**6 207**	**8 198**	**16 185**
Opérations de change à terme	250	-	-	**250**
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE – ACTIF	**2 030**	**6 207**	**8 198**	**16 435**

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
(en millions d'euros)	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	**-**	**-**	**-**	**1 165**	**4 745**	**5 755**	**11 665**
Futures	-	-	-	-	-	-	**-**
FRA	-	-	-	-	-	-	**-**
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	1 156	4 739	5 755	**11 650**
Options de taux	-	-	-	-	-	-	**-**
Caps-floors-collars	-	-	-	9	6	-	**15**
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	**-**
Instruments de devises	**-**	**-**	**-**	**111**	**3**	**5**	**119**
Opérations fermes de change	-	-	-	111	3	5	**119**
Options de change	-	-	-	-	-	-	**-**
Autres instruments	**-**	**-**	**-**	**65**	**-**	**-**	**65**
Autres	-	-	-	65	-	-	**65**
Sous-total	**-**	**-**	**-**	**1 341**	**4 748**	**5 760**	**11 849**
Opérations de change à terme	-	-	-	236	-	-	**236**
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE – PASSIF	**-**	**-**	**-**	**1 577**	**4 748**	**5 760**	**12 085**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

(en millions d'euros)	31/12/2017 Opérations par maturité ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	**1 250**	**3 897**	**7 653**	**12 800**
Swaps de taux d'intérêt	1 232	3 882	7 653	**12 767**
Options de taux	-	-	-	**-**
Caps-floors-collars	16	12	-	**28**
Autres instruments conditionnels	2	3	-	**5**
Instruments de devises et or	**212**	**13**	**8**	**233**
Opérations fermes de changes	209	13	8	**230**
Options de change	3	-	-	**3**
Autres instruments	**35**	**-**	**-**	**35**
Dérivés sur actions et indices boursiers	35	-	-	**35**
Sous-total	**1 497**	**3 910**	**7 661**	**13 068**
Opérations de change à terme	193	10	-	**203**
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE – PASSIF	**1 690**	**3 920**	**7 661**	**13 271**

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

(en millions d'euros)	31/12/2018 Opérations sur marchés organisés ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Opérations de gré à gré ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	**687**	**1 460**	**2 207**	**2 431**	**16 344**	**42 584**	**65 713**
Futures	674	1 458	2 207	-	-	-	**4 339**
FRA	-	-	-	3	-	-	**3**
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	1 660	12 458	30 457	**44 575**
Options de taux	-	-	-	309	2 082	10 732	**13 123**
Caps-floors-collars	-	-	-	459	1 804	1 395	**3 658**
Autres instruments conditionnels	13	2	-	-	-	-	**15**
Instruments de devises et or	**29**	**-**	**-**	**3 997**	**2 479**	**2 692**	**9 197**
Opérations fermes de change	29	-	-	2 928	1 596	2 219	**6 772**
Options de change	-	-	-	1 069	883	473	**2 425**
Autres instruments	**563**	**245**	**51**	**1 703**	**3 659**	**1 277**	**7 498**
Dérivés sur actions et indices boursiers	563	245	51	1 046	3 658	1 240	**6 803**
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	30	1	-	**31**
Dérivés sur produits de base	-	-	-	1	-	-	**1**
Dérivés de crédits	-	-	-	528	-	35	**563**
Autres	-	-	-	98	-	2	**100**
Sous-total	**1 279**	**1 705**	**2 258**	**8 131**	**22 482**	**46 553**	**82 408**
Opérations de change à terme	-	-	-	10 942	1 156	48	**12 146**
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION – ACTIF	**1 279**	**1 705**	**2 258**	**19 073**	**23 638**	**46 601**	**94 554**

(en millions d'euros)	31/12/2017						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	**175**	**1 022**	**1 812**	**7 789**	**18 122**	**48 645**	**77 565**
Futures	168	1 020	1 812	-	-	-	**3 000**
FRA	-	-	-	258	95	-	**353**
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	6 410	14 098	32 905	**53 413**
Options de taux	-	-	-	486	1 762	14 243	**16 491**
Caps-floors-collars	-	-	-	634	2 167	1 497	**4 298**
Autres instruments conditionnels	7	2	-	1	-	-	**10**
Instruments de devises et or	**15**	**-**	**-**	**3 510**	**2 985**	**2 256**	**8 766**
Opérations fermes de change	3	-	-	3 046	1 995	1 463	**6 507**
Options de change	12	-	-	464	990	793	**2 259**
Autres instruments	**86**	**343**	**605**	**1 511**	**2 896**	**545**	**5 986**
Dérivés sur actions et indices boursiers	85	342	605	1 443	2 525	392	**5 392**
Dérivés sur métaux précieux	1	-	-	5	-	21	**27**
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	**-**
Dérivés de crédits	-	-	-	26	367	58	**451**
Autres	-	1	-	37	4	74	**116**
Sous-total	**276**	**1 365**	**2 417**	**12 810**	**24 003**	**51 446**	**92 317**
Opérations de change à terme	-	-	-	11 602	1 762	114	**13 478**
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION – ACTIF	**276**	**1 365**	**2 417**	**24 412**	**25 765**	**51 560**	**105 795**

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

(en millions d'euros)	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	**739**	**1 113**	**2 077**	**2 149**	**15 957**	**43 041**	**65 076**
Futures	732	1 112	2 077	-	-	-	**3 921**
FRA	-	-	-	-	-	-	**-**
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	1 863	12 463	30 319	**44 646**
Options de taux	-	-	-	132	1 608	10 795	**12 535**
Caps-floors-collars	-	-	-	153	1 886	1 927	**3 965**
Autres instruments conditionnels	7	1	-	1	-	-	**9**
Instruments de devises et or	**103**	**-**	**-**	**3 481**	**2 171**	**2 270**	**8 023**
Opérations fermes de change	103	-	-	2 441	1 862	1 891	**6 295**
Options de change	-	-	-	1 040	309	379	**1 728**
Autres instruments	**251**	**518**	**190**	**1 616**	**1 931**	**1 534**	**6 041**
Dérivés sur actions et indices boursiers	251	518	190	720	1 849	1 493	**5 021**
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	40	-	-	**41**
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	**-**
Dérivés de crédits	-	-	-	760	82	41	**883**
Autres	-	-	-	96	-	-	**96**
Sous-total	**1 093**	**1 631**	**2 267**	**7 246**	**20 059**	**46 845**	**79 139**
Opérations de change à terme	-	-	-	11 531	1 918	14	**13 465**
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION – PASSIF	**1 093**	**1 631**	**2 267**	**18 777**	**21 977**	**46 859**	**92 604**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

	31/12/2017						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
(en millions d'euros)	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	**136**	**821**	**1 396**	**7 923**	**18 027**	**50 859**	**79 162**
Futures	135	795	1 396	-	-	-	**2 326**
FRA	-	-	-	263	89	-	**352**
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	7 152	13 841	34 305	**55 298**
Options de taux	-	-	-	115	1 686	14 564	**16 365**
Caps-floors-collars	-	-	-	391	2 411	1 990	**4 792**
Autres instruments conditionnels	1	26	-	2	-	-	**29**
Instruments de devises et or	**34**	**-**	**-**	**3 577**	**2 280**	**1 885**	**7 776**
Opérations fermes de change	-	-	-	2 763	1 991	1 333	**6 087**
Options de change	34	-	-	814	289	552	**1 689**
Autres instruments	**93**	**311**	**656**	**725**	**2 565**	**574**	**4 924**
Dérivés sur actions et indices boursiers	86	311	656	504	1 970	527	**4 054**
Dérivés sur métaux précieux	7	-	-	3	1	16	**27**
Dérivés de crédits	-	-	-	203	594	31	**828**
Autres	-	-	-	15	-	-	**15**
Sous-total	**263**	**1 132**	**2 052**	**12 225**	**22 872**	**53 318**	**91 862**
Opérations de change à terme	-	-	-	11 988	2 578	81	**14 647**
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION – PASSIF	**263**	**1 132**	**2 052**	**24 213**	**25 450**	**53 399**	**106 509**

Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

	31/12/2018	31/12/2017
(en millions d'euros)	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	**9 932 779**	**10 032 748**
Futures	2 630 775	2 071 162
FRA	2 180	670
Swaps de taux d'intérêts	5 912 426	6 641 709
Options de taux	719 866	705 566
Caps-floors-collars	470 579	461 944
Autres instruments conditionnels	196 953	151 697
Instruments de devises et or	**578 345**	**1 582 256**
Opérations fermes de change	288 920	1 358 839
Options de change	289 425	223 417
Autres instruments	**127 095**	**123 232**
Dérivés sur actions et indices boursiers	90 220	90 188
Dérivés sur métaux précieux	4 433	861
Dérivés sur produits de base	8	1
Dérivés de crédits	29 196	32 182
Autres	3 238	-
Sous-total	**10 638 219**	**11 738 236**
Opérations de change à terme	1 878 752	533 483
TOTAL NOTIONNELS	**12 516 971**	**12 271 719**

3.3 RISQUE DE LIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

(Cf. chapitre "Gestion des risques – Gestion du bilan")

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

	31/12/2018					
(en millions d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	97 278	92 938	149 050	74 134	-	**413 400**
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	84 774	39 763	134 781	115 915	3 778	**379 011**
Total	**182 052**	**132 701**	**283 831**	**190 049**	**3 778**	**792 411**
Dépréciations						**(9 974)**
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE						**782 437**

	31/12/2017					
(en millions d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	92 041	89 025	143 588	69 782	-	**394 436**
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	91 928	38 308	126 191	109 320	4 312	**370 059**
Total	**183 969**	**127 333**	**269 779**	**179 102**	**4 312**	**764 495**
Dépréciations						**(10 365)**
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE						**754 130**

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

	31/12/2018					
(en millions d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	66 961	13 880	37 035	14 084	-	**131 960**
Dettes envers la clientèle	517 118	43 794	30 836	5 422	-	**597 170**
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE	**584 079**	**57 674**	**67 871**	**19 506**	**-**	**729 130**

	31/12/2017					
(en millions d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	55 616	13 960	38 252	17 762	-	**125 590**
Dettes envers la clientèle	479 428	36 163	29 575	5 580	-	**550 746**
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE	**535 044**	**50 123**	**67 827**	**23 342**	**-**	**676 336**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en millions d'euros)	31/12/2018 ≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	54	55	17	-	-	**126**
Titres du marché interbancaire	329	1 576	6 273	2 128	-	**10 306**
Titres de créances négociables	48 947	25 455	4 150	57	-	**78 609**
Emprunts obligataires	4 946	5 023	41 565	40 813	-	**92 347**
Autres dettes représentées par un titre	887	937	1 258	-	-	**3 082**
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	**55 163**	**33 046**	**53 263**	**42 998**	**-**	**184 470**
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	217	2 147	2 551	15 567	-	**20 482**
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	2 061	**2 061**
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	161	**161**
Titres et emprunts participatifs	60	-	-	1	-	**61**
TOTAL DETTES SUBORDONNÉES	**277**	**2 147**	**2 551**	**15 568**	**2 222**	**22 765**

(en millions d'euros)	31/12/2017 ≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	61	69	-	-	-	**130**
Titres du marché interbancaire	221	1 359	6 306	3 800	-	**11 686**
Titres de créances négociables	40 331	17 653	3 715	192	-	**61 891**
Emprunts obligataires	4 693	4 262	32 546	44 675	-	**86 176**
Autres dettes représentées par un titre	849	1 206	1 770	-	-	**3 825**
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	**46 155**	**24 549**	**44 337**	**48 667**	**-**	**163 708**
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	2 141	543	5 483	14 063	-	**22 230**
Dettes subordonnées à durée indéterminée	67	-	-	-	2 867	**2 934**
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	171	**171**
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	1	85	**86**
TOTAL DETTES SUBORDONNÉES	**2 208**	**543**	**5 483**	**14 064**	**3 123**	**25 421**

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(en millions d'euros)	31/12/2018 ≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	164	103	-	-	-	**267**

(en millions d'euros)	31/12/2017 ≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	154	67	-	-	-	**221**

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 "Risque de marché".

3.4 COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

(Cf. note 3.2 "Risque de marché" et chapitre "Gestion des risques – Gestion du bilan")

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devises

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devises étrangères.

Instruments dérivés de couverture

	31/12/2018		
	Valeur de marché		Montant notionnel
(en millions d'euros)	Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	**12 648**	**11 750**	**783 720**
Taux d'intérêt	12 397	11 522	746 100
Change	251	228	37 620
Autres	-	-	-
Couverture de flux de trésorerie	**1 665**	**287**	**61 999**
Taux d'intérêt	1 541	143	27 724
Change	78	79	34 135
Autres	46	65	140
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**9**	**48**	**4 543**
TOTAL INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	**14 322**	**12 085**	**850 262**

	31/12/2017		
	Valeur de marché		Montant notionnel
(en millions d'euros)	Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	**14 627**	**12 997**	**829 366**
Taux d'intérêt	14 156	12 687	795 125
Instruments de capitaux propres	-	-	-
Change	471	310	34 241
Crédit	-	-	-
Matières premières	-	-	-
Autres	-	-	-
Couverture de flux de trésorerie	**1 783**	**244**	**30 443**
Taux d'intérêt	1 662	112	23 850
Instruments de capitaux propres	74	35	159
Change	47	97	6 434
Crédit	-	-	-
Matières premières	-	-	-
Autres	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**25**	**30**	**3 187**
TOTAL INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	**16 435**	**13 271**	**862 996**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
(en millions d'euros)	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total notionnel
Instruments de taux d'intérêt	**-**	**-**	**-**	**273 147**	**255 434**	**245 243**	**773 824**
Futures	-	-	-	-	-	-	**-**
FRA	-	-	-	-	-	-	**-**
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	273 043	254 339	242 755	**770 137**
Options de taux	-	-	-	-	-	-	**-**
Caps-floors-collars	-	-	-	104	1 095	2 488	**3 687**
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	**-**
Instruments de devises	**-**	**-**	**-**	**12 350**	**1 984**	**-**	**14 334**
Opérations fermes de change	-	-	-	12 350	1 984	-	**14 334**
Options de change	-	-	-	-	-	-	**-**
Autres instruments	**-**	**-**	**-**	**140**	**-**	**-**	**140**
Autres	-	-	-	140	-	-	**140**
Sous-total	**-**	**-**	**-**	**285 637**	**257 418**	**245 243**	**788 298**
Opérations de change à terme	-	-	-	57 193	2 082	2 689	**61 964**
TOTAL NOTIONNEL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	**-**	**-**	**-**	**342 830**	**259 500**	**247 932**	**850 262**

La note 3.2 "Risque de marché – opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle" présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

Couverture de juste valeur

Instruments dérivés de couverture

	31/12/2018			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y. c. cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
(en millions d'euros)	Actif	Passif		
Couverture de juste valeur				
Marchés organisés	**-**	**-**	**-**	**-**
Taux d'intérêt	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Change	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Marchés de gré à gré	**3 214**	**4 176**	**709**	**220 690**
Taux d'intérêt	2 963	3 948	674	183 070
Instruments fermes	2 882	3 948	653	183 069
Instruments conditionnels	81	-	21	1
Change	251	228	35	37 620
Instruments fermes	251	228	35	37 620
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	**3 214**	**4 176**	**709**	**220 690**
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	9 434	7 574	(568)	563 030
TOTAL COUVERTURE DE JUSTE VALEUR	**12 648**	**11 750**	**141**	**783 720**

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" au compte de résultat.

Éléments couverts

Micro-couvertures	31/12/2018			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y. c. cessations de couvertures au cours de la période)
(en millions d'euros)	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**31 064**	**377**		**(342)**
Taux d'intérêt	31 014	377		(342)
Change	50	-		-
Autres	-	-		-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	**63 327**	**655**	**-**	**148**
Taux d'intérêt	47 016	654	-	91
Change	16 311	1	-	57
Autres	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	**94 391**	**1 032**	**-**	**(194)**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	**109 027**	**2 012**	**16**	**513**
Taux d'intérêt	100 442	1 858	16	398
Change	8 585	154	-	115
Autres	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	**109 027**	**2 012**	**16**	**513**

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" au compte de résultat.

Macro-couvertures	31/12/2018	
(en millions d'euros)	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	159	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	248 848	94
Total – Actifs	**249 007**	**94**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	342 175	373
Total – Passifs	**342 175**	**373**

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste "Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux" au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2018		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
(en millions d'euros)	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y. c. cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y. c. cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	106	(92)	14
Change	35	(58)	(23)
Autres	-	-	-
TOTAL	**141**	**(150)**	**(9)**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

Instruments dérivés de couverture

(en millions d'euros)	31/12/2018			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y. c. cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif		
Couverture de flux de trésorerie				
Marchés organisés	**-**	**-**	**-**	**-**
Taux d'intérêt	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Change	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Marchés de gré à gré	**1 165**	**88**	**(44)**	**32 124**
Taux d'intérêt	1 072	-	(55)	7 085
Instruments fermes	1 072	-	(55)	7 085
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Change	47	23	11	24 899
Instruments fermes	47	23	11	24 899
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Autres	46	65	-	140
Total des micro-couvertures de flux de trésorerie	**1 165**	**88**	**(44)**	**32 124**
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	469	143	(76)	20 639
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de change	31	56	(1)	9 236
Total des macro-couvertures de flux de trésorerie	**500**	**199**	**(77)**	**29 875**
TOTAL DE LA COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	**1 665**	**287**	**(122)**	**61 999**
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**9**	**48**	**(5)**	**4 543**

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste "Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres" à l'exception de la part inefficace de la relation de couverture qui est comptabilisée au sein du poste "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

(en millions d'euros)	31/12/2018		
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)
	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture
Couverture de flux de trésorerie	**-**	**-**	**-**
Taux d'intérêt	(132)	-	-
Change	10	-	-
Autres	-	-	-
Total de la couverture de flux de trésorerie	**(122)**	**-**	**-**
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**5**	**7**	**-**
TOTAL DE LA COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE ET D'INVESTISSEMENT NET DANS UNE ACTIVITÉ À L'ÉTRANGER	**(117)**	**7**	**-**

3.5 RISQUES OPÉRATIONNELS

(Cf. chapitre "Gestion des risques – Risques opérationnels")

3.6 GESTION DU CAPITAL ET RATIOS RÉGLEMENTAIRES

La Direction finances de Crédit Agricole S.A. a pour objectif de sécuriser l'adéquation entre les besoins générés par l'activité globale du Groupe et ses ressources financières en liquidité et en capital. Elle a la responsabilité du pilotage des ratios prudentiels et règlementaires (solvabilité, liquidité, levier, résolution) du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. À ce titre, elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

Les informations sur la gestion du capital et le respect des ratios réglementaires requises par IAS 1 sont présentées dans le chapitre "Risques et Pilier 3".

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des risques et contrôles permanents Groupe (DRG). Cette Direction est rattachée au Directeur général de Crédit Agricole S.A. et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

Note 4 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS

(en millions d'euros)	31/12/2018
Sur les actifs financiers au coût amorti	**16 637**
Opérations avec les établissements de crédit	1 664
Opérations internes au Crédit Agricole	2 955
Opérations avec la clientèle	10 726
Opérations de location-financement	714
Titres de dettes	578
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**5 581**
Opérations avec les établissements de crédit	-
Opérations avec la clientèle	-
Titres de dettes	5 581
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	**2 561**
Autres intérêts et produits assimilés	**38**
PRODUITS D'INTÉRÊTS (1)	**24 817**
Sur les passifs financiers au coût amorti	**(12 259)**
Opérations avec les établissements de crédit	(1 299)
Opérations internes au Crédit Agricole	(1 112)
Opérations avec la clientèle	(5 628)
Opérations de location-financement	(194)
Dettes représentées par un titre	(3 203)
Dettes subordonnées	(823)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	**(939)**
Autres intérêts et charges assimilées	**(49)**
CHARGES D'INTÉRÊTS	**(13 247)**

(1) Dont 137 millions d'euros sur créances dépréciées *(Bucket 3)* au 31 décembre 2018.

(en millions d'euros)	31/12/2017
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 617
Sur opérations internes au Crédit Agricole	3 285
Sur opérations avec la clientèle	10 264
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	5 971
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	524
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	2 285
Sur opérations de location-financement	710
Autres intérêts et produits assimilés	48
PRODUITS D'INTÉRÊTS (1)	**24 704**
Sur opérations avec les établissements de crédit	(1 095)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	(1 096)
Sur opérations avec la clientèle	(5 102)
Sur dettes représentées par un titre	(3 064)
Sur dettes subordonnées	(1 052)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(797)
Sur opérations de location-financement	(194)
Autres intérêts et charges assimilées	(28)
CHARGES D'INTÉRÊTS	**(12 428)**

(1) Dont 169 millions d'euros sur créances dépréciées individuellement au 31 décembre 2017.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.2 PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS

	31/12/2018			31/12/2017		
(en millions d'euros)	**Produits**	**Charges**	**Net**	**Produits**	**Charges**	**Net**
Sur opérations avec les établissements de crédit	217	(43)	**174**	218	(40)	**178**
Sur opérations internes au Crédit Agricole	754	(505)	**249**	812	(544)	**268**
Sur opérations avec la clientèle	1 991	(230)	**1 761**	1 841	(213)	**1 628**
Sur opérations sur titres	38	(79)	**(41)**	44	(69)	**(25)**
Sur opérations de change	38	(44)	**(7)**	37	(38)	**(1)**
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	272	(196)	**76**	350	(181)	**169**
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	2 419	(3 550)	**(1 132)**	2 142	(3 378)	**(1 236)**
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	4 872	(1 794)	**3 078**	4 090	(1 266)	**2 824**
PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS	**10 600**	**(6 441)**	**4 160**	**9 534**	**(5 729)**	**3 805**

Les produits de commissions des opérations sur la clientèle et des opérations sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers sont portés majoritairement par les activités de Gestion de l'épargne et Assurances et de Services financiers spécialisés.

Les produits de commissions de Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues sont essentiellement liés aux activités de Gestion de l'épargne et Assurances.

4.3 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(en millions d'euros)	**31/12/2018**
Dividendes reçus	1 085
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	(37)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	(1 372)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	(974)
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	(3 351)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option [1]	(135)
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	1 701
Résultat de la comptabilité de couverture	(9)
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	**(3 093)**

(1) Hors *spread* de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option concernés.

Compte tenu de la norme IFRS 9, le *spread* émetteur de Crédit Agricole CIB est classé à compter du 1er janvier 2018 en Capitaux propres dans les "Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables".

(en millions d'euros)	**31/12/2017**
Dividendes reçus	628
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	1 318
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	2 124
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	580
Résultat de la comptabilité de couverture	(30)
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	**4 620**

L'impact du *spread* émetteur Crédit Agricole CIB en produit net bancaire est une charge de 222 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

	31/12/2018		
(en millions d'euros)	**Profits**	**Pertes**	**Net**
Couverture de juste valeur	**4 002**	**(4 000)**	**2**
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	1 574	(2 281)	(707)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	2 428	(1 719)	709
Couverture de flux de trésorerie	**-**	**-**	**-**
Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**-**	**-**	**-**
Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	**7 130**	**(7 141)**	**(11)**
Variations de juste valeur des éléments couverts	3 743	(3 186)	557
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	3 387	(3 955)	(568)
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	**-**	**-**	**-**
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture – partie inefficace	-	-	-
TOTAL RÉSULTAT DE LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	**11 132**	**(11 141)**	**(9)**

	31/12/2017		
(en millions d'euros)	**Profits**	**Pertes**	**Net**
Couverture de juste valeur	**5 402**	**(5 412)**	**(10)**
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	3 095	(1 970)	1 125
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	2 307	(3 442)	(1 135)
Couverture de flux de trésorerie	**-**	**-**	**-**
Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**-**	**-**	**-**
Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	**10 903**	**(10 923)**	**(20)**
Variations de juste valeur des éléments couverts	5 687	(5 157)	530
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	5 216	(5 766)	(550)
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	**1**	**(1)**	**-**
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture – partie inefficace	1	(1)	-
TOTAL RÉSULTAT DE LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	**16 306**	**(16 336)**	**(30)**

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,…) est présenté dans la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

4.4 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	31/12/2018
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	71
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) (2)	121
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	**192**

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés *(Bucket 3)* mentionné en note 4.9 "Coût du risque".
(2) Dont dividendes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables décomptabilisés au cours de la période de 11 millions d'euros.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)	31/12/2017
Dividendes reçus	1 092
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (1)	2 025
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	(81)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	(8)
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	**3 028**

(1) Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionné en note 4.9 "Coût du risque".

4.5 GAINS OU PERTES NETS RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI

(en millions d'euros)	31/12/2018
Titres de dettes	5
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	-
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	**5**
Titres de dettes	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	(5)
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	**(5)**
GAINS OU PERTES NETS RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI (1)	**-**

(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés *(Bucket 3)* mentionné en note 4.9 "Coût du risque".

4.6 PRODUITS (CHARGES) NETS DES AUTRES ACTIVITÉS

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	(3)	(1)
Autres produits nets de l'activité d'assurance (1) (2)	11 156	7 779
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance (3)	(4 975)	(13 260)
Produits nets des immeubles de placement	284	280
Autres produits (charges) nets	155	107
PRODUITS (CHARGES) DES AUTRES ACTIVITÉS	**6 617**	**(5 095)**

(1) L'augmentation de 3 377 millions d'euros des autres produits nets de l'activité d'assurance s'explique essentiellement par une augmentation de la collecte nette pour 3 100 millions d'euros dont 2 500 millions sur l'activité Épargne-Retraite.
(2) La quote-part de résultat des entreprises associées de l'activité d'assurance ainsi que la participation aux bénéfices rattachée sont classées en Autres produits nets de l'activité d'assurance (cf. note 6.12 "Co-entreprises et entreprises associées").
(3) La baisse de la dotation aux provisions techniques des contrats d'assurance de 8 285 millions d'euros est essentiellement due aux évolutions de marché sur les contrats en unités de compte.

4.7 CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Charges de personnel	(7 123)	(6 933)
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	(792)	(763)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(3 915)	(3 742)
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	**(11 830)**	**(11 438)**

(1) Dont - 301 millions d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2018.

Honoraires des Commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. intégrées globalement est la suivante au titre de 2018 :

Collège des Commissaires aux comptes du groupe Crédit Agricole S.A.

	Ernst & Young		PricewaterhouseCoopers		
(en millions d'euros hors taxes)	2018	2017	2018	2017	Total 2018
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	**16,94**	**17,53**	**14,34**	**14,87**	**31,28**
Émetteur	2,08	2,19	2,12	2,16	4,20
Filiales intégrées globalement	14,86	15,34	12,22	12,71	27,08
Services autres que la certification des comptes	**5,19**	**5,91**	**5,27**	**6,16**	**10,46**
Émetteur	0,70	0,58	1,08	1,36	1,78
Filiales intégrées globalement	4,49	5,33	4,19	4,80	8,68
TOTAL	**22,13**	**23,44**	**19,61**	**21,03**	**41,74**

Le montant total des honoraires de PricewaterhouseCoopers Audit, Commissaire aux comptes de la société Crédit Agricole S.A., figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 11,0 millions d'euros, dont 8,6 millions d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Crédit Agricole S.A. et ses filiales et 2,4 millions d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, prestations relatives aux informations sociales environnementales, consultations, etc.).

Le montant total des honoraires de Ernst & Young et Autres, Commissaire aux comptes de la société Crédit Agricole S.A., figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 9,8 millions d'euros, dont 8,0 millions d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Crédit Agricole S.A. et ses filiales et 1,8 millions d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, prestations relatives aux informations sociales environnementales, consultations, etc.).

Autres Commissaires aux comptes intervenant sur les sociétés du groupe Crédit Agricole S.A., consolidées par intégration globale

	Mazars		KPMG		Deloitte		Autres		Total
(en millions d'euros hors taxes)	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	**1,22**	**1,31**	**0,23**	**0,29**	**0,20**	**0,14**	**0,32**	**0,34**	**1,97**
Services autres que la certification des comptes [1]	**0,13**	**0,06**	**0,01**	**0,26**	**0,01**	**-**	**0,01**	**0,02**	**0,16**
TOTAL	**1,35**	**1,37**	**0,24**	**0,55**	**0,21**	**0,14**	**0,33**	**0,36**	**2,13**

(1) Les services autres que la certification des comptes recensés correspondent aux missions réalisées par ces cabinets dans les sociétés où ils sont Commissaires aux comptes.

4.8 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dotations aux amortissements	**(760)**	**(752)**
Immobilisations corporelles	(396)	(382)
Immobilisations incorporelles	(364)	(370)
Dotations (reprises) aux dépréciations	**1**	**(13)**
Immobilisations corporelles	-	(3)
Immobilisations incorporelles	1	(10)
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	**(759)**	**(765)**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.9 COÛT DU RISQUE

(en millions d'euros)	31/12/2018
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains *(Bucket 1* et *Bucket 2)*	**99**
***Bucket 1* : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir**	**(83)**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(57)
Engagements par signature	(28)
***Bucket 2* : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie**	**182**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	122
Engagements par signature	58
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés *(Bucket 3)*	**(1 030)**
***Bucket 3* : Actifs dépréciés**	**(1 030)**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(1 120)
Engagements par signature	90
Autres actifs	-
Risques et charges	(88)
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	**(1 019)**
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(197)
Récupérations sur prêts et créances	189
Comptabilisés au coût amorti	189
Comptabilisés en capitaux propres recyclables	-
Décotes sur crédits restructurés	(28)
Pertes sur engagements par signature	(4)
Autres pertes	(36)
Autres produits	14
COÛT DU RISQUE	**(1 081)**

(en millions d'euros)	31/12/2017
Dotations aux provisions et aux dépréciations	**(3 424)**
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	(1)
Prêts et créances	(2 883)
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-
Autres actifs	(27)
Engagements par signature	(265)
Risques et charges	(249)
Reprises de provisions et de dépréciations	**2 172**
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	183
Prêts et créances	1 737
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-
Autres actifs	18
Engagements par signature	75
Risques et charges	159
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	**(1 253)**
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés	(138)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(217)
Récupérations sur prêts et créances amortis	233
Décotes sur crédits restructurés	(21)
Pertes sur engagements par signature	-
Autres pertes	(27)
Autres produits	-
COÛT DU RISQUE	**(1 422)**

4.10 GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**77**	**5**
Plus-values de cession	82	28
Moins-values de cession	(6)	(23)
Titres de capitaux propres consolidés	**15**	**12**
Plus-values de cession	15	18
Moins-values de cession	-	(6)
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement	**(3)**	**(11)**
GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS	**89**	**6**

4.11 IMPÔTS

Charge d'impôt

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Charge d'impôt courant	(1 310)	(1 638)
Charge d'impôt différé	(9)	(94)
Reclassement de la charge (produit) d'impôt lié à l'approche par superposition	(147)	-
TOTAL CHARGE D'IMPÔT	**(1 466)**	**(1 732)**

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2018

(en millions d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	6 155	34,43 %	(2 119)
Effet des différences permanentes		(3,82) %	235
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		(4,65) %	286
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires		0,53 %	(32)
Effet de l'imposition à taux réduit		(1,60) %	99
Effet des autres éléments		(1,07) %	66
TAUX ET CHARGE EFFECTIFS D'IMPÔT		**23,81 %**	**(1 466)**

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	5 015	34,43 %	(1 727)
Effet des différences permanentes		(3,23) %	162
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		(2,80) %	140
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires		1,06 %	(53)
Effet de l'imposition à taux réduit		(2,51) %	126
Changement de taux		7,84 %	(393)
Effet des autres éléments		(0,22) %	11
TAUX ET CHARGE EFFECTIFS D'IMPÔT		**34,57 %**	**(1 732)**

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2017.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

4.12 VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)	31/12/2018
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	
Gains et pertes sur écarts de conversion	**248**
Écart de réévaluation de la période	241
Transferts en résultat	7
Autres variations	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	**(1 225)**
Écart de réévaluation de la période	(1 153)
Transferts en résultat	(65)
Autres variations	(7)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	**(138)**
Écart de réévaluation de la période	(146)
Transferts en résultat	-
Autres variations	8
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition	**(356)**
Écart de réévaluation de la période	(291)
Transferts en résultat	-
Autres variations	(65)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	**(11)**
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	**547**
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	**1**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	**(2)**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	**(936)**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	51
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	**383**
Écart de réévaluation de la période	365
Transferts en réserves	18
Autres variations	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	**130**
Écart de réévaluation de la période	115
Transferts en réserves	60
Autres variations	(45)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	**1**
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	**(259)**
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	**(3)**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	**5**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	**308**
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	**(628)**
Dont part du Groupe	(595)
Dont participations ne donnant pas le contrôle	(33)

(en millions d'euros)	31/12/2017
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	
Gains et pertes sur écarts de conversion	**(683)**
Écart de réévaluation de la période	(683)
Transferts en résultat	-
Autres variations	-
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	**(530)**
Écart de réévaluation de la période	(131)
Transferts en résultat	(481)
Autres variations	82
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	**(356)**
Écart de réévaluation de la période	(355)
Transferts en résultat	-
Autres variations	(1)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	**(386)**
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	**355**
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	**(16)**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	**(15)**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	**(1 631)**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	24
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(28)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	(1)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	(9)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	**(10)**
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	**(1 641)**
Dont part du Groupe	(1 579)
Dont participations ne donnant pas le contrôle	(62)

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôts

	31/12/2017				01/01/2018				Variation				31/12/2018			
(en millions d'euros)	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables																
Gains et pertes sur écarts de conversion	(493)	(5)	(498)	(387)	(492)	(5)	(497)	(387)	248	1	249	228	(244)	(4)	(248)	(158)
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	4 493	(960)	3 533	3 500												
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables					3 702	(985)	2 717	2 704	(1 225)	332	(893)	(856)	2 477	(653)	1 824	1 848
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	625	(191)	434	427	625	(191)	434	427	(138)	48	(90)	(88)	487	(143)	344	339
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition					509	(15)	494	494	(356)	166	(190)	(190)	153	151	304	304
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	**4 625**	**(1 156)**	**3 469**	**3 540**	**4 344**	**(1 196)**	**3 148**	**3 238**	**(1 471)**	**547**	**(924)**	**(906)**	**2 873**	**(649)**	**2 224**	**2 333**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	(25)	(13)	(38)	(36)	(11)	-	(11)	(8)	(11)	1	(10)	(8)	(22)	1	(21)	(16)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	13	(1)	13	14	15	(1)	14	14	(3)	-	(2)	(2)	12	(1)	11	11
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	**4 613**	**(1 170)**	**3 444**	**3 518**	**4 348**	**(1 197)**	**3 151**	**3 244**	**(1 485)**	**548**	**(936)**	**(916)**	**2 863**	**(649)**	**2 214**	**2 328**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables																
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(753)	181	(572)	(547)	(752)	178	(574)	(548)	51	(12)	39	44	(701)	166	(535)	(504)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre					(523)	175	(348)	(341)	383	(138)	245	241	(140)	37	(103)	(100)
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables					(492)	40	(452)	(490)	130	(109)	21	33	(362)	(69)	(431)	(457)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	**(753)**	**181**	**(572)**	**(547)**	**(1 767)**	**393**	**(1 374)**	**(1 379)**	**564**	**(259)**	**305**	**318**	**(1 203)**	**134**	**(1 069)**	**(1 061)**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	(11)	2	(9)	(9)	(28)	(12)	(40)	(40)	1	(3)	(2)	(2)	(27)	(15)	(42)	(42)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	(9)	-	(9)	(9)	(7)	-	(7)	(7)	5	-	5	5	(2)	-	(2)	(2)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	**(773)**	**183**	**(590)**	**(565)**	**(1 802)**	**381**	**(1 421)**	**(1 426)**	**570**	**(262)**	**308**	**321**	**(1 232)**	**119**	**(1 112)**	**(1 105)**
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	**3 840**	**(987)**	**2 854**	**2 953**	**2 546**	**(816)**	**1 730**	**1 818**	**(915)**	**286**	**(628)**	**(595)**	**1 631**	**(530)**	**1 102**	**1 223**

Note 5 Informations sectorielles

Définition des secteurs opérationnels

En application d'IFRS 8, les informations présentées sont fondées sur le *reporting* interne utilisé par le Comité exécutif pour le pilotage du groupe Crédit Agricole S.A., l'évaluation des performances et l'affectation des ressources aux secteurs opérationnels identifiés.

Les secteurs opérationnels présentés dans le *reporting* interne correspondent aux métiers du Groupe.

Au 31 décembre 2018, au sein du groupe Crédit Agricole S.A., les activités sont ainsi organisées en six secteurs opérationnels :

- les cinq pôles métiers suivants :
  - Gestion de l'épargne et Assurances,
  - Banque de proximité en France – LCL,
  - Banque de proximité à l'international,
  - Services financiers spécialisés,
  - Grandes clientèles ;
- auxquels s'ajoute un pôle "Activités hors métiers".

Présentation des pôles métiers

1. Gestion de l'épargne et Assurances

Cette ligne métier rassemble :

- les activités d'assurance (solutions d'épargne et assurance de biens et de responsabilité) :
  - assurance-vie et assurance de personnes, exercées notamment par Predica en France et CA Vita en Italie,
  - assurance de biens et de responsabilité, exercées notamment par Pacifica,
  - assurance des emprunteurs, exercées par Crédit Agricole Creditor Insurance et assurances collectives exercées par Predica en France ;
- les activités de gestion d'actifs exercées par le groupe Amundi (y compris les activités de *Pioneer Investments* depuis juillet 2017), offrant des solutions d'épargne pour les particuliers et des solutions d'investissement pour les institutionnels ;
- ainsi que les activités de gestion de fortune exercées principalement par les filiales de Crédit Agricole Indosuez Wealth Management (CA Indosuez Switzerland S.A., CA Indosuez Wealth Europe, CFM Indosuez Wealth, CA Indosuez Wealth France). Banca Leonardo a été intégrée à ce pôle à compter du 3 mai 2018.

2. Banque de proximité en France – LCL

LCL est un réseau national de banque de proximité, à forte implantation urbaine, organisé autour de quatre métiers : la banque de proximité pour les particuliers, la banque de proximité pour les professionnels, la banque privée et la banque des entreprises.

L'offre bancaire englobe toute la gamme des produits et services bancaires, les produits de gestion d'actifs et d'assurance et la gestion de patrimoine.

Il est à noter que la contribution de Banque Themis comptabilisée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017 conformément à la norme IFRS 5 relative aux entités destinées à être cédées a été cédée le 8 mars 2018 pour un impact résultat non significatif.

3. Banque de proximité à l'international

Ce pôle métier comprend les filiales et les participations étrangères dont l'activité relève majoritairement de la banque de proximité.

Ces filiales et participations sont principalement implantées en Europe : en Italie avec le groupe Crédit Agricole Italie, en Pologne avec Crédit Agricole Polska, ainsi qu'en Ukraine et en Serbie. Par ailleurs, des filiales sont aussi implantées sur le pourtour de la Méditerranée avec Crédit du Maroc et Crédit Agricole Egypt.

Enfin, ce pôle comprend aussi des banques de taille non significative.

Les filiales étrangères de crédit à la consommation, de crédit-bail et d'affacturage (filiales de Crédit Agricole Consumer Finance, de Crédit Agricole Leasing & Factoring et EFL en Pologne, etc.) ne sont pas incluses dans ce pôle mais sont affectées au pôle "Services financiers spécialisés" à l'exception de Calit en Italie, qui est intégrée à la Banque de proximité à l'international.

Il est à noter, en Italie, l'intégration au 21 décembre 2017 des Caisses d'épargne de Cesena, de Rimini et de San Miniato. Ces trois Caisses d'épargne ont été fusionnées avec Crédit Agricole Cariparma S.p.A. durant l'année 2018.

4. Services financiers spécialisés

Cette ligne métier rassemble les entités du Groupe offrant des produits et services financiers aux particuliers, aux professionnels, aux entreprises et aux collectivités locales en France et à l'étranger. Il s'agit :

- de sociétés de crédit à la consommation autour de Crédit Agricole Consumer Finance en France et au travers de ses filiales ou de ses partenariats à l'étranger (Agos, Creditplus Bank, Ribank, Credibom, Interbank Group et FCA Bank). Suite à l'arrêt du partenariat avec Ford, Forso Nordic AB, reclassé dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017 en IFRS 5, a été cédé au cours du troisième trimestre 2018 ;
- des services financiers spécialisés aux entreprises, tels que l'affacturage et le crédit-bail (groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring, EFL).

5. Grandes clientèles

Le pôle Grandes clientèles regroupe la banque de financement et d'investissement, se décomposant elle-même en deux métiers principaux pour l'essentiel réalisés par Crédit Agricole CIB ainsi que les services financiers aux institutionnels CACEIS :

- la banque de financement comprend les métiers de banque commerciale en France et à l'international et de financements structurés. Le métier des financements structurés consiste à initier, structurer et financer, des opérations de grande exportation, d'investissement, reposant souvent sur des sûretés réelles (avions, bateaux, immobilier d'entreprise, matières premières, etc.) ou encore des crédits complexes et structurés ;
- la banque de marché et d'investissement réunit les activités de marchés de capitaux (trésorerie, change, dérivés de taux et marché de la dette) et celles de banque d'investissement (conseil en fusions et acquisitions et primaire actions) ;
- les services financiers aux institutionnels : CACEIS Bank pour la fonction conservation et CACEIS Fund Administration pour la fonction administration de fonds.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

6. Activités hors métiers

Ce pôle comprend principalement la fonction d'organe central de Crédit Agricole S.A., la gestion Actif-Passif et la gestion des dettes liées aux acquisitions de filiales ou de participations financières.

Il inclut également :

- le résultat des activités de capital-investissement et de diverses autres sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. (Uni-médias, Foncaris, etc.) ;
- les résultats des sociétés de moyens, des sociétés immobilières d'exploitation et des activités en réorganisation portant des immeubles affectés à plusieurs pôles ;
- les effets nets de l'intégration fiscale de Crédit Agricole S.A. ainsi que la réévaluation des dettes structurées émises par Crédit Agricole CIB.

5.1 INFORMATION SECTORIELLE PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

Les actifs sectoriels sont déterminés à partir des éléments comptables composant le bilan de chaque secteur opérationnel.

	31/12/2018						
(en millions d'euros)	Gestion de l'épargne et Assurances	Banque de proximité en France – LCL	Banque de proximité à l'international	Services financiers spécialisés	Grandes clientèles	Activités hors métiers	Total
Produit net bancaire	5 778	3 433	2 732	2 769	5 368	(344)	**19 736**
Charges d'exploitation	(2 836)	(2 391)	(1 738)	(1 380)	(3 339)	(905)	**(12 589)**
Résultat brut d'exploitation	**2 942**	**1 042**	**994**	**1 389**	**2 029**	**(1 249)**	**7 147**
Coût du risque	(17)	(220)	(358)	(467)	64	(83)	**(1 081)**
Résultat d'exploitation	**2 925**	**822**	**636**	**922**	**2 093**	**(1 332)**	**6 066**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	47	-	-	187	-	21	**255**
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(3)	50	14	1	14	13	**89**
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	86	**86**
Résultat avant impôt	**2 969**	**872**	**650**	**1 110**	**2 107**	**(1 212)**	**6 496**
Impôts sur les bénéfices	(774)	(288)	(185)	(244)	(550)	575	**(1 466)**
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	(2)	(1)	-	-	-	-	**(3)**
Résultat net	**2 193**	**583**	**465**	**866**	**1 557**	**(637)**	**5 027**
Participations ne donnant pas le contrôle	285	26	124	128	29	35	**627**
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**1 908**	**557**	**341**	**738**	**1 528**	**(672)**	**4 400**

Compte tenu de la norme IFRS 9, le *spread* émetteur Crédit Agricole CIB est classé à compter du 1er janvier 2018 en Capitaux propres dans les "Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables".

	31/12/2018						
(en millions d'euros)	Gestion de l'épargne et Assurances	Banque de proximité en France – LCL	Banque de proximité à l'international	Services financiers spécialisés	Grandes clientèles	Activités hors métiers	Total
Actifs sectoriels							
Dont parts dans les entreprises mises en équivalence	4 048	-	-	2 135	-	185	**6 368**
Dont écarts d'acquisition	6 864	4 772	1 693	1 025	1 137	-	**15 491**
TOTAL ACTIF	**445 766**	**148 102**	**79 231**	**71 402**	**772 463**	**107 430**	**1 624 394**

(en millions d'euros)	31/12/2017 Gestion de l'épargne et Assurances	Banque de proximité en France – LCL	Banque de proximité à l'international	Services financiers spécialisés	Grandes clientèles	Activités hors métiers (1)	Total
Produit net bancaire	5 263	3 492	2 482	2 721	5 332	(656)	**18 634**
Charges d'exploitation	(2 708)	(2 442)	(1 557)	(1 407)	(3 239)	(850)	**(12 203)**
Résultat brut d'exploitation	**2 555**	**1 050**	**925**	**1 314**	**2 093**	**(1 506)**	**6 431**
Coût du risque	(25)	(204)	(429)	(440)	(318)	(6)	**(1 422)**
Résultat d'exploitation	**2 530**	**846**	**496**	**874**	**1 775**	**(1 512)**	**5 009**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	33	-	-	241	277	177	**728**
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4	6	(12)	(1)	13	(4)	**6**
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	186	**186**
Résultat avant impôt	**2 567**	**852**	**484**	**1 114**	**2 065**	**(1 153)**	**5 929**
Impôts sur les bénéfices	(646)	(339)	(153)	(229)	(710)	345	**(1 732)**
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	21	-	-	(1)	-	-	**20**
Résultat net	**1 942**	**513**	**331**	**884**	**1 355**	**(808)**	**4 217**
Participations ne donnant pas le contrôle	222	25	97	118	48	58	**568**
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**1 720**	**488**	**234**	**766**	**1 307**	**(866)**	**3 649**

(1) Le *spread* émetteur Crédit Agricole CIB est classé en Activités hors métiers pour - 222 millions d'euros en Produit net bancaire, + 76 millions d'euros d'impôt sur les bénéfices, - 146 millions d'euros en Résultat net dont - 3 millions d'euros de Participations ne donnant pas le contrôle.

(en millions d'euros)	31/12/2017 Gestion de l'épargne et Assurances	Banque de proximité en France – LCL	Banque de proximité à l'international	Services financiers spécialisés	Grandes clientèles	Activités hors métiers	Total
Actifs sectoriels							
Dont parts dans les entreprises mises en équivalence	3 044	-	-	1 945	-	188	**5 177**
Dont écarts d'acquisition	6 793	4 772	1 692	1 023	1 141	-	**15 421**
TOTAL ACTIF	**433 163**	**141 932**	**81 530**	**74 613**	**684 938**	**134 287**	**1 550 283**

5.2 INFORMATION SECTORIELLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

L'analyse géographique des actifs et des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

(en millions d'euros)	31/12/2018 Résultat net part du Groupe	dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	dont écarts d'acquisition	31/12/2017 Résultat net part du Groupe	dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	dont écarts d'acquisition
France (y compris DOM-TOM)	1 886	10 436	1 303 129	9 945	1 483	10 089	1 257 683	9 947
Italie	597	3 167	88 934	1 974	750	2 686	90 973	1 974
Autres pays de l'Union européenne	799	2 989	77 701	2 351	348	2 824	66 582	2 330
Autres pays d'Europe	135	741	18 809	682	113	673	19 483	654
Amérique du Nord	489	1 093	56 023	461	337	1 053	50 179	442
Amériques centrale et du Sud	20	46	988	-	8	62	981	-
Afrique et Moyen-Orient	149	450	9 861	33	312	457	8 595	32
Asie et Océanie (hors Japon)	207	502	22 441	24	171	475	21 976	23
Japon	118	312	46 508	21	127	315	33 831	19
TOTAL	**4 400**	**19 736**	**1 624 394**	**15 491**	**3 649**	**18 634**	**1 550 283**	**15 421**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

5.3 SPÉCIFICITÉS DE L'ASSURANCE

(Cf. chapitre "Gestion des risques – Risque du secteur de l'assurance" sur la gestion du risque du secteur assurance)

Marge brute des sociétés d'assurance

	31/12/2018		
(en millions d'euros)	Compte de résultat avant reclassement lié à l'approche par superposition	Reclassement lié à l'approche par superposition	Compte de résultat après reclassement lié à l'approche par superposition
Primes émises	33 534	-	33 534
Variation des primes non acquises	(210)	-	(210)
Primes acquises	**33 324**	**-**	**33 324**
Autres produits d'exploitation	**252**	**-**	**252**
Produits des placements	7 509	(3)	7 506
Charges des placements	(370)	1	(369)
Plus ou moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	41	379	420
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	(6 702)	1 828	(4 874)
Variation des dépréciations sur placements	(8)	(49)	(57)
Produits des placements nets de charges	**471**	**2 157**	**2 628**
Charges de prestations des contrats (1)	**(27 685)**	**(1 866)**	**(29 551)**
Produits des cessions en réassurance	518	-	518
Charges des cessions en réassurance	(608)	-	(608)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	**(90)**	**-**	**(90)**
Frais d'acquisition des contrats	(2 054)	-	(2 054)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	-	-	-
Frais d'administration	(1 970)	-	(1 970)
Autres produits et charges opérationnels courants	(353)	-	(353)
Autres produits et charges opérationnels	(3)	-	(3)
Résultat opérationnel	**1 892**	**291**	**2 182**
Charge de financement	(429)	-	(429)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-	-	-
Impôts sur les résultats	(307)	(147)	(454)
Résultat après impôt des activités abandonnées	(1)	-	(1)
Résultat net de l'ensemble consolidé	**1 154**	**144**	**1 298**
Participations ne donnant pas le contrôle	**12**	**-**	**12**
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**1 142**	**144**	**1 286**

(1) Dont - 22 milliards d'euros de coût des rachats et des sinistres, - 1 milliard d'euros de variation de la participation aux bénéfices des assurés et - 6 milliards d'euros de variation des provisions techniques au 31 décembre 2018.

(en millions d'euros)	31/12/2017
Primes émises	30 426
Variation des primes non acquises	(213)
Primes acquises	**30 213**
Autres produits d'exploitation	**119**
Produits des placements	7 654
Charges des placements	(565)
Plus ou moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	1 668
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	3 002
Variation des dépréciations sur placements	(54)
Produits des placements nets de charges	**11 705**
Charges de prestations des contrats (1)	**(35 877)**
Produits des cessions en réassurance	449
Charges des cessions en réassurance	(578)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	**(129)**
Frais d'acquisition des contrats	(1 916)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	(7)
Frais d'administration	(2 142)
Autres produits et charges opérationnels courants	(180)
Autres produits et charges opérationnels	(7)
Résultat opérationnel	**1 779**
Charge de financement	(279)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-
Impôts sur les résultats	(357)
Résultat après impôt des activités abandonnées	21
Résultat net de l'ensemble consolidé	**1 164**
Participations ne donnant pas le contrôle	**3**
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**1 161**

(1) Dont - 22 milliards d'euros de coût des rachats et des sinistres, - 2 milliards d'euros de variation de la participation aux bénéfices des assurés et - 11 milliards d'euros de variation des provisions techniques au 31 décembre 2017.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Ventilation des placements des sociétés d'assurance

(en millions d'euros)	31/12/2018
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**142 954**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**460**
Effets publics et valeurs assimilées	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-
Actions et autres titres à revenu variable	-
Instruments dérivés	460
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**142 494**
Instruments de capitaux propres	25 414
Actions et autres titres à revenu variable	8 730
Titres de participation non consolidés	(328)
Actifs financiers désignés aux fins d'application de l'approche par superposition	17 012
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	57 437
Prêts et créances	296
Titres de dettes	57 141
Effets publics et valeurs assimilées	153
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 973
OPCVM	34 277
Actifs financiers désignés aux fins d'application de l'approche par superposition	17 738
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	59 643
Effets publics et valeurs assimilées	988
Obligations et autres titres à revenu fixe	12 213
Actions et autres titres à revenu variable	5 161
OPCVM	41 281
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-
Prêts et créances	-
Titres de dettes	-
Effets publics et valeurs assimilées	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-
Instruments dérivés de couverture	**1 072**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**214 284**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**214 109**
Titres de dettes	214 109
Effets publics et valeurs assimilées	61 593
Obligations et autres titres à revenu fixe	152 516
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	**175**
Actions et autres titres à revenu variable	-
Titres de participation non consolidés	175
Actifs financiers au coût amorti	**5 867**
Prêts et créances	5 530
Titres de dettes	337
Effets publics et valeurs assimilées	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	337
Dépréciations	-
Immeubles de placement	**6 280**
Investissements dans les entreprises associées et coentreprises	**3 785**
TOTAL PLACEMENTS DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE	**374 242**

Au 31 décembre 2018, le montant de l'investissement dans les entreprises mises en équivalence de l'assurance s'élève à 3 785 millions d'euros contre 2 864 millions d'euros au 31 décembre 2017.

(en millions d'euros)	31/12/2018 Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**214 109**	**14 615**	**(743)**
Titres de dettes	214 109	14 615	(743)
Effets publics et valeurs assimilées	61 593	4 412	(171)
Obligations et autres titres à revenu fixe	152 516	10 203	(572)
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	**175**	**3**	**(21)**
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-
Titres de participation non consolidés	175	3	(21)
Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	**214 284**	**14 618**	**(764)**
Impôts		(3 839)	198
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR ACTIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (NETS D'IMPÔTS)		**10 779**	**(566)**

(en millions d'euros)	31/12/2017 Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	45 329	2 706	(74)
Obligations et autres titres à revenu fixe	162 257	13 464	(346)
Actions et autres titres à revenu variable	17 934	2 846	(185)
Titres de participation non consolidés	8 209	2 432	(80)
Total des actifs financiers disponibles à la vente	**233 729**	**21 448**	**(685)**
Impôts		(5 774)	228
GAINS ET PERTES SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE (NETS D'IMPÔT) COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		**15 674**	**(457)**

(en millions d'euros)	31/12/2017 Valeur au bilan	Valeur de marché
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 069	3 803
Effets publics et valeurs assimilées	7 736	9 245
Dépréciations	-	-
Total des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	**10 805**	**13 048**
Prêts et créances	**7 426**	**7 424**
Immeubles de placement	**6 103**	**8 674**

(en millions d'euros)	31/12/2017 Valeur au bilan
Total actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option	**107 634**
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	59 635
Effets publics et valeurs assimilées	3 639
Obligations et autres titres à revenu fixe	27 125
Actions et autres titres à revenu variable	15 729
Instruments dérivés	1 506

(en millions d'euros)	31/12/2017 Valeur au bilan
TOTAL DES PLACEMENTS ASSURANCE	**365 697**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Reclassement entre le résultat net et les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour les actifs financiers désignés à l'approche par superposition

(en millions d'euros)	31/12/2018		
	Montant présenté en application d'IFRS 9 pour les actifs désignés	Montant qui aurait été présenté en application d'IAS 39 pour les actifs désignés	Montant reclassé en autres éléments du résultat global en application de l'approche par superposition
Produits des placements	929	926	(3)
Charges des placements	(10)	(9)	1
Plus- et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	25	405	379
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	(1 828)	-	1 828
Variation des dépréciations sur placements	-	(49)	(49)
Produits des placements nets de charges	**(884)**	**1 272**	**2 157**
Charges des prestations des contrats			**(1 866)**
Résultat opérationnel			**291**
Impôts sur les résultats			(147)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE			**144**

Note 6 Notes relatives au bilan

6.1 CAISSE, BANQUES CENTRALES

(en millions d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	1 581		1 441	
Banques centrales	65 395	949	49 320	3 185
VALEUR AU BILAN	**66 976**	**949**	**50 761**	**3 185**

6.2 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	31/12/2018
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	225 605
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	139 870
Instruments de capitaux propres	28 351
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	60 131
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	51 386
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	2
VALEUR AU BILAN	**365 475**
dont Titres prêtés	2 823

(en millions d'euros)	31/12/2017
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	221 089
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	100 315
VALEUR AU BILAN	**321 404**
dont Titres prêtés	884

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en millions d'euros)	31/12/2018
Instruments de capitaux propres	**2 777**
Actions et autres titres à revenu variable	2 777
Titres de dettes	**19 295**
Effets publics et valeurs assimilées	14 219
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 043
OPCVM	33
Prêts et créances	**108 979**
Créances sur les établissements de crédit	191
Créances sur la clientèle	1 374
Titres reçus en pension livrée	107 414
Valeurs reçues en pension	-
Instruments dérivés	**94 554**
VALEUR AU BILAN	**225 605**

(en millions d'euros)	31/12/2017
Instruments de capitaux propres	**3 485**
Actions et autres titres à revenu variable	3 485
Titres de dettes	**17 250**
Effets publics et valeurs assimilées	12 804
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 446
Prêts et avances	**94 559**
Créances sur la clientèle	1 600
Titres reçus en pension livrée	92 959
Valeurs reçues en pension	-
Instruments dérivés	**105 795**
VALEUR AU BILAN	**221 089**

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	31/12/2018
Actions et autres titres à revenu variable	19 315
Titres de participation non consolidés	9 036
TOTAL INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	**28 351**

Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

(en millions d'euros)	31/12/2018
Titres de dettes	**57 128**
Effets publics et valeurs assimilées	156
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 637
OPCVM	45 335
Prêts et créances	**3 003**
Créances sur les établissements de crédit	-
Créances sur la clientèle	3 003
Titres reçus en pension livrée	-
Valeurs reçues en pension	-
TOTAL INSTRUMENTS DE DETTES NE REMPLISSANT PAS LES CRITÈRES SPPI À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	**60 131**

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en millions d'euros)	31/12/2018
Prêts et créances	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-
Créances sur la clientèle	-
Titres de dettes	**2**
Effets publics et valeurs assimilées	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	2
TOTAL ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SUR OPTION	**2**

(en millions d'euros)	31/12/2017
Instruments de capitaux propres	**17 070**
Actions et autres titres à revenu variable	17 070
Titres de dettes	**83 243**
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	51 600
Effets publics et valeurs assimilées	3 639
Obligations et autres titres à revenu fixe	28 004
Prêts et avances	**2**
Créances sur les établissements de crédit	-
Créances sur la clientèle	2
Titres reçus en pension livrée	-
Valeurs reçues en pension	-
VALEUR AU BILAN	**100 315**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	193 956	196 444
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	34 155	31 443
VALEUR AU BILAN	**228 111**	**227 887**

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres vendus à découvert	25 433	22 598
Titres donnés en pension livrée	75 917	67 335
Dettes représentées par un titre	2	2
Instruments dérivés	92 603	106 509
VALEUR AU BILAN	**193 956**	**196 444**

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Passifs financiers dont les variations du *spread* émetteur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables

	31/12/2018				
(en millions d'euros)	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre	Montant réalisé lors de la décomptabilisation [1]
Dépôts et passifs subordonnés	-	-	-	-	-
Dépôts	-	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-	-
Titres de dettes	**27 596**	**398**	**140**	**(365)**	**(18)**
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-
TOTAL	**27 596**	**398**	**140**	**(365)**	**(18)**

(1) Le montant réalisé lors de la décomptabilisation est transféré en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

En application de la norme IFRS 9, le groupe Crédit Agricole S.A. calcule les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre en utilisant une méthodologie permettant de les isoler des variations de valeur attribuables à des variations des conditions de marché.

Base de calcul du risque de crédit propre

La source prise en compte pour le calcul du risque de crédit propre peut varier d'un émetteur à l'autre. Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., il est matérialisé par la variation de son coût de refinancement sur le marché.

Calcul du résultat latent induit par le risque de crédit propre (enregistré en capitaux propres)

L'approche privilégiée par le groupe Crédit Agricole S.A. est celle se basant sur la composante liquidité des émissions. En effet, l'ensemble des émissions est répliqué par un ensemble de prêts/emprunts vanille.

Les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre de l'ensemble des émissions correspondent donc à celles des prêts-emprunts. Elles sont égales à la variation de juste valeur du portefeuille de prêts/emprunts générée par la variation du coût de refinancement.

Calcul du résultat réalisé induit par le risque de crédit propre (enregistré en réserves consolidées)

Le choix du groupe Crédit Agricole S.A. est de transférer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre lors du dénouement en réserves consolidées. Ainsi lorsqu'un remboursement anticipé total ou partiel intervient, un calcul basé sur les sensibilités est effectué. Il consiste à mesurer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre d'une émission donnée comme étant la somme des sensibilités au *spread* de crédit multipliée par la variation de ce *spread* entre la date d'émission et celle du remboursement.

Passifs financiers dont les variations du *spread* émetteur sont comptabilisées en résultat net

	31/12/2018			
(en millions d'euros)	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre
Dépôts et passifs subordonnés	**6 559**	**-**	**-**	**-**
Dépôts	6 559	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-
Titres de dettes	**-**	**-**	**-**	**-**
Autres passifs financiers	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**6 559**	**-**	**-**	**-**

	31/12/2017	
(en millions d'euros)	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance
Dépôts et passifs subordonnés	**6 037**	**-**
Dépôts d'établissements de crédit	-	-
Autres dépôts	6 037	-
Passifs subordonnés	-	-
Titres de dette	**25 406**	**432**
Autres passifs financiers	**-**	**-**
TOTAL	**31 443**	**432**

6.3 INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE

L'information détaillée est fournie dans la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

6.4 ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

	31/12/2018		
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	250 202	14 554	(1 077)
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	3 418	619	(985)
TOTAL	**253 620**	**15 173**	**(2 062)**

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	31/12/2018		
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	75 753	4 658	(372)
Obligations et autres titres à revenu fixe	174 449	9 896	(705)
Total des titres de dettes	**250 202**	**14 554**	**(1 077)**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Total des prêts et créances	**-**	**-**	**-**
Total instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**250 202**	**14 554**	**(1 077)**
Impôts		(3 845)	290
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		**10 709**	**(787)**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

	31/12/2018			
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Gains/pertes latents sur la période
Actions et autres titres à revenu variable	283	24	(46)	(3)
Titres de participation non consolidés	3 135	595	(939)	118
Total instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	**3 418**	**619**	**(985)**	**115**
Impôts		(88)	16	(54)
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		**531**	**(969)**	**61**

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

	31/12/2018		
(en millions d'euros)	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)
Actions et autres titres à revenu variable	31	5	(5)
Titres de participation non consolidés	234	14	(74)
Total placements dans des instruments de capitaux propres	**265**	**19**	**(79)**
Impôts		-	12
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT) (1)		**19**	**(67)**

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

Actifs financiers disponibles à la vente au 31 décembre 2017

	31/12/2017		
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	74 346	3 170	(202)
Obligations et autres titres à revenu fixe	201 745	13 099	(396)
Actions et autres titres à revenu variable	18 690	2 926	(241)
Titres de participation non consolidés	12 277	3 231	(304)
Total des titres disponibles à la vente	**307 058**	**22 426**	**(1 143)**
Créances disponibles à la vente	-	-	-
Total des créances disponibles à la vente	**-**	**-**	**-**
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	**307 058**	**22 426**	**(1 143)**
Impôts		(5 914)	291
GAINS ET PERTES SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES (NETS D'IMPÔT) (2)		**16 512**	**(852)**

(1) La valeur nette au bilan des titres disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés est de 32 millions d'euros et la valeur nette au bilan des titres disponibles à la vente à revenu variable dépréciés est de 1 931 millions d'euros.
(2) Pour les sociétés d'assurance, les gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts) sont compensés par la participation aux bénéfices différée passive nette d'impôt à hauteur de 12 747 millions d'euros au 31 décembre 2017 (cf. note 6.16 "Provisions techniques des contrats d'assurance").

6.5 ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI

(en millions d'euros)	31/12/2018
Prêts et créances sur les établissements de crédit	412 981
Prêts et créances sur la clientèle	369 456
Titres de dettes	57 764
VALEUR AU BILAN	**840 201**

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en millions d'euros)	31/12/2018
Établissements de crédit	
Comptes et prêts	94 457
Dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)	6 548
Dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)	25 369
Valeurs reçues en pension	1
Titres reçus en pension livrée	5 225
Prêts subordonnés	516
Autres prêts et créances	103
Valeur brute	**100 302**
Dépréciations	(419)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	**99 883**
Opérations internes au Crédit Agricole	
Comptes ordinaires	1 944
Titres reçus en pension livrée	1 746
Comptes et avances à terme	309 037
Prêts subordonnés	371
Total prêts et créances internes au Crédit Agricole	**313 098**
VALEUR AU BILAN	**412 981**

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

(en millions d'euros)	31/12/2017
Établissements de crédit	
Titres de dettes	**5 203**
Titres non cotés sur un marché actif	5 203
Prêts et avances	**89 779**
Comptes et prêts	82 801
Dont comptes ordinaires débiteurs sains	6 100
Dont comptes et prêts au jour le jour sains	16 411
Valeurs reçues en pension	10
Titres reçus en pension livrée	6 227
Prêts subordonnés	665
Autres prêts et créances	77
Valeur brute	**94 982**
Dépréciations	(386)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	**94 596**
Opérations internes au Crédit Agricole	
Titres de dettes	**-**
Titres non cotés sur un marché actif	-
Prêts et avances	**299 455**
Comptes ordinaires	1 752
Comptes et avances à terme	294 906
Titres reçus en pension livrée	2 467
Prêts subordonnés	330
Valeur brute	**299 455**
Dépréciations	-
Prêts et créances internes au Crédit Agricole	**299 455**
VALEUR AU BILAN	**394 051**

Prêts et créances sur la clientèle

(en millions d'euros)	31/12/2018
Opérations avec la clientèle	
Créances commerciales	31 510
Autres concours à la clientèle	313 894
Valeurs reçues en pension	131
Titres reçus en pension livrée	2 976
Prêts subordonnés	104
Créances nées d'opérations d'assurance directe	655
Créances nées d'opérations de réassurance	634
Avances en comptes courants d'associés	144
Comptes ordinaires débiteurs	13 249
Valeur brute	**363 297**
Dépréciations	(9 168)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	**354 129**
Opérations de location-financement	
Location-financement immobilier	5 544
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	10 170
Valeur brute	**15 714**
Dépréciations	(387)
Valeur nette des opérations de location-financement	**15 327**
VALEUR AU BILAN	**369 456**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

(en millions d'euros)	31/12/2017
Opérations avec la clientèle	
Titres de dettes	**14 599**
Titres non cotés sur un marché actif	14 599
Prêts et avances	**340 264**
Créances commerciales	26 065
Autres concours à la clientèle	296 930
Titres reçus en pension livrée	3 116
Prêts subordonnés	104
Créances nées d'opérations d'assurance directe	262
Créances nées d'opérations de réassurance	515
Avances en comptes courants d'associés	128
Comptes ordinaires débiteurs	13 144
Valeur brute	**354 863**
Dépréciations	(9 720)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	**345 143**
Opérations de location-financement	
Location-financement immobilier	5 687
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	9 508
Valeur brute	**15 195**
Dépréciations	(259)
Valeur nette des opérations de location-financement	**14 936**
VALEUR AU BILAN	**360 079**

Titres de dettes

(en millions d'euros)	31/12/2018
Effets publics et valeurs assimilées	23 222
Obligations et autres titres à revenu fixe	34 574
Total	**57 796**
Dépréciations	(32)
VALEUR AU BILAN	**57 764**

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)	31/12/2017
Effets publics et valeurs assimilées	17 082
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 097
Total	**20 179**
Dépréciations	-
VALEUR AU BILAN	**20 179**

6.6 ACTIFS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS OU DÉCOMPTABILISÉS AVEC IMPLICATION CONTINUE

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2018

	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité				
	Actifs transférés				
Nature des actifs transférés *(en millions d'euros)*	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**10 488**	**-**	**10 488**	**-**	**10 488**
Instruments de capitaux propres	1 665	-	1 665	-	1 665
Titres de dettes	8 823	-	8 823	-	8 823
Prêts et créances	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**21 435**	**6**	**20 501**	**929**	**21 274**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-
Titres de dettes	21 435	6	20 501	929	21 274
Prêts et créances	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**14 094**	**11 886**	**1 572**	**636**	**14 094**
Titres de dettes	2 208	-	1 572	636	2 208
Prêts et créances	11 886	11 886	-	-	11 886
Total actifs financiers	**46 017**	**11 891**	**32 561**	**1 565**	**45 856**
Opérations de location-financement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	**46 017**	**11 891**	**32 561**	**1 565**	**45 856**

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.
(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés".

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Actifs transférés restant comptabilisés en totalité						Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Passifs associés				Actifs et passifs associés			
	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autres [1]	Juste valeur [2]	Juste valeur nette [2]	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passif associés
	10 137	**-**	**10 137**	**-**	**10 137**	**351**	**-**	**-**	**-**
	1 609	-	1 609	-	1 609	56	-	-	-
	8 528	-	8 528	-	8 528	295	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	20 435	**-**	**20 435**	**-**	**20 335**	**939**	**-**	**-**	**-**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	20 435	-	20 435	-	20 335	939	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10 908	**9 356**	**1 552**	**-**	**10 908**	**3 186**	**-**	**-**	**-**
	1 552	-	1 552	-	1 552	656	-	-	-
	9 356	9 356	-	-	9 356	2 530	-	-	-
	41 481	**9 356**	**32 125**	**-**	**41 380**	**4 476**	**-**	**-**	**-**
	-	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
	41 481	**9 356**	**32 125**	**-**	**41 380**	**4 476**	**-**	**-**	**-**

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2017

Nature des actifs transférés *(en millions d'euros)*	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité — Actifs transférés — Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)
Détenus à des fins de transaction	**13 318**	**-**	**13 318**	**-**	**13 318**
Instruments de capitaux propres	177	-	177	-	177
Titres de dettes	13 141	-	13 141	-	13 141
Prêts et avances	-	-	-	-	-
Désignés à la juste valeur par résultat sur option	**2 166**	**-**	**2 166**	**-**	**2 126**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-
Titres de dette	2 166	-	2 166	-	2 126
Prêts et avances	-	-	-	-	-
Disponibles à la vente	**18 482**	**-**	**15 742**	**2 740**	**18 288**
Instruments de capitaux propres	544	-	-	544	544
Titres de dette	17 938	-	15 742	2 196	17 744
Prêts et avances	-	-	-	-	-
Prêts et créances	**12 700**	**11 463**	**201**	**1 036**	**12 700**
Titres de dettes	1 237	-	201	1 036	1 237
Prêts et avances	11 463	11 463	-	-	11 463
Détenus jusqu'à l'échéance	**2 140**	**-**	**2 140**	**-**	**2 125**
Titres de dettes	2 140	-	2 140	-	2 125
Prêts et avances	-	-	-	-	-
Total actifs financiers	**48 806**	**11 463**	**33 567**	**3 776**	**48 557**
Opérations de location-financement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL DES ACTIFS TRANSFÉRÉS	**48 806**	**11 463**	**33 567**	**3 776**	**48 557**

(1) Dont les prêts de titre sans cash collatéral.
(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés".

Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet, le Groupe a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du Groupe *via* la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement auto-souscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Titrisations Crédit Agricole Consumer Finance

Au 31 décembre 2018, Crédit Agricole Consumer Finance gère en Europe seize véhicules consolidés de titrisation de crédits à la consommation accordés aux particuliers ainsi que de financement des concessionnaires. Ces opérations de titrisation réalisées dans le groupe Crédit Agricole Consumer Finance ne sont pas considérées selon les normes IFRS comme participant de montages déconsolidants et ont été réintégrées dans les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Actifs transférés restant comptabilisés en totalité						Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
Passifs associés				Actifs et passifs associés				
Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autres [1]	Juste valeur [2]	Juste valeur nette	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisé (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
12 866	**-**	**12 866**	**-**	**12 866**	**452**	**-**	**-**	**-**
177	-	177	-	177	-	-	-	-
12 689	-	12 689	-	12 689	452	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 166	**-**	**2 166**	**-**	**2 166**	**40**	**-**	**-**	**-**
-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 166	-	2 166	-	2 166	40	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
15 960	**-**	**15 633**	**327**	**15 960**	**2 328**	**-**	**-**	**-**
327	-	-	327	327	217	-	-	-
15 633	-	15 633	-	15 633	2 111	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
9 148	**9 037**	**201**	**-**	**9 148**	**3 552**	**-**	**-**	**-**
201	-	201	-	201	1 036	-	-	-
8 947	9 037	-	-	8 947	2 516	-	-	-
2 140	**-**	**2 140**	**-**	**2 140**	**(15)**	**-**	**-**	**-**
2 140	-	2 140	-	2 140	(15)	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
42 280	**9 037**	**33 006**	**327**	**42 280**	**6 277**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**		**-**	**-**	**-**	**-**
42 280	**9 037**	**33 006**	**327**	**42 280**	**6 277**	**-**	**-**	**-**

Les valeurs comptables des actifs concernés, nettes des passifs associés s'élèvent à 7 365 millions d'euros au 31 décembre 2018. Elles incluent, en particulier, des encours clientèle dont la valeur nette comptable s'établit à 5 571 millions d'euros. Le montant des titres utilisés sur le marché est de 5 042 millions d'euros. La valeur des titres restant mobilisables est de 9 500 millions d'euros.

Titrisations Cariparma

Au 31 décembre 2018, Cariparma gère deux véhicules de titrisation de crédits immobiliers. Ces opérations de titrisation ne sont pas considérées selon les normes IFRS comme participant de montages déconsolidants et ont été réintégrées dans les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A.

Les valeurs comptables des actifs concernés s'élèvent à 10 502 millions d'euros au 31 décembre 2018.

6.7 EXPOSITION AU RISQUE SOUVERAIN

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions du Groupe au risque souverain sont les suivantes :

Activité bancaire

	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat						
31/12/2018 *(en millions d'euros)*	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables**	**Actifs financiers au coût amorti**	**Total activité banque brute de couvertures**	**Couvertures**	**Total activité banque nette de couvertures**
Arabie Saoudite	8	-	-	880	888	-	**888**
Autriche	-	-	-	15	15	-	**15**
Belgique	50	-	2 395	1 007	3 452	(129)	**3 323**
Brésil	381	-	-	211	592	-	**592**
Chine	6	-	-	19	25	-	**25**
Espagne	-	-	332	52	384	-	**384**
États-Unis	1 578	-	152	1 610	3 340	1	**3 341**
France	3	45	5 840	11 582	17 470	(611)	**16 859**
Grèce	-	-	-	-	-	-	**-**
Hong Kong	71	-	-	978	1 049	-	**1 049**
Iran	-	-	-	-	-	-	**-**
Irlande	-	-	-	-	-	-	**-**
Italie	519	-	3 013	4 985	8 517	(183)	**8 334**
Japon	23	-	-	1 948	1 971	-	**1 971**
Lituanie	-	-	-	-	-	-	**-**
Pologne	3	-	737	-	740	-	**740**
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	**-**
Russie	1	-	7	-	8	-	**8**
Syrie	-	-	-	-	-	-	**-**
Turquie	-	-	-	-	-	-	**-**
Ukraine	-	-	31	34	65	-	**65**
Venezuela	-	-	-	59	59	-	**59**
Yémen	-	-	-	-	-	-	**-**
Autres pays souverains	889	9	1 647	2 438	4 983	(6)	**4 977**
TOTAL	**3 532**	**54**	**14 154**	**25 818**	**43 558**	**(928)**	**42 630**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

31/12/2017 *(en millions d'euros)*	Expositions nettes de dépréciations							
	Dont portefeuille bancaire							
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat	Prêts et créances	dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
Arabie Saoudite	-	-	-	542	2	**544**	-	**544**
Autriche	-	15	-	-	44	**59**	-	**59**
Belgique	-	3 196	-	-	-	**3 196**	(122)	**3 074**
Brésil	-	7	-	38	86	**131**	-	**131**
Chine	-	65	-	-	3	**68**	-	**68**
Espagne	-	1 463	-	-	-	**1 463**	-	**1 463**
États-Unis	-	151	-	-	617	**768**	(3)	**765**
France	7 018	11 568	-	1 529	-	**20 115**	(859)	**19 256**
Grèce	-	-	-	-	-	**-**	-	**-**
Hong-Kong	-	1 044	-	-	38	**1 082**	-	**1 082**
Iran	-	-	-	-	-	**-**	-	**-**
Irlande	-	4	-	-	-	**4**	-	**4**
Italie	2 214	5 210	-	113	64	**7 601**	(187)	**7 414**
Japon	-	2 635	-	255	-	**2 890**	-	**2 890**
Lituanie	-	-	-	-	-	**-**	-	**-**
Pologne	-	759	-	-	2	**760**	-	**761**
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	**-**	-	**-**
Russie	-	8	-	-	5	**13**	-	**13**
Syrie	-	-	-	-	-	**-**	-	**-**
Turquie	-	-	-	-	-	**-**	-	**-**
Ukraine	-	32	-	-	-	**32**	-	**32**
Venezuela	-	-	-	4	-	**4**	-	**4**
Yémen	-	-	-	-	-	**-**	-	**-**
Autres pays souverains	114	2 961	15	(581)	1 972	**4 481**	(10)	**4 470**
TOTAL	**9 346**	**29 118**	**15**	**1 899**	**2 833**	**43 211**	**(1 181)**	**42 030**

Activité d'assurance

Pour l'activité assurance, l'exposition à la dette souveraine est présentée en valeur nette de dépréciation, brute de couverture et correspond à une exposition avant application des mécanismes propres à l'assurance vie de partage entre assureurs et assurés.

Expositions brutes *(en millions d'euros)*	**31/12/2018**	**31/12/2017**
Arabie Saoudite	-	-
Autriche	3 667	3 388
Belgique	2 859	2 419
Brésil	-	1
Chine	-	-
Espagne	1 148	1 015
États-Unis	39	17
France	47 510	42 029
Grèce	-	-
Hong Kong	-	-
Iran	-	-
Irlande	759	587
Italie	6 042	5 968
Japon	39	11
Lituanie	-	2
Pologne	349	356
Royaume-Uni	4	-
Russie	-	-
Syrie	-	-
Turquie	-	-
Ukraine	-	-
Venezuela	-	-
Yémen	-	-
Autres pays souverains	1 977	964
TOTAL EXPOSITION	**64 393**	**56 757**

6.8 PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI

(en millions d'euros)	**31/12/2018**
Dettes envers les établissements de crédit	131 960
Dettes envers la clientèle	597 170
Dettes représentées par un titre	184 470
VALEUR AU BILAN	**913 600**

Dettes envers les établissements de crédit

(en millions d'euros)	**31/12/2018**	**31/12/2017**
Établissements de crédit		
Comptes et emprunts	75 531	67 123
dont comptes ordinaires créditeurs (1)	12 817	7 819
dont comptes et emprunts au jour le jour (1)	1 678	1 858
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	22 131	22 088
Total	**97 662**	**89 211**
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs (1)	11 223	10 109
Comptes et avances à terme	21 478	23 958
Titres donnés en pension livrée	1 597	2 312
Total	**34 298**	**36 379**
VALEUR AU BILAN	**131 960**	**125 590**

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

Dettes envers la clientèle

(en millions d'euros)	**31/12/2018**	**31/12/2017**
Comptes ordinaires créditeurs	203 495	182 099
Comptes d'épargne à régime spécial	288 414	275 058
Autres dettes envers la clientèle	101 775	89 768
Titres donnés en pension livrée	840	1 706
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	1 260	853
Dettes nées d'opérations de réassurance	334	313
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	1 052	949
VALEUR AU BILAN	**597 170**	**550 746**

Dettes représentées par un titre

(en millions d'euros)	**31/12/2018**	**31/12/2017**
Bons de caisse	126	130
Titres du marché interbancaire	10 306	11 686
Titres de créances négociables	78 610	61 891
Emprunts obligataires (1)	92 347	86 176
Autres dettes représentées par un titre	3 081	3 825
VALEUR AU BILAN	**184 470**	**163 708**

(1) Ce poste comprend les émissions de type "Covered Bonds" et les émissions d'obligations senior non préférées.

Les titres de dettes émis par Crédit Agricole S.A. et souscrits par les sociétés d'assurance du groupe Crédit Agricole S.A. sont éliminés pour les contrats en euros. Ils sont éliminés pour la partie en représentation des contrats en unités de compte dont le risque financier est supporté par l'assuré.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

6.9 INFORMATIONS SUR LA COMPENSATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS

Compensation – actifs financiers

Nature des instruments financiers (en millions d'euros)	31/12/2018					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse (2)	Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés (1)	167 617	57 578	110 039	80 604	17 018	12 417
Prises en pension de titres	169 727	52 233	117 493	8 609	104 480	4 404
Prêts de titres	5 669	-	5 669	-	-	5 669
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**343 013**	**109 811**	**233 201**	**89 213**	**121 499**	**22 490**

(1) Y compris appels de marge mais avant tout impact XVA.
(2) Le montant net des actifs financiers présentés dans les états de synthèse est égal au montant figurant au bilan actif.

Nature des instruments financiers (en millions d'euros)	31/12/2017					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse (2)	Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés (1)	198 500	75 436	123 064	97 826	13 097	12 142
Prises en pension de titres	134 424	29 647	104 777	19 889	22 284	62 604
Prêts de titres	4 531	-	4 531	-	-	4 531
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**337 456**	**105 083**	**232 373**	**117 715**	**35 381**	**79 277**

(1) Y compris appels de marge mais avant tout impact XVA.
(2) Le montant net des actifs financiers présentés dans les états de synthèse est égal au montant figurant au bilan actif.

Compensation – passifs financiers

Nature des instruments financiers (en millions d'euros)	31/12/2018					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse (2)	Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés (1)	163 263	57 544	105 719	80 641	24 421	657
Mises en pension de titres	152 745	52 233	100 512	8 609	85 682	6 221
Emprunts de titres	5 977	-	5 977	-	-	5 977
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**321 987**	**109 778**	**212 209**	**89 249**	**110 104**	**12 856**

(1) Y compris appels de marge mais avant tout impact XVA.
(2) Le montant net des passifs financiers présentés dans les états de synthèse est égal au montant figurant au bilan passif.

Nature des instruments financiers (en millions d'euros)	31/12/2017					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse (2)	Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés (1)	196 186	75 444	120 742	97 826	11 272	11 644
Mises en pension de titres	120 799	29 647	91 152	19 889	20 264	50 999
Emprunts de titres	5 010	-	5 010	-	-	5 010
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**321 995**	**105 091**	**216 904**	**117 715**	**31 536**	**67 653**

(1) Y compris appels de marge mais avant tout impact XVA.
(2) Le montant net des passifs financiers présentés dans les états de synthèse est égal au montant figurant au bilan passif.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

6.10 ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Impôts courants	1 350	1 490
Impôts différés	3 130	2 972
TOTAL ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	**4 480**	**4 462**
Impôts courants	692	1 144
Impôts différés	1 684	2 338
TOTAL PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	**2 376**	**3 482**

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2018
Décalages temporaires comptables-fiscaux	**2 179**
Charges à payer non déductibles	329
Provisions pour risques et charges non déductibles	2 066
Autres différences temporaires (1)	(216)
Impôts différés sur réserves latentes	**(308)**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(316)
Couvertures de flux de trésorerie	(286)
Gains et pertes sur écarts actuariels	103
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	56
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition	135
Impôts différés sur résultat	**(425)**
Dont reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition	(135)
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS	**1 446**

(1) La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 431 millions d'euros pour 2018.

(en millions d'euros)	31/12/2017
Décalages temporaires comptables-fiscaux	**1 550**
Charges à payer non déductibles	279
Provisions pour risques et charges non déductibles	1 871
Autres différences temporaires (1)	(600)
Impôts différés sur réserves latentes	**(793)**
Actifs disponibles à la vente	(736)
Couvertures de flux de Trésorerie	(192)
Gains et Pertes sur écarts actuariels	135
Impôts différés sur le résultat	**(123)**
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS	**634**

(1) La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 626 millions d'euros pour 2017.

Les impôts différés sont nettés au bilan par palier d'intégration fiscale.

Afin de déterminer le niveau d'impôt différé actif devant être comptabilisé, Crédit Agricole S.A. prend en compte pour chaque entité ou groupe fiscal concerné le régime fiscal applicable et les projections de résultat établies lors du processus budgétaire.

6.11 COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF, PASSIF ET DIVERS

Comptes de régularisation et actifs divers

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres actifs	**30 966**	**28 776**
Comptes de stocks et emplois divers	144	139
Débiteurs divers (1)	26 533	24 824
Comptes de règlements	2 126	1 887
Autres actifs d'assurance	344	281
Part des réassureurs dans les provisions techniques	1 819	1 645
Comptes de régularisation	**7 047**	**7 421**
Comptes d'encaissement et de transfert	2 324	2 640
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	673	463
Produits à recevoir	2 592	2 712
Charges constatées d'avance	514	593
Autres comptes de régularisation	945	1 013
VALEUR AU BILAN	**38 013**	**36 197**

(1) Dont 49 millions d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2018 versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution Unique, à tout moment et sans condition, pour financier une intervention.

Comptes de régularisation et passifs divers

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres passifs (1)	**30 705**	**29 411**
Comptes de règlements	2 654	2 493
Créditeurs divers	27 798	26 718
Versement restant à effectuer sur titres	231	176
Autres passifs d'assurance	22	24
Comptes de régularisation	**11 603**	**11 119**
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	3 271	3 735
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	845	307
Produits constatés d'avance	1 309	1 307
Charges à payer	5 639	5 049
Autres comptes de régularisation	540	721
VALEUR AU BILAN	**42 309**	**40 530**

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.
(2) Les montants sont indiqués en net.

6.12 CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES

Informations financières des co-entreprises et des entreprises associées

Au 31 décembre 2018 :

- la valeur de mise en équivalence des co-entreprises s'élève à 2 204 millions d'euros (1 797 millions d'euros au 31 décembre 2017) ;
- la valeur de mise en équivalence des entreprises associées s'élève 4 164 millions d'euros (3 380 millions d'euros au 31 décembre 2017).

FCA Bank est une co-entreprise créée avec le groupe Fiat Chrysler Automobiles. En juillet 2013, Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Consumer Finance et Fiat Chrysler Automobiles (ex-Fiat Group Automobiles) ont conclu un accord pour prolonger leur *joint venture* détenue à parts égales par les actionnaires, jusqu'au 31 décembre 2021. Présente dans 16 pays européens, la société pilote toutes les opérations de financement des concessionnaires et des clients des marques Fiat, Lancia, Alfa Roméo, Maserati, Chrysler, Jeep, Fiat Professional, Abarth, Ferrari en Europe et Jaguar Land Rover en Europe continentale. Elle est stratégique pour le développement de l'activité de *joint venture* Automobiles du Groupe.

Les co-entreprises et les entreprises associées significatives sont présentées dans le tableau ci-dessous. Il s'agit des principales co-entreprises et entreprises associées qui composent la "valeur de mise en équivalence au bilan".

	31/12/2018					
(en millions d'euros)	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote-part de résultat net [1]	Quote-part de capitaux propres [2]
Co-entreprises						
FCA Bank S.p.A.	50,0 %	1 672	-	-	133	1 427
Autres		532	-	10	63	738
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		**2 204**			**196**	**2 165**
Entreprises associées						
Icade	18,4 %	935	911	59	22	566
Korian	23,2 %	615	591	5	42	578
Altarea	24,7 %	559	657	50	54	462
Ramsay – Générale de Santé	38,4 %	439	624	-	3	181
GAC – Sofinco Auto Finance Co. Ltd	50,0 %	311	-	-	38	311
SCI Heart Of La Défense [3]	33,3 %	271	271	-	(5)	271
SCI Cargo Property Holding	28,0 %	182	207	10	3	182
Wafasalaf	49,0 %	135	-	13	12	79
ABC-CA Fund Management Co	22,8 %	121	-	-	20	121
Frey	19,2 %	114	100	2	14	112
Autres		482			82	174
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (entreprises associées)		**4 164**			**285**	**3 037**
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE		**6 368**			**481**	**5 202**

(1) La quote-part du résultat nette de participation aux bénéfices différée des co-entreprises et entreprises associées de la Gestion de l'épargne et Assurances est classée en Produit net bancaire dans le Compte de résultat.
(2) Capitaux propres – part du Groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associée lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associée est un sous-groupe. L'effet des entrées de périmètre 2018 des sociétés d'assurance génère un impact de - 46 millions d'euros en Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables.
(3) La société SCI Heart of La Défense est consolidée selon la méthode de mise en équivalence à compter de 2018.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

(en millions d'euros)	31/12/2017					
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote-part de résultat net [1]	Quote-part de capitaux propres [2]
Co-entreprises						
FCA Bank S.p.A	50,0 %	1 573	-	50	193	1 270
Autres	-	224	-	5	6	504
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		**1 797**			**199**	**1 774**
Entreprises associées						
Banque Saudi Fransi [3]	-	-	-	92	173	-
Eurazeo [4]	-	-	-	13	77	-
Icade [5]	18,5 %	966	1 123	-	14	597
Altarea	24,7 %	544	825	42	83	447
Korian	23,0 %	521	547	11	32	484
Ramsay – Générale de Santé	38,4 %	435	459	-	22	177
GAC – Sofinco Auto Finance Co. Ltd	50,0 %	216	-	-	30	216
SCI Cargo Property Holding [5]	29,9 %	171	164	7	1	171
Infra Foch Topco	36,9 %	91	168	26	27	(50)
Patrimoine et Commerce [5]	19,9 %	68	55	3	18	68
Eurosic [6]	-	-	-	21	56	-
Autres		367	-	-	51	267
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (entreprises associées)		**3 380**			**563**	**2 377**
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE		**5 177**			**783**	**4 151**

(1) La quote-part du résultat nette de participation aux bénéfices différée entreprises associées de la Gestion de l'épargne et assurance est classée en Produit net bancaire dans le Compte de résultat.
(2) Capitaux propres – part du Groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associée lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associée est un sous-groupe.
(3) Crédit Agricole Banque CIB a cédé 16,2 % de Banque Saudi Fransi le 20 septembre 2017. la contribution de Banque Saudi Fransi couvre la période du 1er janvier 2017 au 20 septembre 2017. Le solde des titres détenus est reclassé en Actifs disponibles à la vente.
(4) Crédit Agricole S.A. a cédé l'intégralité de sa participation dans Eurazeo le 16 juin 2017. La contribution d'Eurazeo couvre la période du 1er janvier 2017 au 16 juin 2017.
(5) Les sociétés SCI Cargo Property Holding, Icade et Patrimoine et Commerce sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence à compter de 2017.
(6) Dans le cadre du rapprochement Gecina et Eurosic, CAA a cédé la totalité de ses actions Eurosic. La société est sortie du périmètre de consolidation au 31 décembre 2017.

La valeur boursière figurant sur le tableau ci-dessus correspond à la cotation des titres sur le marché au 31 décembre 2018. Cette valeur peut ne pas être représentative de la valeur de réalisation car la valeur d'utilité des entreprises mises en équivalence peut être différente de la valeur de mise en équivalence déterminée en conformité avec IAS 28. Les participations dans les entreprises mises en équivalence, en cas d'indice de perte de valeur, font l'objet de tests de dépréciation selon la même méthodologie que celle retenue pour les écarts d'acquisition.

Les informations financières résumées des co-entreprises et des entreprises associées significatives du groupe Crédit Agricole S.A. sont présentées ci-après :

(en millions d'euros)	31/12/2018			
	PNB	Résultat net	Total actif	Total capitaux propres
Co-entreprises				
FCA Bank S.p.A	954	387	30 396	2 854
Entreprises associées				
Icade	120	120	11 388	3 812
Korian	180	180	7 279	2 480
Altarea	220	220	8 247	3 060
Ramsay – Générale de Santé	7	7	2 502	511
GAC – Sofinco Auto Finance Co. Ltd	172	76	5 520	1 267
SCI Heart of La Défense [1]	(15)	(15)	1 876	825
SCI Cargo Property Holding	10	10	595	576
Wafasalaf	-	25	-	161
ABC-CA Fund Management Co	108	59	420	724
Frey	71	71	1 048	581

(1) La société SCI Heart of La Défense est consolidée selon la méthode de mise en équivalence à compter de 2018.

	31/12/2017			
(en millions d'euros)	PNB	Résultat net	Total actif	Total capitaux propres
Co-entreprises				
FCA Bank S.p.A	821	387	27 081	2 540
Entreprises associées				
Icade [1]	77	77	10 049	3 864
Altarea	335	335	7 624	2 979
Korian	137	137	6 687	2 097
Ramsay – Générale de Santé	57	57	2 346	502
GAC – Sofinco Auto Finance Co. Ltd	161	59	4 099	873
SCI Cargo Property Holding [1]	4	4	606	593
Infra Foch Topco	72	72	3 081	603
Patrimoine et Commerce [1]	93	93	722	337

(1) Les sociétés SCI Cargo Property Holding, Icade et Patrimoine et Commerce sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence à compter de 2017.

Restrictions significatives sur les co-entreprises et les entreprises associées

Le groupe Crédit Agricole S.A. est soumis aux restrictions suivantes :

Contraintes réglementaires

Les filiales du groupe Crédit Agricole S.A. sont soumises à la réglementation prudentielle et à des exigences de fonds propres réglementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs au groupe Crédit Agricole S.A.

Contraintes légales

Les filiales du groupe Crédit Agricole S.A. sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions réglementaires mentionnées ci-avant.

Contrainte sur les actifs représentatifs des contrats en unités pour l'activité assurance

Les actifs représentatifs des contrats en unités de compte du groupe Crédit Agricole S.A. sont détenus au profit des souscripteurs des contrats. Les actifs figurant au bilan des filiales d'assurance du groupe Crédit Agricole S.A. sont essentiellement détenus en vue de satisfaire leurs obligations envers les assurés. Le transfert d'actifs à d'autres entités est possible dans le respect des dispositions légales. Toutefois, en cas de transfert, une partie du résultat généré par ce transfert doit être reversée aux assurés.

6.13 IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en millions d'euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Valeur brute	6 283	6 283	153	518	(558)	-	96	6 492
Amortissements et dépréciations	(87)	(87)	-	(3)	18	-	(12)	(84)
VALEUR AU BILAN [1]	**6 196**	**6 196**	**153**	**515**	**(540)**	**-**	**84**	**6 408**

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

(en millions d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Valeur brute	5 697	14	1 484	(1 130)	-	218	6 283
Amortissements et dépréciations	(80)	-	(3)	5	-	(9)	(87)
VALEUR AU BILAN [1]	**5 617**	**14**	**1 481**	**(1 125)**	**-**	**209**	**6 196**

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût amorti, établie "à dire d'expert", s'élève à 9 314 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 8 845 millions d'euros au 31 décembre 2017.

(en millions d'euros)		31/12/2018	31/12/2017
Prix côtés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	-	-
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	9 215	8 774
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	99	71
VALEUR DE MARCHÉ DES IMMEUBLES DE PLACEMENT		**9 314**	**8 845**

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût amorti au bilan.

6.14 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (HORS ÉCARTS D'ACQUISITION)

(en millions d'euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	8 400	8 400	5	331	(271)	29	(28)	**8 466**
Amortissements et dépréciations [1]	(4 190)	(4 190)	(6)	(398)	187	(14)	24	**(4 397)**
VALEUR AU BILAN	**4 210**	**4 210**	**(1)**	**(67)**	**(84)**	**15**	**(4)**	**4 069**
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	6 530	6 530	2	534	(142)	3	58	**6 985**
Amortissements et dépréciations	(4 350)	(4 350)	(1)	(438)	120	(1)	(28)	**(4 698)**
VALEUR AU BILAN	**2 180**	**2 180**	**1**	**96**	**(22)**	**2**	**30**	**2 287**

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple.

(en millions d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	7 884	319	556	(392)	(72)	105	**8 400**
Amortissements et dépréciations [1]	(4 055)	(50)	(395)	333	41	(64)	**(4 190)**
VALEUR AU BILAN	**3 829**	**269**	**161**	**(59)**	**(31)**	**41**	**4 210**
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	5 386	737	564	(104)	(14)	(39)	**6 530**
Amortissements et dépréciations	(3 803)	(176)	(435)	58	11	(5)	**(4 350)**
VALEUR AU BILAN	**1 583**	**561**	**129**	**(46)**	**(3)**	**(44)**	**2 180**

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple.

6.15 ÉCARTS D'ACQUISITION

(en millions d'euros)	31/12/2017 brut	31/12/2017 net	31/12/2018 brut	01/01/2018 net	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Pertes de valeur de la période	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018 brut	31/12/2018 net
Gestion de l'épargne et assurances	**6 793**	**6 793**	**6 793**	**6 793**	**22**	**-**	**-**	**48**	**-**	**6 864**	**6 864**
dont Assurances	1 214	1 214	1 214	1 214	-	-	-	-	-	1 214	1 214
dont gestion d'actifs	4 830	4 831	4 830	4 831	-	-	-	20	-	4 851	4 851
dont banque privée internationale	749	749	749	749	22	-	-	28	-	799	799
Banque de proximité en France – LCL	**5 263**	**4 772**	**5 263**	**4 772**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**5 263**	**4 772**
Banque de proximité à l'international	**3 223**	**1 692**	**3 223**	**1 692**	**-**	**-**	**-**	**1**	**-**	**3 219**	**1 693**
dont Italie	2 872	1 660	2 872	1 660	-	-	-	-	-	2 872	1 660
dont Pologne	225	-	225	-	-	-	-	-	-	220	-
dont Ukraine	39	-	39	-	-	-	-	-	-	39	-
dont autres pays	86	32	86	32		-	-	1	-	88	33
Services financiers spécialisés	**2 714**	**1 023**	**2 714**	**1 023**	**2**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 716**	**1 025**
dont crédit à la consommation (hors Agos)	1 692	954	1 692	954	2	-	-	-	-	1 694	956
dont crédit à la consommation – Agos	569	-	569	-	-	-	-	-	-	569	-
dont affacturage	453	69	453	69	-	-	-	-	-	453	69
Grandes clientèles	**2 366**	**1 141**	**2 366**	**1 141**	**-**	**(4)**	**-**	**-**	**-**	**2 362**	**1 137**
dont banque de financement et d'investissement	1 711	486	1 711	486	-	-	-	-	--	1 711	486
dont services financiers aux institutionnels	655	655	655	655	-	(4)	-	-		651	651
Activités hors métiers	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**20 358**	**15 421**	**20 358**	**15 421**	**24**	**(4)**	-	**49**	-	**20 424**	**15 491**
Part du Groupe	**18 820**	**14 046**	**18 820**	**14 046**	**23**	**(4)**	**-**	**46**	**-**	**18 884**	**14 111**
Participations ne donnant pas le contrôle	**1 538**	**1 375**	**1 538**	**1 375**	**1**	**-**	**-**	**3**	**-**	**1 540**	**1 380**

Détermination de la valeur d'utilité des UGT

Les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de dépréciation fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des UGT auxquelles ils sont rattachés. La détermination de la valeur d'utilité a reposé sur l'actualisation de l'estimation des flux futurs de l'UGT tels qu'ils résultaient de trajectoires d'activité établies sur quatre ans (2019-2022) pour les besoins de pilotage du Groupe, extrapolés sur une cinquième année afin de converger vers la tendance de croissance à l'infini.

Le scénario économique sur lequel se fondent les trajectoires financières projetées est celui d'une légère inflexion de la croissance économique dans les principales zones, accompagnée d'une inflation qui reste mesurée et d'un environnement financier qui resterait volatile compte tenu des éléments d'incertitude prévalant au moment de l'élaboration du scénario, mais sans choc systémique. Les banques centrales s'orientent à petits pas vers une politique monétaire moins accommodante, sachant que les États-Unis sont en avance de phase sur ce plan. Ainsi :

- en zone Euro, le scénario intègre, après une année 2017 très dynamique, une convergence progressive de la trajectoire de croissance vers le niveau de potentiel à long terme ; à des niveaux absolus distincts, ce scénario est aussi celui envisagé individuellement pour la France et pour l'Italie ; l'inflation réelle et sous-jacente resterait modérée ;
- la Banque centrale européenne devrait continuer de mener une politique monétaire toujours très accommodante, même si un resserrement graduel est mis en œuvre : les taux courts pourraient sortir de leur territoire négatif actuel en fin d'année 2019, mais leur hausse, ensuite, sera très progressive ; les taux longs *core* devraient évoluer de manière relativement parallèle aux taux directeurs, déterminant une courbe à la pente constante, assez peu prononcée ; globalement, donc, un scénario plutôt favorable aux activités de banque de proximité en zone euro, mais de manière modérée et graduelle ;
- la normalisation monétaire conduite par la FED se poursuivrait – moins fortement qu'en 2018 – et l'économie américaine ralentirait après la période de forte croissance suscitée par l'assouplissement budgétaire engagé en 2017 ; à moyen terme, les taux de croissance américains et européens seraient peu différents, mais avec une capacité de défense par la politique monétaire plus nettement reconstituée aux États-Unis ;
- les évolutions économiques dans les pays émergents resteraient globalement positives, bien que contrastées en fonction de vulnérabilités plus ou moins fortes face aux évolutions monétaires du monde développé et aux conflits commerciaux : ralentissement chinois, accélération indienne, choc négatif temporaire en Turquie, léger redressement brésilien…

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Au 31 décembre 2018, les taux de croissance à l'infini, les taux d'actualisation et les taux d'allocation de fonds propres en proportion des emplois pondérés se répartissent par pôle métier selon le tableau ci-après :

	31/12/2018		
(périmètre intégration globale Crédit Agricole S.A.)	Taux de croissance à l'infini	Taux d'actualisation	Fonds propres alloués
Banque de proximité en France – LCL	2,0 %	7,8 %	9,75 %
Banque de proximité à l'international – Italie	2,0 %	9,6 %	9,75 %
Banque de proximité à l'international – autres	7,0 %	17,0 %	9,5 %
Services financiers spécialisés	2,0 %	7,8 % à 8,3 %	9,6 % à 9,7 %
Gestion de l'épargne et Assurances	2,0 %	7,8 % à 8,7 %	9,7 % 80 % de la marge de solvabilité (Assurances)
Grandes clientèles	2,0 %	8,3 % à 9,7 %	9,7 %

Le relèvement des exigences prudentielles à partir de 2016 au titre du Pilier 1 et du Pilier 2 par la Banque centrale européenne (BCE) a conduit Crédit Agricole S.A. à accroître progressivement le niveau de fonds propres alloués aux UGT en pourcentage des emplois pondérés. Cette allocation s'élevait l'an passé à 9,5 % des RWA pour l'ensemble des UGT. Le Haut Comité à la Stabilité Financière a décidé de la mise en œuvre d'un coussin contracyclique à hauteur de 0,25 % des emplois pondérés correspondant à des expositions françaises, applicable à partir du 1er juillet 2019. Dans un souci de prudence, nous avons intégré l'impact de ce coussin ainsi que celui, très marginal, des coussins existants dans certains pays étrangers pour l'allocation de fonds propres aux UGT, dès début 2019. Ceci conduit *in fine* à retenir, pour les différentes UGT bancaires, une allocation en fonds propres CET1 comprise entre 9,50 % et 9,75 % des emplois pondérés.

La détermination des taux d'actualisation au 31 décembre 2018 pour l'ensemble des pôles métiers reflète le maintien à un niveau faible des taux d'intérêt à long terme que l'on observe en Europe et plus particulièrement en France. Les primes de risque action progressent de leur côté légèrement. Ces évolutions se traduisent par une légère hausse des taux d'actualisation retenus par rapport à fin 2017, hausse un peu plus marquée pour l'UGT "Banque de Proximité à l'International – Italie" (+ 0,5 %).

Les taux de croissance à l'infini au 31 décembre 2018 sont inchangés par rapport à ceux utilisés au 31 décembre 2017.

Sensibilité de la valorisation des UGT aux principaux paramètres de valorisation

La sensibilité des valeurs d'utilité des UGT composant chacun des grands pôles métiers à la variation de certains paramètres de valorisation est présentée dans le tableau suivant :

	Sensibilité aux fonds propres alloués	Sensibilité au taux d'actualisation		Sensibilité au coût du risque en année terminale		Sensibilité au coefficient d'exploitation en année terminale	
En 2018	+ 100 pb	(50) pb	+ 50 pb	(10) %	+ 10 %	(100) pb	+ 100 pb
Banque de proximité en France – LCL	(1,5) %	+ 9,2 %	(7,7) %	+ 2,6 %	(2,6) %	+ 3,2 %	(3,2) %
Banque de proximité à l'international – Italie	(4,6) %	+ 6,6 %	(5,8) %	+ 3,5 %	(3,5) %	+ 3,5 %	(3,5) %
Banque de proximité à l'international – autres	(1,8) %	+ 4,9 %	(4,5) %	+ 0,9 %	(0,9) %	+ 1,5 %	(1,5) %
Services financiers spécialisés	(5,7) %	+ 9,9 %	(8,4) %	+ 11,5 %	(11,5) %	+ 5 %	(5) %
Gestion de l'épargne et Assurances	(0,6) %	+ 8,2 %	(7) %	NS	NS	+ 1,3 %	(1,3) %
Grandes clientèles	(8,5) %	+ 8,3 %	(6) %	+ 1,2 %	(1,2) %	+ 2,6 %	(2,6) %

Des tests de sensibilité ont été effectués sur les écarts d'acquisition – part du Groupe avec des variations des principaux paramètres de valorisation appliquées de manière uniforme pour toutes les UGT. Ces tests montrent que l'UGT de Banque de proximité à l'international – Italie, affectée par la prise en considération de taux durablement bas et par un net alourdissement du taux d'actualisation utilisé pour sa valorisation, est la plus sensible aux dégradations des paramètres du modèle. La valeur de l'UGT de Banque de proximité en France – LCL est également sensible au durcissement de certains paramètres, mais dans une moindre mesure.

- S'agissant des paramètres financiers :
  - une variation de + 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à un écart négatif entre valeur d'utilité et valeur consolidée de l'ordre de 300 millions d'euros sur l'UGT Banque de proximité en France – LCL et d'environ 190 millions d'euros pour l'UGT de Banque de proximité à l'international – Italie,
  - une variation de + 100 points de base du niveau de fonds propres alloués aux UGT bancaires se traduirait par un écart négatif entre valeur d'utilité et valeur consolidée de l'ordre de 135 millions d'euros sur l'UGT Banque de proximité à l'international – Italie.
- S'agissant des paramètres opérationnels, les hypothèses de dégradation simulées (respectivement le scénario d'un alourdissement de + 10 % du coût du risque en dernière année de projection et celui d'une variation de + 100 points de base du coefficient d'exploitation pour cette même année) conduiraient à un écart négatif entre la valeur d'utilité et la valeur consolidée uniquement pour l'UGT Banque de Proximité à l'International – Italie (écart négatif d'environ 85 millions d'euros pour chacune de ces hypothèses).

6.16 PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE

Ventilation des provisions techniques d'assurance

	31/12/2018				
(en millions d'euros)	**Vie**	**Non-vie**	**International**	**Emprunteur**	**Total**
Contrats d'assurance	190 622	5 394	19 475	1 860	**217 351**
Contrats d'investissement avec PB discrétionnaire	73 316	-	13 819	-	**87 135**
Contrats d'investissement sans PB discrétionnaire	2 366	-	1 484	-	**3 850**
Participation aux bénéfices différée passive	16 244	-	-	-	**16 244**
Autres provisions techniques	-	-	-	-	**-**
Total des provisions techniques ventilées	**282 548**	**5 394**	**34 778**	**1 860**	**324 580**
Participation aux bénéfices différée active	-	-	52	-	**52**
Part des réassureurs dans les provisions techniques	(1 015)	(457)	(71)	(275)	**(1 818)**
PROVISIONS TECHNIQUES NETTES	**281 533**	**4 937**	**34 759**	**1 585**	**322 814**

	31/12/2017				
(en millions d'euros)	**Vie**	**Non-vie**	**International**	**Emprunteur**	**Total**
Contrats d'assurance	169 685	4 892	16 516	1 773	**192 866**
Contrats d'investissement avec PB discrétionnaire	90 169	-	12 789	-	**102 958**
Contrats d'investissement sans PB discrétionnaire	2 507	-	1 394	-	**3 901**
Participation aux bénéfices différée passive	20 978	-	500	-	**21 478**
Total des provisions techniques ventilées	**283 339**	**4 892**	**31 199**	**1 773**	**321 203**
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	**-**
Part des réassureurs dans les provisions techniques	(918)	(398)	(59)	(270)	**(1 645)**
PROVISIONS TECHNIQUES NETTES	**282 421**	**4 494**	**31 140**	**1 503**	**319 558**

La part des réassureurs dans les provisions techniques et les autres passifs d'assurance est comptabilisée dans les comptes de régularisation. La ventilation des provisions techniques des contrats d'assurance est présentée avant élimination des émissions en euros et en unités de compte souscrites par les sociétés d'assurance.

La participation aux bénéfices différée nette, avant impôt, au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017 s'analyse ainsi :

Participation aux bénéfices différée avant impôt *(en millions d'euros)*	**31/12/2018** **PBD nette**
Participation différée sur revalorisation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et sur dérivés de couverture	(14 627)
Dont participation différée sur revalorisation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (1)	*(15 519)*
Dont participation différée sur dérivés de couverture	*892*
Participation différée sur revalorisation des actifs financiers à la juste valeur par résultat	479
Autres participations différées	(2 043)
TOTAL PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DIFFÉRÉE AVANT IMPÔT	**(16 191)**

(1) Cf. note 6.4 "Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres".

Participation aux bénéfices différée avant impôt *(en millions d'euros)*	**31/12/2017** **PBD passive**
Participation différée sur revalorisation des titres disponibles à la vente et sur dérivés de couverture	18 255
Dont participation différée sur revalorisation des titres disponibles à la vente (1)	*17 408*
Dont participation différée sur dérivés de couverture	*847*
Participation différée sur revalorisation des titres de *trading*	443
Autres participations différées (annulation provision pour risque d'éligibilité)	2 780
TOTAL	**21 478**

(1) Cf. note 6.4 "Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres".

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

6.17 PROVISIONS

(en millions d'euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Risques sur les produits épargne-logement	241	241	-	11	-	(7)	-	-	**245**
Risques d'exécution des engagements par signature	489	1 003	-	777	(47)	(898)	3	34	**872**
Risques opérationnels	63	64	-	16	(3)	(10)	-	1	**68**
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	1 832	1 832	(1)	145	(198)	(51)	10	(28)	**1 709**
Litiges divers (2)	1 139	1 139	5	1 298	(65)	(158)	6	(94)	**2 132**
Participations	13	12	(1)	1	(9)	(1)	-	(1)	**1**
Restructurations	35	35	-	-	(4)	(7)	-	-	**24**
Autres risques	609	609	2	210	(61)	(103)	(1)	102	**758**
TOTAL	**4 421**	**4 935**	**6**	**2 458**	**(387)**	**(1 235)**	**18**	**14**	**5 809**

(1) Cf. notes 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies" et 7.5 "Autres avantages sociaux".
(2) Cf. "Contentieux fiscal sur titres Emporiki" dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période".

(en millions d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Risques sur les produits épargne-logement	463	-	-	-	(222)	-	-	**241**
Risques d'exécution des engagements par signature	271	18	265	(7)	(76)	(19)	37	**489**
Risques opérationnels	167	1	32	(120)	(16)	-	(1)	**63**
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 762	182	187	(227)	(46)	(25)	(1)	**1 832**
Litiges divers	895	180	400	(122)	(209)	(4)	(1)	**1 139**
Participations	6	-	10	(3)	-	-	-	**13**
Restructurations	44	1	-	(8)	(2)	-	-	**35**
Autres risques	675	3	131	(96)	(110)	(7)	13	**609**
TOTAL	**4 283**	**385**	**1 025**	**(583)**	**(681)**	**(55)**	**47**	**4 421**

Au 31 décembre 2018, les engagements sociaux (retraites) et assimilés comprennent 176 millions d'euros (139 millions d'euros au 31 décembre 2017) de provisions au titre des coûts sociaux des plans d'adaptation et la provision pour restructurations enregistre les coûts non sociaux de ces plans.

Contrôles fiscaux

Contrôle fiscal Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A., à l'issue d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2014 et 2015, a fait l'objet de redressements dans le cadre d'une proposition de rectification reçue fin décembre 2018. Crédit Agricole S.A. conteste de façon motivée la plupart des points rectifiés. Une provision est comptabilisée à hauteur du risque estimé.

Crédit Agricole S.A. avait fait l'objet antérieurement d'un contrôle fiscal portant sur l'exercice 2013. L'administration fiscale a notifié un redressement visant à refuser la déduction fiscale opérée, consécutive à la moins-value correspondant à la cession des titres Emporiki Bank issus d'une augmentation de capital réalisée le 28 janvier 2013, soit quatre jours avant la cession d'Emporiki Bank à Alpha Bank. L'administration fiscale conteste le fait que les titres de cette filiale aient été traités en titres de placement.

L'avis de mise en recouvrement du 15 mars 2017 afférent à ce redressement d'un montant de 312 millions d'euros, a fait l'objet d'un paiement et, parallèlement, une créance du même montant a été comptabilisée au 31 décembre 2017. Dans le cadre de ce litige, la Commission Nationale des Impôts avait rendu un avis favorable le 13 janvier 2017, par lequel elle considère que le redressement fiscal devrait être abandonné. L'administration l'ayant néanmoins maintenu, un recours a été exercé à ce titre auprès du tribunal administratif le 4 octobre 2018.

Contrôle fiscal Crédit Agricole CIB Paris

Crédit Agricole CIB, à l'issue d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2013, 2014 et 2015, a fait l'objet de redressements dans le cadre d'une proposition de rectification reçue fin décembre 2018. Crédit Agricole CIB conteste de façon motivée les points rectifiés. Une provision est comptabilisée à hauteur du risque estimé.

Contrôle fiscal Merisma

Merisma, filiale de Crédit Agricole CIB, société fiscalement intégrée au groupe Crédit Agricole S.A. a fait l'objet de redressements fiscaux portant sur les exercices 2006 à 2010, assortis de majorations pour abus de droit.

Quoique toujours contestés, les redressements sont provisionnés.

Contrôle fiscal Crédit Agricole CIB Milan en matière de prix de transfert

Crédit Agricole CIB Milan a, suite à des contrôles fiscaux, reçu des propositions de rectification sur les exercices 2005 à 2013 émises par les autorités fiscales italiennes en matière de prix de transfert. Crédit Agricole CIB a contesté de façon motivée les points redressés. Parallèlement, le processus de saisine des autorités compétentes franco-italiennes est en cours concernant l'ensemble des exercices. Une provision a été comptabilisée à hauteur du risque estimé.

Garantie de passif CLSA

Le groupe Crédit Agricole a cédé en 2013 les entités CLSA au groupe chinois CITICS.

À la suite de redressements fiscaux intervenus sur certaines des entités CLSA en Inde et aux Philippines, CITICS a mis en œuvre la garantie de passif à l'encontre du groupe Crédit Agricole. Les points rectifiés sont contestés de façon motivée. Une provision a été comptabilisée à hauteur du risque estimé.

Contrôle fiscal Crédit Agricole Consumer Finance

Crédit Agricole Consumer Finance a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2014 et 2015. Une proposition de rectification a été reçue fin 2017. Crédit Agricole Consumer Finance a enregistré dans ses comptes une provision relative aux redressements qui sont contestés.

Contrôle fiscal Crédit Agricole Assurances

Crédit Agricole Assurances, à l'issue d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2008 et 2009, avait fait l'objet d'un redressement contesté auprès du juge administratif. En 2018, Crédit Agricole Assurances a obtenu le dégrèvement intégral de son redressement et a ainsi enregistré une créance sur l'État à due concurrence qui sera recouvrée au cours de 2019.

Crédit Agricole Assurances a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2018, relatif aux exercices 2014, 2015 et 2016, qui s'est soldé par une absence de redressement.

Contrôle fiscal LCL

LCL a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2015 et 2016 qui portait sur les exercices 2011, 2012 et 2013. Toutes les conséquences financières, couvertes par une provision, ont été payées en 2016 et 2017. Les amendes infligées dans le cadre du contrôle de l'épargne réglementée ont été remboursées en 2017 suite à une contestation. D'autres redressements restent contestés.

Enquêtes et demandes d'informations de nature réglementaire

Les principaux dossiers en lien avec des enquêtes et demandes d'informations de nature réglementaire sont :

Strauss/Wolf/Faudem

Des citoyens américains (et des membres de leurs familles), victimes d'attentats attribués au Hamas commis en Israël entre 2001 et 2004, ont assigné le Crédit Lyonnais et une autre banque devant un tribunal new-yorkais.

Ils soutiennent que ces banques seraient complices des terroristes car elles détenaient chacune un compte ouvert – en 1990 pour le Crédit Lyonnais – par une association charitable d'aide aux Palestiniens, compte par lequel des fonds auraient été virés à des entités palestiniennes accusées, selon les demandeurs, de financer le Hamas. Les demandeurs, qui n'ont pas chiffré leur préjudice, réclament l'indemnisation de leurs "blessures, angoisses et douleurs émotionnelles".

En l'état du dossier et de la procédure, les demandeurs n'ont pas rapporté la preuve que l'association était effectivement liée aux terroristes, ni que le Crédit Lyonnais savait que son client pouvait être impliqué – si ceci était démontré – dans le financement du terrorisme. Le tribunal a pourtant exigé cette démonstration de la part des demandeurs pour qu'ils puissent espérer obtenir gain de cause. Le Crédit Lyonnais conteste donc vigoureusement les allégations des demandeurs.

Aux termes d'une décision en date du 28 février 2013, le juge du *Summary Judgement* a renvoyé le Crédit Lyonnais et les demandeurs vers un procès au fond devant un jury populaire.

En février 2018, le Crédit Lyonnais a déposé une nouvelle *"motion for summary judgement",* fondée sur une jurisprudence récente afin que les réclamations des demandeurs soient rejetées sans que l'affaire soit soumise à un tel jury populaire.

En janvier 2019, les demandeurs ont tenté de modifier leurs écritures pour y ajouter de nouveaux demandeurs, avant que leur action ne soit prescrite. Le juge a refusé cette demande et deux nouvelles actions (Fisher et Miller) ont donc été introduites devant le même tribunal que celui en charge des procédures Strauss/Wolf. Elles sont similaires à celles déjà en cours, leur analyse juridique est identique et leur sort dépendra de l'issue de la dernière demande de *summary judgment* déposée par le Crédit Lyonnais en février 2018. Elles vont donc, d'un point de vue procédural, rester en suspens jusque-là.

Affaire EIC (échange image chèques)

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que dix autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie.

En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'échange image chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (annulation d'opérations compensées à tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision.

Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros.

LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT.

L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet.

L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012.

La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC – Que Choisir et l'ADUMPE devant la

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi.

La Cour d'appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros.

Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation.

Office of Foreign Assets Control (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales *(Deferred Prosecution Agreements)* avec l'*US Attorney Office* du District de Columbia (USAO) et le *District Attorney* de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, CACIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor *(London Interbank Offered Rates)* sur plusieurs devises, du taux Euribor *(Euro Interbank Offered Rate)* et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ *(Department of Justice)* et la CFTC *(Commodity Future Trading Commission)* – avec lesquelles elles sont en discussion. Il n'est pas possible de connaître l'issue de ces discussions, ni la date à laquelle elles se termineront.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'*Attorney General* de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne.

En outre, Crédit Agricole S.A. fait l'objet, à l'instar de plusieurs banques suisses et étrangères, d'une enquête de la COMCO, autorité suisse de la concurrence, concernant le marché des produits dérivés de taux d'intérêt dont l'Euribor. Par ailleurs, l'enquête ouverte au mois de septembre 2015 par l'autorité sud-coréenne de la concurrence (KFTC) visant Crédit Agricole CIB, et portant sur les indices Libor sur plusieurs devises, Euribor et Tibor, a fait l'objet d'une décision de classement par la KFTC au mois de juin 2016. L'enquête ouverte sur certains produits dérivés du marché des changes (ABS-NDF) a été close par la KFTC, selon une décision notifiée à CACIB le 20 décembre 2018.

S'agissant des deux actions de groupe *(class actions)* aux États-Unis dans lesquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont nommés, depuis 2012 et 2013, avec d'autres institutions financières, tous deux comme défendeurs pour l'une ("Sullivan" pour l'Euribor) et seulement Crédit Agricole S.A. pour l'autre ("Lieberman" pour le Libor), l'action de groupe "Lieberman" est au stade préliminaire de l'examen de sa recevabilité ; la procédure est toujours suspendue devant la Cour fédérale de l'État de New York. Quant à l'action de groupe "Sullivan", Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont présenté une *motion to dismiss* visant à rejeter la demande des plaignants. La Cour fédérale de New York, statuant en première instance, a fait droit à cette demande à l'égard de Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB. Cette décision est susceptible d'appel.

Depuis le 1er juillet 2016, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, ainsi que d'autres banques sont également cités comme parties dans une nouvelle action de groupe *(class action)* aux États-Unis ("Frontpoint") relative aux indices Sibor *(Singapore Interbank Offered Rate)* et SOR *(Singapore Swap Offer Rate)*. Après avoir accepté une première *motion to dismiss* présentée par Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, la cour fédérale de New York, statuant sur une nouvelle demande des plaignants, a écarté Crédit Agricole S.A. de l'action Frontpoint, au motif qu'elle n'avait pas contribué aux indices concernés. La cour a en revanche considéré, en tenant compte d'évolutions récentes de la jurisprudence, que sa compétence juridictionnelle pouvait s'appliquer à l'égard de Crédit Agricole CIB, comme à l'égard de l'ensemble des banques membres du panel de l'indice Sibor. Les allégations contenues dans la plainte relative aux indices Sibor/USD et SOR ont par ailleurs été écartées par la cour, ne demeure donc pris en compte que l'indice Sibor/dollar singapourien. Le 26 décembre 2018, les plaignants ont déposé une nouvelle plainte visant à réintroduire dans le champ de l'action Frontpoint les manipulations alléguées des indices Sibor et SOR ayant affecté les transactions en dollars américains. Crédit Agricole CIB, aux côtés des autres défendeurs, va s'opposer aux termes de cette nouvelle plainte et a par ailleurs déposé une nouvelle *motion to dismiss* pour contester la compétence juridictionnelle maintenue à son égard.

Ces actions de groupe sont des actions civiles par lesquelles les demandeurs, s'estimant victimes des modalités de fixation des indices Euribor, Libor, Sibor et SOR, réclament la restitution de sommes qu'ils prétendent avoir été indûment perçues, des dommages-intérêts et le remboursement des frais et honoraires exposés.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Banque Saudi Fransi

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) a reçu une demande d'arbitrage présentée par Banque Saudi Fransi (BSF) devant la Chambre de commerce internationale (CCI). Le litige porte sur l'exécution d'un contrat de services techniques entre BSF et Crédit Agricole CIB qui n'est plus en vigueur. Le 7 août 2018, BSF a quantifié sa réclamation à 1 011 670 654,00 SAR, soit la contre-valeur en euros d'environ 232 millions, et s'est réservé le droit de soumettre des réclamations supplémentaires. Crédit Agricole CIB conteste totalement les allégations et la réclamation de BSF.

Bonds SSA

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont reçu des demandes de renseignements de différents régulateurs, dans le cadre d'enquêtes relatives aux activités d'un certain nombre de banques intervenant sur le marché secondaire des obligations SSA *(Supranational, Sub-Sovereign and Agencies)* libellées en dollars américains. Dans le cadre de sa coopération avec lesdits régulateurs, Crédit Agricole CIB a procédé à des investigations internes afin de réunir les informations requises disponibles. Le 20 décembre 2018, la Commission européenne a adressé une communication des griefs à plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB dans le cadre de son enquête sur une éventuelle infraction à des règles du droit européen de la concurrence sur le marché secondaire des obligations SSA libellées en dollars américains. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont pris connaissance des griefs et vont y répondre.

Crédit Agricole CIB est cité avec d'autres banques, dans une action de groupe *(class action)* consolidée putative devant le Tribunal fédéral du District Sud de New York. Les plaignants n'ayant pas réussi à établir un dommage suffisant, cette action a été rejetée par une décision du 29 août 2018 qui leur a donné néanmoins la possibilité d'y remédier. Le 7 novembre 2018, les plaignants ont déposé une plainte modifiée. Crédit Agricole CIB ainsi que les autres défendeurs ont déposé des *"motions to dismiss"* visant à rejeter cette plainte.

Le 7 février 2019, une autre action de groupe contre Crédit Agricole CIB et les défendeurs également cités dans l'action de groupe déjà en cours a été déposée devant le Tribunal fédéral du District Sud de New York.

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole-CIB ont reçu une notification, le 11 juillet 2018, d'une citation avec d'autres banques dans une action de groupe déposée au Canada devant la Cour fédérale. Une autre action, non notifiée à ce jour, aurait été déposée le même jour devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario. À ce stade, il n'est pas possible de connaître l'issue de ces enquêtes, procédures ou actions de groupe ni la date à laquelle elles se termineront.

O'Sullivan and Tavera

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal fédéral du District de New York ("O'Sullivan I").

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs ("O'Sullivan II").

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs ("Tavera").

Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du *US Anti-Terrorism Act* et du *Justice Against Sponsors of Terrorism Act*. Plus particulièrement, elles soutiennent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient traité des opérations en dollars américains pour l'Iran et des entités iraniennes en violation de sanctions édictées par le *US Treasury Department's Office of Foreign Assets Control,* ce qui aurait permis à l'Iran de financer des organisations terroristes qui, comme il est allégué, seraient les auteurs des attaques précitées. Les demandeurs réclament des dommages intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Le 2 mars 2018, Crédit Agricole CIB et d'autres défendeurs ont déposé une *motion to dismiss* visant à rejeter les prétentions des demandeurs dans la procédure "O'Sullivan I".

Autorité de la concurrence italienne

Le 5 octobre 2018, Crédit Agricole Consumer Finance S.A. ("CACF") et sa filiale FCA Bank S.p.A. ont reçu – ainsi que plusieurs autres banques et certains constructeurs automobiles – une communication des griefs de l'*Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato* (Autorité italienne de la concurrence). Il était allégué dans cette communication des griefs que plusieurs banques adossées à certains fabricants d'automobiles et offrant des solutions de financement de ces véhicules (banques dites "captives") auraient restreint la concurrence du fait de certains échanges d'informations, notamment au sein de deux associations professionnelles.

Par une décision notifiée le 9 janvier 2019, l'*Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato* a considéré que FCA Bank S.p.A. avait participé à cette prétendue infraction et que celle-ci était également imputable à CACF. L'AGCM a imposé une amende de 178,9 millions euros à FCA Bank S.p.A.. FCA Bank S.p.A. et Crédit Agricole Consumer Finance ont fait appel de cette décision.

Intercontinental Exchange, Inc. ("ICE")

Le 15 janvier 2019, une action de groupe a été introduite devant un tribunal fédéral de New York (l'*US District Court Southern District of New York*) contre l'Intercontinental Exchange, Inc. ("ICE") et de nombreuses banques dont Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Securities-USA. Cette action a été introduite par des plaignants qui prétendent avoir investi dans des produits financiers indexés sur l'USD ICE Libor.

Ils accusent les banques de s'être entendues, depuis février 2014, pour fixer de manière artificiellement basse cet indice et d'avoir réalisé ainsi des profits illicites.

Le 31 janvier 2019 une action similaire a été introduite auprès de l'*US District Court Southern District of New York* contre de nombreuses banques dont Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Securities-USA. Le 1er février 2019 ces deux actions ont été jointes.

Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V.

Les conditions de révision des taux d'intérêts de crédits renouvelables commercialisés par Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., filiale à 100 % de Crédit Agricole Consumer Finance S.A., et ses filiales font l'objet de réclamations d'un certain nombre d'emprunteurs qui portent sur les critères de révision de ces taux et d'éventuels trop-perçus d'intérêts.

Le 21 janvier 2019, dans deux affaires concernant des filiales de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., la commission des appels de la KIFID (instance néerlandaise spécialisée dans les litiges concernant les services financiers) a jugé que, en cas d'absence d'information ou d'information insuffisante sur les éléments précis déterminant le taux d'intérêt, celui-ci devait suivre l'évolution des taux d'intérêt du marché des prêts à la consommation.

L'analyse de l'impact de ces décisions sur les portefeuilles concernés de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V. et de ses filiales est en cours.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

CACEIS Allemagne

CACEIS Allemagne a appris des autorités fiscales bavaroises qu'elles auraient l'intention de lui demander la restitution d'impôts sur dividendes remboursés à certains de ses clients en 2010.

La demande de restitution d'impôts par l'administration fiscale bavaroise porterait sur un montant de 312 millions d'euros, sans préjudice d'éventuels intérêts. CACEIS Allemagne contesterait vigoureusement cette demande si elle lui était adressée.

Provision épargne-logement

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne logement sur la phase d'épargne

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	12 412	10 559
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	38 112	35 755
Ancienneté de plus de 10 ans	50 001	50 603
Total plans d'épargne-logement	**100 525**	**96 917**
Total comptes épargne-logement	**11 665**	**11 560**
TOTAL ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT	**112 190**	**108 478**

Les encours de collecte, hors prime de l'État, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2018 pour les données au 31 décembre 2018 et à fin novembre 2017 pour les données au 31 décembre 2017.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Plans d'épargne-logement	4	6
Comptes épargne-logement	29	44
TOTAL ENCOURS DE CRÉDIT EN VIE OCTROYÉS AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT	**33**	**50**

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	3	2
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	20	20
Ancienneté de plus de 10 ans	222	219
Total plans d'épargne-logement	**245**	**241**
Total comptes épargne-logement	**-**	**-**
TOTAL PROVISIONS AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT	**245**	**241**

(en millions d'euros)	31/12/2017	01/01/2018	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2018
Plans d'épargne-logement	241	241	11	(7)	-	245
Comptes épargne-logement	-	-	-	-	-	-
TOTAL PROVISIONS AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT	**241**	**241**	**11**	**(7)**	-	**245**

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.

Les plans et les comptes épargne logement collectés par les Caisses régionales figurent à 100 % au passif des comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A.

L'encours de crédits des plans et comptes épargne-logement est affecté pour moitié au groupe Crédit Agricole S.A. et pour moitié aux Caisses régionales dans les tableaux ci-dessus.

Les montants comptabilisés en provisions sont représentatifs de la part du risque supporté par Crédit Agricole S.A. et le LCL.

En conséquence, le rapport entre la provision constituée et les encours figurants au bilan du groupe Crédit Agricole S.A. n'est pas représentatif du niveau de provisionnement du risque épargne-logement.

6.18 DETTES SUBORDONNÉES

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dettes subordonnées à durée déterminée (1)	20 482	22 230
Dettes subordonnées à durée indéterminée (2)	2 061	2 934
Dépôts de garantie à caractère mutuel	161	171
Titres et emprunts participatifs	61	86
VALEUR AU BILAN	**22 765**	**25 421**

(1) Ce poste comprend les émissions de titres subordonnés remboursables "TSR".
(2) Ce poste comprend les émissions de titres super-subordonnés "TSS" émis avant l'entrée en vigueur de Bâle 3 et les émissions de titres subordonnés à durée indéterminée "TSDI" émis sous CRD4/CRR étant classés en capitaux propres.

Au 31 décembre 2018, l'encours des titres super-subordonnés émis avant l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR est de 1 763 millions d'euros contre 2 416 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Les titres de dettes émis par Crédit Agricole S.A. et souscrits par les sociétés d'assurance du groupe Crédit Agricole S.A. sont éliminés pour les contrats en euros. Ils sont éliminés pour la partie en représentation des contrats en unités de compte dont le risque financier est supporté par l'assuré.

Émissions de dettes subordonnées

Les émissions de dettes subordonnées entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités de Crédit Agricole S.A.

La directive et le règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement – CRD 4/CRR définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres réglementaires et prévoient les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ces conditions entre le 1er janvier 2014 (date d'entrée en vigueur de la CRD 4 et du CRR) et le 1er janvier 2022.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par renflouement interne (Bail-in) dans certaines circonstances et notamment en cas de mise en résolution de la banque émettrice, conformément à l'ordonnance du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation à la législation au droit de l'Union européenne en matière financière transposant, en droit français, la directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (DRRB) du 15 mai 2014.

Les différents types de dettes subordonnées émises par Crédit Agricole S.A. et toujours en circulation sont détaillés ci-dessous : il s'agit des titres subordonnés à durée indéterminée (émis avant l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR), des titres subordonnés remboursables, des titres super-subordonnés émis avant l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR et des titres super-subordonnés émis après l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR.

Émissions de titres super-subordonnés (TSS)

TSS – Stock émis avant l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR

Les titres super-subordonnés (TSS) émis par Crédit Agricole S.A. sont des emprunts à taux fixe ou à taux variable, de durée perpétuelle (sauf clause de remboursement anticipé définie contractuellement et sous réserve de certaines conditions) qui ont un rang senior par rapport aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1), en ce compris les actions de Crédit Agricole S.A., mais qui sont subordonnés (de rang inférieur) à l'ensemble des autres dettes subordonnées de rang supérieur (y compris les TSR et TSDI).

Les TSS sont généralement à taux fixe puis à taux variable au-delà d'une certaine durée et intègrent des options de remboursement anticipé au gré de Crédit Agricole S.A. (sous certaines réserves) au-delà de cette même durée.

Les coupons sont non cumulatifs et le paiement d'un dividende par Crédit Agricole S.A. entraîne l'obligation de payer le coupon des TSS pendant une durée d'un an. Toutefois, les coupons peuvent ne pas être payés si Crédit Agricole S.A. fait l'objet d'un événement prudentiel, c'est-à-dire tombe en dessous du ratio de fonds propres minimum légal tel que défini par le Pilier 1 ou par le Pilier 2, ou si le régulateur compétent anticipe cet événement dans un avenir proche.

Le notionnel et les intérêts courus sont dépréciés jusqu'à un maximum de 0,01 unité monétaire du titre en cas de franchissement à la baisse du seuil minimum réglementaire ou contractuel applicable au ratio de fonds propres total ou sur intervention du régulateur compétent.

TSS *"Additional Tier 1"* (AT1) émis après l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR

Les TSS *Additional Tier 1* émis par Crédit Agricole S.A. sont conformes aux nouvelles exigences du CRD 4/CRR.

Les TSS AT1 émis par Crédit Agricole S.A. sont des titres à taux fixe et/ou à taux variable, de durée perpétuelle (sauf clause de remboursement anticipé définie contractuellement et sous réserve de certaines conditions), qui ont un rang senior par rapport aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1), en ce compris les actions de Crédit Agricole S.A., mais qui sont subordonnés à l'ensemble des autres dettes subordonnées de rang supérieur, et *pari passu* avec les TSS émis avant l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR.

Les TSS AT1 émis sont généralement à taux fixe puis à taux révisable au-delà d'une certaine durée et peuvent intégrer des options de remboursement anticipé soumises à certaines conditions au-delà de cette même durée.

Les TSS AT1 émis par Crédit Agricole S.A. comportent une clause de dépréciation partielle et temporaire des titres en cas de passage en dessous du seuil de 7 % du ratio réglementaire *Common Equity Tier 1* Bâle 3 phasé du groupe Crédit Agricole ou en cas de passage en dessous du seuil de 5,125 % du ratio réglementaire *Common Equity Tier 1* Bâle 3 phasé de Crédit Agricole S.A. La dépréciation peut aller jusqu'à un maximum de 0,01 unité monétaire de l'émission.

Les coupons sont optionnels à la discrétion de Crédit Agricole S.A. (qui peut décider de la suspension du paiement des intérêts) ou sur demande du régulateur compétent, et soumis à des limitations prévues par la réglementation en cas d'insuffisance des montants distribuables ou d'insuffisance par rapport aux exigences réglementaires de capital total (y compris les coussins de fonds propres) du groupe Crédit Agricole et du groupe Crédit Agricole S.A.

Les instruments qualifiés d'instruments de capitaux propres *Tier 1* (AT1 émis après l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR), enregistrés dans les capitaux propres du Groupe, sont détaillés dans la note 6.19.

Émissions de titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) (stock émis avant l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR)

Les titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) émis par Crédit Agricole S.A. avant l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR sont des emprunts généralement à taux fixe avec paiement d'un intérêt trimestriel et à durée perpétuelle.

Ils ne sont remboursables qu'en cas de liquidation (judiciaire ou autre) de Crédit Agricole S.A., sauf clause de remboursement anticipé définie contractuellement sous réserve de certaines conditions (cf. ci-dessous "Remboursements anticipés dans le cadre des conditions de toutes les émissions de titres subordonnés (TSDI, TSR ou TSS)").

Comme les titres subordonnés remboursables (les "TSR" – cf. ci-dessous "Émissions de titres subordonnés remboursables (TSR) et de titres de

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

capital contingent"), ce sont des titres subordonnés (en principal et intérêts) par référence à l'article L. 228-97 du Code de commerce. En particulier, le paiement du coupon peut être différé si l'Assemblée générale de Crédit Agricole S.A. constate une absence de bénéfice distribuable pour l'exercice concerné.

À noter que les TSDI ont un rang (contractuellement défini) senior par rapport aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1), en ce compris les actions de Crédit Agricole S.A., aux titres super-subordonnés (TSS), aux prêts participatifs accordés à Crédit Agricole S.A. et aux titres participatifs émis par lui, *pari passu* vis-à-vis des autres TSDI et TSR (cf. ci-dessous) de même rang et subordonnés à toutes les autres dettes de rang supérieur (notamment les obligations senior préférées ou non préférées).

Émissions de titres subordonnés remboursables (TSR) et de titres de capital contingent

Les titres subordonnés remboursables (TSR) émis par Crédit Agricole S.A. sont des emprunts généralement à taux fixe avec paiement d'un intérêt trimestriel ou annuel et avec une échéance déterminée. Ils peuvent être remboursés avant cette échéance dans les conditions qui sont contractuellement définies et sous réserve de certaines conditions.

Les émissions de ces TSR sont réalisées soit sur le marché français, en vertu du droit français, soit sur les marchés internationaux en vertu du droit anglais, du droit de l'État de New York (États-Unis) ou japonais.

Les TSR se distinguent des obligations senior préférées ou non préférées en raison du rang de créance (principal et intérêts) contractuellement défini par la clause de subordination par référence à l'article L. 228-97 du Code de commerce.

Dans le cas des émissions réalisées par Crédit Agricole S.A., en cas de liquidation éventuelle (judiciaire ou autre), le remboursement des TSR interviendra après désintéressement des créanciers privilégiés et chirographaires (y compris les créanciers des obligations senior préférées et non préférées), mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à Crédit Agricole S.A. et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres "super-subordonnés" (les "TSS" – cf. ci-dessus "Émissions de titres super-subordonnés (TSS)").

Remboursements anticipés dans le cadre des conditions de toutes les émissions de titres subordonnés (TSDI, TSR ou TSS)

Les TSDI, TSR et TSS ci-dessus visés peuvent faire l'objet :

- de rachat en bourse ou hors bourse ou offre publique d'achat ou d'échange, sous réserve de l'accord du régulateur compétent, le cas échéant, et/ou à l'initiative de Crédit Agricole S.A., selon les clauses contractuelles de chaque émission ;
- de l'exercice d'une option de remboursement anticipé au gré de Crédit Agricole S.A. *(call option),* dans les conditions et sous réserve de l'autorisation de régulateur compétent le cas échéant, aux dates fixées par les clauses contractuelles de l'émission, dans l'hypothèse où le contrat d'émission de ces titres prévoit une telle clause.

Émissions de dette "senior non préférée"

Avec la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (autrement appelée "loi Sapin 2"), publiée au *Journal officiel* le 10 décembre 2016 et entrée en vigueur le 11 décembre 2016, la France s'est dotée d'une nouvelle catégorie de dette senior permettant de répondre aux critères d'éligibilité des ratios TLAC et MREL (tels que ces derniers sont actuellement définis) : la dette senior "non-préférée". Cette nouvelle catégorie de dette est également prévue par le projet d'amendement à la directive sur le redressement et la résolution des crises bancaires (BRRD) allant dans le sens d'une harmonisation de la hiérarchie des créanciers des banques et publié par la Commission européenne, le 23 novembre 2016.

Dans le cadre d'une procédure de résolution (susceptible d'intervenir avant la liquidation), les titres senior non préférés pourront être dépréciés, en totalité ou en partie, ou convertis en capital, au titre du renflouement interne *(Bail-In),* prioritairement aux autres titres de créances senior (les senior "préférés"), mais après seulement la dépréciation totale ou la conversion en capital des instruments subordonnés, en ce compris les instruments de fonds propres de catégorie 1 (CET1 et *Additional Tier 1*) et des instruments de fonds propres de catégorie 2 *(Tier 2)* et seulement si ces premières dépréciations ou conversions sont insuffisantes pour permettre le renflouement de l'établissement concerné.

En cas de liquidation, les senior non préférés seront remboursés, s'il reste des fonds disponibles, après le remboursement total des titres senior "préférés", mais avant les titres subordonnés (notamment les TSR qualifiés de fonds propres de catégorie 2 *Tier 2*).

L'émission inaugurale de ces nouveaux titres senior non préférés a été lancée par Crédit Agricole S.A. le 13 décembre 2016. L'encours de titres senior non préférés de Crédit Agricole S.A. et du groupe Crédit Agricole s'élève ainsi à 13,5 milliards d'euros au 31 décembre 2018 contre 7,6 milliards d'euros au 31 décembre 2017.

Émissions de type *covered bonds*

Afin d'accroître sa base de financement à moyen et long terme, le Groupe réalise des émissions d'obligations de type *covered bonds* par l'intermédiaire de deux filiales en France et une filiale en Italie :

- Crédit Agricole Home Loan SFH dont l'émission inaugurale a été lancée en janvier 2009. Au total, l'encours en vie au 31 décembre 2018 s'élève à 28,3 milliards en contre-valeur euros ;
- Crédit Agricole Public Sector SCF dont l'émission inaugurale a été lancée en octobre 2012. Au total, l'encours émis et en vie au 31 décembre 2018 s'élève à 3,5 milliards d'euros ;
- Cariparma : au total, l'encours émis et en vie au 31 décembre 2018 s'élève à 7,5 milliards d'euros d'OBG, dont 1,2 milliard d'euros retenus au 31 décembre 2018.

6.19 CAPITAUX PROPRES

Composition du capital au 31 décembre 2018

Au 31 décembre 2018, à la connaissance de Crédit Agricole S.A., la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	Nombre de titres au 31/12/2018	% du capital	% des droits de vote
SAS Rue La Boétie	1 612 517 290	56,26 %	56,34 %
Actions en autodétention	4 378 305	0,15 %	-
Salariés (FCPE)	126 627 820	4,42 %	4,42 %
Public	1 122 913 741	39,17 %	39,24 %
TOTAL	**2 866 437 156**	**100,00 %**	**100,00 %**

Au 31 décembre 2018, le capital social de Crédit Agricole S.A. s'élève à 8 599 311 468 euros composé de 2 866 437 156 actions ordinaires de 3 euros chacune de valeur nominale et entièrement libérées.

La SAS Rue La Boétie est détenue en totalité par les Caisses régionales de Crédit Agricole.

Concernant le titre Crédit Agricole S.A., un contrat de liquidité a été signé le 25 octobre 2006 avec Crédit Agricole Cheuvreux S.A., racheté par Kepler, devenu Kepler Cheuvreux en 2013.

Ce contrat est reconduit chaque année par tacite reconduction. Afin que l'opérateur puisse réaliser les opérations prévues au contrat, en toute indépendance, le contrat est doté d'un montant de 50 millions d'euros.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5 % ou plus du capital ou des droits de vote.

Au cours de l'année 2018, Crédit Agricole S.A. a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés et ayants droit du groupe Crédit Agricole pour un montant total de 135,5 millions d'euros. Cette augmentation de capital a donné lieu à la création le 1er août 2018 de 13 802 586 actions nouvelles.

Résultat par action

		31/12/2018	31/12/2017
Résultat net part du Groupe de la période	*(en millions d'euros)*	4 400	3 649
Résultat net attribuable aux titres subordonnés et super-subordonnés		(443)	(454)
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires		**3 957**	**3 195**
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période		2 853 704 584	2 843 579 170
Coefficient d'ajustement		1,000	1,000
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action		2 853 704 584	2 843 579 170
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION	*(en euros)*	**1,387**	**1,124**
Résultat de base par action des activités poursuivies	*(en euros)*	**1,388**	**1,116**
Résultat de base par action des activités abandonnées	*(en euros)*	**(0,001)**	**0,008**
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION	*(en euros)*	**1,387**	**1,124**
Résultat dilué par action des activités poursuivies	*(en euros)*	**1,388**	**1,116**
Résultat dilué par action des activités abandonnées	*(en euros)*	**(0,001)**	**0,008**

Le Résultat net attribuable aux titres subordonnés et super-subordonnés correspond aux frais d'émission et aux intérêts échus des émissions obligataires subordonnées et super-subordonnées *Additional Tier 1.* Le montant s'élève à - 443 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Compte tenu de l'évolution du cours moyen de l'action Crédit Agricole S.A., l'ensemble des plans d'options d'achat d'actions Crédit Agricole S.A. sont non dilutifs.

En l'absence d'émission dilutive par Crédit Agricole S.A. le résultat de base par action est identique au résultat dilué par action.

Dividendes

Au titre de l'exercice 2018, le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. dans sa séance du 13 février 2019, a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires du 21 mai 2019 le paiement en numéraire d'un dividende par action de 0,69 euro à la date de mise en paiement fixée au 28 mai 2019.

Proposition au titre de l'exercice *(en euros)*	**2018**	**2017**	**2016**	**2015**	**2014**
Dividende ordinaire	0,69	0,63	0,60	0,60	0,35
Dividende majoré	N/A	0,693	0,660	0,660	0,385

Dividendes payés au cours de l'exercice

Au titre de l'exercice 2017, l'Assemblée générale des actionnaires du 16 mai 2018 a approuvé le paiement en numéraire d'un dividende par action de 0,63 euro augmenté d'une prime de 10 % pour les titres répondant aux conditions d'éligibilité du dividende majoré.

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres et s'élèvent à 1 802 millions d'euros.

Affectations du résultat

L'affectation du résultat est proposée dans les projets de résolutions présentés par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale mixte de Crédit Agricole S.A. du mardi 21 mai 2019.

Le résultat net de Crédit Agricole S.A. entité sociale au titre de l'exercice 2018 est positif et s'élève à 2 740 175 354,78 euros.

Le Conseil d'administration décide de proposer à l'Assemblée générale mixte :

- de constater que le bénéfice de l'exercice s'élève à 2 740 175 354,78 euros ;
- d'affecter la somme de 6 099 789,00 euros à la réserve légale pour la porter à 10 % du capital social qui s'élève à 8 599 311 468,00 euros ;
- de constater que le bénéfice distribuable s'élève à 16 573 437 649,54 euros et ce, compte tenu du report à nouveau de 13 839 362 083,76 euros ;
- de fixer le montant du dividende ordinaire à 0,69 euro par action ;
- de distribuer le dividende versé, soit 1 977 841 637,64 euros (1) par prélèvement sur le bénéfice distribuable ;
- de porter le solde du bénéfice non distribué, soit 14 595 596 011,90 euros (1), en report à nouveau.

(1) Ce montant sera ajusté, le cas échéant, pour prendre en compte les événements suivants : (a) création d'actions nouvelles donnant droit au dividende avant la date de détachement, (b) variation du nombre d'actions auto-détenues antérieurement à la date de détachement.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Instruments financiers à durée indéterminée

Les principales émissions d'instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée ayant un impact en Capitaux propres – part du Groupe se détaillent comme suit :

				Au 31/12/2018				
Date d'émission	Devise	Montant en devises au 31/12/2017 (en millions de devises d'émission)	Rachats partiels et remboursements (en millions de devises d'émissions)	Montant en devises au 31/12/2018 (en millions de devises d'émissions)	Montant en euros au cours d'origine (en millions d'euros)	Rémunération – part du Groupe – cumulée (en millions d'euros)	Frais d'émission net d'impôt (en millions d'euros)	Impact en capitaux propres part du Groupe cumulé (en millions d'euros)
23/01/2014	USD	1 750	-	**1 750**	1 283	(584)	(8)	691
08/04/2014	GBP	500	-	**500**	607	(216)	(4)	387
08/04/2014	EUR	1 000	-	**1 000**	1 000	(306)	(6)	688
18/09/2014	USD	1 250	-	**1 250**	971	(311)	(6)	654
19/01/2016	USD	1 250	-	**1 250**	1 150	(260)	(8)	882
Émissions Crédit Agricole S.A.					**5 011**	**(1 677)**	**(32)**	**3 302**
14/10/2014	EUR				-	(135)	(3)	(138)
13/01/2015	EUR				-	(128)	(3)	(131)
Émissions Assurance					**-**	**(263)**	**(6)**	**(269)**
Émissions souscrites en interne								
Effet Part Groupe/ Participations ne donnant pas le contrôle					-	32	-	32
Souscriptions de Crédit Agricole CIB pour régulation de cours					-	-	-	-
TOTAL					**5 011**	**(1 908)**	**(38)**	**3 065**

Les mouvements relatifs aux instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée ayant un impact sur les participations ne donnant pas le contrôle sont :

Date d'émission	Devise	Montant en devises au 31/12/2017 (en millions de devises d'émission)	Rachats partiels et remboursements (en millions de devises d'émission)	Montant en devises au 31/12/2018 (en millions de devises d'émission)	Montant en euros au cours d'origine (en millions d'euros)
14/10/2014	EUR	745	-	745	745
13/01/2015	EUR	1 000	-	1 000	1 000
TOTAL					**1 745**

Les mouvements relatifs aux instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée impactant les Capitaux propres part du Groupe se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres super-subordonnés à durée indéterminée		
Rémunération versée comptabilisée en réserves	(367)	(378)
Économie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	131	130
Frais d'émissions nets d'impôt comptabilisés en réserves	-	-
Titres subordonnés à durée indéterminée		
Rémunération versée comptabilisée en réserves	(76)	(76)
Économie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	26	26
Frais d'émissions nets d'impôt comptabilisés en réserves	-	-

6.20 PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Informations sur l'étendue des intérêts détenus par les participations significatives ne donnant pas le contrôle

Le tableau ci-après présente les informations relatives aux filiales et entités structurées consolidées dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif au regard des capitaux propres totaux du Groupe ou du palier ou dont le total bilan des entités détenues par les participations ne donnant pas le contrôle est significatif.

	31/12/2018				
(en millions d'euros)	Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période	Montant dans les capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
Groupe Amundi	31 %	32 %	278	2 069	159
Groupe Cariparma	23 %	23 %	99	1 302	39
Agos S.p.A.	39 %	39 %	126	493	87
Crédit Agricole Egypt S.A.E.	40 %	40 %	38	116	23
Autres entités (1)			86	2 725	45
TOTAL			**627**	**6 705**	**353**

(1) Dont 1 745 millions d'euros liés aux émissions d'obligations subordonnées perpétuelles *Additional Tier 1* réalisées le 14 octobre 2014 et le 13 janvier 2015 par Crédit Agricole Assurances comptabilisées en capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle.

	31/12/2017				
(en millions d'euros)	Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période	Montant dans les capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
Groupe Amundi	32 %	32 %	196	1 960	140
Groupe Cariparma	23 %	23 %	151	1 397	38
Groupe CACEIS (1)	-	-	22	-	9
Agos S.p.A.	39 %	39 %	115	536	67
Autres entités (2)			84	2 727	45
TOTAL			**568**	**6 650**	**298**

(1) Depuis le 22 décembre 2017, Crédit Agricole S.A. a finalisé l'acquisition de 15 % de CACEIS auprès de Natixis et en détient désormais 100 % du capital.
(2) Dont 1 745 millions d'euros liés aux émissions d'obligations subordonnées perpétuelles *Additional Tier 1* réalisées le 14 octobre 2014 et le 13 janvier 2015 par Crédit Agricole Assurances comptabilisées en capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle.

Informations financières individuelles résumées concernant les participations significatives ne donnant pas le contrôle

Le tableau ci-après présente les données résumées des filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le groupe Crédit Agricole S.A. sur la base des états financiers présentés en normes IFRS.

	31/12/2018			
(en millions d'euros)	Total bilan	PNB	Résultat net	Résultat global
Groupe Amundi	20 937	2 510	855	832
Groupe Cariparma	63 189	1 941	376	262
Agos S.p.A.	16 873	888	323	324
Crédit Agricole Egypt S.A.E.	2 636	183	95	85
TOTAL	**103 635**	**5 523**	**1 649**	**1 502**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

	31/12/2017			
(en millions d'euros)	Total bilan	PNB	Résultat net	Résultat global
Groupe Amundi	18 819	2 257	681	590
Groupe Cariparma	66 596	1 710	616	609
Groupe CACEIS	61 573	809	153	289
Agos S.p.A	17 262	893	294	294
TOTAL	**164 250**	**5 669**	**1 745**	**1 782**

6.21 VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en "Indéterminée".

	31/12/2018					
(en millions d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	66 976	-	-	-	-	**66 976**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	105 247	29 266	38 465	67 065	125 432	**365 475**
Instruments dérivés de couverture	1 177	724	5 340	7 081	-	**14 322**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	8 650	18 593	90 783	131 770	3 824	**253 620**
Actifs financiers au coût amorti	191 634	144 010	297 314	204 918	2 325	**840 201**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6 375					**6 375**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	**380 059**	**192 593**	**431 902**	**410 834**	**131 581**	**1 546 969**
Banques centrales	949	-	-	-	-	**949**
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	100 064	14 080	42 383	71 584	-	**228 111**
Instruments dérivés de couverture	1 038	539	4 748	5 760	-	**12 085**
Passifs financiers au coût amorti	639 242	90 720	121 134	62 504	-	**913 600**
Dettes subordonnées	277	2 147	2 551	15 568	2 222	**22 765**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6 612					**6 612**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	**748 182**	**107 486**	**170 816**	**155 416**	**2 222**	**1 184 122**

	31/12/2017					
(en millions d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisses, banques centrales	50 761	-	-	-	-	**50 761**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	98 957	23 786	38 341	72 923	87 397	**321 404**
Instruments dérivés de couverture	1 501	529	6 207	8 198	-	**16 435**
Actifs financiers disponibles à la vente	13 399	21 965	92 233	144 548	34 913	**307 058**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	91 686	88 991	143 592	69 782	-	**394 051**
Prêts et créances sur la clientèle	87 703	37 565	124 641	107 346	2 824	**360 079**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5 978					**5 978**
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	909	1 611	6 543	11 116	-	**20 179**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	**350 894**	**174 447**	**411 557**	**413 913**	**125 134**	**1 475 945**
Banques centrales	3 185	-	-	-	-	**3 185**
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	90 162	17 051	44 233	76 441	-	**227 887**
Instruments dérivés de couverture	1 198	492	3 920	7 661	-	**13 271**
Dettes envers les établissements de crédit	55 616	13 960	38 252	17 762	-	**125 590**
Dettes envers la clientèle	479 428	36 163	29 575	5 580	-	**550 746**
Dettes représentées par un titre	46 155	24 549	44 337	48 667	-	**163 708**
Dettes subordonnées	2 208	543	5 483	14 064	3 123	**25 421**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6 565					**6 565**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	**684 517**	**92 758**	**165 800**	**170 175**	**3 123**	**1 116 373**

Note 7 Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1 DÉTAIL DES CHARGES DE PERSONNEL

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Salaires et traitements (1)	(4 934)	(4 720)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(384)	(376)
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(43)	(124)
Autres charges sociales	(1 169)	(1 109)
Intéressement et participation	(241)	(243)
Impôts et taxes sur rémunération	(351)	(361)
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	**(7 123)**	**(6 933)**

(1) Au titre de la rémunération variable différée versée aux professionnels des marchés, le groupe Crédit Agricole S.A. a comptabilisé une charge relative aux paiements à base d'actions de 58 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre une charge de 56 millions d'euros au 31 décembre 2017.

7.2 EFFECTIF MOYEN DE LA PÉRIODE

Effectif moyen	31/12/2018	31/12/2017
France	36 059	36 559
Étranger	36 451	34 749
TOTAL	**72 510**	**71 308**

7.3 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI, RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

Il existe au sein du Groupe divers régimes de retraite obligatoires à cotisations définies dont le principal est le régime des retraites complémentaires françaises Agirc/Arrco, complété par des régimes supplémentaires en vigueur notamment au sein de l'UES Crédit Agricole S.A.

Cartographie des régimes de retraites supplémentaires en France

Pôles	Entités	Régimes supplémentaires obligatoires	Nombre de salariés couverts Estimation au 31/12/2018	Nombre de salariés couverts Estimation au 31/12/2017
Pôles Fonctions centrales	UES Crédit Agricole S.A.	Régime professionnel agricole 1,24 %	2 343	2 799
Pôles Fonctions centrales	UES Crédit Agricole S.A.	Régime cadres dirigeants art. 83	204	198
Pôle Banque de proximité France – LCL	LCL	Régime cadres dirigeants art. 83	314	338
Pôle Grandes clientèles	Crédit Agricole CIB	Régime type art. 83	5 010	4 561
Pôle Gestion de l'épargne et Assurances	CAAS/ Pacifica/SIRCA/LA MDF	Régime professionnel agricole 1,24 %	4 107	3 679
Pôle Gestion de l'épargne et Assurances	CAAS/Pacifica/CACI/LA MDF	Régime cadres dirigeants art. 83	63	68
Pôle Gestion de l'épargne et Assurances	CACI/CA Indosuez Wealth (France) CA Indosuez Wealth (Group)/ Amundi	Régime type art. 83	3 188	2 959

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

7.4 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI, RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Variation dette actuarielle

	31/12/2018			31/12/2017
(en millions d'euros)	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	**1 591**	**1 513**	**3 104**	**3 100**
Écart de change	-	29	**29**	**(110)**
Coût des services rendus sur l'exercice	62	34	**96**	**98**
Coût financier	19	27	**46**	**46**
Cotisations employés	-	16	**16**	**13**
Modifications, réductions et liquidations de régime	(6)	4	**(2)**	**(23)**
Variation de périmètre	3	-	**3**	**96**
Prestations versées (obligatoire)	(81)	(65)	**(146)**	**(180)**
Taxes, charges administratives et primes	-	-	**-**	**-**
(Gains)/pertes actuariels – liés aux hypothèses démographiques (1)	(7)	(14)	**(21)**	**7**
(Gains)/pertes actuariels – liés aux hypothèses financières (1)	2	(55)	**(53)**	**57**
DETTE ACTUARIELLE AU 31/12/N	**1 583**	**1 489**	**3 072**	**3 104**

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Détail de la charge comptabilisée au résultat

	31/12/2018			31/12/2017
(en millions d'euros)	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	(56)	(38)	**(93)**	**(75)**
Charge/produit d'intérêt net	(9)	(4)	**(13)**	**(14)**
IMPACT EN COMPTE DE RÉSULTAT AU 31/12/N	**(65)**	**(42)**	**(106)**	**(89)**

Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

	31/12/2018			31/12/2017
(en millions d'euros)	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables au 31/12/N-1	**427**	**307**	**734**	**731**
Écart de change	-	7	**7**	**(24)**
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	7	5	**12**	**(59)**
Gains/(pertes) actuariels – liés aux hypothèses démographiques (1)	(7)	(14)	**(21)**	**7**
Gains/(pertes) actuariels – liés aux hypothèses financières (1)	2	(55)	**(53)**	**57**
Ajustement de la limitation d'actifs	-	5	**5**	**(1)**
TOTAL DES ÉLÉMENTS RECONNUS IMMÉDIATEMENT EN GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 31/12/N	**2**	**(52)**	**(50)**	**(20)**

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Variation de juste valeur des actifs

(en millions d'euros)	31/12/2018 Zone euro	31/12/2018 Hors zone euro	31/12/2018 Toutes zones	31/12/2017 Toutes zones
Juste valeur des actifs au 31/12/N-1	**487**	**1 264**	**1 751**	**1 683**
Écart de change	-	21	**21**	**(87)**
Intérêt sur l'actif (produit)	7	24	**31**	**30**
Gains/(Pertes) actuariels	(7)	(5)	**(12)**	**57**
Cotisations payées par l'employeur	5	59	**64**	**120**
Cotisations payées par les employés	-	16	**16**	**14**
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	**-**	**-**
Variation de périmètre	3	-	**3**	**24**
Taxes, charges administratives et primes	-	-	**-**	**-**
Prestations payées par le fonds	(12)	(62)	**(74)**	**(90)**
JUSTE VALEUR DES ACTIFS AU 31/12/N	**483**	**1 317**	**1 800**	**1 751**

Variation de juste valeur des droits à remboursement

(en millions d'euros)	31/12/2018 Zone euro	31/12/2018 Hors zone euro	31/12/2018 Toutes zones	31/12/2017 Toutes zones
Juste valeur des droits à remboursement au 31/12/N-1	**341**	**-**	**341**	**324**
Écart de change	-	-	-	**-**
Intérêts sur les droits à remboursement (produit)	3	-	3	**3**
Gains/(Pertes) actuariels	-	-	-	**1**
Cotisations payées par l'employeur	8	-	8	**38**
Cotisations payées par les employés	-	-	-	**-**
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	**-**
Variation de périmètre	3	-	3	**(2)**
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	**-**
Prestations payées par le fonds	(18)	-	(18)	**(23)**
JUSTE VALEUR DES DROITS À REMBOURSEMENT AU 31/12/N	**337**	**-**	**337**	**341**

Position nette

(en millions d'euros)	31/12/2018 Zone euro	31/12/2018 Hors zone euro	31/12/2018 Toutes zones	31/12/2017 Toutes zones
Dette actuarielle fin de période	**(1 583)**	**(1 489)**	**(3 072)**	**(3 104)**
Impact de la limitation d'actifs	-	(6)	**(6)**	**-**
Juste valeur des actifs fin de période	483	1 317	**1 800**	**1 751**
POSITION NETTE (PASSIF)/ ACTIF FIN DE PÉRIODE	**(1 100)**	**(178)**	**(1 278)**	**(1 353)**

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

(en millions d'euros)	31/12/2018 Zone euro	31/12/2018 Hors zone euro	31/12/2017 Zone euro	31/12/2017 Hors zone euro
Taux d'actualisation (1)	1,26 %	1,97 %	1,21 %	1,76 %
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	0,33 %	1,66 %	1,37 %	6,66 %
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	1,37 %	1,88 %	1,36 %	1,88 %
Taux d'évolution des coûts médicaux	4,59 %	10,00 %	4,59 %	10,00 %

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.
(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non-cadres).

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Information sur les actifs des régimes – allocations d'actifs (1)

	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
(en millions d'euros)	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté
Actions	7,3 %	60	59	25,9 %	340	340	**18,7 %**	**400**	**399**
Obligations	45,2 %	371	360	47,6 %	626	626	**46,7 %**	**996**	**986**
Immobiliers	3,8 %	31		11,7 %	154		**8,7 %**	**185**	
Autres actifs	43,7 %	358		14,9 %	196		**25,9 %**	**554**	

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

Au 31 décembre 2018, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de - 6,56 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de + 7,43 %.

Les prestations attendues sur les régimes postérieurs à l'emploi sur 2018 sont les suivantes :

- prestations versées par l'employeur ou les fonds de droits à remboursements : 72 millions d'euros (versus 85 millions d'euros versés en 2017) ;
- prestations versées par les actifs de couverture : 74 millions d'euros (versus 68 millions d'euros versés en 2017).

La politique de couverture des engagements sociaux du groupe Crédit Agricole S.A. répond aux règles de financement locales des régimes postérieurs à l'emploi dans les pays où un financement minimum est exigé. Au global, les engagements liés aux régimes postérieurs à l'emploi du Groupe sont couverts à hauteur de 70 % au 31 décembre 2018 (droits à remboursements inclus).

7.5 AUTRES AVANTAGES SOCIAUX

En France, les principales entités du Groupe versent des gratifications au titre de l'obtention de médailles du travail. Les montants sont variables suivant les usages et les conventions collectives en vigueur.

Les provisions constituées par le groupe Crédit Agricole S.A. au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 415 millions d'euros au 31 décembre 2018.

7.6 PAIEMENTS À BASE D'ACTIONS

7.6.1 Plan d'attribution d'options

Aucun nouveau plan n'a été mis en place en 2018.

7.6.2 Rémunérations variables différées versées en actions ou en espèces indexées sur la valeur de l'action

Les plans de rémunération variable différée mis en œuvre au sein du Groupe peuvent être de deux natures :

- plans dénoués en actions ;
- plans dénoués en espèces indexées sur la valeur de l'action Crédit Agricole S.A.

Depuis le 1er janvier 2016, tous les plans de rémunération variable différée en cours et à venir sont désormais dénoués en trésorerie avec indexation sur la valeur de l'action Crédit Agricole S.A. L'impact de la revalorisation de l'engagement sur la base du cours de l'action Crédit Agricole S.A., non significatif, a été comptabilisé en résultat net.

Ces rémunérations variables différées sont assujetties à des conditions de présence et de performance et différées par tiers en mars 2019, mars 2020 et mars 2021.

La charge relative à ces plans est enregistrée en charges de rémunération. Elle est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits, afin de tenir compte des conditions de présence, avec une contrepartie directe en dettes vis-à-vis du personnel avec réévaluation de la dette par résultat périodiquement jusqu'à la date de règlement, en fonction de l'évolution du cours de l'action Crédit Agricole S.A. et des *vesting conditions* (conditions de présence et de performance).

7.7 RÉMUNÉRATIONS DE DIRIGEANTS

Par principaux dirigeants, Crédit Agricole S.A. comprend l'ensemble des membres du Comité exécutif : le Directeur général, le Directeur général délégué, les Directeurs généraux adjoints en charge des différents pôles du Groupe, les Directeurs généraux des principales filiales et les Directeurs et responsables des principales activités stratégiques du Groupe.

Les rémunérations et avantages versés aux membres du Comité exécutif en 2018 s'établissent comme suit :

- avantages à court terme : 26 millions d'euros comprenant les rémunérations fixes et variables (dont 3,8 millions d'euros versés en instruments indexés à l'action) y compris les charges sociales ainsi que les avantages en nature ;
- avantages postérieurs à l'emploi : 3,9 millions d'euros au titre des indemnités de fin de carrière et du régime de retraite complémentaire mis en place pour les principaux cadres dirigeants du Groupe ;
- autres avantages à long terme : le montant accordé au titre des médailles du travail est non significatif ;
- indemnités de fin de contrat de travail : non significatif ;
- autre paiement en actions : sans objet.

Les membres du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. ont perçu en 2018, au titre de leurs mandats à Crédit Agricole S.A., un montant global de jetons de présence de 972 703 euros.

Ces montants intègrent les rémunérations et avantages versés au Directeur général et au Directeur général délégué de Crédit Agricole S.A.

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

Note 8 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités abandonnées.

Engagements donnés et reçus

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés		
Engagements de financement	**169 768**	**151 071**
Engagements en faveur des établissements de crédit	25 799	25 796
Engagements en faveur de la clientèle	143 969	125 275
Ouverture de crédits confirmés	109 553	103 476
Ouverture de crédits documentaires	5 423	5 129
Autres ouvertures de crédits confirmés	104 130	98 347
Autres engagements en faveur de la clientèle	34 416	21 799
Engagements de garantie	**85 166**	**89 694**
Engagements d'ordre des établissements de crédit	8 582	8 074
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	4 364	3 803
Autres garanties	4 218	4 271
Engagements d'ordre de la clientèle	76 584	81 620
Cautions immobilières	2 005	2 430
Autres garanties d'ordre de la clientèle	74 579	79 190
Engagements sur titres	**7 045**	
Titres à livrer	7 045	
Engagements reçus		
Engagements de financement	**94 567**	**88 270**
Engagements reçus des établissements de crédit	85 943	82 305
Engagements reçus de la clientèle	8 624	5 965
Engagements de garantie	**294 729**	**249 880**
Engagements reçus des établissements de crédit (1)	87 558	81 281
Engagements reçus de la clientèle	207 171	168 599
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	24 842	20 056
Autres garanties reçues	182 329	148 543
Engagements sur titres	**10 369**	
Titres à recevoir	10 369	

(1) Dont 9,2 milliards d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance mise en place le 1er juillet 2016.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH…)	184 640	181 501
Titres prêtés	11 645	9 534
Dépôts de garantie sur opérations de marché	16 367	17 279
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	100 512	93 464
TOTAL DE LA VALEUR COMPTABLE DES ACTIFS FINANCIERS REMIS EN GARANTIE	**313 164**	**301 778**
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie (1)	3 102	3 102
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	3	7
Titres et valeurs reçus en pension	270 427	244 590
Titres vendus à découvert	29 368	22 594
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS REÇUS EN GARANTIE RÉUTILISABLES ET RÉUTILISÉS	**299 798**	**267 191**

(1) Dont 3,1 milliards d'euros relatifs aux dépôts reçus dans le cadre de la garantie Switch Assurance mise en place le 1er juillet 2016, en amendement des précédents dépôts reçus depuis le 2 janvier 2014 pour 8,1 milliards d'euros.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Créances apportées en garantie

Au 31 décembre 2018, dans le cadre du dispositif de refinancement auprès de la Banque de France, Crédit Agricole S.A. a déposé 83,9 milliards d'euros de créances (principalement pour le compte des Caisses régionales), contre 81,3 milliards d'euros au 31 décembre 2017, et 22,3 milliards d'euros ont été déposés directement par les autres filiales.

Au 31 décembre 2018, dans le cadre des opérations de refinancement auprès de la Caisse de Refinancement de l'Habitat, Crédit Agricole S.A. a déposé 12,9 milliards d'euros de créances pour le compte des Caisses régionales, contre 13,7 milliards d'euros au 31 décembre 2017, et 2,1 milliards d'euros ont été déposés directement par LCL.

Au 31 décembre 2018, dans le cadre des émissions sécurisées de *European Secured Notes Issuer* (ESNI), société de titrisation de droit français créée par cinq banques dont le groupe Crédit Agricole, 3,8 milliards d'euros de créances des Caisses régionales et 1,4 milliard d'euros de créances de Crédit Agricole CIB ont été cédées en pleine propriété à titre de garantie.

Au 31 décembre 2018, dans le cadre des émissions sécurisées de Crédit Agricole Home Loan SFH, société financière contrôlée à 100 % par Crédit Agricole S.A., 42,5 milliards d'euros de créances des Caisses régionales et de LCL ont été apportés en garantie.

Ces dispositifs pour lesquels il n'y a pas de transfert de flux de trésorerie contractuel n'entrent pas dans le cadre des transferts d'actifs mentionnés dans la note 6.6 "Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue".

Garanties détenues

Les garanties détenues et actifs reçus en garantie par le groupe Crédit Agricole S.A. et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie sont pour l'essentiel logés chez Crédit Agricole S.A. pour 98,6 milliards d'euros et chez Crédit Agricole CIB pour 138 milliards d'euros. Il s'agit principalement de créances apportées en garanties par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A., celui-ci jouant un rôle de centralisateur vis-à-vis des différents organismes de refinancement externes en vue d'obtenir des refinancements. Ces créances (immobilières, ou prêts auprès d'entreprises ou de collectivités locales) sont sélectionnées et marquées pour leur qualité et conservées au bilan des Caisses régionales.

La plus grande partie de ces garanties correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis et porte principalement sur les pensions et titres en garanties d'opérations de courtage.

La politique du groupe Crédit Agricole S.A. consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties. Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A. n'en possèdent pas au 31 décembre 2018.

Note 9 Reclassements d'instruments financiers

Principes retenus par le groupe Crédit Agricole S.A.

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction générale du Groupe à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de l'entité.

Reclassements effectués par le groupe Crédit Agricole S.A.

Reclassements d'actifs financiers en 2018

Le groupe Crédit Agricole S.A. n'a pas opéré en 2018 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

Reclassements d'actifs financiers au cours des exercices antérieurs

En application de l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008, des reclassements ont été réalisés tels que permis par cet amendement. Les informations sur ces reclassements et sur les reclassements antérieurs sont données ci-dessous.

Pour les actifs reclassés au 31 décembre 2017, le tableau ci-dessous reprend leur valeur au bilan ainsi que leur valeur de marché estimée :

	Total actifs reclassés	
(en millions d'euros)	Valeur au bilan 31/12/2017	Valeur de marché estimée au 31/12/2017
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	78	72
Actifs financiers disponibles à la vente transférés en prêts et créances	132	132
TOTAL ACTIFS RECLASSÉS	**210**	**204**

Contribution des actifs transférés au résultat depuis le reclassement

La contribution des actifs transférés dans le résultat au 31 décembre 2017, depuis la date de reclassement comprend l'ensemble des profits, pertes, produits et charges comptabilisés en résultat ou dans les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

L'impact en résultat des actifs transférés se décompose comme suit :

	Actifs reclassés antérieurement	
	Impact cumulé au 31/12/2017	
(en millions d'euros)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	(36)	(122)
Actifs financiers disponibles à la vente transférés en prêts et créances	21	21
TOTAL ACTIFS RECLASSÉS	**(15)**	**(101)**

Note 10 Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion d'*"exit price"*).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de *spreads* de *credit default swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de données observables ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

10.1 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AMORTI

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	**782 437**	**804 094**	**-**	**497 697**	**306 397**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**412 981**	**420 599**	**-**	**419 632**	**967**
Comptes ordinaires et prêts JJ	33 861	34 482	-	34 381	101
Comptes et prêts à terme	371 185	378 149	-	377 469	680
Valeurs reçues en pension	1	1	-	-	1
Titres reçus en pension livrée	6 972	6 974	-	6 974	-
Prêts subordonnés	887	895	-	710	185
Autres prêts et créances	75	98	-	98	-
Prêts et créances sur la clientèle	**369 456**	**383 495**	**-**	**78 065**	**305 430**
Créances commerciales	46 700	45 895	-	20 015	25 880
Autres concours à la clientèle	306 140	319 954	-	45 468	274 486
Valeurs reçues en pension	131	131	-	131	-
Titres reçus en pension livrée	2 976	2 976	-	2 976	-
Prêts subordonnés	103	102	-	3	99
Créances nées d'opérations d'assurance directe	655	655	-	14	641
Créances nées d'opérations de réassurance	634	634	-	53	581
Avances en comptes courants d'associés	144	145	-	7	138
Comptes ordinaires débiteurs	11 973	13 003	-	9 398	3 605
Titres de dettes	**57 764**	**58 210**	**41 161**	**12 927**	**4 122**
Effets publics et valeurs assimilées	23 214	23 269	20 507	2 712	50
Obligations et autres titres à revenu fixe	34 550	34 941	20 654	10 215	4 072
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**840 201**	**862 304**	**41 161**	**510 624**	**310 519**

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2017	Juste valeur au 31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	**754 130**	**776 402**	**-**	**477 833**	**298 569**
Créances sur les établissements de crédit	**394 051**	**397 722**	**-**	**397 182**	**540**
Comptes ordinaires et prêts JJ	24 264	24 267	-	24 254	13
Comptes et prêts à terme	354 809	358 471	-	358 280	191
Valeurs reçues en pension	10	10	-	-	10
Titres reçus en pension livrée	8 693	8 693	-	8 693	-
Prêts subordonnés	995	997	-	704	293
Titres non cotés sur un marché actif	5 203	5 207	-	5 174	33
Autres prêts et créances	77	77	-	77	-
Créances sur la clientèle	**360 079**	**378 680**	**-**	**80 651**	**298 029**
Créances commerciales	40 909	41 126	-	19 956	21 170
Autres concours à la clientèle	288 066	305 723	-	44 152	261 571
Titres reçus en pension livrée	3 116	3 116	-	2 957	159
Prêts subordonnés	104	104	-	4	100
Titres non cotés sur un marché actif	14 428	14 428	-	296	14 132
Créances nées d'opérations d'assurance directe	262	262	-	4	258
Créances nées d'opérations de réassurance	516	516	-	42	474
Avances en comptes courants d'associés	128	128	-	12	116
Comptes ordinaires débiteurs	12 550	13 277	-	13 228	49
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	**20 179**	**22 229**	**22 209**	**-**	**20**
Effets publics et valeurs assimilées	17 082	18 398	18 398	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 097	3 831	3 811	-	20
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**774 309**	**798 631**	**22 209**	**477 833**	**298 589**

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	**131 960**	**132 329**	**-**	**132 329**	**-**
Comptes ordinaires et emprunts JJ	25 718	25 760	-	25 760	-
Comptes et emprunts à terme	82 514	82 841	-	82 841	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	23 728	23 728	-	23 728	-
Dettes envers la clientèle	**597 170**	**597 664**	**-**	**306 142**	**291 522**
Comptes ordinaires créditeurs	203 494	203 847	-	203 847	-
Comptes d'épargne à régime spécial	288 413	288 413	-	-	288 413
Autres dettes envers la clientèle	101 776	101 919	-	101 333	586
Titres donnés en pension livrée	840	840	-	840	-
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	1 260	1 260	-	59	1 201
Dettes nées d'opérations de réassurance	334	333	-	63	270
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	1 053	1 052	-	-	1 052
Dettes représentées par un titre	**184 470**	**186 668**	**66 396**	**120 197**	**75**
Dettes subordonnées	**22 765**	**22 849**	**7 165**	**15 579**	**105**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**936 365**	**939 510**	**73 561**	**574 247**	**291 702**

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2017	Juste valeur au 31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	**125 590**	**125 778**	**-**	**124 097**	**1 681**
Comptes ordinaires et emprunts JJ	19 786	19 787	-	19 787	-
Comptes et emprunts à terme	81 404	81 591	-	79 910	1 681
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	24 400	24 400	-	24 400	-
Dettes envers la clientèle	**550 746**	**551 114**	**-**	**212 573**	**338 541**
Comptes ordinaires créditeurs	182 099	182 457	-	177 439	5 018
Comptes d'épargne à régime spécial	275 058	275 059	-	826	274 233
Autres dettes envers la clientèle	89 768	89 777	-	32 481	57 296
Titres donnés en pension livrée	1 706	1 706	-	1 706	-
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	853	853	-	77	776
Dettes nées d'opérations de réassurance	313	313	-	44	269
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	949	949	-	-	949
Dettes représentées par un titre	**163 708**	**165 896**	**55 361**	**110 335**	**200**
Dettes subordonnées	**25 421**	**25 508**	**23 353**	**2 046**	**109**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**865 465**	**868 296**	**78 714**	**449 051**	**340 531**

10.2 INFORMATIONS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Évaluation du risque de contrepartie (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de crédit propre (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA) et du risque de *funding* (*Funding Valuation Adjustment*) sur opérations dérivés.

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (*Credit Value Adjustment* – CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (*Debit Value Adjustment* – DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Dispositif de valorisation

La valorisation des opérations de marché est produite par les systèmes de gestion et contrôlée par une équipe rattachée à la Direction des risques et indépendante des opérateurs de marché.

Ces valorisations reposent sur l'utilisation :

- de prix ou de paramètres indépendants et/ou validés par le département des Risques de marché à l'aide de l'ensemble des sources disponibles (fournisseurs de données de marché, consensus de place, données de courtiers…) ;
- de modèles validés par les équipes quantitatives du département des Risques de marché.

Pour chaque instrument, la valorisation produite est une valorisation milieu de marché, indépendante du sens de la transaction, de l'exposition globale de la banque, de la liquidité du marché ou de la qualité de la contrepartie. Des ajustements sont ensuite intégrés aux valorisations de marché afin de prendre en compte ces éléments ainsi que les incertitudes potentielles tenant aux modèles ou aux paramètres utilisés.

Les principaux types d'ajustements de valorisation sont les suivants :

- **les ajustements de *Mark-to-Market* :** ces ajustements visent à corriger l'écart potentiel observé entre la valorisation milieu de marché d'un instrument obtenue *via* les modèles de valorisation internes et les paramètres associés et la valorisation de ces instruments issue de sources externes ou de consensus de place. Cet ajustement peut être positif ou négatif ;
- **les réserves *bid/ask* :** ces ajustements visent à intégrer dans la valorisation l'écart entre les prix acheteur et vendeur pour un instrument donné afin de refléter le prix auquel pourrait être retournée la position. Ces ajustements sont systématiquement négatifs ;
- **les réserves pour incertitude :** ces ajustements matérialisent une prime de risque telle que considérée par tout participant de marché. Ces ajustements sont systématiquement négatifs :
  - les réserves pour incertitude sur paramètres visent à intégrer dans la valorisation d'un instrument l'incertitude pouvant exister sur un ou plusieurs des paramètres utilisés,
  - les réserves pour incertitude de modèle visent à intégrer dans la valorisation d'un instrument l'incertitude pouvant exister du fait du choix du modèle retenu.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Par ailleurs, et conformément à la norme IFRS 13 "Évaluation de la juste valeur", Crédit Agricole S.A. intègre dans le calcul de la juste valeur de ses dérivés OTC (traités de gré à gré) différents ajustements relatifs au risque de défaut ou à la qualité de crédit *(Credit Valuation Adjustment/ Debit Valuation Adjustment)* et aux coûts et gains futurs de financement *(Funding Valuation Adjustment).*

Ajustement CVA *(Credit Valuation Adjustment)*

Le CVA *(Credit Valuation Adjustment)* est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la valeur des dérivés OTC la valeur de marché du risque de défaut (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut ou dégradation de la qualité de crédit) de nos contreparties. Cet ajustement est calculé par contrepartie sur la base des profils d'expositions futurs positifs du portefeuille de transactions (en tenant compte des accords de *netting* et des accords de collatéral lorsqu'ils existent) pondérés par les probabilités de défaut et les pertes encourues en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables (les probabilités de défaut sont en priorité directement déduites de CDS côtés, de proxys de CDS cotés ou autres instruments de crédit lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides). Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des dérivés OTC en portefeuille.

Ajustement DVA *(Debit Valuation Adjustement)*

Le DVA *(Debit Valuation Adjustment)* est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la valeur des dérivés OTC parfaitement collatéralisés la valeur de marché du risque de défaut propre (pertes potentielles que Crédit Agricole S.A. fait courir à ses contreparties en cas de défaut ou dégradation de sa qualité de crédit). Cet ajustement est calculé par typologie de contrat de collatéral sur la base des profils d'expositions futurs négatifs du portefeuille de transactions pondérés par les probabilités de défaut (de Crédit Agricole S.A.) et les pertes encourues en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables (utilisation du CDS Crédit Agricole S.A. pour la détermination des probabilités de défaut). Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des dérivés OTC en portefeuille.

Ajustement FVA *(Funding Valuation Adjustement)*

Le FVA *(Funding Valuation Adjustment)* est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la juste valeur des dérivés OTC les suppléments de coûts et gains de financement futurs sur la base du coût de financement ALM *(Assets & Liabilities Management).* Cet ajustement est calculé sur le périmètre des transactions non couvertes par un CSA (*Credit Support Annex*) ou couvertes par un CSA non parfait / Golden et sur la base des profils d'exposition futurs (positifs et négatifs) pondérés par les *Spreads* de *funding* ALM.

Sur le périmètre des dérivés "clearés", un ajustement FVA dit IMVA *(Initial Margin Value Adjustment)* est calculé afin de tenir compte des coûts et gains de financement futurs des marges initiales à poster auprès des principales chambres de compensation sur dérivés jusqu'à la maturité du portefeuille.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

(en millions d'euros)	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**225 605**	**24 636**	**196 612**	**4 357**
Créances sur les établissements de crédit	191	-	191	-
Créances sur la clientèle	1 374	-	-	1 374
Titres reçus en pension livrée	107 414	-	106 447	967
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	22 072	19 394	2 154	524
Effets publics et valeurs assimilées	14 219	12 134	1 640	445
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 043	4 483	506	54
OPCVM	33	3	5	25
Actions et autres titres à revenu variable	2 777	2 774	3	-
Instruments dérivés	94 554	5 242	87 820	1 492
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	**139 870**	**93 239**	**39 423**	**7 208**
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	**28 351**	**19 159**	**6 190**	**3 002**
Actions et autres titres à revenu variable	19 315	16 839	1 468	1 008
Titres de participation non consolidés	9 036	2 320	4 722	1 994
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	**60 131**	**36 856**	**19 073**	**4 202**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	3 003	-	2 890	113
Titres de dettes	57 128	36 856	16 183	4 089
Effets publics et valeurs assimilées	156	73	83	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 637	1 760	9 126	751
OPCVM	45 335	35 023	6 974	3 338
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	**51 386**	**37 222**	**14 160**	**4**
Effets publics et valeurs assimilées	988	975	13	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 956	1 150	2 806	-
Actions et autres titres à revenu variable	5 161	1 167	3 994	-
OPCVM	41 281	33 930	7 347	4
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**2**	**2**	**-**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	2	2	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	2	2	-	-
Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres	**253 620**	**235 272**	**17 699**	**649**
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	3 418	1 988	853	577
Actions et autres titres à revenu variable	283	16	233	34
Titres de participation non consolidés (1)	3 135	1 972	620	543
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	250 202	233 284	16 846	72
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	1	-	1	-
Titres de dettes	250 201	233 284	16 845	72
Effets publics et valeurs assimilées	75 753	75 286	395	72
Obligations et autres titres à revenu fixe	174 448	157 998	16 450	-
Instruments dérivés de couverture	**14 322**	**7**	**14 315**	**-**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**633 417**	**353 154**	**268 049**	**12 214**
Transferts issus du niveau 1 : prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	75
Transferts issus du niveau 2 : valorisation fondée sur des données observables		291		801
Transferts issus du niveau 3 : valorisation fondée sur des données non observables		8	114	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**299**	**114**	**876**

(1) Les titres SAS Rue La Boétie, détenus par la Caisse régionale de Corse, sont intégrés au poste Titres de participation non consolidés dans le niveau 2 pour 47 millions d'euros.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Les transferts du niveau 1 vers le niveau 3 concernent essentiellement les effets publics.

Les transferts du niveau 2 vers le niveau 1 concernent essentiellement les titres de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

Les transferts du niveau 2 vers le niveau 3 concernent essentiellement les pensions livrées client et les *swaps* de taux.

Les transferts du niveau 3 vers le niveau 1 concernent essentiellement les Instruments dérivés de transaction sur le change et or.

Les transferts du niveau 3 vers le niveau 2 concernent essentiellement les titres de dettes non subordonnés et les instruments dérivés de transaction.

(en millions d'euros)	31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**221 089**	**23 036**	**195 053**	**3 000**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	1 600	-	-	1 600
Titres reçus en pension livrée	92 959	-	92 959	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	20 735	19 668	945	122
Effets publics et valeurs assimilées	12 804	12 033	771	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 446	4 151	173	122
Actions et autres titres à revenu variable	3 485	3 484	1	-
Instruments dérivés	105 795	3 368	101 149	1 278
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**100 315**	**76 364**	**19 179**	**4 772**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	2	-	-	2
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	51 600	38 917	12 677	6
Titres à la juste valeur par résultat sur option	48 713	37 447	6 502	4 764
Effets publics et valeurs assimilées	3 639	3 617	22	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	28 004	24 738	3 058	208
Actions et autres titres à revenu variable	17 070	9 092	3 422	4 556
Actifs financiers disponibles à la vente	**307 058**	**269 028**	**36 192**	**1 838**
Effets publics et valeurs assimilées	74 346	73 803	543	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	201 745	174 589	26 875	281
Actions et autres titres à revenu variable [1]	30 967	20 636	8 774	1 557
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**16 435**	**4**	**16 431**	**-**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**644 897**	**368 432**	**266 855**	**9 610**
Transferts issus du niveau 1 : prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			119	-
Transferts issus du niveau 2 : valorisation fondée sur des données observables		21		100
Transferts issus du niveau 3 : valorisation fondée sur des données non observables		8	267	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**29**	**386**	**100**

Les transferts du niveau 1 vers le niveau 2 concernent des titres AFS et des obligations.

Les transferts du niveau 2 vers le niveau 1 concernent des actions.

Les transferts du niveau 2 vers le niveau 3 concernent des *swaps* de taux.

Les transferts du niveau 3 vers le niveau 2 concernent essentiellement les obligations.

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

(en millions d'euros)	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	**193 956**	**29 801**	**159 881**	**4 274**
Titres vendus à découvert	25 433	24 810	403	220
Titres donnés en pension livrée	75 917	-	73 593	2 324
Dettes représentées par un titre	2	-	2	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	92 604	4 991	85 883	1 730
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**34 155**	**7 499**	**18 241**	**8 415**
Instruments dérivés de couverture	**12 085**	**-**	**11 734**	**351**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**240 196**	**37 300**	**189 856**	**13 040**
Transferts issus du niveau 1 : prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du niveau 2 : valorisation fondée sur des données observables		-		811
Transferts issus du niveau 3 : valorisation fondée sur des données non observables		10	381	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**10**	**381**	**811**

Les transferts du niveau 2 vers le niveau 3 concernent essentiellement les titres de créances négociables comptabilisées en juste valeur par résultat sur option et les *swaps* de taux.

Les transferts du niveau 3 vers le niveau 1 concernent essentiellement les instruments dérivés de transaction.

Les transferts du niveau 3 vers le niveau 2 concernent essentiellement les titres de créances négociables comptabilisées en juste valeur par résultat sur option et les instruments dérivés de transaction.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

(en millions d'euros)	31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	**196 444**	**25 045**	**169 802**	**1 597**
Titres vendus à découvert	22 598	22 372	226	-
Titres donnés en pension livrée	67 335	-	67 335	-
Dettes représentées par un titre	2	2	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	106 509	2 671	102 241	1 597
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**31 443**	**6 817**	**19 078**	**5 548**
Instruments dérivés de couverture	**13 271**	**-**	**13 023**	**248**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**241 158**	**31 862**	**201 903**	**7 393**
Transferts issus du niveau 1 : prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	3
Transferts issus du niveau 2 : valorisation fondée sur des données observables		-		127
Transferts issus du niveau 3 : valorisation fondée sur des données non observables		-	2 171	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**-**	**2 171**	**130**

Les transferts du niveau 2 vers le niveau 3 concernent essentiellement les titres de créances négociables comptabilisées en juste valeur sur option.

Les transferts du niveau 3 vers le niveau 2 concernent essentiellement les titres de créances négociables comptabilisées en juste valeur sur option.

Les instruments classés en niveau 1

Le niveau 1 comprend l'ensemble des instruments dérivés traités sur les marchés organisés actifs (options, futures, etc.), quel que soit le sous-jacent (taux, change, métaux précieux, principaux indices action) et les actions et obligations cotées sur un marché actif.

Un marché est considéré comme actif dès lors que des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès de bourses, de courtiers, de négociateurs, de services d'évaluation des prix ou d'agences réglementaires et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Les obligations d'entreprise, d'État et les agences dont la valorisation est effectuée sur la base de prix obtenus de sources indépendantes considérées comme exécutables et mis à jour régulièrement sont classées en niveau 1. Ceci représente l'essentiel du stock de Bonds Souverains, d'Agences et de titres corporate. Les émetteurs dont les titres ne sont pas cotés sont classés en niveau 3.

Les instruments classés en niveau 2

Les principaux produits comptabilisés en niveau 2 sont les suivants :

Dettes comptabilisées en juste valeur sur option

Les dettes émises, et comptabilisées en juste valeur sur option, sont classées en niveau 2 dès lors que leur dérivé incorporé est considéré comme relevant du niveau 2.

Dérivés de gré à gré

Les principaux instruments dérivés de gré à gré classés en niveau 2 sont ceux dont la valorisation fait intervenir des facteurs considérés comme observables et dont la technique de valorisation ne génère pas d'exposition significative à un risque modèle.

Ainsi, le niveau 2 regroupe notamment :

- les produits dérivés linéaires tels que les *swaps* de taux, *swaps* de devise, change à terme. Ces produits sont valorisés soit à l'aide de modèles simples et partagés par le marché, sur la base de paramètres soit directement observables (cours de change, taux d'intérêts), soit pouvant être dérivés du prix de marché de produits observables (*swaps* de change) ;
- les produits non linéaires vanilles comme les *caps, floors, swaptions,* options de change, options sur actions, *credit default swaps,* y compris les options digitales. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché sur la base de paramètres directement observables (cours de change, taux d'intérêts, cours des actions) ou pouvant être dérivés du prix de produits observables sur le marché (volatilités) ;

- les produits exotiques mono-sous-jacents usuels de type *swaps* annulables, paniers de change sur devises majeures.

  Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles parfois légèrement plus complexes mais partagés par le marché. Les paramètres utilisés sont pour l'essentiel observables et des prix observables dans le marché, *via* notamment les prix de courtiers et/ou les consensus de place, permettent de corroborer les valorisations internes ;
- les titres cotés sur un marché jugé inactif et pour lesquels des informations indépendantes sur la valorisation sont disponibles.

Les instruments classés en niveau 3

Sont classés en niveau 3 les produits ne répondant pas aux critères permettant une classification en niveaux 1 et 2, et donc principalement les produits présentant un risque modèle élevé ou des produits dont la valorisation requiert l'utilisation de paramètres non observables significatifs.

La marge initiale de toute nouvelle opération classée en niveau 3 est réservée en date de comptabilisation initiale. Elle est réintégrée au résultat soit de manière étalée sur la durée d'inobservabilité soit en une seule fois à la date à laquelle les paramètres deviennent observables.

Ainsi, le niveau 3 regroupe notamment :

Titres

Les titres classés en niveau 3 sont essentiellement :

- les actions ou obligations non cotées pour lesquelles aucune valorisation indépendante n'est disponible ;
- les ABS et CLO pour lesquels existent des valorisations indépendantes indicatives mais pas nécessairement exécutables ;
- les ABS, CLO, tranches super sénior et mezzanines de CDO pour lesquels le caractère actif du marché n'est pas démontré.

Dettes comptabilisées en juste valeur sur option

Les dettes émises, et comptabilisées en juste valeur sur option, sont classées en niveau 3 dès lors que leur dérivé incorporé est considéré comme relevant du niveau 3.

Dérivés de gré à gré

Les produits non observables regroupent les instruments financiers complexes, significativement exposés au risque modèle ou faisant intervenir des paramètres jugés non observables. L'ensemble de ces principes fait l'objet d'une cartographie d'observabilité selon les trois niveaux indiquant pour chaque produit, devise et maturité le classement retenu.

Principalement, sont classés en niveau 3 :

- des expositions sur taux d'intérêt ou *swap* de change de maturités très longues ou portant sur des devises émergentes ;
- des expositions sur actions, principalement des produits sur des marchés optionnels insuffisamment profonds ou des produits indexés sur la volatilité et contrats à terme dont la maturité est longue ;
- des expositions sur produits non linéaires (de taux, ou de change) de maturité longue sur des devises/indices majeures ;
- des expositions non linéaires sur devises émergentes ;
- des produits dérivés complexes : ces produits relèvent du niveau 3 car leur valorisation requiert l'utilisation de paramètres non observables.

Les principales expositions concernées sont :

- les produits dont le sous-jacent est la différence entre deux taux d'intérêt, de type option, option binaire ou produits exotiques. Ces produits font appel à une corrélation entre les deux taux qui n'est pas considérée comme observable du fait d'une liquidité réduite. La valorisation des expositions est cependant ajustée en fin de mois sur la base des niveaux de corrélations dérivés de consensus de place ;
- les produits dont le sous-jacent est la volatilité à terme d'un indice (Euribor, *spread* de CMS). Ces produits ne sont pas considérés comme observables du fait d'un risque modèle important et d'une liquidité réduite ne permettant pas une estimation régulière et précise des paramètres de valorisation ;
- les *swaps* de titrisation générant une exposition au taux de prépaiement. La détermination du taux de prépaiement est effectuée sur la base de données historiques sur des portefeuilles similaires. Les hypothèses et paramètres retenus sont contrôlés régulièrement sur la base des amortissements effectivement constatés ;
- les produits hybrides taux/change long terme de type *Power Reverse Dual Currency* ou des produits dont le sous-jacent est un panier de devises. Les paramètres de corrélation entre les taux d'intérêt et les devises ainsi qu'entre les deux taux d'intérêts sont déterminés sur la base d'une méthodologie interne fondée sur les données historiques. L'observation des consensus de marché permet de s'assurer de la cohérence d'ensemble du dispositif ;
- les produits multi sous-jacents, générant des expositions à des corrélations, quels que soient les sous-jacents considérés (taux, crédit, change, inflation et actions) ;
- les parts de CDO sur des expositions portant des paniers de crédit corporate. Celles-ci sont désormais non significatives ;
- certains portefeuilles de dérivés complexes sur actions.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Au 31 décembre 2018

Classes d'instruments	Évaluation bilan (en millions d'euros) Actif	Passif	Principaux types de produits composant le niveau 3	Technique de valorisation utilisée	Principales données non observables	Intervalle des données non observables
Dérivés de taux	1 277	1 649	Produits annulables de maturité longue (*swaps* zéro coupons annulables)	Modèle de valorisation des options de taux d'intérêt	Volatilité *forward*	
			Options portant sur une différence de taux		Corrélation CMS	0 %/100 %
			Swaps de titrisation	Modélisation des remboursements anticipés et actualisation des flux de trésorerie attendus	Taux de prépaiement	0 %/50 %
			Produits hybrides taux/change de maturité longue (PRDC)	Modèle de valorisation des produits hybrides taux/change	Corrélation taux/taux	50 %/50 %
					Corrélation taux/change	- 50 %/50 %
			Produits multi-sous-jacents (dual range, etc.)	Modèles de valorisation des instruments multi-sous-jacents	Corrélation -Fx/*Equity*	- 50 %/75 %
					Corrélation – Change/Change	- 20 %/50 %
					Corrélation – Taux d'intérêt/*Equity*	- 25 %/75 %
					Corrélation – Taux d'intérêt/Taux d'intérêt	- 10 %/100 %
					Corrélation – Taux d'intérêt/Change	- 10 %/100 %
Dérivés de crédit	10	15	CDO sur panier de crédit corporate	Techniques de projection de la corrélation et modélisation des flux de trésorerie attendus	Corrélations entre les défauts des composantes	50 %/90 %

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

		Actifs financiers détenus à des fins de transaction						
			Titres détenus à des fins de transaction					
(en millions d'euros)	**Total**	**Créances sur la clientèle**	**Titres reçus en pension livrée**	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	**Titres détenus à des fins de transaction**	**Instruments dérivés**
Solde d'ouverture (01/01/2018)	**9 644**	**1 571**	**-**	**-**	**122**	**-**	**122**	**1 272**
Gains/Pertes de la période [1]	**364**	49	-	-	1	(2)	(1)	(64)
Comptabilisés en résultat	**190**	(6)	-	-	1	(2)	(1)	(64)
Comptabilisés en capitaux propres	**174**	55	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	**3 754**	-	617	445	8	28	481	717
Ventes de la période	**(3 287)**	(1 614)	-	-	-	(1)	(1)	-
Émissions de la période	**20**	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	**(506)**	-	-	-	(46)	-	(46)	(453)
Reclassements de la période	**1 484**	1 368	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	**(13)**	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	**754**	-	350	-	(31)	-	(31)	20
Transferts vers niveau 3	**876**	-	350	-	-	-	-	105
Transferts hors niveau 3	**(122)**	-	-	-	(31)	-	(31)	(85)
SOLDE DE CLÔTURE (31/12/2018)	**12 214**	**1 374**	**967**	**445**	**54**	**25**	**524**	**1 492**

(1) Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	**237**
Comptabilisés en résultat	181
Comptabilisés en capitaux propres	56

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres				
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat		Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI						Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
			Titres de dettes							Créances sur la clientèle		
Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés	Créances sur la clientèle	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Titres de dettes	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Titres de dettes
1 426	**813**	**94**	**438**	**3 280**	**3 718**	**4**	**2**	**63**	**522**	**-**	**37**	**37**
94	126	9	(15)	52	37	(4)	-	(4)	122	-	-	-
94	125	9	(15)	52	37	(4)	-	-	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	-	(4)	122	-	-	-
131	481	3	459	754	1 213	-	4	-	107	-	-	-
(132)	(274)	(24)	(130)	(748)	(878)	-	(2)	(19)	(304)	-	(39)	(39)
-	18	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-
-	-	-	(1)	-	(1)	-	-	-	(6)	-	-	-
(550)	543	-	-	-	-	-	-	-	123	-	-	-
13	-	-	-	-	-	-	-	(6)	(22)	-	2	2
26	287	31	-	-	-	-	-	-	(1)	72	-	72
26	293	31	-	-	-	-	-	-	(1)	72	-	72
-	(6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1 008	**1 994**	**113**	**751**	**3 338**	**4 089**	**-**	**4**	**34**	**543**	**72**	**-**	**72**

Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

(en millions d'euros)	Total	Passifs financiers détenus à des fins de transaction						Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture
		Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Dettes représentées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Instruments dérivés		
Solde d'ouverture (01/01/2018)	**7 393**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**1 597**	**5 548**	**248**
Gains /pertes de la période (1)	**34**	-	-	-	-	-	(135)	168	1
Comptabilisés en résultat	**34**	-	-	-	-	-	(135)	168	1
Comptabilisés en capitaux propres	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	**3 128**	220	2 324	-	-	-	456	-	128
Ventes de la période	**(32)**	-	-	-	-	-	(2)	-	(30)
Émissions de la période	**2 706**	-	-	-	-	-	-	2 695	11
Dénouements de la période	**(609)**	-	-	-	-	-	(115)	(487)	(7)
Reclassements de la période	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	**420**	-	-	-	-	-	(71)	491	-
Transferts vers niveau 3	**811**	-	-	-	-	-	127	684	-
Transferts hors niveau 3	**(391)**	-	-	-	-	-	(198)	(193)	-
SOLDE DE CLÔTURE (31/12/2018)	**13 040**	**220**	**2 324**	**-**	**-**	**-**	**1 730**	**8 415**	**351**

(1) Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des passifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des passifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	**35**
Comptabilisés en résultat	35
Comptabilisés en capitaux propres	-

Le montant de juste valeur (et de sa variation) sur ces seuls produits n'est cependant pas représentatif. En effet, ces produits sont très largement couverts par d'autres, plus simples et individuellement valorisés à partir de données jugées observables. Les valorisations (et leurs variations) de ces produits de couverture, en grande partie symétriques à celles des produits valorisés sur la base de données jugées non observables, n'apparaissent pas, elles, dans le tableau des Actifs et des Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 ci-dessus.

Analyse de sensibilité des instruments financiers valorisés sur un modèle de valorisation de niveau 3

Le caractère non observable des paramètres introduit une incertitude que nous venons évaluer ci-après à travers un calcul de sensibilité sur les instruments évalués à partir de ces mêmes paramètres.

Périmètre des dérivés de taux

Sur le périmètre des dérivés de taux, deux facteurs principaux sont considérés comme non observables et de nature à entrainer la classification des produits associés en niveau 3 : la corrélation et les taux de prépaiement (*i.e.* remboursement anticipé).

La corrélation

De nombreux produits sont sensibles à un paramètre de corrélation. Cependant, ce paramètre n'est pas unique et il existe de nombreux types de corrélations parmi lesquels :

- corrélation *forward* entre index successifs sur une même devise – ex : CMS 2 ans/CMS 10 ans ;
- corrélation taux/taux (index différents) – ex. : Libor 3M USD/Libor 3M EUR ;
- corrélation taux/change (ou Quanto) – ex. : USD/JPY – USD ;
- corrélation *equity/equity* ;
- corrélation *equity*/change ;
- corrélation *equity*/taux ;
- corrélation change/change.

Le taux de prépaiement

Le taux de prépaiement correspond au taux de remboursement anticipé sur des portefeuilles de titrisation, qu'il s'agisse de remboursements anticipés volontaires ou involontaires (défaut). L'exposition à ce facteur de risque peut provenir de deux types de sources : d'une part, l'exposition directe à ces classes d'actifs, d'autre part, certains *swaps* dits "de titrisation", *i.e.* dont les variations de nominal s'ajustent automatiquement au nominal du portefeuille sous-jacent, sans paiement du *Mark-to-Market.* Le taux de prépaiement peut être un facteur significatif dans leur valorisation.

Calcul des impacts

Au titre de la corrélation

Les résultats présentés ci-dessous ont été obtenus en appliquant des chocs distincts selon la nature du facteur de risque :

- corrélations entre index successifs d'une même devise (*i.e.* corrélations CMS) ;
- corrélations *cross assets* (ex. : *Equity*/FX ou IR/*Equity*) et entre deux courbes de taux de devises différentes.

Le résultat du stress équivaut à la somme les valeurs absolues obtenues.

Pour chaque type de corrélation, nous avons considéré les valeurs absolues par devise, par maturité et par *book,* faisant ainsi une hypothèse de prudence. Pour les corrélations CMS, nous avons considéré indépendamment les différents sous-jacents (ex. : 1y10y, 2y10y).

Au 31 décembre 2018, la sensibilité aux paramètres utilisés dans les modèles de dérivés de taux ressort ainsi à +/- 12 millions d'euros.

La quantité exprimée est une sensibilité pour une hypothèse de variation de marché normalisée qui n'a pas à vocation à mesurer l'impact des variations extrêmes.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Au titre du taux de prépaiement

Les expositions directes aux actifs comprenant un risque de prépaiement sont liées aux titrisations de type RMBS, CLO et tranches mezzanines de CDO. Ces expositions sont marginales. Elles peuvent être captées par la sensibilité à une variation de 1 bp des *spreads* de crédit. Cette sensibilité étant très faible (< 50 milliers d'euros/bp), l'exposition au taux de prépaiement est donc considérée comme négligeable.

Le taux de prépaiement n'est pas un paramètre de marché observable et le modèle de valorisation retenu pour les *swaps* de titrisation est particulièrement conservateur. La valorisation retenue est définie comme le minimum entre la valorisation obtenue avec un taux de prépaiement très rapide et avec un taux de prépaiement très lent. Ainsi, une variation "normale" du taux de prépaiement n'aura aucun impact significatif sur le *Mark-to-Market,* aucun *Day One* n'est donc retenu pour ces produits.

10.3 ÉVALUATION DE L'IMPACT DE LA PRISE EN COMPTE DE LA MARGE À L'ORIGINE

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Marge différée au 1er janvier	**67**	**69**
Marge générée par les nouvelles transactions de la période	26	20
Comptabilisée en résultat durant la période	-	-
Amortissement et transactions annulées / remboursées / échues	(32)	(22)
Intéressement et participation	-	-
Effet des paramètres ou produits devenus observables pendant la période	-	-
MARGE DIFFÉRÉE EN FIN DE PÉRIODE	**61**	**67**

La marge au premier jour sur les transactions de marché relevant du niveau 3 de juste valeur est réservée au bilan et comptabilisée en résultat à mesure de l'écoulement du temps ou lorsque les paramètres non observables redeviennent observables.

Note 11 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018

11.1 INFORMATION SUR LES FILIALES

11.1.1 Restrictions sur les entités contrôlées

Le groupe Crédit Agricole S.A. est soumis aux restrictions suivantes :

Contraintes réglementaires

Les filiales du groupe Crédit Agricole S.A. sont soumises à la réglementation prudentielle et à des exigences de fonds propres réglementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs au groupe Crédit Agricole S.A.

Contraintes légales

Les filiales du groupe Crédit Agricole S.A. sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions réglementaires mentionnées ci-avant.

Contrainte sur les actifs représentatifs des contrats en unités pour l'activité assurance

Les actifs représentatifs des contrats en unités de compte du groupe Crédit Agricole S.A. sont détenus au profit des souscripteurs des contrats. Les actifs figurant au bilan des filiales d'assurance du groupe Crédit Agricole S.A. sont essentiellement détenus en vue de satisfaire leurs obligations envers les assurés. Le transfert d'actifs à d'autres entités est possible dans le respect des dispositions légales. Toutefois, en cas de transfert, une partie du résultat généré par ce transfert doit être reversée aux assurés.

Autres contraintes

Certaines filiales du groupe Crédit Agricole S.A., à savoir Crédit Agricole CIB Algérie, Crédit Agricole Ukraine, et Crédit Agricole Serbie doivent soumettre leur distribution de dividendes à l'accord préalable de leur autorité de tutelle respective (Banque d'Algérie, Banque Nationale d'Ukraine et Banque Nationale de Serbie).

Le paiement des dividendes de CA Egypt est limité par la restriction imposée par la Banque centrale d'Égypte sur la conversion de la livre égyptienne.

11.1.2 Soutien aux entités structurées contrôlées

Crédit Agricole CIB a des accords contractuels avec certaines entités structurées consolidées assimilables à des engagements de fournir un soutien financier.

Pour ses besoins de financement et ceux de sa clientèle, Crédit Agricole CIB utilise des véhicules d'émission de dettes structurées afin de lever de la liquidité sur les marchés financiers. Les titres émis par ces entités sont intégralement garantis par Crédit Agricole CIB. Au 31 décembre 2018, le montant de ces émissions est de 27 milliards d'euros contre 24 milliards d'euros au 31 décembre 2017.

Dans le cadre de son activité de titrisation pour compte de tiers, Crédit Agricole CIB apporte des lignes de liquidités à ses conduits ABCP (voir note 1.1 pour plus de détail). Au 31 décembre 2018, le montant de ces lignes de liquidités est de 35 milliards d'euros contre 32 milliards d'euros au 31 décembre 2017.

Crédit Agricole S.A. n'a accordé aucun autre soutien financier à une ou plusieurs entités structurées consolidées au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017.

11.1.3 Opérations de titrisation et fonds dédiés

Diverses entités du Groupe procèdent à des opérations de titrisation pour compte propre dans le cadre d'opérations de refinancement collatéralisées. Ces opérations peuvent être, selon le cas, totalement ou partiellement placées auprès d'investisseurs, données en pension ou conservées au bilan de l'émetteur pour constituer des réserves de titres liquides utilisables dans le cadre de la gestion du refinancement. Selon l'arbre de décision d'IAS 39, ces opérations entrent dans le cadre de montages déconsolidants ou non déconsolidants : pour les montages non déconsolidants, les actifs sont maintenus au bilan consolidé du groupe Crédit Agricole S.A.

11.2 COMPOSITION DU PÉRIMÈTRE

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	(b)	% de contrôle 31/12/2018	% de contrôle 31/12/2017	% d'intérêt 31/12/2018	% d'intérêt 31/12/2017
GESTION DE L'EPARGNE ET ASSURANCES									
Établissement bancaire et financier									
ABC-CA Fund Management CO	▲		Chine		EA	33,3	33,3	22,8	22,8
AMUNDI	■		France		F	68,6	68,6	68,4	68,5
AMUNDI (UK) Ltd	■		Royaume-Uni		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI ASSET MANAGEMENT	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI ASSET MANAGEMENT BELGIUM	■		Belgique		S	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI ASSET MANAGEMENT DUBAI (OFF SHORE) BRANCH	■	*D1*	Émirats Arabes Unis		S	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI ASSET MANAGEMENT HONG KONG BRANCH	■		Hong Kong		S	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI ASSET MANAGEMENT LONDON BRANCH	■		Royaume-Uni		S	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI ASSET MANAGEMENT NEDERLAND	■		Pays-Bas		S	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Asset Management S.A.I. SA	■		Roumanie		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Austria	■	S4	Autriche		F		100,0		68,5
Amundi Austria GmbH	■	D1	Autriche		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Czech Republic Asset Management Bratislava Branch	■	*D1*	Slovaquie		S	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Czech Republic Asset Management Sofia Branch	■	*D1*	Bulgarie		S	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Czech Republic Asset Management, A.S.	■		République tchèque		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Czech Republic, Investicni Spolecnost, A.S.	■		République tchèque		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Deutschland GmbH	■		Allemagne		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Finance	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Finance Émissions	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI GLOBAL SERVICING	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Hellas MFMC S.A.	■		Grèce		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Hong Kong Ltd	■		Hong Kong		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Iberia S.G.I.I.C S.A.	■		Espagne		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Immobilier	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI India Holding	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Intermédiation	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Intermédiation Asia PTE Ltd	■	E2	Singapour		F	100,0		68,4	
Amundi Intermédiation Dublin Branch	■	*E2*	Irlande		S	100,0		68,4	
Amundi Intermédiation London Branch	■	E2	Royaume-Uni		S	100,0		68,4	
Amundi Investment Fund Management Private Limited Company	■		Hongrie		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Ireland Ltd	■	D1	Irlande		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Ireland Ltd London Branch	■	*D1*	*Royaume-Uni*		S	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Ireland Ltd Singapore Branch	■	*D1*	*Singapour*		S	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Issuance	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Japan	■		Japon		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Japan Holding	■		Japon		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Luxembourg SA	■	S4	Luxembourg		F		100,0		68,5
Amundi Luxembourg SA	■	D1	Luxembourg		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Malaysia Sdn Bhd	■		Malaisie		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Pioneer Asset Management Inc.	■		États-Unis		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Pioneer Asset Management USA Inc.	■		États-Unis		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Pioneer Distributor Inc	■		États-Unis		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Amundi Pioneer Institutional Asset Management Inc.	■		États-Unis		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Polska	■		Pologne		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Private Equity Funds	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Real Estate Italia SGR S.p.A.	■		Italie		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI SGR S.p.A.	■		Italie		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Singapore Ltd	■		Singapour		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Smith Breeden	■	S4	États-Unis		F		100,0		68,5
AMUNDI Suisse	■		Suisse		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Tenue de Comptes	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI USA Inc.	■		États-Unis		F	100,0	100,0	68,4	68,5
AMUNDI Ventures	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Banca Leonardo	■	E3	Italie		F	94,2		92,0	
BFT INVESTMENT MANAGERS	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
CA Indosuez (Suisse) S.A. Hong Kong Branch	■		Hong Kong	Suisse	S	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez (Suisse) S.A. Singapore Branch	■		Singapour	Suisse	S	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez (Suisse) S.A. Switzerland Branch	■		Suisse		S	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez (Switzerland) S.A.	■		Suisse		F	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Finanziaria S.A.	■		Suisse		F	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Gestion	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	(b)	% de contrôle 31/12/2018	% de contrôle 31/12/2017	% d'intérêt 31/12/2018	% d'intérêt 31/12/2017
CA Indosuez Wealth (Europe)	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Wealth (Europe) Belgium Branch	■		Belgique	Luxembourg	S	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Wealth (Europe) Italy Branch	■		Italie	Luxembourg	S	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Wealth (Europe) Spain Branch	■		Espagne	Luxembourg	S	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Wealth (France)	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
CFM Indosuez Wealth	■		Monaco		F	70,1	70,1	67,4	67,4
CPR AM	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Etoile Gestion	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Fund Channel	▲		Luxembourg		Co-E	50,0	50,0	34,2	34,3
Fund Channel Singapore Branch	▲		Singapour	Luxembourg	Co-E	50,0	50,0	34,3	34,3
KBI Fund Managers Limited	■		Irlande		F	87,5	87,5	68,4	68,5
KBI Global Investors (North America) Limited	■		Irlande		F	87,5	87,5	68,4	68,5
KBI Global Investors Limited	■		Irlande		F	87,5	87,5	68,4	68,5
LCL Émissions	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
NH-AMUNDI ASSET MANAGEMENT	▲		Corée du Sud		EA	30,0	30,0	20,5	20,5
Pioneer Global Investments (Australia) Pty Limited	■	S1	Australie		F		100,0		68,5
Pioneer Global Investments (Taiwan) Ltd	■		Taiwan		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Pioneer Global Investments Ltd	■		Irlande		F	100,0	100,0	68,4	68,5
Pioneer Global Investments Ltd Buenos Aires Branch	■		Argentine		S	100,0	100,0	68,4	68,5
Pioneer Global Investments Ltd Jelling Branch	■		Danemark		S	100,0	100,0	68,4	68,5
Pioneer Global Investments Ltd London Branch	■		Royaume-Uni		S	100,0	100,0	68,4	68,5
Pioneer Global Investments Ltd Madrid Branch	■		Espagne		S	100,0	100,0	68,4	68,5
Pioneer Global Investments Ltd Mexico city Branch	■		Mexique		S	100,0	100,0	68,4	68,5
Pioneer Global Investments Ltd Paris Branch	■		France		S	100,0	100,0	68,4	68,5
Pioneer Global Investments Ltd Santiago Branch	■		Chili		S	100,0	100,0	68,4	68,5
Pioneer Investment Company A.S.	■	S4	République tchèque		F		100,0		68,5
Pioneer Investment Management Sgr p.A.	■	S4	Italie		F		100,0		68,5
Société Générale Gestion (S2G)	■		France		F	100,0	100,0	68,4	68,5
State Bank of India Fund Management	▲		Inde		EA	37,0	37,0	25,3	25,3
TOBAM	▲		France		EA	4,1	4,1	13,7	13,7
TOBAM HOLDING COMPANY	▲		France		EA	25,6	25,6	17,5	17,5
Vanderbilt Capital Advisors LLC	■		États-Unis		F	100,0	100,0	68,4	68,5
WAFA Gestion	▲		Maroc		EA	34,0	34,0	23,3	23,3
Sociétés d'investissement									
CA Indosuez Wealth (Brazil) S.A. DTVM	■		Brésil		F	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Wealth (Group)	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
CFM Indosuez Conseil en Investissement	■	E1	France		F	70,1		67,4	
CFM Indosuez Conseil en Investissement, Succursale de Nouméa	■	E1	France		S	70,1		67,4	
CFM Indosuez Gestion	■	E1	Monaco		F	70,1		66,1	
Assurance									
ASSUR&ME	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CA Assicurazioni	■		Italie		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI DANNI	■		Italie	Irlande	S	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI LIFE LIMITED	■		Irlande		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI NON LIFE LIMITED	■		Irlande		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI NON VIE	■		France	Irlande	S	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI Reinsurance Ltd	■		Irlande		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI VIE	■		France	Irlande	S	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI VITA	■		Italie	Irlande	S	100,0	100,0	100,0	100,0
CALIE Europe Succursale France	■		France	Luxembourg	S	100,0	100,0	100,0	100,0
CALIE Europe Succursale Pologne	■		Pologne	Luxembourg	S	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Assurances (CAA)	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Creditor Insurance (CACI)	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Life	■	D4	Grèce		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Life Insurance Company Japan Ltd	■		Japon		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Life Insurance Europe	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	99,9	99,9
Crédit Agricole Vita S.p.A.	■		Italie		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Risques Divers	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Vie	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
GNB SEGUROS	■		Portugal		F	75,0	50,0	75,0	50,0
Médicale de France	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Pacifica	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica – Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole	■		Espagne		S	100,0	100,0	100,0	100,0
Space Holding (Ireland) Limited	■		Irlande		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Space Lux	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Spirica	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
OPCVM									
ACACIA	■		France		ESC	100,0	100,0	68,4	68,5
ACAJOU	■		France		ESC	100,0	100,0	68,4	68,5

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	(b)	% de contrôle 31/12/2018	% de contrôle 31/12/2017	% d'intérêt 31/12/2018	% d'intérêt 31/12/2017
AGRICOLE RIVAGE DETTE	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
AM DESE FIII DS3IMDI	■	E3	France		ESC	100,0		100,0	
AMUNDI GRD 24 FCP	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
AMUNDI PE Solution Alpha	■	E1	France		ESC	100,0		68,4	
ARTEMID	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
BFT opportunité	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
BFT VALUE PREM OP CD	■	E3	France		ESC	100,0		100,0	
CA VITA INFRASTRUCTURE CHOICE FIPS c.l.A.	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CA VITA PRIVATE DEBT CHOICE FIPS Cl.A.	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CA VITA PRIVATE EQUITY CHOICE	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013 COMPARTIMENT 5 A5	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013 FCPR B1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013 FCPR C1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013 FCPR D1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013-2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013-3	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2014 COMPARTIMENT 1 PART A1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2014 INVESTISSMENT PART A3	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2015 COMPARTIMENT 1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2015 COMPARTIMENT 2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2016	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA INFRASTRUCTURE	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA INFRASTRUCTURE 2017	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA INFRASTRUCTURE 2018 – COMPARTIMENT 1	■	E3	France		ESC	100,0		100,0	
CAA PR FI II C1 A1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA PRIV.FINANC. COMP.1 A1 FIC	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA PRIV.FINANC. COMP.2 A2 FIC	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA PRIVATE EQUITY 2017	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA PRIVATE EQUITY 2017 BIS	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA PRIVATE EQUITY 2017 FRANCE INVESTISSEMENT	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA PRIVATE EQUITY 2017 MEZZANINE	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA PRIVATE EQUITY 2017 TER	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA PRIVATE EQUITY 2018 – COMPARTIMENT 1	■	E3	France		ESC	100,0		100,0	
CAA PRIVATE EQUITY 2018 – COMPARTIMENT FRANCE INVESTISSEMENT	■	E3	France		ESC	100,0		100,0	
CAA SECONDAIRE IV	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CA-EDRAM OPPORTUNITÉS FCP 3DEC	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CAREPTA R 2016	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CEDAR	■		France		ESC	100,0	100,0	68,4	68,5
Chorial Allocation	■		France		ESC	99,7	99,7	68,2	68,2
CNP ACP 10 FCP	▲		France		Co-ES	56,9	50,2	50,2	50,2
CNP ACP OBLIG	▲		France		Co-ES	45,4	50,2	50,2	50,2
COMPARTIMENT DS3 – IMMOBILIER VAUGIRARD	■	E3	France		ESC	100,0		100,0	
COMPARTIMENT DS3 – VAUGIRARD	■	E3	France		ESC	100,0		100,0	
CORSAIR 1.52 % 25/10/38	■		Luxembourg		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CORSAIR 1.5255 % 25/04/35	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CORSAIRE FINANCE IRELAND 0.83 % 25-10-38	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CORSAIRE FINANCE IRELAND 1.24 % 25-10-38	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
CORSAIRE FINANCE IRELANDE 0.7 % 25-10-38	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
EFFITHERMIE FPCI	■		France		ESC	89,1	89,1	89,1	89,1
FCPR CAA 2013	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA COMP TER PART A3	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA COMPART BIS PART A2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA COMPARTIMENT 1 PART A1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA France croissance 2 A	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA 2007 A	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA 2007 C2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA 2008 A1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA 2008 A2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA 2008 A3	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA SECONDAIRE I A1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA SECONDAIRE I A2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA SECONDAIRES II A	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA SECONDAIRES II B	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR Roosevelt Investissements	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR UI CAP AGRO	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR UI CAP SANTE A	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT BRIDGE 2016-1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	(b)	% de contrôle 31/12/2018	% de contrôle 31/12/2017	% d'intérêt 31/12/2018	% d'intérêt 31/12/2017
FCT CAA – Compartment 2017-1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT CAREPTA – COMPARTIMENT 2014-1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT CAREPTA – COMPARTIMENT 2014-2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT CAREPTA – COMPARTIMENT RE-2016-1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT CAREPTA – RE 2015-1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT CAREPTA 2-2016	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT MID CAP 2 05/12/22	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FEDERIS CORE EU CR 19 MM	■		France		ESC	43,6	43,6	43,6	43,6
Federval	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FPCI Cogeneration France I	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Genavent	■	S1	France		ESC		52,3		35,8
GRD 44	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD 44 N° 3	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD 44 N2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD 54	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD02	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD03	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD04	■	S2	France		ESC		100,0		100,0
GRD05	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD07	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD08	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD09	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD10	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD11	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD12	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD13	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD14	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD16	■	S2	France		ESC		100,0		100,0
GRD17	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD18	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD19	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD20	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD21	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD23	■	S2	France		ESC		100,0		100,0
IAA CROISSANCE INTERNATIONALE	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Londres Croissance C16	■		France		ESC	100,0	100,0	68,4	68,5
LRP – CPT JANVIER 2013 0.30 13-21 11/01A	■		Luxembourg		ESC	100,0	84,2	100,0	84,2
OBJECTIF LONG TERME FCP	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Peg – Portfolio Eonia Garanti	■		France		ESC	97,2	97,2	66,5	66,6
Predica 2005 FCPR A	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica 2006 FCPR A	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica 2006-2007 FCPR	■		France		ESC	100,0	93,8	100,0	93,8
PREDICA 2010 A1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDICA 2010 A2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDICA 2010 A3	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDICA SECONDAIRES III	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predicant A1 FCP	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predicant A2 FCP	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predicant A3 FCP	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Prediquant Eurocroissance A2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Prediquant opportunité	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDIQUANT PREMIUM	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDIQUANT STRATEGIES	■	S2	France		ESC		100,0		100,0
PREMIUM GR 0 % 28	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 0.508 % 25-10-38	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 0.63 % 25-10-38	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 1.24 % 25/04/35	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 1.531 % 25-04-35	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 1.55 % 25-07-40	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.52 %06-21 EMTN	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.54 %06-13.06.21	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.5575 %21 EMTN	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.56 %06-21	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.7 % EMTN 08/08/21	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.72 %12-250927	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN PLC 1.095 % 25-10-38	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN PLC 4.30 %2021	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 06/22	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 07/22	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 07-22	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 22	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 26/07/22	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV2027	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV23/05/2022 EMTN	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN4.33 % 06-29/10/21	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PurpleProtAsset 1,36 % 25/10/2038	■		Luxembourg		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
PurpleProtAsset 1.093 % 20/10/2038	■		Luxembourg		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

6

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	(b)	% de contrôle 31/12/2018	% de contrôle 31/12/2017	% d'intérêt 31/12/2018	% d'intérêt 31/12/2017
RED CEDAR	■		France		ESC	100,0	100,0	68,4	68,5
UI CAP SANTÉ 2	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Fonds UC									
61 fonds UC dont le taux de détention est supérieur ou égal à 95 %	■		France		ESC	≥ 95 %	≥ 95 %	≥ 95 %	≥ 95 %
A FD EQ E CON AE(C)	■	E1	Luxembourg		ESC	54,3		54,3	
A FD EQ E FOC AE (C)	■	E1	Luxembourg		ESC	61,3		61,3	
AF EQUI.GLOB. AHE CAP	■		Luxembourg		ESC	52,2	91,5	52,2	91,5
AF INDEX EQ JAPAN AE CAP	■		Luxembourg		ESC	20,7	41,8	20,7	41,8
AF INDEX EQ USA A4E	■		Luxembourg		ESC	91,1	84,1	91,1	84,1
AM AC FR ISR PC 3D	■		France		ESC	62,7	50,0	62,7	50,0
AM.AC. MINER.-P-3D	■		France		ESC	49,5	44,1	49,5	44,1
AMU-AB RET MS-EEUR	■	E1	Luxembourg		ESC	59,4		59,4	
AMUN TRESO CT PC 3D	■		France		ESC	64,7	63,1	64,7	63,1
AMUN.ACT. REST.P-C	■		France		ESC	52,7	52,3	52,7	52,3
AMUN.TRES.EONIA ISR E FCP 3DEC	■		France		ESC	61,3	90,9	61,3	89,6
AMUNDI ACTIONS FRANCE C 3DEC	■		France		ESC	68,2	78,0	68,2	78,0
AMUNDI AFD AV DURABL P1 FCP 3DEC	■		France		ESC	78,7	75,3	78,7	75,3
AMUNDI EQ E IN AHEC	■		Luxembourg		ESC	29,5	45,5	29,5	45,5
AMUNDI GBL MACRO MULTI ASSET P	■		France		ESC	68,3	71,0	68,3	71,0
AMUNDI HORIZON 3D	■		France		ESC	65,9	66,0	65,9	66,0
AMUNDI KBI ACTION PC	■	E3	France		ESC	87,2		87,2	
AMUNDI KBI ACTIONS C	■		France		ESC	85,8	85,3	50,8	49,6
AMUNDI OBLIG EURO C	■		France		ESC	47,7	46,1	47,7	46,1
AMUNDI PATRIMOINE C 3DEC	■		France		ESC	84,2	83,7	84,2	83,7
AMUNDI PULSACTIONS	■		France		ESC	57,6	57,8	57,6	57,8
AMUNDI VALEURS DURAB	■		France		ESC	70,7	63,1	70,7	63,1
AMUNDI-OBLIGMONDEP	■	E1	France		ESC	50,3		50,3	
ANTINEA FCP	■		France		ESC	52,5	65,8	52,5	65,8
ARAMIS PATRIM D 3D	■	S4	France		ESC		43,1		43,1
ARC FLEXIBOND-D	■		France		ESC	52,8	55,5	52,8	55,5
ATOUT EUROPE C FCP 3DEC	■		France		ESC	82,1	81,9	82,1	81,9
ATOUT FRANCE C FCP 3DEC	■		France		ESC	42,1	42,1	42,1	42,1
ATOUT MONDE C FCP 3DEC	■	S4	France		ESC		88,6		88,6
ATOUT VERT HORIZON FCP 3 DEC	■		France		ESC	35,3	35,6	35,3	35,6
AXA EUR.SM.CAP E 3D	■		France		ESC	71,1	70,1	71,1	70,1
BFT FRAN FUT-C SI.3D	■	E1	France		ESC	48,1		48,1	
BFT STATERE P (C)	■	E1	France		ESC	48,0		48,0	
BNP PAR.CRED. ERSC	■		France		ESC	67,3	66,1	67,3	66,1
CA MASTER EUROPE	■		France		ESC	47,3	47,1	47,3	47,1
CAPITOP MON. C 3DEC	■	S2	France		ESC		45,6		45,6
CPR CONSO ACTIONNAIRE FCP P	■		France		ESC	52,0	51,0	52,0	51,0
CPR CROIS.REA.-P	■		France		ESC	38,5	28,7	38,5	28,7
CPR FOCUS INF.-P-3D	■	E1	France		ESC	63,3		63,3	
CPR OBLIG 12 M.P 3D	■		France		ESC	89,1	65,8	89,1	65,8
CPR REFL. RESP.0-100 P FCP 3DEC	■		France		ESC	85,6	55,3	85,6	55,3
CPR RENAI. JAP.-P-3D	■		France		ESC	59,2	59,4	59,2	59,4
CPR SILVER AGE P 3DEC	■		France		ESC	50,2	45,5	50,2	45,5
DNA 0 % 12-211220	■	S1	Luxembourg		ESC		89,0		89,0
DNA 0 % 21/12/20 EMTN	■		Luxembourg		ESC	71,1	70,7	71,1	70,7
DNA 0 % 23/07/18 EMTN INDX	■	S2	Luxembourg		ESC		78,6		78,6
DNA 0 % 27/06/18 INDX	■	S2	Luxembourg		ESC		82,1		82,1
DNA 0 %12-240418 INDX	■	S1	Luxembourg		ESC		79,7		79,7
ECOFI MULTI OPPORTUN.FCP 3DEC	■		France		ESC	83,7	81,4	83,7	81,4
ENMIUM FCP 3DEC	■	S1	France		ESC		100,0		100,0
EXAN.PLEI.FD P	■	E1	France		ESC	61,6		61,6	
EXPANSIA VIE	■	S2	France		ESC		100,0		100,0
FONDS AV ECHUS FIA A	■	S2	France		ESC		99,9		99,9
FONDS AV ECHUS FIA C	■	S2	France		ESC		99,4		99,4
FONDS AV ECHUS FIA D	■	S2	France		ESC		99,9		99,9
IND.CAP EMERG.-C-3D	■		France		ESC	80,6	88,8	80,6	88,8
INDO ALLOC MANDAT C	■	E1	France		ESC	93,7		93,7	
INDOS.EURO.PAT. PD 3D	■		France		ESC	44,3	45,0	44,3	45,0
INVEST RESP S3 3D	■		France		ESC	69,8	64,4	69,8	64,4
LCL AC.DEV. DU.EURO	■		France		ESC	69,5	57,8	69,5	57,8
LCL AC.EMERGENTS 3D	■		France		ESC	54,6	51,5	54,6	51,5
LCL ACT RES NATUREL	■		France		ESC	38,9	59,6	38,9	59,6
LCL ACT.E-U ISR 3D	■		France		ESC	54,7	43,2	54,7	43,2
LCL ACT. IMMOBI.3D	■		France		ESC	49,2	47,8	49,2	47,8
LCL ACT.USA ISR 3D	■		France		ESC	53,2	52,1	53,2	52,1
LCL ACTIONS EURO C	■		France		ESC	81,9	82,0	81,9	82,0
LCL ACTIONS MONDE FCP 3 DEC	■		France		ESC	42,4	41,9	42,4	41,9

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	(b)	% de contrôle 31/12/2018	% de contrôle 31/12/2017	% d'intérêt 31/12/2018	% d'intérêt 31/12/2017
LCL AUTOCALL VIE 17	■		France		ESC	90,3	90,3	90,3	90,3
LCL BDP MONETAR B C	■	E3 ; S2	France		ESC				
LCL D.CAPT. JU.10 3D	■	S1	France		ESC		86,6		86,6
LCL DBL HOR AV NOV15	■	S1	France		ESC		100,0		100,0
LCL DEVELOPPEM. PME C	■		France		ESC	69,5	71,3	69,5	71,3
LCL FDS ECH. MONE.3D	■	S4	France		ESC		82,8		82,8
LCL FLEX 30	■		France		ESC	51,1	63,5	51,1	63,5
LCL INVEST.EQ C	■		France		ESC	92,2	91,9	92,2	91,9
LCL INVEST. PRUD.3D	■		France		ESC	91,4	90,8	91,4	90,8
LCL LATITUDE VIE17 C	■	S2	France		ESC		96,9		96,9
LCL MGEST 60 3DEC	■		France		ESC	84,9	84,6	84,9	84,6
LCL MGEST FL.0-100	■		France		ESC	80,0	80,7	80,0	80,7
LCL MONETAIRE C SI	■	E1 ; S4	France		ESC				
LCL OPTIM II VIE 17	■		France		ESC	94,7	94,4	94,7	94,4
LCL OPTIM VIE T 17 C	■	S2	France		ESC		94,7		94,7
LCL PHOENIX VIE 2016	■	S1	France		ESC		93,7		93,7
LCL PREMIUM VIE 2015	■		France		ESC	94,7	94,8	94,7	94,8
LCL T.H. AV (04/14) C	■	S2	France		ESC		99,9		99,9
LCL TEMPO 6 ANS AV	■	S1	France		ESC		99,6		99,6
LCL TRIP HORIZ SEP16	■	S2	France		ESC		78,1		78,1
LCL TRIPLE HORIZ AV JANV 14 C 3D	■	S2	France		ESC		100,0		100,0
LCL TRIPLE HORIZON AV (09 2014)	■	S1	France		ESC		100,0		100,0
LCL TRIPLE HORIZON AV (JANV. 2015)	■	S2	France		ESC		99,9		99,9
LCL V.RDM 8 AV (FEV.10) FCP3DEC	■	S2	France		ESC		100,0		100,0
LCL VOCATION RENDEMENT NOV 12 3D	■		France		ESC	80,0	80,1	80,0	80,1
OBJECTIF PRUDENCE FCP	■		France		ESC	81,3	100,0	81,3	100,0
OPALIA VIE 2 FCP 3DEC	■	S1	France		ESC		100,0		100,0
OPALIA VIE 3 3DEC	■	S2	France		ESC		99,7		99,7
OPCIMMO LCL SPPICAV 5DEC	■		France		ESC	94,2	93,6	94,2	93,6
OPCIMMO PREM SPPICAV 5DEC	■		France		ESC	93,5	93,1	93,5	93,1
PREFERENCE RENDEMENT EXCLUSIF 3D	■	S2	France		ESC		100,0		100,0
PREFERENCE RENDEMENT FCP 3DEC	■	S2	France		ESC		100,0		100,0
SELECTANCE 2017 3DEC	■	S1	France		ESC		100,0		100,0
SOLIDARITE AMUNDI P	■		France		ESC	62,3	56,1	62,3	56,1
SOLIDARITE INITIATIS SANTE	■		France		ESC	84,6	86,1	84,6	86,1
TRIALIS 6 ANS	■	S4	France		ESC		68,3		68,3
TRIANANCE 6 ANS	■		France		ESC	61,8	61,8	61,8	61,8
TRIANANCE 6 ANS 5 C	■	E3	France		ESC	79,2		79,2	
TRIANANCE 6 ANS N 4	■		France		ESC	74,6	73,4	74,6	73,4
VENDOME INV.FCP 3DEC	■		France		ESC	90,3	90,4	90,3	90,4
OPCI									
Nexus 1	■		Italie		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
OPCI Camp Invest	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
OPCI ECO CAMPUS SPPICAV	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
OPCI Immanens	■		France		ESC	100,0	100,0	68,4	68,5
OPCI Immo Émissions	■		France		ESC	100,0	100,0	68,4	68,5
OPCI Iris Invest 2010	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
OPCI MASSY BUREAUX	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
OPCI Messidor	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica OPCI Bureau	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica OPCI Commerces	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica OPCI Habitation	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI									
B IMMOBILIER	■	E1	France		F	100,0		100,0	
DS Campus	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FREY RETAIL VILLEBON	▲	E1	France		Co-E	47,5		47,5	
HDP BUREAUX	■		France		F	95,0	95,0	95,0	95,0
HDP HOTEL	■		France		F	95,0	95,0	95,0	95,0
HDP LA HALLE BOCA	■		France		F	95,0	95,0	95,0	95,0
IMEFA 177	■		France		ESC	100,0	99,0	100,0	99,0
IMEFA 178	■		France		ESC	100,0	99,0	100,0	99,0
IMEFA 179	■		France		ESC	100,0	99,0	100,0	99,0
Issy Pont	■		France		ESC	75,0	75,0	75,0	75,0
RUE DU BAC (SCI)	▲	E1	France		Co-E	50,0		50,0	
SCI 1 TERRASSE BELLINI	▲	E1	France		Co-E	33,3		33,3	
SCI BMEDIC HABITATION	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI CAMPUS MÉDICIS SAINT-DENIS	■		France		F	70,0	70,0	70,0	70,0
SCI CAMPUS RIMBAUD SAINT-DENIS	■		France		F	70,0	70,0	70,0	70,0
SCI CARGO PROPERTY HOLDING	▲		France		EA	28,0	29,9	28,0	29,9
SCI CARPE DIEM	▲	E1	France		Co-E	50,0		50,0	
SCI EUROMARSEILLE 1	▲	E1	France		Co-E	50,0		50,0	
SCI EUROMARSEILLE 2	▲	E1	France		Co-E	50,0		50,0	
SCI FÉDÉRALE PEREIRE VICTOIRE	■		France		F	99,0	99,0	99,0	99,0
SCI FÉDÉRALE VILLIERS	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI FEDERLOG	■		France		F	99,9	99,9	99,9	99,9
SCI FEDERLONDRES	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	(b)	% de contrôle 31/12/2018	% de contrôle 31/12/2017	% d'intérêt 31/12/2018	% d'intérêt 31/12/2017
SCI FEDERPIERRE	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI FONDIS	▲	E1	France		EA	25,0		25,0	
SCI GRENIER VELLEF	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI HEART OF LA DÉFENSE	▲	E1	France		EA	33,3		33,3	
SCI Holding Dahlia	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI ILOT 13	▲	E1	France		Co-E	50,0		50,0	
SCI IMEFA 001	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 002	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 003	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 004	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 005	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 006	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 008	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 009	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 010	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 011	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 012	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 013	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 016	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 017	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 018	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 020	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 022	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 025	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 032	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 033	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 034	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 035	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 036	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 037	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 038	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 039	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 042	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 043	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 044	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 047	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 048	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 051	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 052	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 054	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 057	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 058	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 060	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 061	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 062	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 063	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 064	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 067	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 068	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 069	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 072	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 073	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 074	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 076	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 077	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 078	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 079	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 080	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 081	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 082	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 083	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 084	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 085	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 089	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 091	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 092	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 096	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 100	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 101	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 102	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 103	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 104	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 105	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 107	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 108	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 109	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 110	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 112	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 113	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 115	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 116	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 117	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 118	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 120	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 121	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 122	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 123	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 126	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 128	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 129	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 131	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 132	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 140	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 148	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 149	■		France		F	100,0	99,0	100,0	99,0
SCI IMEFA 150	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 155	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 156	■		France		F	90,0	90,0	90,0	90,0
SCI IMEFA 157	■		France		F	90,0	90,0	90,0	90,0
SCI IMEFA 158	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 159	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 164	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 169	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 170	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMEFA 171	■		France		ESC	100,0	99,0	100,0	99,0
SCI IMEFA 172	■		France		ESC	100,0	99,0	100,0	99,0
SCI IMEFA 173	■		France		F	100,0	99,0	100,0	99,0

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	(b)	% de contrôle 31/12/2018	% de contrôle 31/12/2017	% d'intérêt 31/12/2018	% d'intérêt 31/12/2017
SCI IMEFA 174	■		France		F	100,0	99,0	100,0	99,0
SCI IMEFA 175	■		France		F	100,0	99,0	100,0	99,0
SCI IMEFA 176	■		France		F	100,0	99,0	100,0	99,0
SCI LE VILLAGE VICTOR HUGO	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI MEDI BUREAUX	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI PACIFICA HUGO	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI PORTE DES LILAS – FRÈRES FLAVIEN	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI VALHUBERT	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI VAUGIRARD 36-44	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI WAGRAM 22/30	▲	E1	France		Co-E	50,0		50,0	
SCI WASHINGTON	▲	E1	France		EA	34,0		34,0	
TOUR MERLE (SCI)	▲	E1	France		Co-E	50,0		50,0	
Divers									
ALTAREA	▲		France		EA	24,7	24,7	24,7	24,7
AMUNDI IT Services	■		France		F	99,6	99,6	69,5	69,5
ARCAPARK SAS	▲	E1	France		Co-E	50,0		50,0	
Azqore	■	E2	Suisse		F	80,0		78,2	
Azqore SA Singapore Branch	■	E2	Singapour	Suisse	S	100,0		97,8	
CA Indosuez Wealth (Asset Management)	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	97,8	97,8
CACI Gestion	■	S1	France		F		99,0		99,0
Crédit Agricole Assurances Solutions	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
EUROPEAN MOTORWAY INVESTMENTS 1	■		Luxembourg		F	60,0	60,0	60,0	60,0
FONCIÈRE HYPERSUD	▲		France		Co-E	51,4	51,4	51,4	51,4
FREY	▲		France		EA	19,2	17,9	19,2	17,9
HOLDING EUROMARSEILLE	■	E1	France		F	100,0		100,0	
Icade	▲		France		EA	18,4	18,5	18,4	18,5
INFRA FOCH TOPCO	▲		France		EA	49,0	36,9	49,0	36,9
IRIS HOLDING FRANCE	■	E1	France		F	80,1		80,1	
KORIAN	▲		France		EA	23,2	23,0	23,2	23,0
PATRIMOINE ET COMMERCE	▲		France		EA	20,3	19,9	20,3	19,9
PREDICA ÉNERGIES DURABLES	■	E1	France		F	100,0		100,0	
PREDIPARK	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
RAMSAY – GÉNÉRALE DE SANTÉ	▲		France		EA	38,4	38,4	38,4	38,4
SA RESICO	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SAS CRISTAL	▲	E1	France		EA	46,0		46,0	
SAS PARHOLDING	▲	E1	France		EA	50,0		50,0	
SAS PREDI-RUNGIS	■	E1	France		F	85,0		85,0	
SH PREDICA ÉNERGIES DURABLES SAS	■	E1	France		F	99,7		99,7	
Via Vita	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE									
Établissement bancaire et financier									
Banque Thémis	■	S2	France		F		100,0		95,1
Interfimo	■		France		F	99,0	99,0	94,6	94,1
LCL	■		France		F	95,6	95,1	95,6	95,1
LCL succursale de Monaco	■		Monaco	France	S	95,6	95,1	95,6	95,1
Développement touristique-immobilier									
Angle Neuf	■	E1	France		F	100,0		95,6	
Divers									
C.L. Verwaltungs und Beteiligungs-gesellschaft GmbH	■		Allemagne		F	100,0	100,0	95,6	95,1
Crédit Lyonnais Développement Économique (CLDE)	■		France		F	100,0	100,0	95,6	95,1
BANQUE DE PROXIMITÉ À L'INTERNATIONAL									
Établissement bancaire et financier									
Arc Broker	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CASSA DI RISPARMIO DI CESENA S.P.A.	■	S4	Italie		F		95,3		73,1
CASSA DI RISPARMIO DI RIMINI S.P.A.	■	S4	Italie		F		95,4		73,2
CASSA DI RISPARMIO DI SAN MINIATO S.P.A.	■	S4	Italie		F		95,6		73,3
CREDIT AGRICOLE BANK	■		Ukraine		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Bank Polska S.A.	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Banka Srbija a.d. Novi Sad	■		Serbie		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Cariparma	■		Italie		F	76,9	76,7	76,9	76,7
Crédit Agricole Carispezia S.p.A.	■		Italie		F	80,0	80,0	61,5	61,4
Crédit Agricole Egypt S.A.E.	■		Égypte		F	60,5	60,5	60,2	60,2
Crédit Agricole Friuladria S.p.A.	■		Italie		F	81,3	81,3	62,5	62,4
Crédit Agricole Group Solutions	■		Italie		ESC	100,0	100,0	75,2	75,0
Crédit Agricole Leasing Italia	■		Italie		F	100,0	100,0	80,4	80,2
Crédit Agricole Polska S.A.	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Credit Agricole Romania	■		Roumanie		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Credit Agricole Service sp z o.o.	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit du Maroc	■		Maroc		F	78,7	78,7	78,7	78,7
Lukas Finanse S.A.	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Divers									
Crédit du Maroc Succursale de France	■	D4 ; S1	France	Maroc	S		78,7		78,7
IUB Holding	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	(b)	% de contrôle 31/12/2018	% de contrôle 31/12/2017	% d'intérêt 31/12/2018	% d'intérêt 31/12/2017
SERVICES FINANCIERS SPECIALISÉS									
Établissement bancaire et financier									
Agos	■		Italie		F	61,0	61,0	61,0	61,0
Alsolia	■	D2	France		EA	100,0	20,0	100,0	20,0
Antera Incasso B.V.	■	S1	Pays-Bas		F		100,0		100,0
Crealfi	■		France		F	51,0	51,0	51,0	51,0
Credibom	■		Portugal		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crediet Maatschappij "De Ijssel" B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Consumer Finance	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Consumer Finance Nederland	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit LIFT	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Creditplus Bank AG	■		Allemagne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
De Kredietdesk B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
DE NEDERLANDSE VOORSCHOTBANK BV	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
EFL Services	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
EUROFACTOR GmbH	■		Allemagne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor Italia S.p.A.	■		Italie		F	100,0	100,0	100,0	100,0
EUROFACTOR NEDERLAND	■		Pays-Bas	Allemagne	S	100,0	100,0	100,0	100,0
EUROFACTOR POLSKA S.A.	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor S.A. – NV (Benelux)	■		Belgique		S	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor S.A. (Portugal)	■		Portugal		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofintus Financieringen B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
FCA Automotive Services UK Ltd	▲		Royaume-Uni		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Bank	▲		Italie		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Bank Gmbh, Hellenic Branch	▲		Grèce		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA BANK SPA, IRISH BRANCH	▲		Irlande		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Bank Germany GmbH	▲		Allemagne		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Bank GmbH	▲		Autriche		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Belgium S.A.	▲		Belgique		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Danmark A/S	▲		Danemark		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital España EFC S.A.	▲		Espagne		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital France S.A.	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Hellas S.A.	▲		Grèce		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital IFIC	▲		Portugal		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Nederland B.V.	▲		Pays-Bas		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Norge AS	▲		Norvège		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Re Limited	▲		Irlande		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Suisse S.A.	▲		Suisse		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Sverige	▲		Suède		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA DEALER SERVICES ESPANA SA, Morocco Branch	▲		Maroc	Espagne	Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Dealer services España, S.A.	▲		Espagne		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Dealer Services Portugal S.A.	▲		Portugal		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Dealer Services UK Ltd	▲		Royaume-Uni		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA GROUP BANK POLSKA S.A.	▲		Pologne		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Insurance Hellas S.A.	▲		Grèce		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Leasing France	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Leasing Polska	▲		Pologne		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Leasing GmbH	▲		Autriche		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
FERRARI FINANCIAL SERVICES GMBH	▲		Allemagne		Co-E	50,0	50,0	25,5	25,0
FERRARI FINANCIAL SERVICES GMBH, UK Branch	▲	E2	Royaume-Uni		Co-E	50,0		25,5	
FGA Capital Danmark A/S, Finland Branch	▲		Finlande		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Financierings Data Netwerk B.V.	▲		Pays-Bas		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Finaref Assurances S.A.S.	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Finata Bank N.V.	■	S4	Pays-Bas		F		100,0		100,0
Finata Zuid-Nederland B.V.	■		Pays-Bas		F	98,1	98,1	98,1	98,1
FORSO Denmark	▲	D4 ; S2	Danemark		Co-E		50,0		50,0
Forso Finance OY	▲	D4 ; S2	Finlande		Co-E		50,0		50,0
Forso Nordic A.B.	▲	D4 ; S2	Suède		Co-E		50,0		50,0
Forso Norge	▲	D4 ; S2	Norvège		Co-E		50,0		50,0
GAC – Sofinco Auto Finance Co.	▲		Chine		EA	50,0	50,0	50,0	50,0
GSA Ltd	■		Maurice		F	100,0	100,0	100,0	100,0
IDM Finance B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
IDM Financieringen B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
IDM lease maatschappij B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Iebe Lease B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
INTERBANK NV	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
INTERMEDIAIRE VOORSCHOTBANK BV	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Krediet '78 B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Leasys	▲		Italie		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
LEASYS France S.A.S	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
LEASYS Nederland	▲	E2	Pays-Bas		Co-E	50,0		50,0	
LEASYS SPA Belgian Branch	▲	E2	Belgique		Co-E	50,0		50,0	
LEASYS SPA GERMAN BRANCH	▲		Allemagne		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
LEASYS SPA SUCURSAL ESPANA	▲		Espagne		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	(b)	% de contrôle 31/12/2018	% de contrôle 31/12/2017	% d'intérêt 31/12/2018	% d'intérêt 31/12/2017
Leasys UK Ltd	▲	D1	Royaume-Uni		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Mahuko Financieringen B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Menafinance	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Money Care B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
NL Findio B.V	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
RIBANK NV	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SMART PREPAID	▲	S2	France		EA		49,0		49,0
Sofinco Participations	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Société Européenne de Développement d'Assurances	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Société Européenne de Développement d'Assurances	■	D3	Maroc		S	100,0		100,0	
Société Européenne de Développement du Financement	■		*France*		*F*	*100,0*	*100,0*	*100,0*	*100,0*
Themis Courtage	▲		Maroc		EA	49,0	49,0	49,0	49,0
Ucafleet	▲		France		EA	35,0	35,0	35,0	35,0
VoordeelBank B.V.	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Wafasalaf	▲		Maroc		EA	49,0	49,0	49,0	49,0
WINRENT	▲	E3	Italie		Co-E	50,0		50,0	
Sociétés de crédit-bail et location									
Auxifip	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Carefleet S.A.	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Leasing & Factoring	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Leasing & Factoring, Sucursal en España	■		Espagne	France	S	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit du Maroc Leasing et Factoring	■		Maroc		F	100,0	100,0	85,8	85,8
Europejski Fundusz Leasingowy (E.F.L.)	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Finamur	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxbail	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxcourtage	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxcredit	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Unifergie	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Assurance									
ARES Reinsurance Ltd	■		Irlande		F	100,0	100,0	61,0	61,0
Divers									
A-BEST ELEVEN UG	▲		Allemagne		Co-ES	50,0	50,0	50,0	50,0
A-BEST FIFTEEN	▲		Italie		Co-ES	50,0	50,0	50,0	50,0
A-BEST FOUR	▲	S1	Italie		Co-ES		50,0		50,0
A-BEST FOURTEEN	▲		Italie		Co-ES	50,0	50,0	50,0	50,0
A-BEST NINE SRL	▲		Italie		Co-ES	50,0	50,0	50,0	50,0
A-BEST Ten SRL	▲		Italie		Co-ES	50,0	50,0	50,0	50,0
A-BEST THIRTEEN	▲		Espagne		Co-ES	50,0	50,0	50,0	50,0
A-BEST TWELVE	▲		Italie		Co-ES	50,0	50,0	50,0	50,0
EFL Finance S.A.	■		Pologne		F	100,0	100,0	100,0	100,0
EFL Lease Abs 2017-1 Designated Activity Company	■		Irlande		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
ERASMUS FINANCE	▲		Irlande		Co-ES	50,0	50,0	50,0	50,0
FAST THREE SRL	▲		Italie		Co-ES	50,0	50,0	50,0	50,0
FCT GINGKO CLOANS 2013-1	■	S1	France		ESC		100,0		100,0
FCT GINGKO DEBT CONSO 2015-1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT GINGKO PERSONAL LOANS 2016-1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT GINGKO PLOANS 2015-1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT GINGKO SALES FIN 2014-1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT GINGKO SALES FINANCE 2015-1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT GINKGO MASTER REVOLVING LOANS	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT GINKGO SALES FINANCE 2017-1	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GAC – SOFINCO 2014-01	▲		Chine		EAS	50,0	50,0	50,0	50,0
Green FCT Lease	■	S1	France		ESC		100,0		100,0
MATSUBA BV	■		Pays-Bas		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
NIXES SEVEN SRL	▲		Pays-Bas		Co-ES	50,0	50,0	50,0	50,0
NIXES SIX (Ltd)	▲		Italie		Co-ES	50,0	50,0	50,0	50,0
OCHIBA 2015 B.V	■		Pays-Bas		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
RETAIL CONSUMER CP GERMANY 2016 UG	■		Allemagne		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
SUNRISE SPV 20 SRL	■		Italie		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
SUNRISE SPV 30 SRL	■		Italie		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
SUNRISE SPV 40 SRL	■	E2	Italie		ESC	100,0		100,0	
SUNRISE SPV 50 SRL	■	E2	Italie		ESC	100,0		100,0	
SUNRISE SRL	■		Italie		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
THETIS FINANCE 2015-1	■		Portugal		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
GRANDES CLIENTÈLES									
Établissement bancaire et financier									
Banco Crédit Agricole Brasil S.A.	■		Brésil		F	100,0	100,0	97,8	97,8
CACEIS (Canada) Ltd	■	D4 ; S2	Canada		F		100,0		100,0
CACEIS (USA) Inc.	■	D4 ; S2	États-Unis		F		100,0		100,0
CACEIS Bank	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CACEIS Bank S.A., Germany Branch	■		Allemagne		S	100,0	100,0	100,0	100,0
CACEIS Bank, Belgium Branch	■		Belgique		S	100,0	100,0	100,0	100,0
CACEIS Bank, Ireland Branch	■		Irlande		S	100,0	100,0	100,0	100,0
CACEIS Bank, Italy Branch	■		Italie		S	100,0	100,0	100,0	100,0
CACEIS Bank, Luxembourg Branch	■		Luxembourg		S	100,0	100,0	100,0	100,0
CACEIS Bank, Netherlands Branch	■		Pays-Bas		S	100,0	100,0	100,0	100,0
CACEIS Bank, Switzerland Branch	■		Suisse		S	100,0	100,0	100,0	100,0
CACEIS Bank, UK Branch	■		Royaume-Uni		S	100,0	100,0	100,0	100,0
CACEIS Belgium	■		Belgique		F	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	(b)	% de contrôle 31/12/2018	% de contrôle 31/12/2017	% d'intérêt 31/12/2018	% d'intérêt 31/12/2017
CACEIS Corporate Trust	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CACEIS Fund Administration	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CACEIS Ireland Limited	■		Irlande		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CACEIS S.A.	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
CACEIS Switzerland S.A.	■		Suisse		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole CIB (Belgique)	■		Belgique	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (ABU DHABI)	■		Émirats Arabes Unis	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Allemagne)	■		Allemagne	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Canada)	■		Canada	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Corée du Sud)	■		Corée du Sud	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Dubai DIFC)	■		Émirats Arabes Unis	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Dubai)	■		Émirats Arabes Unis	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Espagne)	■		Espagne	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (États-Unis)	■		États-Unis	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Finlande)	■		Finlande	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Hong-Kong)	■		Hong Kong	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Inde)	■		Inde	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Italie)	■		Italie	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Japon)	■		Japon	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Luxembourg)	■		Luxembourg	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Miami)	■		États-Unis	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Royaume-Uni)	■		Royaume-Uni	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Singapour)	■		Singapour	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Suède)	■		Suède	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Taipei)	■		Taiwan	France	S	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Algérie Bank Spa	■		Algérie		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB AO	■		Russie		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Australia Ltd	■		Australie		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB China Ltd	■		Chine		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB China Ltd Chinese Branch	■		Chine		S	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB S.A.	■		France		F	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Services Private Ltd	■		Inde		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Ester Finance Titrisation	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
UBAF	▲		France		Co-E	47,0	47,0	46,0	46,0
UBAF (Corée du Sud)	▲		Corée du Sud	France	Co-E	47,0	47,0	46,0	46,0
UBAF (Japon)	▲		Japon	France	Co-E	47,0	47,0	46,0	46,0
UBAF (Singapour)	▲		Singapour	France	Co-E	47,0	47,0	46,0	46,0
Sociétés de bourse									
Crédit Agricole Securities (Asia) Limited Hong Kong	■		Hong Kong		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Securities (Asia) Limited Seoul Branch	■		Corée du Sud		S	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Securities (USA) Inc.	■		États-Unis		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Securities Asia BV (Tokyo)	■		Japon	Pays-Bas	S	100,0	100,0	97,8	97,8
Sociétés d'investissement									
CLTR	■	S3	France		F		100,0		97,8
Compagnie Française de l'Asie (CFA)	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Air Finance S.A.	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Holdings Ltd	■		Royaume-Uni		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Global Partners Inc.	■		États-Unis		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Securities Asia BV	■		Pays-Bas		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Doumer Finance S.A.S.	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Fininvest	■		France		F	98,3	98,3	96,1	96,1
Fletirec	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
I.P.F.O.	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Igasus LLC	■	S3	États-Unis		F		100,0		97,8
Assurance									
CAIRS Assurance S.A.	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Divers									
Atlantic Asset Securitization LLC	■		États-Unis		ESC	100,0	100,0	-	-
Benelpart	■		Belgique		F	100,0	100,0	95,3	95,3
Calixis Finance	■		France		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Calliope SRL	■		Italie		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Clifap	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole America Services Inc.	■		États-Unis		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Asia Shipfinance Ltd	■		Hong Kong		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Finance (Guernsey) Ltd	■		Guernesey		ESC	99,9	99,9	97,7	97,7
Crédit Agricole CIB Financial Prod. (Guernsey) Ltd	■		Guernesey		ESC	99,9	99,9	97,7	97,7
Crédit Agricole CIB Financial Solutions	■		France		ESC	99,9	99,7	97,7	97,5
Crédit Agricole CIB Global Banking	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Pension Limited Partnership	■		Royaume-Uni		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Transactions	■	E1	France		F	100,0		97,8	
Crédit Agricole Leasing (USA) Corp.	■		États-Unis		F	100,0	100,0	97,8	97,8

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	(b)	% de contrôle 31/12/2018	% de contrôle 31/12/2017	% d'intérêt 31/12/2018	% d'intérêt 31/12/2017
DGAD International SARL	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Elipso Finance S.r.l.	▲		Italie		Co-ES	50,0	50,0	48,9	48,9
ESNI (compartiment Crédit Agricole CIB)	■		France		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Eucalyptus FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
FIC-FIDC	■		Brésil		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Financière des Scarabées	■		Belgique		F	100,0	100,0	96,5	96,5
Financière Lumis	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Fundo A De Investimento Multimercado	■		Brésil		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Héphaïstos EUR FCC	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
Héphaïstos GBP FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
Héphaïstos Multidevises FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
Héphaïstos USD FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
Indosuez Holding SCA II	■		Luxembourg		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez Management Luxembourg II	■		Luxembourg		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Investor Service House S.A.	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Island Refinancing SRL	■		Italie		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
ItalAsset Finance SRL	■		Italie		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
La Fayette Asset Securitization LLC	■		États-Unis		ESC	100,0	100,0	-	-
La Route Avance	■	E2	France		ESC	100,0		-	-
Lafina	■		Belgique		F	100,0	100,0	95,6	95,6
LMA SA	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
Merisma	■		France		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Molinier Finances	■		France		F	100,0	100,0	95,0	95,0
Pacific EUR FCC	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
Pacific IT FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
Pacific USD FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
Partinvest S.A.	■		Luxembourg		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Placements et réalisations immobilières (SNC)	■		France		F	100,0	100,0	95,3	95,3
Sagrantino Italy SRL	■		Italie		ESC	100,0	100,0	97,8	97,8
Shark FCC	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
SNGI	■		France		F	100,0	100,0	97,8	97,8
SNGI Belgium	■		Belgique		F	100,0	100,0	97,8	97,8
Sococlabecq	■		Belgique		F	100,0	100,0	95,6	95,6
Sofipac	■		Belgique		F	98,6	98,6	93,9	93,9
TCB	■		France		F	98,7	98,7	95,3	95,3
Triple P FCC	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
TSUBAKI OFF (FCT)	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
TSUBAKI ON (FCT)	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
Vulcain EUR FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
Vulcain Multi-Devises FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-
Vulcain USD FCT	■		France		ESC	100,0	100,0	-	-

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	(b)	% de contrôle 31/12/2018	% de contrôle 31/12/2017	% d'intérêt 31/12/2018	% d'intérêt 31/12/2017
ACTIVITÉS HORS MÉTIERS									
Crédit Agricole S.A.									
Crédit Agricole S.A.	●		France		Mère	100,0	100,0	100,0	100,0
Succursale Crédit Agricole S.A.	■		Royaume-Uni	France	S	100,0	100,0	100,0	100,0
Établissement bancaire et financier									
Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de la Corse	■		France		F	99,9	99,9	99,9	99,9
CL Développement de la Corse	■		France		F	99,9	99,9	99,9	99,9
Crédit Agricole Home Loan SFH	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Foncaris	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Sociétés d'investissement									
Crédit Agricole Capital Investissement et Finance (CACIF)	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Delfinances	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Sodica	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Divers									
CA Grands Crus	■		France		F	77,9	77,9	77,9	77,9
Cariou Holding	■		France		F	50,0	50,0	50,0	50,0
Crédit Agricole Agriculture	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Immobilier	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Crédit Agricole Payment Services	■		France		ESC	50,2	50,2	50,2	50,2
Crédit Agricole Public Sector SCF	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Régions Développement	■		France		F	81,7	81,7	81,7	81,7
ESNI (compartiment Crédit Agricole S.A.)	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT Crédit Agricole Habitat 2015 Compartiment Corse	■		France		ESC	100,0	100,0	99,9	99,9
FCT Crédit Agricole Habitat 2017 Compartiment Corse	■		France		ESC	100,0	100,0	99,9	99,9
FCT Crédit Agricole Habitat 2018 Compartiment Corse	■	E2	France		ESC	100,0		99,9	
FIRECA	■		France		F	51,0	51,0	51,0	51,0
IDIA	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
IDIA DÉVELOPPEMENT	■	E1	France		F	100,0		100,0	
IDIA PARTICIPATIONS	■	E1	France		F	100,0		100,0	
S.A.S. Evergreen Montrouge	■		France		ESC	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI D2 CAM	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
SCI Quentyvel	■		France		F	100,0	100,0	100,0	100,0
SILCA	■		France		ESC	100,0	100,0	97,9	97,9
SNC Kalliste Assur	■		France		F	100,0	100,0	99,9	99,9
Uni-médias	■	D1	France		F	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	(1)	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	(b)	% de contrôle 31/12/2018	% de contrôle 31/12/2017	% d'intérêt 31/12/2018	% d'intérêt 31/12/2017
Développement touristique-immobilier									
Crédit Agricole Immobilier Promotion	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
Crédit Agricole Immobilier Services	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0
SNC Eole	▲	S3	France		Co-E		50,0		50,0
SO.GI.CO.	▲		France		Co-E	50,0	50,0	50,0	50,0

(a) Modification du périmètre

Entrée (E) dans le périmètre

E1 : Franchissement de seuil
E2 : Création
E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)

Sortie (S) de périmètre :

S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)
S2 : Société cédée au hors Groupe ou perte de contrôle
S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif
S4 : Fusion absorption
S5 : Transmission Universelle du Patrimoine

Divers (D) :

D1 : Changement de dénomination sociale
D2 : Modification de mode de consolidation
D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre
D4 : Entité en IFRS 5

(b) Type d'entité et nature du contrôle

F : Filiale
S : Succursale
ESC : Entité structurée contrôlée
Co-E : Co-entreprise
Co-ES : Co-entreprise structurée
OC : Opération en commun
EA : Entreprise associée
EAS : Entreprise associée structurée

(1) Méthode de consolidation : ■ Intégration globale ▲ Mise en équivalence ● Mère

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Note 12 Participations et entités structurées non consolidées

12.1 PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

Ce poste s'élève à 12 170 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 12 277 millions d'euros au 31 décembre 2017. Au 31 décembre 2018, la principale participation non consolidée pour laquelle le pourcentage de contrôle est supérieur à 20 % et dont la valeur au bilan est significative est Crédit Logement (titres A et B). La participation représentative de 32,49 % du capital de Crédit Logement s'élève à 522 millions d'euros et ne confère pas d'influence notable sur ce groupe codétenu par différentes banques et entreprises françaises.

12.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les informations relatives aux entités classiques sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable, et aux entités structurées contrôlées non intégrées dans le périmètre de consolidation sont mises à disposition sur le site du Crédit Agricole S.A. lors de la publication du Document de référence.

12.1.2 Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation significatifs représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans un tableau disponible sur le site du Crédit Agricole S.A. lors de la publication du Document de référence.

12.2 INFORMATIONS SUR LES ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Au 31 décembre 2018, les entités du groupe Crédit Agricole S.A. ont des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

Titrisation

Le groupe Crédit Agricole S.A., principalement *via* ses filiales du pôle métier Grandes clientèles, a pour rôle la structuration de véhicules de titrisation par l'achat de créances commerciales ou financières. Les véhicules financent ces achats en émettant les tranches multiples de dettes et des titres de participation, dont le remboursement est lié à la performance des actifs dans ces véhicules. Il investit et apporte des lignes de liquidité aux véhicules de titrisation qu'il a sponsorisés pour le compte de clients.

Gestion d'actifs

Le groupe Crédit Agricole S.A., par l'intermédiaire de ses filiales du pôle métier Gestion de l'épargne et assurances, structure et gère des entités pour le compte de clients qui souhaitent investir dans des actifs spécifiques afin d'en tirer le meilleur rendement possible en fonction d'un niveau de risque choisi. Ainsi, les entités du groupe Crédit Agricole S.A. peuvent être amenées soit à détenir des intérêts dans ces entités afin d'en assurer le lancement soit à garantir la performance de ces structures.

Fonds de placement

Les entités du pôle métier Gestion de l'épargne et assurances du groupe Crédit Agricole S.A. investissent dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

Financement structuré

Enfin, le groupe Crédit Agricole S.A., *via* ses filiales du pôle métier Grandes clientèles, intervient dans des entités dédiées à l'acquisition d'actifs. Ces entités peuvent prendre la forme de société de financement d'actif ou de sociétés de crédit-bail. Dans les entités structurées, le financement est garanti par l'actif. L'implication du Groupe est souvent limitée au financement ou à des engagements de financement.

Entités sponsorisées

Le groupe Crédit Agricole S.A. sponsorise une entité structurée dans les cas suivants :

- le groupe Crédit Agricole S.A. intervient à la création de l'entité et cette intervention, rémunérée, est jugée substantielle pour assurer la bonne fin des opérations ;
- une structuration intervient à la demande du groupe Crédit Agricole S.A. et il en est le principal utilisateur ;
- le groupe Crédit Agricole S.A. cède ses propres actifs à l'entité structurée ;
- le groupe Crédit Agricole S.A. est gérant ;
- le nom d'une filiale ou de la société mère du groupe Crédit Agricole S.A. est associé au nom de l'entité structurée ou aux instruments financiers émis par elle.

Les revenus bruts d'entités sponsorisées sont composés essentiellement de charges et de produits d'intérêts dans les métiers de titrisation et de fonds de placement, dans lesquels Crédit Agricole Assurances et Crédit Agricole CIB ne détiennent pas d'intérêt à la clôture de l'exercice. Pour Crédit Agricole Assurances, ils s'élèvent à - 2 millions d'euros et pour Crédit Agricole CIB à 4 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

Soutien financier apporté aux entités structurées

Au cours de l'année 2018, le groupe Crédit Agricole S.A. n'a pas fourni de soutien financier à des entités structurées non consolidées.

En date du 31 décembre 2018, le groupe Crédit Agricole S.A. n'a pas l'intention de fournir un soutien financier à une entité structurée non consolidée.

Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2018, et au 31 décembre 2017 l'implication du Groupe dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour le Groupe dans les tableaux ci-dessous :

	31/12/2018							
	Titrisation				Gestion d'actifs			
		Perte maximale				Perte maximale		
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	66	66	-	66	2 101	2 101	-	2 101
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	
Actifs financiers au coût amorti	16 537	16 540	152	16 388	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**16 603**	**16 606**	**152**	**16 454**	**2 101**	**2 101**	**-**	**2 101**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	43	-	-	43	833	833	-	833
Dettes	173	-	-	-	-	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**215**	**-**	**-**	**43**	**833**	**833**	**-**	**833**
Engagements donnés	**-**	**5 484**	**-**	**5 484**	**-**	**20 098**	**302**	**19 827**
Engagements de financement	-	5 387	-	5 387	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	20 129	302	19 827
Autres	-	97	-	97	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution – Engagements par signature	-	-	-	-	-	(31)	-	-
Total des engagements hors bilan net vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**-**	**5 484**	**-**	**5 484**	**-**	**20 098**	**302**	**19 827**
TOTAL BILAN DES ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES	**16 423**	**-**	**-**	**-**	**94 702**	**-**	**-**	**-**

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

31/12/2018							
Fonds de placement [1]				Financement structuré [1]			
	Perte maximale				Perte maximale		
Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
33 254	33 254	-	33 151	35	35	-	35
1	1	-	1	12	12	-	12
-	-	-	-	2 346	2 346	-	2 346
33 254	**33 254**	**-**	**33 152**	**2 393**	**2 393**	**-**	**2 393**
-	-	-	-	-	-	-	-
1 055	15	-	15	4	-	-	4
-	-	-	-	569	-	-	-
1 055	**15**	**-**	**15**	**573**	**-**	**-**	**4**
-	**1 920**	**-**	**1 920**	**-**	**1 445**	**-**	**1 445**
-	-	-	-	-	1 258	-	1 258
-	-	-	-	-	187	-	187
-	1 920	-	1 920	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-
-	**1 920**	**-**	**1 920**	**-**	**1 445**	**-**	**1 445**
297 806	**-**	**-**	**-**	**2 349**	**-**	**-**	**-**

	31/12/2017									
	Titrisation				Gestion d'actifs		Fonds de placement [1]		Financement structuré [1]	
		Perte maximale				Perte maximale		Perte maximale		Perte maximale
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres réhaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	238	238	-	238	705	705	390	390	50	50
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-		-	-	813	813	30 580	30 580	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	212	212	22	190	665	665	4 813	4 813	741	741
Prêts et créances	20 580	20 438	-	20 438	-	-	49	49	2 593	2 593
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**21 030**	**20 888**	**22**	**20 866**	**2 183**	**2 183**	**35 832**	**35 832**	**3 385**	**3 385**
Instruments de capitaux propres	11			-	-		-		-	
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	133			-	1 416		589		18	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-			-	-		-		-	
Dettes	856			-	-		180		565	
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**1 000**		**-**	**-**	**1 416**		**769**		**583**	
Engagements donnés										
Engagements de financement		10 357		10 357		-		-		625
Engagements de garantie		-		-		21 322		-		417
Autres		3		3		-		-		-
Provisions – Engagements par signature		-		-		(20)		-		-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées		**10 360**		**10 360**		**21 302**		**-**		**1 043**
TOTAL BILAN DES ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES	**21 914**				**86 014**		**311 250**		**2 674**	

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structurées dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Exposition maximale au risque de perte

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de *credit default swap* pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *Mark-to-Market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

Note 13 Événements postérieurs au 31 décembre 2018

Aucun évènement significatif n'a eu lieu postérieurement à la date d'arrêté.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

À l'assemblée générale de Crédit Agricole S.A.

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Crédit Agricole S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable concernant l'application à compter du 1er janvier 2018 de la nouvelle norme IFRS 9 "Instruments financiers" exposé dans la note 1.1 "Normes applicables et comparabilité" et le paragraphe "Instruments financiers" de la note 1.2 "Principes et méthodes comptables" ainsi que dans les autres notes de l'annexe aux comptes consolidés présentant des données chiffrées liées aux incidences de ce changement.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur encours sains, dégradés ou en défaut dans le contexte de la première application de la norme IFRS 9

Risque identifié

Conformément à la norme IFRS 9, depuis le 1er janvier 2018, le groupe Crédit Agricole S.A. enregistre des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("*Expected Credit Losses*" ou "ECL") sur les encours sains ("*Bucket* 1"), dégradés ("*Bucket* 2") ou en défaut ("*Bucket* 3").
Compte-tenu de l'importance du jugement dans la détermination de ces corrections de valeur d'une part, et des évolutions induites par la mise en œuvre de la nouvelle norme d'autre part (adaptation du dispositif opérationnel de calcul des ECL, nouveaux systèmes d'information, paramètres, nouveau cadre de contrôles…), nous avons considéré que l'estimation des ECL et les informations publiées en annexe, tant à la date de première application de la nouvelle norme qu'au 31 décembre 2018, constituaient un point clé de l'audit, pour les principales entités et segments de risque suivants :

- Crédit Agricole Consumer Finance : dépréciations des encours en *Bucket*s 1, 2 et 3 ;
- Banque de proximité : dépréciation des encours en *Bucket* 1 et 2 de LCL et *Bucket* 3 de Cariparma ;
- Crédit Agricole CIB : ECL des encours sains ou dégradés (*Bucket*s 1 et 2) et en défaut (*Bucket* 3) pour les financements octroyés à des entreprises des secteurs maritime et de l'énergie, du fait d'un environnement économique incertain, de la complexité de l'identification des expositions présentant un risque de non recouvrement et du degré du jugement nécessaire à l'estimation des flux de recouvrement.

L'impact de la première application de la nouvelle norme comptable IFRS 9 au titre du volet dépréciation est comptabilisé en capitaux propres au 1er janvier 2018 pour - 1 260 millions d'euros.

Au 31 décembre 2018, les corrections de valeur pour pertes attendues concernant l'ensemble des actifs financiers éligibles s'élèvent à 11 milliards d'euros dont :

- 3 milliards d'euros de corrections de valeur relatives aux actifs sains ou dégradés (1,2 milliard d'euros au titre du *Bucket* 1 et 1,8 milliard d'euros au titre *Bucket* 2) ;
- 8 milliards d'euros de corrections de valeur relatives aux actifs dépréciés (*Bucket* 3).

Se référer aux notes annexes sur les effets de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018 et à la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Notre réponse

Nous avons examiné le dispositif mis en place par la Direction des Risques pour catégoriser les créances (*Bucket* 1, 2 ou 3) et évaluer le montant des ECL enregistrées afin d'apprécier si les estimations retenues s'appuyaient sur des méthodes conformes à la norme IFRS 9, correctement documentées et décrites dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés.
Nous avons testé les contrôles clés mis en œuvre par les principales entités, pour la revue annuelle des portefeuilles, la mise à jour des notations de crédit, l'identification des encours dégradés ou en défaut et l'évaluation des dépréciations. Nous avons pris connaissance également des principales conclusions des comités spécialisés des principales entités du groupe, en charge du suivi des créances dégradées ou en défaut.
S'agissant des dépréciations en *Bucket*s 1 et 2, nous avons :

- eu recours à des spécialistes pour l'appréciation des méthodes et mesures pour les différents paramètres et modèles de calcul d'ECL ;
- examiné les modalités d'identification de la dégradation significative du risque de crédit ("SICR") ;
- testé les contrôles de déversement des données servant au calcul des ECL ou les rapprochements entre les bases servant au calcul des ECL et la comptabilité ;
- réalisé des calculs indépendants d'ECL sur la base d'un échantillon, comparé le montant calculé avec celui comptabilisé et examiné les ajustements réalisés par la direction le cas échéant ;
- également apprécié les analyses menées par la direction sur les expositions de la banque de financement de Crédit Agricole CIB ayant des perspectives dégradées.

S'agissant des corrections de valeur calculées individuellement en *Bucket* 3, nous avons :

- analysé la justification des effets de la première application de la norme IFRS 9 sur les encours en *Bucket* 3 ;
- examiné les estimations retenues pour les contreparties significatives dépréciées de Crédit Agricole CIB et, sur la base d'un échantillon de dossiers de crédit, examiné les éléments sous-tendant les principales hypothèses retenues pour apprécier les flux de recouvrements attendus notamment au regard de la valorisation des collatéraux.

Nous avons enfin examiné les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés, y compris s'agissant des effets de la première application de la norme IFRS 9.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Écarts d'acquisition

Risque identifié	Notre réponse
Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum annuellement. Ces tests sont fondés sur la comparaison entre la valeur comptable de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) et leur valeur d'utilité. La détermination de la valeur d'utilité repose sur l'actualisation de l'estimation des flux de trésorerie futurs générés par l'UGT, tels que définis dans les trajectoires financières établies sur 4 ans et prolongées sur 2023. Le pourcentage d'allocation des fonds propres est déterminé en prenant en compte, lorsqu'elles existent, les exigences spécifiques fixées par le régulateur (Pilier 2 notamment). Nous avons considéré que l'évaluation des écarts d'acquisition était un point clé de l'audit. En effet, de par leur nature même, ces tests de dépréciation requièrent l'exercice du jugement en ce qui concerne les hypothèses structurantes retenues, notamment pour la détermination des scenarii économiques, des trajectoires financières ou des taux d'actualisation. Au regard de l'écart entre la valeur d'utilité et la valeur comptable, des performances passées ou de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction, nous avons porté une attention particulière aux tests réalisés sur les UGT Banque de proximité en France – LCL et Banque de proximité à l'international pour l'Italie. Les écarts d'acquisition inscrits au bilan s'élèvent au 31 décembre 2018 en valeur nette à 15,5 milliards d'euros, dont 4,8 milliards d'euros liés à la banque de proximité en France et 1,7 milliard d'euros liés à la banque de proximité à l'international. Se référer à la note 6.15 de l'annexe aux comptes consolidés.	Nous avons pris connaissance des processus mis en place par le groupe pour identifier d'éventuels indices de perte de valeur et mesurer le besoin de dépréciation des écarts d'acquisition. Nous avons inclus, dans l'équipe d'audit, des spécialistes en valorisation pour examiner les hypothèses utilisées pour déterminer les taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini retenus ainsi que les modèles de calcul des flux de trésorerie actualisés. Les calculs ont été testés et les principales hypothèses (pourcentage d'allocation des fonds propres, taux d'actualisation, taux de croissance à l'infini, etc.) confrontées à des sources externes. Les trajectoires financières préparées par la direction de chaque entité concernée et utilisées dans le modèle ont été examinées pour : ■ contrôler leur cohérence avec celles qui ont été approuvées par les organes compétents (Conseil d'administration) des entités ou sous-groupes, ou que les retraitements opérés sont justifiés ; ■ apprécier les principales hypothèses sous-jacentes y compris pour la prolongation des trajectoires financières au-delà de la période de quatre ans présentée aux organes compétents des entités. Ces hypothèses ont été notamment appréciées au regard des trajectoires financières élaborées au cours des exercices passés et des performances effectivement réalisées ; ■ effectuer des analyses de sensibilité à certaines hypothèses (niveau de fonds propres alloué, taux d'actualisation, coût du risque). Les informations figurant en annexes sur les résultats de ces tests de dépréciation et le niveau de sensibilité à différents paramètres de valorisation ont également été examinés par nos soins.

Risques juridiques, fiscaux et de conformité

Risque identifié	Notre réponse
Le Groupe fait l'objet de procédures judiciaires ou d'arbitrage, et de plusieurs enquêtes et demandes d'informations de nature réglementaire de la part de différents régulateurs. Ces dernières concernent notamment les dossiers Euribor/Libor et Bonds SSA avec les autorités de différents pays (États-Unis, Royaume-Uni, Suisse) ainsi que de l'Union européenne. Elles concernent également des actions en cours de l'autorité de la concurrence en Italie ou du médiateur de crédit aux Pays-Bas (KIFID) pour le pôle crédit à la consommation. Différentes procédures en matière fiscale sont également en cours en France et dans certains pays dans lesquels le groupe exerce ses activités (Allemagne notamment). La décision de comptabiliser ou non une provision et le montant de celle-ci nécessite par nature l'utilisation du jugement, en raison de la difficulté à estimer le dénouement des litiges en cours ou l'impact fiscal définitif de certaines opérations de structure. Compte tenu de la sensibilité de l'évaluation des provisions à ces hypothèses, celle-ci comporte un risque important d'anomalies significatives dans les comptes consolidés et constitue de ce fait un point clé de l'audit. Les différentes enquêtes, demandes d'informations ou actions de certaines autorités en cours, ainsi que les principales vérifications fiscales au 31 décembre 2018, sont présentées en notes 1.2 et 6.17 de l'annexe aux comptes consolidés.	Le risque d'une sortie de ressources significative porte sur un nombre limité de dossiers dont nous suivons régulièrement l'évolution. Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation des risques de ces dossiers et des provisions qui leurs sont le cas échéant associées, notamment en procédant à des échanges trimestriels avec la direction et plus particulièrement les directions juridique et de la conformité et la direction fiscale du groupe et de ses principales filiales. Nos travaux ont notamment consisté à : ■ examiner les hypothèses utilisées pour la détermination des provisions à partir des informations disponibles (dossiers constitués par la direction juridique ou les conseils de Crédit Agricole S.A. et des entités du groupe, courriers des régulateurs, procès-verbal du comité des risques juridiques) ; ■ prendre connaissance des analyses ou conclusions des conseils juridiques de la banque et des réponses obtenues à nos demandes de confirmation réalisées auprès de ces conseils ; ■ s'agissant plus spécifiquement des risques fiscaux, examiner, avec nos spécialistes, les réponses apportées par le groupe aux administrations concernées ainsi que les estimations du risque réalisées par la banque ; ■ apprécier, en conséquence, le niveau des provisions comptabilisées au 31 décembre 2018. Enfin, nous avons examiné les informations données à ce titre dans l'annexe aux comptes consolidés.

Évaluation de certains actifs et passifs financiers de Crédit Agricole CIB classés en niveau 3

Risque identifié

Au sein du pôle Grandes clientèles du groupe Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB exerce des activités d'origination, de structuration, de vente et de trading d'instruments financiers dérivés, à destination des entreprises ou institutions financières. Par ailleurs, les émissions de titres de dettes, dont certaines "structurées", auprès de la clientèle internationale et domestique du groupe concourent à la gestion du refinancement moyen et long-terme de la banque.

- Les instruments financiers dérivés sont détenus à des fins de transaction et comptabilisés au bilan à leur juste valeur par résultat.
- Les émissions "structurées" sont comptabilisées en passifs financiers à leur juste valeur par résultat sur option.

Ces instruments financiers sont classés en niveau 3 quand leur évaluation requiert l'utilisation de paramètres de marché non observables significatifs. Dans ce cas, nous avons considéré que l'évaluation de ces instruments constituait un point clé de l'audit car elle nécessite l'exercice du jugement par la direction, en particulier concernant :

- la catégorisation des instruments financiers selon la hiérarchie de la juste valeur ;
- la détermination des paramètres non étayée par des données observables sur le marché ;
- l'utilisation de modèles de valorisation internes et non standards ;
- l'estimation d'ajustements d'évaluation permettant de tenir compte des incertitudes tenant aux modèles, aux paramètres utilisés ou aux risques de contrepartie et de liquidité ;
- l'analyse des écarts d'évaluation éventuels avec des contreparties constatés dans le cadre d'appels de marge ou de cessions d'instruments.

Les instruments financiers dérivés et les émissions structurées de Crédit Agricole CIB de niveau 3 sont inscrits au bilan du groupe Crédit Agricole S.A. en Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat. Au 31 décembre 2018, les instruments financiers dérivés inscrits au bilan du groupe Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 1,5 milliard d'euros à l'actif et 1,7 milliard d'euros au passif. Les émissions structurées sont inscrites en passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option pour 8,4 milliards d'euros.

Se référer aux notes 6.2 et 10.2 de l'annexe aux comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Notre réponse

Nous avons pris connaissance des processus et des contrôles mis en place par Crédit Agricole CIB, pour identifier, évaluer et comptabiliser les instruments financiers dérivés et les émissions "structurées" classés en niveau 3.

Nous avons examiné les contrôles clés tels que la vérification indépendante des paramètres d'évaluation et la validation interne des modèles d'évaluation réalisés par la direction des risques et contrôle permanent. Nous avons également examiné le dispositif encadrant la comptabilisation des ajustements d'évaluation et la catégorisation comptable des produits financiers.

Nous avons, en incluant des spécialistes dans l'équipe d'audit, procédé à des évaluations indépendantes, analysé celles réalisées par la banque et examiné les hypothèses, paramètres, méthodologies et modèles retenus au 31 décembre 2018. Nous avons également examiné les principaux ajustements de valorisation comptabilisés ainsi que la justification par la direction des principaux écarts d'appels de marge relevés et des pertes et/ou gains en cas de cession de produits financiers.

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

Provisions techniques spécifiques et tests de suffisance des passifs des contrats d'assurance

Risque identifié

Au sein du pôle Assurances du groupe Crédit Agricole S.A., les passifs d'assurance sont comptabilisés en provisions techniques conformément aux normes de consolidation françaises et à la réglementation en vigueur, comme l'autorise IFRS 4.

Parmi les provisions techniques figurent certaines provisions spécifiques requises par le Code des assurances dont la détermination fait particulièrement appel au jugement. Il s'agit notamment :

- dans un contexte de taux durablement bas, de la provision globale de gestion qui est dotée pour chaque classe homogène de contrats d'assurance vie lorsque les frais de gestion prélevés aux assurés ne sont pas suffisants pour couvrir les charges de gestion ;
- de la provision pour risques croissants dépendance, qui est dotée lorsque la valeur actuelle des engagements de l'assureur en couverture de la maladie ou de l'invalidité est supérieure aux cotisations projetées des assurés ;
- des provisions pour sinistres tardifs liés à des contrats d'assurance non vie pour lesquels des sinistres sont survenus et non encore déclarés ou évalués.

Pour les provisions techniques d'assurance vie, le groupe réalise un test annuel de suffisance des passifs pour s'assurer que les passifs d'assurance sont couverts par les flux de trésorerie futurs estimés après imputation des frais de gestion projetés.

Eu égard à la sensibilité des provisions spécifiques susvisées et des tests de suffisance des passifs aux différentes hypothèses sous-jacentes retenues (projection du rendement des actifs, comportements des assurés, politique financière de l'assureur, durée de vie en autonomie ou probabilité de survenance d'un état de dépendance, modèles statistiques et jugements d'experts retenus pour l'évaluation des sinistres tardifs, taux d'actualisation…), nous avons considéré que les provisions techniques spécifiques et les tests de suffisance des passifs constituaient un point clé de l'audit.

Les provisions techniques nettes d'assurance s'élèvent à 322,8 milliards d'euros au 31 décembre 2018.

Se référer aux notes 1.2, 4.6, 5.3 et 6.16 de l'annexe aux comptes consolidés

Notre réponse

Pour les principales provisions spécifiques mentionnées ci-contre, nous avons intégré des actuaires dans nos équipes d'audit et :

- examiné la conformité de la méthodologie appliquée par le groupe pour évaluer ces provisions avec la réglementation en vigueur ;
- pris connaissance de l'environnement de contrôle relatif à la gestion ou l'évaluation des sinistres, à l'élaboration des modèles de projection ou modèles stochastiques et à la détermination des principales hypothèses en entrée de modèle (taux de rendement des actifs, modélisation des frais, taux de rachats, tables de mortalité, durées de vie projetées en autonomie et probabilités de survenance d'un état de dépendance, taux d'actualisation…) ;
- rapproché les principales données utilisées pour le calcul de ces provisions des données de gestion ;
- analysé certains modèles ou données au regard des pratiques de marché, du contexte économique et de données historiques ;
- examiné les contrôles clés des systèmes d'information supportant le traitement des données techniques et les enregistrements comptables ;
- procédé à un recalcul de certaines provisions.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du Code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

INFORMATIONS RÉSULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole S.A. par votre Assemblée générale du 19 mai 2004 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et de 1985 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2018, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la quinzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la trente-quatrième année.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

Retrouvez la définition des mots soulignés dans le Glossaire page 600.

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 25 mars 2019

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit	ERNST & YOUNG et Autres
Anik Chaumartin	Olivier Durand